

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Édouard Driault

Le Monde

actuel

Tableau politique et économique



Paris, FÉLIX ALCAN, éditeur, 1909.

LE MONDE ACTUEL

TABLEAU POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

1958

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

DU MÊME AUTEUR

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

- La question d'Orient**, depuis ses origines jusqu'à nos jours, avec une préface de M. GABRIEL MONOD, de l'Institut. 1 vol. in-8, 3^e édit. (*Récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques*). 7 fr.
- Problèmes politiques et sociaux**. 1 vol. in-8, 2^e édit. refondue. . . 7 fr.
- La politique orientale de Napoléon**. *Sébastiani et Gardane (1806-1808)*. 1 vol. in-8 (*Récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques*). 7 fr.
- Napoléon en Italie (1800-1812)**. 1 vol. in-8. 10 fr.
- La question d'Extrême-Orient**. 1 vol. in-8. 7 fr.
- Vue générale de l'histoire de la Civilisation**. 2 vol. in-12 avec 218 gravures et 34 cartes dans le texte. (I. *Les origines*. — II. *Les temps modernes*). (*Récompensé par l'Académie des Sciences morales et politiques*). 7 fr.

Ino. 8737

LE

MONDE ACTUEL

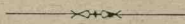
TABLEAU POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

B 221.702

PAR

EDOUARD DRIAULT

73696



PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1909

Tous droits de traduction et de reproduction réservés.

c/953

Biblioteca Centrală Universitară
BUCHARESTI
Cota 80.3.2.2...
Inventar 73.626...

RC 168/∞

B.C.U. Bucuresti



C73626

LE MONDE ACTUEL

TABLEAU POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION : LES CAUSES DE LA CONDITION ACTUELLE DU MONDE

- I. La guerre franco-allemande. — II. La guerre des Balkans. — III. L'expansion coloniale. — IV. Activité scientifique et économique.

La condition actuelle du monde est due à une série d'événements ou d'évolutions dont on peut fixer le départ environ à la date de 1870. Car, jusque-là, l'Europe avait à peu près conservé depuis 1815 la condition politique que lui avait donnée le congrès de Vienne, et dès lors, par la formation de l'unité italienne et celle de l'unité allemande, l'œuvre de ce congrès pouvait passer pour définitivement détruite : l'Europe prenait une physionomie qu'elle a gardée depuis. Jusque-là l'Europe n'avait pas encore entrepris la conquête et l'exploitation méthodique du monde, qui dans les trente dernières années en a modifié considérablement les caractères. Il semble même, autant qu'on en puisse juger de si près, que le temps présent indique à ce double point de vue le terme d'une époque, que l'Europe ne soit plus essentiellement marquée des traits que lui avait donnés la guerre franco-allemande, et

que l'impérialisme colonial ait épuisé pour un moment ses ambitions, toutes terres désormais étant occupées ou imprenables. C'est pourquoi il était possible de saisir ce rapide instant de calme pour esquisser un tableau de l'humanité contemporaine.

I

LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Le 18 janvier 1871, 170^e anniversaire du couronnement du premier roi de Prusse à Kœnigsberg, dans la galerie des Glaces du château de Versailles, au milieu des plus étonnantes victoires, le roi de Prusse Guillaume I^{er} recevait du roi de Bavière, au nom de tous les princes allemands, la couronne impériale; il la tenait du droit de son épée glorieuse, symbole de la protection divine; il ne la tenait pas du consentement des peuples qui, de gré ou de force, entraient dans l'unité allemande. Elle était un triomphe, sans doute inévitable, du principe des nationalités, mais dans une forme archaïque et pédantesque: les historiens allemands, pour autoriser la violence faite au Sleswig ou à l'Alsace-Lorraine, soulèvent de formidables arguments historiques, l'appellent l'Empire de Charlemagne et le Saint-Empire Romain Germanique, oublient que l'histoire fournit par nature les indications les plus contradictoires, enregistre des faits, ne formule pas des droits.

Aussi bien l'Allemagne nouvelle demeurait-elle imparfaite, inférieure aux rêves de ses meilleurs patriotes, mutilée des Allemands d'Autriche; mais il fallait écarter l'Autriche pour que la Prusse eût l'Empire.

L'Autriche se résigna vite à sa défaite et devint l'Autriche-Hongrie; la Hongrie lui imposa l'amitié de ses vainqueurs. L'élément allemand affaibli et humilié par le désastre de Sadowa, la Hongrie, qui en avait profité, prenait des allures triomphales, datait de Sadowa sa

propre grandeur, et le Hongrois Andrassy, chancelier d'Autriche-Hongrie, contractait avec l'Allemagne nouvelle une alliance qui n'a pas cessé d'être très étroite.

Ainsi soutenus de l'extérieur, Allemands d'Autriche et Hongrois ont réussi à maintenir depuis leur domination sur les Slaves de la monarchie dualiste, même à exercer une influence considérable dans tous les pays des Balkans, où ils ouvrent le chemin à la poussée germanique qui, du nord-ouest au sud-est, de Hambourg à Constantinople, prend toute l'Europe en écharpe, entre les Slaves et les Latins.

Un autre grand événement européen fut la suite immédiate de Sedan ; ce fut l'entrée des Italiens dans la capitale qu'ils voulaient, Rome, enlevée à la papauté ; le 20 septembre 1870, le général Cadorna, à la tête de ses troupes, y pénétrait par la porta Pia, et en prenait possession solennellement, au nom de son roi Victor-Emmanuel II : car la garnison française, que Napoléon III n'avait pas cessé d'entretenir auprès du Saint-Siège, venait d'être rappelée par le gouvernement de la Défense Nationale. Ainsi la puissance temporelle de la papauté, fondée par les Carolingiens, avait toujours été défendue par la France ; pendant longtemps encore, les Italiens purent craindre quelque nouvelle intervention armée de la France en faveur du pape ; ils furent émus des manifestations bruyantes des catholiques français à l'occasion des pèlerinages du Sacré-Cœur, ils commencèrent de regarder vers l'Allemagne puissante, pour y trouver une garantie de leur propre grandeur. Ils ne devaient pas tarder à entrer dans l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche, malgré les haines que la domination autrichienne avait laissées dans le pays lombard-vénitien.

La triple alliance fut le triomphe de la dernière partie de carrière du prince de Bismarck ; elle garantit à l'Allemagne ses conquêtes antérieures, elle assura et prolongea sa prépondérance sur l'Europe. A l'abri de sa longue supériorité

militaire, l'Allemagne put développer ses ressources économiques dans des proportions considérables : le fer appelle l'or, a-t-on dit dans une formule dont la précision était frappante. Cependant elle n'est pas absolument juste : au lendemain de la guerre de Sécession, une guerre civile de quatre ans qui accumula les désastres sur les États-Unis, leur prospérité fut aussi rapide et aussi éclatante que celle de l'Allemagne victorieuse de la France. L'Italie, arrivée en même temps que l'Allemagne à son unité, n'a pas conquis la même puissance économique. C'est que l'Allemagne doit surtout le développement extraordinaire de sa richesse à la possession de quelques-unes des plus riches mines de l'Europe ; elle est devenue vite une rivale de l'Angleterre et des États-Unis parce qu'elle avait comme eux une abondante production houillère, et il faudrait corriger ou compléter la formule précédente par celle-ci : La houille appelle l'or. D'ailleurs l'Allemagne victorieuse n'est pas aujourd'hui plus riche que la France vaincue.

Du moins c'est par le fer que l'Allemagne a prétendu établir et maintenir sa suprématie sur l'Europe. La surexcitation des passions belliqueuses par la guerre de 1870 produisit naturellement une recrudescence d'individualisme national. Les autres puissances européennes empruntèrent à la Prusse les institutions militaires auxquelles elle avait dû son triomphe et s'organisèrent dans le ruineux régime de la paix armée. La question d'Alsace-Lorraine ne fut pas définitivement résolue par le traité de Francfort, la France refusant de consentir à l'inoubliable mutilation, et fondant son droit, non pas sur de prétendus arguments historiques, mais sur la volonté des populations qu'on lui arrachait. Dès lors les relations franco-allemandes devaient être très délicates, parmi des crises sans cesse répétées, au milieu d'un malaise dont souffre toute l'Europe. De nos jours le conflit déjà ancien s'aggrave et se renouvelle des ambitions coloniales de l'Allemagne, qui, universelles, ne peuvent manquer de toucher en quelques points aux

intérêts français, et les incidents de la conférence d'Algésiras caractérisent cette physionomie nouvelle de la question franco-allemande. C'est un des traits essentiels de la condition actuelle du monde ; il est certain, en effet, que cette condition serait toute différente si la France et l'Allemagne avaient d'autres relations.

II

LA GUERRE DES BALKANS

La guerre de 1870 est même pour quelque chose dans les origines de la guerre des Balkans.

Le 29 octobre 1870, deux jours après la capitulation de Metz, le chancelier de Russie, Gortchakof, adressait aux divers cabinets européens une circulaire dans laquelle il déclarait, d'ordre de son souverain, que la Russie n'était plus disposée à se plier aux clauses du traité de Paris de 1856 en tant qu'elles limitaient sa liberté d'action sur la mer Noire. En d'autres termes, la Russie refusait de reconnaître plus longtemps la neutralité de cette mer. L'Angleterre ne pouvait alors compter sur la France ; elle enregistra les prétentions russes à la conférence de Londres (1871) : c'était la destruction des principaux résultats de la guerre de Crimée.

La Russie put reprendre ses desseins sur la péninsule des Balkans ; elle se servit, elle aussi, du principe des nationalités, et Gortchakof pensa être le Bismarck des Slaves. La propagande panslaviste bouleversa toutes les provinces chrétiennes de l'empire ottoman, y suscita de redoutables insurrections, auxquelles les Turcs répondirent, selon la coutume, par d'atroces massacres. Cela amena une intervention européenne, et la Russie se trouva mieux placée qu'aucune autre puissance pour punir les massacreurs : ni la France, ni l'Angleterre ne pouvaient s'y opposer, et elle comptait bien sur l'alliance allemande, ayant depuis six ans soutenu la Prusse de la neutralité la plus bienveillante.

Elle s'engagea dans la guerre des Balkans avec un enthousiasme extraordinaire ; les circonstances n'avaient jamais été si favorables : elle entraînait avec elle tous les peuples chrétiens de la péninsule à l'assaut de Constantinople. Ce ne fut point aussi facile qu'elle le croyait d'abord ; les Turcs lui opposèrent une résistance qui rappela à toute l'Europe qu'ils avaient toujours été d'excellents soldats. Osman-pacha, enfermé dans Plevna avec 40 000 hommes, tint pendant six mois tout l'effort des armées russes, dont le prestige souffrit quelque peu. Enfin Plevna fut forcée par la famine, et, la route de Constantinople ouverte, les Russes s'y précipitèrent, suivis des Serbes, des Roumains, des Bulgares ; c'était le reflux des peuples chrétiens rejetant les musulmans en Asie.

Les vainqueurs campèrent sous les murs de Constantinople, au faubourg de San-Stefano ; c'est là que fut signé, le 3 mars 1878, un traité qui parut être une solution définitive de la question d'Orient. La Russie n'osait pas réclamer Constantinople ; elle craignait à juste titre l'opposition des grandes puissances et ne voulait point mettre leur jalousie à une trop rude épreuve. Mais elle ne laissait guère au sultan que cette ville et ses environs. Elle proclamait l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine, sous son protectorat et celui de l'Autriche ; elle agrandissait les autres États chrétiens qui existaient déjà dans les Balkans, Serbie, Montenegro, Grèce, Roumanie ; surtout elle créait une grande principauté de Bulgarie, du Danube à la mer Egée, sous son protectorat ; par là elle s'attribuait une grande longueur de côtes sur la Méditerranée : enfin elle atteignait la mer libre. La tâche avait été rude, mais le résultat était magnifique.

Ce triomphe ne fut pas de longue durée. L'Angleterre et l'Autriche déclarèrent ne pas reconnaître le traité de San Stefano, Bismarck conseilla à la Russie d'accepter la réunion d'un congrès à Berlin et lui laissa entendre qu'elle y pourrait compter sur les bons offices de l'Allemagne. Or

le traité de Berlin, du 18 juillet 1878, dépouilla à peu près complètement la Russie des bénéfices de ses victoires; car Bismarck tenait à étendre dans les Balkans l'influence politique de l'Autriche, et, derrière elle, l'influence économique de l'Allemagne. La Bulgarie ne fut établie qu'entre le Danube et les Balkans, et, en outre, elle fut mise sous la garantie générale de l'Europe et non pas sous le protectorat russe. La Russie se trouva rejetée comme autrefois au nord de la mer Noire; le « chemin de Byzance » était coupé. C'était la faillite d'une politique séculaire.

Le panslavisme avait échoué parce que la péninsule des Balkans n'est pas toute slave. Les termes ethnographiques y ont pris une précision de plus en plus grande. Jadis on appelait « Grecs » tous les sujets chrétiens de l'empire ottoman, parce qu'en effet ils appartenaient tous à la religion grecque; mais ensuite, dans l'unité religieuse, la race grecque se distingua des Slaves, de même la race roumaine. Parmi les Slaves mêmes, il y a des différences entre les Serbes et les Bulgares, ceux-ci mêlés de Finnois. Ainsi la carte ethnographique des pays balkaniques est compliquée, et cela explique les rivalités qui en séparent les divers États.

Du moins, la Turquie vaincue et la Russie écartée, la péninsule des Balkans s'est organisée politiquement selon le principe des nationalités qui a assuré l'indépendance des diverses populations chrétiennes; la carte de ces pays s'illustre de couleurs qui correspondent à peu près aux diverses races. Non pas que ces jeunes États, Grèce, Serbie, Roumanie, Bulgarie, soient contents de leur situation actuelle; il n'en est pas qui n'ait quelque ambition à satisfaire, aux dépens d'un voisin, ou surtout aux dépens de la Turquie, qui paraît vouée à d'autres démembrements.

Et, par la force des choses, parce qu'il est une des lois essentielles de l'époque contemporaine, le principe des nationalités n'a pas cessé de produire d'autres conflits, d'autres modifications territoriales. L'Arménie avait obtenu, au traité de Berlin, la promesse des libertés essentielles;

comme elles se faisaient attendre, elle les réclama avec quelque énergie; le sultan régla la question arménienne par le massacre de 250 ou 300 000 Arméniens; mais la nationalité arménienne n'est pas morte, et malgré le joug barbare du gouvernement turc, elle manifeste dans toute la région de l'Ararat la plus remarquable activité.

La Crète est surtout peuplée de Grecs; elle voulut être grecque; elle se révolta contre le sultan; d'ailleurs, depuis le xvii^e siècle, depuis la conquête turque, elle n'a presque jamais cessé de s'insurger contre la domination musulmane. Le sultan Abd-ul-Hamid II se disposa à traiter les Crétois comme les Arméniens. Mais la Grèce bravement intervint, se fit battre par les troupes turques, força ainsi l'Europe à agir, se tira de cette aventure héroïque sans trop de sacrifices, et indirectement sauva la Crète, qui fut confiée au gouvernement d'un prince grec.

La Macédoine enfin, peuplée de Grecs, de Serbes, de Bulgares, dans des proportions difficiles à établir, du moins non peuplée de Turcs, attira aussi sur elle, à force d'insurrections, l'attention de l'Europe; elle a déjà obtenu un commencement d'autonomie, et se détache peu à peu de Constantinople.

Les Turcs s'en vont; ils quittent la Crète et la Macédoine, comme auparavant ils ont quitté la Thessalie et la Serbie; ils retournent vers l'Asie. Le contraste est absolu avec les temps de l'invasion au xiv^e et au xv^e siècles; ils ont encore Constantinople; c'est aussi la prise de Constantinople qui avait couronné leur conquête en 1453 : la suite de leurs défaites est semblable à celle de leurs victoires.

Derrière eux les chrétiens reprennent les positions autrefois perdues. La Serbie, la Bulgarie avaient été puissantes déjà au moyen âge; elles reprennent leurs destinées interrompues. La Grèce et la Roumanie s'enorgueillissent de leur antiquité classique. Toutes les puissances européennes, Russes, Allemands et Autrichiens, Italiens, Français, Anglais, accourent à la Méditerranée, le berceau de leur civilisation, la route des Indes et de l'Extrême-Orient.

III

L'EXPANSION COLONIALE

Ce n'est pas seulement l'Europe qui a beaucoup changé depuis trente ans, ; c'est plus encore le reste du monde, et l'expansion coloniale est, peut-être, au point de vue politique, le principal phénomène du temps présent. Qu'on en juge par cette série presque ininterrompue d'entreprises coloniales, auxquelles ont pris part, avec plus ou moins de succès, tous les peuples de l'Europe.

Ce fut d'abord, presque au lendemain de la guerre de 1870, une expansion coloniale de la France singulièrement hardie, malgré les récents désastres. Jules Ferry fit occuper la Tunisie presque sans coup férir, consolidant ainsi et complétant la conquête de l'Algérie (1881) ; puis il donna à la France la domination de la plus grande partie de l'Indo-Chine et ainsi une place avantageuse dans le voisinage de la Chine (1885). La politique coloniale de la France, après lui, très constante et entreprenante, obtint d'autres succès : Madagascar devint française, et, derrière l'Algérie et le Sénégal, en face de Marseille, fut fondé peu à peu un grand empire français du Soudan. C'est plus qu'il n'en faut pour assurer au commerce de la France les débouchés dont il a besoin, pour rendre à la France une des premières places parmi les plus grandes puissances du monde. On considérera que, dans le même temps, l'Allemagne victorieuse, sous le gouvernement du prince de Bismarck, négligeait de prendre, parmi les terres encore vacantes, les colonies nécessaires à son industrie. Cette sorte de comparaison est instructive, entre l'empire allemand et la République Française.

Ce fut ensuite l'occupation de l'Égypte par les Anglais, en 1882. Ce fut un des échecs les plus sensibles infligés à l'influence française, la ruine d'une suprématie que Bonaparte et Ferdinand de Lesseps avaient rendue déjà presque

séculaire, et jusque-là indiscutable : ce fut un des plus beaux triomphes de la politique anglaise. Peu de temps après, en 1886, elle annexait la Birmanie à son empire de l'Inde : elle redoutait qu'elle ne tombât entre les mains de la France, fortement établie sur la côte orientale de l'Indo-Chine, et elle voulait se ménager un accès dans les provinces méridionales de la Chine.

Dans le même temps, les Russes, écartés de Constantinople, se rejetaient forcément vers l'Asie pour tâcher d'y trouver la mer libre, par exemple vers le golfe Persique et la mer d'Oman; ils achevaient alors la conquête du Turkestan; ils menaçaient l'Inde anglaise, et longtemps, entre 1885 et 1892, une guerre anglo-russe y parut inévitable, dont les conditions sans doute eussent été plus avantageuses aux Russes qu'en Mandchourie.

En 1885, le congrès colonial de Berlin donnait un grand exemple de sagesse. Presque tout l'intérieur du continent africain avait été jusque-là vacant, c'est-à-dire avait échappé jusque-là à la conquête européenne. Les dernières explorations l'avaient montré cruellement ravagé par la traite des nègres, et l'Association Internationale africaine était fondée pour y détruire le commerce des esclaves (1876) : beaucoup de gouvernements européens y donnèrent des soins. Ensuite à la tâche désintéressée de la destruction de l'esclavagisme s'étaient jointes des préoccupations moins hautes, mais très naturelles : il convenait de partager les régions nouvellement explorées, et les convoitises nationales ne manquèrent pas de se manifester. Le Congrès de Berlin fut réuni pour étudier les droits en présence, et à l'amiable il opéra le partage de la plus grande partie de l'Afrique centrale. Pour éviter les querelles, il créa, du lot le plus considérable, l'État Libre du Congo, dont il attribua la souveraineté au roi des Belges Léopold II, ancien président d'honneur de l'Association Internationale; il distribua les terres voisines entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Ainsi un immense domaine était réparti entre quelques-unes des

plus grandes puissances sans donner lieu au moindre conflit. Le phénomène valait la peine d'être signalé.

Puis, après quelques années d'accalmie, de nouvelles entreprises coloniales bouleversèrent coup sur coup le monde entier : dix ans de guerres sanglantes, se succédant avec une extrême rapidité, dans une agitation formidable qui vient à peine de se terminer.

En 1889, l'Italie avait fait le grand rêve d'un empire colonial de l'Érythrée ou de la mer Rouge; elle lui avait même donné un commencement de réalisation très positive par l'établissement de son protectorat sur l'Abyssinie. Mais le négus Ménélik, dès qu'il n'eut plus besoin des Italiens, refusa de reconnaître leur suprématie, leur infligea la défaite d'Adoua (1896) et les réduisit à la possession d'une partie de la côte de la mer Rouge. L'Italie a cependant conservé des intérêts considérables dans ces régions.

Deux ans après (1898) éclata la guerre hispano-américaine. Sous prétexte de délivrer Cuba de la lourde domination espagnole et de rétablir avec La Havane les relations commerciales compromises par une longue insurrection, les États-Unis se mêlèrent à la querelle de l'Espagne et de ses colons. Ce fut la rapide révélation de l'impuissance de l'Espagne et de la valeur maritime de ses rivaux; les flottes espagnoles furent détruites au premier choc; et ce fut la ruine complète du plus ancien et du plus considérable des empires d'autrefois : l'Espagne céda à ses vainqueurs Cuba, Porto-Rico, les Philippines, ses dernières colonies.

Les États-Unis par là établissaient fortement leur domination sur les pays latins de l'Amérique Centrale; la doctrine de Monroë, qui n'avait été en 1823 qu'une manifestation en faveur de l'indépendance des républiques américaines, devenait une doctrine d'impérialisme, s'élargissait en panaméricanisme. Même, par les Philippines, les États-Unis s'installaient en face des côtes chinoises, ajoutaient à la question d'Extrême-Orient un élément nouveau, prétendaient à la domination du Pacifique, où ils ne prévoyaient

pas alors d'autres concurrences que celles de l'Europe.

L'année suivante (1899), le conflit entre l'Angleterre et le Transvaal produisit une longue et étonnante guerre; malgré l'héroïsme des Boërs, après deux ans et demi d'une admirable résistance, ils durent céder; ils se soumirent à la domination de l'Angleterre; ils s'en déclarèrent les loyaux sujets. Ainsi s'achevait la constitution de l'empire anglais de l'Afrique du Sud, du Cap au Zambèze, dans une masse territoriale imposante.

Cette guerre du Transvaal n'était pas terminée (1902) que l'alliance anglo-japonaise surprenait le monde et donnait aussitôt au Japon le moyen de vider sa querelle avec la Russie. Ce fut la guerre de Mandchourie (1904-1905). Elle manifesta de la part de la Russie une faiblesse insoupçonnée et chez le Japon une force nouvelle et déjà redoutable. Non seulement elle fit perdre aux Russes Port-Arthur et la Mandchourie, et leur ferma, comme en Occident, tout débouché sur une mer libre; mais, en dehors de leur cas particulier, elle donna à la question d'Extrême-Orient un caractère tout nouveau; elle révéla, avec un éclat fort inquiétant pour l'Europe, le péril jaune, c'est-à-dire au moins la volonté des Jaunes de ne pas se laisser écraser par les Blancs et la prétention de rester les maîtres chez eux. Ce fut aussitôt comme le terme de l'impérialisme européen. Et déjà les États-Unis ne sont plus aussi sûrs d'être jamais les maîtres du Pacifique.

Enfin, tard venue au rang des grandes puissances de l'Europe, plus tard venue parmi les grandes puissances coloniales, l'Allemagne prussienne, forte d'une prospérité industrielle incomparable, mais mal pourvue de débouchés certains, cherche partout, avec une impatience fébrile personnifiée par son Empereur, les terrains d'expansion que réclament son émigration et le commerce de ses marchands. Elle n'a en Afrique que des terres trop chaudes, en Océanie que des îles sans ressources, sur la côte chinoise qu'un port sans avenir; elle ne veut pas que le Maroc lui soit fermé;

elle entretient avec le sultan de Constantinople une amitié et prend avec les Musulmans en général des airs protecteurs qui cachent mal les desseins de son ambition et les besoins de son activité économique. Bismarck sut fonder l'Empire allemand; il ne sut pas lui donner l'Empire colonial qu'aujourd'hui réclame sa remarquable production industrielle. Situation désormais critique, inquiétante pour tout le monde : ainsi la question coloniale renouvellera les conflits jadis nés de la révolution des nationalités.

IV

ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET ÉCONOMIQUE

Quelles sont donc les causes de cette fièvre impérialiste dont le monde entier s'agite depuis un quart de siècle? La principale est sans doute dans les progrès de la science et des ressources qu'elle assure à l'industrie humaine, car l'intensité de la production contemporaine exige des débouchés.

La science s'est appliquée aux arts de la guerre; elle a multiplié les moyens de l'impérialisme, armements, poudres et explosifs, forteresses blindées et formidables cuirassés. Cependant ces instruments de défense et de conquête sont devenus moins efficaces en se généralisant. L'Allemagne fut victorieuse, il y a quarante ans, parce qu'elle avait alors seule une armée scientifiquement organisée : son exemple a été imité presque partout. Voici que maintenant les Jaunes sont armés ou s'arment et se battent comme des Blancs. C'est une sorte de limitation de l'impérialisme par lui-même.

Mais surtout la science a transformé et renouvelé les arts de la paix. L'agriculture, qui se traînait depuis le commencement des temps historiques dans la routine des traditions, a pris des caractères scientifiques, jusqu'au fond de nos campagnes; le système des jachères a été remplacé par la cul-

ture intensive; l'analyse chimique des terrains a permis leur amendement par des engrais correspondants; le fléau, dont se servaient nos pères pour le battage du grain sur l'aire de la grange, n'est plus guère qu'un objet de musée, comme le rouet de nos grand'mères; il a disparu devant la batteuse à vapeur. Ainsi la terre produit plus qu'autrefois; le cultivateur lui fait produire tout ce qu'elle peut donner, sûr que sa moisson, par le jeu des échanges, sera entraînée dans la circulation universelle. Grâce à l'activité des relations internationales, la grande culture s'est localisée dans les régions qui lui sont le plus favorables et qui sont devenues comme les greniers du monde : par exemple, la France, la Hongrie, la Russie, l'Inde, les États-Unis fournissent à peu près tout le blé dont se nourrissent les hommes. Ces pays, surtout ceux qui produisent beaucoup plus qu'ils ne consomment, comme la Russie et les États-Unis, ont besoin d'une certitude d'exportation; ils seraient ruinés si les débouchés leur manquaient. On peut voir là une des raisons de l'impérialisme économique du temps présent.

Mais l'industrie n'a pas seulement été transformée; elle a été créée de toutes pièces par la science contemporaine, qui a ainsi donné naissance à une forme de civilisation qu'on peut appeler la civilisation industrielle. La petite boutique d'autrefois, où s'enfermait l'industrie manuelle qui avait suffi aux hommes depuis leurs origines, a disparu presque complètement, ruinée par la grande manufacture. La houille, emmagasinée depuis les origines de la terre dans ses profondeurs comme une réserve de force, est devenue le principal agent de la production de la vapeur. Les chutes d'eau des montagnes, jusque-là seulement pittoresques, donnent leur force à de lointaines usines, grâce à l'électricité : les chutes du Zambèze vont actionner les machines des exploitations aurifères du Transvaal, à plus de 900 kilomètres de distance, comme de Calais à Marseille.

Jusqu'ici pourtant la grande industrie s'est concentrée

dans les régions houillères, en Amérique dans la région des Alleghanys, en Europe le long d'une ligne presque régulière, dirigée de l'ouest à l'est, par l'Angleterre, la Belgique et le nord de la France, et, en Allemagne, par la Westphalie, la Saxe et la Silésie. Les deux industries essentielles sont la métallurgie et les textiles; la plus grande partie du monde s'en fournit dans ces régions extraordinairement peuplées, toutes bourdonnantes du ronflement des machines, les grandes ruches du travail humain. Mais il leur faut des matières premières, de la laine et du coton, pour utiliser leurs produits houillers; il leur faut des débouchés pour l'exportation de leurs produits manufacturés; elles seraient ruinées en de redoutables désastres économiques, si elles ne pouvaient vendre ce qu'elles fabriquent, et c'est là une cause capitale des plus récentes entreprises impérialistes.

Les voies de communications ont pu se multiplier, grâce aux découvertes de la science, pour suffire à la circulation mondiale de toutes marchandises. Ce fut une date considérable dans l'histoire de la civilisation que l'année 1869 qui vit ensemble l'achèvement du Transcontinental américain entre New York et San Francisco, et l'inauguration du canal de Suez. Les héros de Jules Verne purent alors faire le tour du monde en quatre-vingts jours, montrant la voie aux produits de l'industrie.

Cependant l'intensité des échanges commerciaux est encore limitée par les conditions ordinaires des relations économiques entre les peuples. Le libre échange, sur lequel elles ont été fondées au milieu du siècle dernier, pouvait stimuler les concurrences nationales et l'activité de la fabrication. Mais, sauf l'Angleterre et la Belgique, la plupart des nations se sont établies depuis 1870 dans le régime protectionniste, qui est la forme économique de l'individualisme national surexcité par les haines de la guerre. Ce n'est pas qu'il y ait entre les peuples des barrières infranchissables; leurs échanges sont réglés par des

traités de commerce laborieusement délibérés article par article : les diplomates d'aujourd'hui, selon l'évolution même des intérêts, sont obligés de se préoccuper des questions économiques autant que des questions politiques.

Malgré les querelles et les jalousies, la richesse générale se développe aujourd'hui considérablement. La provision d'or augmente dans des proportions énormes, grâce aux mines nouvelles de l'Australie, du Canada, de la Sibérie, surtout de l'Afrique du Sud. Le crédit en multiplie la valeur; les banques nationales ou privées inspirent plus ou moins confiance, mais elles mettent ensemble en circulation des billets qui font plus que tripler le chiffre de la monnaie précieuse. Les sociétés foncières organisent une sorte de mobilisation du sol, en mettant en circulation des actions ou des obligations qui sont garanties par la propriété immobilière. Les grandes compagnies industrielles ou commerciales représentent d'autres capitaux, qui sont une autre forme de la richesse publique. Les grands marchés financiers, les Bourses de Londres, Paris, New York ou Berlin, centralisent l'échange de toutes ces valeurs, organisant la circulation de la richesse dans une fièvre d'agiotage qui renouvelle chaque jour, en plusieurs endroits du monde, le spectacle de la rue Quincampoix au temps de Law.

Partout augmente, dans cette course folle à la fortune, le besoin des jouissances matérielles; le luxe des riches est de plus en plus exigeant, exaspère toujours davantage les convoitises des pauvres. La foi d'autrefois en une éternité bienheureuse a disparu d'un grand nombre de consciences; les temps de la résignation chrétienne sont passés; on ne se satisfait plus d'espérances consolantes; on veut des biens présents, et l'impérialisme des nations contemporaines est la résultante des appétits individuels partout surexcités.

C'est la lutte pour la vie entre les peuples, entre les classes sociales, dans un état d'esprit belliqueux et révolutionnaire. Les gouvernements s'efforcent d'assurer, chacun

à son profit, l'équilibre des forces, c'est-à-dire l'équilibre des ressources, s'arment jusqu'aux dents pour la conquête des trésors de la terre; les pauvres s'agitent pour avoir une plus grande part des bénéfices de leur travail, pour obtenir une autre répartition de la richesse; les haines ainsi sont parfois plus vives entre citoyens d'une même nation, qu'entre nations ennemies.

73626
72987

Nous vivons un temps de passions violentes et de convoitises terribles, dont quelques esprits généreux espèrent pourtant tirer les formules d'harmonie de la cité humaine. Les uns prêchent avec une infatigable confiance la paix entre les peuples, ont réussi à créer une sorte de mentalité pacifiste que l'on rencontre même chez des souverains. Les autres cherchent une meilleure organisation de la société, travaillent à l'émancipation de la conscience par l'instruction, à la culture générale des intelligences, à la destruction des vices qui avilissent surtout la classe des travailleurs. Il est possible, grâce aux uns et aux autres, de garder quelque optimisme devant le tableau présent du monde : il se caractérise assurément surtout par une ardente fièvre de jouissances, mais aussi par de magnifiques efforts vers la paix et vers la justice : comme en toute chose humaine, par nature imparfaite, il y a ici à la fois du bien et du mal de la laideur et de la beauté.



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE II

L'ALLEMAGNE

I. La Constitution et les partis. — II. Développement économique. —
III. L'émigration et les colonies. — IV. La politique allemande.

L'Europe centrale est occupée principalement par des pays germaniques ou par des pays que domine la race germanique; ils sont pour la plupart protestants ou au moins de majorité protestante; ils manifestent, notamment depuis trente ans, une très forte et remarquable originalité parmi les autres races et religions. Ce sont l'Allemagne, et, autour d'elle, comme des satellites plus ou moins dépendants, au point de vue politique, économique ou intellectuel, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, les pays Scandinaves, la Hollande.

Il y aura de l'intérêt à les grouper pour en rappeler la parenté : ils subissent dans des conditions variables la suprématie de la politique et surtout de la culture allemande. Ils forment un groupe imposant qui pèse d'un poids très lourd sur les destinées de l'Europe centrale, et, par là, de l'Europe tout entière. Ils constituent, depuis la guerre de 1870, le principal élément d'un tableau politique et économique du continent.

I

LA CONSTITUTION ET LES PARTIS

L'Allemagne actuelle a une forme territoriale tout artificielle; nulle part elle n'a de frontières naturelles; vers l'est, elle s'enfonce profondément le long des côtes de la mer Baltique, dans les pays où au moyen âge les Chevaliers Teutoniques soumettaient et convertissaient les barbares Borusses; mais aussi la Russie, maîtresse de la plus grande partie de Pologne, s'avance dangereusement vers l'ouest, et semble menacer la ligne de l'Oder, toute proche de Berlin. Puis l'Allemagne pénètre par la Silésie jusqu'à la porte de Moravie; mais l'Autriche par la Bohême domine les vallées de la Lusace et de la Saxe. D'autre part, l'Allemagne n'est séparée du Danemark par aucun accident physique; sa frontière vers la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la France, est purement conventionnelle; au sud elle s'appuie sur les plateaux alpestres; mais elle ne possède pas les hautes chaînes, le long desquelles l'Autriche vient toucher à la Suisse et au lac de Constance. A cet égard même, il n'y a pas une Allemagne, il y a des Allemagnes très différentes les unes des autres, et notamment on distinguera toujours la Haute-Allemagne, qui n'a pas cessé de garder, avec son aspect pittoresque, ses caractères propres, et la Basse-Allemagne, celle de la plaine, presque tout entière aujourd'hui comprise dans le royaume de Prusse, où d'ailleurs les provinces de l'ouest ne ressemblent pas à celles de l'est. Aussi la nature offre-t-elle en Allemagne les spectacles les plus variés, et la monotonie des grandes plaines du Nord est singulièrement compensée par les merveilleux paysages de la Saxe, de la Thuringe ou de la Forêt Noire.

L'Allemagne n'a pas plus d'unité politique. Elle renferme, malgré elles, des populations qui ne sont pas alle-

mandes, de race ou de cœur, des Polonais en Posnanie qui résistent très vaillamment à la germanisation de leur langue, des Danois dans le Slesvig, des Français en Alsace-Lorraine : si la germanisation fait quelques progrès dans les villes, notamment à Strasbourg, elle est restée vaine dans les campagnes, pour la masse de la population. Il y a hors de l'Allemagne des populations allemandes, dont les regards tendent de plus en plus vers Berlin ; il y a 2 millions d'Allemands en Bohême ; ils sont inférieurs en nombre aux Tchèques de ce pays, mais ils ne consentiront jamais sans doute à subir leur suprématie politique : la région de Reichenberg ainsi s'oppose à celle de Prague en un contraste qui déjà maintes fois s'est manifesté en conflit. L'Autriche proprement dite, c'est-à-dire la vallée du Danube, de Passau à Vienne, est toute de population allemande, ainsi que les provinces alpestres de la Styrie, de la Carinthie et du Tyrol. Bismarck voyageant à Vienne y fut un jour l'objet d'une manifestation triomphale de la part de la population ; il y a longtemps que Sadowa a été oublié par les Allemands d'Autriche ; beaucoup d'entre eux aujourd'hui sont pangermanistes.

La Grande-Allemagne, abritant tous les peuples de race allemande, faillit se faire lors de la Révolution de 1848 ; mais elle ne pouvait s'achever alors que sous le gouvernement de l'Autriche qui n'avait cessé depuis des siècles d'y tenir la première place : c'est pourquoi au Parlement germanique de Francfort, les partisans de la Prusse défendirent le principe de la Petite-Allemagne, c'est-à-dire de l'Allemagne sans l'Autriche, en d'autres termes de l'Allemagne par la Prusse. C'est ce que la politique de Bismarck a finalement réalisé. Aujourd'hui la situation est différente ; la Prusse a pris incontestablement le premier rang parmi les peuples allemands ; l'Allemagne prussienne est devenue le centre d'attraction de toute la race germanique et la Grande-Allemagne ne pourrait être que prussienne. Elle serait alors aussi formidable que le Saint-Empire Romain

Germanique du moyen âge au temps de sa plus grande puissance.

D'ailleurs l'Allemagne actuelle a conservé quelques-uns des caractères du Saint-Empire ; partagée longtemps entre un grand nombre d'États auxquels la tutelle légère de l'Autriche laissait une indépendance presque absolue, elle est le pays de l'Europe où l'on retrouve le plus de traits du moyen âge ; elle en cultive les légendes et les souvenirs par ses poètes, par ses historiens, même par ses hommes politiques. Elle en porte même le signe dans sa constitution.

L'Empire allemand est un empire fédéral, mais les membres de cette fédération sont loin d'être égaux ; ils sont liés plutôt par les rapports de suzeraineté à vassalité, et le roi de Bavière ou le Sénat de Hambourg n'exercent pas sur les destinées de l'Empire la même influence que le roi de Prusse. Il y a certes en Allemagne beaucoup moins d'États qu'autrefois ; il y en avait, avant la Révolution française, plus de 300 ; il n'y en a plus maintenant que 38 ; mais ils sont, comme autrefois, si différents les uns des autres, par l'étendue et par la puissance, qu'on y reconnaît aisément quelques-uns des termes de la constitution germanique du moyen âge ; l'Empereur, les princes, les villes : il y manque le corps des électeurs ; le roi de Prusse est Empereur héréditaire, et c'est une différence capitale avec le passé.

Pourtant ces nombreux États de l'Empire fédéral allemand offrent toujours la variété la plus curieuse. Le royaume de Prusse, par exemple, est sous le régime de la monarchie constitutionnelle, mais non pas parlementaire ; le régime parlementaire est quelque chose de trop moderne, il n'existe nulle part en Allemagne ; il ne s'accorderait pas avec les caractères essentiels de l'Empire ; le roi de Prusse est assisté de deux Chambres, la Chambre des Seigneurs et la Chambre des représentants, ceux-ci élus pour un tiers par les grands propriétaires, le second tiers par la bourgeoisie et le troisième par un suffrage presque universel, limité seulement

par de légères conditions de cens. La monarchie constitutionnelle est aussi le régime politique de la Saxe, de la Bavière, de la plupart des autres États allemands, qui du reste ont organisé le plus souvent leur administration intérieure sur le modèle de la Prusse. Cependant les deux Mecklembourg ont encore des institutions presque féodales ; ils ont deux dynasties, d'ailleurs parentes, mais ils n'ont qu'une Diète composée de deux ordres, celui des chevaliers, qui compte 684 membres, et celui des villes, qui n'en compte que 47 ; il n'y a pas de représentation pour les paysans ; c'est donc un pur gouvernement de la noblesse. Brême et Hambourg sont encore, comme au temps de la Hanse Teutonique, des Républiques aristocratiques gouvernées surtout par la riche bourgeoisie. Le Sénat de Lubeck est une représentation un peu plus démocratique.

Pourtant, sur cette diversité archaïque, la constitution impériale de 1866-1871 a jeté les liens d'une grandiose unité. Elle est représentée très fortement par l'Empereur. Il est le souverain. Son autorité est faite surtout de son prestige et de celui de ses ancêtres. Nulle famille régnante n'a connu depuis trois siècles un aussi grand nombre d'hommes remarquables que la famille des Hohenzollern : jusqu'au xvii^e siècle, ils demeurèrent, comme électeurs de Brandebourg, les vassaux soumis des Habsbourg. Alors le Grand Électeur très habilement se dégagea en Prusse de la suzeraineté des rois de Pologne, et son fils put y prendre le titre de roi ; il entoura son couronnement à Kœnigsberg des plus magnifiques cérémonies. Puis le roi-sergent Frédéric-Guillaume I^{er} dressa une remarquable collection de beaux soldats, économisa un riche trésor ; moyens d'action du Grand Frédéric, qui osa poser la Prusse en rivale de l'Autriche, prendre à celle-ci la Silésie et déjà lui disputer l'hégémonie de l'Allemagne. Les Hohenzollern du xix^e siècle n'ont pas été des caractères de cette trempe, mais ils ont trouvé dans Bismarck le robuste ouvrier de l'Allemagne prussienne. Guillaume I^{er} ne peut être appelé « le Grand »

qu'à cause de la grandeur des bénéfices décisifs qu'il recueillit de cette préparation séculaire ; il acheva l'unité allemande ; il donna à l'Allemagne une puissance qu'elle n'avait pas connue depuis le moyen âge : avec lui elle régna un moment sur l'Europe, elle entra dans une ère de prospérité incomparable.

Tous ces résultats sont le solide fondement de la souveraineté impériale ; ce sont les Hohenzollern qui ont fait l'Allemagne ce qu'elle est : il semble juste et naturel et profitable à ses intérêts qu'ils en conservent le gouvernement. Guillaume II, petit-fils de Guillaume I^{er}, règne depuis 1888 ; il est impossible encore de juger sa carrière politique ; jeune encore, puisqu'il est né en 1859, il se distingue au moins par une grande activité et par une très haute conscience de sa puissance et de sa responsabilité ; il a le vif sentiment des nécessités de son temps et veut l'Allemagne toujours « plus grande ». Redoutable à ses voisins par cette ambition et par les ressources militaires d'un empire de plus de 60 millions d'habitants, quel que soit l'avenir, il est dès aujourd'hui une des plus fortes personnalités du monde politique.

Il avait donné dès le début de son règne, en 1890, une remarquable preuve de décision et de vigueur en enlevant le pouvoir au prince de Bismarck. Depuis, les chanceliers de l'Empire, du général de Caprivi au prince Bernard de Bulow, n'ont été que des commis, exécuteurs fidèles de la pensée et de la volonté impériale. Même le Parlement, en Allemagne, limite à peine l'autorité de l'Empereur ; il est formé de deux assemblées ; le Bundesrath, ou Conseil fédéral, rappelle l'ancienne Diète ; il se compose des représentants des princes parmi lesquels les représentants du roi de Prusse, désignés par lui seul, ont aisément la majorité ; or le Bundesrath a des attributions législatives et pourrait à l'occasion tenir en échec les prétentions de l'autre Chambre. Le Reichstag est élu au suffrage universel ; Bismarck l'institua avec ce système démocratique, afin de

noyer dans le sentiment national allemand les tendances particularistes des princes, afin d'achever l'unité dans une image de la nation.

Ce n'est pas que le Reichstag soit une image exacte de la nation allemande ; les circonscriptions électorales ont été distribuées au début assez arbitrairement, au profit des campagnes de l'est où dominent les grands propriétaires, au détriment des villes de l'ouest où s'entasse la population ouvrière, et comme la population urbaine n'a pas cessé de se développer considérablement, la répartition des sièges législatifs est de plus en plus inégale. Quel qu'il soit d'ailleurs, le Reichstag n'a pas même une part de souveraineté ; car il n'est pas né d'un acte de la volonté nationale, il est une création de l'Empereur et du chancelier Bismarck ; il fut dès l'origine tenu dans des liens de dépendance étroite à l'égard de l'autorité impériale : c'est pourquoi, en cas de conflit entre le Reichstag et l'Empereur, les électeurs ont jusqu'ici toujours donné raison à l'Empereur. Ainsi le Reichstag, maintenant comme aux premiers temps de son existence, est un instrument de la souveraineté impériale plutôt qu'un véritable contrôle. C'est un cas très particulier parmi les États constitutionnels de l'Europe.

Néanmoins la vie politique a en Allemagne une grande activité. Le pays et le Reichstag se partagent en plusieurs partis, que l'on peut distinguer peut-être selon l'ordre chronologique. La droite est composée des conservateurs agrariens ; c'est le parti des hobereaux, surtout puissant dans les pays de grande propriété de l'Allemagne orientale ; il se caractérise aujourd'hui notamment par ses doctrines étroitement protectionnistes ; il a fait établir sur les denrées alimentaires venues de l'étranger des droits de douane excessivement élevés, et peut vendre ainsi ses produits, sans concurrence, à des taux ruineux pour les classes populaires : c'est le parti du pain cher, du jambon cher, comme on dit en Allemagne. Il cache ses préoccupations surtout intéressées sous des prétextes plus avouables, qu'il faut sauver

l'agriculture allemande, qu'il faut empêcher l'exode des paysans vers les villes, qu'une forte proportion de population rurale est nécessaire à l'équilibre politique et social de l'Empire.

Le parti national-libéral est un peu plus jeune ; il est contemporain de la fondation de l'Empire ; il a toujours voulu l'unité de l'Allemagne avec des institutions libérales ; mais sans doute à cause de l'éblouissant prestige des victoires impériales, il a été plus dévoué jusqu'ici au sentiment national qu'à l'idée libérale : il semble pourtant, autant qu'on en puisse juger, qu'il voudrait que la représentation nationale eût une part plus grande du gouvernement et pût exercer sur la politique impériale une influence plus effective.

Le parti catholique, qui siège au Reichstag sur les bancs du Centre, est devenu puissant dès le lendemain de la guerre franco-allemande, lorsque l'Empire s'acheva par l'absorption des États du Sud, de la Bavière notamment, où le catholicisme est la religion de la grande majorité des habitants. Sur 60 millions d'habitants, il y a maintenant en Allemagne 23 millions de catholiques. Bismarck tout d'abord fut un peu effrayé de leur nombre et de leur force, et il prétendit étendre l'autorité impériale sur le gouvernement des catholiques allemands ; il y voyait une condition de l'achèvement de l'unité politique ; par les lois de mai 1873, il voulut obliger les ecclésiastiques à faire trois ans d'études dans les Universités impériales et à se pourvoir d'un diplôme d'État avant de recevoir l'ordination. Le clergé catholique allemand s'y refusa, fut persécuté ; pendant plusieurs années, ce conflit, que Bismarck appelait le Kulturkampf, la lutte pour la civilisation, fut très dramatique. Ce fut le chancelier qui céda : en 1878, il retira les lois de mai, et dès lors le « Centre », qui comprend toujours environ 100 députés sur 400, fut un appui à peu près constant pour le gouvernement, fondé sur l'autorité de l'Église : il est là comme ailleurs un puissant parti de conservation sociale.

Car les socialistes sont redoutables en Allemagne. Les doctrines socialistes actuellement les plus répandues dans le monde sont nées en Allemagne, avec leur plus illustre théoricien Karl Marx. Pendant longtemps ils ont été le seul parti d'opposition; car, le parti national libéral s'enfermant dans sa timidité, ils étaient seuls à lutter contre l'absolutisme impérial : ainsi la « sociale démocratie » groupait dans un même parti les purs socialistes et les simples démocrates partisans seulement de l'organisation de la souveraineté nationale ; elle fit pendant longtemps des progrès inquiétants pour le gouvernement ; elle avait en 1906 encore 80 députés au Reichstag ; en Saxe même, « le royaume rouge », la majorité des députés était socialiste. En décembre 1906, le gouvernement ayant été mis en minorité sur une question de crédits coloniaux, le Reichstag fut dissous, et pendant la période électorale le chancelier adressa un appel éloquent aux libéraux, jusque-là un peu négligés comme inutiles ; tout émus d'être tirés par la volonté impériale de l'ombre où ils végétaient, ils redevinrent le parti de la grandeur et de la liberté nationales ; ils comptèrent sur les promesses libérales du chancelier ; ils attirèrent à eux de la sorte les démocrates qui ne faisaient partie de la sociale démocratie que faute d'un véritable parti libéral : les socialistes perdirent la moitié de leurs sièges, et le parti national-libéral devint le noyau de la nouvelle majorité gouvernementale. Faut-il voir dans cette orientation soudaine de la politique impériale la volonté arrêtée de donner à la nation allemande plus de liberté, une part plus grande dans l'administration de ses propres destinées ? La Révolution russe est une leçon pour tous les souverains : l'autorité de l'Empereur allemand sera inattaquable tant qu'elle disposera d'une popularité qui dépend d'un large et loyal accord avec la nation.

II

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La nation allemande est reconnaissante à l'Empereur de la grande prospérité économique dont elle jouit et des soins passionnés qu'il y donne.

Les caractères de cette prospérité se déterminent par les conditions naturelles du sol. Elles ne sont pas favorables à l'agriculture : la plus grande partie de l'Allemagne du Sud est faite de plateaux froids, adossés aux Alpes, soumis aux vents qui viennent du nord, sujets par suite à d'extrêmes variations de température. L'Allemagne moyenne, c'est-à-dire les pays du Taunus, de la Hesse, de la Thuringe et de la Saxe, est généralement composée de roches dures, schisteuses ou granitiques, ou de débris volcaniques le long de la vallée du Main ; les vallées sont étroites et ne se prêtent pas à la grande culture ; du moins ces montagnes, d'élévation moyenne, de 500 à 1 000 mètres, sont-elles couvertes d'admirables forêts ; ce sont les restes, encore superbes, de l'ancienne forêt hercynienne ; c'est la plus belle région forestière de l'Europe, toujours très pittoresque et soigneusement aménagée par l'administration impériale. Au bas des forêts, sur les flancs des coteaux, jusqu'au fond des vallées encaissées dans la montagne, de grasses prairies nourrissent des bestiaux de toutes sortes, mais non pas en assez grande quantité pour une exportation remarquable.

Quant à la plaine de la Basse-Allemagne, de la Westphalie à la Pologne et à la Lithuanie, ce n'est qu'une immense sablière, le plus souvent couverte de marécages, difficile à drainer, à amender. Le paysan prussien y fait depuis deux siècles surtout d'admirables efforts quelque peu récompensés ; il y obtient quelques prairies et de la pomme de terre.

En somme l'Allemagne ne peut pas être une grande puis-

sance agricole. De plus la plus grande étendue de ces terres cultivables, dans les plaines sablonneuses du Nord et de l'Est, est sous le régime de la grande propriété : le laboureur n'y travaille le plus souvent que dans la condition de fermier ou tenancier, et la plus grosse part de ses bénéfices passe au paiement de son fermage. Son existence est très pénible; aussi de plus en plus quitte-t-il la campagne pour aller chercher dans les villes industrielles un gagne-pain plus assuré; ou bien il émigre et s'embarque pour l'Amérique.

Vers 1880, en effet. l'émigration dépassa le chiffre de 200 000 par an; elle a diminué depuis; elle s'est tenue jusque vers 1890 aux environs de 100 000 par an, puis vers 1900 aux environs de 50 000; elle est actuellement chaque année de 20 à 25 000. Mais l'émigration des campagnes aux villes n'a pas diminué; au contraire, elle s'est augmentée de presque tous les éléments de l'émigration transatlantique. Cela revient à dire que la population allemande se déplace sensiblement de l'est à l'ouest.

Les régions de l'ouest sont sous le régime de la petite propriété, car elles ont été longtemps, à l'époque de Napoléon I^{er}, sous l'influence des institutions françaises, et les paysans ont profité alors, comme en France, de la sécularisation des biens de l'Église catholique, des riches archevêchés de Mayence, de Cologne et de Trèves notamment. Mais aussi ces régions du Rhin sont surtout industrielles : pour toutes ces raisons, elles font avec le reste de l'Allemagne une sorte de contraste; elles sont beaucoup plus riches; la densité de la population y est beaucoup plus élevée : elle y dépasse généralement 150 habitants par kilomètre carré, tandis que dans les plaines de l'Est elle est de 59 ou 60 seulement.

Ainsi l'Allemagne est de moins en moins agricole; en 1901, la population urbaine comptait les deux tiers de la population totale. Il y a là une rupture d'équilibre qui peut avoir d'importantes conséquences sociales. En somme,

L'Allemagne produit des céréales, surtout du seigle, du lin et du chanvre, beaucoup de pommes de terre; elle a réussi depuis quelques années à devenir la première puissance du monde pour la production de la betterave à sucre; ses brasseries de bière ont une grande importance. Mais il lui faut acheter du blé, du bétail, des produits alimentaires en général. Son commerce général, de 17 milliards et demi de francs, se répartit en 10 milliards à l'importation, 7 milliards et demi à l'exportation; son équilibre économique demeure imparfait.

Elle est devenue dans ces dernières années l'une des premières puissances industrielles du monde. Elle le doit à ses ressources naturelles plus qu'à ses victoires mêmes. En effet, toute l'Allemagne moyenne est fondée sur un sol ancien, schisteux ou granitique, que les géologues appellent le système hercynien; au pied de ces massifs, les fougères géantes des âges primaires ont été englouties par les masses alluviales plus récentes et se sont consommées en filons carbonifères plus ou moins profonds : antiques trésors houillers réservés à l'industrie moderne; la France, en dehors des petits bassins du centre, ne possède que la pointe extrême du grand terrain carbonifère du nord : la Belgique et l'Allemagne en ont les meilleurs endroits. L'Allemagne exploite notamment les bassins de la Sarre, de la Westphalie, de la Saxe et de la Silésie, celui-ci découvert seulement depuis peu d'années et déjà aussi productif que celui de Westphalie. Le Harz a aussi de la houille, et, en outre, du fer, du cuivre, du plomb.

Autour des puits de mines qui se sont creusés dans toutes ces régions, la population industrielle se presse en une densité énorme, de 300, 400 habitants au kilomètre carré. Les villes très peuplées se multiplient et quelques-unes ont acquis par leurs produits une renommée universelle. C'est, dans l'industrie métallurgique, Essen, dans la vallée de la Ruhr, en Westphalie, où se trouvent les vastes usines Krupp, pour la fabrication des canons; dans la même

région, Barmen et Elberfeld fabriquent des soieries et essaient de rivaliser avec Lyon; Krefeld fait des draps; Cologne, Dusseldorf, sont les grands centres de la région, dont elles lancent les marchandises à travers le monde. C'est, en Saxe, le centre extraordinairement actif de Chemnitz, entre les industrieuses vallées des deux Muldes; on y fabrique des tissus et surtout des cotonnades, qui en font désormais une rivale redoutable de Manchester; plus bas, près de la vallée de la Saale thuringienne, Leipzig est la ville des grandes banques saxonnes, et aussi une des plus grandes villes du monde pour la librairie.

De la Sarre à la Silésie, de la frontière française à la frontière russe, ces diverses régions industrielles sont assez dispersées et sans relations faciles; mais elles ont acquis de bonne heure, dès les origines de l'exploitation houillère, une grande unité économique, grâce au Zollverein ou Union douanière. Lors de la construction des premiers chemins de fer, en effet, vers 1830, les inconvénients de la division de l'Allemagne en un grand nombre d'États différents parurent évidents; les douanes à payer à la frontière de chaque petit État, en Thuringe par exemple, étaient singulièrement onéreuses et rebutantes. La Prusse prit l'initiative en 1829 de la suppression de toutes ces douanes intérieures; elle groupa avec elle dans cette intention la plupart des États de l'Allemagne du Nord, puis même ceux de l'Allemagne du Sud. Le Zollverein refusa d'admettre l'Autriche à cause de ses nombreux territoires non-allemands, et il y avait déjà dans cette Union douanière, qui a duré depuis, un groupement des intérêts de toute l'Allemagne autour de la Prusse: c'était déjà une forme économique de l'Unité allemande.

Ainsi il y a longtemps, environ 80 ans, que l'Allemagne a pris conscience de l'unité de ses intérêts commerciaux, et c'est pourquoi l'exploitation houillère a pu leur donner un développement rapide et puissant.

L'Allemagne a notamment créé un système de voies navigables et de voies ferrées très complet et d'autant plus

compact et uniforme que la direction générale en appartient tout entière au gouvernement impérial. La nature lui a permis de constituer deux belles voies navigables. Jadis, selon les enseignements de la géologie, l'Oder était, par la Sprée et le Havel, un affluent de l'Elbe, qui ainsi portait à la mer du Nord toutes les eaux de la plaine. Les hommes ont pu, sans beaucoup de peine, rétablir et même étendre cette circulation naturelle : la Vistule elle-même, de la Pologne, est réunie à l'Oder par les canaux de Bromberg, de la Bsura et de l'Obra, et les marchandises qu'elle porte aboutissent ainsi à Francfort-sur-l'Oder et Kustrin. Puis l'Oder est réunie à l'Elbe par les canaux Finow et Frédéric-Guillaume, qui donnent à Berlin quelque importance comme port fluvial, et réunissent dans l'Elbe tous les produits de la plaine allemande. C'est une des raisons de la prospérité de Hambourg, qui est ainsi le débouché fluvial de toute l'Allemagne du Nord. Son activité commerciale sera encore augmentée lorsque sera construit le canal de l'Oder au Danube à travers la Moravie et lorsqu'il sera devenu ainsi le terminus de l'une des plus grandes voies de l'Europe, de la mer du Nord à la mer Noire et à la mer Egée.

L'autre voie fluviale de l'Allemagne est plus importante encore que celle-là par le chiffre actuel de ses affaires ; c'est la voie du Rhin. Le Rhin, sur un fond d'alluvions, entre des rives trop plates, n'est pas navigable entre Bâle et le pont de Kehl, et il a fallu de bonne heure le doubler à travers l'Alsace par le canal du Rhône au Rhin. Mais, à partir de Kehl et de Strasbourg, ses rives sont plus hautes, son lit plus profond, et quelques travaux ont permis à des bateaux de fort tonnage de le remonter jusqu'à Strasbourg. Il traverse ensuite de grands ports comme Mannheim et Ludwigshafen, où arrivent les eaux du Neckar, comme Mayence où tombe le Main venu de Francfort et réuni au Danube par le canal Ludwig, comme Bingen, Coblenz, Bonn, Cologne ; dès lors il dessert la grande région industrielle de Westphalie et il est continuellement chargé de bateaux.

Puis il entre en Hollande. L'empereur Guillaume II a formé le dessein de réunir le Rhin à l'Elbe par les canaux de la Weser, et de ramener ainsi sur Hambourg le commerce allemand des régions rhénanes. Ce serait regrettable peut-être pour l'Allemagne même, car c'est par le Rhin que la Hollande, de race germanique, subit de plus en plus fortement l'attraction allemande, et Rotterdam, à l'embouchure du Rhin, voit passer sur ses quais un grand nombre des marchandises du grand empire voisin.

Le réseau des voies ferrées de l'Allemagne complète l'intérêt de ces voies fluviales. De Cologne à Rotterdam elles doublent la voie du Rhin. De Cologne à Aix-la-Chapelle, Liège et Anvers, elles font de cette dernière ville un port d'intérêt allemand ; quelques maisons allemandes y exercent une sorte de suprématie commerciale. Mais surtout les grandes routes de Hambourg au Saint-Gothard par Hanovre, Francfort, Bâle et la Suisse, et de Berlin au Brenner par Leipzig, Munich et Innsbrück, établissent les relations les plus fructueuses entre l'Allemagne et la Suisse. Plus encore, les voies de l'Allemagne orientale, de Berlin à Varsovie et Saint-Pétersbourg, rattachent une grande partie de la Russie à la clientèle allemande. Enfin les voies de Hambourg à Vienne, par Berlin et la Bohême, ont enlevé presque complètement les marchés balkaniques à l'influence commerciale de la France et de l'Angleterre : nous sommes loin désormais du temps des Capitulations franco-turques qui réservaient à la France le monopole du commerce dans les Échelles du Levant.

C'est pourquoi Hambourg est aujourd'hui le plus grand port du continent, inférieur cependant encore aux grands ports anglais. Sa prospérité rappelle forcément le souvenir de la grande Hanse Teutonique, qui régnait au moyen âge sur toutes les côtes de la Baltique et de la mer du Nord : ici encore une comparaison avec les temps glorieux du Saint-Empire ne serait pas impossible. De Hambourg et de sa voisine Brême, à l'embouchure de la Weser, de puis-

santes compagnies, la Hamburg-America Linie, le Norddeutscher Lloyd, lancent leurs paquebots à travers tous les Océans et font une formidable concurrence aux plus puissantes entreprises, même de l'Angleterre.

C'est pourquoi le chiffre du commerce général de l'Allemagne s'est élevé en 1906 à 17 milliards et demi de francs; il est supérieur désormais à celui des États-Unis. Il n'est inférieur qu'à celui de l'Angleterre; peut-être l'atteindra-t-il, car il fait des progrès beaucoup plus rapides. Une population de 60 millions d'habitants, en pleine activité de production industrielle, supérieure en cela aujourd'hui à toute autre nation du monde : magnifique, imposant et redoutable spectacle.

III

L'ÉMIGRATION ET LES COLONIES

Spectacle redoutable : car il est à craindre que cette situation économique de l'Allemagne ne soit une cause de guerre. Par ce temps de protectionnisme presque général, les débouchés commerciaux sont limités et peuvent devenir insuffisants.

L'Angleterre et ses colonies ont conservé le régime du libre échange. Il fut question, dans les dernières années, de l'organisation de l'Empire britannique en un immense Zollverein avec un système de douanes presque prohibitives à la frontière générale, l'Angleterre ayant dans ses colonies toutes les ressources nécessaires à son alimentation industrielle. Le coup eût été rude pour l'Allemagne en particulier, et l'on parlait d'étendre le Zollverein germanique à l'Autriche, à la Suisse, peut-être aux pays Scandinaves : ce qui n'eût pas été une compensation suffisante; car les avantages d'un tel Zollverein existent dès aujourd'hui par la suprématie économique que l'Allemagne exerce sur la plupart des pays germaniques. Et l'Allemagne

demeure à cet égard dans une condition assez précaire.

La nombreuse émigration des années passées, qui en vingt ans, de 1880 à 1900, a expatrié deux millions d'Allemands, eût pu être précieuse aux intérêts généraux de l'Empire si elle s'était portée sur une même terre, comme l'Australie ou le Canada, dont la prospérité a commencé avec des ressources bien inférieures. Mais il n'y a pas sur le globe de terre allemande à climat tempéré, et les émigrants se sont portés en pays étrangers. Les neuf dixièmes d'entre eux sont allés dans l'Amérique du Nord, à New York, à Chicago, et au delà tout le long du Missouri supérieur : l'État du North-Dakota, à la frontière du Canada, est presque entièrement peuplé d'Allemands ; il a pour capitale Bismarck ; il est occupé d'élevage et de quelques cultures de céréales ; ses habitants ne peuvent pas rester longtemps les clients de l'industrie de leur première patrie, et ils sont vite absorbés par la Grande République : ce sont des forces perdues pour l'Allemagne.

Les autres émigrants s'en vont dans l'Amérique du Sud, au Chili, dans la République Argentine et l'Uruguay où ils se livrent à l'élevage dans les pampas, — les usines Liebig sont installées à Fray-Bentos, dans l'Uruguay, sur les bords de la rivière du même nom — ; surtout dans les provinces méridionales du Brésil : les États du Parana, de Santa Catarina, du Rio Grande do Sul ont des villages, même des villes, entièrement peuplés d'Allemands, par exemple dans Santa Catarina, des groupes de villages qu'on appelle la Colonie Francisca, ou la Colonie Hansa, ou la Colonie Blumenau ; dans le Rio Grande do Sul, outre la colonie très importante de la capitale, Porto-Alegre, d'autres colonies comme Nouveau-Hambourg, Saint-Léopold, Nouveau-Berlin, Nouveau-Wurtemberg, etc. Cependant il n'est pas à croire que ces « colonies » puissent devenir un jour une colonie de l'Allemagne ; en supposant que le gouvernement impérial ne craigne point d'engager un conflit avec le Brésil, la doctrine de Monroë s'appliquerait naturellement

à la situation, et l'Allemagne ne se décidera pas aisément à risquer une aventure contre les États-Unis.

Les vraies colonies de l'Allemagne sont insuffisantes ou mal placées. Elle avait été quelque peu mêlée au mouvement de l'Association Internationale Africaine contre l'esclavage, et ainsi, au Congrès de Berlin, elle fut intéressée au partage du continent noir. Il est presque entièrement composé de terres très chaudes ; les colonies qu'elle y fonda ne pouvaient pas devenir des colonies de peuplement ; elles ne pouvaient que lui fournir quelques ressources végétales ou minérales.

Il y a en effet des mines d'or dans le Sud-Ouest Africain allemand et un chemin de fer a été établi pour les desservir, du port de Swakopmunde à Windhoek, dans la montagne. La sécurité de la colonie a été d'ailleurs longtemps troublée par la résistance vaillante des tribus indigènes, notamment des Herreros. Le gouvernement impérial espère pourtant développer la fortune de ce pays ; il y rencontrera peut-être des mines plus importantes, peut-être des trésors comparables à ceux du Transvaal voisin. Du moins il a déjà un point d'accès sur le Zambèze moyen, et la voie ferrée projetée de la baie Luderitz à Bethanien pourra rejoindre un jour le grand chemin de fer anglais du Cap au Caire. Les Anglais possèdent les meilleurs points du rivage, notamment la baie des Baleines et toute la bordure des îles des Pingouins.

Les autres possessions africaines de l'Allemagne sont dans la région tropicale ou équatoriale. Le Togoland, voisin du Dahomey français, possède quelques marchés indigènes assez fréquentés ; mais le meilleur, Salaga, est aux Anglais. La côte est mauvaise comme toute la côte de la Guinée ; elle est bordée d'une bande continue d'alluvions apportées par les courants des bouches du Niger, et on n'y peut pas établir de bons ports. La meilleure vallée de la région est celle de la Volta ; tout le cours inférieur de cette rivière appartient aux Anglais.

Le Cameroun, au fond du golfe de Guinée, avec une côte inhabitable pour les Européens, s'allonge jusqu'au lac Tchad, enserré entre la Nigeria anglaise et le Congo français; il étouffe entre ces deux puissantes barrières, et c'est pourquoi sans doute il cherche à se donner de l'air en empiétant sur ses voisins. Du moins l'exploitation du pays est commencée, et les colons allemands y montrent une grande activité.

Enfin l'Est africain allemand est remarquablement situé; il a ses frontières aux lacs Victoria, Tanganika et Nyassa, c'est-à-dire aux sources des trois plus grands fleuves de l'Afrique, Nil, Congo, Zambèze, et ce serait d'excellentes voies de pénétration si l'intérieur n'était déjà occupé par l'État libre du Congo. Il y aura sans doute des ressources à tirer de ce vaste pays, presque deux fois grand comme l'Allemagne; le chemin de fer, commencé sur la côte à Tanga, sera poussé jusqu'à Mouanza sur le lac Victoria et rejoindra la grande voie anglaise du Cap au Caire. Les meilleurs points de ce rivage, les îles Zanzibar et Pemba, en face même du chef-lieu allemand, Dar-es-Salam, appartiennent aux Anglais. En échange ils ont abandonné Helgoland, à l'embouchure de l'Elbe.

L'Allemagne s'est mise trop tard à la grande politique coloniale; elle a trouvé les meilleures places prises. Il n'est pas étonnant que Guillaume II ait conçu le dessein de lui donner enfin l'empire qui lui manque. Selon ses propres expressions, il a « jeté le pont sur le Pacifique ». Le Pacifique est plus riche en eau qu'en terres habitables, mais ce pont allemand a fini par s'appuyer fortement à la côte chinoise. Il comprend les îles Samoa, sous l'Équateur, puis, en se rapprochant des mers de Chine, une partie de la Nouvelle Guinée et l'archipel Bismarck, aussi dans la région équatoriale; plus loin vers l'ouest les Carolines et les Mariannes, débris de l'héritage espagnol rachetés à vil prix; enfin sur la côte de Chine, le bon golfe de Kiao-Tcheou.

L'Allemagne n'avait point de situation dans l'Extrême-

Orient au moment où la succession chinoise paraissait sur le point de s'ouvrir ; tandis que la France, la Russie, l'Angleterre étaient fortement établies dans le voisinage, elle n'avait pas même un abri pour ses vaisseaux. Guillaume II combla cette lacune. Heureusement deux missionnaires d'origine allemande, les pères Nies et Henlé, furent assassinés en Chine en décembre 1897. Aussitôt l'empereur fut saisi de la plus pieuse indignation ; il jura de venger cet affront fait à sa foi ; il garda pourtant assez de sang-froid pour choisir l'endroit où devait tomber sa vengeance : il fit débarquer des troupes à Kiao-Tcheou au sud de la presqu'île du Chan-Toung ; quand il l'eut pris, il le demanda au gouvernement chinois : ainsi faisait Frédéric II quand il prenait la Silésie, puis priait Marie-Thérèse de la lui céder. L'Allemagne obtint donc la baie de Kiao-Tcheou à bail pour 99 ans ; elle y construisit aussitôt un excellent port, Tsing-Tao, et y établit en toute hâte un puissant arsenal ; elle offrit le concours de ses officiers comme instructeurs de l'armée chinoise, — car l'Allemagne voudrait enseigner au monde l'art de la guerre ; elle en prétend posséder la maîtrise incontestée — ; en attendant elle espérait bien développer rapidement son influence et son commerce dans toute la presqu'île du Chan-Toung, presque aussi grande que l'Allemagne, peuplée de 30 millions d'habitants, de climat tempéré, extrêmement riche en houille et fer : le meilleur endroit de toute la côte chinoise pour une occupation européenne, un morceau précieux du « gâteau chinois ».

A peine l'Allemagne y portait-elle les dents qu'il lui fallut en démordre. Les victoires du Japon sur la Russie frappent indirectement l'Allemagne et toutes les puissances européennes ; il faut désormais compter avec l'opposition redoutable des vainqueurs. Surtout la Chine elle-même se réveille, s'arme, s'instruit, songe à chasser les étrangers ; il n'est plus du tout question de la partager, et Guillaume II a déjà manifesté à son sujet le plus parfait désintéresse-

ment; c'est pourquoi il a cessé de presser l'armement de Tsing-Tao. La déception est amère quoiqu'inavouée. C'est la ruine du grand rêve impérial sur le Pacifique : le règne de Guillaume II doit-il donc rester stérile?

IV

LA POLITIQUE ALLEMANDE

Cependant l'Allemagne produit toujours avec la plus merveilleuse activité; à mesure que le marché du monde se rétrécit par la concurrence, elle est plus gravement menacée d'une crise économique qui, par la répercussion des misères, favoriserait la propagande des écoles socialistes et arracherait peut-être au peuple allemand sa confiance dans le gouvernement impérial.

D'où, sans doute, l'agitation inquiète et inquiétante de l'Empereur Guillaume II.

Du moins jusqu'ici l'Allemagne a pu trouver vers le Sud-Est de larges débouchés et des clients fidèles. L'alliance étroite conclue avec l'Autriche en 1879 a des formes économiques : car l'Autriche n'a qu'une médiocre valeur industrielle; elle a besoin des machines et des tissus allemands; la Hongrie est presque uniquement agricole; elle échange ses blés et ses bestiaux contre les produits des manufactures allemandes. La Russie est loin d'avoir achevé son outillage économique; elle commence à peine l'exploitation méthodique de ses ressources minérales; elle achète à l'Allemagne beaucoup plus qu'elle ne fabrique, et il en sera encore ainsi pendant de longues années.

La Turquie n'a pas d'industrie; sous le gouvernement des Ottomans, elle ne travaille pas encore à son développement économique; elle peut donc être un débouché aussi précieux qu'une colonie nouvelle; l'empereur d'Allemagne cultive l'amitié du sultan pour pouvoir obtenir des conces-

sions de voies ferrées et prolonger l'activité commerciale de l'Allemagne jusqu'en Asie Mineure et en Mésopotamie. Les jeunes États Chrétiens des Balkans ont quelques ressources et beaucoup d'ardeur au travail; mais ils n'ont pas de houille et ils seront obligés longtemps de rester les clients de l'industrie étrangère.

Ainsi l'Allemagne a actuellement sa principale direction économique dans le sens du Danube. Lorsque l'Elbe et l'Oder lui seront joints par des canaux, il sera comme un fleuve allemand; il sera la grande voie de l'influence allemande en Orient.

Dès, à travers l'Autriche, elle fait de Trieste son Hambourg de la Méditerranée. L'Autriche, qui est devenue comme une vassale de l'Allemagne, allonge ses côtes dalmates jusqu'au milieu de la mer Adriatique, jusqu'au Monténégro et à l'Albanie; elle rêve d'en faire un lac autrichien, donc allemand, et les intérêts italiens en sont gravement menacés. C'est le lieu où se croisent rivaux les Germains et les Latins.

Par là, de Trieste à Salonique et Constantinople, les voies ferrées couvrent toute la péninsule des Balkans des marchandises allemandes.

Au delà, le gouvernement impérial a pensé fonder l'avenir de la puissance germanique sur le protectorat des États musulmans : une alliance nouvelle de la Croix et du Croissant. Car ce sont des pays riches, peuplés, mais vieillissés, sans activité propre, que l'énergie allemande galvaniserait, comme la force militaire prussienne a galvanisé la force ottomane endormie.

Donc, après l'échec de l'aventure chinoise, qui avait été la première manifestation de la politique personnelle de Guillaume II, l'aventure musulmane donne actuellement à cette politique une certaine unité et une sorte de grandeur.

L'entreprise s'étend, au delà de la Méditerranée, de Gibraltar à Bagdad, du Maroc à la Perse. L'Angleterre s'étant

effacée devant la France au Maroc, l'influence française s'y établissait peu à peu. L'Empereur craignit que le Maroc ne fût bientôt « tunisifié », c'est-à-dire absorbé dans un protectorat français, donc fermé au commerce général : encore un rétrécissement des débouchés ouverts à l'industrie allemande. L'Empereur lui-même fit un voyage à Tanger et prit le Maroc sous sa protection : non pas par pur esprit chevaleresque. On a dit que cette hardiesse de la politique allemande était une conséquence de la défaite des Russes à Moukden, qui lui permettait de moins redouter les effets de l'alliance franco-russe ; il faudrait ajouter que, la victoire des Japonais fermant la Chine aux Européens, l'Allemagne avait besoin de chercher d'autres débouchés. « Nous avons été battus à Moukden », disait M. Maurice Rouvier à la Chambre des Députés ; oui, sans doute ; mais les Allemands aussi ont été battus à Moukden et rejetés de l'Extrême-Orient. La politique impériale a obtenu quelques succès au Maroc ; la conférence d'Algésiras a mis l'intégrité territoriale de ce pays sous la garantie des grandes puissances et a laissé son marché ouvert au commerce universel (1906) ; mais, à cause de leur situation particulière aux confins du Maroc, la France et l'Espagne y conservent des privilèges appréciables, notamment au point de vue de l'organisation de la police. Le Maroc demeure ouvert à la concurrence économique de la France et de l'Allemagne ; il n'est pas sûr qu'en cette lutte pacifique la France sera vaincue.

Ailleurs, l'Allemagne ne peut rien en Tripolitaine ; il faut bien qu'elle y ménage les intérêts de son alliée l'Italie. L'Égypte est aux Anglais. L'Asie Mineure est plus accessible. Un voyage retentissant de l'Empereur Guillaume II en 1896 en Palestine et à Constantinople inaugura avec éclat la politique de l'expansion allemande dans le Levant : car il a une manière très personnelle de proclamer ses desseins. Dès lors les Allemands mirent de grandes espérances dans la construction du chemin de fer de Bagdad, qui doit

continuer toujours plus loin vers le sud-est le progrès de l'influence allemande et ouvrir la route du golfe Persique et de l'océan Indien.

Mais la Mésopotamie est bien loin de l'Allemagne et difficile à atteindre. Les obstacles dans l'intervalle sont multiples : ce sont les États chrétiens des Balkans qui cherchent à se dégager de la domination économique de l'Autriche et de l'Allemagne par une union douanière entre eux, comme le Zollverein serbo-bulgare, ou par des traités de commerce avec la France et avec l'Angleterre; c'est la poussée russe qui, par la Caucasic, descend directement sur les pays de l'Euphrate et du Tigre et qui peut-être ne sera pas facilement écartée; c'est la situation commerciale de la France dans le Levant, qui, pour n'être plus prépondérante, est demeurée néanmoins très importante; c'est la puissance de l'Angleterre qui veille sur la route de l'Inde et, déjà fortement établie au fond du golfe Persique, tient à sa merci le terminus du chemin de fer de Bagdad : l'entente anglo-russe sur cette question sera peut-être préjudiciable aux prétentions allemandes.

Il y a à travers le monde vaste matière aux préoccupations de l'Empereur Guillaume II. Il a le devoir de garantir l'avenir de l'industrie allemande; mais Bismarck, quand il en était encore temps, n'a rien fait pour donner à l'empire allemand un empire colonial proportionné à sa puissance de production. Maintenant la tâche est plus rude. Partout les obstacles sont redoutables; il n'y a peut-être que la force qui puisse les renverser : de tout temps la guerre a été « l'industrie nationale » de la Prusse; faudra-t-il encore l'épée pour ouvrir les voies de l'Allemagne?

Elle est une formidable puissance militaire; elle réunit sur le pied de paix une armée de 600 000 hommes, qui en compterait 5 millions sur le pied de guerre, et qui est peut-être la mieux organisée de l'Europe, quoiqu'il n'ait pas été possible d'en juger depuis 1870. Elle s'est donné sous Guillaume II une marine considérable qui finira peut-être

par égaler celle de la France, mais qui n'égale pas bientôt celle de l'Angleterre. L'Allemagne semble n'avoir de ressource et l'Empereur ne mettre sa confiance que dans la force. Elle remporta en 1866 et 1870 de telles victoires qu'elle paraît invincible; il est arrivé à d'autres vainqueurs d'être ensuite vaincus. Depuis 1870, les grandes puissances ont refait leurs forces militaires. Personne aujourd'hui ne peut être sûr de vaincre.

1. Les flottes du monde au 31 mai 1908, tableau établi par l'Amirauté Britannique :

TYPE DES NAVIRES	ANGLETERRE	FRANCE	RUSSIE	ALLEMAGNE	ITALIE	ÉTATS-UNIS	JAPON	TOTAUX
En service.								
Cuirassés.	59	31	10	34	16	25	15	190
Garde-côtes	»	7	2	11	»	11	1	32
Croiseurs cuirassés.	34	18	8	8	»	13	10	97
Croiseurs protégés, 1 ^{re} classe.	21	5	7	»	»	3	2	38
— 2 ^e —	42	12	2	19	4	16	11	106
— 3 ^e —	16	12	1	12	12	2	8	63
Croiseurs non protégés.	»	2	2	13	»	10	5	32
Scouts	8	»	»	»	»	»	»	8
Navires torpilleurs.	19	13	6	1	9	2	1	51
Contre-torpilleurs.	141	42	93	58	17	20	53	424
Torpilleurs.	95	284	85	83	125	32	79	783
Sous-marins	42	43	24	1	4	12	7	133
TOTAUX.	477	469	240	240	193	146	192	1 957
En construction.								
Cuirassés.	8	7	5	9	3	5	4	41
Croiseurs cuirassés.	4	4	2	3	4	2	3	22
Croiseurs protégés, 2 ^e classe	»	»	»	7	»	»	1	8
— non protégés.	1	»	»	»	»	»	2	3
Scouts	»	»	»	»	»	»	3	3
Contre-torpilleurs.	13	23	4	27	»	5	4	76
Torpilleurs.	23	»	»	»	2	»	»	25
Sous-marins	18	41	12	2	2	8	5	88
TOTAUX.	67	75	23	48	11	20	22	266

CHAPITRE III

L'AUTRICHE-HONGRIE

I. Définition et constitution de l'Autriche-Hongrie. — II. Les races de l'Autriche-Hongrie. — III. Les ressources et la politique de l'Autriche-Hongrie.

Il faut lier l'étude de l'Autriche-Hongrie à celle de l'Allemagne, parce que la maison d'Autriche en a été longtemps la puissance dirigeante, parce qu'aujourd'hui même, alliée et dépendante, elle n'en est pas absolument distincte, parce qu'elle en est redevenue, selon l'étymologie de son nom, le prolongement vers l'est, Oster-Reich, la marche orientale.

I

DÉFINITION ET CONSTITUTION DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Physiquement, l'Autriche-Hongrie ne représente rien de précis ; elle n'est même pas une expression géographique : l'Autriche propre n'est qu'une partie de la vallée du Danube, par Linz et Vienne ; la Hongrie n'est que la plaine alluviale du Danube moyen et de la Tisza.

Le Danube seul donne quelque unité à la monarchie double : après avoir péniblement tracé sa route à la base des plateaux alpestres, à travers des défilés qui, entre Linz et Vienne, donnent beaucoup de charme à sa vallée, le grand fleuve se repose et s'attarde dans la plaine quater-

naire qui remplace aujourd'hui l'ancienne mer de Hongrie. Cette plaine constitue géographiquement le centre auquel se rattachent de tous côtés les autres éléments de l'État austro-hongrois. Mais les talus montagneux qui l'enveloppent et la dominent n'ont aucune unité, appartiennent aux systèmes orographiques les plus différents, envoient leurs eaux dans tous les sens.

Les eaux des Alpes-Orientales sont ramenées presque complètement au Danube par la Drave, la Save et leurs affluents, quoique l'Adige, à travers le Tyrol, s'éloigne vers l'Italie. Mais le plateau de Bohême, qui appartient au système hercynien et ainsi se rattache à l'orographie allemande, donne toutes ses eaux à l'Elbe qui les emporte par la Saxe vers les plaines de l'Allemagne et la mer du Nord. Mais les Carpates n'ont rien de commun avec les Alpes, et les eaux de leur pente orientale s'en vont vers la Pologne par la Vistule ou vers la mer Noire comme le Dniestr. Mais au sud enfin la plaine hongroise est fermée par les premières pentes des plateaux balkaniques dont le revers méridional appartient au versant de la Méditerranée, ses eaux coulant vers la mer Egée ou vers la mer Adriatique. La Save, que les anciens considéraient comme le cours supérieur du Danube et qu'ils appelaient avec lui l'Ister (venu de l'Istrie), est comme une ligne de séparation entre deux mondes, au nord les Alpes, au sud les Balkans, au nord les Allemands dans la montagne ou les Hongrois dans la plaine, au sud les Slaves.

Et toutes ces vallées divergentes ont été naturellement remontées, jusqu'au cœur de la montagne, par des races différentes venues de tous les pays qui s'étendent tout à l'entour : Allemagne, Russie, Balkans, Italie.

Ces forteresses montagneuses offrent des spectacles très pittoresques : dans les provinces alpestres, le pays de Salzbourg, le Salzkammergut, le Wiener-Wald sont parmi les plus beaux pays de l'Europe ; les Tatras, au nord de la Hongrie, moins connus, présentent d'aussi grandes beautés.

Mais ce pittoresque a trop de variété : chaque canton de la montagne a abrité une race, un peuple particulier, et le gouvernement de l'ensemble en est plus compliqué.

Ainsi l'Autriche-Hongrie, plaine basse entourée et dessinée par de hautes montagnes, est un gigantesque creuset ethnographique où se rencontrent toutes les races de l'Europe, et même, en outre, les Magyars, venus de l'Asie; les Habsbourg n'ont pas réussi à en fondre une vraie nation; au contraire, de nos jours elle se montre en un état de dissociation qu'on pourrait croire irrémédiable.

Le dualisme austro-hongrois est le fruit des désastres subis par l'Autriche au commencement du règne de François-Joseph, et Sadowa fut une victoire des Hongrois autant que de la Prusse. Ils forcèrent alors l'empereur à reconnaître la séparation de l'Autriche et de la Hongrie. La frontière des deux États coïncida à peu près dans la région du Danube, avec la limite des langues, le long de la Leitha, affluent de droite du grand fleuve. D'une manière générale, cette frontière, depuis l'Adriatique jusqu'à Vienne, longe la base des Alpes-Orientales et sépare approximativement la montagne et la plaine; mais elle laisse l'Istrie et Trieste et la longue côte de la Dalmatie à l'Autriche, et comme il a fallu donner à la Hongrie un débouché sur la mer Adriatique, à la hauteur du port de Fiume, la Dalmatie se trouve séparée des autres provinces autrichiennes par les côtes croates du royaume de Hongrie. Au nord du Danube, la frontière emprunte le cours inférieur de la Morava, puis elle suit la crête des monts Beskiden, au delà des Tatras, puis celle des Carpates.

Ainsi, dans l'ensemble, la Hongrie occupe le fond du bassin moyen du Danube, avec une ouverture sur l'Adriatique au sud-ouest; l'Autriche a gardé tous les talus montagneux qui environnent ce bassin; la Hongrie a ainsi une forme à peu près régulière; l'Autriche présente l'incohérence territoriale la plus extraordinaire; elle affecterait vaguement la figure d'un vaste croissant, dont le plein

serait vers Vienne et la Bohême, et dont les pointes s'amin-
ciraient à l'est vers la Galicie et la Bukowine, au sud vers
l'Istrie et la Dalmatie ; encore cette pointe est-elle brisée
par la côte croato-hongroise.

En outre, depuis le traité de Berlin de 1878, l'Autriche-
Hongrie, c'est-à-dire les deux États ensemble, a été chargée,
sous la suzeraineté nominale conservée du sultan, de
l'administration des deux provinces de Bosnie et Herzégo-
vine ; elle a même le droit de tenir garnison dans le district
turc de Novi-Bazar, à l'extrémité sud de la Bosnie. Sans
doute cette administration et ce droit de garnison ne lui
étaient conférés que pour vingt-cinq ans ; en 1903 personne
ne fit observer que le terme en était échu, le sultan lui-même
ne souleva aucun incident à ce sujet ; il est probable qu'il
n'eût point obtenu qu'on lui rendit ses deux provinces ; dès
le début de l'occupation austro-hongroise, les jeunes gens
du pays, appelés au service militaire selon les lois de
l'Autriche-Hongrie, ont été forcés de prêter serment, comme
à leur seul souverain, à l'Empereur-Roi.

Au total, l'Autriche et la Hongrie, avec les deux pro-
vinces qu'elles ont à administrer, comptent une superficie
de 676 000 kilomètres carrés et sont peuplées ensemble de
47 millions d'habitants, ce qui fait une densité d'environ
70 habitants par kilomètre carré.

Parmi tous les peuples ou races qui composent l'Autriche-
Hongrie, le dualisme n'a donné satisfaction qu'aux Magyars
de Hongrie, qui comptent à peine aujourd'hui 9 millions
d'habitants ; non seulement ils ont eu l'égalité avec
l'Autriche, mais en Hongrie ils ont eu la domination
d'autres races qui ne leur sont point attachées sans réserve,
et à certains égards ils ont exercé une influence prépondé-
rante sur la politique générale de l'État double ; cette poli-
tique a été parfois plus hongroise qu'autrichienne.

En dépit de ses imperfections et de ses incohérences, le
compromis de 1867 a cependant duré déjà quarante ans.

C'est que les Hongrois étaient mieux préparés que les

autres races de l'Empire à revendiquer leur indépendance. Au temps de leur réunion à la couronne de Habsbourg, au xvi^e siècle, ils avaient conservé le droit d'élire leur roi ; maintes fois, en effet, au xvii^e siècle, ils s'étaient donné des rois particuliers ; il avait fallu près d'un siècle de guerres, jusqu'au commencement du xviii^e siècle, pour les rattacher définitivement à l'empire d'Autriche, et même les empereurs avaient dû promettre de respecter leurs libertés particulières. De ces temps héroïques ils ont gardé le souvenir de leur vaillant chef, François Rakoczy, qui revit dans leur ardent hymne national, la *Marche de Rakoczy*. En vérité la Hongrie n'avait perdu totalement ses libertés que pendant la Révolution de 1848 : alors elle s'était rendue indépendante et avait proclamé la République sous la présidence de Louis Kossuth ; François-Joseph avait dû accepter le concours d'une armée russe pour soumettre les Hongrois, et il avait profité de sa victoire pour les réduire à la condition commune à tous les sujets de l'Empire. Mais aussi leurs traditions nationales étaient trop anciennes pour s'effacer ainsi, et dès le lendemain même de leur défaite ils avaient réclamé le rétablissement de leurs privilèges ; ils n'attendaient naturellement que les occasions de les imposer au gouvernement autrichien.

Ils recommencèrent à s'agiter après la défaite de l'Autriche à Solferino en 1859. François-Joseph crut les apaiser, sans compromettre l'unité de son empire, en instituant pour tous ses sujets le régime constitutionnel. En 1861, — la date est de grande importance, — les Habsbourg renoncèrent à l'absolutisme, dont ils étaient en Europe, depuis 1815, les plus redoutables représentants, dont ils avaient fait depuis le moyen âge le fondement de leur autorité : un Parlement ou Reichsrath fut créé, où tous les peuples de l'Empire furent représentés : il est vrai que, par une habile distribution des sièges, la majorité était assurée à l'élément allemand, quoiqu'il ne fût qu'une minorité de la population. Ce fut le prétexte dont les Hongrois se servirent pour

repousser la nouvelle constitution ; ils refusèrent d'envoyer des députés au Reichsrath de Vienne ; ils purent dès lors s'en moquer, le traiter de « Parlement-Croupion ».

C'est à cette situation troublée que la défaite de Sadowa apporta une solution définitive : parce que les Hongrois étaient depuis des siècles habitués à l'exercice de leurs libertés particulières, parce qu'ils savaient bien ce qu'ils voulaient, ils imposèrent leurs volontés à l'empereur vaincu, et dictèrent les termes essentiels d'un régime qui tout à coup les égalait à l'Autriche qui avait été si longtemps la plus grande puissance de l'Europe.

Le dualisme distingue la Hongrie de l'Autriche ; mais il maintient entre elles des liens très étroits : il n'y a pas là deux États, mais un seul État double.

Il n'y a qu'un souverain ; François-Joseph, empereur en Autriche, est roi en Hongrie, et en 1867 il vint solennellement prendre à Buda-Pest la couronne de Saint-Étienne ; il a son palais dans la capitale hongroise et il s'oblige à y faire parfois des séjours prolongés. Ses héritiers régneront sur le double État dans les mêmes conditions ; mais si la descendance des Habsbourg venait à manquer, la Hongrie se réserve d'élire un roi de son choix.

Chacune des deux nations de l'État double a son Parlement particulier ; mais chacun des deux Parlements envoie chaque année, tantôt à Vienne, tantôt à Budapest, soixante de ses membres à une sorte de Parlement commun, qu'on appelle les Délégations et qui délibère sur les intérêts généraux de l'Autriche-Hongrie. C'est devant les Délégations que s'expliquent sur leur administration les trois ministres communs : en effet, au regard de l'étranger, il n'y a qu'un État, car il n'y a qu'une représentation extérieure, formée des ambassadeurs ou consuls austro-hongrois, et non pas autrichiens ou hongrois ; il n'y a qu'un ministre des affaires étrangères, le chancelier.

De même il n'y a qu'un drapeau, portant l'aigle impérial à deux têtes ; il n'y a qu'une administration militaire, repré-

sentée par un seul ministre, le ministre de la défense commune, qui a charge à la fois de la flotte de guerre et de l'armée. L'armée est le principal élément de l'union des deux nations, le lien le plus fort, qui les tient serrées et leur garantit encore un prestige considérable parmi les autres nations de l'Europe ; c'est l'armée d'ailleurs, pendant la révolution de 1848, qui sauva l'Empire d'une dissolution un moment désastreuse. Aussi lorsque dans les dernières années les Hongrois du parti dit « de l'indépendance », sous la conduite de François Kossuth, prétendirent à l'autonomie militaire et à la constitution d'une armée nationale hongroise, d'un corps d'officiers hongrois, François-Joseph s'y refusa le plus énergiquement ; il eût cru, en s'y prêtant, consentir à la mort même de son État ; il alla jusqu'à dissoudre par la force le Parlement de Pest ; il a obtenu l'abandon, peut-être provisoire, de cet article du programme des nationaux hongrois.

Enfin l'Autriche et la Hongrie ont d'étroites relations économiques ; elles ont un seul système de douanes et ne sont point séparées à cet égard par une véritable frontière. Les dépenses communes, nécessaires à l'administration des affaires étrangères, de la guerre et de la marine, sont en effet fondées sur le revenu des douanes, et, pour le reste, sur une cotisation complémentaire à laquelle l'Autriche contribue pour 70 centièmes et la Hongrie seulement pour 30 centièmes. Mais cette convention douanière et cette proportion des dépenses n'ont été établies en 1867 que pour une période de dix ans, renouvelable de dix ans en dix ans par le consentement des deux Parlements. Au cas où ce renouvellement ne serait pas assuré par un vote au moment de l'échéance, l'Empereur-Roi a, par l'article 14 du compromis, le droit de l'ordonner et de l'appliquer provisoirement pour un an. Jusqu'ici ce compromis douanier a pu être renouvelé tant bien que mal, maintes fois grâce à l'article 14. Voici que, dans les derniers temps, les Hongrois réclament leur autonomie douanière, ils l'estiment nécessaire au

développement de leur activité industrielle; ils affirment que leurs produits agricoles, qu'ils ont intérêt à exporter, sont sacrifiés par les droits élevés par lesquels l'industrie autrichienne se protège contre la concurrence étrangère : encore un effort de dissociation, dont il est impossible de dire le résultat et surtout de prévoir les conséquences, qui ne peuvent être que très graves.

Du moins jusqu'ici est-il certain que, pour les caractères essentiels, la défense nationale, et les intérêts économiques, l'Autriche et la Hongrie ne forment qu'un seul État, et n'ont vraiment, sous François-Joseph, qu'un seul gouvernement.

En vérité il ne reste que des attributions secondaires à leurs Parlements respectifs. Nés des mêmes circonstances, ils ont quelque ressemblance de composition; chacun d'eux est formé de deux Chambres. En Autriche, il y a une Chambre des seigneurs, composée de 191 membres, les uns à titre héréditaire, les autres nommés à vie par l'Empereur; la Chambre des représentants compta d'abord 353 députés; la loi de 1873 les distribua en trois curies : 85 députés dans la curie des propriétaires, 137 dans la curie des villes et chambres de commerce, 131 dans la curie des communes rurales, ces deux dernières curies comportant d'ailleurs des conditions de cens assez élevé; ainsi dans la première curie il y avait un député par 63 électeurs grands propriétaires, dans la deuxième curie un député par 27 électeurs des chambres de commerce, un député par 2918 électeurs bourgeois des villes, enfin dans la dernière un député par 11600 électeurs petits propriétaires ou gros fermiers des campagnes. En 1896, on institua une curie nouvelle, celle du suffrage universel, mais on ne lui donna que 72 députés pour 6 millions et demi d'électeurs, soit un député par 76000 électeurs.

Ce régime électoral était fondé sur le système de la représentation des intérêts, et non pas de la représentation des populations; il permettait de garantir, sous ce prétexte, la

suprématie politique des Allemands, qui disposaient par là de plus des deux tiers des sièges.

La constitution hongroise n'est pas plus libérale. Le Parlement se partage en deux Tables : la Table des Magnats se compose de 415 archiducs, prélats, grands propriétaires ; la Table des députés comprend 447 membres, élus sous des conditions de cens ou de capacité : sur ces 447 députés, les Roumains de Transylvanie, pour 3 millions d'habitants, en nomment 75 ; les Croates, pour 2 600 000 habitants, ont 34 députés que désigne leur diète de Zagreb (Agram), les Magyars comptent une population de 8 millions et demi d'habitants et élisent 338 députés : régime qui n'a même pas ici l'excuse d'une apparente représentation des intérêts et qui assure dans d'énormes proportions la suprématie politique des Magyars.

Il fallut cependant, dès 1868, accorder aux Croates quelques avantages par un compromis croato-magyar, qui est comme une miniature du compromis austro-hongrois. La Croatie a une sorte d'autonomie ; la diète de Zagreb a quelques-unes des attributions d'un Parlement national ; la langue croate est officielle en Croatie et les députés croates au Parlement de Pest ont le droit de parler leur langue ; le gouvernement de la Croatie est confié à un ban nommé par l'Empereur-Roi sur la proposition du ministère hongrois et responsable devant la diète. L'union avec la Hongrie est représentée par l'envoi de 34 membres à la Table des députés de Pest, par l'existence d'un ministre spécial de la Croatie dans le gouvernement hongrois, par la communauté des affaires militaires, financières et commerciales. L'union avec la Hongrie et l'Autriche ensemble est personnifiée par les cinq représentants croates que la diète de Zagreb envoie aux Délégations annuelles.

Ainsi la Croatie se trouve à peu près satisfaite, et, s'enfermant de plus en plus sur elle-même, elle ne se plaint pas trop de n'avoir que 34 députés au Parlement hongrois.

Néanmoins ce régime politique peut paraître très impar-

fait; car, sur 47 millions d'habitants, la suprématie politique appartient, d'une part, aux Allemands, qui ne sont que 11 millions, soit 24 p. 100 de la population totale, d'autre part, aux Magyars, qui ne sont que 8 millions et demi, soit 19 p. 100 de l'ensemble. C'est un régime qui maintient les autres races, et surtout les Slaves — 21 millions d'habitants, 45 p. 100 de toute la population — dans une véritable sujétion. Il est étonnant que ce régime ait déjà pu durer quarante ans sans modifications : il est vrai qu'il n'a pas duré sans désordres.

II

LES RACES DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Les races sujettes supportent mal en effet la domination des Allemands ou des Magyars, et elles sont nombreuses et populeuses. Il y a en Autriche-Hongrie toute l'Europe en raccourci, et même quelque chose de plus, un peu de l'Asie, avec les Magyars. L'État-double ressemble à la Tour de Babel au moment de la dispersion des langues; le clergé allemand y enseignait encore, il y a cinquante ans, au moment de la signature du Concordat de 1855, que la diversité des langues est une conséquence de la chute de l'homme, et il travaillait avec le gouvernement à imposer à tous les peuples de l'Empire l'usage exclusif de la langue allemande.

La tentative était vaine; la diversité des races et des langues y est aujourd'hui aussi grande que possible; on n'y compte pas moins de dix-huit idiomes, « de quoi ravir le philologue et désespérer le politique, » écrit M. de Laveleye. L'armée est commune; un officier doit donc connaître le langage de toutes les recrues qui peuvent être mises sous ses ordres; ainsi les officiers austro-hongrois doivent connaître toutes les langues de l'Europe, et le magyar en outre. Un propriétaire de la région de Temesvar, au sud de la

Hongrie, doit savoir parler le latin pour la lecture des anciennes pièces officielles qui sont ses titres de jouissance, l'allemand pour ses relations avec Vienne et l'acquisition de tous produits industriels, le hongrois pour la vie courante et pour pouvoir parler à la diète de sa province, le roumain et le serbe pour se faire comprendre de ses ouvriers.

En Hongrie, les Magyars l'emportent par le nombre et par l'autorité de la constitution; ils appartiennent à la race mongolique, comme les Turcs, avec lesquels ils ont conservé des relations sympathiques. Mais ils se sont convertis de bonne heure au christianisme, sous leur ancien roi saint Étienne, et ils ont obtenu ainsi droit de cité parmi les nations européennes. Ils ont fondé ainsi, sur les bords du Danube, et surtout de leur Tisza, que leurs poètes chantent avec une pieuse ferveur, un établissement remarquable, et ils tiennent en Europe une place plus importante que ne le comporterait leur petit nombre.

Mais leur domination est lourde aux autres peuples du royaume; ils ont entretenu longtemps l'ambition de leur imposer la langue magyare, et ils ont créé partout des écoles magyares pour faire reculer et détruire les autres dialectes; ils ont prétendu faire pour leur langue ce qu'ils reprochaient jadis au gouvernement autrichien de vouloir faire pour l'allemand. Grâce à leur situation prépondérante, ils ont obtenu quelques résultats, mais ils ont suscité contre eux, tout autour de la plaine où ils sont les maîtres, de redoutables haines, et les peuples de la Hongrie ne sont pas unis par les liens de la solidarité et de l'affection. Les Roumains de Transylvanie se plaignent du gouvernement des Magyars, parfois font appel à l'arbitrage de l'Empereur-Roi, sont soutenus, de l'autre côté de la frontière, par les sympathies de leurs frères de Roumanie. Les Croates échappent mieux à la tutelle orgueilleuse des Magyars; Zagreb, qu'ils refusent d'appeler Agram, est comme une petite capitale; elle est un foyer ardent de patriotisme et de

culture intellectuelle : il y a dans le voisinage, en Autriche ou au sud de la Save, vers la Bosnie et la Serbie, des masses nombreuses d'autres Slaves capables de résister victorieusement aux ambitions des Magyars. L'orgueil de ceux-ci d'ailleurs est fait d'une part d'inquiétude : ils craignent d'être un jour noyés dans le flot des Slaves qui les enveloppe par le nord et par le sud, car ils sont comme une île perdue au milieu des races indo-européennes.

Les Allemands sont encore les maîtres en Autriche parce qu'ils ont été longtemps les maîtres dans tout l'Empire ; c'est le reste de l'ancienne puissance des Habsbourg ; mais, réduits désormais à la condition d'une minorité, séparés, non sans regrets, de la grande nation allemande d'aujourd'hui, ils n'ont plus assez de prestige pour imposer l'obéissance, ils n'ont plus assez de puissance pour contenir toute opposition.

La plus grande partie de l'Istrie, Trieste, le Tyrol méridional ou Trentin, sont de race et de langue italienne. Ce sont les pays revendiqués par l'irrédentisme et les populations sont complices des patriotes italiens. En 1882, on découvrit à Trieste un complot pour chasser la garnison autrichienne et livrer la ville aux Italiens ; c'était au moment de la formation de la Triple alliance. Le principal auteur du complot, un étudiant, nommé Oberdank, fut pendu ; il est resté vénéré par les irrédentistes comme un martyr, et il y a encore aujourd'hui de fréquentes manifestations contre l'Autriche, notamment dans les Universités, notamment à Trente. Le gouvernement de Vienne garantit avec le plus grand soin le respect de son autorité à Trieste ; car cette ville est le véritable port de mer de Vienne, le seul débouché de l'industrie allemande et autrichienne sur la mer Méditerranée.

Les Slaves constituent en Autriche la majorité de la population ; ils seraient plus forts s'ils n'étaient pas divisés en deux groupes territoriaux, les Slaves du sud et les Slaves du nord, séparés par les Allemands des provinces alpestres et

les Magyars de la plaine danubienne. Au sud, les Slovènes de la Carniole ont conservé le souvenir vivace du gouvernement de Marmont, auquel Napoléon I^{er} avait confié l'administration des Provinces Illyriennes; Laibach, où il avait sa résidence, fut dès lors le foyer national des Slaves du sud; ils ne cessent de rêver la renaissance de la Grande Illyrie de l'antiquité par l'union avec les Croates et les Dalmates. En arrière de la côte qui est de population italienne, il y a en effet, des Alpes aux Balkans, tout le long des deux rives de la Save, les éléments d'une grande nation illyrienne. C'est l'histoire du passé qui alimente ici les ambitions de l'avenir.

Les Tchèques de Bohême ont une bien plus glorieuse histoire, depuis le légendaire fondateur du royaume, Tchech, qui a laissé son nom à son peuple. La dynastie des Premyslides y fut puissante au XII^e et au XIII^e siècles, et elle pensa fonder autour du Danube moyen un immense empire slave, groupant dans une grande unité politique les Slaves du nord et les Slaves du sud. L'avènement de Rodolphe de Habsbourg à l'archiduché d'Autriche et à la couronne impériale d'Allemagne, les défaites qu'il infligea aux Premyslides de Bohême dont la dynastie bientôt s'éteignit, portèrent jusqu'à la plaine hongroise la puissance de la race allemande et brisèrent à jamais l'unité slave. Car le duel des Allemands et des Slaves aux environs de Vienne est bien des fois séculaire.

Il a passé par des alternatives variées. Après la défaite des Premyslides, la Bohême reprit quelque grandeur sous la maison de Luxembourg; le roi Charles IV fonda l'Université de Prague qui, d'abord uniquement de langue allemande, devait être plus tard le centre de la renaissance intellectuelle des Tchèques. Deux professeurs de cette Université, Jean Hus et Jérôme de Prague, s'illustrèrent vers la fin du XIV^e siècle parmi les précurseurs de la Réforme. Ils furent brûlés vifs par ordre du concile de Constance (1416), mais la Bohême se souleva pour les

venger, et pendant trente ans elle résista glorieusement à toutes les forces de l'Allemagne : il fallut enfin lui laisser la doctrine de Jean Hus, et elle fut ainsi le premier pays de la Réforme. Elle prit dans ces événements dramatiques une très forte conscience de son originalité.

Mais elle attira contre elle aussi la colère de l'Église catholique, et lorsque, au commencement de la guerre de Trente Ans, elle refusa de connaître pour roi le nouvel empereur d'Allemagne Ferdinand II de Styrie et donna la couronne de Bohême à l'électeur palatin Frédéric V, ce fut pour l'Église et pour l'Empereur l'occasion de l'écraser, de lui reprendre ses libertés religieuses, de la réduire à une sujétion complète, qui depuis n'a pas cessé.

Elle cultive ces souvenirs historiques très glorieux; mais voici bientôt trois siècles qu'elle a perdu son indépendance, c'est pourquoi sans doute elle fut plus lente à renaître que la Hongrie. Pourtant, depuis le début du XIX^e siècle, elle a recommencé de préparer son émancipation; elle prit part en 1848 à la grande révolution des nationalités qui bouleversa toute l'Autriche; elle y était moins préparée que la Hongrie, elle fut plus facile à contenir. Lors du désastre autrichien de Sadowa, en 1866, elle pensa peut-être en profiter aussi; Bismarck, pour affaiblir l'Autriche, adressait aux Tchèques un manifeste où il leur promettait de « respecter leur droit historique ». — « Si notre cause triomphe, y disait-il encore, l'heure pourrait peut-être sonner pour la Bohême et pour la Moravie, comme pour la Hongrie, de réaliser leurs vœux nationaux. » Ce n'était chez Bismarck qu'une ressource de guerre.

Après Sadowa et surtout après le compromis austro-hongrois de 1867, les espérances des Tchèques grandirent naturellement; le parti vieux-tchèque renouvela les grands souvenirs du passé; son plus illustre représentant, le poète Riéger, fut reçu aux Tuileries par Napoléon III qui s'affichait partout pour le champion des nationalités. C'était le temps d'un rapprochement franco-autrichien contre la

Prusse. L'empereur François-Joseph se montra favorablement disposé pour les Tchèques; son premier ministre à Vienne, le comte Hohenwart, accepta les articles fondamentaux rédigés par la diète de Prague (1868) : il promit de rétablir l'ancien royaume de Bohême et de mettre sur sa tête la couronne de Saint-Wenceslas; on commença de préparer la cérémonie du couronnement.

Mais Napoléon III engagea la guerre de 1870 avant d'avoir conclu l'alliance préparée avec l'Autriche; il fut battu à Sedan avant que l'Autriche ne pût intervenir. Sedan fut un malheur pour les Tchèques de Bohême; le premier ministre de Hongrie, Andrassy, déclara au nom de son gouvernement qu'il ne reconnaîtrait plus la validité du compromis austro-hongrois si l'Autriche cessait d'être un État unitaire; la Hongrie avait traité avec une Autriche allemande, et non avec une Autriche slave : en vérité la Hongrie craignait d'être obligée de donner satisfaction aux Slaves du sud si l'Autriche donnait satisfaction aux Slaves du nord. Du reste Bismarck intervint lui-même; oubliant de son manifeste de 1866 aux Tchèques, il exerça une énergique pression sur le gouvernement de Vienne pour garantir en Autriche la prépondérance de l'élément allemand. Le coup était habile; les Allemands d'Autriche n'ont pas cessé de regarder vers Berlin pour y trouver une protection, et, à mesure que les revendications de leurs adversaires sont plus pressantes, le nombre des pangermanistes augmente parmi eux; ils rêvent la reconstitution de la Grande-Allemagne.

Cependant la bataille des Allemands et des Tchèques se poursuit plus ardente. Sur 5 millions d'habitants en Bohême, il y a 2 millions d'Allemands, établis surtout dans les montagnes de la région septentrionale. Ils n'ont que haine et mépris pour les Tchèques, et ne consentiraient pas à reconnaître leur suprématie, malgré la supériorité du nombre. Ils les considèrent comme des étrangers en Bohême, des envahisseurs qu'il faut refouler vers l'est; la Bohême tchèque, entre les Allemands de l'Autriche

propre et ceux de la Saxe et de la Silésie, est pour eux comme « un coin fiché en pleine chair allemande » ; il faut l'arracher.

Mais la Bohême ne veut pas mourir, elle veut revivre une existence glorieuse et libre ; elle a une vitalité plus vigoureuse que jamais ; l'Université de Prague a été partagée en 1882 en deux Universités, une allemande et une tchèque ; il y a entre elles une émulation passionnée, qui contribue à donner aux Tchèques un développement intellectuel très remarquable ; le vieil esprit hussite, qui n'est que l'aspiration à l'indépendance religieuse et nationale, renaît parmi les maîtres et les étudiants de l'Université tchèque ; tout le grand passé de la Bohême reparait par la science de ses historiens et l'imagination de ses poètes, et réveille le sentiment patriotique dans le peuple tout entier : il ne sera pas possible sans doute d'étouffer ce magnifique mouvement. La langue tchèque ainsi devient une langue littéraire et ne paraît plus inférieure à l'allemand. Les Tchèques ont demandé qu'elle soit aussi la langue officielle de leur pays ; la demande était si juste qu'elle fut accueillie par l'Empereur en 1897 : il décréta que désormais les fonctionnaires de la Bohême devraient connaître les deux langues. Les Tchèques se réjouirent ; les Allemands protestèrent ; car auparavant, la langue allemande étant seule langue officielle, tous les Tchèques la connaissaient, et le tchèque n'étant qu'un dialecte provincial, une sorte de patois, les Allemands ne l'avaient point appris, en sorte que l'ordonnance des langues aboutissait à réserver toutes les fonctions publiques à des Tchèques.

Il en résulta une terrible agitation dans toute la Bohême ; il y eut les scènes les plus violentes au Parlement de Vienne, de véritables batailles ; il fut impossible de faire voter à temps le renouvellement décennal du compromis avec la Hongrie ; l'Empereur dut se servir de l'article 14 pour un renouvellement provisoire d'un an. Il fallut retirer l'ordonnance des langues. Alors, après les Allemands, ce

furent les Tchèques qui continuèrent le désordre ; les haines entre les deux races s'exaspérèrent ; on put craindre que la Bohême ne redevînt le champ de bataille d'une lutte aussi sanglante qu'au temps des Hussites ou de la guerre de Trente Ans.

Après dix ans de vaines tentatives pour résoudre ce conflit, l'empereur François-Joseph, vieilli par les épreuves d'un règne long et malheureux, chef, à son avènement en 1848, du gouvernement le plus autoritaire de l'Europe, en est venu à compter sur le suffrage universel pour apaiser les malheureuses querelles où se déchirent ses peuples. Le système des curies a été supprimé, et la Chambre autrichienne est élue désormais par le suffrage universel : on espère noyer dans un grand courant national et libéral les tendances particularistes des races. On est parvenu, non sans peine, à répartir les circonscriptions électorales de manière à ne pas trop mécontenter les Allemands et à satisfaire à peu près les non-Allemands. Besogne délicate, aux résultats peut-être fragiles. Le sentiment démocratique referra-t-il à l'Autriche l'unité nationale que l'absolutisme n'a pas su conserver ? Ou bien achèvera-t-il la dissolution de la monarchie double en une fédération ? C'est le problème de demain.

III

LES RESSOURCES ET LA POLITIQUE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Il faut se hâter d'étudier la place de l'Autriche-Hongrie parmi les grandes puissances pendant qu'elle est encore une grande puissance.

Son influence politique dépend naturellement en partie de sa valeur économique, qui est assez considérable. Elle offre même à cet égard une sorte d'harmonie ; l'Autriche industrielle et la Hongrie agricole semblent se compléter.

Mais les querelles politiques nuisent au développement de la richesse générale. D'ailleurs les intérêts des deux parties de l'État-double ne sont pas les mêmes : la Hongrie a besoin de larges relations avec l'étranger pour y pouvoir exporter ses blés et ses bestiaux; l'Autriche a besoin d'un système de tarifs protecteurs pour défendre son industrie contre la puissante concurrence de l'industrie allemande. De plus voici que la Hongrie elle-même, grâce à l'abondance des minerais de la Transylvanie, prend une importance industrielle et veut se défendre contre l'industrie autrichienne, établir entre elles deux une barrière douanière, discuter un traité de commerce comme entre deux puissances étrangères. Ce désaccord apparaît de plus en plus grave au moment du renouvellement décennal du compromis.

L'Autriche a des forêts dans les Alpes et dans le plateau de Bohême, elle cultive un peu de céréales et élève quelques bestiaux, par exemple beaucoup de moutons en Moravie. Mais elle est surtout industrielle; elle prolonge au sud-est les centres miniers de l'Allemagne, comme elle en prolonge la race. Elle a du fer en Styrie et la capitale de cette province, Gratz, qui a 140 000 habitants, a une nombreuse population ouvrière. Il y a auprès de Cracovie, à Wielicza, les plus remarquables mines de sel du monde; elles forment comme une ville souterraine, de 9 kilomètres de longueur sur un de largeur, jusqu'à environ 300 mètres de profondeur; peut-être y peut-on voir un dépôt de l'ancienne mer qui venait jusqu'aux Carpates, et que les alluvions de la plaine allemande ont recouverte. Il y a du pétrole dans les Carpates; on ne l'exploite pas encore beaucoup, à cause de la concurrence redoutable des pétroles russes. Il y a surtout un important bassin houiller en Bohême, sur la rive gauche de la Moldau, autour de Pribram et de Kladno, à l'ouest de Prague; la production n'y est que de 17 millions de tonnes par an, ce qui ne peut se comparer avec les 150 millions de tonnes de l'Allemagne,

ce qui n'est même pas égal à la production française, de 34 millions; néanmoins il y a dans la région de Prague quelques manufactures très actives, et les verres de Bohême ont une réputation universelle. La population ouvrière s'y accumule, comme dans les centres voisins de Saxe et de Silésie, et la question sociale commence à y être posée.

La Hongrie annonce déjà les grandes plaines de l'Europe orientale et les steppes de la Tisza ne sont pas essentiellement différentes de celles du Dniepr ou du Don; elles ont toujours produit des prairies épaisses, et les premiers Magyars, venus des grandes plaines de l'Asie, y ont trouvé de l'herbe pour leurs chevaux. Aujourd'hui la prairie recule devant la charrue, et l'immense plaine de la puszta, de part et d'autre du Danube et de la Tisza, en offre plus de variété. Elle s'encadre dans les hautes forêts de sapins des Carpates boisées qui envoient sur toutes leurs rivières des trains de bois flottant; beaucoup de villes et la plupart des villages, comme en Russie, sont construits en bois; Szegegin, au confluent de la Tisza et du Maros, est presque toute en bois; elle a plus de 100 000 habitants; elle est la seconde ville de la Hongrie, car la population de la Hongrie est surtout rurale; les principales agglomérations, Szabadka, Debreczen, sont seulement de gros marchés agricoles.

Au pied des Tatras, dont les pentes inclinées vers le Sud sont chauffées par le soleil, la Hongrie possède d'importants vignobles; ils ont été ravagés par le phylloxera, mais le cru de Tokay a toujours une grande renommée.

La plaine elle-même présente deux aspects différents : par endroits, surtout vers le nord, elle est faite d'un sol où prédomine l'argile et qui retient ainsi l'humidité à la surface; l'herbe y est toujours verte : c'est la puszta proprement dite, que paissent de grands troupeaux de chevaux, de bœufs et de moutons. Plus au sud, de Debreczen jusqu'aux bords de la Save inférieure, il y a plus de sable, le

sol est plus sec et plus chaud; c'est une terre précieuse pour la culture du blé, qui fait la principale richesse du marché de Szabadka. La Hongrie est ainsi un des greniers de l'Europe; après la Russie (200 millions d'hectolitres en 1905), après la France (120 millions), elle a donné la même année 45 millions d'hectolitres. Elle est au premier rang en Europe pour l'exportation des animaux vivants; elle en a exporté en 1905 pour 150 millions de francs; les États-Unis seuls en ont exporté davantage, pour 210 millions de francs.

Le commerce annuel de l'Autriche-Hongrie s'est élevé en 1905 à environ 4 milliards et demi de francs; les importations et les exportations s'y équilibrent à peu près exactement. La grande infériorité de ce chiffre par comparaison avec celui du commerce allemand tient surtout à l'insuffisance de la production houillère. Cependant l'Autriche-Hongrie occupe une avantageuse situation géographique, au centre de l'Europe, aux portes de l'Orient. Mais jusqu'ici le système de ses voies commerciales est demeuré imparfait. La voie fluviale du Danube est assez bonne; le débit du fleuve est abondant; il est nourri en hiver par les pluies et en été par la fonte des glaciers dont le produit lui arrive par ses grands affluents alpestres, l'Inn, la Drave et la Save; il est navigable depuis Ratisbonne; il a fallu quelques travaux pour aménager le passage aux environs de Passau, en aval de Linz, dans la traversée du défilé de Dürnstein à Krems; il a fallu surtout creuser le chenal en aval de Buda-Pest, à travers la plaine hongroise; il a fallu réduire le nombre des bras entre lesquels il se partageait, pour avoir un lit assez profond; il a fallu établir à grands frais le canal des Portes-de-Fer; pendant longtemps les bateaux laissaient leurs marchandises en amont de ce canal; elles étaient transportées par chariots de l'autre côté du défilé et embarqués alors sur d'autres bateaux. Le canal, qui a été inauguré en 1896, permet une navigation ininterrompue jusqu'aux embouchures du Danube, à Galatz.

Malheureusement ce grand et beau fleuve se jette dans

une mer fermée, la mer Noire. Le commerce de l'Allemagne et de l'Autriche se porte plutôt sur la péninsule des Balkans, et les voies ferrées y jouent ainsi le principal rôle : les deux grandes lignes qui aboutissent à Constantinople et Salonique constituent en vérité le delta commercial des régions danubiennes.

Il y a encore beaucoup à faire pour achever le réseau nécessaire des voies commerciales ; il faudrait joindre le Danube aux fleuves allemands par des canaux : deux sont projetés, de Vienne à Oderberg sur l'Oder, à l'entrée de la Silésie, et de Linz à la Moldau ; ce serait la jonction du Danube avec l'Elbe et avec Hambourg. Quand pourra-t-il être question d'un canal entre la Morava serbe et le Vardar, entre Belgrade et Salonique ? Ce serait le vrai débouché des pays germaniques sur la Méditerranée.

Les deux ports de l'Autriche-Hongrie sont Trieste et Fiume ; ils sont éloignés des centres de production ; la voie ferrée de Vienne à Trieste, par Gratz et Laibach, a beaucoup d'importance, mais elle est longue. Trieste du moins est assez active ; elle est le port d'attache de la plus grande compagnie de navigation austro-hongroise, le Lloyd ; le tonnage des navires qui y passent était en 1904 de 4 millions de tonneaux, le quart du commerce de Hambourg, inférieur même au chiffre du Havre (5 millions de tonneaux). Néanmoins, avec l'Allemagne, qui la soutient et qui la pousse, l'Autriche-Hongrie exerce actuellement une grande influence économique sur les Balkans : de Galatz, terminus de la navigation danubienne, à Trieste, centre du Lloyd, par Salonique et Constantinople, elle absorbe dans sa sphère d'action la plus grande partie de la péninsule : c'est le sens désormais de toute son expansion.

C'est aussi le sens de son influence politique. Elle a renoncé à toute prétention dans la direction du Rhin, à moins que le pangermanisme ne rattache un jour Vienne à Berlin et ne réunisse à l'Allemagne prussienne la « Germania irredenta ». L'entrée de l'Autriche allemande dans

l'empire allemand d'aujourd'hui serait d'ailleurs grave, surtout pour Berlin et la Prusse; elle constituerait une Allemagne du Sud rivale de l'Allemagne du Nord et supérieure au point de vue de la civilisation; elle rétablirait au profit des Allemands du Sud, pour la plupart catholiques, l'équilibre de l'Allemagne actuellement rompu au profit de la Prusse. Mais il serait prématuré de débattre cette question.

Pour le moment, depuis une trentaine d'années, et, semble-t-il, sans esprit de retour, l'Autriche est redevenue, selon l'étymologie de son nom, *Osterreich*, la « Marche Orientale » de l'Allemagne; elle a tous ses intérêts et toute sa puissance le long du Danube. Elle n'a pas de colonies, et, si modeste que soit son industrie, il y faut quelque clientèle; elle la cherche vers les Balkans, selon le flot où l'entraîne l'expansion allemande. Ainsi, puissance allemande et magyare par sa constitution même, elle est slave par sa politique; elle a besoin d'agir sur les peuples slaves des Balkans.

Par là, elle est directement la rivale de la Russie; sans doute elle est moins slave qu'elle, mais la communauté de race a cessé d'être profitable à la Russie; les Serbes et les Bulgares ont échappé à sa tutelle; les Roumains ni les Grecs ne sont des Slaves. Ce sont aujourd'hui les intérêts économiques qui décident surtout des rapprochements politiques; et, à cet égard, les pays des Balkans constituent presque absolument le domaine économique de l'Autriche-Hongrie.

Elle y a recueilli depuis trente ans le bénéfice très positif de la Triple Alliance, et ce fut le paiement de sa renonciation à toute influence sur l'Allemagne nouvelle. Le traité de Berlin, après les victoires des Russes, dans la guerre des Balkans, lui donna l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, et ainsi détermina d'une façon définitive son orientation. Une entente formelle était dès lors possible avec l'Allemagne; ce fut l'objet du traité du 8 octobre 1879,

qui devait être le principe de la Triple Alliance. C'est à l'Allemagne que l'Autriche-Hongrie doit cet agrandissement vers le sud ; dans le grand rôle qu'elle y peut jouer, elle a toute la force allemande derrière elle ; elle ouvre le chemin au commerce allemand dans les Balkans, et constitue avec l'Allemagne une sorte de pangermanisme économique.

En fait elle exerce une réelle suprématie sur les petits États de la péninsule ; elle a certainement sur eux plus d'influence que la Russie même, qui pourtant a contribué d'autre façon à leur délivrance ; mais la reconnaissance n'est pas une vertu politique.

La Roumanie a aidé la Russie à vaincre les Turcs en 1877 ; son armée s'y comporta bravement. Elle ne fut pas récompensée de son concours : elle dut céder à la Russie une très fertile province, la Bessarabie, et elle reçut en échange les solitudes marécageuses de la Dobroudja ; elle n'a pas oublié cette déception et n'a plus de sympathies pour la Russie. Son roi Carol est d'ailleurs un Allemand, de la branche catholique des Hohenzollern. La nation elle-même est latine, mais trop éloignée des autres Latins pour s'appuyer sur eux contre les Russes ou les autres Slaves ; elle s'est liée à la Triple Alliance des puissances centrales par une convention militaire.

La Serbie et la Bulgarie sont étroitement tenues sous la tutelle austro-hongroise. La Serbie est enveloppée presque de tous côtés par les territoires autrichiens ; sa prospérité économique dépend de sa puissante voisine. Le prince de Bulgarie, Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, est un ancien officier de l'armée autrichienne. Les deux États ont essayé récemment de former une union douanière afin de se mieux défendre contre l'industrie étrangère ; l'Autriche-Hongrie intervint avec une grande brutalité et obligea la Serbie à abaisser les droits de douanes qu'elle avait établis sur divers produits : l'Autriche-Hongrie ne veut pas se laisser fermer la route de l'Archipel.

Elle s'intéresse de très près aux destinées de la

Macédoine, non pas pour travailler à son indépendance complète, mais pour empêcher qu'elle ne soit capable de lui barrer le chemin de Salonique. En 1903, elle conclut avec le tsar Nicolas II l'accord de Murzteg, qui assura aux Macédoniens quelques-unes des réformes nécessaires, mais qui mit leur sécurité sous la garde d'une gendarmerie internationale : tant que la Macédoine sera sous la tutelle de « l'Europe », l'Autriche, au nom de l'Europe, continuera d'y développer tranquillement ses intérêts.

Elle surveille aussi l'Adriatique, qui est l'horizon même de Trieste. Elle surveille la propagande italienne en Albanie et dans le Montenegro, depuis le mariage du roi Victor-Emmanuel III avec une princesse de ce pays. Elle ne peut pas permettre que l'Adriatique devienne un lac italien : ce serait la ruine de Trieste. Mais l'Italie ne peut pas admettre qu'elle soit un lac autrichien ; sa sûreté même en serait compromise : elle a déjà obtenu le commandement de la gendarmerie internationale de Macédoine. La rivalité est ardente entre ces deux singulières alliées. C'est l'héritage de Venise que les Italiens revendiquent ; c'est un des points critiques de la question de la Méditerranée, une des formes les plus graves de la lutte séculaire des Latins et des Germains.

L'Autriche-Hongrie, soutenue par l'Allemagne, absorbera-t-elle donc les Balkans et l'Adriatique ? — Sans doute elle est l'avant-garde de la puissance allemande vers le sud ; mais elle est une avant-garde par les éléments slaves de sa population qu'elle tient asservis. Son action dans les Balkans sera certainement plus efficace lorsqu'elle sera devenue tout à fait une puissance slave, ou du moins lorsqu'elle aura donné aux Slaves de ses États les libertés qu'ils réclament. Mais alors l'avant-garde ne se retournera-t-elle pas contre le corps de bataille ? Une Autriche-Hongrie-Slavie ne serait plus au même degré qu'aujourd'hui dans la dépendance de l'Allemagne.

Les Habsbourg se débattent, au dedans et au dehors de

leur État double, parmi des difficultés qui sont peut-être insolubles. Avec François-Joseph ils vont à la remorque des événements, entraînés par l'évolution fatale des nationalités, consentant à régner sur un empire qui n'est presque plus autrichien, qui n'est pas encore slave, dont la forme austro-hongroise paraît avoir tous les caractères d'une transition.

Le règne de François-Joseph s'achève tristement. Quelle douleur doit être la sienne, lorsqu'il compare à la gloire de ses ancêtres la condition actuelle de ses États? Le malheur s'acharne après lui, comme le destin antique sur les plus déplorables familles de la légende grecque. Son frère, l'archiduc Maximilien, dont Napoléon III avait fait un empereur du Mexique, y est mort fusillé, et sa veuve, Charlotte de Belgique, est restée folle depuis. La femme de François-Joseph, l'impératrice Élisabeth, a été assassinée à Genève par un anarchiste. Leur fils unique, l'archiduc Rodolphe, est mort mystérieusement, de sa propre main sans doute, dans le drame intime de Mäyerling. Les malheurs politiques du règne ne sont pas moindres, suffisamment symbolisés par les désastres de Solferino et de Sadowa, qui signifient la perte de l'Italie et la perte de l'Allemagne, la ruine définitive du Saint-Empire Romain Germanique de Charles-Quint.

L'Empereur-Roi n'est pas seulement l'homme malade, il est l'homme mourant. Dès lors la succession d'Autriche semble ouverte, avec d'autres caractères qu'au XVIII^e siècle : c'est la question politique la plus délicate de l'Europe actuelle.

L'Autriche-Hongrie se dissoudra-t-elle en une poussière de nationalités, rejoignant, par une sorte de force centrifuge, les nationalités parentes du voisinage, l'Istrie et le Tréntin vers l'Italie, la Transylvanie vers la Roumanie, la Galicie vers la Pologne ou la Russie, la Croatie vers la Serbie et la Dalmatie, la Hongrie, la Bohême, isolées dangereusement au milieu de races ennemies et redoutables?

Mais on voit par là que quelques nationalités au moins de l'Autriche-Hongrie n'ont pas intérêt à une telle dissolution, qu'elles risqueraient d'y périr : elles peuvent être des éléments de conservation et de réorganisation.

L'Autriche-Hongrie saura-t-elle donc fondre dans la liberté, selon l'exemple de la Suisse, toutes les races de l'État double, se constituer enfin en une fédération très souple, capable de concilier les divergences nationales avec les intérêts économiques solidaires, avec la conscience de l'union nécessaire au salut de tous ? En un mot l'Autriche-Hongrie saura-t-elle faire de toutes ses nationalités une nation ? Il est déjà tard. Peut-être à une telle œuvre faudrait-il un grand homme ? Est-il parmi les héritiers de l'Empereur François-Joseph ?

CHAPITRE IV

LA SUISSE

- I. La nationalité suisse. — II. La Constitution et la nation suisse. —
III. Activité économique de la Suisse.
-

I

LA NATIONALITÉ SUISSE

Il n'est pas possible de donner une définition physique de la Suisse ; elle a de tous côtés des frontières purement conventionnelles : vers le nord, le canton de Schaffhouse est au delà du Rhin, en plein pays souabe ; elle partage les bords du lac de Constance avec le grand-duché de Bade, le Wurtemberg, la Bavière et l'Autriche. Constance même est badoise. Elle a, dans la Haute-Engadine, les sources de l'Inn, qui est une rivière autrichienne et bavaroise. Elle a un canton presque entièrement italien, au sud des Alpes, le canton du Tessin, avec toute la haute vallée de cette rivière jusqu'au lac de Garde. Elle partage le Jura et le lac Léman avec la France, et Genève a plus de relations avec la France qu'avec la Suisse.

L'unité géographique de la Suisse est faite par les Alpes, dont dépendent d'ailleurs quelques-uns des caractères, même politiques, du pays. Là prennent leurs sources

quelques-uns des plus grands fleuves de l'Europe, le Rhône et le Rhin notamment : le long de leurs vallées des peuples différents ont remonté, et la Suisse est devenue un carrefour de races; elle ne commence que de nos jours à prendre une réelle unité politique.

La montagne inspire à ses habitants la même affection que la mer aux peuples de ses côtes. Elle les nourrit, comme toute patrie, de ses ressources naturelles; mais surtout elle les retient par la grandeur de ses spectacles, par les fatigues qu'elle exige, et les dangers parfois mortels dont elle est pleine; comme la mer, elle est aimable et redoutable; elle a des traits qui imposent l'admiration et qui autorisent la fierté de ses peuples. Elle fut peut-être pour les Suisses une inspiratrice de liberté; il y a eu parmi eux plus d'un Guillaume Tell; l'air vif des montagnes les a trempés fortement pour les luttes de l'indépendance, et, malgré la diversité des races, leur a donné une remarquable unité de caractère.

Mais, pendant longtemps, la montagne les a séparés les uns des autres; les diverses vallées de la montagne n'ont pas entre elles de communications faciles; par exemple la vallée haute du Rhin est séparée de la vallée haute de la Reuss et de celle du Rhône par des cols de plus de 1500 mètres, le col d'Oberalp ou le col de la Furka. Il en est de même de la Reuss supérieure au Tessin par le col du Saint-Gothard, ou du Rhône à l'Aar par le col de Grimsel. Il y a en particulier dans la haute vallée de la Reuss et dans celle de l'Aar de formidables éboulements de roches qui rendent pénible l'accès des pays de la vallée inférieure. Il n'y a pas longtemps que ces cols sont desservis par des routes carrossables ou par des voies ferrées. Pendant tout le moyen âge et la plus grande partie des temps modernes, on allait d'Allemagne en Italie par la Saône et le Rhône, parce que les Romains avaient de bonne heure construit la route du mont Genève; ce fut pendant des siècles la seule route véritable des Alpes.

C'est pourquoi la Suisse fut peuplée de races distinctes, et pendant longtemps sans rapports les unes avec les autres.

Il y a dans les vallées qui s'abaissent sur la rive droite du Rhin, notamment dans les pays de l'Albula et de la Lanquart, le peuple des Grisons, de race et de langue romanche, et l'on discute encore de leurs origines; on ne leur connaît pas de parents en Europe.

Les Latins au sud, et la langue italienne avec eux, ont facilement remonté le long du Tessin jusqu'à la base des montagnes; ils ont même franchi le Saint-Gothard, et il y a beaucoup d'habitants de langue italienne dans la haute vallée de la Reuss et dans celle du Rhône; ils sont pour la plupart de petits boutiquiers ou s'emploient aux importants travaux des voies ferrées. Aussi bien les Italiens du canton du Tessin ne sont-ils nullement travaillés par la propagande irrédentiste; ils ne témoignent aucune volonté d'être rattachés au royaume d'Italie.

Les Helvètes du temps de César étaient des Celtes; ils furent refoulés de plus en plus vers l'ouest par la poussée des Germains; ils sont demeurés les maîtres du pays de Genève, de toute la région du lac Léman, de la plus grande partie du Jura, de la plus grande partie du Valais ou du Rhône supérieur: la limite qui les sépare aujourd'hui des pays de langue allemande passe par Fribourg et Sion; elle se dirige ainsi à peu près régulièrement du nord au sud par le ballon d'Alsace, Belfort, Neuchâtel, Fribourg, Sion et le massif du mont Rose.

Les Germains sont arrivés par le nord; ils ont occupé presque toute la plaine, ils ont remonté les vallées jusqu'au cœur de la haute montagne; ils sont établis au centre même du pays dans les vallées supérieures du Rhône, de l'Aar, de la Reuss et du Rhin.

Ils sont de beaucoup les plus nombreux. La population de la Suisse est en effet de 3 315 000 habitants, soit le chiffre très remarquable de 80 au kilomètre carré, malgré la

grande place occupée par les montagnes. Sur ce total, il y a 2 300 000 Allemands, c'est-à-dire plus des deux tiers ; il n'y que 730 000 Français, ou un peu plus du quart, 220 000 Italiens, 40 000 Romanches.

Ces hautes vallées alpestres ont été aussi le lieu de la rencontre des religions. C'est à Constance que l'Église fit brûler vifs Jean Hus et Jérôme de Prague. De la cendre des martyrs naquirent d'autres apôtres. Avant Luther même, le curé de Glaris, Zwingle, enseigna la réforme, et déjà la bataille fut sanglante entre les sectes contradictoires : Zwingle fut tué à la bataille de Kappel en 1531, mais Zurich resta désormais fidèle à l'évangélisme. Calvin, chassé de France par l'intolérance des rois, constitua sa doctrine à Genève, y fut le maître du gouvernement pendant un quart de siècle, et son influence y marqua une empreinte profonde : Genève demeura le séminaire du calvinisme. Ainsi, de la France et de l'Allemagne, les deux mouvements essentiels de la Réforme protestante se rencontraient en Suisse.

En général, la Réforme se répandit avec plus de succès dans la plaine ; les catholiques défendirent mieux leurs positions dans les forteresses naturelles de la montagne : cependant Glaris et les Grisons sont protestants. En général, sauf la réserve précédente, les pays de langue allemande sont protestants, les pays de langue française sont catholiques. Cependant Genève est comme la Rome du protestantisme. Elle a dû à cette situation des traits particuliers de caractère, une activité intellectuelle qui fut parfois très remarquable, et un souci de haute moralité qui lui a inspiré de très belles œuvres pédagogiques ou sociales. En dehors du temps de Calvin, elle a eu un autre siècle intellectuel, si l'on peut dire ; ce fut le xviii^e. Rousseau alors y naissait, et son œuvre, surtout la *Nouvelle Héloïse*, est toute colorée des paysages de la région genevoise ou savoisiennne. Voltaire vivait alors à Ferney, et attirait à Genève un si grand nombre de visiteurs qu'à un moment, vers 1775, on

ne trouvait plus à s'y loger. Les philosophes, las des caprices de l'absolutisme, se réfugiaient sur une terre libre. Madame de Staël, la fille de Necker, vivait à Coppet. Genève, à la veille de la Révolution, fut comme la capitale de la pensée ; à ce titre elle occupe une place bien glorieuse dans l'histoire de la civilisation.

Protestants et catholiques se partagent inégalement la Suisse : pour 2 millions de protestants, il y a 4 300 000 catholiques.

Il y a donc en ce pays des éléments de races et de religions aussi variées qu'en Autriche-Hongrie, et ils étaient, il y a cent ans, aussi réfractaires à l'union. Il y a de grandes leçons à retenir dans l'histoire de cette formation de la nation suisse.

Avant la Révolution de 1789, on distinguait encore les cantons d'origine, les fondateurs de l'indépendance, parmi lesquels vivait, un peu incertaine avant Schiller, la légende de Guillaume Tell : Uri, Schwitz, Unterwalden et Lucerne ; celui-ci, à la sortie du lac des Quatre-Cantons, s'ouvre sur la plaine inférieure, mais les trois autres sont encore encaissés parmi les paysages les plus grandioses de la Suisse, sur la Reuss. Il y avait ensuite les cantons alliés, la plupart des autres, Glaris, Zurich, Bâle, Neuchâtel, Berne ; Mulhouse était une ville alliée des cantons suisses.

Mais il y avait aussi des cantons sujets, comme Vaud à l'égard de Berne, et les « Messieurs de Berne », riches bourgeois qui formaient une véritable aristocratie étroitement fermée, traitaient parfois durement le pays de Lausanne, qui en a conservé quelque souvenir. La Suisse n'était pas partout libre, et l'on cite souvent le mot de Goëthe : « Les Suisses se sont délivrés d'un tyran, et ont pu se croire libres ; mais de la charogne de l'opresseur le soleil leur a fait naître un essaim de petits tyrans ».

II

LA CONSTITUTION ET LA NATION SUISSE

La Suisse n'était qu'une fédération incohérente, déchirée par les querelles des partis et des cantons, lorsque la Révolution française y commença l'évolution qui en devait faire une des plus fortes nationalités de l'Europe. Le Directoire intervint vigoureusement en Suisse contre les aristocrates et institua la République helvétique, où les cantons disparurent absorbés, d'ailleurs malgré eux, dans l'unité nationale. La Suisse supporta mal la tutelle étrangère; les désordres y continuèrent; Bonaparte y mit fin en 1803 par l'Acte de médiation : les cantons furent rétablis, mais ils furent égaux les uns aux autres; l'égalité était définitivement fondée entre toutes les petites nations suisses, comme entre les citoyens de chaque canton. La tranquillité régna sous l'influence de Napoléon; mais, parce que la direction politique venait en Suisse de l'extérieur, les cantons n'apprirent pas à s'unir les uns aux autres; Napoléon ne les y encourageait point, car une Suisse unie eût peut-être moins bien supporté sa domination.

Peut-être la Suisse recommença-t-elle alors de sentir, sous le gouvernement de l'étranger, la nécessité de l'union.

Elle avait toujours conservé très vivace le sentiment de l'indépendance. Il fut renouvelé et comme ressuscité par le *Guillaume Tell* de Schiller. Il détermina à travers toutes les montagnes de la Suisse centrale un enthousiasme extraordinaire; on reconstitua tous les détails de la légende en leur donnant une précision comme historique; on retrouva au bord du lac des Quatre-Cantons l'endroit où Tell avait abordé, repoussant du pied la barque de Gessler dans la tempête; on y éleva une chapelle en l'honneur de la délivrance de la patrie. On associa le poète au héros, et on grava le nom monumental de Schiller sur le rocher même du lac; Schiller et Tell, on dirait que tous les échos de la montagne répètent désormais ces deux noms.

On se mit à revivre tous les souvenirs, plus certains encore, des guerres de la liberté, les glorieuses batailles de Morgarten, Sempach, Nœfels, plus tard de Grandson, Morat, où le taureau d'Uri et la vache d'Unterwalden avaient mugi si terriblement. Toute la Suisse participa à cette renaissance, qui fut un élément décisif de cohésion morale. En somme elle n'avait pas alors autre raison d'union que le culte d'un même passé. Dès lors la nation suisse était prête à se constituer.

La Suisse ne souffrit point trop des guerres du premier Empire; elle goûta les avantages de la paix. Traversée en 1814 et 1815 par les armées qui envahissaient la France, elle estima davantage les bienfaits de la neutralité. Les puissances réunies au Congrès de Vienne déclarèrent définitivement neutre tout le territoire de la confédération helvétique; cette neutralité fut même étendue aux pays qui sont au sud du lac Léman, Valais, Faucigny, Genevois, c'est-à-dire à la Savoie septentrionale jusqu'au lac d'Annecy. C'est un bénéfice qui a été laissé à cette région; même au moment de la réunion de la Savoie et de Nice à la France en 1860, la France s'interdit dans cette région la création de tout établissement militaire.

Ainsi la Suisse neutre était sûre de recueillir désormais tous les fruits de l'activité pacifique. Elle se consacra même particulièrement à la Croisade de la paix entre les autres nations : c'est par la convention de Genève en 1864 que fut instituée la Croix Rouge, si précieuse en tous pays aux blessés des champs de bataille. C'est à Genève que fut fondée en 1830 la première société de la Paix, et les congrès de la Paix s'y sont tenus d'une façon presque régulière jusqu'en 1870. Depuis, l'initiative du tsar Nicolas II a créé en Hollande un autre foyer de propagande pacifiste : noble occupation des petites nations que de travailler à apaiser les querelles des grandes, grandeur morale qui vaut toutes les autres.

Le Congrès de Vienne de 1815, d'autre part, ne fit rien

pour la formation de la nation suisse; il la ramena au contraire aux divisions du passé, afin d'y permettre la restauration des privilèges de classes. La médiation napoléonienne ayant disparu, les 22 cantons n'eurent presque aucun lien entre eux; ils furent tous « souverains », et ainsi libres de rétablir chez eux, selon les circonstances, les anciennes différences sociales. Il n'y eut pour ainsi dire pas de gouvernement central; il y eut bien une Diète, assistée d'un conseil exécutif ou Vorort, mais elle n'était pas une représentation nationale, elle était une conférence des ambassadeurs des gouvernements cantonaux; elle n'avait aucune autorité sur l'administration des cantons; elle n'eut guère à s'occuper que de la question des réfugiés politiques, qui lui créa souvent des difficultés avec les gouvernements étrangers.

Cette confédération n'avait pas de capitale; elle reconnaissait trois cantons « directeurs », Berne, Zurich, Lucerne; de deux ans en deux ans, la Diète devait siéger alternativement dans ces trois villes. Chaque canton avait sa constitution politique particulière, ses postes, ses écoles, même son armée, et quelques-uns se remirent à louer des mercenaires aux puissances étrangères. Il y eut des Suisses encore au service des rois de France, selon les règles de l'ancien régime, jusqu'à la Révolution de Juillet 1830, où beaucoup périrent en défendant les Tuileries contre le peuple de Paris, comme au 10 août 1792.

On rencontrait donc en tous ces cantons les gouvernements les plus différents, sans aucun principe commun. Les villages des Grisons, comme ceux du Valais, formaient autant de petites républiques démocratiques associées en ligues. Les anciens cantons aristocratiques, Berne, Zurich, Lucerne, Bâle, Genève, Fribourg, avaient rendu le pouvoir aux anciennes familles de la riche bourgeoisie. Saint-Gall, Vand, le Tessin avaient des conseils élus, mais selon un système censitaire. Neuchâtel avait un roi, le roi de Prusse, qui, du moins, plus libéral qu'à Berlin, avait daigné lui accorder une charte constitutionnelle.

De toutes ces Suisses, il y avait à faire la Suisse.

Ce fut l'œuvre du parti radical, qui depuis plus de soixante ans gouverne les destinées du pays, avec une régularité qui a donné les plus importants résultats. On pourrait l'appeler le parti national, par opposition aux cantonalistes, parce qu'il veut absorber la souveraineté de chaque canton dans la souveraineté nationale, parce qu'il veut élargir la petite patrie locale en une grande patrie suisse.

Il eut d'abord son centre d'organisation et d'action à Zurich, et il y obtint ses premiers succès; il avait pour programme la liberté de la presse et de la conscience, l'égalité de tous les citoyens par la suppression des privilèges de l'ancien régime, le suffrage universel; il voulait « régénérer » la Suisse par la démocratie. La lutte fut d'abord contenue dans les limites de chaque canton; elle y fut parfois dramatique; c'est alors que le canton de Bâle se partagea en deux demi-cantons, Bâle-ville et Bâle-campagne. Canton par canton, le parti radical gagna du terrain; il fut encouragé et fortifié par la Révolution de juillet 1830; vers 1845, il avait conquis la plupart des cantons, et il avait la majorité à la Diète : la Diète jusque-là n'avait pas beaucoup d'autorité; les radicaux voulurent organiser désormais un pouvoir central qui pût imposer les principes démocratiques aux pouvoirs locaux, un gouvernement national démocrocratique.

Les cantons qui avaient échappé à la propagande radicale, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zug, Lucerne, Fribourg, le Valais, craignirent pour leurs libertés particulières; c'étaient les sept cantons catholiques; ils étaient dominés alors par l'influence des Jésuites, et, sous prétexte de garantir la liberté de l'Église catholique, ils ne voulaient pas être englobés dans la nation helvétique, sous la domination du parti national laïque.

Pour se défendre contre la majorité, ils formèrent une ligue séparée ou Sonderbund. La Diète décréta la dissolu-

tion du Sonderbund, l'expulsion des Jésuites et l'exécution militaire contre les dissidents. Ceux-ci firent appel aux grandes puissances européennes qui, au Congrès de Vienne, avaient fondé la Confédération Helvétique, sur la base de la souveraineté cantonale. Mais avant toute intervention, la Diète fit exécuter sa volonté; une armée de 50 000 hommes, sous le général Dufour, résolut le conflit en trois semaines; elle occupa presque sans coup férir Fribourg, où les Jésuites avaient fondé un grand collège; elle y établit un gouvernement provisoire radical; elle occupa avec la même facilité Lucerne, dispersa le gouvernement central du Sonderbund et son armée, établit dans chaque canton catholique un gouvernement nouveau : alors les sept cantons catholiques déclarèrent le Sonderbund dissous.

La Diète prononça l'expulsion des Jésuites de toute la Suisse et rédigea une nouvelle constitution qui fut approuvée par le peuple au suffrage universel : ce fut la fin de l'indépendance cantonale, ce fut la naissance de la nation suisse.

La Constitution de 1848, qui fut complétée en 1874 dans un sens encore plus unitaire et libéral, a remplacé la Fédération des cantons, Staatenbund, par un État fédéral, Bundestaat. Elle a institué, au-dessus des intérêts cantonaux, un droit public suisse. Par exemple, elle n'admet que la forme républicaine dans le gouvernement des cantons; ainsi le 1^{er} mars 1848, quelques jours après la révolution de février à Paris, une petite révolution démocratique à Neuchâtel chassa les fonctionnaires prussiens et institua la République. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV se contenta d'abord d'une protestation diplomatique adressée aux gouvernements européens. Mais, le 3 septembre 1856, une conspiration royaliste, sous le comte Frédéric de Pourtalès, s'empara du château de Neuchâtel et y proclama la restauration des Hohenzollern. Dès le lendemain, le peuple reprenait le château et s'emparait des chefs du complot; le roi de Prusse prit la défense de ses partisans,

adressa à la Suisse de vigoureuses menaces, commença de mobiliser ses troupes. La Suisse n'en fut pas effrayée, elle mit 30 000 hommes sous le commandement du général Dufour et les échelonna le long du Rhin de Bâle au lac de Constance. La médiation de Napoléon III mit fin à l'incident; une conférence des grandes puissances, réunie à Paris, obtint du roi de Prusse la renonciation à sa souveraineté sur Neuchâtel, moyennant la mise en liberté des conspirateurs royalistes.

Donc désormais tous les cantons suisses sont des Républiques. En outre une administration centrale très forte était organisée. Les relations étrangères lui étaient confiées; toutes les capitulations signées avec des puissances quelconques pour le recrutement militaire en Suisse furent supprimées. Il n'y eut plus qu'un système national de monnaies, une administration nationale des postes; les chemins de fer, partagés longtemps entre plusieurs compagnies, furent rachetés par l'État à partir de 1878, sauf la ligne du Saint-Gothard, de Lucerne à Lugano, et les chemins de fer de montagnes, à crémaillères pour la plupart.

Il y eut enfin une armée nationale, organisée selon le système des milices. La Suisse, étant neutre, n'a pas à se préoccuper de tenir sans cesse sur pied une armée permanente considérable. Grâce à des exercices de tir, auxquels les adolescents sont astreints, il est possible de ne les appeler au régiment, à vingt ans, que pendant quelques semaines; les officiers eux-mêmes, en général, ne sont convoqués que pour des périodes d'exercices; le service militaire pour eux n'est pas une profession. La Suisse compte ainsi des forces très imposantes : les jeunes gens de vingt à trente-deux ans forment l'*élite*, qui est de 150 000 hommes; la landwehr, de trente-deux à quarante-quatre ans, et la landsturm, de seize à vingt ans et au delà de quarante-quatre ans, comptent ensemble encore 150 000 hommes : ce qui fait un total de 300 000 hommes exercés, qui sont pour la plupart de très adroits tireurs. Il y a au Saint-Gothard, dans

la haute vallée de la Reuss, un système remarquable de fortifications; pour les défendre, la Suisse a institué récemment un corps spécial de gardes, encadrés par des instructeurs militaires de profession. Il semble bien que la Suisse serait fort capable de faire respecter sa neutralité par qui que ce soit.

Les attributions des gouvernements cantonaux ont donc singulièrement diminué depuis 1848. Il y a toujours 22 cantons, mais trois d'entre eux se sont démembrés en demi-cantons : il y a deux cantons de Bâle, Bâle-ville et Bâle-campagne; deux cantons d'Unterwalden, Obwald et Nidwald; deux cantons d'Appenzell, Rhodes intérieures et Rhodes extérieures. Deux demi-cantons ne sont pas autrement représentés qu'un seul canton dans le gouvernement central. D'ailleurs le cantonalisme est de plus en plus battu en brèche, d'une part par le développement des institutions nationales, d'autre part par l'augmentation des attributions des conseils communaux.

Les cantons pourtant ont encore conservé jusqu'ici l'administration de leurs écoles de toutes sortes; il n'y a qu'un seul établissement national d'instruction, le *Polytechnicum* de Zurich, fondé en 1855. Une sorte d'émulation s'est créée entre les cantons au sujet de leurs institutions scolaires; beaucoup d'entre eux ont des Universités très remarquables; leurs écoles professionnelles ont le caractère pratique qui convient.

La culture germanique et la culture française se rencontrent dans la formation intellectuelle des nouvelles générations suisses; mais la Suisse y conserve une grande part d'originalité. Depuis Rousseau, elle n'a pas cessé de produire des travaux ou des expériences importantes de pédagogie, avec Mme Necker de Saussure, ou Pestalozzi, ou Fellenberg. Elle contribue toujours d'une façon très importante au développement de la pensée humaine; elle donne une part intéressante de collaboration à la littérature française, avec quelques bons écrivains comme Rodolphe

Töppfer, ou Édouard Rod, ou Victor Cherbuliez. Elle a ses artistes, Pradier, Chapponnière, Vela, ou Bodmer, Léopold Robert, Gleyre; ses savants, les Pictet, Agassiz, Ferdinand de Saussure, Ernest Naville. Petit peuple qui tient une place considérable dans l'évolution actuelle de la civilisation.

C'est que son gouvernement est fondé sur la pure démocratie. Le peuple y est le souverain, plus que nulle part ailleurs. Il est représenté par une Assemblée Fédérale qui se compose de deux conseils : le Conseil des États, qui rappelle l'ancienne diète, et qui est formé de deux représentants par canton, soit 44 membres en tout; il joue un rôle de pondération; il a quelque ressemblance avec le Sénat français ou mieux encore avec le Sénat américain; cependant, à mesure que les attributions des cantons diminuent, le rôle politique du Conseil des États perd aussi de son importance. — Le Conseil National est élu par le suffrage universel; il est la représentation directe du peuple suisse.

Il y a un Tribunal fédéral à Lausanne, chargé surtout de résoudre les contestations ou conflits entre les cantons.

Ce sont les représentants du peuple, c'est-à-dire les membres de l'Assemblée fédérale, qui nomment le Conseil fédéral, chargé du pouvoir exécutif; il se compose de sept membres qui font fonction de ministres; l'Assemblée nomme parmi eux pour un an un président, qui est le Président de la Confédération helvétique.

Il n'y a plus qu'une capitale, Berne, où vient d'être construit le Palais fédéral; elle a conservé néanmoins tout son cachet de vieille cité du moyen âge, ses rues étroites à arcades et pignons gothiques, ses fontaines monumentales, ses horloges à carillons, ses portes polychromes. Il y a en Suisse des villes plus importantes : dans la Suisse allemande, Zurich, qui a 150 000 habitants, Bâle, qui en a 100 000; dans la Suisse française, Genève, avec 110 000 habitants.

Les cantons ont conservé encore assez de liberté et d'ori-

ginalité pour entreprendre des expériences politiques qui, si elles réussissent, s'étendent ensuite à toute la Confédération, selon le progrès qui fut fait jadis par le parti radical lui-même. Ainsi quelques cantons, le Tessin, Neuchâtel, Zug, Genève ont institué la représentation proportionnelle aux élections de leurs conseils ; la majorité n'y est pas seule représentée comme dans les élections politiques de la France ou de la plupart des autres États de l'Europe ; la minorité aussi est représentée en proportion de son importance.

Il y a même des efforts intéressants pour constituer le gouvernement direct de la démocratie. Il ne s'agit point de réunir tout le peuple sur la place publique pour y délibérer sur les lois et élire les magistrats, comme à Athènes ou à Rome dans l'antiquité. Il y a de ces assemblées du peuple dans les vallées des Grisons : ce sont les Landsgemeinde ; mais ces petites Républiques des Ligues Grises ne sont peuplées que de quelques milliers de citoyens, et il est facile de les réunir au chef-lieu de la vallée, à Davos, par exemple, ou à Coire, ou à Dissentis. Mais ce système ne peut pas être généralisé, ne pourrait pas même être appliqué à un seul canton peuplé, comme Zurich, ou Genève, ou Bâle. Il s'agit de diminuer la puissance législative de l'Assemblée fédérale et de ramener au peuple l'approbation suprême des projets de lois ; c'est, en d'autres termes, le système du referendum.

D'abord toute constitution nationale est soumise au suffrage universel, il en fut ainsi de celle de 1848 et de sa revision en 1874 ; ainsi le citoyen suisse fut lui-même un constituant. Mais le referendum s'est appliqué depuis, même en matière législative ; le principe en a été inscrit dans la constitution de 1874 ; si, une loi étant votée par l'Assemblée, 30 000 citoyens suisses associés par voie de pétitionnement, et 8 cantons représentés par leurs gouvernements, demandent que cette loi soit soumise au vote populaire, le referendum est obligatoire ; plusieurs lois ainsi ont été rejetées par le peuple.

Les citoyens suisses ont même le droit d'initiative; une pétition signée de 50 000 noms est de droit l'objet des délibérations de l'Assemblée fédérale.

Il est question de faire élire le conseil fédéral et le Président, c'est-à-dire les agents du pouvoir exécutif, par le peuple lui-même. Ainsi les députés à l'Assemblée fédérale n'auraient plus, comme il arrive dans tous les pays à régime parlementaire, la délégation de la souveraineté nationale; ils ne seraient plus que chargés d'étudier les affaires, de préparer les projets de lois sur lesquels ensuite s'exercerait le vote populaire, le peuple gardant pour lui-même la souveraineté réelle, disposant constamment et librement de ses destinées.

On conçoit qu'un tel régime ne puisse s'appliquer qu'à un peuple très instruit et qui ait fait dans l'exercice des libertés locales un apprentissage sérieux de sa souveraineté. Ces expériences ont ainsi une haute portée morale et sociale. Elles font de la Suisse, neutre et pacifique, une sorte d'école de la démocratie.

III

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA SUISSE

Ce peuple très libre, le plus libre et le plus conscient qui soit, donne le spectacle d'une merveilleuse activité économique, qui grandira encore, par l'utilisation des ressources nouvelles que manifeste le pays.

Les Suisses autrefois étaient pauvres, et ils allaient chercher fortune à travers l'Europe, comme mercenaires ou comme portiers. Ils ne sont pas tous riches aujourd'hui, mais c'est l'Europe qui vient chez eux et y apporte des trésors. Chaque année la belle saison peuple la Suisse de 3 à 400 000 étrangers qui y laissent plus de 100 millions de francs; dans certaines vallées, pendant trois mois, les routes sont encombrées, toutes les voies de communication

insuffisantes, les chemins de fer à crémaillère bondés de voyageurs à l'escalade du Righi-Kulm, ou du Pilate, ou du Gornergrat, ou de Grindelwald. Les grands régions dont le tourisme est la principale fortune sont celles d'Interlaken, de Lucerne et de la Reuss supérieure, de Zermatt et du Valais, de la Haute-Engadine. Au-dessus d'Interlaken, on visite les vallées de Lauterbrunnen et de Murren, toute la haute vallée de Grindelwald, et les montagnes de l'Oberland bernois, le Finsteraarhorn, le Wetterhorn, l'Eiger, la Jungfrau ; au delà, par le lac de Brienz, la haute vallée de l'Aar avec les cascades de la Handeck, offre des paysages grandioses. Lucerne est la grande cité du lac des Quatre-Cantons, dominée par le Pilate et le Righi ; au fond du lac, entre des montagnes de 3 000 mètres couvertes de neiges éternelles, s'éveillent à chaque tournant du rivage les souvenirs légendaires de Guillaume Tell, par le Mythenstein consacré à la mémoire de Schiller, la Tellsplatte, et l'incomparable route de l'Axenstrasse ; au delà encore, c'est la Reuss supérieure encaissée entre de formidables rochers, par le pont du Diable, illustré par les luttes de Masséna et de Souvarof en 1799. La haute vallée du Rhône depuis le Glacier d'où descend le fleuve, au pied de la route de la Furka, a des aspects aussi grandioses, surtout au fond de la vallée de la Visp, au-dessus de Zermatt, au pied des masses énormes du Cervin ou Matterhorn et de toute la région du mont Rose. La Haute-Engadine, plus récemment accessible, a des fidèles de plus en plus nombreux ; ils remplissent en été les villages de Saint-Moritz, Silvaplana, Samaden, Pontresina.

La Suisse perd ainsi d'ailleurs de son charme et de sa simplicité naturelle ; elle n'est pas toute dans la splendeur de ses paysages alpestres et l'encombrement de ses hôtels. Sur 3 300 000 habitants, il n'y en a guère que 30 ou 40 000 qui soient occupés et qui vivent de tourisme. La population du pays se partage entre les travaux de l'agriculture et ceux de l'industrie.

Beaucoup de Suisses, dans la montagne surtout, pratiquent l'élevage du bétail, surtout des vaches; il y a au pied des hauts massifs de plantureuses vallées, comme celle de Fribourg et de Gruyères, comme l'Emmenthal au nord de Berne, ou le pays de Zug et de Glaris, d'Appenzell et de Saint-Gall. Il en sort de riches produits, laitages, beurres et fromages; l'industrie du chocolat au lait s'est surtout développée dans le Jura. Même dans les plus hautes montagnes, on conduit en été les troupeaux jusqu'à plus de 2 000 mètres; clochettes au cou, suspendues sur la roche, les vaches paissent pendant plusieurs mois les herbes parfumées de l'Alpe fleurie; on les ramène dans la vallée aux premières neiges.

Les bois de toutes les pentes alimentent l'industrie des chalets et du découpage, auquel le tourisme a donné un développement nouveau, notamment dans la vallée de Meiringen et de Brienz. Les loisirs de l'hiver sont intelligemment employés par les habitants du Jura à l'industrie horlogère; c'est un phénomène très curieux de la géographie humaine que la localisation de cette industrie de part et d'autre de la frontière franco-suisse, de Besançon à Genève, par Morteau, le Locle et la Chaux-de-Fonds: elle fait la fortune d'un pays pour lequel l'hiver est particulièrement dur.

Mais la grande industrie elle-même est représentée en Suisse d'une façon remarquable. Pourtant les matières premières manquent, la houille et le fer, le coton et la laine; il faut les faire venir de l'étranger; aussi, sur un commerce total de 2 milliards de francs, les importations l'emportent-elles de beaucoup; elles s'élèvent à 1 200 millions.

Zurich et Saint-Gall fabriquent des tissus brodés de coton et de soie dont la réputation est grande; ils sont exportés en grande quantité sur le marché américain. Zurich fabrique des cotonnades, de la métallurgie, particulièrement des rails, des locomotives, pour lesquels la Suisse a cessé d'être tributaire de la France ou de l'Allemagne; la

région de Zurich constitue l'agglomération industrielle la plus importante de la Suisse.

Les chutes d'eau, utilisées désormais par l'électricité, pourront déplacer le centre de l'activité économique en Suisse et le rapprocher des hautes montagnes; déjà un grand nombre de torrents ont été utilisés, et les industries électriques représentent désormais une valeur considérable : c'est une grande promesse de prospérité.

La Suisse doit plus encore, au point de vue commercial, à sa situation physique. Elle possède le cours supérieur des plus grands fleuves de l'Europe, et ainsi quelques-unes de ses plus grandes routes. On n'en fait plus le tour, par la vallée du Rhône, comme au moyen âge, pour éviter la traversée des montagnes. On perce les plus larges, les plus hauts massifs avec des tunnels.

Le tunnel de l'Arberg réunit la vallée de l'Ill, en amont du lac de Constance, à celle de l'Inn, dans le Haut Tyrol, conduit de Zurich à Innsbrück, joint la France à l'Autriche, double ainsi la grande ligne de l'Express-Orient qui passe par Strasbourg et Munich, transporte en France d'importants produits autrichiens, surtout des moutons de Moravie.

Une autre ligne, aussi partie de Zurich, remonte le Rhin jusqu'à Reichenau, le Rhin postérieur jusqu'à Thusis à l'entrée de la Via Mala; il est question de la joindre, par un tunnel du Splügen, à Chiavenna et aux chemins de fer italiens.

La ligne du Saint-Gothard, inaugurée en 1883, est des plus remarquables; elle a nécessité des travaux d'art merveilleux; elle remonte la vallée de la Reuss par une série de tunnels circulaires, construits les uns au-dessus des autres, surtout aux environs de Wasen; elle entre dans le tunnel du Saint-Gothard à Göschenen, elle en sort à Airolo, à une altitude de 1 155 mètres, puis elle descend le long du Tessin par de nouvelles courbes en cercles complets. Elle a un intérêt d'importance exceptionnelle pour le commerce allemand; par Zurich ou par Bâle, elle transporte ses marchandises en grande quantité sur le marché italien.

La ligne du Simplon ne monte qu'à 706 mètres; elle a pu éviter ainsi quelques grandes difficultés de construction. Elle n'aura toute sa valeur que lorsqu'elle sera continuée vers le nord à travers les massifs de l'Oberland bernois, par le tunnel projeté du Lœtschberg, par Frutigen et Berne; elle aura alors quelque intérêt pour la France orientale au départ de Belfort. Actuellement la ligne du Simplon, continuée vers l'ouest par la ligne du Valais sur Lausanne et Pontarlier, est avantageuse au commerce français avec l'Italie et répare en partie les inconvénients qu'avait eus pour lui l'ouverture de la ligne du Saint-Gothard. Une ligne qui unirait directement la France à l'Italie, par la Faucille, Genève et le mont Blanc, non seulement donnerait à Genève une activité comparable à celle de Bâle, mais ferait peut-être une concurrence décisive à la ligne suisse-allemande du Saint-Gothard; elle serait la grande ligne de l'Angleterre et de la France vers l'Italie; elle serait la grande traversée de l'Europe occidentale, du nord-ouest au sud-est, parallèlement à la grande voie allemande de Hambourg à Vienne et Salonique. Mais elle ne serait pas avantageuse à la Suisse.

Cependant l'Allemagne et la France, l'Allemagne surtout, sont désormais en communications régulières et faciles avec la Suisse. Les Alpes ne sont plus une barrière; elles sont les montagnes sociables par excellence, par les centaines de milliers de visiteurs qu'elles attirent, par les voies qu'elles ouvrent le long de leurs vallées. Elles donnent à la Suisse ses caractères propres et assurent sa fortune.

CHAPITRE V

LES PAYS SCANDINAVES

I. Unité physique et historique des pays scandinaves. — II. — La séparation : de Gustave Wasa à Haakon VII. — III. La prospérité de la Scandinavie.

I

UNITÉ PHYSIQUE ET HISTORIQUE DES PAYS SCANDINAVES

Les pays scandinaves, Danemark, Norvège et Suède, présentent la plus remarquable unité physique et historique. Ils sont établis géologiquement sur un même plateau très ancien, qui constitue le plus important élément de ce qu'on appelle le système calédonien. Ce système, auquel on peut rattacher l'Islande, le Gröenland et les terres polaires de l'Amérique septentrionale, forme ainsi autour du pôle nord un vaste massif granitique, qui comprend en Europe l'Écosse ou Calédonie, la Norvège et la Finlande, et sur lequel se sont accumulés à la fin de la période tertiaire les plus énormes glaciers : ils ont aplani le relief en formation de plateaux et de fields ou champs gelés ; ils ont usé, raviné la roche, entraîné de grandes masses d'alluvions sur la Suède et le Danemark, par exemple ; la limite de leurs épanche-

ments marque avec l'Océan la limite naturelle du pays scandinave vers les grands lacs russes et suédois où leurs moraines frontales ont retenu les eaux.

Cependant la Finlande, malgré l'union étroite de ses plateaux vers ceux de la Norvège, s'en est distinguée de bonne heure par la race; elle a été occupée par des populations venues d'Asie, apparentées à la grande race finno-mongolique; comme les Magyars parmi les Slaves, les Finnois de Finlande sont isolés entre les Slaves et les Scandinaves; ils ont réussi à y garder néanmoins une très instructive originalité.

Les pays scandinaves ont le même aspect général. Il y a sans doute dans l'ensemble des notes particulières, et des spectacles plus curieux en se rapprochant du cap Nord et des paysages polaires. La Laponie, au nord de la Suède, grande comme la France, n'est peuplée que de 70 000 habitants, qui vivent dans une nature silencieuse et calme d'une émotion mystérieuse; les uns, au bord des rivières et du golfe de Bothnie, ne s'adonnent qu'à la pêche, luttent contre le froid de l'immobilité en buvant de grandes quantités de café dont ils ont remplacé l'alcool d'autrefois, en cela plus avancés que les peuples civilisés de l'Europe occidentale; les autres, les Lapons des bois, sont des chasseurs et des pasteurs; ils élèvent le renne; ils rappellent le souvenir des temps préhistoriques, de l'âge du renne et de la pierre polie ou des cités lacustres.

Ce sont, avec les régions septentrionales de la Russie beaucoup moins accessibles, les seuls pays de l'Europe où puissent être observés les premiers paysages de la zone glaciale arctique. Le cercle polaire traverse le nord de la Norvège; au fond du golfe de Bothnie, le mont Avasaxa est un observatoire de plus de 300 mètres où se peut étudier dans les meilleures conditions le phénomène du soleil de minuit, lorsqu'au solstice d'été, le 22 juin, le soleil, se rapprochant de l'horizon, ne s'y couche point et remonte aussitôt, ou lorsqu'au solstice d'hiver, le 23 décembre, il apparaît

à peine quelques instants au ras de l'horizon pour retomber presque immédiatement dans la nuit.

On observe les mêmes spectacles, parmi des paysages plus pittoresques, sur les côtes mêmes de la Norvège, derrière la barrière des îles Lofoden, dans les merveilleux fiords de Bodø ou de Tromsø; à la hauteur de celui-ci, en particulier, près du cap Nord, le soleil reste pendant cinquante jours, de juin à juillet, au-dessus de l'horizon; il demeure invisible aussi longtemps en novembre et janvier; alors les longs crépuscules de l'hiver, et surtout les jours sans nuits de l'été, pendant la course apparente et plus ou moins élevée du soleil, produisent sur les eaux de l'Océan, dans les replis des fiords, dans les ombres de la montagne abrupte, les effets de lumière les plus étranges, dans l'impressionnant mystère du silence; de tels spectacles ont contribué à la formation de l'imagination rêveuse et de la gravité pénétrante des peuples scandinaves.

Les fiords par eux-mêmes, jusque dans les régions les plus méridionales de ces pays, ont jusque dans la profondeur des plateaux granitiques les plus beaux paysages, aux aspects continuellement changeants, parmi les détours de leurs rivages découpés comme une fine dentelle : le fiord de Drontheim s'enfonce dans les terres à plus de 150 kilomètres, et le Sogne-fiord, au nord de Bergen, à plus de 200. Bergen, un port très actif, est aussi, pour les poètes, « la cité des fiords ». Ce sont, comme certains lacs de la Suisse, notamment le curieux lac des Quatre Cantons, d'anciens lits de glaciers; mais les vagues de la mer en ont dessiné les arêtes avec une plus parfaite netteté, et au pied des champs de neige, et des sombres forêts de sapins, leurs sinuosités vertes ont un charme incomparable.

Ainsi, malgré les différences, le climat des pays scandinaves offre une grande unité. La Norvège n'est pas plus froide que le Danemark, car elle est tout entière sous l'influence encore adoucissante du Gulf-Stream : Drontheim et Bergen, à 60° et 65° de latitude nord, ont la température

moyenne de Saratov sur la Volga ou d'Orenbourg sur l'Oural, à 52° de la même latitude; c'est toute la supériorité du climat maritime sur le climat continental. La Suède est plus froide que la Norvège, parce qu'elle ne reçoit pas l'humidité de l'Océan, et qu'elle a déjà à cet égard les caractères de la Russie. Néanmoins, il y a entre toutes les populations de la Scandinavie de grandes ressemblances de vie.

Elles appartiennent à la même race, et pendant de nombreux siècles, elles ont joué le même rôle historique; un rôle glorieux : la Scandinavie fut appelée, par les historiens de la décadence romaine, « l'officine des nations ». Car elle a donné naissance, ou du moins elle a servi de point de départ à quelques-unes des plus fameuses tribus qui ont partagé les dépouilles de l'empire romain. Pendant six siècles, du iv^e au x^e, les Scandinaves ont rempli le monde du bruit de leurs aventures guerrières. Ce furent d'abord les Goths : le Gothie est encore le nom de la région méridionale de la Suède; Wisigoths ou Ostrogoths ravagèrent, au iv^e et au v^e siècles, l'empire d'Orient, l'Italie, la Gaule, l'Espagne; un puissant roi des Ostrogoths, Théodoric de Vérone, eut son tombeau à Ravenne. Puis ce furent les Normands, terme vague, qui semble désigner surtout des Danois et des Norvégiens; leurs rois de la mer ou Vikings pillèrent, au nom d'Odin, toutes les côtes de l'Europe occidentale, jusqu'en Italie; le roi de Danemark, Kanut le Grand, régna un moment aussi en Grande-Bretagne. D'autres, des Suédois, les Rous, fondèrent des États puissants à Novgorod, Tver, Kiev, donnèrent leur nom à la Russie, lui imposèrent un commencement d'organisation politique. On dirait que les Scandinaves pensaient alors se partager l'empire de l'Europe, les Suédois, Goths ou Rous, par le continent, les Danois et les Norvégiens par la mer.

Plus loin encore, les Vikings découvraient et occupaient l'Islande, dès le ix^e siècle, le Gröenland au siècle suivant, abordaient au Labrador, même au sud du Saint-Laurent, dans le Vinland, qui est aujourd'hui la côte du Massachusetts.

Colomb connut cette découverte, qui est bien la première découverte de l'Amérique; il identifia sans doute ces terres nouvelles avec le Kamtchatka et la côte orientale de l'Asie; car il croyait la terre beaucoup plus petite qu'elle ne l'est et faillit payer de sa vie cette erreur.

Ainsi le moyen âge fut le temps de la grandeur scandinave. Les « rois de la mer » ne gardèrent pas la domination de tous les pays qu'ils avaient parcourus, trop dispersés pour demeurer unis dans un seul empire; du moins ils laissèrent des souvenirs glorieux dans l'Italie méridionale, en France, en Angleterre. Les pays scandinaves restèrent longtemps unis en un puissant état : la Norvège et la Suède, après quelque temps d'indépendance sous la dynastie des Haakon, et sous les ancêtres des Wasa, tombèrent à la fin du XIV^e siècle sous l'autorité du Danemark, formèrent avec lui l'Union de Kalmar (1396); Copenhague fut alors la capitale de la Scandinavie et de quelques lointaines terres de l'Atlantique, les Fœroé, l'Islande, le Groenland. Ce fut l'époque de sa plus grande gloire : elle régnait sur l'Europe du Nord.

II

LA SÉPARATION : DE GUSTAVE WASA À HAAKON VII.

Il y avait de profondes raisons d'union entre les États scandinaves, il y avait aussi quelques raisons de distinction : la Norvège et la Suède se tournent le dos, de part et d'autre des froides montagnes qui forment l'ossature de la péninsule; le Danemark consiste essentiellement dans les Détroits qui réunissent la mer du Nord et la mer Baltique; c'est pourquoi il put être quelque temps le trait d'union de toute la Scandinavie. Mais la séparation qui peu à peu s'accomplit entre ces trois États fut surtout l'effet des erreurs politiques des rois de Danemark, puis de Suède.

Les rois de Danemark firent de l'union de Kalmar un instrument de domination sur la Suède et la Norvège; il n'y

avait pas eu conquête et ils les traitèrent en provinces conquises. L'un d'entre eux, Christian II, au commencement du xvi^e siècle, fut surnommé « le Néron du Nord »; au nom de l'unité catholique, compromise par les premiers progrès de la Réforme luthérienne en Suède, il persécuta cruellement les Suédois; il ordonna notamment les massacres qu'on appelle « le bain de sang de Stockholm »; politique aussi maladroite qu'odieuse, semblable à celle qui quelque temps après suscita la révolte de la Hollande contre le roi d'Espagne Philippe II; ce fut en effet le signal de l'indépendance de la Suède. Gustave Wasa, un descendant des anciens rois, au nom de la liberté de conscience, souleva les paysans de la Dalécarlie, et s'empara de la couronne. Dès lors la Suède fut séparée du Danemark. Après Christian II, la réforme protestante gagna toute la Scandinavie, et lui donna une unité de plus, et, il faut ajouter, un lien de plus avec l'Allemagne.

Elle se trouva désormais partagée, pour quatre siècles, en deux grands groupes politiques.

Le Danemark garda la Norvège. Il eut encore une grande prospérité; il continua quelque temps de jouer un rôle politique important; il se mêla même aux affaires religieuses de l'Allemagne, pendant la guerre de Trente Ans. Copenhague devint une grande et magnifique capitale; elle fut remarquablement embellie au commencement du xix^e siècle par Thorwaldsen, dont on admire surtout à la cathédrale le Christ et les apôtres, et auquel les Danois ont consacré un incomparable musée. Les environs de la ville sont d'ailleurs couverts de châteaux, Rosenborg, Amalienborg, et le château d'Hamlet ou Kronborg, à Elsenour, qui commande le passage du Sund. Jusqu'en 1857, tout vaisseau traversant le détroit devait acquitter un lourd péage, sous peine de recevoir les boulets de canon de la forteresse; en 1857 ce droit a été supprimé : le Danemark obtint en compensation une indemnité de 87 millions, qui lui fut payée par les diverses puissances en proportion de leurs chiffres d'affaires dans les détroits danois.

La Suède, barrée à l'ouest par le Danemark et la Norvège, franchit le golfe de Bothnie et la mer Baltique, devint maîtresse de la Finlande, de l'Ingrie, de la Carélie, de l'Esthonie; elle s'établit sur les côtes allemandes par la Poméranie et Stralsund; elle fit de la Baltique « un lac suédois ». Elle fut au xvii^e siècle une des grandes puissances européennes, et les noms de Gustave-Adolphe et de Charles XII retentirent fortement dans l'histoire, d'une gloire aussi courte qu'éclatante. Les rapports, en effet, sont faciles de part et d'autre de la mer Baltique, qui n'est ni large, ni profonde, qui est comme un grand canal.

La Suède, étendue sur la Finlande et la Poméranie, ne fit rien pour absorber le Danemark et la Norvège et pour reconstituer à son profit l'unité scandinave. Son empire de la Baltique ne dura point; elle fut comprimée au sud par la Prusse, qui finit par s'emparer de toute la Poméranie et de Stralsund, et à l'est par la Russie qui prit l'Ingrie et mit sa capitale à Saint-Pétersbourg dès le commencement du xviii^e siècle, et qui annexa la Finlande même au commencement du xix^e siècle. Cette double poussée prussienne et russe porta la Suède à l'océan Atlantique. En 1815 elle eut la Norvège enlevée au Danemark, qui redevint une puissance allemande, pour cinquante ans seulement d'ailleurs, par l'annexion du Sleswig, du Holstein et du Lauenbourg.

Ainsi les traités de 1815 apportèrent d'importants changements dans la condition des pays scandinaves. Ils se trouvèrent rejetés en territoire purement scandinave; cela était conforme au principe des nationalités qui allait être la grande loi politique du xix^e siècle, et qui pourtant fut violé aux dépens du Danemark en 1864, lorsque la Prusse lui prit, avec le Holstein et le Lauenbourg, le Sleswig même, de population danoise.

La Norvège refusa de s'unir à la Suède, s'arma pour défendre son indépendance, obtint du moins le respect de son autonomie. Elle élut librement pour son roi le roi de Suède Charles XIII, puis Bernadotte sous le nom de

Charles-Jean XIV; elle rédigea librement sa constitution de 1814, fort différente de celle de la Suède; tandis que celle-ci, selon les lois de l'ancien régime, demeurait représentée à Stockholm par sa vieille Diète des quatre ordres, clergé, noblesse, villes et paysans, la Norvège désormais élut, selon un suffrage très large, qui fut bientôt universel, une Assemblée unique, sur laquelle le roi n'eut pas même le droit de dissolution; elle entra, la première en Scandinavie, et l'une des premières en Europe, dans la voie des institutions démocratiques.

En vérité la Scandinavie se trouva dès lors composée de trois États distincts, dont deux étaient unis sous un même roi, mais avec des gouvernements différents; la Norvège avait le même roi que la Suède, la même langue que le Danemark. Les relations entre eux ne pouvaient pas manquer de rester très étroites.

Leur évolution politique au XIX^e siècle fut marquée de quelques caractères de ressemblance. Ils eurent des constitutions de plus en plus libérales; leurs rois pourtant, plus inspirés de l'exemple de l'Allemagne, et surtout de la Prusse, que de celui de l'Europe occidentale, ne voulurent pas admettre le contrôle du Parlement, proclamèrent la nécessité de l'harmonie des pouvoirs exécutif et législatif, refusèrent de reconnaître la suprématie de la Chambre populaire, organe de la souveraineté nationale.

Ainsi en Danemark le règne de Christian IX a été presque entièrement rempli d'un long conflit constitutionnel. Monté sur le trône en 1863, dépouillé en 1864 par la Prusse et l'Autriche du Sleswig, du Holstein et du Lauenbourg, Christian IX dut bientôt accorder aux Danois la constitution de 1866; elle instituait deux chambres, le Landsting, ou Chambre haute, dont les membres sont nommés par le roi ou élus selon un système de suffrage restreint, à deux degrés, et le Folketing, élu directement par le suffrage universel. Les libéraux furent presque aussitôt en possession de la majorité à la seconde chambre et voulurent

imposer au roi le régime de la responsabilité ministérielle. Le roi ne s'y prêta point; il confia le pouvoir et le maintint pendant vingt ans (1875-1894), malgré la majorité libérale du Folketing, au ministère Estrup; le Folketing refusa le vote du budget, refusa les crédits nécessaires à l'organisation de la défense de Copenhague. Le ministère gouverna avec le Landsting, selon le système des lois de finances provisoires, acheva les fortifications de la capitale, maintint énergiquement le principe de la prérogative royale. D'ailleurs le roi Christian IX jouissait d'un prestige personnel considérable par ses liens de famille avec les plus puissantes maisons régnantes de l'Europe : il était le grand-père du tsar Nicolas II, le beau-père du roi Édouard VII, le père du roi Georges de Grèce, et il a eu le bonheur, avant de mourir, de mettre sur le trône de Norvège son petit-fils Haakon VII.

En Suède aussi, Bernadotte, devenu le roi Charles-Jean XIV (1818-1844), prétendait que les ministres ne fussent responsables que devant lui. Il continua de gouverner, comme ses prédécesseurs, avec l'ancienne diète des quatre ordres; elle fut remplacée en 1865, sous le règne de Charles XV, par un Parlement plus moderne, composé de deux Chambres, comme en Danemark, le Landsting, ou la Chambre des propriétaires, dont les membres doivent avoir un revenu d'au moins 6 000 francs, sont élus par les Assemblées locales et ne reçoivent pas d'indemnité parlementaire, et le Volksting, dont les membres doivent posséder un revenu d'au moins 1 500 francs et sont nommés par des électeurs de la même condition de fortune. En cas de conflit, les deux Chambres se réunissent en plenum, et la majorité commune fait la loi; ce système, particulier à la Suède, permet d'écraser la majorité de gauche au Volksting sous le poids de la minorité de droite et de la masse du Landsting; il assure la suprématie de la cour et de l'aristocratie; il garantit au roi toute la réalité du pouvoir. Ce fut le principe du dissentiment qui aboutit à la sépa-

ration de la Norvège. Elle s'était donnée dès 1814 une constitution libérale, qui instituait un système de suffrage très large puisqu'il attribuait le droit de vote, non seulement à tous les propriétaires, mais aussi à tous locataires d'un bail d'au moins cinq ans, ce qui est le terme ordinaire des baux norvégiens. L'Assemblée nationale, ou Storting, élit elle-même un quart de ses membres pour former la Chambre haute ou Lagthing; les trois autres quarts constituent l'Odelsting. Il n'y a pas de ressource ici pour le parti de la cour. De bonne heure, les démocrates du Storting prétendirent contrôler les actes du ministère et obliger le roi à le choisir dans la majorité. Le conflit, latent dès les premières années de la constitution, devint plus grave à partir de l'avènement d'Oscar II, en 1872.

Dès 1873, la Norvège obtint la suppression du vice-roi ou gouverneur-général que le roi nommait pour le représenter à Christiania et sur lequel le Storting n'avait aucune action. Puis elle fit reconnaître le caractère officiel de son drapeau national, avec un signe de l'union maintenu dans un angle. Puis en 1884, le roi dut admettre le principe de la responsabilité ministérielle devant le Parlement et confia le pouvoir au chef de la gauche démocratique, M. Sverdrup. Mais lorsque les Norvégiens, par un nouveau progrès vers l'indépendance, exigèrent la création d'une représentation étrangère purement norvégienne et d'un corps spécial de consuls, le roi refusa de se contenter d'une autorité purement illusoire; les prérogatives qu'il gardait en Suède lui rendirent impossible toute autre concession en Norvège, et la séparation complète parut bientôt inévitable.

C'est que jamais la Norvège n'avait sincèrement consenti à l'union; pas plus que la Belgique, en 1815, elle n'avait renoncé à son indépendance. Car il y a de grandes différences entre la Suède et la Norvège; la première, après plusieurs siècles de grandeur, a conservé le culte de ses rois, et elle demeure fidèle au sentiment monarchique qui est chez elle une tradition nationale; la seconde

est composée essentiellement de villages de pêcheurs, isolés par la nature du pays et les difficultés des relations, épars sur une longueur considérable de côtes, habitués à travers les siècles à une complète indépendance; ils sont les descendants des rudes guerriers du moyen âge qui ne reconnaissaient, dans les aventures de la mer, d'autre chef que le plus vaillant.

C'est pourquoi la séparation de la Suède et de la Norvège était fatale; en cela encore, l'œuvre du congrès de Vienne ne pouvait durer. En juin 1805, le Storting norvégien proclama la fin de l'union. En septembre, des délégués suédois et norvégien aux conférences de Karlstad réussirent à se mettre d'accord sur les conditions de la séparation. En novembre, la couronne de Norvège fut attribuée à un petit-fils du roi de Danemark, gendre du roi d'Angleterre, qui prit le nom d'Haakon VII.

Ce nom et ces alliances rappellent le souvenir de la renommée des Danois du moyen âge, et du roi Kanut qui régna sur le Danemark, la Norvège et l'Angleterre, et surtout des anciens rois norvégiens. L'échec est sensible pour la Suède; c'est la ruine de l'œuvre de Bernadotte; l'avantage moral est pour le Danemark qui répare dans une certaine mesure l'œuvre funeste des traités de Vienne; le résultat est d'importance, il établit les trois royaumes scandinaves dans une condition d'égalité absolue.

III

LA PROSPÉRITÉ DE LA SCANDINAVIE

En dépit de la séparation et des différences qui l'ont produite, il y a toujours entre les États Scandinaves de profondes raisons d'accord et d'harmonie; ce sont des États solidaires.

Par leur situation géographique, ils ont la même curiosité à la recherche des secrets des terres polaires. Un Nor-

végien, Nansen, a précisé nos connaissances scientifiques sur le Groënland et la route du pôle. Un Suédois, Nordenskiöld, a pour la première fois franchi le passage du Nord-Est, tout autour de l'Asie septentrionale.

Ils sont de même race; la race scandinave conserve des signes très particuliers, dans l'ensemble des races germaniques. Le Danemark eut longtemps des intérêts importants en Allemagne; depuis la perte du Holstein, il semble qu'il n'ait plus rien d'allemand, qu'il soit plus parfaitement scandinave.

Ils ont une culture semblable. Ils sont parmi les États du monde où l'instruction est le plus développée; en dépit des difficultés du climat et du relief, la Norvège elle-même ne connaît pas d'illettrés; les instituteurs s'en vont à travers les fermes et les hameaux, séjournant seulement quelques jours dans chacun pour indiquer aux enfants leurs leçons et leurs devoirs; les parents les remplacent dans les intervalles de ces visites, et ce système donne d'excellents résultats. Les pays scandinaves tiennent même de nos jours une place remarquable dans l'évolution de l'esprit humain; les drames psychologiques et sociaux, si pénétrants, si pleins de sens, des illustres Norvégiens Ibsen et Bjørnson, ont déjà marqué leur influence bien au delà des frontières de la Scandinavie, à travers toute l'Europe. Le Danois G. Brandès est peut-être aujourd'hui le plus remarquable représentant de la critique historique et sociologique, avec son œuvre considérable, *les Grands courants du XIX^e siècle*.

Les États Scandinaves manifestent le même tempérament laborieux, dans leur lutte contre un rude climat; ils ont les mêmes vertus morales; leurs peuples sont parmi les plus robustes et les plus sérieux de l'Europe.

Ils ont joui presque sans interruption de la paix depuis deux ou trois siècles; elle leur a assuré une prospérité économique, où ils complètent leurs ressources les unes par les autres harmonieusement.

Le Danemark et la Norvège s'adonnent à l'agriculture;

leurs prairies humides, au bord de la mer, ont la fraîcheur des plaines de la Hollande, et leurs fermes ont la même coquetterie de propreté. Les longues soirées de l'hiver, qui ailleurs sont le plus souvent oisives, y sont l'occasion d'une activité nouvelle; chaque ferme devient alors un petit centre industriel; les paysans fabriquent eux-mêmes la toile, la bonneterie dont ils ont besoin, toute la poterie de leur cuisine, ils mettent toute leur santé dans le travail.

Les produits de leurs fermes en sont meilleurs et plus estimés; le Danemark fait un grand commerce de beurre; il fait concurrence, sur le marché anglais, aux beurres de la Normandie et de la Bretagne.

La Norvège a d'autres ressources; elle a joui au *xix*^e siècle d'une grande prospérité et doublé alors sa population. Elle exploite ses bois et les expédie au loin. Elle a les côtes les plus poissonneuses de l'Europe : dans la région septentrionale, au nord de Drontheim, on pêche la morue, et on en extrait l'huile de foie de morue; autour de Bergen, en février surtout, on trouve les harengs en abondance, les maquereaux sur toute la côte méridionale. Christiania, Bergen, Drontheim, doivent toute leur activité au commerce des poissons; sur 2 millions 200 000 habitants, il y a 150 000 pêcheurs; Christiania, la capitale, a 230 000 habitants.

La Suède a quelque agriculture dans la Gothie et autour de ses lacs; mais elle a aussi une grande activité industrielle. Au nord de Stockholm, la Dalécarlie possède d'importantes mines de cuivre et de fer, et elle compte une nombreuse population ouvrière. Stockholm, la capitale, avec 300 000 habitants, appartient à la région des lacs; ses principales rues sont des canaux; on a pu l'appeler la Venise du Nord : « Quand Dieu, dit un proverbe, a séparé la terre d'avec les eaux, il a oublié la Sudermanie ». La Suède a plus de 5 millions d'habitants.

Le Danemark n'a que 2 millions et demi d'habitants; mais Copenhague est la plus grande ville de la Scandi-

navie; elle en compte 380 000. Il a conservé quelques souvenirs de sa grandeur coloniale des temps anciens; il a quelques colonies encore importantes : Bornholm, au milieu de la mer Baltique, les îles Fœroë, l'Islande, le Groënland, quelques petites Antilles, comme Saint-Thomas qui a beaucoup d'activité grâce à la franchise de son port.

L'Islande, en 1874, à l'occasion du millième anniversaire de son annexion au Danemark, a été dotée d'une constitution autonome; elle a une assemblée unique, qui exerce tous les privilèges de la souveraineté. Elle a d'immenses champs de névés, bouleversés par les éruptions volcaniques; elle a les sources chaudes ou sulfureuses de ses geysers, dans sa région méridionale; elle a ses eiders ou canards-édredon qui lui rapportent des bénéfices considérables; elle a sur ses côtes des saumons et surtout d'immenses bancs de morues, où se rencontrent des pêcheurs de toute l'Europe septentrionale et occidentale; grande comme la cinquième partie de la France et peuplée de 70 000 habitants, ses solitudes glacées ne se peuplent, du moins sur les rivages, qu'à partir du mois de mai.

Mais le Danemark doit surtout sa prospérité à sa position sur les détroits qui conduisent à la mer Baltique; il est ainsi un grand croisement de voies commerciales. Les chemins de fer de l'Allemagne du Nord, après Kiel, sont continués à travers les îles danoises par des ferry-boats, et aboutissent au rivage suédois vers Gotheborg et Stockholm. La voie de mer est encore plus importante, par les relations commerciales de la France et de l'Angleterre avec la Russie, et Copenhague est un port d'une grande activité. L'ouverture du canal de Kiel fut inquiétante pour cette prospérité; mais le canal n'est pas très accessible, et le Danemark conserva la principale route de la Baltique en faisant de Copenhague un port franc; il a dû à cette politique libérale un essor nouveau. Dès lors les détroits danois, par la suppression des péages du Sund et des douanes de Copenhague, sont une route largement ouverte au commerce des nations.

Les trois États scandinaves en profitent ensemble ; car ils ont des intérêts communs, et leur union seule peut garantir leur indépendance politique et économique. Néanmoins ils subissent naturellement l'influence de la culture et de l'industrie allemandes ; ils achèvent vers le nord, jusqu'aux terres polaires, la barrière germanique devant les Slaves.

CHAPITRE VI

LA HOLLANDE

I. La formation et la condition politique. — II. La lutte contre la mer. — III. Le grand commerce hollandais. — IV. Conclusion sur les pays germaniques.

I

LA FORMATION ET LA CONDITION POLITIQUE

Les Pays-Bas de Hollande sont le prolongement de la plaine allemande vers l'ouest et la mer du Nord ; ils sont en grande partie formés des alluvions que les fleuves en apportent : de même que l'Égypte est un « don du Nil », ils sont comme un don du Rhin. Il y entre en quittant la Westphalie prussienne ; il se partage presque aussitôt en deux bras, le Wahal et le Lech ; le Wahal est le plus puissant, il emmène environ les deux tiers des eaux. L'un et l'autre coulent lentement à travers la plaine basse et monotone, à quelques centimètres seulement au-dessus du niveau moyen de la mer, étroitement serrés entre de hautes digues.

C'est aussi le caractère de la Meuse inférieure et des autres fleuves moins importants du pays. La Hollande est le pays des grandes embouchures fluviales ; le contraste est absolu avec la Suisse, le pays des sources.

Elle s'est rendue indépendante de l'Espagne au xvi^e siècle. Jusque-là elle n'avait pas eu d'histoire nationale; divisée longtemps en fiefs rivaux, elle avait été comme une annexe de la Belgique dont elle avait suivi la fortune; elle avait passé avec elle de la maison de Bourgogne à la maison d'Autriche; ces deux maisons avaient, par leur situation au moins, quelques caractères germaniques, et ainsi les Bataves de Hollande, de race germanique, supportaient patiemment une domination qui n'était pas tout à fait étrangère: ils auraient pu devenir sans doute les éléments conscients de quelque État germanique de la région rhénane.

Mais, lors du partage de la succession de Charles-Quint, les Pays-Bas revinrent à la branche espagnole. Les Hollandais surtout se trouvèrent séparés de leurs nouveaux maîtres par l'opposition des races, qui fut manifestée et aggravée par l'opposition des religions.

Car la Réforme protestante, qui gagna de bonne heure la Hollande, resserra ses liens avec l'Allemagne; elle adopta, comme le Palatinat, la doctrine calviniste, et presque aussitôt des malentendus irréparables la séparèrent du gouvernement espagnol. Dès le règne de Charles-Quint, la persécution religieuse commença; mais elle fut autrement cruelle avec Philippe II. Il suscita par ses violences une opposition irréductible; il ne put pas vaincre les « Gueux » de la Zélande, qui, sous le commandement de Guillaume d'Orange, le Taciturne, résistèrent victorieusement à toutes les forces de l'Espagne; Philippe II avait déclaré qu'il ne voulait pas régner sur des hérétiques; en effet il cessa de régner sur les « hérétiques » de la Hollande. La maison d'Orange-Nassau est demeurée depuis la personnification de l'indépendance des Provinces-Unies.

La situation était toute différente en Belgique. La Belgique, qui n'est pas de race germanique, resta attachée au catholicisme, avec plus de ferveur encore au voisinage des Réformés de Hollande. Il fut plus facile à Alexandre Farnèse de la garder sous les lois de l'Espagne. Dès lors la

Belgique allait vivre séparée de la Hollande; elle fut longtemps ruinée par la guerre religieuse, par les exigences du fisc espagnol; Anvers, notamment, pendant trois siècles, perdit tous les avantages que lui assurait son admirable situation.

Ce fut tout profit pour la Hollande, à laquelle l'indépendance donna aussitôt, pour plus d'un siècle, une merveilleuse prospérité. Ce petit peuple, en effet, fier de sa victoire et de sa liberté, par une soudaine et étonnante activité, apparut tout à coup au premier plan de l'histoire et s'égala aux plus grands.

Il se jeta dans les entreprises coloniales les plus audacieuses et prit conscience de ses intérêts commerciaux. Il profita de ce que le Portugal venait de tomber momentanément sous la domination espagnole pour lui prendre quelques-unes de ses plus belles possessions. En effet il n'obtint pas d'importants résultats dans les Indes Occidentales, c'est-à-dire en Amérique; il prit seulement quelques Antilles, comme Curaçao, Oruba, et fonda sur la côte orientale quelques établissements qui revinrent ensuite à l'Angleterre, comme Nouvelle-Amsterdam qui fut appelée New-York. Mais les Hollandais remplacèrent presque complètement les Portugais sur la grande route des Indes Orientales; c'est la compagnie des Indes Orientales qui fut la plus prospère de leurs compagnies commerciales.

Ils occupèrent fortement Le Cap, puis Ceylan, c'est-à-dire les grandes escales vers l'Extrême-Orient; ils s'emparèrent surtout des Iles de la Sonde, qui devinrent les Indes Néerlandaises et y organisèrent un empire colonial de premier ordre, qui n'a pas cessé depuis de leur rapporter des bénéfices considérables. Ils firent concurrence aux Portugais sur les côtes du Japon; comme ceux-ci y étaient surtout représentés par des missionnaires, ils excitèrent contre eux les défiances religieuses du gouvernement; ils parvinrent à les évincer, et obtinrent seuls le droit de fonder un petit établissement commercial sur le rivage de l'île de Kiu-Siu, dans l'îlot de Deshima, en face de Nagasaki.

Ils commandèrent pendant un siècle la route de l'Inde et de l'Extrême-Orient ; Amsterdam remplaça Lisbonne ; on les appela « les rouliers des mers », car ils avaient partout de nombreux vaisseaux qui exerçaient presque le monopole des transports maritimes ; ils allaient chercher les bois de la Norvège, les vins du Rhin et de la Garonne, les bestiaux de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Irlande, les céréales de la Pologne, comme les épices de l'Inde. La plupart des nations de l'Europe étaient ainsi leurs tributaires.

Cette sorte de suprématie économique eut son apogée vers le milieu du xvii^e siècle. Puis l'Angleterre la première refusa de s'y soumettre, et par l'acte de navigation de 1651 interdit aux Hollandais dans ses ports le commerce des denrées coloniales, obligea ainsi ses marchands à aller les exploiter eux-mêmes dans les Indes, commença de prendre à la Hollande une part de ses profits. Puis la France sous Colbert essaya, dans un but analogue, d'éloigner les vaisseaux hollandais en les frappant de lourds droits de douanes, et les guerres du règne de Louis XIV, auxquelles la Hollande ne cessa pas de prendre part, ne furent pas favorables aux transactions commerciales ; les Hollandais eurent dès lors à compter avec de redoutables rivalités.

Cependant ils avaient eu le temps d'y faire de grosses fortunes. Leurs grandes villes, Amsterdam, Leyde, Utrecht, étaient peuplées d'une riche bourgeoisie, qui rappelait les grands bourgeois des villes flamandes au moyen âge.

Comme ceux d'autrefois, comme ceux de Bruges parmi lesquels vivaient jadis des artistes, notamment les Van Eyck, comme ceux de Nuremberg ou d'Augsbourg, toujours fiers de la gloire d'Albert Dürer et d'Hans Holbein, ils eurent le souci de faire un emploi éclairé de leurs grandes ressources, ils tinrent une place des plus honorables dans le développement intellectuel de l'Europe, et c'est la plus grande gloire qui leur soit restée de ces temps de prospérité.

L'Université de Leyde eut quelques-uns des plus illustres savants de ce temps. Les musées d'Amsterdam et de

La Haye sont parmi les plus remarquables de l'Europe, grâce à la magnifique production de l'école de peinture hollandaise au xvii^e siècle. L'art hollandais fut très original; il s'inspira plus que tout autre jusque-là de la représentation de la vérité, et prit pour cela ses sujets dans la nature et dans la vie même du pays : ce fut un art national, consacré à la célébration des paysages et des personnages de la Hollande.

Il y eut toute une école de paysagistes hollandais, Cuyp, Gérard Dov, van Goyen, Potter, et surtout Ruysdaël; ils ont reproduit avec une grande habileté et une sorte d'émotion patriotique les aspects caractéristiques de la Hollande, les plages et les moulins, les digues, la mer et les tempêtes, enveloppés dans la lumière fraîche et comme humide qui fait le grand charme de ce pays. La vie des Hollandais de ce temps reparait à nos yeux toute vivante, grâce à leurs artistes; car ils eurent d'incomparables peintres de portraits, Franz Hals, Metsu, van Ostade, Terburgh, et le plus illustre de tous, Rembrandt, dont la gloire suffirait à de plus grands pays : ce ne sont pas des portraits de personnages royaux, drapés de majesté; ce sont des intérieurs familiers, des ménagères et des pêcheurs, ou bien des groupes de travailleurs dans leurs occupations ordinaires, chez Rembrandt, par exemple, avec les *Pèlerins d'Emmaüs* qui sont au Louvre, la *Leçon d'anatomie*, les *Syndics des Drapiers*, et surtout la merveilleuse *Ronde de nuit*, aux musées de La Haye et d'Amsterdam.

Nulle société peut-être ne fut jamais plus exactement reconstituée que la société hollandaise du xvii^e siècle; c'est pourquoi l'école hollandaise marque une date capitale dans l'histoire de l'art universel.

C'est que la Hollande fut alors parmi les plus grandes puissances du monde; grâce à la liberté, l'esprit politique y était très actif; les Hollandais étaient fiers d'être républicains; ils plaignaient la France d'être asservie sous l'absolutisme de Louis XIV; ils multipliaient les journaux, les

pamphlets ; ils tinrent tête au Grand Roi, comme les Grecs à Xerxès ; ils repoussèrent l'invasion , ils soulevèrent l'Europe en leur faveur ; ils contribuèrent grandement à l'abaissement de la monarchie française, et ils virent en 1709 les ambassadeurs de Louis XIV humiliés devant eux aux conférences de Gertruydenberg ; ils sacrifièrent même leurs intérêts à la satisfaction de leur orgueil et de leur vengeance, et commencèrent de laisser à l'Angleterre la première place sur les Océans.

Ce fut en effet la fin de leur grandeur, ils ne l'ont pas retrouvée depuis. La maison d'Orange y fortifia peu à peu son autorité et le stathoudérat se transforma en monarchie héréditaire. La Révolution Française rétablit en Hollande la République, mais non pas la liberté ; puis la République Batave devint le royaume de Hollande, pour Louis Bonaparte ; elle n'y gagna rien ; le blocus continental était en contradiction absolue avec ses intérêts qui sont dans son activité commerciale ; elle y perdit le Cap et Ceylan. En 1815, elle obtint en compensation la Belgique ; quand, quinze ans plus tard, elle perdit la Belgique, on ne lui rendit point le Cap et Ceylan : elle gardait son empire des Indes Néerlandaises, mais elle n'en possédait plus la route. Elle se renferma alors sur elle-même, renonçant aux grands desseins, soucieuse d'échapper à l'avidité des grandes puissances du voisinage. La séparation du royaume de Belgique la laissa uniquement composée de terres et de populations germaniques ; ses relations par le Rhin sont surtout importantes avec l'Allemagne ; la maison d'Orange-Nassau est d'origine allemande ; la jeune reine Wilhelmine a épousé un prince allemand, Henri de Mecklembourg. Les Bataves, au commencement du moyen âge, étaient aussi l'avant-garde des tribus germaniques sur le Rhin.

Jusqu'en 1848, les rois des Pays-Bas exercèrent sans contrôle le pouvoir personnel ; cependant les États provinciaux avaient d'importantes attributions et étaient de petits Parlements locaux, rappelant le souvenir des anciennes

Provinces-Unies. Depuis 1848, la monarchie absolue est devenue une monarchie constitutionnelle. Les États Généraux, qui ont le pouvoir législatif, sont composés de deux Chambres : la première est composée de 39 membres élus par les États provinciaux, qui ont toujours une grande autorité et conservent au royaume un certain caractère fédératif ; leurs membres sont élus comme les députés à la seconde Chambre ; celle-ci est composée de 100 membres élus, selon la loi de 1887, « par tous ceux qui ont une capacité personnelle et une aisance économique » ; on discute encore en Hollande sur le sens précis qu'il faut donner à cette vague formule.

Il y a d'autres discussions entre les partis politiques aux Pays-Bas. Il y a un parti catholique, fortement organisé dans les provinces du Sud, au voisinage de la Belgique ; car sur 5 400 000 habitants, il y a 1 800 000 catholiques. Ils sont d'ailleurs souvent d'accord avec la riche bourgeoisie calviniste, héritière des grands marchands républicains du xvii^e siècle, pour faire échec aux réformes libérales, par exemple à l'établissement du suffrage universel, et surtout pour contenir les tendances du socialisme marxiste, qui est dirigé en Hollande par un actif propagandiste, Domela-Nieuwenhuis.

Cependant les Pays-Bas développent dans la paix leur prospérité matérielle ; la population y a plus que doublé depuis un siècle ; elle est de 155 habitants au kilomètre carré. Ils s'enferment dans une sorte de neutralité que les grandes puissances respectent, comme celle de la Suisse. Ils travaillent même, comme la Suisse, à l'organisation de la paix entre les nations. La Suisse, en effet, avait été pendant longtemps, grâce à sa neutralité officielle, le centre des institutions pacifistes et le lieu ordinaire des congrès de la paix ; la convention de Genève de 1864 avait même organisé une remarquable limitation des maux de la guerre, et la croix de Genève en est demeurée comme le symbole. Lorsque le tsar Nicolas II, en 1899, prit la direction de la

grande croisade pacifiste, il ne voulut point mettre en Suisse le siège de la conférence du désarmement ; car la Suisse républicaine fut toujours le principal refuge des ennemis de l'autocratie russe ; il proposa La Haye : La Haye fut le siège des premières conférences de la Paix, est restée le siège du Tribunal permanent d'arbitrage ; on y construisit le palais de la Paix. Ensemble la Suisse et les Pays-Bas auront travaillé à l'apaisement des conflits sanglants où se déchirent encore souvent les peuples.

II

LA LUTTE CONTRE LA MER

Le peuple hollandais s'est surtout imposé au respect du monde par sa lutte vaillante contre la mer ; les sols ingrats font souvent les peuples laborieux.

La Hollande est en effet en grande partie au-dessous du niveau moyen de la mer ; il en est ainsi de toute la région comprise entre la mer du Nord et le Zuiderzée, c'est-à-dire des deux provinces de la Hollande proprement dite et de la Zélande ; le rivage normal serait à la hauteur d'Utrecht. A l'ouest de cette ligne, la terre n'est maintenue que par les efforts des hommes, dont la mer parfois est victorieuse, terriblement.

Les grandes catastrophes qui ont donné aux Pays-Bas leur forme actuelle sont cependant assez anciennes. Sur l'emplacement actuel de la partie méridionale du Zuiderzée, il y avait autrefois un lac, le lac Flevo ; il vidait ses eaux dans la mer par un chenal le long des côtes de la Frise, et le rivage était selon la ligne des îles Frisonnes, de Texel à Borkum. C'est en 1284 qu'une tempête formidable brisa cette ligne, élargit considérablement le chenal et le lac Flevo en une véritable mer intérieure, le Zuiderzée. Trente ans plus tard, en 1314, la côte occidentale fléchit à son tour et la mer de Haarlem se forma entre Amsterdam et le

rivage, et ainsi Amsterdam se trouva menacé des deux côtés. Puis, en 1421, un autre désastre ravagea la région du Rhin et de la Meuse inférieure, y détruisit 72 villages, coûta la vie, dit-on, à plus de 100 000 habitants, produisit l'immense marécage du Biesbosch, où les soldats français en 1793 établirent ce qu'ils appelaient plaisamment le camp des castors.

Par suite, la carte des Pays-Bas a l'aspect d'une ruine à grand'peine maintenue contre d'autres assauts. Les hommes y sont obligés à une continuelle et rude bataille contre les eaux. Qu'on leur suppose seulement un moment d'oubli ou de lassitude et la moitié du pays disparaîtrait.

Mais ils se défendent habilement. Ils ont enveloppé leurs rivages de digues énormes; elles sont disposées selon les meilleures lois de la résistance, abruptes vers l'intérieur des terres pour s'y attacher fortement, en pente douce vers la mer pour briser les lames et en atténuer la violence. Il y a tout autour du Zuiderzée et tout le long de la côte occidentale des Pays-Bas, depuis la pointe du Helder jusqu'à la frontière belge une digue ininterrompue, d'une longueur de 4 à 500 kilomètres; toute la côte est ainsi artificielle, et, comme le dit un vieux proverbe hollandais : « Deus mare, Batavus littora fecit, » Dieu a fait la mer, les Bataves ont fait la côte.

Aux embouchures des fleuves, il a fallu établir de formidables écluses, par exemple à Muiden, à l'embouchure du Vecht dans le Zuiderzée, ou sur la mer elle-même, à IJmuiden, au débouché du canal du Nord, qui vient d'Amsterdam, ou à Katwyk, à l'embouchure du Vieux-Rhin. Le niveau de la basse mer est un peu inférieur à celui des eaux fluviales; on ouvre alors les écluses, et les fleuves se peuvent jeter dans la mer; mais il faut vite fermer les écluses lorsque la marée commence à remonter, et tout le long de la côte, sentinelles alertes, les Hollandais montent la garde contre les surprises de la mer.

Ils ont un ministère spécial pour l'organisation et l'entre-

rien de ce puissant système de digues; c'est le Waterstaat, ou le ministère des eaux, qu'on pourrait aussi appeler le ministère de la défense nationale. Il pratique l'offensive avec la même sûreté que la défensive; il entreprend la reconquête du pays que les eaux ont envahi au moyen âge. Il a perfectionné les moulins qui dès les temps passés étaient employés au dessèchement des régions basses; toute la partie occidentale des Pays-Bas est couverte de ces moulins, les uns tout simples et petits, couverts de chaumes, les autres merveilleusement agencés et dressés en édifices monumentaux, les uns actionnés par le vent, les autres par les machines les plus perfectionnées, tous actionnant ensemble des pompes qui refoulent l'eau dans des canaux et conquièrent incessamment des terrains cultivables; ces grandes ailes qui s'agitent sur le fond gris d'un ciel souvent brumeux, ce tic-tac des moulins mêlé au bruit des eaux qui s'écoulent donnent à tout le paysage hollandais un charme pénétrant, une activité monotone d'une émouvante gravité.

La mer de Haarlem a été reconquise depuis 1840; elle est devenue un riche polder couvert de cultures maraîchères ou de riches jardins de fleurs, tulipes et jacinthes surtout. Aujourd'hui les Hollandais prétendent reconquérir même le Zuiderzée; cette mer n'a que 3 à 4 mètres de profondeur; les ingénieurs du Waterstaat y ménageront un canal large et profond qui maintiendra les communications d'Amsterdam avec la haute mer, et qui recevra les eaux chassées du reste du golfe; moulins et pompes d'épuisement refouleront la mer derrière des digues que l'on poussera toujours plus loin; on estime que ce travail pourra être achevé avec 250 ou 300 millions de francs, qui seront aisément recouverts par la vente des terrains reconquis dont on estime la valeur à plus de 600 millions.

Quel plus beau spectacle que celui de ce peuple ramenant la mer à son ancien rivage! Une des plus belles manifestations de la science et de l'énergie des hommes!

Cependant les Hollandais tirent le meilleur parti des

terres que la mer leur a laissées. A l'est du Zuiderzée, les provinces de Groningue et de Frise n'ont pas de grandes villes, mais seulement de gros villages agricoles, et surtout de belles fermes éparses à travers la plaine toujours verte; comme les rues des villes, elles sont d'une exquise propreté, d'une fraîcheur engageante, aux murs continuellement blanchis et lavés, aux étables nettes et saines, aux maisons tout éclairées de leurs vaisselles et de leurs meubles brillants des soins assidus de la ménagère. La prairie est pleine de gras troupeaux; on fabrique à la ferme le beurre et le fromage, dont il est fait un grand commerce d'exportation, notamment vers l'Angleterre : car toute la côte de l'Europe occidentale, de Brest à Copenhague, envoie en Angleterre la plus grande partie de ses produits.

Ailleurs, autour des villes populeuses de l'ouest, dans les polders, le long des grands fleuves, la Hollande est comme un grand jardin de légumes et de fleurs. Prairies qui nourrissent un bétail pacifique, jardins encadrés de canaux d'irrigation où travaille sans bruit un peuple aussi paisible, tout le paysage hollandais, uniformément plat, calme et frais, laisse une impression indéfinissable de douceur et d'inaltérable paix, impression unique au monde.

Il y a quelques grandes villes pourtant, d'une grande activité commerciale. Amsterdam représente la Hollande du passé; elle a encore 530 000 habitants et est ainsi la première ville du royaume; elle dut sa prospérité d'abord aux pêcheries de la mer du Nord, et le proverbe dit qu'elle a été construite sur des carcasses de harengs. Sa fortune fut grande surtout au XVII^e siècle; elle fut alors le plus grand port du monde, et envoya ses vaisseaux sur tous les Océans. Elle en a gardé les principales ressources, elle a toujours d'importantes distilleries et raffineries; ses artisans ont conservé, par tradition, une habileté particulière pour la taille du diamant. Elle a toujours dans certaines rues, aux canaux bordés de maisons à pignons gothiques construites sur pilotis, le caractère d'une vieille cité du moyen âge;

elle a les plus riches musées de la Hollande; elle cultive avec un zèle pieux sa gloire ancienne. On dirait qu'elle craint que ses temps ne soient finis, et que l'avenir ne lui soit pas aussi glorieux; car elle a de la peine à maintenir ses communications avec la mer, à ouvrir son port aux grands vaisseaux d'aujourd'hui : le Zuiderzée n'a pas de profondeur; elle a creusé vers la haute mer deux grands canaux, l'un vers le Helder, l'autre vers Ijmuiden, fermés de lourdes écluses, difficilement accessibles : ils ne pourront que retarder sa décadence.

Rotterdam, au contraire, se développe avec rapidité et a déjà une population de 350 000 habitants. Elle est le port du Rhin, car elle est construite sur le Lech, qui y rencontre la marée montante et y entretient une grande profondeur d'eau. Jadis le Lech perdait une partie de son débit dans des bras secondaires, comme l'Yssel ou le Vecht qui vont au Zuiderzée, ou le Vieux-Rhin qui va à la mer du Nord par Utrecht. Les Hollandais ont coupé ces bras inutiles, pour laisser au Lech toutes les eaux nécessaires au port de Rotterdam. Ainsi ce port est en relations régulières avec les ports fluviaux du Rhin, Cologne, Coblenz, Mayence, Mannheim, même Strasbourg; il est le débouché d'un vaste et riche domaine industriel et commercial. Et il est le port d'attache des principales compagnies qui exploitent le marché colonial des îles de la Sonde; il est inférieur à Anvers, mais il l'emporte sur Marseille par le chiffre de ses affaires : car les Pays-Bas font un commerce annuel de plus de 9 milliards de francs, de très peu inférieur à celui de la France.

III

LE GRAND COMMERCE HOLLANDAIS

Par beaucoup de ses caractères, la Hollande est comme une autre Suisse à l'autre extrémité du Rhin; elle a cependant plus d'activité commerciale, à cause de sa situation

maritime et de ses glorieuses traditions du XVII^e siècle qui se sont prolongées jusqu'à nos jours.

Son empire colonial a été diminué par la concurrence de puissances plus fortes. Elle a gardé dans les Antilles Curaçao, Oruba, d'où elle tire des fruits et surtout des oranges; elle a encore une Guyane, au nord de la Guyane française; elle y exploite de riches gisements aurifères. Mais la Nouvelle-Amsterdam est devenue New-York, et les Hollandais n'ont rien gardé sur la côte de l'Amérique du Nord.

Ils ont perdu le cap de Bonne-Espérance qu'ils avaient enlevé aux Portugais. Ils y ont laissé la vigoureuse race des Burghers ou des Boers, qui pendant près d'un siècle ont refusé de céder à la suprématie anglaise. Pendant la guerre du Transvaal, les Boers ont rencontré en Hollande de chaleureuses sympathies, et le vieux héros de l'indépendance, Paul Krüger, est venu finir sa carrière sur la terre de ses ancêtres. D'ailleurs la race hollandaise demeure très vivace dans le Sud-Africain.

La Hollande a perdu encore Ceylan et ses possessions de la côte de Coromandel; ce fut un grand malheur pour elle d'être tombée sous la domination de Napoléon; elle fut livrée aux attaques de l'Angleterre; c'est ainsi qu'elle s'était elle-même autrefois enrichie des dépouilles du Portugal pendant qu'il était tombé sous la domination de l'Espagne.

Il lui reste du moins une riche colonie d'exploitation, les Indes Néerlandaises ou les Iles de la Sonde; elle y règne sur un domaine de 1 200 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire 36 fois plus grand qu'elle-même, et sur une population de près de 40 millions de sujets. C'est tout un empire, et même toute une région naturelle qui ne peut être comparée qu'aux Antilles.

Il comprend des îles grandes ou petites, d'une part Sumatra qui est grande comme la France, Bornéo qui est plus grande, Java qui a encore 130 000 kilomètres carrés, la Nouvelle-Guinée qui est l'île la plus considérable du monde,

mais qui n'est qu'en partie hollandaise, partagée entre la Hollande, l'Angleterre et l'Allemagne; d'autre part, les petites îles de la Sonde comme Bali, Lumbok, Timor, celle-ci partagée avec le Portugal comme en souvenir de son ancienne domination sur ces pays, enfin le groupe des Moluques et Célèbes.

Comme les Antilles, et comme presque toutes les terres équatoriales, les îles de la Sonde sont souvent ravagées par des éruptions volcaniques ou des tremblements de terre; en 1883, notamment, l'île de Krakatoa, entre Sumatra et Java, fut en partie détruite, dans une catastrophe qui coûta la vie à 25 000 personnes.

Les ressources du pays sont celles de la zone tropicale; elles sont un peu trop éloignées de la métropole, à laquelle elles ne sont plus aujourd'hui réunies par aucune escale hollandaise; mais elles sont très abondantes, et elles sont les éléments d'un commerce très actif. Elles avaient été organisées après 1830 selon un système d'exploitation très particulier et très lucratif, dû à l'initiative du gouverneur Van der Bosch; c'était le système de la corvée : l'État prenait aux indigènes un cinquième de leurs terres à titre d'impôt foncier; sur ces terres, il les obligeait à faire soixante jours de corvée par an; il obtenait ainsi sans frais une production abondante de sucre, d'indigo, de café, de thé, de tabac, qu'il vendait sur les marchés d'Amsterdam ou de Rotterdam; il y gagnait chaque année une trentaine de millions fort utiles à l'équilibre de son budget. Ce système, qui n'était qu'un servage déguisé, a suscité dans certaines régions de la colonie un dangereux sentiment de révolte; à partir de 1870, il a fallu y renoncer et revenir au régime de l'exploitation privée.

Toutes ces îles ne sont pas aujourd'hui parfaitement exploitées; il y a encore beaucoup de terres vierges. Java seule est complètement organisée au point de vue économique. La végétation naturelle des parties hautes est la forêt, dont les essences les plus remarquables sont celles

des palmiers de diverses sortes : le palmier pinang, à noix de bétel, que mastiquent les indigènes, le palmier sagou qui donne une sorte de pâte comme du pain; il y a aussi des bambous, des banians, des bois de teck, durs comme le fer. Parmi ces forêts vivent en quantité des oiseaux de toutes couleurs, des singes de toutes tailles, depuis le ouistiti jusqu'à l'orang-outang ou l'homme de la forêt. Les parties basses, humides et chaudes, sont le domaine naturel de la jungle, où pullulent les tigres, les panthères, les serpents et des nuées d'insectes généralement redoutables. Mais la jungle de Java a été conquise presque tout entière à la culture et la forêt même recule devant les rizières et les champs de thé ou de caféier.

Car les cultures varient selon l'altitude : dans les terres basses, le long du rivage, par exemple, autour de Batavia, on cultive le riz et la canne à sucre. Le riz suffit à peine aujourd'hui à la consommation des indigènes, et il en faut faire venir de l'Indo-Chine. La canne à sucre y réussit très bien. Java est avec Cuba le plus grand producteur de sucre de canne du monde entier. Il est vrai qu'il se consomme maintenant plus de sucre de betterave que de sucre de canne, 7 millions de tonnes d'une part, 5 millions de l'autre en 1905.

Au-dessus des rizières et des champs de canne jusqu'à la zone des forêts, on cultive le tabac, le café, le thé. Il y a des mines d'étain dans quelques îles du voisinage, et on commence à exploiter le pétrole dans l'est de Java. La population est dans cette île de plus de 120 habitants au kilomètre carré; il y a de grandes villes comme Batavia qui a 415 000 habitants, Sourabaya qui en a 150 000. Il y a déjà quelque expansion vers les terres voisines dont l'exploitation est beaucoup moins avancée.

Célèbes, les Moluques sont peu à peu gagnées aux mêmes cultures; les colons commencent à s'établir sur la côte méridionale de Bornéo, autour des villes assez peuplées de Bandjermassing et de Pontianak; c'est tout un petit con-

minent que la colonisation hollandaise a ainsi devant elle; la partie orientale de Sumatra, celle qui est le plus rapprochée de Java, prend aussi une plus grande valeur économique, dans la région de Palembang. Mais l'autre extrémité de cette grande île n'a pas cessé de créer au gouvernement hollandais, depuis plus de trente ans, les plus graves difficultés; les habitants de ce qu'on appelle le sultanat d'Atjeh refusent de reconnaître la domination hollandaise, et il a fallu engager contre eux des hostilités coûteuses et très pénibles qui d'ailleurs n'ont pas encore suffi à pacifier le pays.

L'abondante émigration des Chinois dans les îles de la Sonde pose un autre problème assez délicat. Il y en a déjà plus de 500 000. Ils sont nombreux surtout à Java où ils occupent les petits métiers. Jusqu'ici ils ne font que contribuer à la prospérité du pays, dont ils constituent, comme en beaucoup d'autres endroits, l'élément le plus laborieux.

Ainsi la colonisation hollandaise dans les îles de la Sonde est aujourd'hui en plein développement; autour de Java comme d'un foyer, elle rayonne sur les îles du voisinage; elle gagnera aussi la Nouvelle-Guinée. Elle y rencontrera la colonisation allemande qui s'est étendue depuis les îles Samoa, par les Mariannes et les Carolines, jusqu'aux côtes chinoises, mais qui n'a pas encore beaucoup de valeur. C'est jusqu'ici l'empire colonial de la Hollande, qui représente avec le plus d'éclat la race germanique dans l'océan Pacifique.

IV

CONCLUSION SUR LES PAYS GERMANIQUES.

Il est possible maintenant de jeter un regard d'ensemble sur les pays et sur les peuples germaniques. Il y a entre tous les pays que nous venons de parcourir une remarquable unité physique et même économique. La plaine germanique,

comme aux premiers siècles du moyen âge, avant les grandes invasions, s'étend depuis le revers septentrional des Alpes jusqu'à la mer Baltique, et par la Scandinavie dont les peuples sont parents des Germains, jusqu'aux limites septentrionales de l'Europe; dans l'autre sens, elle s'allonge régulière, monotone et plate, depuis les provinces Polonaises de la Vistule jusqu'à la mer du Nord. C'est là l'immense domaine de la race germanique.

Il en faut tenir distincts les Anglo-Saxons des îles Britanniques et des États-Unis, qui n'en sont que des cousins de plus en plus éloignés et qui constituent un groupe très spécial.

Les divers peuples de cette race sont : les Allemands du Tyrol septentrional, de la Suisse orientale et centrale, de l'Autriche propre, de la Styrie et du nord de la Bohême, les Allemands de l'Allemagne, les Scandinaves, les Hollandais, quelques Flamands en Belgique, quelques centaines de milliers d'émigrés, qui sont allés s'établir pour la plupart en Amérique. Ils se ramènent à peu près aux chiffres suivants :

En Autriche-Hongrie.	41 000 000
— Suisse.	2 300 000
— Allemagne.	50 000 000
— Scandinavie.	10 000 000
— Hollande.	5 500 000
— Belgique.	3 000 000
	<hr/>
	91 800 000

Soit avec les émigrants, environ 92 ou 95 millions de Germains.

Masse imposante, de langues parentes parmi quelques dialectes un peu différents, de même culture intellectuelle, et par là capable d'une puissante action sur le monde, fortifiée dans de grandes proportions par les victoires de la génération précédente.

Ce sont des peuples qui offrent les plus belles ressources morales : ils sont laborieux, sérieux, patients, très orgueilleux de leur histoire, très ambitieux sous des allures très

calmes ; ils rappellent toujours les vieux peuples d'Odin en quête d'expansion et de conquête sur les pays plus favorisés par la nature ; ils manifestent toujours la même opposition, en une sorte de contraste, avec les peuples latins ; comme au moyen âge, lorsqu'ils renouvelaient d'un sang plus jeune la société romaine en décadence, comme au début des temps modernes, lorsqu'ils renouvelaient le christianisme par le retour aux enseignements de l'Évangile, ils prétendent remplacer la culture classique qu'ils trouvent maigre et vide par les richesses d'une imagination confuse et d'une métaphysique étrange : ce n'est pas à dire que la culture latine ait à avouer quelque infériorité.

Cependant ils exploitent leur sol avec une merveilleuse activité. Il n'est pas propice aux céréales ; il est toujours occupé surtout, comme au moyen âge, par la forêt, la vieille forêt hercynienne, et par la prairie, et l'élevage de tous bestiaux y réussit parfaitement.

Ils ont désormais d'abondants produits industriels. Ils ont dans leurs montagnes des chutes d'eau capables à l'avenir d'une utilisation féconde ; mais il y a à cet égard des pays plus favorisés. Ils ont quelques-uns des gisements houillers les plus importants du monde, qui sont la principale explication de leur prospérité actuelle, qui alimentent, en Allemagne et en Suisse particulièrement, une intense production manufacturière. Par là ils sont au nombre des plus puissants fournisseurs de l'humanité.

C'est l'explication aussi de leur grande activité commerciale, qui s'exprime aussi par de gros chiffres :

En Autriche	4 milliards	500 millions	de francs.
— Suisse	2	—	—
— Allemagne	17	—	—
— Scandinavie	3	—	—
— Hollande	9	—	500 —

Soit un formidable total de plus de 36 milliards de francs de commerce annuel, et ce sont des chiffres qui sont en continue progression.

C'est un commerce qui s'étend surtout sur l'Italie à travers les tunnels des Alpes, sur la péninsule des Balkans et vers l'Asie Mineure selon la direction du Danube, sur l'immense marché russe, sur les deux Amériques, par quelques-unes des plus grandes compagnies commerciales, par de grands ports comme Hambourg, Rotterdam et Anvers.

Les peuples allemands constituent aujourd'hui le groupe économique le plus important du monde, après le groupe anglo-saxon.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII

LA RUSSIE

I. Le « rassemblement » de la terre russe. — II. L'autocratie. — III. Les idées nouvelles en Russie. — IV. L'exploitation du sol.

I

LE RASSEMBLEMENT DE LA TERRE RUSSE

Entrée tard dans la société européenne, la Russie a encore beaucoup des caractères de la jeunesse ; elle en a la faiblesse présente et les grandes promesses d'avenir.

Elle est essentiellement occupée par des populations de race slave, qui descendent peut-être des Scythes de l'antiquité. Les Slaves ont été mêlés au grand mouvement des invasions du moyen âge. Ils ont été poussés en partie sur la péninsule des Balkans, et ils ont occupé la Serbie, l'ancienne Illyrie, les pentes des Alpes orientales, la Bulgarie où ils se sont alliés à des familles d'origine finnoise ; en partie le long des Carpates, sur la Galicie, la Pologne, la Moravie, jusqu'en Bohême. Nulle race en Europe n'occupe un pareil domaine et le grand poète Tchèque Kollar pouvait chanter au siècle dernier : « Oh ! si nos peuples slaves étaient de l'or, de l'argent, du cuivre, je les fondrais en une seule statue. De la

Russie je ferais les mains, des Polonais le buste, des Tchèques les bras et la tête, et des Serbes les pieds. Les tribus secondaires, les Wendes de la Lusace, les Silésiens, les Croates, les Slovaques, seraient les vêtements et les armes. L'Europe s'agenouillerait devant cette idole, dont la tête dépasserait les nuages et dont les pas franchiraient le monde. »

Cette masse de populations, longtemps informe, reçut un commencement d'organisation lors de l'invasion des princes Varègues ou *Rous* de la Scandinavie dans la grande plaine de l'Europe orientale ; au ix^e siècle de l'ère chrétienne, Rurik et Oleg fondèrent les deux premiers états de la Russie, Novgorod la Grande et Kiev. Bientôt après, par Kiev, des prêtres de Constantinople convertirent les tribus slaves à la religion orthodoxe : un prince de Kiev, Vladimir, qui fut appelé le Clovis de la Russie, épousa Anne, sœur de l'empereur d'Orient Basile II, qui fut l'inspiratrice de sa conversion ; la masse du peuple russe acheva de se donner à la foi chrétienne sous son successeur, Iaroslav le Grand (1015-1054). Alors les nouveaux convertis jetèrent leurs idoles de bois au Dniepr, qui les emporta dans la mer.

Déjà ainsi la Russie se trouvait introduite par l'Orient dans l'Europe chrétienne. Kiev fut alors une grande cité ; elle eut, comme Constantinople, une église de Sainte-Sophie ; elle fut comme une colonie de la grande capitale orthodoxe ; elle fut la capitale de la première Russie, de la Russie des steppes ; elle en est demeurée depuis particulièrement vénérée ; elle en a gardé parmi les Russes un caractère sacré, qui contribue à sa renaissance contemporaine.

Mais elle passa bientôt par de terribles désastres. Car l'épreuve des invasions n'était pas encore finie pour l'Europe orientale, aux plaines largement ouvertes sur l'Asie. Et l'éducation européenne de la Russie fut retardée de plusieurs siècles par la domination des Mongols. Déjà la grande plaine slave avait été ravagée au v^e siècle par les Huns d'Attila, mais ils n'avaient fait que passer. Les Mongols du Tchinguiz-Khan et de ses successeurs y séjournèrent plusieurs

siècles et purent y exercer une influence profonde. Au galop de leurs petits chevaux nerveux, ils parcoururent toute la Russie des steppes; ils pillèrent et brûlèrent Kiev. Ils ne purent pas entrer dans la Russie des forêts, et les princes de Moscou et de Novgorod ou de Tver en furent quittes pour le paiement d'un tribut aux khans mongols de la Horde d'or établis à Saraï, sur la Volga.

Le long séjour des Mongols en Russie est une des phases les plus remarquables de la lutte dramatique entre l'Europe et l'Asie. Alors l'Europe, qui de nos jours prétend s'imposer à l'Asie, fut profondément pénétrée par les tribus guerrières de la Mongolie, qui y ont laissé des traces remarquables; car il y a en Europe beaucoup de représentants de la race finno-mongolique : sans compter les Magyars de la Hongrie ou quelques éléments de la race bulgare, il y a au nord de la Russie les Samoyèdes, les Finnois de Finlande, les Lives et les Esthes de la Livonie et de l'Esthonomie, et dans la partie orientale de la plaine, les Tatars de la Volga, les Bachkirs de la Kama, les Kirghiz de l'Oural, les Kalmoucks.

Ainsi la Russie est peuplée de nombreux peuples divers : avec 100 millions d'habitants dans ses seules provinces d'Europe, sa carte ethnographique est curieusement bigarrée; il y a d'importantes colonies allemandes dans les régions du Don et de la Volga; il y a dans l'ouest et le sud-ouest une masse de Juifs qui atteignait en 1903 le chiffre de 5 millions. Il ne faudrait point pourtant comparer à cet égard la Russie à l'Autriche-Hongrie, car elle a dans le centre de la plaine, un noyau compact de population russe, 80 millions de Grands-Russes autour de Moscou, de Blancs-Russes sur le Dniepr supérieur autour de Smolensk, et de Petits-Russes autour de Kiev; il n'y a qu'une vingtaine de millions de Finnois et Mongols. Les Russes proprement dits constituent donc l'élément essentiel d'une très forte unité, à laquelle se prête d'ailleurs la nature même du pays.

Ce sont les tsars ou princes de Moscou, les plus puissants chefs des Grands-Russes, qui ont rassemblé la terre russe.

Moscou, la capitale ou du moins l'une des plus importantes cités de la Russie des forêts, ayant échappé à la domination directe des Khans mongols, devint le refuge d'un grand nombre des populations de la Russie des steppes; elles apportèrent au Kremlin les cloches de leurs églises, images des voix divines en lesquelles elles mettaient leur confiance, et, Kiev détruite, Moscou fut la forteresse de la nationalité russe en réaction contre la domination étrangère. Les princes de Moscou ont été les chefs de la résistance contre les Mongols, lorsque la puissance de la Horde d'or eut commencé de s'affaiblir; ils furent les premiers à s'affranchir de tout tribut, à se lever en armes contre les barbares venus de l'Asie, à les refouler au delà de la Volga moyenne où ils sont restés depuis. Alors Ivan le Grand, qui avait épousé, en 1459, l'héritière des empereurs de Constantinople dépossédés par les Turcs, Ivan le Terrible après lui, vainquirent et réduisirent à la condition de sujettes les puissantes villes de Pskov, de Tver, de Novgorod, emportèrent à Moscou leurs cloches comme un trophée et comme un lien sacré. La Moscovie par eux s'étendait au xvi^e siècle sur la région centrale de la plaine russe.

Elle engagea bientôt avec la Pologne un duel à mort, qui est jusqu'à nos jours l'événement le plus considérable de l'histoire de la formation territoriale de la Russie. La Pologne était l'État le plus remarquable de toute la race slave; de bonne heure convertie au catholicisme, elle était beaucoup plus avancée en civilisation que tous les autres peuples slaves. Aussi était-il difficile de la « rassembler », car c'est une loi de l'histoire, fréquemment vérifiée, qu'entre deux peuples d'inégale culture, c'est le plus civilisé qui s'impose à l'autre; il y a du reste des exemples contraires. Quoi qu'il en soit, le xvi^e siècle vit déjà entre la Russie et la Pologne une lutte extrêmement violente, dont le principal épisode est contemporain de l'avènement de Romanof (1611). Après de longues années de guerre où la Moscovie fut le plus souvent malheureuse, Moscou même tomba au pouvoir des

Polonais, et c'est ce danger de mort dont la Russie était menacée qui décida enfin les boyards russes à cesser leurs querelles épuisantes et à donner la couronne à Michel Romanof. Moscou ainsi put être délivrée et la Russie demeura indépendante.

Sans doute il ne fallait pas qu'elle devînt Polonaise pour pouvoir jouer vers l'Asie le rôle qui lui était destiné. Aussi bien la Pologne, affaiblie davantage encore par ses dissensions, n'avait pas une constitution capable d'absorber l'immense monde slave.

II

L'AUTOCRATIE

La Russie, demeurée jeune à travers toutes ces épreuves, avait besoin d'un gouvernement fort pour achever de se constituer; elle se confia au gouvernement autocratique des Romanof : c'est l'autocratie qui l'a faite ce qu'elle est aujourd'hui.

C'est un régime qu'il est nécessaire de définir. Il ne ressemble pas aux gouvernements monarchiques de l'Occident qui, inspirés du souvenir de l'empire romain, admettaient, au moins en théorie, des institutions de contrôle, le Sénat à Rome, les États Généraux ou le Parlement en France. L'autocratie, qui ne connaît pas de limites à son pouvoir, a par là les caractères du despotisme oriental; elle ne peut être comparée qu'à l'autorité des Pharaons d'Égypte ou des Grands Rois de l'ancienne Perse, des califes de Bagdad ou des sultans de Constantinople. Elle est une manifestation intéressante des influences asiatiques; sans doute elle fut une imitation de la toute-puissance des anciens conquérants mongols.

Il est curieux d'observer que les tsars de Russie se sont servis de cette autocratie de caractère asiatique pour imposer à leur peuple la culture européenne qui devait

avoir pour conséquence la destruction de l'autocratie. C'est par Pierre le Grand, au commencement du XVIII^e siècle, que ce régime fut doté de ses instruments d'action essentiels. Pierre le Grand se débarrassa de la milice turbulente des streltsi; il eut une marine de guerre, d'abord sur la mer Blanche, puis, dès qu'il fut possible, sur la mer Baltique; il eut une armée instruite et disciplinée à l'europpéenne; il lui fit faire ses manœuvres dans la guerre contre le roi de Suède Charles XII; il fut battu d'abord, ce lui fut une expérience profitable; il finit par vaincre: la victoire de Pultava en 1709 fut la première victoire des Russes sur une puissance europpéenne; c'était un événement de la plus grande conséquence.

Pierre le Grand avait ainsi les moyens d'imposer son autorité à tous ses sujets; il réduisit les plus illustres boyards à la soumission absolue; les rebelles passèrent sous la hache ou sous le knout; il mit fin à l'institution de la Douma, qui avait été jusque-là le conseil des principaux seigneurs de la Russie, un embryon de Parlement; tous les nobles furent inscrits dans la hiérarchie administrative ou le tchin, et ne restèrent nobles qu'à condition de servir; il y eut des tentatives de résistance, elles furent écrasées dans le sang. Enfin le patriarche de Moscou étant venu à mourir, Pierre le Grand s'empara de l'autorité spirituelle qui acheva l'organisation de l'autocratie; depuis lors, au sacre des tsars, une part importante de la cérémonie consiste dans la communication des mystères sacrés par les popes au nouveau tsar.

Cette autorité sans limites fut employée aussitôt par Pierre le Grand à ouvrir à la Russie une « fenètre » sur l'Europe. Il jeta les fondations de Saint-Pétersbourg en plein territoire suédois, au milieu même des hostilités contre Charles XII; il en fit aussitôt sa capitale; elle s'opposa à Moscou, désormais « veuve du tsar »; elle fut la ville de l'autocratie et des bureaux; elle fut la ville du grand commerce de l'ouest; elle fut la ville europpéenne :

elle eut de larges avenues, comme l'admirable perspective Newski; elle eut ses églises, ses palais construits selon les règles de l'architecture occidentale. Elle est restée depuis le foyer de la société aristocratique, qui n'a pas cessé de vivre à l'ombre du pouvoir impérial. Elle porte toujours témoignage, par sa grandeur et sa prospérité, du vigoureux génie de Pierre le Grand.

Il crut pouvoir accomplir soudainement la « transformation » de la Russie, lui imposer d'un seul coup la culture européenne. Il vint à Versailles en 1717; il s'y montra lui-même assez mal « transformé », mangeant et se mouchant avec ses doigts, brisant comme un barbare toutes les règles de l'étiquette. Il voulut pourtant apprendre aux seigneurs et aux dames de sa « cour » les manières de la société française; il employa la violence pour les obliger à adopter le costume, les mœurs de l'Occident. Mais il y eut encore entre la société de Saint-Pétersbourg et celle de Versailles le contraste de la barbarie et de la civilisation.

Car une pareille éducation demande plusieurs générations. Elle se continua pendant le XVIII^e et le XIX^e siècles : est-elle achevée aujourd'hui? En dehors de la haute aristocratie russe qui a pris l'habitude des longs séjours à l'étranger, la culture occidentale a-t-elle profondément pénétré dans la société russe, même dans la bourgeoisie?

Dès le XVIII^e siècle du moins, de grands efforts y furent faits et d'importants résultats y furent obtenus. La tsarine Élisabeth, fille de Pierre le Grand, conçut de tendres sentiments pour Louis XV, et cela même est un trait gracieux de la vie russe à cette époque; elle fit pour cela le meilleur accueil à l'ambassadeur de France, le marquis de la Châtardie. Catherine II, qui régna après avoir fait périr son mari Pierre III, ce qui était d'une barbarie un peu trop asiatique, était de naissance et d'éducation allemande; elle pouvait donc travailler à l'éducation de la Russie; elle y donna tous ses soins; elle étendit son empire vers l'Occident en supprimant la Pologne, et ce fut l'épisode le plus

dramatique de la querelle russo-polonaise; elle gagna la mer Noire par la conquête de la Crimée; elle fonda Sébastopol et Odessa; elle renouvela les souvenirs de l'antiquité grecque, elle appela ses petits-fils Alexandre et Constantin; elle ouvrit « le chemin de Byzance »; elle eût voulu replanter la croix grecque sur l'église Saint-Sophie de Constantinople.

Elle ménagea très habilement la grande influence qu'avaient alors les philosophes français; elle acheta la bibliothèque de Diderot; elle fut en correspondance assidue avec D'Alembert, avec Voltaire; elle prit Laharpe pour précepteur de ses petits-fils; elle fit beaucoup pour l'éducation de la Russie, du moins dans ses classes supérieures.

Dès lors la Russie ne cessa plus d'exercer une puissante action sur les affaires de l'Europe; par la mer Baltique et surtout par la mer Noire, elle fut mêlée aux plus importantes questions de la politique générale; elle mit notamment la question d'Orient au premier plan des préoccupations des gouvernements. Pendant les guerres de la Révolution française, elle fut le refuge d'un grand nombre d'émigrés, qui, en passant de la cour de Versailles à celle de Saint-Pétersbourg, ne furent pas trop dépaysés, signe des progrès de la civilisation ou du moins de la culture mondaine en Russie dans le courant du XVIII^e siècle : le duc de Richelieu fut gouverneur d'Odessa, le comte de Moriolles s'attacha à la personne du grand-duc Constantin; d'autres prirent du service dans les armées russes.

La lutte contre Napoléon amena le tsar et ses troupes jusqu'au fond de l'Europe occidentale derrière les armées impériales vaincues : ce fut l'achèvement de l'éducation européenne de la Russie; elle fut même, avec Alexandre I^{er}, à la tête du directoire des grandes puissances et elle joua un rôle prépondérant au congrès de Vienne. Il semble même qu'en ces circonstances si importantes le tsar Alexandre ait eu quelque peu honte de son pouvoir autoritaire; il affecta, il eut peut-être vraiment des idées libé-

rales; il eut l'occasion de se proclamer « républicain »; sans doute il ne donnait pas à cette expression tout son sens. Devenu maître de la plus grande partie de la Pologne, il consentit à en faire un royaume constitutionnel; il mettait quelque coquetterie à introduire dans ses États les libertés politiques qui étaient jusque-là le privilège de l'Europe occidentale. Par là définitivement la Russie entra dans la société des puissances européennes; elle allait en subir une « transformation » plus importante même que Pierre le Grand ne l'avait rêvé.

III

LES IDÉES NOUVELLES EN RUSSIE

Le contact de l'Europe, en effet, ne pouvait être que funeste au principe de l'autocratie; dès 1815, une évolution libérale se produisit en Russie qui devait finir, après de longues épreuves, par apporter des changements considérables.

Elle commença par la classe noble, ce qui ne surprendra pas si l'on se souvient que l'autocratie s'était fondée sous Pierre le Grand par la destruction des privilèges politiques de la noblesse. Les officiers de l'armée russe gardèrent une profonde impression de leur séjour en Allemagne et en France; dès leur retour, ils fondèrent en Russie des associations secrètes pour combattre l'autocratie et réclamer des institutions libérales. Alexandre I^{er} s'en inquiéta; il regretta d'avoir donné à la Pologne une constitution; il fut très ému par la rébellion d'un régiment de sa garde contre un colonel trop sévère; il y vit la preuve d'un état d'esprit dangereux. Il mourut en 1825, prématurément, parmi des inquiétudes déjà justifiées.

Car les officiers révolutionnaires profitèrent du changement de règne pour tenter de soulever leurs troupes. Le grand-duc Constantin ayant refusé la couronne impériale

au profit de son frère Nicolas, ils traitèrent celui-ci d'usurpateur, réclamèrent une constitution, marchèrent avec des forces redoutables sur le Palais d'Hiver, à Saint-Pétersbourg. Ce fut la sanglante journée du 26 décembre 1825 : Nicolas I^{er} fit face à l'émeute avec un courage extraordinaire; il se présenta en personne devant son palais et somma les rebelles de se retirer; ils s'y refusèrent et commencèrent de tirer sur l'état-major impérial dont plusieurs officiers furent tués. Le tsar alors démasqua les canons de sa garde, et d'une effroyable mitraille balaya la place. Les procès qui suivirent et qui se terminèrent par quelques pendaisons et de nombreuses déportations en Sibérie mirent en lumière le rôle prépondérant des officiers de naissance noble : par là cette première journée révolutionnaire de la Russie se rattache à la résistance des seigneurs russes contre le gouvernement autocratique de Pierre le Grand, et Nicolas I^{er} put croire qu'il ne faisait que maintenir l'œuvre de son illustre aïeul.

Il estima que le royaume constitutionnel de Pologne était d'un exemple dangereux pour la Russie elle-même; il profita du soulèvement de 1830 pour détruire la constitution polonaise. La Pologne fut vaincue par Paskievitch et perdit toutes ses libertés politiques. Même en 1848, Nicolas I^{er} aida l'empereur d'Autriche François-Joseph à écraser la République hongroise; il fut appelé le tsar de fer, le dompteur de révolutions; il essaya de détourner la Russie de l'imitation des mœurs européennes; il remit en honneur les traditions nationales, l'ancien costume russe, le caftan, les grandes bottes comme les longues barbes; il s'efforça de refermer la fenêtre que Pierre le Grand et ses successeurs avait trop largement ouverte sur l'Occident.

Mais l'autocratie, si elle ne s'appuie point sur le consentement populaire et n'admet point le contrôle des représentants du pays, gouverne avec la bureaucratie qui, issue de la faveur impériale, est le plus souvent à peu près irresponsable. La comédie du *Revisor* de Gogol, dès 1835, avait

eu beaucoup de succès par la critique très fine des vices de ce régime. La guerre de Crimée lui donna raison et révéla l'insuffisance de la bureaucratie et de l'autocratie qui, en deux ans d'hostilités, ne purent opposer aux alliés devant Sébastopol plus de 60 ou 80 000 hommes et ruinèrent l'influence russe dans les Balkans.

Nicolas I^{er} était mort avant la fin de la guerre. Son fils Alexandre II se trouva en présence d'une grande agitation de l'opinion publique et crut devoir l'apaiser par d'importantes concessions. Il donna à la Russie quelques libertés dont elle s'est à peu près contentée depuis : il abolit le servage par l'oukase libérateur du 19 février 1861 ; il donna aux paysans émancipés une part de la terre, environ 38 p. 100 de la propriété foncière, à charge pour eux d'en payer la valeur aux anciens propriétaires avec des ressources en argent qui leur furent avancées par les soins du gouvernement ; lorsque plus tard ces terres, d'abord remises à la collectivité des paysans d'un village russe ou mir, furent réparties en lots individuels entre les familles du village, il apparut que chaque lot était insuffisant pour faire vivre une famille, et la question agraire devait reparaître plus aiguë au commencement du siècle suivant.

Alexandre II institua tout un système d'assemblées locales, des conseils de vieillards dans les mirs, des Zemstvos de districts, des Zemstvos de provinces, composés de représentants de la noblesse propriétaire et des paysans ; depuis plus de quarante ans qu'elles existent, ces assemblées ont été de précieuses écoles de liberté et d'apprentissage politique ; c'est là que les membres des futures Doumas devaient prendre leur expérience.

C'est encore Alexandre II qui donna aux Universités russes leur organisation actuelle ; il leur assura une autonomie presque absolue qui rappelle les grandes libertés dont jouissaient dans l'Europe occidentale les Universités de l'ancien régime. Ainsi la Russie était déjà comme libérée : le paysan propriétaire fut moins résigné à sa

misère ; une intense activité politique anima les provinces jadis opprimées par le régime bureaucratique ; les Universités surtout devinrent d'ardents foyers d'éducation et bientôt d'agitation politique et sociale.

Car, dans cette ère révolutionnaire où la Russie se trouvait désormais engagée, après le temps des officiers nobles, ce fut le temps des étudiants. Dans leur fièvre d'émancipation, ils allèrent aussitôt jusqu'aux opinions les plus extrêmes de l'Occident. Ils allèrent en masses au socialisme révolutionnaire et au nihilisme. Leur chef, en effet, Michel Bakounine, un ancien officier de naissance noble, se fit l'élève de Karl Marx, adopta la doctrine collectiviste ; mais, estimant que toute propagande serait infructueuse ou trop lente sous le régime de l'autocratie, il préconisait la destruction par violence du gouvernement impérial et de la bureaucratie, afin d'élever sur leurs ruines l'idéale société de l'avenir. Étudiants et étudiantes, jeunes filles de noble condition, en grand nombre allèrent parmi le peuple, surtout dans les centres ouvriers, prêchant la doctrine de l'émancipation et la nécessité d'un vaillant effort contre l'oppression et l'immoralité du pouvoir central.

Mais la propagande en effet était lente et paraissait à peu près vaine sous la surveillance de la police ; un grand nombre d'agitateurs furent surpris et déportés ; et il put paraître que de la sorte l'éducation de la Russie demanderait des siècles. C'est pourquoi les nihilistes en vinrent à l'action terroriste. Lorsque la guerre des Balkans, malgré les victoires des armées russes, se fut encore terminée par les déceptions du traité de Berlin, et qu'ainsi le prestige du gouvernement impérial s'en trouva gravement atteint, les nihilistes essayèrent par une série d'attentats de renverser violemment l'autocratie pour soulever le peuple ; en 1881, après plusieurs efforts vains, ils réussirent à faire périr le tsar Alexandre II.

Ce fut un grave moment pour la Russie. Mais le peuple ne bougea point ; le nouveau tsar Alexandre III, puis son

filz Nicolas II, fortifièrent puissamment le régime autocratique, refusèrent toute nouvelle concession libérale, travaillèrent à la russification des Provinces Baltiques, de l'Arménie russe, de la Finlande même, tentèrent d'achever l'unification de toutes les races de l'Empire pour en fortifier d'autant le pouvoir central ; notamment la Finlande, qui, lors de sa réunion à la Russie en 1809, avait conservé ses libertés particulières, se les vit arracher par Nicolas II et fut réduite un moment à la condition d'une simple province russe. Il est vrai qu'à la faveur des désordres qui de nouveau allaient troubler la Russie, la Finlande reprit une autonomie presque complète et se donna une constitution qui est peut-être la plus démocratique de toute l'Europe puisqu'elle est fondée sur le suffrage universel, même pour les femmes ; il y a aujourd'hui à la diète de Finlande, sur 83 députés, 19 femmes. C'est un exemple curieux de la transformation radicale d'un peuple d'origine asiatique par les idées européennes les plus hardies : ce qui prouverait que les populations asiatiques ne sont pas par nature réfractaires à nos institutions les plus libérales.

En effet les désastres de Mandchourie en 1904-1905 furent pour le régime autocratique le coup le plus funeste qu'il eût jamais subi. Cependant, depuis vingt-cinq ans, la propagande révolutionnaire avait fait de grands progrès, même parmi les paysans, mais surtout dans les centres ouvriers devenus de plus en plus populeux par le développement parallèle de l'industrie.

Alors, après le temps des officiers nobles, après le temps des étudiants, les uns et les autres minorités sans puissance, états-majors sans soldats, voici que nous sommes arrivés aujourd'hui au temps des paysans et des ouvriers. Mais leur éducation est-elle bien achevée ? Sont-ils bien préparés au gouvernement d'eux-mêmes, à la pratique profitable de la liberté ? C'est le gros problème de la situation actuelle.

Du moins depuis cinq ans, c'est-à-dire depuis le début de

la guerre de Mandchourie, la Russie est entrée dans une évolution politique et sociale dont il est d'ailleurs encore impossible de définir le sens. Au milieu même de la guerre, après les premiers désastres des armées russes, les ouvriers et les paysans commencèrent de s'agiter, sous la conduite des étudiants et de quelques popes. A Saint-Pétersbourg, le 25 janvier 1905, ils voulurent, dans une grande manifestation populaire, porter leurs doléances au tsar Nicolas II, au Palais d'Hiver; ils furent accueillis à coups de fusils et dispersés dans un sanglant massacre qui fit plusieurs centaines de victimes.

Cependant lorsqu'après de nouvelles défaites, la Russie eut consenti à signer avec le Japon la paix de Portsmouth (sept. 1905), le tsar se décida à d'importantes concessions; par l'oukase d'octobre 1905, il promit la convocation d'une Douma. La première Douma nationale se réunit en effet le 10 mai 1906; elle fut composée d'une majorité de Constitutionnels-Démocrates (K. D. ou Cadets). Ils réclamèrent la suppression de la peine de mort, du moins en matière politique, garantie élémentaire de la liberté d'opinion; ils voulurent résoudre la question agraire par la distribution aux paysans de toute la propriété foncière qui appartient encore, dans une proportion de 40 p. 100, au tsar et à la famille impériale, et de 21 p. 100 aux nobles, à quelques bourgeois et aux couvents; ils essayèrent d'établir la responsabilité des ministres devant l'Assemblée, c'est-à-dire un véritable régime parlementaire à la façon de l'Europe occidentale. Après deux mois de délibérations tumultueuses, en juillet, le tsar prononça la dissolution de la Douma.

Une seconde Douma se réunit le 5 mars 1907; elle compta une majorité de Cadets et de Socialistes. Elle eut le même sort que la première. Un oukase électoral assura l'avènement d'une troisième Douma qui se montra plus loyaliste. Réussira-t-elle à fonder, d'accord avec le gouvernement, le régime constitutionnel que le tsar a promis? On ne peut le prévoir encore. Du moins il est certain que c'est

une Russie nouvelle qui est sous nos yeux en voie de formation ; c'est la jeune Russie en une laborieuse crise de croissance.

IV

L'EXPLOITATION DU SOL

La Russie n'est pas moins jeune au point de vue de son développement économique ; elle est à peine dans l'état où l'Allemagne par exemple était il y a un siècle.

C'est une immense plaine exposée sans abri à l'action des vents du Nord ; elle a néanmoins d'importantes ressources naturelles.

Ses mers et ses rivières sont très poissonneuses : la mer Blanche et l'océan Glacial ont du saumon et de la morue, la mer Baltique a du hareng, la mer Noire a de la sardine et du maquereau ; surtout la mer Caspienne et la Volga inférieure sont extrêmement abondantes en esturgeons, dont quelques-uns pèsent jusqu'à 250 et 300 livres et fournissent avec leurs œufs le renommé caviar. La pêche est la principale ressource des habitants de ces côtes ; notamment les côtes de la mer Caspienne consistent en immenses étendues de steppes salées qui n'offrent presque aucune ressource à l'agriculture.

Toute la région septentrionale, autour de la mer Blanche et dans tout le bassin de la Petchora, n'est formée que de toundras ; pendant plus de six mois d'hiver ce n'est qu'une vaste croûte de neige durcie et de glace, un névé grand comme la France ; la chaleur est grande en été et fait croître et fleurir quelques mousses et lichens qui sont brûlés dès septembre par les premières gelées. Il n'y a que de rares habitants, quelques familles de Samoyèdes, qui vivent de la pêche et de l'élevage du renne ; ils ont de la ressemblance avec les Lapons.

Au sud des toundras, de la mer Blanche à la mer Noire,

toute la Russie se partage en deux régions d'étendue à peu près égale : la forêt et la steppe. La forêt est dans son état naturel ; c'est la forêt du Nord, sans sous-bois, faite de grands arbres aux troncs élancés, sapins, mélèzes, érables ; c'est une immense réserve de bois ; on y chasse quelques animaux à fourrures, surtout les renards, les ours ; on y rencontre aussi le loup en quantité, et dans quelques endroits, comme la forêt impériale de Biela-Vieja en Lithuanie, il y a les derniers aurochs qui soient encore connus ; on s'efforce d'en conserver l'espèce, qui jadis était répandue sur toute l'Europe. Le bois a une sorte de caractère national en Russie, tant il y est précieux, pour les innombrables bateaux qui flottent lentement sur toutes les rivières, pour les voitures ou les traîneaux ; dans les villages et même en partie dans les villes, les maisons, surtout les isbas des paysans, sont construites en bois. Si Moscou brûla si effroyablement lors de l'occupation française en 1812, c'est que la plupart de ses maisons étaient en bois.

La forêt pourtant commence à reculer devant les champs cultivés ; en Pologne et même en Lithuanie elle a en grande partie disparu ; on y exploite, jusque vers Smolensk et Moscou, le lin et le chanvre, et particulièrement la betterave à sucre. La Russie produit à peu près autant de sucre de betterave que la France, environ un million de tonnes par an, ce qui représente la septième partie de la production mondiale.

La steppe est bien plus riche ; du moins dans les bassins du Dniestr, du Dniepr et du Don ; c'est une prairie dont les herbes et les racines se sont consommées pendant des siècles et ont formé une couche épaisse de « terre noire » ou tchernosiom, qui est un véritable humus d'une fertilité incomparable.

On y pratique toujours l'élevage, qui fut jadis naturellement sa seule fortune ; la Russie nourrit la moitié des chevaux du monde, 65 millions de moutons, trois fois autant que la France, presque autant que l'Australie (74 millions), autant de porcs que l'Allemagne (46 millions).

Mais dans sa plus grande étendue, notamment entre le Dniepr et le Don, autour de Kharkov et de Pultava, la prairie a été défrichée et a cédé la place à la culture des céréales, surtout du blé et du seigle. Les rendements sont inégaux à cause des grands froids ; les méthodes agricoles sont encore primitives ; on y pratique le système des jachères, et ainsi certaines régions peuvent souffrir parfois de la famine ; la culture intensive, par l'emploi raisonné des engrais, n'est guère pratiquée qu'en Pologne ; le paysan russe a beaucoup à apprendre pour tirer le meilleur parti de son sol.

Pourtant la production du blé en Russie est désormais considérable, et lui donne le second rang à cet égard, après les États-Unis, avec 225 millions d'hectolitres en 1905 contre 242 aux États-Unis et environ 120 en France. Elle en exporte pour 700 millions de francs par an et les États-Unis pour environ 500 millions.

Cette grande richesse en céréales a rétabli la fortune de Kiev qui a aujourd'hui 250 000 habitants et qui reprend la prospérité qu'elle avait perdue depuis le moyen âge. C'est depuis un siècle environ, depuis le règne de Catherine II, que cette « Nouvelle Russie », comme on l'appelle, a commencé de se développer beaucoup, grâce aux débouchés qui lui ont été dès lors assurés sur la mer Noire ; des centaines de villages, et des villes, comme Paulograd, Novo-Moskovsk, Élisabethgrad, Ékaterinoslav, ont attiré une population de plus en plus serrée et très laborieuse ; Odessa devint vite un des grands ports de la Méditerranée, quoiqu'il ne faille pas le comparer à Marseille, ni à Gênes ; il fait pourtant un chiffre d'affaires qui se rapproche de celui de Trieste (3 millions et demi de tonneaux d'une part, et 4 millions de l'autre).

Ces mêmes régions prennent aussi depuis un quart de siècle un grand développement industriel. Dans les bassins du Don et du Donetz, à Slaviansk, à Donetskaiïa, il y a des mines de houille ; la production en est encore de quantité

médiocre, 17 millions de tonnes en 1903. Mais Toula, qui est un peu au nord, a d'importantes usines métallurgiques. Les pétroles du Caucase compensent d'ailleurs l'insuffisance de la production houillère ; avant les troubles actuels, la région de Bakou fournissait annuellement 16 millions de tonnes de pétrole, plus que les États-Unis (14 millions).

Ainsi la population s'est portée de plus en plus serrée dans les provinces méridionales de la Russie, à cause de leurs ressources variées ; on peut constater à cet égard, depuis un siècle, une sorte de déplacement de la Russie vers le sud. La population des Petits-Russes, qui habite ces régions, est très active et intelligente ; c'est elle qui fournit les meilleurs colons pour la Sibérie et l'Asie centrale. Le climat est délicieux, le sol fertile, le travail lucratif. Là peut-être est l'avenir de la Russie, maintenant qu'il n'y a plus à craindre à travers les steppes les grands migrations dévastatrices. Il y a dans les terres noires de quoi nourrir une population beaucoup plus nombreuse, de quoi constituer le centre économique de la grande nation russe.

Car les résultats actuels en permettent de plus remarquables. La Russie s'était préparé à Sébastopol une base d'opérations sur la péninsule des Balkans, dans la direction de Constantinople. Elle n'y fut pas autrefois poussée, comme aujourd'hui, par les besoins de son expansion économique, mais par une sorte d'esprit de croisade chrétienne contre les Musulmans, ou plutôt, sous ces apparences vénérables, par des ambitions purement politiques, qui ensuite se sont autorisées du principe des nationalités et de la grande cause du panslavisme. Sous ces formes diverses, les Russes ont rencontré de redoutables obstacles dans leur expansion vers le sud-est ; pourtant ils n'ont pas cessé de jouer un rôle considérable dans la péninsule des Balkans.

De même la Russie est devenue un autre foyer d'expansion vers l'Asie ; elle n'y fut pas entraînée non plus par des raisons économiques pressantes : son outillage industriel, et même agricole, est insuffisant ; elle n'a pas de routes ; ses

seules voies commerciales ont été pendant longtemps les canaux et les rivières, « des chemins qui marchent », comme disent les Russes ; elle n'a pas encore le réseau complet de ses chemins de fer, elle ne fait encore que 4 milliards de francs de commerce général annuel, ce qui est peu pour une population de plus de 100 millions d'habitants. Elle est encore tributaire de l'industrie étrangère, surtout allemande elle ne produit pas encore assez pour avoir besoin de débouchés. Mais elle entretient la tradition séculaire de ses relations avec l'Asie, et elle cherche vers les grands marchés de l'Inde et de la Chine les garanties de son avenir économique.

La sphère réservée à son activité politique et commerciale est immense, puisqu'elle s'étend des Turcs des Balkans et de l'Asie Mineure aux Mongols de l'Extrême-Orient, sur toutes les plaines qui s'abaissent des hautes montagnes de l'Asie à l'océan Glacial. Entre les masses peuplées de l'Europe et de la Chine, entre les Blancs et les Jaunes, nulle puissance au monde n'a un plus grand rôle à jouer.

CHAPITRE VIII

LES BALKANS ET LE LEVANT MUSULMANS ET CHRÉTIENS

I. L'Empire ottoman. Les races. — II. La renaissance des États chrétiens. — III. La renaissance arabe et égyptienne. — IV. Le croisement des influences dans le Levant.

I

L'EMPIRE OTTOMAN. LES RACES

La région des Balkans et du Levant est un des points du monde qui a le plus changé depuis un siècle; il est possible qu'elle change plus encore au siècle nouveau. Pourtant elle avait subi peu de modifications depuis 1453, depuis la prise de Constantinople par le sultan Mahomet II. La conquête turque avait donné une sorte d'unité, au moins politique, aux pays de la Méditerranée orientale.

L'Empire ottoman avait été un des plus grands empires des temps modernes; il s'était étendu depuis les confins de la Perse jusqu'au Maroc, et les pirates d'Alger et de Tunis pendant longtemps n'avaient connu d'autres lois que les siennes. Alors il jouissait, même auprès des puissances chrétiennes, du plus éclatant prestige, elles recherchaient son alliance, il daignait parfois la leur accorder; d'ailleurs il leur inspirait plus de crainte que d'affection.

Alors il ne permettait le commerce des Échelles du Levant qu'à ses amis, et ce fut l'origine de la longue suprématie économique de la France dans ces pays. Mais ainsi les relations de l'Europe avec les Indes étaient à la merci du commandeur des croyants; les chemins en étaient mal commodes et en vérité la domination ottomane dans l'Asie antérieure dressa pendant des siècles une formidable barrière entre l'Europe et l'Inde, coupa les grandes routes jadis ouvertes par Alexandre le Grand, sépara la race indo-européenne en deux tronçons, obligea les marchands de l'Europe à faire le tour de l'Afrique et même le tour du monde pour retrouver les trésors de l'Inde.

La conquête ottomane est, avec la conquête mongolique en Russie, le plus grand triomphe des Mongols sur les Aryens. Les Blancs se trouvèrent pour longtemps refoulés par les Jaunes vers les extrémités occidentales de l'Europe. Peut-être cela contribua-t-il à les porter plus loin vers l'ouest, au delà de l'Atlantique, dans le Nouveau Monde; ainsi il y aurait là le plus considérable déplacement de races dont il soit fait mention dans l'histoire.

Cependant les Turcs n'enfoncèrent pas de profondes racines dans les pays conquis. Ils soumirent les autres races, mais ne les détruisirent et ne les chassèrent point. Ils demeurèrent établis sur les plateaux de l'Asie Mineure, où ils s'étaient fixés dès le moyen âge lorsqu'ils s'étaient mis au service des califes arabes de Bagdad; ils en constituent encore aujourd'hui presque la totalité de la population. La péninsule des Balkans resta surtout peuplée de chrétiens: car il y avait là, au temps de l'invasion turque, des États déjà vivaces, non seulement la Grèce enveloppée de gloire, mais une Serbie qui avait un moment étendu sa puissance jusqu'aux portes de Constantinople, une Roumanie, une Bulgarie qui avait été au ^{xiii}^e siècle assez forte pour détruire l'Empire latin que les Croisés avaient fondé à la place de l'Empire grec. Ces jeunes États furent arrêtés pour cinq siècles dans leur croissance par la conquête turque, comme

la Russie par la conquête mongolique. Il y a de la parenté dans les destinées de la Russie et des autres États chrétiens de l'Europe orientale. Sous la domination des sultans, Grecs, Serbes, Bulgares et Roumains conservèrent leur foi religieuse, d'importantes libertés locales, et ainsi l'espoir d'une renaissance.

De même les populations arabes restèrent en possession des pays de la Mésopotamie, de la Syrie, de l'Arabie, comme de l'Égypte et de la plus grande partie de l'Afrique septentrionale. Elles ne se mêlèrent pas plus que les Chrétiens avec leurs conquérants; car il y a la même différence de races entre les Turcs et les Arabes qu'entre les Turcs et les Slaves ou les Grecs; les Arabes sont un des éléments les plus remarquables de la race blanche; il n'y a de communion entre eux et les Turcs que dans la religion musulmane; ils ont même pour leurs maîtres un mépris profond, car ce sont eux et non les Turcs qui ont fondé l'Islam; ce sont eux et non les Turcs qui ont donné pendant le moyen âge aux pays du Levant les éclatantes civilisations que les Turcs ont été incapables de continuer.

La puissance des Turcs est en effet restée uniquement militaire; ils ont tenu les peuples vaincus sous le joug des Janissaires; mais ils n'ont fait aucun effort pour créer des institutions régulières; ils n'ont été que des conquérants campés sur le pays conquis; ils n'ont même pas cherché à s'établir en Europe; ils n'ont jamais été parmi les populations indigènes qu'une petite minorité étrangère. Or le propre de la puissance militaire est d'être brève; le vainqueur, après la victoire, s'affaiblit dans la jouissance et l'orgueil. Ainsi les Janissaires, la conquête finie, perdirent tout esprit militaire; ils se fixèrent sur les domaines qui avaient été leur part de butin; ils s'amollirent dans la paix oisive, fumant la pipe, assis sur leurs talons, uniquement vigoureux pour la rébellion, renversant les marmites en signe de colère lorsqu'ils avaient à se plaindre du padischah, instruments eux-mêmes de ruine pour l'empire qu'ils avaient conquis.

C'est pourquoi la décadence de l'empire ottoman, comme ailleurs des empires mongoliques, était inévitable; sa faiblesse bientôt visible encouragea les ambitions des pachas turbulents. Il fut travaillé intérieurement par les plus graves causes de dissolution. Il se déchira lui-même. De bonne heure les lointains pays de l'Afrique avaient échappé à son pouvoir, qui fut purement nominal sur les deys ou les beys d'Algérie et de Tunisie jusqu'au moment de l'occupation française; il conserva néanmoins une autorité effective sur la Tripolitaine. L'Égypte se détacha presque complètement sous le pacha Méhémet-Ali et devint une possession héréditaire de sa famille sous la suzeraineté nominale du sultan; ce qui est toujours la condition légale de la vallée du Nil. Les Ouahabites de l'Arabie refusèrent, dès le commencement du xix^e siècle, l'obéissance aux pachas turcs; le sultan a réussi à conserver les villes saintes de l'Islam, la Mecque et Médine et toute la côte de la mer Rouge jusqu'au détroit de Bab-el-Mandeb; mais les tribus arabes de l'intérieur sont indépendantes; elles sont du reste très divisées par leurs rivalités, elles sont revenues à l'état d'anarchie d'où Mahomet les avait tirées.

La Syrie un moment, à la fin du xviii^e siècle, fut comme indépendante aussi, sous un puissant pacha, Ahmed le Boucher ou Ahmed-Djezzar, celui-là même qui défendit victorieusement Saint-Jean-d'Acre contre Bonaparte en 1799. A la même époque, en Bulgarie Pasvan-Oglou, en Albanie Ali Tébéléni, le pacha de Janina, se comportèrent comme des souverains, firent souvent trembler le sultan dans les murs de son sérail. C'étaient les signes extérieurs d'une décomposition où l'Empire ottoman peu à peu s'effondrait.

Rien ne pouvait être plus favorable à la poussée des grandes puissances chrétiennes sur ses frontières. Ce fut une sorte de croisade moderne, dès que sa décadence fut manifeste. L'Autriche se vengea des longues terreurs que les sultans lui avaient inspirées et de leurs tentatives répétées sur Vienne; elle put prendre enfin l'offensive au xvii^e siècle,

et le prince Eugène s'illustra à la reconquête de la Hongrie : les Magyars, d'origine finnoise, étaient parents des Turcs ; mais, convertis au christianisme, ils pouvaient être admis plus facilement parmi les puissances européennes.

Pierre le Grand se souvint qu'un de ses lointains prédécesseurs avait épousé au xv^e siècle une princesse grecque : il imagina d'en revendiquer l'héritage et il prit Azov, mais il lui fallut le rendre quelques années plus tard. Catherine II reprit ce grand dessein et y fut plus heureuse ; elle conquit la Russie du Sud et une grande longueur de côtes sur la mer Noire, avec la Crimée ; elle fonda Sébastopol et Odessa, celle-ci rappelant Ulysse et l'Odyssée, et capable d'exciter l'enthousiasme des Grecs.

Ainsi Autrichiens et Russes, catholiques et orthodoxes, ensemble refoulaient l'Islam vers l'Asie. Ils n'avaient pas que des préoccupations religieuses, ils avaient surtout des ambitions politiques, encouragés par l'importance exceptionnelle des dépouilles à partager, éblouis par les splendeurs incomparables de Constantinople. Ils étaient conscients aussi de l'intérêt qu'ils avaient à atteindre la Méditerranée et les pays du Levant, qui sont la vraie route de l'Inde ; ils prétendaient la rouvrir, les Turcs n'ayant plus la force de s'y opposer. La France, l'Angleterre, se hâtaient par mer vers les mêmes régions qui prenaient désormais une importance universelle. C'était la question d'Orient qui se posait.

II

LA RENAISSANCE DES ÉTATS CHRÉTIENS

La poussée des Russes détermina la renaissance chrétienne dans l'Empire ottoman, plus même qu'ils ne l'auraient sans doute désiré. Car, dans leur intérêt, ils associaient à leur cause tous les peuples orthodoxes de la péninsule des Balkans ; parmi tous ces peuples ils ne distinguèrent pas d'abord la diversité des races, roumaine, serbe, bulgare, albanaise,

grecque ; ils crurent que tous ces peuples, de même religion grecque, pouvaient être rattachés à un même empire slave.

Cette diversité apparut à mesure que ces nationalités distinctes furent dégagées de la domination musulmane. La Russie travailla puissamment à leur indépendance, mais elle n'en profita pas ; même elle ne cessa pas de dresser contre elle-même des rivalités de plus en plus redoutables. Ainsi la péninsule des Balkans prit peu à peu un aspect nouveau. Après la prise de Constantinople, le sultan Mahomet II transforma l'église Sainte-Sophie en une mosquée ; il en fit disparaître les peintures chrétiennes sous un enduit de chaux ; mais à travers les siècles la chaux s'est desséchée, effritée ; elle tombe aujourd'hui par plaques au pied des murs et les peintures chrétiennes reparaissent toutes vives et fraîches. Ainsi sur les ruines de l'Empire ottoman reparaissent plus vivantes les nationalités chrétiennes sur lesquelles autrefois il étendait sa domination.

La Grèce la première, dont la gloire s'était prolongée dans la mémoire des peuples, secoua le joug musulman. Les Russes l'y aidèrent, mais ils n'y furent pas désintéressés ; ils voulaient que la Grèce délivrée eût toujours besoin de leur protection, de leur protectorat ; ils voulaient d'abord qu'elle fût divisée en trois petits États ; puis, lorsqu'elle eut été délivrée, après la bataille de Navarin, par le traité d'Andrinople (1829), ils travaillèrent avec l'Angleterre à l'enfermer dans des limites étroites ; on ne lui donna même pas la Crète. Les grandes puissances craignaient la reconstitution dans la Méditerranée orientale d'un vaste empire grec dont la concurrence politique et économique eût pu être redoutable.

La Grèce ainsi ne comprit d'abord que les îles de l'Archipel, la Morée ou Péloponèse, les montagnes de la Grèce centrale ; elle n'eut pas l'Épire, ni la Thessalie ; il lui fut impossible d'exploiter sur un aussi petit domaine d'importantes ressources agricoles ou industrielles ; elle resta réduite à la culture de ses raisins de Corinthe et de ses olives ; les Grecs

continuèrent de s'adonner au commerce maritime, comme leurs ancêtres, mais la Grèce ne put pas devenir une grande puissance commerciale. C'est ce que ses libérateurs avaient voulu.

Les Anglais gardaient, depuis 1815, le protectorat des îles Ioniennes. En 1863, le premier roi qu'on avait donné à la Grèce, Othon de Bavière, ayant été obligé d'abdiquer, le gouvernement anglais consentit à céder les îles Ioniennes aux Grecs à condition qu'ils choisissent comme roi un prince qui lui fût agréable; les Grecs offrirent la couronne à un prince danois, qui fut le roi Georges I^{er}, et ainsi leur pays fut agrandi des îles Ioniennes, selon la volonté même, bien des fois exprimée, des habitants.

En 1878, lorsque la guerre des Balkans eut décidé le grand démembrement de l'Empire ottoman en faveur de la Serbie, de la Bulgarie, de la Roumanie, du Monténégro, la Grèce demanda sa part de la proie; elle obtint en 1881 la Thessalie, vaste plaine qui lui assure une certaine activité agricole, surtout par l'élevage; c'est le riche pays dont l'antiquité célébrait la fertilité, qui fait contraste avec la sécheresse rocheuse des régions voisines; c'est l'ancienne vallée de Tempé, sur les bords du Pénée (aujourd'hui la Sélembria), au pied de l'Olympe maintenant déserté par les dieux.

Enfin, lorsqu'en 1896 la Crète se souleva de nouveau contre les Turcs, la Grèce prit parti pour elle, se fit battre, mais fut sauvée du désastre par l'intervention des grandes puissances, et la Crète, proclamée autonome malgré les victoires du sultan, fut confiée au gouvernement du prince Georges, second fils du roi de Grèce; après lui, les puissances confièrent au roi Georges le soin de lui nommer un successeur, M. Zaïmis, et elles ratifièrent son choix: ainsi désormais il appartiendra au roi de Grèce de nommer le gouverneur de la Crète; la Crète est donc autonome, sous la suzeraineté du sultan, sous le gouvernement d'un commissaire grec. Situation compliquée qui du moins donne à peu près satisfaction aux intérêts et aux vœux de la Crète et de la Grèce.

C'est un progrès vers la réalisation de ce que les Grecs appellent « la grande Idée », c'est-à-dire vers l'unité politique de la race grecque, vers la reconstitution de la Grèce antique. Or toutes les côtes de la mer Égée sont peuplées de Grecs; même à Constantinople, il y a 300 000 Grecs sur 900 000 habitants; comme au temps de Périclès, il faudrait que la mer Égée fût tout entière une mer grecque. En attendant, Athènes grandit : il y a 2 millions et demi d'habitants en Grèce; il y en a plus de 100 000 à Athènes, 150 000 en comptant le Pirée. Sur la colline de l'Acropole, comme à Delphes, à Mycènes, ou en Crète, la science historique fait revivre les glorieuses ruines du passé, comme une espérance.

Les nationalités slaves des Balkans sont distinctes de la Grèce; elles se sont même souvent montrées ses rivales jalouses.

Le Monténégro est retranché dans des rochers abrupts; il y avait longtemps défendu son indépendance contre les Turcs; il n'avait été soumis qu'au xvii^e siècle; son prince-évêque Danilo, dans la nuit de Noël 1702, fit massacrer les Turcs et leurs partisans et assura encore pour un temps la liberté de son pays. En 1862, les troupes du sultan remportèrent sur les Monténégrins des succès qui parurent décisifs; mais, en 1876, ils prirent part à l'insurrection générale des populations chrétiennes et à la victoire commune; le Monténégro fut indépendant et obtint un débouché sur la mer Adriatique par les deux ports d'Antivari et Dulcigno.

Les Serbes ont eu à la fin du moyen âge d'illustres chefs, notamment Stéphane Douchan, sous lequel la Serbie s'étendit sur la Macédoine et jusqu'aux portes de Constantinople; l'ambition des Serbes parfois puise en ces souvenirs des encouragements. Belgrade avait été prise par le sultan Soliman le Magnifique en 1826, et sa chute avait livré la Hongrie aux Musulmans. Les Serbes restèrent sous le joug des Janissaires jusqu'au commencement du xix^e siècle; à l'époque de Napoléon, dans le grand bruit des guerres qui bouleversaient l'Europe, ils commencèrent de

se révolter sous la conduite de quelques-uns de leurs plus riches fermiers, propriétaires des grands troupeaux de porcs qui ont toujours été une des ressources principales du pays ; ce fut d'abord Kara-Georges, ou Georges le Noir, et après lui Michel Obrenovitch, qui en 1814 fut reconnu par le sultan comme Kniaz ou prince de Serbie. Puis la Serbie profita de la guerre de l'indépendance grecque ; elle obtint alors son autonomie, et les dernières garnisons turques se retirèrent. Plus tard, elle prit part à la guerre des Balkans, et, en récompense, fut agrandie du district de Nisch. Mais elle fut longtemps troublée par les querelles des Karageorgevitch et des Obrenovitch qui se sont pendant tout le XIX^e siècle disputé le pouvoir à travers les drames les plus sanglants, dont le plus tragique fut en 1903 l'assassinat du roi Alexandre I^{er} et de la reine Draga par des officiers du palais. Ce crime donna la couronne à la dynastie de Karageorgevitch. Il faudrait que la Serbie fût arrachée à ces désordres pour se mettre à l'exploitation régulière de son sol ; car les dissensions intestines ont compromis jusqu'ici sa prospérité générale.

La Roumanie représente une autre race ; elle est liée, comme son nom l'indique, au souvenir de la colonisation romaine de l'ancienne Dacie, au temps de l'empereur Trajan ; il y reste de ces temps lointains d'importants monuments. Ainsi les Roumains ne se rattachent pas aux Slaves, au milieu desquels ils sont établis. Dès le XVIII^e siècle, les principautés de Moldavie et de Valachie commençaient de jouir dans l'empire ottoman d'une condition exceptionnelle ; elles étaient gouvernées par des princes grecs, nommés par le sultan, mais sur lesquels la Russie exerçait une sorte de protectorat ; ce fut la première voie de la pénétration russe dans les affaires des Balkans. La Russie contribua encore après la guerre de Crimée à la réunion des deux principautés en une seule, la Roumanie, dont le prince, ensuite roi, fut Charles ou Carol de Hohenzollern. Lors de la guerre des Balkans, la Roumanie donna

à la Russie le concours de toutes ses forces militaires et elle y conquit sa part de gloire; elle n'en fut pas récompensée : la Russie lui prit la Bessarabie, pour pouvoir porter sa frontière au Danube, et en échange de cette belle et riche province, elle ne lui assura que la région marécageuse de la Dobroudja.

La Roumanie a senti amèrement cette déception; dès lors elle chercha son appui auprès des puissances de l'Europe centrale; elle est liée par une convention militaire avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie; ainsi elle est une barrière devant la Russie sur « le chemin de Byzance ». Cependant elle a acquis depuis trente ans une remarquable prospérité; elle a aujourd'hui plus de 6 millions d'habitants; elle est ainsi le plus grand État de la péninsule des Balkans; elle dépasse même en population la Turquie d'Europe. Bucharest, sa capitale, a près de 300 000 habitants. Elle a dans les Carpates de belles forêts et des gisements de pétrole; elle a des prairies sur les pentes des plateaux, notamment en Moldavie; elle a surtout des terres alluviales, le long du Danube, qui sont très fertiles en céréales; elle produit annuellement environ 20 millions d'hectolitres de blé, et elle en exporte pour plus de 400 millions de francs. Elle a aussi beaucoup de maïs, dont elle exporte pour 40 millions de francs. Aussi a-t-on pu la comparer à la vallée du Pô, quoiqu'elle soit moins bien abritée contre les vents du Nord.

La Bulgarie est la dernière venue à l'indépendance, puisqu'elle l'a due à la guerre des Balkans de 1877. Elle a réparé son retard par une extrême activité. Le Bulgare, sur son araba, dit un proverbe, poursuit le lièvre et le prend : l'araba est un lourd chariot, à roues de bois pleines, qui est l'instrument principal du travail agricole en Bulgarie. Le peuple bulgare, en effet, paraît se distinguer par de grandes qualités de patience et de ténacité. Il fut délivré de la domination turque par les Russes, et le traité de San-Stéfano avait stipulé la formation d'une Grande-Bulgarie,

du Danube à la mer Égée, sous le protectorat russe. Les Bulgares ne tiennent pas au protectorat russe; mais ils n'ont pas oublié la Grande-Bulgarie du traité de San Stefano; ils rêvent de la réaliser un jour : c'est leur « grande idée ». Déjà en 1885 ils ont annexé sans coup férir, par la volonté de ses habitants, la Roumélie orientale avec Philippopoli, et la population de la principauté ainsi agrandie atteint aujourd'hui 4 millions d'habitants.

Ils se sont délivrés, non sans peine, de l'influence russe. Dès le lendemain de la guerre des Balkans, ils ont hâté fiévreusement leur éducation militaire, et, en 1883, ils renvoyaient en Russie les officiers instructeurs que le tsar leur avait donnés, non pas d'ailleurs par pur désintéressement. En 1886, le tsar Alexandre III, mécontent de cette politique, ayant forcé le prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, à abdiquer, un jeune ministre bulgare, Stamboulof, s'empara de la dictature, se maintint au pouvoir malgré les menées du parti russe, et fit élire, comme prince de Bulgarie, Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, soutenu par l'influence autrichienne et allemande. Il fut assassiné par ses ennemis acharnés, mais il avait fondé solidement l'indépendance de sa patrie. Depuis, le nouveau prince de Bulgarie a rétabli avec la Russie des relations amicales, et la jeune principauté montre la plus laborieuse activité. Les plateaux des Balkans, qui en occupent la plus grande étendue, sont froids et peu fertiles; mais elle a du bon minerai de fer autour de Sofia, à Samakov; et les vallées rouméliotes de la Maritza et de la Toundja sont chaudes et riches; Kazanlik a d'immenses champs de roses, et tout ce versant méridional des Balkans a les fruits de la zone méditerranéenne. La Bulgarie a un bon port, Varna, un port de guerre neuf, Bourgas; elle est traversée par la grande voie ferrée de Constantinople; elle est entrée dans la grande circulation économique de l'Europe. Elle a même déjà manifesté l'ambition de protéger sa jeune industrie contre la concurrence des produits allemands, et elle a négocié avec la Serbie une union doua-

nière destinée à leur assurer l'indépendance économique nécessaire à achever leur indépendance politique : événement qui peut avoir d'importantes conséquences, si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne parviennent pas à entraver le développement.

Il y a désormais un si grand nombre d'États chrétiens dans les Balkans que les chrétiens qui sont encore sous la domination turque en sont encouragés dans leurs revendications d'indépendance. La Macédoine s'agite incessamment contre le gouvernement du sultan; elle a eu de graves insurrections en 1902 et 1903; les grandes puissances ont dû intervenir pour empêcher les Turcs de recommencer les massacres de 1876; la Russie et l'Autriche-Hongrie se mirent d'accord, par la convention de Mürzsteg (1903), pour imposer au sultan un programme de réformes macédoniennes : l'ordre est maintenu dans cette province par une police internationale, encadrée d'officiers russes, autrichiens, français et italiens, sous le commandement d'un officier général italien; les revenus que le gouvernement tire de la Macédoine par les impôts sont sous le contrôle des grandes puissances. C'est un commencement d'autonomie, et cela rappelle les événements qui ont abouti à l'autonomie de la Crète : la Macédoine ira-t-elle à la Grèce aussi? ou à la Bulgarie? ou à la Serbie? Elle a des populations de toutes ces races, en des proportions difficiles à déterminer parmi les convoitises rivales des États voisins; elle a en outre à Salonique une très nombreuse population de Juifs, originaires de Portugal d'où ils furent chassés par des persécutions religieuses, et de langue française. C'est pourquoi il est possible que la Macédoine reste un État distinct, par le développement des institutions particulières dont l'Europe l'a déjà dotée.

L'Albanie ainsi se trouve complètement séparée de Constantinople. Le sultan prend encore sa garde parmi les Albanais, mais ce n'est pas un lien très étroit entre la Porte et l'Albanie elle-même. Les Albanais se sont convertis en

grand nombre à l'Islam, mais ils sont de la race indo-européenne, proches parents des Grecs. Longtemps ils ont fourni des mercenaires aux rois de Naples qui avaient un régiment appelé Royal-Albanais. Aussi l'influence italienne est-elle puissante parmi eux; par-dessus l'Adriatique, beaucoup d'entre eux vont chaque année prendre du service dans les fermes italiennes de l'Apulie et de la Basilicate; on pourrait percevoir sur la carte une lente infiltration des intérêts italiens par l'Albanie, vers la Macédoine, selon un chemin qui fut tracé par le Sénat romain de l'antiquité lorsqu'il était devenu le maître de l'Illyrie et de toute la péninsule hellénique. Mais aujourd'hui cette voie de l'expansion italienne coupe la voie de l'expansion austro-allemande vers la Méditerranée; il y a là un conflit latent entre les Italiens et leurs alliés, une des formes particulières de la rivalité des Latins et des Germains, vingt fois séculaire.

Quoi qu'il en soit, ces graves questions demeurent à peu près étrangères au sultan; la succession de « l'homme malade » est ouverte; ce sont des dépouilles qu'on se partage.

III

LA RENAISSANCE ARABE ET ÉGYPTIENNE

Après le plus merveilleux éclat, le monde arabe était retombé dans le silence; vers l'époque des Croisades, les califes de Bagdad avaient abandonné la plus grande part de leur puissance aux Turcs Seldjocides, puis aux Turcs Ottomans.

Les Arabes avaient passé vite dans l'histoire, mais ils y avaient laissé une trace extrêmement brillante; les restes en sont encore remarquables dans les mosquées du Caire, ou de Damas et de Bagdad. Bagdad en particulier, grâce aux vertus du bon calife Haroun, grâce surtout aux contes des *Mille et une Nuits*, demeure enveloppée dans la légende

d'une magnifique auréole faite de parfums, de trésors inouis et de poésie : dans le passé, sinon dans le présent, une des villes les plus séduisantes du prestigieux Orient.

L'Orient est fait de contrastes, de couleurs vives et d'ombres profondes; de même son histoire, toute remplie d'empires puissants et de chutes retentissantes. L'Égypte, si grande au temps des Pharaons, avait été à peine un moment réveillée par la conquête arabe, qui fut symbolisée par la fondation du Caire, héritière d'Alexandrie; puis elle s'était rendormie pour des siècles, comme une momie enveloppée de bandelettes, dans l'attente des temps nouveaux annoncés par Osiris; des villages de cabanes grossières, Karnak, Louqsor, étalaient leur misère sur les ruines géantes de la Thèbes aux cent portes, parmi les temples et palais du temps de Ramsès II; les Pyramides, bâties pour défier l'usure des siècles, pourtant s'effritaient; le Grand Sphinx était à moitié disparu. Chaque été, le Nil, avec la régularité fatale des forces de la nature, apportait sur ses deux rives de nouvelles alluvions; il semblait que cet ensevelissement lent, terriblement régulier, fût l'instrument de la mort éternelle à laquelle les dieux avaient condamné l'Égypte; après lui avoir donné la vie et une incomparable grandeur, le Nil jaloux l'engloutissait dans les sables.

L'Égypte fut arrachée au silence mortel auquel elle était résignée par Bonaparte, ou plutôt par les circonstances dont il fut la personnification. Le commerce européen n'avait pas cessé de rechercher le chemin de l'Inde, il l'avait trouvé provisoirement par le sud de l'Afrique; mais il en voulait rouvrir la route directe par la Méditerranée orientale et la mer Rouge, c'est-à-dire par l'Égypte; la décadence des Turcs allait permettre de renverser la barrière qu'ils y avaient un moment dressée.

La campagne d'Égypte de 1798-1799 fut le signal de cette ère nouvelle ouverte au commerce universel. Car, si elle échoua au point de vue militaire, ses résultats pourtant furent importants de deux manières : la fondation de l'Ins-

titut d'Égypte inaugura d'une façon brillante les études d'égyptologie et la découverte de la civilisation pharaonique; et, d'autre part, la question du percement de l'isthme de Suez était désormais à l'ordre du jour.

Champollion le Jeune découvrit en 1822 le secret des hiéroglyphes; il fut dès lors possible de lire les inscriptions innombrables gravées sur le granit des monuments anciens; Mariette retrouva le Serapeum en 1851; puis Maspero explora les ruines de Thèbes, et toute l'histoire des Pharaons thébains : ce fut comme une résurrection, dont la gloire principale appartient à des savants français.

L'Égypte même voulut revivre, non seulement par la science dans le passé, mais parmi les peuples dans le présent. Méhémet-Ali, qui y fut pacha de 1805 à 1848, épousa, a-t-on dit, la pensée de Bonaparte. Il donna à l'Égypte une véritable puissance; il eut une armée et une flotte redoutables; il pensa régénérer l'Islam par les Arabes. Rien de plus curieux à cet égard que la guerre qu'il conduisit en 1832 contre le sultan Mahmoud; les circonstances n'en importent pas : il ne s'agit guère que de la rébellion d'un pacha ambitieux contre son souverain affaibli; mais les victoires en sont caractéristiques. Son fils Ibrahim, comme un nouvel Alexandre ou un autre Bonaparte, conquit en courant toute la Syrie, dispersa devant lui les troupes turques, envahit l'Asie Mineure, et derrière lui les populations arabes se soulevaient, voyaient en lui un protégé d'Allah envoyé sur la terre pour refaire la force musulmane compromise par les Osmanlis, pensaient retrouver la gloire des grands califes de Bagdad. Ce fut un court moment d'enthousiasme; car les puissances européennes protégèrent l'homme malade, dont la maladie favorise leurs desseins, et elles contraignirent Méhémet-Ali à se renfermer en Égypte; du moins il en obtint le gouvernement héréditaire, et ce sont ses descendants qui depuis ont régné au Caire, avec une sorte d'indépendance, du moins à l'égard de la Porte.

Mais l'ouverture du canal de Suez allait faire beaucoup

plus encore pour la grandeur nouvelle de l'Égypte. La Compagnie du Canal de Suez fut fondée par M. Ferdinand de Lesseps en 1859, et les travaux furent commencés aussitôt. L'inauguration eut lieu le 17 novembre 1869; elle fut présidée par l'impératrice des Français, assistée de représentants de tous les souverains de l'Europe. Dès lors le canal fut la plus grande voie commerciale du monde, le trait d'union entre 3 ou 400 millions d'Européens, et 7 ou 800 millions d'Asiatiques. Dès lors l'Égypte était arrachée à son isolement et à son silence séculaires. Le khédivé Ismaïl pensa rappeler le souvenir des plus glorieux Pharaons; le canal de Suez pouvait être comparé aux plus merveilleux travaux de l'antiquité; Ismaïl fit des conquêtes beaucoup plus considérables que celles de Ramsès II lui-même; car bien au delà des grandes cataractes du Nil, il soumit tous les pays du Soudan, au sud de Khartoum, jusqu'aux sources du grand fleuve, qui venait enfin de livrer le secret de ses origines. Ce n'était plus l'Égypte mystérieuse; c'était l'Égypte lumineuse, au cœur de l'ancien continent, toute rayonnante de l'activité des peuples. Elle eut bientôt 10 millions d'habitants, dont 650 000 au Caire, devenu une capitale digne d'un si grand empire.

Elle tomba pourtant encore sous la domination étrangère. Mais les Anglais ont contribué puissamment au développement de sa prospérité nouvelle; et elle est restée pénétrée d'un profond sentiment national, qui élève peu à peu les nouvelles générations au désir de l'indépendance; sans doute le gouvernement anglais aura un jour à compter avec le parti jeune-égyptien; ce n'est pas à dire qu'il ne puisse s'entendre avec lui à mesure que son éducation politique sera plus parfaite.

Il y a des spectacles semblables dans les autres provinces musulmanes de l'Afrique septentrionale. Le Maroc, qui jadis régna sur l'Espagne, aujourd'hui ruiné par l'anarchie, est enveloppé de convoitises; car il est bien placé et il est riche; ce ne sont d'ailleurs que des convoitises européennes,

et il serait difficile d'y noter quelque effort de renaissance nationale.

La Tunisie, sous le protectorat français depuis 1881, reprend l'éclatante prospérité que lui avaient donnée les Romains.

La Tripolitaine est convoitée par les Italiens, comme l'Albanie; elle est le seul reste de la domination du sultan en Afrique, et c'est pour cela qu'elle est le refuge, en ses oasis, des représentants les plus dangereux du fanatisme musulman. Les Senoussis, qui sont la plus importante corporation religieuse de l'Islam, ont le principal foyer de leur action dans l'oasis d'Aoudjilah, au sud-est de Tripoli, derrière l'ancienne Cyrénaïque; ils ont suscité dans le Soudan Égyptien le vaste mouvement mahdiste que l'Angleterre n'a pu vaincre qu'en 1898; leur influence est grande en Asie, à Constantinople, dans l'entourage immédiat du sultan qu'ils obligèrent jusqu'à nos jours à une politique de réaction violente contre les chrétiens.

Ils prêcheraient volontiers, comme aux premiers temps de l'Islam, le *djehad* ou la guerre sainte, la guerre furieuse et irréconciliable contre les Roumis. Est-ce la vraie voie du salut des peuples de l'Islam, Turcs ou autres, actuellement pour la plupart si misérables? Cette voie n'est-elle pas plutôt dans la conciliation avec l'Europe, dans une éducation de civilisation, maintenant que les fanatismes religieux ne sont plus que des anachronismes? Et le mouvement jeune-turc qui bouleverse actuellement Constantinople, n'aura-t-il pas sa répercussion dans tous les pays de l'Islam?

IV

LE CROISEMENT DES INFLUENCES DANS LE LEVANT

Le panislamisme des Senoussis ne paraît pas avoir plus de chances de succès que le panslavisme qui fut en 1877 son plus redoutable adversaire. Abd-ul-Hamid II, qui règne à

Constantinople depuis 1876, en aura été sans doute le dernier représentant sur le trône.

Son avènement avait été d'ailleurs déjà un triomphe de la réaction musulmane contre l'influence européenne; il avait eu lieu en pleine insurrection des provinces chrétiennes de la Turquie, qui servait de prétexte à l'intervention de plus en plus exigeante des grandes puissances; on reprochait à son prédécesseur Abd-ul-Aziz d'avoir été faible devant les prétentions de l'Europe, et Abd-ul-Hamid II fut porté au pouvoir pour y pratiquer une politique opposée.

On répondit aux exigences de l'Europe en accordant aux peuples de l'Empire ottoman beaucoup plus qu'elle ne demandait, toute une constitution calquée sur les plus libérales de l'Occident, avec chambres élues, liberté de la presse, liberté de conscience, instruction universelle, etc., et les Jeunes-Turcs, qui ne connaissaient pas encore le nouveau sultan, espérèrent la complète transformation de la Turquie. Des députés ne furent réunis, une seule fois, que pour protester contre l'intervention de l'Europe qui ne faisait qu'encourager la rébellion, et pour donner une plus grande force à la réaction. Les chefs du parti jeune-turc furent emprisonnés ou obligés de s'enfuir, et Abd-ul-Hamid accepta la guerre que lui déclarait la Russie.

Elle faillit détruire l'empire turc; il y perdit quelques-unes de ses plus belles provinces; jamais il n'avait subi de pareilles épreuves; elles ne firent qu'exaspérer les colères des Musulmans, qui allaient se venger cruellement. En restant longtemps fidèle à la politique de la réaction, le sultan Abd-ul-Hamid a du moins réussi à vivre, protégé par le fanatisme de son entourage, maintenu dans la même voie par la crainte de l'assassinat.

Mais voici que tout à coup le parti jeune-turc manifeste sous nos yeux une vitalité imprévue. Il vient (juillet 1908) de disperser l'entourage fanatique du sultan et de lui imposer la constitution oubliée de 1876. C'est une période capitale qui s'ouvre dans l'histoire de la Question d'Orient

Est-ce le triomphe définitif du parti libéral en Turquie? Et ce triomphe sera-t-il capable de régénérer la race et d'arrêter le démembrement de l'empire? Questions qui peuvent seulement être posées.

Cependant il ne reste plus au sultan que des lambeaux d'empire, qu'il sera sans doute bien difficile d'organiser en un véritable État moderne.

L'Albanie, si éloignée vers l'Adriatique, et la Macédoine, sous le contrôle des puissances européennes et de leur gendarmerie, ne sont plus guère à compter parmi les provinces du sultan. Du moins il est bien le maître à Constantinople, et la proie est si belle qu'elle désespère les convoitises.

Constantinople n'est pas seulement une grande capitale de l'Empire ottoman après l'avoir été de l'Empire grec ou de l'Empire d'Orient; elle est un des points les plus remarquables du monde; elle occupe une situation géographique exceptionnelle, entre la mer Noire et la Méditerranée, entre l'Europe et l'Asie. Elle est dans l'histoire le principal point de contact entre les races asiatiques et les races européennes, entre les Jaunes et les Blancs. Et encore, dans le grand développement économique de notre temps, elle commande l'une des routes les plus importantes de l'Asie, qui sera sans doute la plus importante lorsque les voies ferrées de la péninsule des Balkans se prolongeront à travers l'Asie Mineure. Il n'y a peut-être pas de position qui puisse lui être comparée, au moment où vont s'établir entre l'Europe et l'Extrême-Orient les relations les plus étroites. En effet les deux pôles de l'ancien monde, pour ainsi dire, sont l'Europe occidentale et la Chine : Constantinople mène de l'un à l'autre.

Déjà elle a une grande activité économique; elle est un carrefour de peuples et de marchands; le pont qui mène à Galata est célèbre par la diversité des costumes qu'on y rencontre : c'est un symbole. La Corne d'Or n'a pas tous les aménagements qui conviennent à un grand port, à cause de l'incurie du gouvernement ottoman; elle n'attend pour

prosperer qu'une administration meilleure. Mais si les Turcs ne suffisaient pas à cette tâche, qui donc régnera à Constantinople ?

Dans la Turquie d'Asie, l'autorité de la Porte est un peu mieux conservée. Les Chrétiens d'Arménie ont essayé de réclamer les libertés qui leur avaient été promises par le traité de Berlin ; ils ont été l'objet des plus atroces massacres : ils ont péri au nombre de 150 ou 200 000 victimes. Comme la Russie redoutait pour ses propres intérêts la formation d'une Arménie autonome, qui lui aurait barré la route de la Perse et du golfe Persique, l'Europe laissa faire, et quand l'opinion publique, enfin renseignée, commença de s'émeouvoir, il était trop tard pour rien empêcher. La paix est revenue en Arménie, la paix des cimetières.

L'Asie Mineure, sauf les côtes qui sont grecques, est de population turque ; l'autorité du sultan y est donc plus facilement obéie que partout ailleurs. La Syrie, la Mésopotamie sont de population arabe ; elles se sont comme endormies depuis les derniers califes de Bagdad et les croisades ; elles n'ont fait que végéter dans la misère et l'anarchie, à peine émues un moment par les campagnes de Bonaparte, puis d'Ibrahim-pacha ; elles attendent leur régénération par l'action de l'Europe ; elles attendent une nouvelle période de civilisation, car elles ont eu déjà à plusieurs reprises une grande prospérité, notamment sous les successeurs d'Alexandre le Grand qui régnaient à Antioche et à Séleucie, et surtout sous les califes qui ont eu leurs capitales à Damas et Bagdad.

Voici en effet que l'action économique de l'Europe devient de plus en plus pénétrante dans tous ces pays du Levant ; la vieille barrière dressée par les Turcs sur le chemin de l'Inde est maintenant vermoulue ; on va pouvoir passer.

La France, pendant des siècles, grâce aux Capitulations que lui avait accordées le sultan, avait été la première puissance commerçante de ces pays ; « on ne voyait vaisseau dans le Levant qui ne fût couvert des fleurs de lys. » Elle y

cultive toujours de précieuses sympathies ; et elle y exerce des droits particuliers de protection sur les populations chrétiennes.

L'Angleterre, établie à Gibraltar depuis le commencement du XVIII^e siècle, est devenue au XIX^e siècle, par Malte et les îles Ioniennes, puis Chypre, une grande puissance méditerranéenne ; maîtresse de l'Inde, elle s'assure la disposition de la route du canal de Suez. La question de ses communications avec l'Inde a été pendant tout le XIX^e siècle et demeure encore l'un des termes essentiels de sa politique générale.

La Russie eût voulu atteindre la Méditerranée par les détroits de Constantinople ; l'Angleterre, après Napoléon, le lui a interdit ; elle descend au sud par d'autres chemins, au sud de l'Ararat, par la Perse et par l'Asie Mineure ; elle a beaucoup de moines orthodoxes dans la Syrie et la Palestine ; elle a des marchands en grand nombre et des agents de toutes sortes dans la région du Tigre et de l'Euphrate supérieur.

Mais la plus grande nouveauté de notre temps dans ces pays, c'est la poussée de l'influence et du commerce allemands, depuis Hambourg et Berlin, par Vienne, Belgrade et Constantinople, sur l'Asie Mineure ; c'est la question du chemin de fer de Bagdad.

Ainsi les Slaves, les Latins, les Anglo-Saxons, les Germains ensemble se pressent autour des pays du Levant ; c'est toute l'Europe en marche vers l'Asie.

CHAPITRE IX

LES RUSSES EN ASIE

I. Les Russes et les Mongols. — II. La Perse. — III. Le Turkestan et le Pamir. — IV. Les Russes en Extrême-Orient. — V. Situation générale de l'Asie centrale.

I

LES RUSSES ET LES MONGOLS

Les Russes ont pénétré de bonne heure en Asie, par réaction naturelle contre l'invasion et la domination des Mongols. Ils n'ont jamais cessé d'avoir avec les peuples de race mongolique d'étroites relations : c'est un des phénomènes caractéristiques de leur histoire, et même de leur situation politique actuelle.

Pendant longtemps ils n'ont porté vers l'Est qu'une attention distraite; ils étaient naturellement attirés davantage vers l'Europe centrale et surtout vers Constantinople; entre toutes les mers vers lesquelles ils tendent, les plus proches sont la mer Baltique et la mer Noire; mais elles sont closes de détroits, et s'il était impossible aux Russes de s'emparer des détroits danois, ils espèrent s'ouvrir plus facilement le Bosphore et les Dardanelles. Il leur fallut aussi y renoncer; l'opposition de Napoléon, puis de l'Angleterre, et de nos jours celle de l'Allemagne, les éloigne décidément de Cons-

tantinople : c'est le propre résultat de la guerre de Crimée et de la guerre des Balkans, que d'avoir « décidé la vocation asiatique de la Russie ». En effet, depuis cinquante ans elle y a accompli une œuvre très remarquable.

L'immense plaine qui s'étend de la Germanie à la Chine, de part et d'autre de la mer Caspienne, est un chemin naturel pour les grandes migrations des peuples et les chevauchées barbares; elle longe une série ininterrompue de steppes arides et même de déserts, ceux de la Caspienne, de la mer d'Aral, de la Mongolie proprement dite, dont les peuples sont sans cesse agités de convoitises redoutables aux voisins : c'est le plus grand foyer d'invasions qu'il y ait au monde. Ainsi tout le centre géographique de l'Ancien Continent, Arabie, Turkestan, Mongolie, a produit les plus considérables migrations de l'histoire et donné à la situation politique de l'humanité quelques-uns de ses traits essentiels; mais l'Europe et l'Asie en ont été bouleversées pendant des siècles.

Pendant plus dix siècles, en effet, du iv^e au xv^e de l'ère chrétienne, tous ces pays ont été le domaine d'empires mongoliques successifs, dont les traces y sont demeurées profondes. A des intervalles inégaux d'ailleurs, de puissantes organisations militaires s'y constituèrent qui projetèrent au loin jusque sur l'Europe de terribles expéditions de butin. A mesure que l'Europe se donna elle-même un régime plus régulier, elle fut plus capable d'arrêter les barbares de l'Asie, et leurs entreprises y pénétrèrent moins profondément, puis se renfermèrent dans les pays de l'Orient, comme un flot dont la vague peu à peu se retire du rivage.

Ces envahisseurs, longtemps redoutés comme des monstres vomis par le Tartare — ainsi s'exprimait saint Louis — appartenaient tous à la race jaune : les Huns, les Mongols proprement dits, les Turcs.

Les Huns, les premiers, s'enfoncèrent, grâce à la ruine de l'Empire romain, jusqu'aux extrémités de l'Occident; on retrouve leurs descendants en Hongrie.

Les Mongols de la Bannière Bleue, sous le Tchinguiz-khan et ses fils, s'arrêtèrent aux Carpates. L'immense empire alors s'étendit, au commencement du XIII^e siècle, de la Russie méridionale à la Chine, qui fut soumise elle-même. A la mort du conquérant, il fut partagé entre ses fils : Batou eut l'ouest; il établit la Horde d'or au camp de Saraï sur la Volga et régna longtemps sur la Russie et les pays de la mer Caspienne; puis la Russie chassa les Mongols en attendant qu'elle leur succédât. — Khoubilaï eut l'est, c'est-à-dire la Chine et régna à Péking; Marco Polo, le grand voyageur vénitien, séjourna longtemps dans cet empire et y occupa des fonctions publiques; puis la dynastie nationale chinoise des Ming chassa les Mongols, en attendant la conquête de la Mongolie elle-même. — Houlagou eut le centre, la Mongolie et le Turkestan; Du Plan de Carpin et Rubruquis visitèrent sa capitale, Karakoroum, qui n'est plus qu'une ruine; puis cet empire se démembra lui-même, non pas sans de furieux retours de puissance : Tamerlan régna à Samarcande et conquit tout le pays du Pamir à l'Asie Mineure; en ce temps-là les Turcs conquéraient la péninsule des Balkans; au siècle suivant, en 1519, Bâber, un héritier de Tamerlan, conquit l'Inde et fonda à Delhi la dynastie des Grands Mogols. Puis l'Inde se démembra en nababies et tomba sous la domination européenne; le grand empire du Turkestan se démembra en khanats, dont les uns en Dzoungarie, Kachgarie, tombèrent au pouvoir des conquérants chinois du XVIII^e siècle, dont les autres, Khiva, Boukhara, tombèrent au pouvoir des conquérants russes du XIX^e siècle.

Car la plupart de ces pays, sauf ceux de l'Empire chinois, étaient destinés à la domination russe, qui s'est étendue dans une région à peu près comparable à celle de l'empire du Tchinguiz-khan.

La Russie fut délivrée des Mongols à la fin du XV^e siècle. Presque aussitôt elle commença elle-même l'invasion de l'Asie; c'est au XVI^e siècle que le Cosaque Yermak, franchis-

sant l'Oural, occupa Sibir, sur les bords de l'Irtych, et en fit la première capitale des établissements russes en Sibérie, la première pierre du grand édifice que les Russes allaient y construire.

Cependant ils n'y poursuivirent pas d'abord une politique très constante ni très énergique, ils se contentèrent de prendre peu à peu connaissance du pays et d'ouvrir quelques relations commerciales avec la Chine. Ils eurent bientôt des querelles de frontières avec la Chine, car les limites ne peuvent pas être précises en ces immenses régions de relief tourmenté ou de déserts de sable. Dès le milieu du xvii^e siècle, le gouverneur de la Sibérie orientale, Khabarov, disputait aux mandarins chinois de la Mandchourie septentrionale la vallée de l'Amour, et leur livrait de sanglants combats aux environs de la forteresse d'Albasine. Ces difficultés furent réglées en 1689 par un traité signé à Nertchinsk, qui est aussi une place de cette zone frontière : les Russes y permirent l'insertion de formules protocolaires affirmant la suzeraineté de la Chine sur eux-mêmes et sur le reste du monde; ils renoncèrent à revendiquer l'Amour pour leur limite vers la Mandchourie, et ils laissèrent Albasine aux Chinois. Du moins ils obtinrent des avantages notables pour le commerce avec la Chine; c'est alors qu'ils ouvrirent à travers la Sibérie et la Mongolie la fameuse route du tract; ils fondèrent à la frontière le poste douanier de Kiakhta, qui prit vite une grande activité, surtout par le transit du thé chinois qui fut dès lors l'objet d'affaires très importantes.

En même temps ils achevaient la connaissance de la Sibérie par d'importantes explorations : Behring prouvait la séparation des continents asiatique et américain par la découverte du détroit qui porte son nom (1728). La Pérouse un peu plus tard faisait le tour de l'île Saghaline. Pallas explorait le continent entre la Caspienne et les monts Altaï. Bernardin de Saint-Pierre, l'auteur de *Paul et Virginie*, apportait à Catherine II un projet pour la conquête de Khiva, au bord de la mer d'Aral; mais il ne s'entendit

pas avec le général du Bosquet et dut renoncer à la gloire des conquêtes.

En somme ce n'était là que les lointains préparatifs des grandes entreprises du XIX^e siècle; ce n'était que des ouvertures sur l'Asie : la Sibérie n'était encore pour les Russes qu'un lieu de déportation ou le chemin des thés de la caravane. Les marchands y étaient souvent pillés par les pirates des steppes, les Kirghiz; contre eux Catherine II faisait construire toute une ligne de forts le long du fleuve Oural; elle dressait une barrière entre la Russie et le Turkestan.

II

LA PERSE

Les Persans sont de race indo-européenne; ils sont le trait d'union entre les deux régions qui constituent le domaine essentiel de cette race, l'Inde et l'Europe, les grands rois de l'antiquité, les Cyrus et les Darius, ont étendu leurs conquêtes de l'Inde à l'Europe. Ce fut le plus grand intérêt de la Perse d'autrefois, avant Alexandre le Grand; la Perse moderne reprendra sans doute un intérêt du même genre.

Elle a donc déjà une glorieuse histoire; elle a eu des capitales magnifiques, Suse, Persépolis, que les conquérants macédoniens trouvèrent pleines de trésors et dont les savants de nos jours restituent les palais. Elle a contribué au progrès de la pensée humaine par sa foi religieuse et sa morale. Son illustre philosophe, Zoroastre ou Zarathoustra, écrivit la « vraie doctrine » dans le Zend-Avesta, rédigé d'abord sur des peaux de vache attachées par des fils d'or. C'est la doctrine dualiste du Bien et du Mal.

Elle est née du sol même de la Perse; les vallées qui descendent du plateau de l'Iran sont d'une admirable fertilité, si douces de climat, si riches de tous les arbres fruitiers, que la légende même biblique y place le Paradis terrestre;

mais le plateau lui-même est affreusement désert, brûlé d'effroyables chaleurs, qui le rendent dans sa plus grande étendue infranchissable. Les Persans d'autrefois ne pouvaient admettre que cet enfer et ce paradis fussent l'œuvre d'un même dieu; et ils concevaient l'existence de deux divinités contraires, Ahriman, le dieu du mal, et Ormuzd, ou Ahura-Mazda, le dieu du bien — d'où le nom de *mazdéisme*, sous lequel la doctrine est demeurée connue.

Mais surtout ils surent tirer de cette croyance des conséquences d'une grande valeur morale; ils crurent que le devoir de l'homme sur la terre est de faire reculer Ahriman, c'est-à-dire le désert, et d'accroître sans cesse le domaine d'Ormuzd, c'est-à-dire de la terre fertile où les hommes sont heureux : ils préconisèrent la grande loi du travail : « Celui, dit Zoroastre, qui fait produire le blé à la terre, celui qui éloigne le désert de sa maison, avance la loi d'Ormuzd autant que s'il offrait cent sacrifices ». Il n'est pas possible qu'un tel peuple continue de demeurer inutile au grand travail de la civilisation humaine.

Les Persans sont les seuls Indo-Européens qui aient été convertis à l'Islam; ils le furent par la conquête arabe dès le VII^e siècle de l'ère chrétienne. Pourtant ils ont conservé une certaine originalité parmi les peuples musulmans; les autres sont tous sunnites, c'est-à-dire qu'ils admettent comme loi religieuse, à l'égal du Coran, la *Sunna*, ou les commentaires qui ont été apportés à la doctrine de Mahomet après la mort du prophète; les Persans sont chiites, ils ne connaissent et ils n'appliquent que la loi du Coran, et considéreraient plutôt la *Sunna* comme une hérésie; il faut sans doute chercher la raison de cette discorde dans la différence des races : les Persans y ont gardé une sorte d'indépendance religieuse; on verra qu'ils y ont même cherché une sorte de rapprochement avec le christianisme.

Cependant l'Islam leur a enseigné la résignation, et ainsi la soumission à tous les conquérants qui depuis ont passé sur le plateau; ils ont subi le joug des dynasties guerrières

qui sont nées successivement dans les déserts du Turkestan. Après la dynastie des Sofis, qui fut puissante au xvii^e siècle sur tout le plateau de l'Iran, de l'Afghanistan à la Mésopotamie, et qui a laissé à Ispahan, sa capitale, quelques monuments remarquables, la Perse tomba en 1736 au pouvoir d'un chef de brigands, Nadir-Schah; ce fut un glorieux conquérant, il envahit l'Inde, comme les grands rois d'autrefois; il prit et pillà Delhi; il y massacra, dit-on, 200 000 habitants; il fut le maître aussi du Turkestan; mais son empire ne lui survécut pas. Parmi tous les conquérants de l'Asie centrale, il y eut peu de fondateurs.

Et la Perse en 1779 tomba au pouvoir d'une dynastie turcomane, celle des Kadjars, qui n'a pas cessé d'y régner en sa capitale de Téhéran : Téhéran est la ville des souverains d'origine étrangère, des Turcomans; elle compte peu d'habitants de race aryenne; Ispahan, plus au sud, est au milieu de la population indo-européenne. Dès le règne du schah Feth-Ali, contemporain de Napoléon, la Perse commença de prendre l'importance politique et économique que les événements contemporains semblent lui réserver. Napoléon, qui avait reçu en Pologne, en 1807, un ambassadeur extraordinaire du schah, envoya à son tour à Téhéran la mission du général Gardane : il pensait ainsi faire une diversion sur la frontière sud-est de la Russie, et Feth-Ali, enthousiasmé d'une aussi glorieuse alliance, brûlait de se rencontrer dans Moscou avec le Grand Empereur.

Mais Napoléon ne donna point satisfaction à cette violente amour; il voyait déjà dans la Perse le chemin de l'Inde; il y faisait étudier par Gardane les lignes d'étapes, sur les traces autrefois marquées par Alexandre le Grand; il parlait au tsar Alexandre I^{er} d'une expédition combinée des armées françaises et russes vers les pays du Gange, pour en chasser les Anglais, et il y eut déjà alors, dans l'entourage de Feth-Ali, un conflit d'influence qui annonce d'une façon presque exacte la rivalité anglo-russe qui s'y manifeste aujourd'hui. C'est que dès lors la question des

routes de l'Inde était une des plus importantes questions de la politique européenne.

C'est pourquoi désormais la Perse allait reprendre de l'intérêt pour les grandes puissances de l'Europe; comme l'Égypte, quoique moins brillamment, elle allait sortir de son silence séculaire.

Les Russes, selon la voie que Napoléon leur avait indiquée, cherchèrent à travers la Perse le chemin du golfe Persique et de l'océan Indien. Ils franchirent le Caucase en 1801, en acceptant l'héritage du dernier tsar de Géorgie, Héraclius; les Persans le leur disputèrent; d'où trente ans de guerres, au pied de l'Ararat, dans la vallée de l'Araxe, qui se terminèrent par la victoire des Russes et la constitution de la province russe de Transcaucasie. Respectueux de la force, selon les lois du fatalisme musulman, les Persans se plièrent à l'influence russe, et signèrent avec le tsar de Saint-Petersbourg, en 1855, un « traité d'alliance et d'amitié », qui est bien plutôt un traité de protectorat russe. Depuis, le consul général de Russie à Téhéran a l'autorité d'un résident anglais auprès d'un rajah de l'Inde.

Par là, les Persans furent remis en relations avec les autres Indo-Européens. Le schah Nasr-ed-Din, qui régna de 1848 à 1896, fit de nombreux voyages en Europe, et il en fut de même de son successeur Mozaffer-ed-Din. D'autre part M. et Mme Dieulafoy ont rappelé l'attention de l'Europe sur les gloires antiques de la Perse et, par leurs fouilles à Persépolis, provoqué une sorte de renaissance artistique analogue à la renaissance des monuments égyptiens du temps des Pharaons. M. de Morgan a accompli sur les ruines de Suse des travaux encore plus remarquables et retrouvé sous les restes de cette capitale des Grands Rois les traces d'autres civilisations antérieures.

Peut-être faut-il voir dans ces événements l'explication des mouvements d'opinion et des efforts de régénération qui travaillent la Perse depuis le siècle dernier. Rien de plus curieux à cet égard et de plus important sans doute pour

l'avenir de la Perse que le bábisme. C'est une sorte de réforme religieuse, destinée à ouvrir à ses adeptes la porte (bâb) de la félicité éternelle. Elle fut prêchée par Ali-Mohammed, né en 1812, à Chiraz, dans la Perse méridionale, de population aryenne, et elle eut de grands succès, malgré l'opposition des mollahs, ou des prêtres officiels de l'Islam, soucieux de maintenir l'autorité de la dynastie des Kadjars; car le bábisme eut un caractère national et fut, par quelques-uns de ses traits, une tentative de réaction contre la domination turcomane retranchée à Téhéran. Mais il fut, et il est mieux encore, une doctrine morale destinée à relever l'Islam par les mœurs de l'Occident; il y faut voir évidemment un effet de la parenté des Persans avec les peuples chrétiens de l'Europe, et un retour à l'élévation morale de leurs ancêtres. Il ne s'agit pas d'une renonciation à l'Islam, d'une conversion au christianisme; il y a pourtant dans cet effort un sentiment de protestation contre l'infériorité morale de l'Islam, notamment en ce qui concerne la condition de la femme : le christianisme n'a-t-il pas arraché la femme à l'esclavage où la tenait souvent la société antique ? De même les bábistes ont écouté avec enthousiasme les prédications de la belle Gourret-el-Aïn (lumière des yeux), qui fut l'apôtre le plus dévoué du prophète Ali-Mohammed, qui conquit dans toute la Perse méridionale une popularité dont le gouvernement s'émut, qui fut persécutée et exécutée, et dont la mémoire est pieusement cultivée par les adeptes de la Réforme. Quel qu'en doive être le résultat, il y a là un travail de relèvement moral qui mérite au moins de l'estime.

Il sera soutenu naturellement par le progrès de l'influence européenne vers l'Asie centrale. Car, depuis un siècle environ, depuis Napoléon, la Perse, parce qu'elle est le chemin de l'Inde, est devenue l'un des champs de bataille de la rivalité anglo-russe. Les Russes sont puissants dans la région septentrionale, dans le voisinage de la mer Caspienne; ils poussent leurs voies ferrées de la Transcaucasie

sur Recht et sur Tauris vers Téhéran; la dynastie turcomane des Kadjars leur reconnaît une sorte de suzeraineté, non pas tout à fait autant que les khans de Khiva et de Boukhara. Les Anglais sont puissants sur les côtes, dans le golfe Persique, où ils possèdent les îles Bahrein; le commerce maritime de ces régions est entre leurs mains, et une compagnie anglaise de navigation à vapeur a un service de batellerie sur le Karoun, un affluent du Chat-el-Arab qui descend des plateaux de l'Iran et de la région d'Ispahan. Il y a peut-être une conciliation possible entre ces intérêts jusqu'ici opposés, et la convention du 30 août 1907 entre l'Angleterre et la Russie est une tentative intéressante en ce sens. En tout cas la Perse rentre dans le domaine de l'action indo-européenne; elle est comme son avant-garde en Asie.

III

LE TURKESTAN ET LE PAMIR

Au lendemain de la guerre de Crimée et surtout de la guerre des Balkans, la Russie fit un effort résolu pour étendre sa puissance en Asie; elle fut appelée en Extrême-Orient par l'intervention anglaise et française de 1858-1860 contre la Chine. La France et l'Angleterre eurent beaucoup de peine à arracher au gouvernement de Péking la convention de Tien-Tsin; il y fallut des opérations militaires sur Péking même et notamment la bataille de Palikao.

La Russie profita des circonstances sans coup férir; sous prétexte de médiation, elle engagea avec le gouvernement chinois des opérations diplomatiques parallèles aux opérations militaires de l'armée anglo-française: en 1858, elle obtint le traité d'Aïgoun qui fixa la frontière méridionale de la Sibérie au fleuve Amour jusqu'à ses embouchures; en 1860 elle obtint le traité de Péking qui lui donna toute la province maritime comprise entre l'Oussouri et la mer

du Japon, avec des côtes qui ne sont gelées que pendant trois ou quatre mois, et où elle s'empessa de construire Vladivostok, « le Dominateur de l'Orient ».

Pourtant, à cette date, elle fut surtout occupée de la conquête du Turkestan ; elle y prépara une poussée vigoureuse sur l'Inde, par une sorte de vengeance contre le gouvernement anglais qui alors l'empêchait d'atteindre la Méditerranée. Au reste le Turkestan est tout à fait à sa portée, et sa condition politique en faisait une proie relativement facile à prendre.

Car, depuis la fin du moyen âge, depuis la dissolution de l'empire de Tamerlan, les pays de l'Amou-Daria et du Syr-Daria avaient vécu dans la plus parfaite anarchie ; selon les hasards des combats, ils passaient d'une domination à une autre, et vers le milieu du XIX^e siècle ils se trouvaient partagés entre plusieurs khanats, dont les principaux étaient ceux de Khiva et de Boukhara, et dont les chefs s'enrichissaient de brigandages aux dépens des marchands.

Après la guerre de Crimée, le gouvernement russe envoya le général Tcherniaïef contre les tribus du Syr-Daria, dont les guerriers pillaient souvent les caravanes du voisinage ; ce ne fut d'ailleurs que le prétexte de son action : Tachkent fut prise en 1865, puis en 1868 Samarkand, qui s'honore de posséder le tombeau de Tamerlan et d'avoir été la capitale de son immense empire ; sa chute eut par suite un grand retentissement parmi les populations musulmanes de ces régions ; toute la haute vallée du Syr-Daria fut occupée ; le khan de Boukhara et, en 1873, celui de Khiva, firent leur soumission, reconnurent le protectorat de la Russie ; ils ont été depuis de fidèles sujets du tsar.

Mais il y avait encore au pied du plateau de l'Iran des tribus redoutables, de Turcomans Tekkés, qui barraient le chemin de l'Afghanistan et de l'Indus. Après la guerre des Balkans, la conquête de leur pays fut confiée au général Skobelef. Pour conduire les opérations à travers le désert, il fut assisté du général Annenkof, chargé d'établir derrière

l'expédition la voie ferrée transcaspienne qui la ravitaillerait dans sa marche en avant. Cette conception stratégique alors nouvelle se montra aussitôt profitable ; elle assura au général Skobelev de rapides succès ; le 12 janvier 1881, il enleva d'assaut la principale forteresse des Turcomans, Géok-Tépé ; l'attaque avait été si brillamment menée que le chef des vaincus, Tokma-Sadar, en témoigna son admiration, demanda à servir dans les armées russes, et fut nommé colonel.

Ces victoires eurent d'autres conséquences : Merv, Saraks furent occupées par les Russes ; ils prirent encore Pendjeh, malgré l'opposition des Anglais, qui commençaient de s'inquiéter de cette poussée rapide sur l'Inde (1886). Le conflit fut apaisé ; le gouvernement anglais reconnut les dernières conquêtes que la Russie venait de faire, mais la frontière russe fut désormais fixée par des conventions formelles qui l'arrêtèrent à la crête des monts Hindou-Kouch, à la vallée supérieure de l'Amou-Daria et au plateau de Pamir : gigantesque borne que ce « Toit du Monde » où se rencontrent, à la hauteur des neiges éternelles, les avant-postes des Russes et des Anglais.

Dès lors l'expansion russe est barrée par d'énormes montagnes ; elle n'atteindra pas aisément la mer libre. Du moins la Russie possède désormais au delà de la mer Caspienne de très riches vallées, qui font contraste avec les déserts du voisinage ; la haute vallée du Syr-Daria, qu'on appelle le Fergana, est d'une merveilleuse fertilité ; elle est couverte de grandes villes dont la rapide croissance ressemble à celle des villes-champignons de l'Amérique du Nord, Andidjan, Namangan, Marghilan, Khodjent, Khokand, et la grande cité de Tachkent, la capitale de tout le gouvernement russe du Turkestan, qui compte aujourd'hui plus de 150 000 habitants. La vallée du Zerafchan, par Samarkand et Boukhara, est à peu près aussi riche ; Merv est une oasis que les proverbes du pays appellent le « Grenier de l'Asie centrale ».

On trouve en toutes ces vallées tous nos arbres fruitiers, dont la plupart en sont originaires ; les Russes y essaient la culture de la vigne, celle du coton, et ils ont déjà obtenu des résultats encourageants. Mais, en somme, ces pays n'auront jamais une grande valeur par eux-mêmes ; leur situation physique et leur histoire en font le chemin de l'Inde ; il n'est pas possible que l'expansion russe s'arrête à ce cul-de-sac ; elle gagnera les bassins de l'Indus et du Gange, non pas peut-être par les armes, mais par les voies ferrées.

Le Transcaspien, inauguré par le général Annenkof, a déjà un magnifique développement. D'Ouzoun-Ada, sur la mer Caspienne, il passe au bas du plateau par Géok-Tépé et Merv ; puis il franchit l'Amou-Daria sur le pont monumental de Tchardjoui ; il dessert Boukhara, Samarkand ; à l'entrée du Fergana, il est rejoint par une nouvelle voie qui vient d'Orenbourg sur l'Oural, et il atteint aujourd'hui Andidjan au fond de la vallée du Syr-Daria, au pied des cols des Thian-Chan, qui conduisent au Turkestan chinois. C'est un tronc qui attend ses rameaux vers la Chine et vers l'Inde. C'est le chemin des grandes invasions du moyen âge ; désormais il s'agit surtout d'invasions économiques.

IV

LES RUSSES EN EXTRÊME-ORIENT

En 1860, la Russie avait fondé Vladivostok ; mais elle n'y avait pas aussitôt porté des soins pressants, à cause de l'éloignement, à cause surtout de ses préoccupations vers les Balkans ou vers le Turkestan.

A partir de 1890, la force grandissante du Japon attira son attention vers l'Extrême-Orient ; elle put craindre déjà de n'y pouvoir atteindre la mer libre. La guerre sino-japonaise de 1894-1895 révéla la faiblesse de la Chine et enhardit les ambitions autour d'elle. Le Japon vainqueur s'attribua,

par le traité de Shimonoseki, non seulement Formose, mais la presqu'île de Liao-Toung et Port-Arthur, enfermant ainsi Vladivostok dans les détroits de Corée, compromettant l'avenir de l'expansion russe vers le Pacifique.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne le permit pas. Il s'allia avec la France et l'Allemagne pour chasser le Japon du continent, et le Japon fut obligé de renoncer à la possession de Port-Arthur.

Dès lors toutes les puissances européennes, et notamment la Russie, se hâtèrent de procéder au « dépècement » de la Chine pendant qu'elle était encore faible et avant que le Japon ne pût s'y opposer. C'est ce qu'un historien de ces événements, M. Henri Cordier, a appelé la « curée ». La Russie pressa les travaux du Transsibérien ; il était alors à peu près construit jusqu'à Irkoutsk, et il paraissait devoir être utile essentiellement à l'exploitation des richesses de la Sibérie, de ses bois et de ses mines d'or. La Russie demanda à le faire passer à travers la Mandchourie et à le continuer de là sur Péking même ; il devenait ainsi une voie importante de pénétration en Chine.

Puis lorsqu'en 1897 l'empereur allemand eut saisi Kiao-Tcheou, le gouvernement russe demanda à la Chine, pour assurer l'équilibre de son démembrement, la presqu'île de Liao-Toung et Port-Arthur, justement les fruits de la victoire du Japon en 1895. Il fit assitôt de Port-Arthur un port de guerre formidable ; sous prétexte d'organiser la surveillance du chemin de fer, il envoya de nombreuses troupes en Mandchourie ; il l'occupa militairement comme s'il y devait demeurer. Cette lourde pression de la Russie et des autres puissances européennes fut la cause principale de la sanglante insurrection des Boxeurs en 1900 ; elle fut écrasée par une armée internationale, et le joug des « diables étrangers » s'appesantit sur la pauvre Chine. Il sembla qu'elle ne serait plus bientôt qu'une colonie de l'Europe.

Mais le Japon n'avait pas perdu le souvenir des événements de 1895 ; il nourrissait contre la Russie un ardent

sentiment de vengeance, et il s'armait. C'était aussi pour lui une nécessité économique absolue que de pouvoir étendre son influence sur le continent ; il a une population nombreuse de 43 millions d'habitants, surtout serrée dans ses provinces du sud ; elle ne produit pas assez de riz pour sa consommation, il lui faut en faire venir de la Chine et de l'Indo-Chine ; elle a une grande activité industrielle, à laquelle il faut des débouchés tout aussi bien qu'à l'industrie européenne.

Et enfin les Japonais sont animés d'un très vif patriotisme, fait d'amour-propre national et de la conscience orgueilleuse qu'ils sont le premier peuple de la race jaune et qu'ils ont la très haute mission de la défendre contre les entreprises des Blancs. En un mot ils ont une puissance matérielle et des forces morales qui les rendent très redoutables.

La Russie en fit l'expérience, mais c'est une leçon qui porte sur toutes les autres puissances de l'Europe et de l'Amérique. Aveugle sur le danger qui la menaçait, la Russie s'établissait tranquillement en Mandchourie ; même elle pénétrait en Corée, elle exploitait des bois sur les bords du Yalou ; elle s'installait à Masampho, à l'extrémité méridionale de Corée, en face du Japon et de son arsenal Saseho ; elle pensait en faire un port de guerre, d'où elle eût dominé les mers de l'Extrême-Orient et donné la loi au Japon.

Quand, par son alliance avec l'Angleterre, le Japon eut d'avance circonscrit le terrain de la lutte et réduit la Russie à ses seules forces, il entama avec la Russie des négociations, pour l'obliger à limiter ses prétentions ; elle traîna les choses en longueur, et parut ne pas prendre au sérieux les dispositions belliqueuses de son adversaire.

Elle fut brutalement réveillée de son insouciance méprisante. Le Japon rompit avec elle et, le 8 février 1904, commença la destruction de la flotte russe de Port-Arthur. Port-Arthur investi fut obligé de capituler le 1^{er} janvier 1905. Les armées russes de Mandchourie ne furent pas plus

heureuses ; elles furent victimes de l'impéritie de leur gouvernement et de la vigueur méthodique des troupes japonaises ; elles furent battues à Liao-yang, à Moukden. La dernière flotte de la Russie, venue de la mer Baltique, fut toute écrasée ou prise à la bataille de Tsou-shima, dans le détroit de Corée, entre Saseho et Masampho : symbole des conséquences principales que ces victoires allaient avoir pour le Japon, la domination sur la mer voisine et le pouvoir d'intervenir sur le continent.

En effet la paix qui fut ménagée à Portsmouth, aux États-Unis, par la médiation du gouvernement de ce pays, renferme une série de clauses qui en font l'événement le plus considérable des dernières années : le Japon s'empara de la moitié de l'île Saghaline, de la presqu'île de Liao-toung avec Port-Arthur, du protectorat de la Corée ; ainsi il allait jouer un rôle considérable dans les affaires de la Chine. Par contre la Russie fut écartée de la Mandchourie, obligée de l'évacuer tout entière, rejetée en Sibérie de l'autre côté du fleuve Amour ; ainsi ce n'est pas par cette voie que dès lors elle pourra pénétrer en Chine ; c'est la faillite du grand dessein qu'elle poursuivait depuis une quinzaine d'années. Enfin et surtout la Chine depuis s'éclaira du magnifique exemple du Japon ; elle veut se refaire à son image ; elle sera rapidement capable de repousser elle-même toutes les prétentions des puissances européennes ; les Jaunes dès lors seront de taille à lutter contre les Blancs : c'est un des moments les plus graves de l'histoire des hommes.

V

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ASIE CENTRALE

Ainsi se détermine en des traits précis la condition actuelle de l'Asie centrale. Elle a une sorte d'unité physique : c'est une immense plaine favorable aux lointaines chevau-

chées; c'est une longue ligne de déserts dont les populations pauvres et rudes convoitent naturellement les trésors des fertiles régions du voisinage.

C'est le domaine des Mongols. Parmi eux, les Chinois se sont toujours tenus à l'écart; cantonnés de bonne heure dans les riches vallées du Hoang-ho et du Yang-tsé-kiang, ils ont facilement obéi à la loi de la résignation que leur enseigna le bouddhisme; par là ils ont eu des destinées distinctes, et par les pillages qu'ils ont subis souvent de la part des autres Mongols ils en sont venus à les considérer comme des ennemis; ils se sont retranchés derrière la Grande Muraille. La plupart des autres Mongols, et notamment les Turcs, sont devenus musulmans; le fatalisme qu'enseigne l'Islam en peut faire aussi aisément des conquérants ou des esclaves.

En effet, en laissant de côté la Chine, dont la carrière historique sans doute n'est pas finie, le temps actuel manifeste un recul à la fois des Mongols et de l'Islam devant la colonisation européenne; la race est refoulée de l'ouest à l'est, des Balkans à l'Asie Mineure, et du nord au sud, de l'Oural à l'Iran. Quelques-unes de ses principales tribus sont soumises à la domination européenne, les Kirghiz, la plupart des Turcomans; les Turcs Ottomans eux-mêmes sont-ils bien tout à fait indépendants? Il semble que la grande race des Mongols soit peu à peu ramenée aux montagnes de l'Asie centrale, d'où elle est sortie au moyen âge.

C'est surtout l'œuvre des Russes: par eux la race slave, avec la religion orthodoxe, pénètre le long du Baïkal et de l'Amour, dans la Transcaucasie et l'Arménie, dans les vallées hautes du Turkestan; elle est la principale personnification de la civilisation européenne en Asie.

La Russie, désormais, n'occupe plus une situation importante en Extrême-Orient; elle n'y a jamais eu de nombreux colons, à si longue distance de l'Europe; et le Japon est un obstacle redoutable, une autre Angleterre à l'autre extrémité de l'ancien continent. Mais elle peut encore agir

puissamment sur la Chine en y pénétrant directement par Ourga dans la Mongolie, ou par Kachgar dans le Turkestan chinois, au bout des voies ferrées qu'elle a si hardiment jetées à travers son empire : ce sont là justement les anciennes voies des invasions.

Elle a une inclination plus naturelle sans doute et plus populaire vers la Méditerranée et Constantinople ; ce fut, pourrait-on dire, sa politique de magnificence ; mais elle y a rencontré l'opposition invincible de l'Angleterre, et aujourd'hui elle s'y heurterait en outre aux intérêts et à la grande influence de l'Allemagne. Il y a peu de chances pour qu'elle en puisse triompher avant longtemps, car ses rivales ont des ressources économiques supérieures.

C'est pourquoi l'axe véritable de son activité est dans le Turkestan et la Caucasic, vers la Perse et l'océan Indien. Elle y exercera une poussée peut-être irrésistible lorsqu'elle aura achevé son organisation économique et sociale, fixé les termes de sa constitution intérieure, aménagé les ressources de son sol. Par l'Asie centrale, elle touche aux plus puissants foyers de population et de civilisation qu'il y ait au monde, l'Europe, l'Inde, la Chine. Il ne se peut pas qu'elle ne soit mêlée intimement à leurs destinées ; c'est une loi qui est écrite sur la carte.

Est-ce à dire que ces pays, qui déjà ont été tant troublés par les invasions barbares, le seront encore par des guerres plus terribles, faites d'aussi ardentes convoitises de butin ? Certes il se rencontre en ce terrain des rivalités redoutables, il s'y agite de dramatiques querelles. Mais les relations de l'avenir, avec ou sans la guerre, seront le plus souvent dès relations économiques ; les chemins de fer sont les instruments de l'impérialisme contemporain. On voit déjà se dessiner à travers l'Asie Centrale la voie de Tachkent à Péking par Kachgar, ou la voie de Bakou à Hérat et Lahore. La Russie est la mieux placée de toutes les grandes puissances du monde.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE X

LA FRANCE

I. Les caractères politiques de la France. — II. Situation économique de la France. — III. Les entreprises coloniales de la France. — IV. La politique française.

Les peuples latins occupent la plus grande partie des pays de la Méditerranée, qui leur donne une sorte d'unité. Ils sont les plus vieux de l'Europe, et, sauf la Chine et l'Inde, du monde entier; ils ont le bénéfice d'une longue éducation et de plusieurs âges successifs de civilisation, par l'antiquité, le moyen âge, la Renaissance. Ils parlent des langues sœurs, toutes issues du latin; ils ont subi l'influence profonde de la discipline romaine et catholique, et ont conservé ainsi une grande parenté intellectuelle et morale.

I

LES CARACTÈRES POLITIQUES DE LA FRANCE

La France est la nation la plus importante du groupe latin dont elle est prise souvent comme une personnification.

Elle est demeurée marquée par l'action de la Rome

impériale ; la Gaule n'était qu'un assemblage informe de tribus rivales et querelleuses, lorsque la conquête de Jules César et le gouvernement des empereurs lui imposèrent l'unité politique et firent des Gaules chevelues la *Gallia*. Elle fut déjà alors prospère et riche ; elle se couvrit de routes commerciales, elle eut de grandes cités ; elle en a conservé des monuments remarquables qui y demeurent le signe de ce premier âge de civilisation. Mais elle fut ensuite ravagée par les invasions germaniques ; elle fut peuplée, surtout dans les provinces septentrionales, par de nombreuses familles germaniques, et elle resta au pouvoir des Francs, auxquels elle dut son nom.

Ainsi, d'une part, elle fut formée par l'esprit d'autorité et par la puissante discipline romaine, qui la soumit ensuite à la doctrine catholique et à la monarchie absolue de droit divin. C'est dans les lois romaines, dans les ordonnances impériales, que les légistes de la royauté capétienne retrouvèrent les principes monarchiques qui devinrent, pour des siècles, jusqu'à la Révolution, le credo politique de la France, religion qui pendant longtemps n'y connut pas d'infidèles. Mais, d'autre part, sous le régime des rois Mérovingiens et Carolingiens, elle sentit vivement l'action des tendances individualistes de la Germanie ; les barbares de la forêt hercynienne, qui, pour faire du butin dans l'empire romain, s'organisaient en bandes, ne connaissaient que les liens d'homme à homme et n'avaient de chefs que dans la bataille ; les leudes mérovingiens, les comtes carolingiens conservèrent leur indépendance individuelle à l'égard des rois, furent sous les rois faibles des souverains dans leurs fiefs, noyèrent un moment l'idée monarchique dans le chaos féodal. Ainsi la France, pendant quatre ou cinq siècles, vécut dans les cadres de la féodalité ; elle ne manqua pas d'en subir une influence ineffaçable. Par là, sous la monarchie même, elle conserva inconsciemment la doctrine de la liberté ; elle y trouva la force de détruire l'absolutisme devenu ruineux, elle put recevoir les enseignements du

régime politique lentement élaboré par l'Angleterre; elle adopta le régime parlementaire qui lui parut la meilleure garantie de la souveraineté nationale, et par ce long détour rempli d'épreuves elle revint au principe démocratique sur lequel étaient fondées les petites Républiques de l'antiquité; elle fit l'expérience laborieuse de son application à une grande nation. Elle a donc, dans sa carrière de plus de vingt siècles, par l'éducation de Rome et l'action de la Germanie, reçu à la fois des principes d'ordre et de liberté. Ses caractères politiques sont une combinaison de l'autorité romaine et des antiques libertés germaniques; elle fut à ses origines le lieu de rencontre de la civilisation méditerranéenne et de la barbarie venue d'au delà du Rhin; elle n'a pas cessé de compléter son éducation classique par des influences étrangères; c'est une explication de son rôle universel.

Ce sont les tsars autocrates qui ont « rassemblé » la terre russe; c'est la monarchie absolue qui a rassemblé les diverses provinces éparses dans le système féodal et qui a préparé l'unité matérielle de la France. Le domaine primitif de la monarchie capétienne fut le noyau du royaume : autour de l'Île-de-France, qui fut pour la France ce que la Cité est pour Paris, les Capétiens directs, notamment Philippe-Auguste et saint Louis, réunirent la Champagne, la Normandie, l'Anjou, la Touraine, le Poitou, le Languedoc, le Lyonnais : ce fut l'œuvre du XIII^e siècle, à la sortie des temps féodaux; les Valois, dont Louis XI fut le plus grand, réunirent la Picardie, la Bretagne, la Guyenne, la Provence, le Dauphiné, la Bourgogne : cette œuvre remplit surtout le XV^e siècle; enfin les Bourbons, au XVII^e et au XVIII^e siècle, achevèrent la formation territoriale de la France en réunissant l'Auvergne, le Béarn, le Roussillon, la Flandre, l'Artois, l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté.

Mais c'est la Révolution qui a fondu toutes ces provinces en une nation. Dès le début, l'Assemblée Constituante en sent la nécessité et elle dissout les provinces en une

poussière de départements; c'était un retour à l'unité de l'époque gallo-romaine inspiré de l'éducation classique que l'esprit français recevait depuis la Renaissance. Les épreuves de la guerre contre l'Europe trempèrent fortement la nation nouvelle dans un sentiment patriotique si vigoureux qu'il fut aussitôt invincible : c'est au cri de « Vive la nation ! » que les volontaires de Valmy répondirent à la canonnade prussienne, que les soldats de l'an II conquièrent la Belgique et la frontière du Rhin. La centralisation napoléonienne, si manifestement inspirée de la puissante hiérarchie administrative de l'Empire romain, malgré ses défauts et ses excès, compléta à cet égard l'œuvre de la Constituante et de la Convention, acheva de faire de la France la plus forte nationalité qui soit au monde.

C'est pourquoi la mutilation qu'elle a subie au XIX^e siècle a été si cruelle. Les traités de Paris de 1814 et de 1815, qui, après la chute du premier Empire, ont enlevé à la France les conquêtes révolutionnaires, ses frontières dites « naturelles », et l'ont ramenée à sa situation territoriale de 1792, ne l'ont pas, à proprement parler, mutilée; les pays rhénans, anciens électors de Trèves et de Mayence, et la Belgique, anciens Pays-Bas autrichiens, n'étaient pas des morceaux de France. Mais le traité de Francfort en 1871 a été autrement douloureux; dès lors la France n'est plus entière, elle est mutilée, dans toute la force de l'expression, et le mal dont elle souffre fait souffrir l'Europe d'un malaise inguérissable.

A travers cette longue histoire, la France a passé naturellement par divers régimes politiques; elle a subi surtout la formidable épreuve de la Révolution où sombrèrent, avec la monarchie absolue, les privilèges de l'ancien régime, où furent proclamés les principes de la société moderne, qui valent d'ailleurs pour tous les autres peuples. Puis la tourmente révolutionnaire et impériale apaisée, une des grandes « époques » de l'histoire des hommes, après vingt-cinq ans de guerres, la France ramassa en quelques géné-

rations, de 1815 à nos jours, toutes les expériences du passé, comme pour en tirer la leçon nécessaire.

Elle eut encore la monarchie de droit divin qui, malgré les institutions parlementaires fondées par la Charte, essaya, surtout avec Charles X, de « restaurer » les privilèges de la noblesse et du clergé. Elle ne put ramener le pays à l'ancien régime et fut renversée par la Révolution de juillet 1830, qui rendit à la France les bénéfices de la Révolution de 1789.

Alors la monarchie de juillet fut un essai laborieux pour instaurer la prépondérance de la bourgeoisie, de l'ancien tiers état qui avait dirigé la première Révolution. Il parut qu'ainsi le principe monarchique serait fondé sur une base plus large que celle de la royauté de droit divin qui ne s'appuyait plus que sur la noblesse et sur le clergé. Cette royauté bourgeoise habitua la France au fonctionnement des institutions parlementaires, mais elle ne fut que le gouvernement d'une classe; quoiqu'elle fût symbolisée par le drapeau tricolore, elle ne fut pas une royauté nationale; un cens électoral très élevé réserva le droit de vote à environ 200 000 Français seulement; elle ne voulut rien faire pour atténuer les premières misères sociales nées du machinisme. Elle ne résista point à la poussée démocratique et succomba en quelques heures le 24 février 1848.

La seconde République fonda définitivement le régime démocratique par le suffrage universel; son expérience manquée de socialisme d'État par les ateliers nationaux détourna d'elle la population ouvrière; elle ne voulut rien faire non plus pour résoudre la question sociale. Surtout, en confiant le pouvoir exécutif à un Président de la République élu au suffrage universel, elle donna à Louis-Napoléon Bonaparte tous les moyens de la dictature. Cette seconde expérience du pouvoir personnel fut plus désastreuse encore que la première.

Enfin, après un siècle de révolution, la France se donna une constitution, celle de 1875, qui n'est plus fondée sur

des abstractions, comme quelques-unes des précédentes, qui est une application réaliste des leçons accumulées dans les dernières générations.

La France contemporaine a gardé la forte centralisation administrative qu'elle doit surtout, du moins dans ses traits principaux, aux institutions du Consulat; on y retrouve les traces de son éducation romaine, renouvelée par le régime impérial qui a tant de ressemblances avec le gouvernement des empereurs romains.

Elle a repris, après ses malheureuses expériences plébiscitaires, le régime parlementaire que ses derniers rois avaient emprunté pour elle à l'Angleterre; il fut reconstitué par la majorité conservatrice de l'Assemblée Nationale de 1871 qui en tenait la tradition de la monarchie de juillet. Elle s'est donc fixée à un régime démocratique parlementaire; des leçons de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme elle a gardé l'égalité politique comme l'égalité civile, avec le suffrage universel, expression de la souveraineté de la nation tout entière.

Elle est trop étendue et la société contemporaine est trop complexe pour que la nation exerce directement sa souveraineté par la loi; la nation délègue sa souveraineté à des représentants, et l'on s'efforce d'obtenir que cette représentation soit le plus exacte possible; car elle comporte actuellement des imperfections si l'on se place au point de vue de l'égalité de tous les concitoyens : ainsi au Sénat les villes ne sont pas représentées dans la même proportion que les campagnes; une ville de 100 000 habitants n'a que 20 électeurs sénatoriaux; 20 villages de 500 habitants chacun, soit un total de 1000 habitants, en ont autant. Il en est de même pour les élections de la Chambre des députés : certains députés sont élus avec 1 200 à 1 500 suffrages; à d'autres, dans les circonscriptions très populeuses, comme dans certains quartiers de Paris, il faut, pour être élus, parfois plus de 20 000 voix.

Quoi qu'il en soit, la Chambre et le Sénat, constituant

le Parlement, sont ensemble dépositaires de la volonté nationale; ils l'expriment par la loi, et ils exercent en son nom un contrôle incessant, et souvent même mesquin, sur tous les actes du pouvoir exécutif. Car le Président de la République est élu par le Congrès des deux Chambres, et les ministres choisis par lui sont responsables de tous leurs actes devant le Parlement.

La constitution de 1875, révisée en 1884 par la suppression des sénateurs inamovibles, a fonctionné depuis trente ans avec une grande régularité, malgré les luttes souvent ardentes des partis. Tout d'abord, pendant une vingtaine d'années, la représentation nationale a été partagée presque exactement en trois grands partis, les conservateurs attachés aux régimes déchus, les opportunistes ou républicains modérés et les radicaux; les coalitions des conservateurs avec les opportunistes ou avec les radicaux eurent pour conséquence une extraordinaire instabilité ministérielle et une stérilité de résultats presque absolue.

Depuis 1890 environ, la politique du ralliement, recommandée aux conservateurs par le pape Léon XIII, les a rapprochés de quelques républicains modérés. D'autre part le parti socialiste grandit et compta un grand nombre de sièges à la Chambre des députés; il se forma un parti radical-socialiste, qui servit naturellement de trait d'union entre les socialistes et les radicaux. Ainsi peu à peu la nation et le Parlement en sont venus à se partager entre deux grands groupes politiques, d'une part les conservateurs ou les partisans de la conservation sociale, d'autre part ceux qu'on devrait appeler les progressistes ou les réformistes, en d'autres termes les partisans des réformes sociales plus ou moins profondes. Ces distinctions correspondent à la différence naturelle des intérêts, de ceux qui possèdent et de ceux qui n'ont rien, ou de ceux qui possèdent plus et de ceux qui possèdent moins; elles correspondent aussi à la différence des tempéraments, plus ou moins timorés ou hardis; elles sont le produit normal de l'évolution politique, où

il est possible de noter un effort vers l'amélioration constante des conditions de la vie pour tous, vers une organisation meilleure de la cité humaine.

II

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Toute la vie de la nation n'est pas dans la politique et dans les querelles des partis. La valeur économique de la France est grande aussi.

L'activité agricole y domine, comme dans les autres pays latins, comme dans les anciennes civilisations dont elle descend et qui ne connaissaient pas la grande industrie. Elle a cependant quelques ressources industrielles, comme les pays germaniques auxquels elle touche vers le Nord.

Son sol se prête aux travaux de l'agriculture. Elle a de hautes montagnes, et notamment le relief très étendu du Massif central et de la Bretagne est fait de roches granitiques, schisteuses ou volcaniques, qui ne conviennent guère qu'à l'élevage; mais elle a de larges bassins dont la fertilité naturelle est remarquable, le bassin de la Saône ou de la Bourgogne, qui n'est pas grand, mais dont le sol est singulièrement favorable à des cultures variées; le bassin aquitain, d'un climat doux, et même chaud, largement ouvert aux influences bienfaisantes du climat océanique; le bassin de Paris, le plus grand des trois, qui comprend le bassin de la Seine, celui de la Somme et le bassin moyen de la Loire; les vents d'ouest qui soufflent sur la Manche y entretiennent une humidité constante et un climat qui convient à la culture des principaux fruits de la région tempérée.

Par là, par l'harmonie de ses montagnes et de ses vallées, par la proportion presque égale de ses régions continentales et de ses régions maritimes, par sa situation surtout au milieu de la zone tempérée de l'hémisphère boréal, la

France présente la plus grande variété d'aspects et de ressources.

Elle a des forêts, dans les Alpes, dans les Pyrénées, dans le Jura, dans l'Auvergne, même dans ses plaines, les forêts d'Orléans, de Compiègne, de Rambouillet, de Fontainebleau. Elles n'ont pas toujours été bien aménagées; dans les montagnes en particulier un déboisement inconsideré a produit de véritables désastres; on travaille depuis quelques années à un reboisement méthodique qui a déjà donné quelques résultats.

Elle a des prairies, où l'on élève quelques races estimées : dans le centre les bœufs du Charollais ou du Nivernais; dans l'ouest les chevaux du Perche, les vaches de Normandie et de Bretagne, ailleurs des chevaux lorrains ou tarbais; du nord au sud de la France, des moutons dans la Champagne, dans le Berry, dans les Causses. Elle a du lin et du chanvre dans l'ouest et dans le nord. Elle a une grande production de betterave à sucre, 1 million de tonnes de sucre en 1905, comme la Russie, c'est-à-dire un peu moins que l'Autriche-Hongrie, presque la moitié de l'Allemagne; la plus grande partie de cette production vient du département de l'Aisne, puis du Nord, de la Somme, du Pas-de-Calais et de l'Oise. Elle produit annuellement 41 millions de tonnes de pomme de terre, venant ainsi après l'Allemagne (36 millions en 1904) et la Russie (25 millions).

Elle a surtout le pain et le vin, qui sont les sources essentielles de sa richesse et de son alimentation, pour lesquelles elle n'a pas besoin de l'étranger. Elle produit en moyenne 115 millions d'hectolitres de blé par an, sans compter 90 millions d'avoine, 15 millions d'orge, 21 millions de seigle, 10 millions de maïs; sa seule production en blé représente une valeur de 2 milliards de francs. Du reste ce blé reste en France où tout le monde mange du pain; la consommation annuelle du pain en France est de 250 kilogrammes par individu; en Allemagne, elle est de 80, en Russie de 60, même en Angleterre de 170 seulement.

La Russie et les États-Unis produisent plus de blé que la France, respectivement 225 et 200 millions d'hectolitres; mais elle tient le premier rang pour la production du vin, 66 millions d'hectolitres en 1904, plus 7 millions d'hectolitres en Algérie; l'Italie n'atteint que 35 millions et l'Espagne 20; elle en exporte annuellement pour plus de 200 millions de francs.

Ainsi le blé et la vigne sont les principaux instruments de la fortune et du bien-être de la France, les garanties de son avenir économique. La population agricole l'emporte toujours sensiblement sur la population ouvrière: elle est des deux tiers de la population totale, c'est une proportion inverse de celle de l'Allemagne; et la France demeure, parmi les grandes nations de l'Europe, une nation de paysans. Le paysan français a de grandes qualités de travail et de prévoyance; la richesse nationale est en lui; il couvre les pays étrangers des produits de son épargne.

La France a une moindre population ouvrière, parce qu'elle a de moindres ressources industrielles; elle a un peu de houille autour du Massif central, dans les bassins du Creusot, de Saint-Étienne et d'Alais; elle n'y trouve que 7 ou 8 millions de tonnes; heureusement par ses départements du nord elle participe aux richesses houillères qui se trouvent à la base du système hercynien; elle a l'extrémité occidentale des bassins qui font la fortune de la Belgique et de la Westphalie; elle trouve dans le bassin de Valenciennes, jusqu'à Lens, 22 millions de tonnes de houille par an. Elle a au total une production houillère de 34 millions de tonnes. Elle est très inférieure aux États-Unis (320 millions), à l'Angleterre (230 millions), à l'Allemagne (150 millions); elle vient d'ailleurs aussitôt après ces trois puissances; mais tandis qu'elles exportent de la houille, l'Angleterre pour 670 millions de francs par an, l'Allemagne pour 350, la France en doit importer 14 millions de tonnes, c'est-à-dire pour environ 150 millions de francs.

Elle a ses principaux centres industriels à Saint-Étienne,

au Creusot, à Lille, et aujourd'hui surtout dans le département de Meurthe-et-Moselle, grâce à sa grande richesse en minerai de fer, 6 millions de tonnes sur les 7 millions de la production totale de la France.

Il est permis aussi de fonder quelques espérances sur l'emploi de la houille blanche, c'est-à-dire sur l'exploitation des chutes d'eau par l'électricité; les chutes d'eau des Alpes et du Jura ont déjà commencé d'y attirer quelque activité industrielle; il est possible que les grands centres économiques du pays s'en trouvent dans quelque temps déplacés vers le sud et le centre; mais il est trop tôt pour en calculer les résultats.

Le commerce de la France est le produit des conditions précédentes. Elle a le plus beau réseau de routes qu'il y ait au monde, et il y faut voir sans doute une des raisons de l'extraordinaire développement de l'industrie des automobiles. Elle a au contraire un système de canaux et de voies navigables tout à fait insuffisant; il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour en éprouver l'impression très nette. Il y a d'importants canaux dans la région du Nord, aussi dans la région de l'Est, en général autour du bassin de Paris où ils ramènent toute l'activité de la navigation intérieure; mais on n'a encore presque rien fait pour aménager la navigation de la Loire, un beau fleuve inutile; on ne se sert pas du canal du Midi, de l'œuvre remarquable de Riquet, qu'il faudrait au contraire approfondir et élargir; il n'y a pour ainsi dire pas de navigation sur le Rhône, et la fortune de Marseille demanderait une grande voie d'eau qui amène à la Méditerranée les richesses de la vallée de la Saône et de tout le bassin de Paris. La France a un système de voies ferrées à peu près suffisant, bien que d'une compagnie à l'autre il souffre de quelque incohérence.

Mais elle jouit d'une situation commerciale incomparable; elle a de longues côtes sur la mer du Nord et l'océan Atlantique, en face des îles Britanniques et de l'Amérique, en relations faciles avec toute l'Europe septentrionale; elle a le

magnifique couloir de la Saône et du Rhône qui devrait être la plus grande voie commerciale de tout le bassin de la Méditerranée. Elle a été longtemps, du *xvi^e* au *xviii^e* siècle, la plus grande puissance marchande de cette mer, et grâce aux Capitulations obtenues du sultan, elle exerça dans les ports du Levant une sorte de monopole. De redoutables concurrences lui sont nées au *xix^e* siècle de la production de la houille : l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis l'ont emporté sur elle; par là elle a perdu un grand nombre de clients. Actuellement le commerce des États-Unis est de 14 milliards de francs, celui de l'Allemagne de 17 milliards et demi, celui de l'Angleterre de 22 milliards, tandis que celui de la France n'est que de 10 milliards et demi; il se défend souvent par la qualité contre les énormes quantités de marchandises mises en circulation par ses rivaux. Mais après ses désastres de 1870, à cause de l'infériorité de sa production industrielle, la France aurait traversé une crise économique bien plus grave encore, si elle n'avait pas trouvé dans son expansion coloniale des débouchés certains et nécessaires.

III

LES ENTREPRISES COLONIALES DE LA FRANCE

La France avait perdu, par l'impéritie de Louis XV, le grand empire colonial qui lui avait été constitué au Canada et dans l'Inde par Richelieu et Colbert; les ambitions excessives de Napoléon lui avaient été encore funestes à cet égard : elle avait perdu en 1802 Saint-Domingue victorieuse dans sa révolte, la Louisiane vendue aux États-Unis, la plupart de ses Antilles et l'île de France que les Anglais appelaient désormais l'île Maurice. Du grand effort des siècles passés, il ne lui restait plus que ses cinq comptoirs de l'Inde, le Sénégal, l'île Bourbon que nous appelons l'île de la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique,

une Guyane, les îles Saint-Pierre et Miquelon avec le monopole de la pêche au grand banc de Terre-Neuve.

Sauf les dernières, ces colonies appartiennent toutes à la zone tropicale; la France en tire du riz, du café, du sucre, du tabac, des épices. Elles sont riches pour la plupart; la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique sont particulièrement prospères; on se souvient pourtant que le 8 mai 1902 la Martinique a été ravagée par une terrible éruption de la Montagne Pelée, qui détruisit la ville de Saint-Pierre et fit 40 000 victimes. Les Antilles, comme toute l'Amérique Centrale, sont souvent dévastées par les éruptions volcaniques et les tremblements de terre.

Mais tous les gouvernements français au XIX^e siècle ont travaillé à la fondation d'un nouvel empire colonial. La conquête d'Alger en 1830, trois semaines avant la Révolution de Juillet, fut « le dernier bienfait de la monarchie » : elle mit fin à la piraterie musulmane qui désolait le commerce de la Méditerranée, et elle engagea brillamment la France dans une carrière où elle allait peu à peu reprendre une place remarquable.

Louis-Philippe consacra tout son règne à l'achèvement de la conquête de l'Algérie et à la destruction de la puissance redoutable d'Abd-el-Kader; ses fils s'y illustrèrent tous, Orléans, Nemours, Aumale, Joinville; c'est le duc d'Aumale qui prit la smalah d'Abd-el-Kader en 1843; c'est entre ses mains qu'Abd-el-Kader se déclara prisonnier en 1847; ce n'est pas seulement le gouvernement de Louis-Philippe, c'est sa famille même, qui conserve l'honneur d'avoir donné à la France le bel empire de l'Afrique du Nord.

Napoléon III obtint la soumission des Berbères de la Kabylie et commença de donner à l'Algérie une organisation méthodique; mais il couvrit le monde entier de ses entreprises impériales; l'expédition du Mexique échoua misérablement, bien qu'il en eût fait « la plus grande pensée du règne » : il pensait y fonder un empire latin, capable de

soutenir les États latins de l'Amérique du Sud, et de disputer aux Anglo-Saxons la suprématie du Nouveau-Monde; il lui fallut renoncer à ce grand dessein lorsque les États-Unis l'invitèrent à rappeler ses troupes et que la Prusse eut bouleversé l'Allemagne par sa victoire de Sadowa.

Il fut plus heureux dans d'autres directions : par la situation de la France en Algérie, par la fondation du royaume d'Italie, par l'expédition de Syrie, et surtout par l'œuvre capitale du canal de Suez, il exerça sur la Méditerranée une incontestable suprématie. A ce moment Faidherbe commençait de donner une grande valeur au Sénégal, par la pénétration vers le cours supérieur du Niger.

Plus loin, au delà du canal de Suez, dans les pays de l'Extrême-Orient, si l'Angleterre l'empêcha de tirer de l'expédition de Chine des profits particuliers, du moins il établit la domination française en Cochinchine, aux bouches du Mékong; il s'assura le protectorat du Cambodge, et la mission Francis Garnier marqua le long du Mékong les voies de la pénétration dans les riches provinces de la Chine méridionale. C'était déjà de la grande politique coloniale.

La troisième République a développé toutes ces promesses. Après dix ans de recueillement, nécessaires à la reconstitution de ses forces épuisées par la guerre de 1870, elle fut lancée dans la politique « mondiale » par Jules Ferry dès 1881. Dans le temps où l'Allemagne, si puissante par ses récentes victoires, enrichie par une énorme indemnité de guerre, gouvernée par Bismarck, négligeait de chercher à travers le monde les débouchés indispensables à son industrie, la France récemment écrasée, parmi les difficultés de l'organisation de son régime intérieur, reconstituait en quelques années un empire colonial considérable : Jules Ferry redoutait pour elle « un Sedan économique », si elle ne s'assurait pas par des colonies une clientèle nouvelle pour remplacer celle que l'industrie allemande allait partout lui disputer; il avait une qualité qui n'appartient

qu'aux grands hommes d'État, beaucoup d'avenir dans l'esprit. Il le manifestait encore dans le même temps par son œuvre scolaire.

En 1881, il prévint en Tunisie les entreprises de l'Italie et y établit la domination française. Dans son second ministère, en 1883-1885, après une lutte très rude et par instants dramatique contre la Chine, il fit faire la conquête de la plus grande partie de l'Indo-Chine par l'amiral Courbet : en quatre ans seulement il donna à la France un véritable empire.

Depuis, dans la même voie, d'autres progrès ont été faits, et la France a pris le second rang, après l'Angleterre, parmi les puissances mondiales. Il est intéressant de définir cette situation.

L'Indo-Chine française est à elle seule un vaste empire auquel le grand fleuve du Mékong donne aujourd'hui une forte unité; elle a environ 700 000 kilomètres carrés, et est peuplée de 18 millions d'habitants; elle en pourrait sans doute nourrir beaucoup plus, car elle a des ressources très variées : le Cambodge et la Cochinchine aux embouchures du Mékong, le Tonkin avec l'immense delta du Song-koï ou fleuve Rouge, sont des pays d'alluvions; ils sont dans la zone tropicale, ils sont chauds et humides, et si par là leur climat n'est pas favorable à l'Européen, ils produisent d'abondantes moissons de riz. Ils en exportent pour plus de 400 millions de francs, notamment au Japon qui est surpeuplé et ne produit pas assez pour sa propre consommation. D'autre part l'Annam et le Laos sont des plateaux de 500 à 4000 mètres d'élévation moyenne; ils sont de climat tempéré et sain; ils ont des cultures avantageuses en café, tabac, et ils sont en partie couverts de forêts de bambous et de bois précieux.

La France y est voisine du royaume de Siam, sur lequel elle a repris la plus grande partie de l'ancien royaume du Cambodge, ainsi qu'il résulte de la convention de mars 1907 qui annexe aux possessions françaises les provinces de

Battambang et d'Angkor. Angkor notamment a de remarquables monuments de l'ancienne civilisation cambodgienne des Khmers, qui se rattache par quelques caractères à la civilisation des Hindous. La science française l'étudiera, la restaurera peut-être, comme elle a fait pour la civilisation des Pharaons d'Égypte.

Par l'Indo-Chine, la France est surtout voisine de la Chine; elle pénètre par le fleuve Rouge et par des voies ferrées récemment construites dans la province du Yun-nan, riche en minerais, et dans le fertile bassin du Yang-tse-kiang supérieur; elle occupe sur la côte du Kouang-toung un bon port, Kouang-tchéou-ouan; elle a de grands intérêts économiques dans toute la région méridionale de la Chine jusque vers Canton; elle y jettera d'autres chemins de fer. Il sera nécessaire d'organiser à travers ce riche pays une pénétration pacifique; il sera intéressant de chercher à établir l'harmonie entre la civilisation française et la vieille et si curieuse civilisation chinoise. Il est impossible de mesurer les avantages d'une pareille conciliation.

Cependant la situation de la France est plus importante, et surtout plus sûre, en Afrique. Sur le chemin de l'Extrême-Orient, Madagascar et l'île de la Réunion sont des stations infiniment précieuses. Mais elles ont, et notamment Madagascar, un autre intérêt. Les côtes sont chaudes et humides; elles peuvent produire en abondance les fruits de la région tropicale, et il y a déjà dans la région de Tamatave, et dans celle de Majunga, d'importantes cultures de riz, de canne à sucre, d'épices. Le plateau, au contraire, est assez élevé pour jouir d'un climat tempéré, favorable aux Européens; c'est la zone des prairies, où paissent des bœufs, et qui pourra prendre quelques caractères des pampas de l'Amérique du Sud; elle a aussi du minerai d'or et de la houille; elle est enveloppée d'une ceinture de forêts dont les essences variées fourniront d'excellente matière à l'ébénisterie. Mais ce sont là surtout des promesses; c'est à peine si la France a commencé d'établir à travers le

pays les voies d'accès nécessaires; elle a encore des efforts à faire même seulement pour assurer l'ordre. La colonisation a quelque développement autour de Tamatave, et le long de la côte orientale jusqu'à la baie de Diégo-Suarez; elle gagne lentement du terrain en arrière de Majunga, en remontant la vallée du Betsibouké qui vient du centre du plateau. Mais ce sont encore des débuts bien modestes. Madagascar, plus grande que la France, 542 000 kilomètres carrés, est peuplée seulement de 2 000 000 d'habitants, ce qui représente une densité de 4 habitants par kilomètre carré. On voit ce qu'il y a à faire pour l'exploitation normale de la grande île.

Au nord-ouest de l'Afrique, la France dispose d'un immense empire. En dehors de l'Algérie et de la Tunisie, il comprend une partie de la zone équatoriale avec le Congo français et le Haut-Oubanghi, 1 600 000 kilomètres carrés, peuplés de 8 millions et demi d'habitants; ce fut la conquête de Savorgnan de Brazza; il y fonda la domination de la France sur l'affection des indigènes, qui fait plus pour la solidité des empires que les armes les plus perfectionnées. Il y a, le long de l'Ogooué, de la Sangha, de l'Oubanghi, d'épaisses forêts de caoutchouc, nourries d'humidité, comme dans l'Amazonie, par les énormes pluies quotidiennes qui caractérisent ces climats; il y a aussi quelques cultures de café; mais là aussi les voies commerciales manquent, et, par exemple, pour gagner le territoire du Haut-Oubanghi, les marchandises françaises empruntent le chemin de fer de l'État Libre du Congo qui aboutit à Léopoldville. Il y a encore ici beaucoup à faire.

Le Soudan français a ses débouchés côtiers en Guinée par le Dahomey, la côte de l'Ivoire avec Grand-Bassam et Bingerville, les Rivières du Sud avec le port actif de Konakry, et enfin le Sénégal avec Saint-Louis et Dakar; il comprend la plus grande partie de la boucle du Niger jusqu'à Tombouctou, la cité mystérieuse où le drapeau français flotte depuis 1894, et il s'étend vers l'est au nord du Sokoto

jusqu'au rivage septentrional du lac Tchad. Trois grandes missions d'explorations ont achevé en 1901 l'unité territoriale de cet immense pays : la mission Gentil, partie du Congo inférieur; la mission Joalland-Meynier, d'abord commandée par les capitaines Voulet et Chanoine, partie du Sénégal; et la mission Foureau-Lamy, partie de l'Algérie; leur concentration sur les bords du lac Tchad fut un des plus grands événements de l'histoire coloniale de la France. Il ferma, pour ainsi dire, l'ère de l'occupation territoriale pour ouvrir celle de l'exploitation.

C'est un domaine de 4 millions de kilomètres carrés, peuplé de 12 millions et demi d'habitants. Il appartient à la région tropicale; ainsi il a deux saisons tranchées, la saison chaude et pluvieuse, la saison froide et sèche; dans la plus grande partie de ce pays, les herbes qui poussent abondamment sous la pluie d'été meurent pendant la sécheresse, et la végétation forestière ne peut pas y avoir la vigueur qu'elle a dans la zone équatoriale; c'est une vaste prairie naturelle, qui correspond par la latitude aux savanes des États-Unis et qui pourra produire des ressources semblables.

D'ailleurs le Niger moyen a de la ressemblance avec le Mississipi, avec moins de puissance; dans la saison chaude, il couvre d'une bienfaisante inondation, comme un autre Nil, une large étendue de sa vallée, notamment aux environs du lac Deboë; on a comparé ce pays à l'Égypte, pour les produits dont il est capable; il est seulement plus difficile d'accès. Car la question des voies de communication est presque partout à l'heure actuelle celle qui offre l'intérêt le plus pressant; le chemin de fer qui part de Saint-Louis et de Dakar remonte le Sénégal par Médine et Bakel; il n'atteint pas encore le Niger à cause du relief accentué de sa vallée haute; une voie plus facile est celle qui va bientôt réunir le port de Konakry au Niger supérieur par Dinguiray; elle sera d'abord le véritable débouché du Niger sur les côtes françaises, car le fleuve, qui possède un magni-

fique bief navigable depuis Bammakou, subit en entrant dans la Nigeria anglaise les hautes chutes de Boussa, et quoique d'après les traités sa navigation soit libre, quoique la France ait à son embouchure des établissements commerciaux à Badjibo et sur la rivière Forcados, il est évident que la grande route du Soudan aura la direction de l'est à l'ouest depuis le lac Tchad, en empruntant tout le cours moyen du Niger, pour aboutir par une sorte de delta de voies ferrées à Dakar et à Konakry. Ce serait la route perpendiculaire aux routes du Sahara.

Car le meilleur lot de notre empire colonial est dans cette merveilleuse Afrique mineure qui, aux portes de Marseille, en face des bouches du Rhône, s'offre naturellement aux entreprises de la France. Elle est encore toute pénétrée des souvenirs de Carthage et surtout de Rome; elle a eu dans le passé une prospérité qui est le gage de l'avenir. Il s'en faut d'ailleurs encore de beaucoup qu'elle ait repris la splendeur qu'elle avait au temps des Romains.

Pourtant le protectorat français en Tunisie a déjà produit des résultats appréciables. La Tunisie est riche en oliviers, en orangers, en vignes. Elle est peuplée de 4 800 000 habitants, dont 170 000 à Tunis, parmi lesquels il y a 25 000 colons français et 80 000 colons italiens; il est vrai que les premiers, qui représentent une masse considérable de capitaux, détiennent la plus grosse part de la fortune dans la Régence de Tunis.

Surtout, en laissant au bey une réelle autorité sur les indigènes, la France a institué avec lui un système de gouvernement dont l'expérience est jusqu'ici heureuse; c'est une sorte de conciliation entre les Arabes et les Français, une pénétration réciproque de l'une et de l'autre civilisation, ou plutôt une tentative intéressante d'assimilation et de culture de la race arabe, si fine et si intelligente.

L'Algérie est en pleine prospérité, notamment depuis une cinquantaine d'années. Sur une superficie de 650 000 kilomètres carrés, elle a près de 5 millions d'habitants; le Tell seul,

c'est-à-dire la côte méditerranéenne, a une population assez serrée et des ressources variées. Les plateaux, qui occupent une très grande étendue entre les deux lignes de l'Atlas, n'ont qu'une herbe maigre que paissent des troupeaux de moutons poussés par les nomades selon des « parcours » réguliers; la culture de l'alfa y a aussi quelque importance. Le Tell est beaucoup plus riche; il a quelques mines de fer aux environs de Bône, il a une grande quantité de chênes-lièges; il produit l'olivier, la vigne, dans des conditions très avantageuses; il a des fruits et des primeurs; ses ports, de Bône et Philippeville à Oran et Arzeu, en passant par Alger, font un commerce actif, qui, en dix ans, de 1893 à 1903, s'est élevé de 400 à 650 millions, et qui a fait encore dans ces dernières années de rapides progrès. On peut concevoir une plus grande prospérité de l'Algérie, mais dès aujourd'hui elle est assez grande pour que l'on puisse soutenir qu'aucune puissance européenne ne possède, auprès d'elle, une aussi belle colonie; elle est bien vraiment le prolongement de la France.

Le Maroc, avec ses 800 000 kilomètres carrés peuplés seulement de 7 millions d'habitants, dont 150 000 à Fez, est encore un champ ouvert à toutes les convoitises et à toutes les compétitions rivales des puissances européennes, qui y entretiennent actuellement une anarchie savante. Cependant la Conférence d'Algésiras (mars 1906) lui a donné, au moins provisoirement, une organisation quasi-légale. L'Allemagne elle-même a dû y reconnaître à la France une situation spéciale, en lui confiant, ainsi qu'à l'Espagne, le soin d'établir dans les ports une police efficace, en lui attribuant une part plus grande dans la constitution de la Banque du Maroc, et en lui laissant toute liberté d'action du côté de la frontière algérienne. Le Maroc reste ouvert au commerce international, à la libre concurrence, et l'Allemagne, qui n'a pas les débouchés coloniaux qui lui seraient nécessaires, y fait de grands efforts de pénétration économique; mais la France est mieux placée qu'elle, et sans

doute, sur ce terrain aussi, elle gardera la première place.

Désormais, dans cet immense empire africain que la France a laborieusement conquis pendant le siècle dernier, la question des voies commerciales a une importance exceptionnelle; elles seules peuvent lui donner une réelle unité économique, malgré les enclaves gênantes de l'Angleterre et de l'Allemagne, notamment la Nigeria et le Cameroun. Les lignes de caravanes, par haine des Chrétiens, se sont détournées, depuis la conquête de l'Algérie, vers le Maroc et vers la Tripolitaine; mais les chemins de fer ne tarderaient pas à ramener au centre, sur Alger et vers Marseille, tout le commerce du Sahara. Actuellement, en dehors de la ligne du Tell, qui demeure parallèle à la Méditerranée, de Tunis à Constantine, Alger et Oran, les plateaux sont traversés par deux voies ferrées: celle du Sud-Oranais est jusqu'ici la plus importante, car, à cause de la turbulence des tribus marocaines de la frontière, elle répond à d'impérieux besoins stratégiques; elle atteint aujourd'hui l'oasis de Figuiq et elle a son terminus un peu plus au sud, à Béchar; l'autre, qui de Constantine passe à Batna et s'arrête à Biskra, se trouve ainsi à l'entrée du Sahara, au point de départ de quelques caravanes qui vont vers El-Goléa et Tombouctou. Il se pourrait aussi que la ligne de Tunisie par Sousse, Sfax et Gabès, se trouve encore mieux placée pour le commerce à travers le désert. Quel qu'en soit le départ, une voie transsaharienne sera nécessaire pour faire pénétrer l'influence économique de Marseille et de la France même jusqu'au Niger et au lac Tchad, jusqu'au cœur des Indes Noires.

Au total la France règne aujourd'hui sur un empire de 50 millions d'habitants, ce qui fait avec elle-même une population de 90 millions d'habitants. A côté de la France, et notamment en face d'elle en Afrique, il y a une autre France, une plus grande France, précieuse au développement industriel et commercial de la métropole, au rôle mondial qui lui appartient.

IV

LA POLITIQUE FRANÇAISE

L'expansion coloniale a beaucoup contribué à relever la France de ses désastres; devenue une des plus grandes puissances du globe, il a bien fallu de nouveau compter avec elle.

En 1870, vaincue dans des conditions particulièrement malheureuses, elle demeurait en outre isolée; la politique de Napoléon III avait détourné d'elle comme à plaisir les amitiés les plus naturelles; après avoir fondé l'Italie, elle n'avait pas su en conserver l'appui; elle lui avait obstinément refusé Rome qu'elle réclamait comme sa vraie capitale. Elle n'avait même pas su aider l'Autriche à se venger de Sadowa, et l'Empereur était entré dans la guerre contre la Prusse persuadé qu'il n'avait pas besoin d'alliance pour vaincre.

Après la défaite, il était difficile de reconstituer autour de la France un cercle d'alliances; on ne s'allie pas avec les vaincus: « Le pauvre empereur! s'écriait Victor Emmanuel II à la nouvelle de Sedan; mais je l'ai échappé belle! » Pendant vingt ans environ, de 1870 à 1890, pendant que l'Europe demeurait silencieuse devant l'hégémonie allemande, devant la toute-puissance du prince de Bismarck, appuyé d'abord sur l'alliance des Trois Empereurs, puis sur la Triple, la France reconstitua ses forces, couvrit sa frontière de fortifications, et s'enferma avec dignité dans le long isolement où l'Europe la tenait.

En 1875, Bismarck, la craignant encore et l'estimant trop vite relevée, prétendit lui interdire l'organisation des quatre bataillons de ses régiments et menaça d'une autre guerre. La Russie et l'Angleterre intervinrent, déjà inquiètes de la prépondérance prussienne, et Bismarck, pendant une dizaine d'années, daigna ne pas montrer les

dents. En 1887, ayant besoin de faire voter des crédits extraordinaires pour l'armée, il agita habilement le spectre de la France aux Vosges; un commissaire français de Pagny-sur-Moselle, M. Schnœbelé, ayant été attiré à la frontière voisine par son collègue allemand, y fut brutalement arrêté; l'alerte fut très chaude. Le gouvernement français garda son sang-froid, exposa devant l'opinion publique européenne toutes les circonstances de l'affaire, eut facilement gain de cause par sa loyauté, et obligea le gouvernement allemand à relâcher son prisonnier.

La même année, des intrigues allemandes portaient au trône de Bulgarie le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, malgré l'opposition de la Russie. Celle-ci, qui avait déjà perdu au congrès de Berlin les bénéfices de la guerre des Balkans, fut très émue de cette constante et sournoise opposition de l'Allemagne à ses intérêts; elle s'aperçut enfin que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient ses plus redoutables rivales dans la péninsule des Balkans; elle commença de se rapprocher de la France.

L'alliance franco-russe fut la première manifestation extérieure du relèvement de la France; elle fut aussitôt solide, par le besoin que les deux puissances avaient l'une de l'autre pour contrebalancer la suprématie de l'Allemagne inquiétante pour l'équilibre européen. Elles y trouvèrent la satisfaction immédiate de leurs intérêts : la Russie emprunta en France les capitaux nécessaires à la construction du Transsibérien et à l'organisation de sa puissance en Extrême-Orient; la France retira de ses placements en Russie des intérêts avantageux. Elle commença d'entretenir avec la Russie des relations commerciales plus étroites, profitables à l'exportation de ses produits manufacturés; Dunkerque en particulier y gagna beaucoup; on peut d'ailleurs désirer des relations plus actives encore, car la Russie est toujours une province de l'industrie allemande, puisque sur un chiffre total de 1 milliard et demi de francs d'importations en 1903, il y avait 614 millions de

machines et de laines allemandes, à quoi on ne peut guère opposer qu'environ 70 millions de francs de vins importés par la France.

L'alliance franco-russe perdit tout à coup de son prix dès le début de la guerre de Mandchourie; on a pu dire que la France elle-même avait été vaincue à Moukden. Mais déjà d'autres combinaisons compensaient cet affaiblissement momentané de la Russie et prouvaient la remarquable souplesse de la diplomatie française; ce fut l'ouverture d'une nouvelle phase dans l'histoire diplomatique de la Troisième République.

Le nouveau roi d'Italie Victor-Emmanuel III et la reine Hélène vinrent à Paris en visite solennelle. Le chancelier allemand, prince de Bulow, affecta de n'être pas jaloux de ce « tour de valse ». Le président Loubet ensuite fut chaudement accueilli à Rome, et ce fut un second tour de valse; depuis, les meilleures relations n'ont pas cessé d'exister entre la France et l'Italie, et c'est comme une renaissance des glorieux souvenirs de Magenta et de Solférino.

La guerre de Mandchourie commença en février 1904; le 8 avril 1904, la France et l'Angleterre signaient une convention où d'un seul coup elles réglaient tous leurs petits différends coloniaux et jetaient les bases d'une entente cordiale qui ne tarda pas à jouer un rôle considérable dans la politique internationale, car elle se complète de l'ancienne amitié anglo-italienne, de rapports cordiaux entre l'Angleterre et l'Espagne dont le jeune roi Alphonse XIII a épousé une nièce du roi d'Angleterre Édouard VII. Ainsi se constitue peu à peu autour de la France et de l'Angleterre un accord des puissances méditerranéennes, qui a fait ses preuves à la conférence d'Algésiras; d'ailleurs, en défendant les droits spéciaux de la France contre les prétentions de l'Allemagne, ces puissances défendaient leur propre situation dans la Méditerranée contre une concurrence redoutable et hardie, et c'est ici une communauté d'intérêts qui fait la solidité de leur union.

Ainsi la France, appuyée sur l'alliance russe toujours aussi forte et sur l'entente cordiale avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, peut jouer un rôle considérable dans toutes les grandes affaires politiques de ce temps. Elle exerce une influence naturelle dans la Méditerranée; elle n'a rien pu faire pour empêcher les massacres d'Arménie, et son abstention au milieu de cet horrible drame demeure infiniment regrettable; mais elle a contribué très heureusement à l'autonomie de la Crète, et avec les autres puissances méditerranéennes, elle en prépare lentement l'annexion à la Grèce selon la volonté de ses populations.

Ailleurs le gouvernement français a offert maintes fois ses bons offices pour la solution des plus graves conflits : en 1898, à l'Espagne, écrasée par les États-Unis, il proposa sa médiation, qui amena la signature du traité de Paris. Au courant de la guerre de Mandchourie, la flotte russe de l'amiral Rojdestvensky ayant canonné des barques de pêcheurs anglais dans la mer du Nord, aussitôt cette affaire prit les proportions les plus inquiétantes; la France intervint pour un arrangement amiable, dont les termes furent rédigés à Paris par une commission internationale que présida l'amiral Fournier. Même la diplomatie française s'est activement occupée à favoriser la conclusion de l'accord anglo-russe en 1907, qui sera sans doute infiniment précieux aux intérêts de la paix générale.

Car c'est pour la paix que travaille le gouvernement de la République Française; il a tenu une grande place à la première conférence de la Haye, en 1899; c'est sur la proposition de M. Léon Bourgeois que fut établie la procédure de l'arbitrage international et que fut fondée la Cour permanente d'arbitrage.

En abdiquant de la sorte, en toute dignité, ses ambitions impériales d'autrefois qui entretenaient contre elle la défiance de l'Europe, la France s'est imposée à l'estime de tous, car elle représente, parmi les grandes puissances, des caractères particuliers qui font son charme et sa force.

Malgré le chiffre presque stationnaire de sa population — 39 257 000 habitants en 1906, mais 88 462 000 avec les dépendances, — elle représente des forces militaires et navales de premier ordre auxquelles elle consacre annuellement plus d'un milliard sur les quatre milliards de son budget; elle possède une flotte de guerre de 600 000 tonnes, et n'est inférieure à cet égard qu'à l'Angleterre (1 600 000 tonnes); elle entretient en temps de paix une armée de 575 000 hommes, et elle instruit pour le temps de guerre un contingent total de 4 372 000 hommes, chiffres qui ne sont inférieurs qu'à ceux de la Russie (1 115 000 hommes en temps de paix, 9 millions, avec les Cosaques, en temps de guerre) et à ceux de l'Allemagne (604 000 et 5 millions). Elle ne serait pas aussi facilement vaincue qu'en 1870, surtout si l'on considère que, même alors, elle ne fut pas facilement vaincue. L'argent aussi est le nerf de la guerre; et il n'y a pas de pays plus riche.

Elle n'est pas au premier rang des puissances économiques d'aujourd'hui; par le chiffre de ses affaires elle est assez loin derrière l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis; même elle ne fait guère plus de commerce général que la Hollande, qui est sous le régime du libre échange. C'est qu'elle est dépourvue de matières premières, notamment de houille, et qu'à cet égard il lui faut presque tout importer. Cependant son industrie a conservé sa vieille réputation de loyauté et d'élégance, qui lui attache à travers le monde de fidèles clientèles.

La France tient toujours une grande place dans le mouvement scientifique. Les grands progrès de la médecine et de la chirurgie sont en tous pays le développement des méthodes de Pasteur. La chimie, qui a été toute renouvelée depuis cinquante ans par les lois de la thermo-chimie, a trouvé en France quelques-uns de ses plus illustres savants, Sainte-Claire-Deville, Wurtz, Curie, Berthelot.

La France n'exerce pas au point de vue littéraire, une aussi grande influence qu'au xvii^e siècle, et la langue française ne peut plus être appelée la langue universelle, bien

qu'elle soit encore la langue de la diplomatie, et en beaucoup de pays la langue de la société cultivée. Pourtant, si d'autres nations sont arrivées à côté d'elle au plein épanouissement de leurs qualités littéraires, comme de leur valeur économique, elle n'a pas subi elle-même la moindre décadence, et l'activité de sa production est à cet égard aussi remarquable que jamais : en philosophie, à côté des métaphysiciens allemands et des psychologues anglais, elle a aujourd'hui une véritable école de psycho-physiologie et des sociologues déjà illustres. Elle n'a pas cessé d'avoir de grands historiens, de Michelet et Renan à Fustel de Coulanges et Sorel ; elle fournit actuellement un travail considérable de documentation historique, d'érudition et de méthodologie qui ne peut pas manquer de produire ensuite d'autres chefs-d'œuvre. Malgré la grande beauté et le sens profond du drame norvégien, malgré la supériorité du roman russe, avec le grand nom de Tolstoï, la France répand ses pièces de théâtre et ses romans dans le monde entier ; en aucun pays un homme ne passe pour véritablement cultivé s'il n'est pas au courant de la production française.

Mais surtout elle n'a jamais exercé dans les siècles antérieurs une prépondérance artistique aussi incontestable que celle qu'elle a conquise depuis environ un siècle. Car elle est le produit d'une longue éducation, dont les étapes successives sont restées marquées sur le sol même par une incomparable série de monuments : c'est une éducation qui vient de la Rome impériale par l'arc de triomphe d'Orange ou la Maison Carrée de Nîmes aux lignes classiques où revit le souvenir de la Grèce même ; elle vient du christianisme par les magnifiques cathédrales gothiques de Paris ou de Reims, d'Amiens ou de Bourges, où l'on retrouve toute la fantaisie germanique et les pieux enthousiasmes du moyen âge ; elle vient de la Renaissance par le retour à l'admiration des anciens et à l'étude de la nature, par l'élégance des châteaux de la Loire, des palais de Paris, des

nymphes de Jean Goujon, des meubles et des costumes des gens de cour; elle vient de la forte impression de la monarchie absolue, symbolisée par le majestueux et riche palais de Versailles; elle vient de la grâce et de la voluptueuse mollesse du xviii^e siècle; elle vient des bouleversements et de la grandeur unique de l'époque révolutionnaire et impériale où l'esprit national s'est achevé en une formidable épreuve. Depuis un siècle, depuis David et Ingres, la France a dirigé l'évolution artistique universelle par le romantisme d'Eugène Delacroix, par le réalisme de Courbet ou de Millet, par l'impressionnisme de Manet; de Rude et de Carpeaux à Dalou et Rodin, elle a quelques-uns des plus remarquables sculpteurs de ce grand siècle des arts, et si elle reconnaît dans la musique la supériorité de l'Allemagne, de Beethoven à Wagner, elle impose pourtant de nos jours aux Allemands eux-mêmes l'admiration de la musique française, avec Berlioz, Massenet, Saint-Saens.

« Trois villes, écrit M. Perrens, marquent, à travers le cours de l'histoire, les grandes étapes de la civilisation : Athènes dans l'antiquité, Florence au moyen âge, Paris dans les temps modernes ». Paris même marque une étape plus longue et plus importante parce qu'elle profite de l'héritage intellectuel des autres; elle est aujourd'hui, plus qu'elle ne l'a jamais été, une sorte de capitale mondiale, la capitale du goût, de l'art, de la culture délicate, un centre admirable de vie mondaine, industrielle et scientifique, le foyer des idées qui mènent l'humanité.

Car ce n'est pas seulement au point de vue des diverses manifestations artistiques que la France a acquis à travers les siècles une richesse extraordinaire, c'est aussi au point de vue des expériences politiques et sociales; nulle histoire n'est davantage pleine de drames aux enseignements parfois terribles; nulle nation n'a accumulé tant de gloires et de deuils, n'a un pareil trésor de souvenirs; c'est un privilège redoutable : l'immense mérite des ancêtres impose à leurs héritiers la lourde tâche d'en rester dignes.

CHAPITRE XI

LA BELGIQUE

I. Les races et le gouvernement. — II. Les ressources. — 1. Le Congo.

I

LES RACES ET LE GOUVERNEMENT

La Belgique n'a pas d'unité, ni physique, ni politique; elle est une transition entre les pays latins et les pays germaniques; les races s'y croisent, et les influences. Elle n'a pas de frontières naturelles: elle n'est séparée de la France que par une ligne conventionnelle qui fut tracée par le traité de Paris de 1814 de façon à pratiquer une trouée dans la frontière française en en détachant les sources de l'Oise et les forteresses de Philippeville et de Marienbourg; ainsi s'explique la boucle singulière que fait cette frontière autour de Givet; plus loin vers l'ouest, la frontière est toujours telle qu'elle fut déterminée au temps de Louis XIV: de Condé à Dunkerque, elle court à travers le pays flamand; la plaine, le langage, les habitudes sont les mêmes de part et d'autre; une pointe de Flandre s'enfonce ainsi jusqu'au plateau d'Artois.

Il en est de même de toutes les limites de la Belgique; elle n'a pas tout le Luxembourg, elle n'en a que la partie

occidentale avec Arlon ; elle n'a pas tout le Limbourg, et les Hollandais, lorsqu'en 1839 ils reconnurent enfin l'indépendance de la Belgique, voulurent garder l'importante place de Maestricht ; elle a Anvers, mais l'Escaut, aussitôt après avoir traversé cette ville, a ses embouchures en Hollande parmi les îles de la Zélande. Nulle part la Belgique n'a de limites naturelles ; même, à sa frontière orientale, se trouve un petit village, Moresnet, dans la région des mines de zinc de la Vieille-Montagne, qui n'appartient ni à la Belgique ni à l'Allemagne, la limite conventionnelle donnée à la Prusse rhénane en 1815 ne coïncidant pas à cet endroit avec la limite conventionnelle de la Belgique telle qu'elle fut définitivement établie en 1839.

De forme si artificielle, ce pays, qui fut réuni à la Hollande en 1815, n'en faisait pas naturellement partie, il y avait entre eux de profondes différences. Il y a beaucoup de Celtes ou même de Latins parmi les Belges dont la plupart sont de langue française ; il n'y a que des Germains parmi les Hollandais, et la langue hollandaise est un dialecte des langues germaniques. Les Belges sont de fervents catholiques, les Hollandais sont pour la plupart calvinistes ; c'est ce qu'avait bien vu déjà Alexandre Farnèse à la fin du xvi^e siècle lorsqu'il avait retenu les Belges sous la domination espagnole, au moment de l'indépendance des Provinces-Unies. Les intérêts matériels de la Belgique et de la Hollande étaient contraires ; la Belgique avait besoin de protéger sa jeune industrie par des tarifs de douanes contre la concurrence redoutable des étrangers et notamment de l'Angleterre ; la Hollande, qui a toute sa fortune dans le commerce maritime, était attachée aux doctrines du libre échange.

Y avait-il possibilité de concilier ces divergences ? Il y a les populations les plus différentes en Suisse, et elles ont formé une nationalité très compacte. Mais le gouvernement hollandais ne fit rien pour cela à l'égard de la Belgique ; il la traita comme une province conquise, il ne ménagea

aucun de ses sentiments les plus naturels ; il l'irrita comme à plaisir, et la Révolution qui souleva Bruxelles contre lui en août 1830 fut l'objet de luttes sanglantes et passionnées ; les Belges peut-être auraient succombé sans l'intervention de la France et de l'Angleterre qui obligèrent la Hollande à évacuer la Belgique et à lui laisser Anvers.

Il ne semble pas que jusqu'ici la Belgique ait davantage réussi à fondre les deux races qui la composent ; il y a dans la situation actuelle quelque chose des difficultés qui ont amené les événements de 1830.

Il y a toujours en effet deux Belgiques : sur 6 693 000 habitants en 1900, on en comptait 2 575 000 ne parlant que le français, et 2 822 000 ne parlant que le flamand, les autres parlant les deux langues ; or le flamand est un dialecte de langue germanique, et les Flamands sont des Germains, les Wallons de l'Est sont d'origine celtique, et ont les rapports les plus étroits avec la France.

Ce dualisme est tout l'esprit de la vie politique en Belgique. Dès avant 1838, on y distinguait deux partis : les catholiques surtout nombreux en Flandre et les libéraux en Wallonie. Ils formèrent « l'Union » pour l'indépendance et la Belgique a gardé cette devise sur ses monnaies : « l'Union fait la force ». Mais l'Union ne dura réellement que le temps de la lutte contre la Hollande. Si les Flamands, de sang germanique, s'unirent un moment aux Wallons contre les Hollandais, c'est qu'ils sont profondément catholiques ; ils ont la haine de l'hérésie calviniste ; ils ne voulaient pas se soumettre à un gouvernement protestant, et leur évêque de Gand, Maurice de Broglie, contribua puissamment à la Révolution de 1830 ; dès 1815, il avait refusé tout serment à la constitution qui liait la Belgique à la Hollande ; il avait été poursuivi, condamné à la déportation ; il s'était retiré en France, et il jouissait de la plus grande popularité parmi les catholiques de la Belgique. Ainsi la question religieuse n'a pas cessé de tenir une place considérable dans l'histoire contemporaine de ce pays.

L'Union, victorieuse des Hollandais par l'appui de la France et de l'Angleterre, se rompit presque aussitôt : il n'en pouvait pas être autrement ; le parti catholique et le parti libéral se disputèrent le pouvoir, et ce fut une querelle d'opinions. Sous le premier Léopold, qui régna jusqu'en 1865, les libéraux l'emportèrent ; ils avaient la majorité en effet, non seulement dans l'ensemble du pays wallon, mais dans les grandes villes du pays flamand. Alors la langue française était seule officielle.

Dans les premières années du règne de Léopold II, un grand mouvement d'opinion se forma dans les provinces de l'ouest pour la renaissance du flamingisme et l'adoption du flamand comme langue officielle à l'égal du français ; c'était définitivement la rupture de l'Union et la consécration de la rivalité des deux races de la Belgique. Les grandes villes de la Flandre, Gand et Anvers, abandonnèrent le parti libéral et se rallièrent au parti catholique flamingiste. Les libéraux furent écrasés aux élections générales de 1870, et depuis cette époque le pouvoir a appartenu presque sans interruption au parti catholique.

Le flamand est devenu langue officielle dans tous les actes publics et sur les monnaies ; c'est l'affirmation que la Belgique est double. Le parti catholique a pu s'organiser très fortement ; il est fondé solidement sur la puissance de l'Église ; il y a en Belgique un grand nombre de couvents : on comptait, en 1846, 642 couvents et 10 000 religieux ou religieuses, en 1880 les chiffres étaient de 1 500 couvents et près de 20 000 religieux ; ces chiffres ont encore grossi depuis, surtout depuis que le parlement français a voté la séparation des Églises et de l'État. L'Église en Belgique est indépendante de l'État ; les évêques sont nommés par le pape, mais payés par le budget des cultes du royaume, trésor intangible qui représente l'ancienne propriété d'Église sécularisée au temps de la domination française. L'Église, étroitement alliée à la monarchie, tient l'école et les générations nouvelles sous son autorité : dans toutes les com-

munes il faut une demande signée d'au moins vingt pères de famille pour qu'une école laïque y soit entretenue à côté de l'école congréganiste; sinon, l'école congréganiste est la seule école publique admise; en fait, dans presque toute l'étendue des campagnes flamandes, il n'y a que des écoles congréganistes, et il en est même ainsi dans beaucoup de villages wallons : c'est le résultat de la loi de 1884. La loi de 1850 sur l'enseignement secondaire instituait la neutralité religieuse des collèges et y autorisait l'enseignement de la religion par des ministres des divers cultes; mais le Règlement d'Anvers, approuvé par les évêques, ne permet l'entrée d'un aumônier catholique que dans les collèges d'où les autres ministres sont exclus; or comme la plupart des parents exigent l'éducation catholique, elle est le plus souvent seule donnée dans les collèges du pays flamand. La chose est grave : ainsi dès l'école, dès l'enfance, les Belges sont divisés.

Les libéraux sont plus nombreux dans le pays wallon d'où ils suivent l'évolution de la politique française. Mais la Wallonie, à part les plateaux de l'Ardenne, est surtout industrielle, et la population est très serrée dans les vallées de la Sambre et de la Meuse. C'est pourquoi le parti socialiste y a pris un développement considérable; son organisation y est fort remarquable; la Maison du peuple de Bruxelles et le Vooruit de Gand, par exemple, sont des modèles d'institutions ouvrières, non seulement par la propagande qu'ils font pour la doctrine, surtout par leurs systèmes de caisses de chômage, de caisses de secours, d'éducation des pupilles; ce sont de véritables écoles de discipline sociale.

Or les libéraux ne sont pas tous socialistes, et ainsi l'ancien parti libéral se trouve réduit par les progrès mêmes du socialisme; c'est l'explication de la longue puissance du parti catholique : ses adversaires ne se sont pas mis d'accord.

Cependant le gouvernement a dû céder quelque peu à

l'évolution démocratique qui entraîne la Belgique comme le reste de l'Europe. La monarchie belge, qui fut fondée en 1830, au profit de Léopold I^{er}, fut une monarchie bourgeoise, à l'image de la monarchie de juillet en France : pour être sénateur, il fallait payer au moins 2 000 florins ou 4 232 francs de contributions directes ; les députés étaient élus par les citoyens qui payaient une contribution directe de 20 à 100 florins — de 42 à 240 francs — selon les campagnes ou les villes. En 1848, il y eut comme en France une vive agitation pour l'élargissement du droit de suffrage ; Léopold I^{er} fut plus habile que son beau-père Louis-Philippe ; il céda ; une nouvelle loi électorale fixa le cens à 20 florins pour tous les électeurs sans distinction de résidence ; le cens sénatorial fut diminué de moitié et abaissé à 1 000 florins (2 416 francs).

Le parti libéral dut se contenter de cette légère amélioration pendant cinquante ans. Puis les progrès du parti socialiste lui donnèrent la force d'entretenir, notamment dans les bassins houillers, une grande agitation en faveur du suffrage universel ; en 1893, la plus grande partie de la Belgique wallonne fut très troublée par cette question ; Bruxelles aussi vit de violentes manifestations qui furent de véritables émeutes, et où la garde civique faillit être débordée. La monarchie elle-même était directement menacée.

Elle céda à temps et la majorité catholique des Chambres fit aux revendications populaires le moins de concessions possible. Le recrutement sénatorial est toujours soumis aux mêmes conditions que par le passé. Pour la Chambre des représentants, le suffrage universel fut admis, mais avec des correctifs : tous les citoyens belges sont désormais électeurs, à partir de vingt-cinq ans ; mais ceux qui sont pères de famille, ceux qui possèdent un immeuble ou un livret de caisse d'épargne de 2 000 francs, ceux qui ont un certificat d'enseignement secondaire, peuvent avoir 2 voix ou même 3 au maximum ; c'est une manière de main-

tenir un léger cens ou le système des capacités que la France connut aussi sous Louis-Philippe. Ce n'est peut-être qu'une transition, plus ou moins longue, vers le suffrage universel. On y peut voir aussi l'effet d'une doctrine intermédiaire entre les systèmes électoraux de la France et de l'Angleterre; la France, au point de vue politique, ne distingue pas entre les citoyens; comme personnes morales, ils sont égaux et doivent avoir les mêmes droits; l'Angleterre n'attribue une valeur à l'homme qu'à la condition qu'il possède; elle ne conçoit pas la pure valeur morale. Il y a même là une différence de tempéraments.

II

LES RESSOURCES

Il y a aussi une sorte de dualisme dans l'activité économique de la Belgique, et les différences précédentes en sont encore aggravées. C'est la nature elle-même qui a divisé la Belgique en deux régions.

La Belgique de l'Est est montagneuse; non pas que le relief en soit très accentué, il est au maximum entre 4 et 500 mètres; c'est une montagne de schiste, vieille, aplanie par l'érosion, sèche et stérile; c'est le plateau de l'Ardenne, aux paysages froids et tristes, aux vastes étendues couvertes de buissons, ou de marais, avec quelques forêts giboyeuses, pays classique des grandes chasses, au sanglier notamment, où vit encore la légende de saint Hubert, autour du village qui porte son nom; ces régions désolées portent des noms expressifs, comme les Fagnes, ou la Famène. Le pays d'Arlon, ou Luxembourg belge, n'est peuplé que de 50 habitants au kilomètre carré, quoique la densité moyenne de la Belgique soit de 227.

La vallée de la Semoy, qui vient d'Arlon et passe à Bouillon, est étroite et sinueuse. Il en est de même de celle de la Meuse, si resserrée dans la région de Givet, que

certains villages, comme Monthermé, ne voient pas le soleil en hiver. Elle demeure longtemps solitaire et sauvage, parmi les ardoisières; Dinant déjà a quelque activité industrielle, elle a conservé la tradition de ses célèbres batteurs de cuivre du moyen âge.

Puis tout à coup, à Namur, la Meuse tombe dans le curieux couloir que la Sambre a suivi depuis la frontière française, et qu'elle emprunte elle-même, dans la direction du nord-est, jusqu'à Maëstricht où elle entre en Hollande. C'est le grand filon carbonifère qui a sa pointe extrême en France dans le plateau de l'Artois, et qui, après une interruption dans la province Rhénane, reparaît au delà du Rhin en Westphalie. Le contraste est absolu avec le plateau ardennais; aux solitudes silencieuses succèdent ici les tumultes de la plus ardente vie industrielle; ce sont, le long de la Haisne et de la Sambre, les charbonnages du Borinage, autour de Mons en Hainaut; puis, par Marchiennes, c'est le riche bassin de Charleroi, dont les produits sont exportés en grande quantité vers la France par la Meuse et le canal des Ardennes. En ce seul bassin, la Belgique produit annuellement 22 millions de tonnes de houille; elle en vend, à la France surtout, pour plus de 100 millions de francs. On vient même de découvrir dans la Campine, vers la frontière de Hollande, un nouveau bassin houiller, très abondant.

Le long de la Meuse, ce sont ensuite les usines et les forges de Huy et de Seraing, les tissus de lin ou de chanvre de Liège, les draps de Verviers dans la vallée de la Vesdre; dans la même région les eaux de Spa, les mines de zinc de la Vieille-Montagne près de Moresnet, à la frontière prussienne. Liège, avec ses 166 000 habitants, est le centre de cette riche région; elle est la véritable capitale de la Belgique wallonne.

L'Escaut est une tout autre rivière; il est le type des fleuves de plaine; il est le fleuve des plates, paisibles, grasses Flandres. Il entre lentement en Belgique, comme un beau

canal, aux eaux calmes et profondes, par Tournai ; à Gand, il reçoit la Lys qui a les mêmes caractères. Tout le long de ces vallées, jusqu'à la mer, contre laquelle le rivage très bas, comme en Hollande, est défendu par des digues et souvent reconstitué en polders, s'étendent, monotones et plantureuses, de vertes prairies ; c'est le jardin et la ferme de la Belgique, un morceau de Hollande prolongé sur le rivage de la mer du Nord. On y élève des bestiaux, surtout de belles vaches laitières ; on expédie des volailles et du beurre, par Ostende, sur le marché anglais ; on cultive le lin et le chanvre, pour l'industrie des villes voisines, et grâce à toutes ces ressources l'habitant est dans l'aisance.

Les dunes sont larges et belles sur la côte : Ostende, Blankenberghe sont très fréquentées dans la saison d'été. Parmi les villes, Bruges est toujours Bruges-la-morte ; elle cultive surtout les souvenirs de son glorieux passé ; elle entretient pieusement dans ses musées les chefs-d'œuvre merveilleux de l'art flamand, dont elle partage la gloire avec Anvers ; c'est Anvers qui possède le *Coup de lance* de Rubens, c'est elle qui fut la patrie de David Téniers qui y composa ses vivantes kermesses ; mais Bruges avait vu le premier essor de l'école flamande avec les deux frères Hubert et Jean van Eyck, qui avaient été parmi les initiateurs de la Renaissance artistique dès le commencement du xv^e siècle, avec Memling dont Bruges justement a gardé d'admirables portraits. On essaie aujourd'hui d'arracher Bruges à son silence, qui lui fait pourtant une sorte de beauté ; le canal qui la réunit à Gand et à la mer du Nord lui rendra peut-être de l'activité. La plupart des autres villes de la Flandre sont plus bruyantes d'industrie, Ypres, Furnes, Courtray, Gand surtout qui a 160 000 habitants ; elle s'oppose à Liège, comme Zurich à Genève ; elle est la vraie capitale des Flandres, elle s'honore de la vieille histoire de ses libertés ; elle fut au moyen âge la fière république des drapiers, des Artevelde notamment ; elle tint tête aux puissants rois de France, de Philippe le Bel à Charles VI, elle vendit

ses draps dans toute l'Europe. Elle n'a plus ce monopole ; mais elle a toujours une riche bourgeoisie : par l'Escaut et par les canaux, elle fait un grand commerce qui rappelle le temps où elle était un des grands ports de la Hanse teutonique. Mais Anvers lui a pris le premier rang parmi les villes flamandes.

La Belgique proprement dite est entre les deux ; la fusion, d'ailleurs imparfaite, des Wallons et des Flamands, se fait dans le Brabant, et Bruxelles doit sa fortune récente à la constitution même du royaume : ni Liège ni Gand ne pouvaient être les capitales d'une telle Belgique. La région du Brabant et de la Hesbaye est d'une nature intermédiaire entre celles des plateaux de l'est et des basses plaines de l'ouest ; elle est faite de collines légères, elle est d'une ondulation très douce ; les fermes et les villages sont comme posés au fond des vallons, au flanc des coteaux ; les principaux accidents de ce terrain sont le plateau du mont Saint-Jean qui a environ 100 mètres d'altitude et le ravin d'Ohain où s'engouffrèrent les charges épiques de la cavalerie française devant les carrés anglais de Waterloo. Les cultures de ce pays sont variées, prairies artificielles, pommes de terre, céréales, betteraves à sucre, comme dans la France du Nord.

Bruxelles, en flamand Brussel, en est la seule grande ville : elle a 200 000 habitants, 600 000 avec les faubourgs. On y distingue vraiment deux villes : la haute ville, bien percée, bien bâtie, enrichie par le commerce et par le luxe, rappelle quelques-unes des plus belles villes de la France. La ville basse est flamande. Ainsi les deux langues officielles se rencontrent là, comme les représentants des deux parties de la nation au Parlement. Là est le siège du gouvernement, la résidence du roi, tout ce qui personnifie l'unité du royaume.

Anvers grandit très vite ; elle deviendra peut-être la plus grande ville de la Belgique ; elle a déjà aujourd'hui 300 000 habitants. Elle eut autrefois une première époque de grandeur, au xv^e et au xvi^e siècles ; elle était alors le grand

port du puissant état bourguignon qui s'était formé de la Bourgogne et de tous les Pays-Bas; elle fut en ce temps une belle ville d'art, une des capitales de la peinture flamande. Elle fut ruinée par la domination espagnole, par les persécutions religieuses du temps de Philippe II et par la concurrence commerciale des Hollandais qui exigèrent la fermeture de l'Escaut. Elle ne commença de renaître que par l'indépendance même de la Belgique, et depuis 1863 notamment par la suppression de tous les péages que les Hollandais avaient encore conservés jusque-là sur les bouches de l'Escaut.

Malgré sa langue flamande et son aspect original, où elle a gardé le cachet des vieilles villes du moyen âge, elle a un caractère plus national que provincial. Elle est le débouché de l'Escaut; elle est unie aussi avec la Meuse par des canaux qui traversent la Campine pour gagner Maëstricht ou qui remontent la Senne par Bruxelles pour gagner Charleroi et toute la région des mines; elle est bien le port de toute la Belgique. Elle est même vraiment un port international, car la Belgique est restée libre-échangiste, et son port attire plus encore que Rotterdam le grand commerce des pays voisins : Anvers est en face de l'Angleterre; elle est facilement en communications par voies ferrées avec la France, avec la Suisse où elle expédie par Luxembourg, Strasbourg et Bâle, de grandes quantités de matières premières, charbons et cotons, avec l'Allemagne par Aix-la-Chapelle et Cologne; elle a été dans les années précédentes le principal port d'embarquement des émigrants allemands. Elle fit en 1903 presque autant de commerce que Londres, le premier port du monde, dont le trafic s'éleva à 49 millions de tonneaux, celui d'Anvers atteignant 48 millions : Hambourg ne faisait qu'un peu plus de 16, New-York 17, et Marseille 11. La prospérité d'Anvers se développe encore; d'importants travaux vont donner à ses quais et à ses bassins un aménagement parfait, et le développement économique du Congo lui assurera de nouveaux débouchés.

III

LE CONGO

Le roi Léopold II avait joué un grand rôle dans les tentatives faites pour réprimer la traite des nègres à travers l'Afrique. Car les grandes explorations africaines du milieu du XIX^e siècle, de Livingstone, de Stanley, de Brazza, avaient démontré la gravité de ce fléau : il y avait du lac Tanganika à Khartoum et de Tombouctou à Khartoum un commerce régulier d'esclaves qui, au delà de Khartoum et de la mer Rouge, approvisionnait les marchés de l'empire ottoman. On ne peut que rappeler les horreurs de ce trafic aujourd'hui à peu près complètement disparu.

Une Association Internationale Africaine fut fondée en 1875 pour organiser la chasse aux négriers. Elle prit pour président le roi Léopold II. Elle créa en effet des missions, même la congrégation des Pères Blancs du Sahara, sous le cardinal Lavignerie, pour la croisade anti-esclavagiste. Elle fut l'occasion d'un grand nombre d'explorations nouvelles. Mais ce grand travail de la conquête de l'Afrique à la civilisation ne pouvait pas longtemps garder un caractère international. Des convoitises nationales se produisirent auxquelles le Congrès colonial de Berlin, en 1885, donna pacifiquement satisfaction.

C'est alors que l'Allemagne et l'Angleterre se partagèrent la côte orientale de l'Afrique équatoriale, que la France recueillit le bénéfice des explorations de Brazza par l'annexion du bassin de l'Ogooué jusqu'à l'Oubanghi, qu'enfin fut constitué, naturellement au profit de Léopold II, l'État Libre du Congo. A cause de sa grande étendue, il était à craindre que la fortune personnelle du roi ne fût pas suffisante à son entretien et à son administration; le Congrès décida donc que si Léopold II était obligé de renoncer à cette lourde fortune, la Belgique aurait la première le droit

de préemption de l'État Libre, et si elle n'usait pas de ce droit, il devait revenir après elle à la France. Ainsi l'État du Congo a une origine, et, en vérité, une raison d'être anti-esclavagiste; il a été destiné dans la pensée de ses fondateurs à continuer l'œuvre de l'Association Internationale.

En fait, en dehors de ces considérations humanitaires, il est avant tout aujourd'hui une grande colonie d'exploitation. Il a une immense étendue, 2 450 000 kilomètres carrés : la Belgique en a à peine 30 000. Il est tout entier dans la région équatoriale; les pluies quotidiennes énormes que produit sous ce climat une intense évaporation, donnent au fleuve du Congo un régime hydrographique semblable à celui de l'Amazone; par endroits, il est comme une mer d'eau douce, et dans la saison des équinoxes le batelier qui passe au milieu du courant ne peut pas toujours apercevoir dans le lointain et parmi les herbes les deux rives : dans sa région moyenne, en effet, au fond du bassin qu'il traverse, parmi ses bras nombreux et un labyrinthe d'îles, il a 45 kilomètres de largeur; le Pas-de-Calais en a 31. Depuis le premier voyage de Stanley qui descendit le fleuve du lac Tanganyka à son embouchure, en 1877, on n'a pas encore pu déterminer complètement l'hydrographie, non seulement du bassin tout entier, mais du fleuve lui-même.

Du moins on peut se rendre compte désormais de l'importance exceptionnelle de ses ressources naturelles. Dans la région immédiatement proche de l'Équateur, s'étend dans des proportions colossales la zone de la Grande Forêt; Stanley la traversa à diverses reprises, et il faut lire dans le récit de ses voyages, *A travers le continent mystérieux*, *Dans les ténèbres de l'Afrique*, *A la recherche d'Emin-pacha*, l'impression qu'il en garda; c'est surtout une impression de mystérieuse terreur; le plus brave s'émeut à rester pendant plusieurs semaines successives parmi des lianes qu'il faut ouvrir par la hache ou par le feu, sous un feuillage si épais que le soleil ne le peut pénétrer, que le son des voix est amorti, que les voyageurs ne s'entendent et ne se voient

plus les uns les autres à trois ou quatre pas de distance, parmi des nuées de moustiques, parmi les serpents qui ressemblent à des racines. L'imagination est impuissante à se représenter la vigueur effrayante d'une telle nature.

Les fonds de forêts sont le plus souvent marécageux; les éléphants et les rhinocéros y vivent encore en grandes troupes; dans les clairières parfois on voit passer la fuite de l'antilope comme un vol de grand oiseau. Les arbres sont immenses; ce sont des arbres de bois précieux, d'acajou, d'ébène; ce sont surtout des arbres à caoutchouc, comme au Brésil. Ce sont d'ailleurs tous les caractères de la forêt vierge; l'État Libre du Congo est comme une autre Amazonie.

L'aménagement d'un pareil domaine ne pouvait manquer d'être coûteux. Les voies d'accès y manquaient totalement, et le bassin est étroitement clos par de hautes montagnes côtières, à travers lesquelles le fleuve ne s'ouvre un passage que par les cataractes de Livingstone et de Yellala. Le roi Léopold II, n'ayant pas une fortune personnelle suffisante pour établir les communications nécessaires, emprunta à la Belgique une trentaine de millions, en lui abandonnant par avance ses droits de souveraineté sur l'État Libre. Cette combinaison financière suscita de vives oppositions dans le Parlement belge; mais elle a permis la construction d'une voie ferrée qui a produit presque aussitôt une exploitation fructueuse des forêts de l'intérieur.

Le chemin de fer contourne les rapides du Congo inférieur; il va de Matadi à Léopoldville, sur une longueur de 400 kilomètres; le gouverneur-général de l'État Libre réside toujours à Boma, sur l'estuaire du fleuve; le chemin de fer a été construit à voie étroite; cependant il a pris aussitôt une grande importance; le gouvernement et le commerce français sont même obligés de s'en servir pour atteindre Brazzaville et ravitailler les postes de l'Oubanghi et du Chari dans la direction du lac Tchad.

Au delà de Léopoldville, vers l'intérieur du bassin, la

colonisation se développe lentement, mais en constants progrès. Le fleuve reçoit en amont de Léopoldville un affluent abondant, le Koua, qui a recueilli presque toutes les eaux de la rive gauche; ses divers bras sont autant de routes naturelles que remonte la navigation commerciale. En suivant le Congo lui-même, elle dessert aujourd'hui un important port fluvial, Nouvel-Anvers; plus loin elle gagnera, par l'Arrouhimi, la région des lacs du Nil, établissant, un peu au sud de l'itinéraire où passa la mission Marchand, une communication, qui sera sans doute un jour de grande valeur, entre le Congo et le Nil, dans la plus large traversée de l'Afrique d'ouest en est. Le commerce commence aussi à remonter le Koua, puis le Kassai et son affluent de droite le Sankourou, d'où il sera facile un jour d'organiser des portages ou une voie ferrée jusqu'au lac Tanganika. Déjà, sur les bords de ce grand lac, des comptoirs nouveaux, Albertville, Baudoinville, se préparent à une plus grande activité économique. Il y a sur tout ce réseau fluvial une flottille de plus de 100 bateaux à vapeur, dont 40 français, notamment dans la région de l'Oubanghi.

On a exploité presque exclusivement jusqu'ici l'ivoire fossile et l'ivoire vivant; car on a pu appeler le Congo « un cimetière d'ivoire et une mine de caoutchouc ». L'ivoire vivant devient rare par la disparition rapide des derniers troupeaux d'éléphants, passionnément chassés; l'ivoire fossile a été vite à peu près complètement épuisé : c'est une marchandise qui tend à disparaître. L'exploitation du caoutchouc est mieux réglée, le gouvernement congolais a rigoureusement fixé les conditions des coupes pour empêcher la destruction de la forêt tout entière, qui eût vite compromis la fortune du pays; le gaspillage des premières années a à peu près complètement cessé. Malheureusement il faut dire aussi que les colons européens ont été jusqu'ici plus préoccupés d'exploiter que de civiliser; des excès regrettables ont été commis aux dépens des indigènes dont l'intervention européenne a aggravé la misère. Maintenant que,

depuis septembre 1908, l'État libre a été définitivement annexé à la Belgique, elle aura à cœur de réprimer avec sévérité les abus qui ont un moment compromis la véritable prospérité.

Car ce sont là misères et désordres inhérents à une période d'organisation qui fut laborieuse. On commence à essayer des cultures régulières de coton, tabac, canne à sucre, café. A l'exploitation fiévreuse et souvent peu scrupuleuse, succède peu à peu la colonisation normale, et les travaux agricoles remplacent la folle pratique des coupes sombres. De même aussi les indigènes seront désormais plus humainement traités, et le gouvernement belge désormais aura assez d'autorité pour assurer à ses administrés de race noire un statut régulier et pour délivrer à jamais l'Afrique de l'esclavage.

Il y a là assurément des ressources incomparables : les terres du Congo, ce sont les Indes Noires de la Belgique, un trésor pour son industrie et son commerce, le complément devenu indispensable de sa prospérité. Il y a 20 millions d'habitants au Congo; ce sont des clients à gagner. Il ne fait pourtant encore que 75 millions de francs de commerce annuel, tandis que la Belgique, avec ses 7 millions d'habitants, atteint le chiffre considérable de 5 milliards. Le Congo est un terrain tout neuf; il est une magnifique réserve d'avenir.

Ainsi, plus même que la Hollande, qui n'a pas de houille, la Belgique possède tous les éléments d'une grande prospérité; les plus importants sont dans la nature intelligente et laborieuse de son peuple, qui renouvelle sous nos yeux les prodiges d'activité économique des Communes flamandes du moyen âge. Car il arrive souvent que la civilisation contemporaine soit une renaissance.

CHAPITRE XII

L'ITALIE

I. La nationalité italienne. — II. La situation économique de l'Italie. —
III. La politique italienne.

I

LA NATIONALITÉ ITALIENNE

L'Italie est une nation nouvelle. Jamais avant le *xix^e* siècle il n'y avait eu d'Italie, ni d'esprit italien, ni de ce patriotisme italien aujourd'hui si ardent. Dans l'antiquité Rome, si grande, ne fut pas l'Italie; elle fut d'abord une République municipale qui, à force de volonté et de discipline, imposa sa domination à l'Italie, mais pour qui l'Italie ne fut qu'une sorte de colonie; elle fut ensuite la capitale de l'empire romain qui dépassa singulièrement les limites de l'Italie, comme elle devait être au moyen âge la capitale de la chrétienté. L'Italie ne tenait qu'une petite place dans cet empire universel. La Rome impériale et pontificale, la maîtresse du monde, peut-elle être définitivement réduite à n'être que la capitale du royaume d'Italie? Du haut du Capitole la vue porte plus loin.

Au moyen âge, jusqu'au *xvi^e* siècle, il n'y eut pas non plus d'Italie; il y eut des villes rivales, déchirées par des que-

relles entre elles, par les luttes des partis; elle fut le pays des Guelfes et des Gibelins, et elle doit aux violentes passions de ce temps un chef-d'œuvre italien, et non plus romain, l'*Enfer* de Dante. Elle aspirait dès lors à être autre que Rome; elle fut le pays des condottieri et de Machiavel; elle apprit à leur école la science politique. Combien de ses villes sont encore hérissées des tours de la guerre civile! Combien de ses palais ont encore aspect de forteresses!

L'Italie fut alors tout embellie par le magnifique essor artistique que nous appelons « la Renaissance italienne »; mais c'est une expression qui n'a que la valeur d'une indication générale; en vérité la Renaissance en Italie a brillé dans plusieurs foyers différents, Venise, Milan, Florence, Naples, où elle a gardé des caractères variés, où elle a produit des écoles que l'on ne confond pas. Florence pourtant, la patrie de Dante, en fut la capitale, et, comme la plupart des grands artistes de Rome même étaient originaires de Florence, la Renaissance en eut une sorte d'unité. Il commença alors à se former une sorte de conception de l'esprit italien, et le pape Jules II entreprit de chasser tous les « barbares ». Il n'y réussit point, et pour plus de trois siècles l'Italie tomba sous la domination étrangère, où s'acheva parmi les épreuves la formation de sa conscience nationale.

Sous le joug de l'Espagne, puis sous celui de l'Autriche, sa misère fut la même; longtemps elle y fut résignée; elle y demeura endormie et pitoyable, comme la *Nuit* de Michel-Ange, au cauchemar si dramatique. Elle commença de s'éveiller à la fin du xviii^e siècle, et son poète Alfieri chanta à nouveau la haine et le mépris des barbares.

Mais Napoléon fit plus que quiconque pour l'Italie; elle lui devrait, autant qu'à Victor-Emmanuel II, le culte réservé aux héros fondateurs; du moins elle a gardé dans son drapeau national, qui fut d'abord le drapeau de l'Italie napoléonienne, la couleur verte de l'Empereur. Il est vrai qu'il ne songea point à lui donner l'indépendance qu'elle commençait à vouloir, et, sous son autorité parfois rude, Eugène

Beauharnais, le vice-roi d'Italie, Joseph à Naples, puis Murat, furent toujours tenus dans une vassalité plus ou moins docile. Du moins il lui donna une unité presque parfaite, il l'encadra dans des institutions communes et le royaume de Naples, aussi bien que le royaume d'Italie proprement dit, fut divisé en départements; la suppression du pouvoir temporel de la papauté et l'enlèvement de Pie VII achevèrent de niveler la péninsule sous une seule autorité. Dans la débâcle de l'Empire, Murat pensa enfin faire l'Italie à son profit : il était encore trop tôt : il y périt, fusillé au Pizzo par les Bourbons restaurés à Naples; mais ce sont ses partisans qui fondèrent le carbonarisme. L'Autriche tint encore l'Italie « sous le bâton », et par le développement dès lors irrésistible du sentiment national, elle fut amenée à des violences de répression qui achevèrent de donner au patriotisme italien la force de conquérir l'indépendance de la patrie. Silvio Pellico, victime de la police étrangère, vingt ans tenu au Spielberg sous le régime du *carcere duro*, y écrivit avec toute sa haine et toute sa douleur le beau livre qu'il intitula *Mes Prisons* : ce fut le bréviaire de la jeunesse italienne, elle y finit son éducation, et la génération qui suivit fut la génération de la délivrance.

La question de l'indépendance italienne dès lors était mûre, et tous les souverains de la péninsule s'obligèrent à la servir : Charles-Albert, le roi de Piémont, de la branche cadette de Savoie-Carignan, fut de bonne heure l'espérance des patriotes. Le pape Pie IX, élu en 1846, un adversaire de l'Autriche, manifesta à son avènement son zèle pour la liberté; il groupa autour de lui le parti des Néo-Guelfes, qui, au souvenir des grandes luttes du moyen âge entre les papes et les empereurs allemands, voyaient dans le pape la seule puissance assez forte pour mettre dehors les barbares, *fuori i barbari*. Aussi, au moment où éclata la Révolution de 1848, le pape et le roi de Piémont, et même le roi de Naples s'unirent pour la sainte cause de l'Italie. Mais Charles-Albert seul monta à cheval, et non le pape : les

temps de Jules II, le pape casqué et cuirassé, étaient passés, et ce fut Charles-Albert qui recueillit tout le bénéfice de la victoire commune de Goïto.

Le pape commença de s'inquiéter; des émeutes sanglantes à Rome le détournèrent tout à coup des idées libérales; il s'enfuit à Gaète. Lorsqu'il en revint, après la destruction de la République Romaine par les troupes françaises, en 1849, il ne pratiqua plus que « la politique de Gaète », c'est-à-dire la politique de la contre-révolution; les choses d'Italie restèrent dès lors dans cette voie.

Le roi de Piémont, au contraire, s'allia avec la Révolution, dont il prit toute la force à son service. La Jeune-Italie, que Mazzini, Garibaldi et leurs amis républicains avaient fondée, abdiqua pour un temps ses espérances démocratiques dans l'intérêt de l'union nécessaire à l'expulsion des étrangers; et la royauté contracta avec les libéraux une étroite alliance, un *connubio*, qui lui donna la victoire : les termes de l'alliance sont dans le Statut Royal que Charles-Albert accorda au Piémont et qui devait devenir la constitution de toute l'Italie, et le symbole de l'unité est dans le drapeau national, vert, blanc, rouge, que la maison de Savoie adopta désormais, en le complétant de ses armes.

Cependant la Jeune-Italie, même avec le concours de l'armée piémontaise, n'était pas de force à vaincre les Autrichiens, et la Révolution de 1848 se termina par un échec dont le plus triste épisode a longtemps pénétré de deuil l'âme italienne; c'est « le soir de Novare » : le 23 mars 1849, après un effort suprême contre l'Autriche, Charles-Albert avait été battu et grièvement blessé; désespéré, superstitieusement pénétré de la pensée qu'il ne verrait pas l'Italie libre, il abdiqua en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. Il avait cru l'Italie capable de se faire seule; « *fara da se* », avait-il déclaré; il y fallait renoncer et c'était pour lui un sentiment douloureux.

A l'âge romantique succéda l'âge réaliste. Cavour ne se payait pas de phrases et de sentiments; il agit. Il sentit le

besoin d'une forte alliance militaire; il la trouva en France, grâce au dévouement particulier de l'empereur Napoléon III à la cause de la liberté italienne. Magenta et Solferino écartèrent l'Autriche; dès lors l'Italie pouvait se faire toute seule : elle n'avait plus besoin de la France, qui même allait être longtemps un obstacle devant Rome.

Cavour resserra l'alliance de la maison de Savoie avec la Révolution. Toute l'Italie centrale se souleva, même les Légations pontificales de Bologne, Ferrare et Ravenne; Cavour y envoya des commissaires royaux; Maxime d'Azeglio, malgré les excommunications, présida au plébiscite par lequel le peuple des Légations se donna au Piémont. Il en fut de même à Parme, à Modène, à Florence, et comme Napoléon III, à son tour inquiet de la naissance à la frontière de la France d'une jeune et puissante nation, réclamait la limite des Alpes dans l'intérêt de l'équilibre, un plébiscite donna à la France la Savoie et Nice. « Maintenant nous sommes complices », disait Cavour au ministre de France. La France, en effet, devait laisser faire l'Italie.

Garibaldi, à la tête de ses blouses rouges, porta la Révolution dans les Deux-Siciles; elle y était attendue. Il n'eut qu'à paraître pour déchaîner la tempête qui renversa le trône des Bourbons; il parcourut la Sicile, la Calabre, la Campanie, parmi les ovations enthousiastes de tout un peuple en délire. Naples ouvrit ses portes; saint Janvier même, son vénéré patron, y donna son approbation, et son sang précieux, soigneusement conservé par les prêtres, entra en ébullition selon la coutume des jours de joie. Garibaldi même osa déjà s'engager sur le chemin de Rome, il se fit battre devant Gaète où le roi des Deux-Siciles était retranché.

Alors Cavour et Victor-Emmanuel II, sous prétexte de le contenir, envoyèrent une armée piémontaise à Naples. Le roi y vint lui-même et fit dans Naples une entrée triomphale. Puis il marcha sur Gaète, et mit Garibaldi à son arrière-garde : « Vous vous êtes assez battus, dit-il; c'est à notre

tour maintenant. » C'était la Révolution qui s'écartait devant la Royauté. Gaète fut prise, après la victoire du Volturno. Un plébiscite annexa définitivement le royaume des Deux-Siciles au Piémont ou plutôt à l'Italie, dès lors formée : Victor-Emmanuel II fut proclamé roi d'Italie par le Parlement national réuni à Turin, le 18 février 1861.

Venise manquait à l'Italie; elle lui fut annexée en 1866 par l'alliance de la Prusse et la défaite des Autrichiens à Sadowa; l'irrédentisme italien n'y fut pas d'ailleurs complètement satisfait; car Trieste et Trente, de langue italienne, sont restées autrichiennes; c'est l'Italia irredenta, l'Italie qui n'est pas encore rachetée de la domination étrangère.

Rome lui manquait plus encore : « Rome capitale ! » tel fut le cri de tous les patriotes italiens dès la fondation du royaume : « O Rome ! s'écrie Carducci, l'Italie te salue et t'acclame, toi, la fleur de notre race ! » Garibaldi pensa l'enlever révolutionnairement, comme il avait fait de Naples, et le gouvernement italien qui s'était établi à Florence, sur la route de Rome, le laissa faire. Napoléon III ne le permit pas; les Garibaldiens furent battus à Mentana (3 novembre 1867), et le gouvernement impérial, tant qu'il dura, protégea la papauté; même au commencement de la guerre de 1870, il refusa de sacrifier Rome à l'alliance italienne.

L'Italie dut Rome à Sedan, comme elle avait dû Venise à Sadowa; le général Cadorna, à la tête des troupes royales, entra dans Rome par la porta Pia, le 20 septembre 1870. Un plébiscite consacra l'événement par 130 000 voix contre 1500. Car la formation de l'Italie fut, en toutes les provinces qui la composent, la manifestation solennelle et imposante de la volonté de toute la nation.

Le pape demeura l'ennemi de la Révolution qui lui avait pris tout pouvoir temporel et Rome même. Dès 1864, il avait publié l'Encyclique *Quanta cura*, suivie du *Syllabus* ou du résumé de toutes les « erreurs » condamnées par l'Église, comme la liberté de conscience, la souveraineté nationale,

l'instruction laïque, en un mot la plupart des principes de la société moderne. En 1869 il convoqua à Rome le concile du Vatican, et, après de longs débats, il lui fit voter le dogme de l'infailibilité pontificale, qui fut proclamé solennellement le 18 juillet 1870 du haut de la loggia de Saint-Pierre et défini dans la constitution *Pastor æternus*. C'est la reconstitution de la théocratie du moyen âge, au moment où l'Europe s'organise dans le régime moderne.

Cela n'empêcha point d'ailleurs, deux mois plus tard, l'occupation de Rome par les troupes italiennes, et l'année suivante l'installation du roi d'Italie au palais du Quirinal.

Le gouvernement italien s'efforça de fonder des rapports réguliers avec le Saint-Siège. Il n'y rencontra qu'un refus obstiné, un *non possumus* hautain. Il fit voter par les deux Chambres en 1871 la loi des garanties, qui proclame la souveraineté du pape dans le domaine du Vatican, qui lui garantit une liberté absolue dans toutes ses relations avec le monde catholique, et qui lui assure une dotation annuelle d'environ 3 millions de francs. Le pape repoussa la loi des garanties, que le gouvernement royal observe d'autant plus scrupuleusement, tenant même à la disposition du pape pendant dix ans les sommes accumulées de la dotation annuelle.

Enfermés dans le Vatican, prisonniers volontaires, les papes Pie IX, Léon XIII, Pie X, n'ont renoncé à aucune des revendications théocratiques du passé. Le grand pontificat de Léon XIII (1878-1903) en particulier constitua très fortement l'autorité morale, et même l'autorité politique du Saint-Siège; il ne fit aucune concession sur ses droits souverains dans l'ancien territoire de l'Église, ni sur la doctrine; il établit au contraire sur des bases définitives le roc sur lequel la foi catholique est bâtie; mais il sut faire aux dissidents d'habiles concessions sur le culte; il entreprit la réconciliation de l'Église romaine avec les Églises d'Orient qu'il commença de ramener à l'autorité de Pierre; il espéra la réconciliation de l'Église d'Angleterre travaillée par une

profonde transformation morale; il présida à l'expansion remarquable que reçut alors le catholicisme en Allemagne, aux États-Unis. Il exerça une grande influence en Allemagne par le parti du Centre docile à ses directions, en France par la politique du « ralliement » à laquelle consentirent la plupart des conservateurs.

De nos jours, sous le pontificat de Pie X, l'alliance du gouvernement allemand et du Centre est moins étroite qu'autrefois, et la politique du ralliement en France a définitivement vécu depuis la loi de séparation. Cependant la puissance politique et morale de l'Église de Rome demeure considérable; elle a été au XIX^e siècle, grâce surtout au concordat de Napoléon, très habilement renouvelée; depuis la fin du moyen âge elle n'avait jamais été plus grande. Sans doute on pourra appeler le XIX^e siècle, à cet égard, le siècle de la Renaissance de l'Église.

En présence de cette autorité, de ce prestige de caractère universel, la royauté de la maison de Savoie paraît petite et fragile. Le Quirinal est médiocre en face de Saint-Pierre et du Vatican. Cela n'est pas pour surprendre : la royauté italienne n'a pas derrière elle vingt siècles de traditions glorieuses.

II

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ITALIE

La royauté travaille à la grandeur de l'Italie nouvelle et à la prospérité de son peuple. La tâche est pénible. Maxime d'Azeglio disait il y a quarante ans : « L'Italie est faite; il reste à faire maintenant des Italiens ». Mot profond et triste. L'éducation politique et sociale d'un peuple demande de longues générations.

Le climat est trop doux, la vie est trop facile en Italie; la nature n'y exige pas les âpres vertus de la lutte pour le pain quotidien. Elle est tentatrice d'oisiveté. Non pas que tous

les Italiens soient des *lazzaroni* ; mais beaucoup de gens du peuple, dans les villes surtout, s'endorment comme eux au soleil, sans souci du lendemain. Les écoles sont encore insuffisantes ; dans le fond des campagnes, et même parmi la population des villes, les plus belles intelligences s'abandonnent aux superstitions traditionnelles, au culte des reliques, aux pratiques d'une véritable idolâtrie, aux émotions débilitantes de la loterie royale ; il faut lire à ce sujet l'un des romans de Matilde Serao : *Au pays de Cocagne*. La loterie est l'une des plaies sociales de l'Italie ; il est vrai que nous avons l'alcool. Combien il sera difficile, sous un ciel aussi heureux, de donner à ce peuple les fortes qualités des grands peuples libres !

Aussi l'Italie est-elle plus belle que riche. Elle est par endroits désolée en été par la malaria : les côtes du golfe de Tarente sont marécageuses, et l'emplacement des grandes villes de l'antiquité, comme Sybaris et Crotona, y est aujourd'hui désert. Les côtes de la Toscane et du Latium sont longées par les Maremmes et les Marais-Pontins, dont les fièvres estivales sont pernicieuses aux étrangers, font les habitants eux-mêmes chétifs et malingres.

Mais elle a dans l'ensemble de telles beautés qu'elle est comme un paradis, et il ne convient point de prétendre en donner seulement une idée. Il faut citer seulement au pied des Alpes les lacs Majeur et de Côme, les environs de Rome, le ravissant pays de Tivoli, les lacs d'Albano et de Nemi, la corniche de Gênes, par Vintimille, San Remo, Savone, le pays de Naples où le rivage prend des contours si souples, si gracieux, où chaque repli cache des merveilles nouvelles, de Misène à Sorrente, à Castellamare, à Torre dell' Annunziata, à Naples enfin, tout au fond de cette incomparable « *conca d'oro* », exposée au grand soleil du Midi qui l'inonde de lumière : ici la beauté de la nature prend un caractère plus pénétrant par le danger toujours présent des éruptions volcaniques ; car le Vésuve, le plus souvent tranquille et aimable aux curiosités des touristes et des savants, a parfois

de terribles colères comme celle de 79 qui détruisit Herculanium et Pompéi ou plutôt les conserva sous la cendre pour l'instruction de la postérité lointaine, ou celle de 1631, qui détruisit Torre del Greco bravement reconstruite depuis sur ses ruines, ou enfin celle d'avril 1906 qui ravagea le village de Bosco Trecase. Il faudrait citer la merveilleuse Sicile, qui, comme l'ancienne Grande-Grèce, a conservé peu de chose de l'antiquité grecque, quelques ruines à Syracuse ou Girgenti (Agrigente), mais qui attire chaque hiver des voyageurs de plus en plus nombreux à cause du délicieux climat de Palerme ou de Catane et de Messine. Tout le long de la côte, parmi des spectacles de beauté unique, surgissent les souvenirs aimables de la légende grecque, des farouches Charybde et Scylla, du terrible et risible Polyphème, et de la redoutable Circé, et des Sirènes enjôleuses. Au fond de l'Adriatique, Venise, Venezia-la-Bella, n'a plus la grande activité commerciale qui en avait fait pendant des siècles la reine de la Méditerranée; mais nul revers de la fortune ne lui enlèvera le charme et la splendeur de ses paysages, ni les monuments qu'elle a gardés de sa grandeur passée, son palais des Doges, son église Saint-Marc, ses musées tout illuminés de la chaude lumière des chefs-d'œuvre du Titien ou de Véronèse.

Car les hommes aussi, inspirés par des spectacles aussi rares, ont donné à l'Italie quelques-uns de leurs plus incontestables chefs-d'œuvre. De Venise à Naples, c'est comme la voie triomphale de l'art, et il serait tentant de s'y attarder, par Milan, sa cathédrale de Saint-Ambroise, le grand souvenir de Léonard de Vinci et son tableau de la *Cène* au réfectoire de Sainte-Marie-des-Grâces; par la cité des Fleurs, Florence, la patrie de Dante et de Michel-Ange, les deux Titans de la civilisation italienne, avec son église Sainte-Marie, son Baptistère aux portes de bronze sculptées par Ghiberti, et les trésors de son palais Pitti; par Rome enfin dont la gloire l'emporte sur celle de toute autre ville dans le passé; car elle représente jusqu'ici plus de vingt siècles

de grandeur, avec les souvenirs ruinés du forum de la République et du forum des Empereurs, avec la souveraine majesté de l'église Saint-Pierre. On travaille aujourd'hui à la reconstitution de la Rome impériale par des fouilles qui lentement la font reparaître au jour : la besogne est difficile, moins pourtant que celle de rester digne d'un tel passé.

L'Italie nouvelle a jusqu'ici vécu de sa gloire et de son climat plus que des ressources de son sol. Elle n'est qu'au commencement de l'exploitation méthodique de ses richesses naturelles qui ne sont pas médiocres.

L'agriculture n'y produit pas encore les résultats qu'on en peut attendre. Une grande partie du pays est couverte par les montagnes : la longue courbe de l'Apennin qui s'élargit au milieu de la péninsule dans le plateau des Abruzzes, puis le plateau de la Calabre, aux dures roches granitiques, qui laisse à peine de la place sur le rivage pour l'établissement des villes et des villages. Il y a cependant quelques plaines fertiles, en Sicile au pied de l'Etna, dans la Basilicate et l'Apulie, ou encore dans la Campanie, ou en Toscane dans la vallée de l'Arno. Mais dans le sud surtout ces riches terres sont dévorées par les *latifundia*, par la grande propriété capable de ruiner l'Italie comme dans l'antiquité. Dans la Calabre et la Basilicate, par exemple, presque toute la terre, qui appartient à quelques grands seigneurs, est occupée par des prairies ou par des forêts, qui ne laissent presque aucun travail aux paysans ; ils n'y trouvent pas de quoi vivre, et ils sont obligés de s'expatrier en grand nombre ; le pays se dépeuple dans des proportions désastreuses. C'est la principale raison de l'émigration italienne, toujours si considérable ; elle a été en 1903 de 500 000 habitants, sur une population totale de 33 millions d'habitants, ce qui représente une densité de 114 au kilomètre carré.

C'est que la population, clairsemée dans les pays de grande propriété, est au contraire très serrée aux environs de Naples, et surtout dans le vaste bassin du Pô, aux allu-

vions fécondes, où l'Italie trouve les principaux éléments de son activité agricole. Le fleuve, né dans les Alpes, est en plaine à peu de distance en aval de Turin, et dès lors il coule lentement sur l'emplacement de l'ancien golfe Adriatique qu'il a peu à peu comblé de ses apports; il laisse au fond de son lit et sur ses bords une grande partie des débris qu'il roule, et son lit s'exhausse au point qu'il le faut endiguer à des hauteurs considérables : ainsi, devant Ferrare, les digues sont plus élevées que les maisons. Le Pô n'est donc pas navigable, à peine y voit-on quelques barques de pêche; une grande partie de ses eaux est employée à l'irrigation de sa vallée, par le canal Cavour, ou le Naviglio Grande, ou le canal de la Martesana. Ainsi la plaine est riche, bien qu'on puisse la concevoir plus riche encore. Sur les dernières pentes des Alpes, on cultive le mûrier; l'Italie vient aussitôt après la Chine et le Japon pour la quantité de soie produite, qui y a été en 1904 de 5 000 tonnes, au Japon 8 000, en Chine 12 000. Elle en exporte la plus grande partie en France, puis en Suisse; elle en traite en soieries à peu près la cinquième partie, 1 050 tonnes en 1904, notamment dans la région de Milan, par exemple à Monza.

Plus bas dans la Lombardie on cultive le blé : l'Italie en produit annuellement environ 50 millions d'hectolitres, presque la moitié de la production française. La farine de froment y est employée en grande quantité à la fabrication des pâtes alimentaires. Elle a aussi beaucoup de maïs, 30 millions d'hectolitres : les habitants de la région du Pô consomment beaucoup de *polenta*, qui est une sorte de bouillie de maïs. Il y a même dans le delta très vaste du grand fleuve quelques cultures de riz, grâce à la grande élévation de température qui résulte de l'abri des Alpes.

Dans tout le reste du pays, notamment en Campanie et en Sicile, la terre est surtout occupée par les cultures arborescentes : l'olivier — plus de 50 millions de francs d'exportation d'huile d'olive, — l'oranger — 30 millions de francs

d'exportation, — les arbres fruitiers, les fleurs, les vignes : il y a des crus renommés à travers la péninsule, le Marsala à la pointe occidentale de la Sicile, le Lacryma Christi en Campanie, le Chianti en Toscane, l'Asti dans le Piémont, sur les coteaux du Montferrat.

Du blé et de la vigne, ce sont bien, en proportions moindres, les mêmes caractéristiques de l'agriculture qu'en France.

L'Italie a encore moins de ressources minérales que la France. Elle n'a pas de houille, elle a seulement un peu de fer dans l'île d'Elbe. Elle est traversée du nord au sud, de la Toscane à la Sicile, par une des bandes volcaniques les plus remarquables du globe; ainsi elle a une production considérable de soufre, presque toute la production mondiale, 3 700 000 tonnes sur un total de 3 800 000. Elle exploite toujours ses marbres de Carrare, la terre de Sienne et le borax de la Toscane. Elle a des verreries toujours célèbres à Murano, près de Venise; elle fait un grand commerce de statuettes, non pas toujours artistiques.

Il est possible que la houille blanche de ses montagnes lui permette un plus remarquable développement économique. Déjà nulle puissance européenne ne fait un plus grand usage des chutes d'eau pour la production du courant électrique; elle en exploitait en 1905 une force de 210 000 chevaux, et la France à la même date 162 000. Il est possible que les Alpes deviennent bientôt une grande région industrielle; alors l'Italie serait bien placée pour y prendre un des premiers rangs.

Elle occupe déjà une situation commerciale de premier ordre, et tant que le réseau des voies de la péninsule des Balkans ne sera pas complet, elle sera la grande route de l'Europe occidentale et centrale à la Méditerranée. Les Alpes, qui entourent comme d'une ceinture la vallée du Pô, sont percées de quelques-uns des plus importants tunnels du monde : le tunnel de Tarvis par où arrive la ligne de Vienne, celui du Brenner avec la ligne d'Innsbrück, Munich

et l'Allemagne, celui du Saint-Gothard qui vient de Suisse et de Bâle, celui du Simplon qui rapproche le grand commerce vers la France orientale, celui du Cenis qui est toujours la voie du commerce franco-anglais vers l'Italie. On aura peut-être un jour le tunnel du Mont-Blanc, et bientôt celui du col de Tende entre Nice et Coni. Toutes ces voies convergent sur la vallée du Pô et aboutissent à Gênes ou sont ensemble dirigées le long du fleuve, par Plaisance et Bologne, à travers l'Émilie qui doit justement son nom au passage de l'ancienne Via Emilia, construite par Paul-Émile, qui avait dans l'antiquité le même intérêt que la grande voie ferrée qui la remplace.

Le commerce international donne une grande activité aux ports italiens, à Palerme, à Tarente, à Ancône, à Venise, à Brindisi, où la malle des Indes est embarquée sur les paquebots anglais, surtout à Naples et Gênes : Naples fait un commerce annuel d'environ 7 millions de tonneaux, supérieur à celui du Havre (4 millions et demi) ; Gênes atteint 10 millions de tonneaux, — Marseille le dépasse d'un million de tonneaux seulement.

Au total pourtant l'Italie ne fait qu'un commerce annuel de 3 milliards et demi de francs, et elle est encore au point de vue économique une puissance de second ordre.

III

LA POLITIQUE ITALIENNE

L'Italie tient une plus grande place dans la politique générale, parce qu'elle est une des plus grandes puissances de la Méditerranée et que la Méditerranée est de nouveau, comme dans l'antiquité, le centre politique de l'ancien continent. La glorieuse histoire de Rome ne peut manquer d'inspirer aux Italiens d'aujourd'hui de hautes ambitions. « Il est difficile, dit M. Lavisser, de ne pas rêver du haut du Capitole. »

L'Italie, en effet, s'engagea de bonne heure dans les

grandes entreprises. Elle construisit aussitôt une forte marine, composée des vaisseaux les plus formidables du temps. Dès 1866, elle fut battue à Lissa, sous le commandement de l'amiral Persano, par les vieux bâtiments autrichiens de l'amiral Tegethoff : elle a été fortifiée depuis; l'Italie est aujourd'hui une des grandes puissances navales de l'Europe elle ne le cède qu'à l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Elle a aussi une armée considérable; elle consacre à son budget militaire 440 millions de francs (en 1905) sur un budget total de 1 872 millions; son armée compte en temps de paix 277 000 combattants, et elle pourrait réunir en temps de guerre un contingent de 3 323 000 hommes, qui d'ailleurs ne sont pas tous parfaitement instruits. Les armements sont surtout groupés dans les Alpes, soit du côté du quadrilatère de Mantoue en face du Tyrol autrichien, soit dans les régions militaires de Turin et d'Alexandrie où des fortifications considérables ont été construites au temps des relations délicates avec la France, il y a une vingtaine d'années. Alors l'Italie se trouva, par ses forces militaires et navales, élevée à la dignité des grandes puissances européennes; elle fut digne de l'alliance allemande.

Car, après les années remplies par la formation du royaume, jusqu'en 1870, la première formule de la politique extérieure de l'Italie fut la triple alliance, qui d'ailleurs en est encore un des éléments essentiels. Il faut dire aussitôt que la politique de Napoléon III avait enlevé à la France presque tous les bénéfices des victoires de Magenta et de Solférino, et qu'en interdisant Rome à l'Italie, elle l'avait rejetée vers d'autres alliances. C'est à la Prusse et à la victoire de Sadowa que l'Italie avait dû Venise; c'est encore à la Prusse et à la victoire de Sedan qu'elle dut la possibilité de l'occupation de Rome.

Sans doute les plus profondes traditions nationales détournèrent l'Italie de l'alliance autrichienne; la haine de l'Autriche fut la forme même du sentiment patriotique italien, la violente passion nécessaire à la conquête de la

liberté. Même à travers les siècles anciens l'Italie avait appris à redouter et à détester les « Tedesci », les « barbares » de la Germanie dont les empereurs trop souvent traversaient les Alpes pour piller ses riches campagnes. Ce sont des sentiments qui n'ont pas entièrement disparu de l'âme italienne.

Mais la France avait toujours défendu la papauté contre l'Italie : n'était-ce pas la France qui, au temps de Pépin le Bref et de Charlemagne, avait créé le pouvoir temporel du Saint-Siège ? Elle était donc par là une ennemie de l'Italie nouvelle. L'Assemblée Nationale de 1871, de majorité conservatrice, autorisait les plus significatives manifestations en faveur de la papauté, votait l'expropriation des terrains nécessaires à la construction du Sacré-Cœur de Montmartre, faisait craindre aux Italiens la possibilité d'une nouvelle expédition de Rome, qui, comme celles de 1849 et de 1867, se mettrait au service du pape. Victor-Emmanuel II, qui avait pourtant des sympathies personnelles pour la France, alla visiter l'empereur d'Autriche et l'empereur allemand : il prenait ses sûretés.

Ce n'est pas tout. En 1881, la France s'empara tout d'un coup du protectorat de la Tunisie, un domaine colonial que l'Italie se réservait ; car dans le passé Rome avait vaincu Carthage et longtemps régné sur la province d'Afrique ; dans le présent, l'Italie avait déjà à Tunis des intérêts supérieurs à ceux de la France ; elle y avait un plus grand nombre de colons, et son consul, M. Maccio, venait d'y remporter un important succès, la concession des premières voies ferrées de la Régence à une compagnie italienne. Lors de l'occupation de Tunis par les troupes françaises, il y eut de vifs incidents entre la France et l'Italie, des bagarres à Marseille, même une protestation diplomatique du gouvernement italien. Le roi Humbert I^{er}, qui avait succédé à son père Victor-Emmanuel II, en 1878, en exaspéra sa gallophobie déjà remarquable ; quelques mois après, en 1882, il entrait décidément dans la Triple Alliance.

La Triple Alliance n'était pas seulement pour les Italiens

d'alors une garantie, une légitime défense contre le danger français; ils espéraient en faire un instrument d'action, et même de provocation contre la France. C'est qu'installés à Rome ils y prenaient des ambitions antiques : arrivés tard à l'indépendance et au rang des grandes puissances, ils trouvaient la France fortement établie sur les côtes de la Méditerranée, et capable de s'opposer à leurs grands rêves de prépondérance sur cette mer; elle était l'obstacle à leurs orgueilleux desseins; ils pensèrent lui disputer et lui prendre sa place à la tête des nations latines : principe d'une rivalité qui fit près de vingt ans les deux sœurs ennemies.

Car il y eut un moment de tension singulièrement critique entre la France et l'Italie; ce fut surtout sous le gouvernement de M. Crispi : alors l'Italie arma formidablement sa frontière des Alpes; en 1887, elle déclara à la France la guerre douanière en établissant sur les marchandises françaises des tarifs exorbitants, auxquels la France répondit par des mesures semblables; les relations cessèrent presque complètement entre les deux voisines : l'Italie acheta à l'Allemagne, qui ne s'en plaignit point, les machines et les tissus qu'elle achetait jadis à la France, qui y perdit de nombreux clients; mais l'Italie ne put vendre aux Allemands, qui n'en usent pas, leurs vins et leurs pâtes alimentaires; l'or italien alla en Allemagne au lieu d'aller en France; mais l'or allemand ne remplaça pas en Italie l'or français; ce fut pour elle la cause de plusieurs années de misère et de déficit, qu'on pourrait appeler les années de vaches maigres.

En attendant la bonne occasion d'écraser la France et de lui prendre, avec la Tunisie, l'Algérie peut-être et la domination de la Méditerranée, M. Crispi voulut utiliser les grandes ressources militaires de l'Italie et lui conquérir un empire colonial, nécessaire d'ailleurs à canaliser l'émigration au profit du pays, et il conçut le grand dessein d'un empire italien de l'Afrique orientale.

Il y obtint d'abord de magnifiques succès. Une colonie ita-

lienne avait été fondée en 1885 à Massouah sur la côte de la mer Rouge; une autre était établie sur la côte de l'Océan Indien, dans le pays des Somalis; entre les deux, s'étend l'immense et riche empire de l'Abyssinie, alors en pleine anarchie féodale, affaibli de ses dissensions. Deux ras, Mangascia et Ménélik, se disputaient le pouvoir suprême et le titre de négus : l'Italie se prononça pour Ménélik, lui donna des armes, battit Mangascia et détruisit toute sa puissance; Ménélik, par le traité d'Ucciali, en 1889, reconnut le protectorat de l'Italie; y frappa ses monnaies et consentit qu'on inscrivît sur leur tranche : « L'Italie protège l'Éthiopie ». Jamais protectorat ne fut plus régulièrement établi.

En 1893, Ménélik, n'ayant plus besoin des Italiens, bien pourvu d'armes et d'or, dénonça le traité de 1889, revendiqua son indépendance absolue. Il fallut lui faire la guerre. Elle fut terrible pour l'Italie, le général Baratieri fut battu, écrasé à la bataille d'Adoua, le 1^{er} mars 1896, et l'Italie fut heureuse, au traité d'Addis-Abeba, en octobre suivant, de pouvoir garder la côte brûlante de Massouah. Il lui fallut renoncer à tout protectorat sur l'Abyssinie.

Elle tombait du haut d'un grand rêve : elle en demeura quelque temps meurtrie. M. Crispi fut renversé du pouvoir et mourut bientôt après. La crise économique s'aggrava, par le poids des charges militaires, sans compensation; la misère redoubla; la Sicile fut déchirée par la révolte des *fasci*, malheureux paysans soulevés contre le fisc; Milan même en 1898 fut ensanglantée par une émeute qui prit un moment un caractère révolutionnaire. Ce fut la triste fin d'un règne, dont les épreuves contrastent avec la gloire éclatante du règne précédent : Humbert I^{er} est mort en juillet 1900, assassiné par un anarchiste.

Déjà, quelque temps avant sa mort, Humbert I^{er} avait senti la nécessité d'une autre politique, et il avait fait cesser la guerre douanière avec la France; la misère en Italie en fut presque aussitôt soulagée. Le nouveau roi Victor-Emmanuel III accentua cette orientation encore timide; dès 1901,

il envoya une flotte italienne à Toulon pour y saluer le Président de la République; en 1903, il vint à Paris avec la reine Hélène et il fut chaleureusement accueilli; les sympathies de race et de culture s'affirmèrent; en 1904, le Président Loubet fit en Italie une visite plus caractéristique encore; il alla à Rome même faire un séjour officiel de plusieurs jours, reconnaissant ainsi solennellement Rome comme capitale de l'Italie; les Italiens l'en remercièrent par l'enthousiasme de leur réception: c'était la fin d'un malentendu qui depuis cinquante ans tenait l'Italie en défiance à l'égard de la France.

En vérité, il ne peut plus être question, comme dans l'antiquité, de la prépondérance d'une seule nation sur la Méditerranée; il n'est pas nécessaire, il n'est sans doute pas possible que la Méditerranée redevienne un lac romain; la politique contemporaine est plus complexe que celle du III^e siècle avant Jésus-Christ. C'est par un juste équilibre que la Méditerranée restera ouverte au libre commerce de toutes les nations, et elle offre de quoi satisfaire les intérêts économiques de l'Italie aussi bien que de la France. L'une et l'autre même, avec l'Angleterre, ont intérêt à contenir l'expansion vers cette mer des redoutables ambitions germaniques.

Dès aujourd'hui l'Italie a conquis une situation considérable dans la politique méditerranéenne; elle a des visées, au moins économiques, sur la Tripolitaine, et la France s'est effacée devant elle; elle travaille déjà à rendre à l'ancienne Cyrénaïque son éclatante prospérité d'autrefois. Déjà rien ne peut se passer dans la Méditerranée sans qu'elle y joue un rôle de premier plan. Elle a puissamment contribué à organiser l'autonomie de la Crète; elle a en Macédoine le commandement de la gendarmerie internationale; le roi Victor-Emmanuel III a fait au roi Georges de Grèce, à Athènes, en avril 1907, une visite qui a éveillé de chaudes sympathies entre les deux peuples. Elle a des intérêts de premier ordre en Albanie, et, selon la voie tracée dans l'antiquité par

la République romaine, elle pousse vigoureusement son action à travers l'ancienne Illyrie; le mariage de Victor-Emmanuel III avec la princesse Hélène de Monténégro a sur ce point la valeur d'un symbole. Mais ainsi l'Italie s'oppose forcément à la poussée autrichienne vers le sud, et l'irréductibilisme y prend une sorte de renaissance. L'alliance de l'Autriche et de l'Italie a les caractères d'un contre-sens.

Cependant l'Italie a le plus grand intérêt à rester dans la Triple Alliance; si elle s'en écartait, la politique austro-allemande dans les Balkans n'aurait plus à garder aucun ménagement, et l'Italie ne serait pas de taille à la contenir. D'autre part, elle entretient d'excellents rapports avec l'Angleterre, elle resserre chaque jour ses relations avec la France, elle trouve dans cette double entente la condition même de sa fortune, et elle en fait la base de sa politique méditerranéenne. A la conférence d'Algésiras en 1906, son représentant, le marquis Visconti-Venosta, a soutenu en toute indépendance la thèse des intérêts spéciaux de la France dans la Méditerranée et notamment au Maroc. Entre l'entente cordiale et la Triple Alliance, l'Italie garde une entière liberté d'action; elle est bien placée pour représenter, dans les conflits qui déchirent l'Europe, la plus belle et la plus grande des causes, celle de la paix. L'antiquité fut heureuse et prospère pendant des siècles sous « la paix romaine, *pax romana* ».

CHAPITRE XIII

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

I. L'Espagne musulmane. — II. L'Espagne catholique. — III. La situation économique de l'Espagne et du Portugal. — IV. Conclusion sur les pays latins.

I

L'ESPAGNE MUSULMANE

La péninsule ibérique dut son nom aux tribus des Ibères qui, refoulés au sud-ouest de l'Europe par les migrations celtiques, paraissent pouvoir être identifiés avec les ancêtres des Basques. Les Celtes les suivirent au delà des Pyrénées et constituèrent avec eux le peuple des Celtibères dont l'histoire n'a guère conservé que le nom. En beaucoup de points, semble-t-il, cette histoire a de la ressemblance avec celle des anciens Gaulois.

La différence qui les en distingua toujours tint à leur voisinage de l'Afrique qui ne cessa d'influer sur leur évolution politique et sociale. Là même est jusqu'à nos jours la plus grande originalité de l'Espagne parmi les nations européennes : elle a toujours eu des caractères africains. Dès l'antiquité, elle fut une province de l'empire carthaginois ; elle y fut annexée par les illustres Barcas, Hamilcar, puis

son fils Hannibal, qui y fondèrent la Nouvelle-Carthage ou Carthagène : elle fut la base des opérations d'Hannibal contre Rome même. Avec Carthage, elle passa sous la domination des Romains; elle leur demeura généralement soumise, et elle fut transformée par eux de la même façon que la Gaule; elle fut fort bien cultivée dans la Bétique, qui fut appelée plus tard Andalousie; elle eut des routes et des ports; Saragosse, Cordoue, Mérida, Badajoz, sont de fondation romaine; la langue latine s'imposa aux habitants du pays, et la langue espagnole et la langue portugaise en devaient être plus tard des filiations, comme le français, le provençal ou l'italien. C'est par ces souvenirs que l'Espagne demeure étroitement liée à la grande famille des peuples latins : leur unité vient de l'éducation romaine qu'ils ont ensemble reçue; par là l'influence de l'empire romain a traversé les siècles.

Comme en Gaule et en Italie, les monuments romains y furent renversés par les invasions barbares. Les Vandales, après avoir traversé toute la Gaule en pillant, pillèrent encore la péninsule ibérique; ils paraissent avoir séjourné quelque temps en Andalousie, retenus sans doute par l'admirable beauté du climat. Ils furent refoulés au delà des colonnes d'Hercule par d'autres barbares qui les suivaient, des Alains, des Suèves.

Les Wisigoths, comme les Francs en Gaule, fondèrent en Espagne un établissement plus durable. Venus d'Italie par la Gaule méridionale, établis d'abord à Toulouse d'où ils furent chassés par Clovis après leur défaite à Vouillé, ils fondèrent au delà des Pyrénées le royaume de Tolède, qui dura environ deux siècles. Ils commencèrent aussitôt de dépouiller leur barbarie; ils eurent des rois intelligents et justes, ils eurent des lois remarquables; ils eurent une sorte de politesse, et Brunehaut et Galeswinthe, sa sœur, toutes deux filles d'un roi de Tolède, avaient une autre éducation que les grossiers maris qu'on leur donna, les rois francs Chilpéric et Sigebert. Alors ils furent convertis au catho-

licisme; ils y gardèrent pendant des siècles un zèle de néophytes, à cause du voisinage des Infidèles; ils se trouvèrent définitivement à la pointe extrême de l'Europe, à l'avant-garde de la chrétienté. Ils en conservèrent à jamais la marque.

Car ils subirent de bonne heure le choc de l'invasion musulmane. Après avoir parcouru au galop de leurs chevaux toute l'Afrique septentrionale, les Arabes franchirent les colonnes d'Hercule, qui furent appelées dès lors le détroit de Gibraltar, du nom du général Tarik, — Djebel-al-Tarik, ou Gibraltar, montagne de Tarik. — En une seule bataille à Xérès, en 711, le royaume des Wisigoths fut détruit; l'invasion arabe submergea toute la péninsule, franchit les Pyrénées, alla seulement se briser à Poitiers sur les rudes bataillons de Charles-Martel.

Quelques Chrétiens, sous un vaillant chef, Pélage, se retranchèrent dans les montagnes des Asturies, opposèrent une résistance victorieuse aux Arabes dans les rochers de Covadonga, y demeurèrent invincibles. C'est de là que devait repartir ensuite la « reconquête » qui, pendant 700 ans, jusqu'à la fin du xv^e siècle, mit aux prises les Espagnols et les Musulmans : le caractère même du peuple espagnol ne pouvait manquer d'en subir une profonde impression. Il fut le plus grand peuple de la croisade; elle était la condition même de son existence.

Les Arabes eurent en effet le temps d'une action remarquable sur le pays; ce fut le premier âge de la civilisation espagnole; nulle part peut-être la civilisation arabe ne fut plus brillante. Les califes établirent leur capitale à Cordoue, qui ne fut jamais plus belle que sous leur domination; elle était bien placée pour régner à la fois sur l'Espagne et sur l'Afrique du Nord. Les Arabes donnèrent à l'Andalousie et aux régions de Valence et de Murcie une prospérité agricole qu'elles n'ont pas retrouvée depuis; venus de leurs déserts, ils connaissaient le prix de l'eau; ils surent la ménager, la distribuer en un admirable sys-

tème d'irrigation, qui changea les rochers de la côte méditerranéenne en huertas, en jardins de toute beauté, pleins d'oliviers, d'orangers, de fleurs, même de palmiers. Tolède, Séville, Cordoue furent embellies des plus merveilleux monuments de l'architecture arabe; la mosquée de Cordoue, en particulier, en est un des chefs-d'œuvre. L'Alcazar de Séville a aussi de très beaux morceaux. Cordoue, qui a aujourd'hui 58 000 habitants, en eut alors plus de 300 000. Elle n'eut pas seulement des palais magnifiques, remplis de trésors; elle eut des écoles justement fameuses, où les savants de l'Europe eux-mêmes vinrent s'instruire : c'est par l'université de Cordoue, bien plus que par les croisades de Palestine, que la science arabe, si supérieure alors à celle de l'Occident, se répandit à travers l'Europe et commença d'y éclairer « les ténèbres de la barbarie ». Or la science arabe était surtout faite d'emprunts à la Grèce et notamment aux ouvrages d'Aristote; elle a donc joué un rôle important dans l'histoire générale de la civilisation, puisqu'elle a contribué à faire connaître à l'Europe chrétienne du moyen âge les trésors de l'antiquité grecque. L'Espagne par Cordoue fut au centre du mouvement scientifique.

Puis, comme il arrive souvent aux peuples orientaux, la décadence des Arabes commença par l'excès même de la richesse et du luxe; leur puissance fut maintes fois renouvelée par des dynasties mauresques, comme les Almoravides ou les Almohades; elles ne purent que retarder un peu les progrès de la Croisade chrétienne, qui peu à peu s'étendait sur le royaume de Léon, la Castille, le Portugal, l'Aragon. C'est au ^x^e siècle que se placent les exploits, en grande partie légendaires, du Cid Campéador, don Rodrigue Diaz de Bivar; il enleva du moins Valence aux Musulmans, mais il ne fut pas un chevalier sans reproche. C'est en 1212 que la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa rejeta les Maures en Andalousie, où ils devaient encore rester près de trois siècles.

La lenteur de la reconquête habitua les royaumes chrétiens successivement délivrés à une existence séparée : Léon, Portugal, Castille, Aragon, Valence eurent longtemps chacun leur dynastie particulière, leurs institutions, leur vie propre. Aujourd'hui encore le Portugal demeure distinct de l'Espagne; dans l'Espagne même, chacun des anciens royaumes qui se sont réunis en elle conserve une sorte d'originalité, et il ne serait pas difficile d'en retrouver la trace jusque dans l'histoire la plus contemporaine.

Après la bataille de Las Navas de Tolosa, les Maures restèrent encore longtemps établis dans la Véga de Grenade, au pied de la Sierra Nevada; ils en firent par d'habiles travaux la merveille de l'Andalousie, un des plus beaux jardins de l'Espagne. Ils y construisirent l'Alhambra, l'un des chefs-d'œuvre de l'art arabe, aux multiples galeries en arcades de toutes formes, parmi les colonnettes fines et les vasques de marbre où l'eau jaillit, sous le grand soleil, dans les arbustes, les fleurs et les parfums. Ainsi le Sud de l'Espagne resta encore longtemps uni à l'Afrique, pendant que la haute barrière des Pyrénées séparait presque complètement la péninsule du reste de l'Europe : en vérité, pendant des siècles, l'Espagne a été plutôt africaine.

La grande croisade fut achevée par les Rois Catholiques, Ferdinand et Isabelle, à la fin du xv^e siècle. Isabelle en fit la grande affaire de son règne. En 1481, elle vint mettre le siège devant Grenade, et pour montrer son inébranlable résolution, elle construisit devant la place toute une ville nouvelle, où elle s'établit presque à demeure avec l'armée, et qu'elle appela Santa-Fé. Ce fut une guerre de dix ans, une épopée comme l'Illiade, quoi qu'elle n'ait pas trouvé son Homère. La constance de la reine fut récompensée : Grenade tomba en son pouvoir en 1492, et Boabdil, le dernier des Abencérages, quitta la capitale de ses ancêtres pour aller vivre dans la montagne des Alpujarras.

Ce ne fut pas seulement la fin d'un empire, ce fut la fin d'un âge de la civilisation espagnole. Les Rois Catholiques

furent impitoyables pour les Musulmans, qui avaient donné à l'Espagne plusieurs siècles de grandeur et de prospérité. Les mosquées devinrent des églises; mais aussi l'Inquisition royale ou le Saint-Office, instituée en 1481, sous la direction du prieur dominicain d'Avila, Torquemada, sévit terriblement contre les Maures comme contre les Juifs; ils reçurent l'ordre de se convertir sous les pires menaces; en 1499, 50 000 furent en effet baptisés; d'autres se révoltèrent, ils furent vaincus et en grand nombre massacrés; en 1502, tous ceux qui n'étaient pas baptisés durent quitter le royaume.

L'Espagne ne fut plus que catholique. Sans doute ses rois espérèrent, par le catholicisme, lui donner une nouvelle grandeur et une civilisation plus éclatante. L'Espagne est un pays aux couleurs crues, aux contrastes tranchés.

II

L'ESPAGNE CATHOLIQUE

La foi, en effet, lui donna presque l'empire du monde, et ce fut l'apogée de sa grandeur.

Christophe Colomb avait été reçu à Santa-Fé par la reine Isabelle, et c'est là qu'elle lui avait donné les moyens de la traversée de l'Atlantique, trois vaisseaux et de l'argent. Car l'expédition de Colomb fut une autre croisade : il pensait débarquer sur la côte orientale de l'Asie, prendre l'Islam à revers et achever sa défaite et le triomphe du Christ.

L'Espagne et le Portugal étaient bien placés pour conduire les grandes expéditions transatlantiques. Depuis longtemps déjà on s'y préoccupait, au dehors de toute intention religieuse, de retrouver la route de l'Inde, dont la conquête turque fermait l'accès par l'Asie Mineure; et les savants portugais notamment, de leur observatoire de Sagres, cherchaient méthodiquement l'extrémité méridionale de l'Afrique: en 1487, cinq ans avant le voyage de Christophe Colomb

Barthélemy Diaz atteignait le cap de Bonne Espérance; en 1498, Vasco de Gama débarquait à Calicut dans l'Inde. Et ce fut ensuite un Portugais au service de l'Espagne, Magellan, qui commanda en 1518 l'expédition qui devait faire pour la première fois le tour du monde.

L'Espagne et le Portugal ont une même gloire en ces événements qui achevaient la connaissance de la terre et bouleversaient les idées reçues, au point que l'Église en montra un moment de l'émotion. Ce fut pourtant le pape Alexandre VI Borgia qui, par une bulle du 2 mai 1493, partagea le monde entre les Portugais et les Espagnols, selon une ligne méridienne passant par les îles du cap Vert.

Les préoccupations religieuses ne furent pas longtemps les principales en cette histoire de la grande colonisation. Cependant l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et une grande partie de l'Amérique du Nord devinrent catholiques; le reste du Nouveau Monde fut converti au christianisme par le protestantisme; les Portugais espèrent aussi conquérir à la croix les peuples de race jaune, et les Jésuites, avec saint François-Xavier, remportèrent en effet des succès considérables au Japon, qui ne fut pas éloigné, à la fin de xvr^e siècle, de devenir tout entier chrétien.

La conquête du monde par les Espagnols et les Portugais est la plus grandiose épopée de l'histoire. Albuquerque dans les grandes Indes, Cortez, Almagro, Pizarre en Amérique, ont accompli les exploits les plus étonnants. Mais ce fut souvent le triomphe de la violence et de l'avidité, et ce fut d'abord la destruction à peu près complète d'un passé sans doute remarquable, si l'on en juge par les quelques débris qui en sont restés; car il y avait alors, au Mexique et au Pérou, selon le récit des conquistadores eux-mêmes, de grandes cités aux rues larges et vivantes, des palais entourés de magnifiques jardins, des temples, des routes et des aqueducs; un grand luxe de statues et d'objets artistiques, une certaine organisation politique et sociale. Des Incas du Pérou, des Aztèques ou des Toltèques du Mexique, il ne

nous reste guère que le souvenir et quelques ruines monumentales.

Toute une race, la race rouge, a ainsi presque totalement péri.

Une autre race fut odieusement exploitée par la traite. Car les conquistadores se jetèrent sur les mines d'or de l'Amérique avec une sorte de fureur; ils enchaînèrent les malheureux indigènes à un travail qui les tua. Les évêques en eurent de la pitié; ils recommandèrent pour l'extraction du minerai l'emploi des nègres, plus robustes. Ce fut le commencement du commerce des noirs à travers l'Atlantique, une des plaies les plus épouvantables de l'histoire de l'humanité, avec les chasses à l'homme dans les prairies de l'Afrique pour le chargement des navires négriers, avec les horreurs de l'entassement des malheureux à fond de cale, avec la mortalité si effrayante que souvent un seulement sur dix survivait aux épreuves de la traversée; on ne traita jamais si mal le bétail même. Pourtant le Christ prêchait la fraternité entre les hommes.

Et la raison de ce crime n'était que mercantile. Il ne s'agissait que de faire produire le plus possible aux pays conquis; il ne s'agissait, pour les Portugais, que d'exploiter les épices des Indes orientales; ils eurent, du cap de Bonne-Espérance aux îles de la Sonde, d'actifs comptoirs, et Lisbonne fut un moment le plus grand port du monde. Il ne s'agissait pour les Espagnols que d'exploiter les Eldorados de l'Amérique du Sud; à force de violences, ils en tirèrent en effet des trésors considérables en or et en argent. La provision de métal précieux, qui s'était épuisée dans les siècles précédents notamment par le développement de l'industrie des objets de piété, fut renouvelée pour une nouvelle période historique. Ce n'était pas seulement l'Inde qui livrait ses richesses aux nations de l'Europe, c'était le Nouveau Monde, c'étaient les Indes orientales et occidentales.

C'est bien le commencement d'une ère nouvelle dans

l'histoire des hommes; ce sont les temps modernes. L'Espagne y eut d'abord une grandeur extraordinaire : Charles-Quint, le petit-fils de Ferdinand et d'Isabelle, fut empereur d'Allemagne, régna en outre à titre héréditaire sur l'Autriche, les Pays-Bas, la Franche-Comté, le nord et le sud de l'Italie, l'Espagne et les Indes occidentales, c'est-à-dire l'Amérique. Qu'était la France de François I^{er} à côté d'une telle puissance? Philippe II fut encore plus redoutable; car il épousa la reine d'Angleterre Marie Tudor, puis la fille du roi de France Henri II; il devint roi de Portugal et maître ainsi des Indes orientales; le monde alors connu lui appartient presque tout entier. Nul autre souverain ne régna jamais sur un pareil empire.

Il eut conscience de sa grandeur exceptionnelle, il pensa fonder la monarchie catholique universelle; il lui parut qu'il était facile d'écraser l'hérésie protestante, et d'entreprendre ensuite la destruction des Infidèles; il fut l'épée de l'Église, il crut être le soldat de Dieu; il eut la grande joie de vaincre les Turcs à Lépante et de les chasser définitivement de la Méditerranée occidentale. Il donna à l'Inquisition une nouvelle vigueur; il fit brûler tous les réformés qu'elle découvrit en Espagne; il fut un apôtre terrible de l'unité catholique.

Le monument où revit le souvenir de ce règne incomparable est l'Escorial; il est le symbole de ces temps sombres et majestueux. Construit dans la solitude désolée de la sierra de Guadarrama, c'est un colossal palais, qui comprend une vingtaine de bâtiments, une grande église centrale dédiée à Saint-Laurent, et une crypte destinée à la sépulture des rois, un couvent et une nécropole autant qu'un palais royal.

Cette époque présente d'ailleurs des caractères si imposants, elle exprime une civilisation si remarquable qu'elle a produit naturellement des chefs-d'œuvre qui en sont dignes. Car les lettres et les arts sont les fruits d'une société qui a atteint une sorte de perfection. Ce fut le second âge de la civilisation espagnole; ce fut le grand siècle de l'Espagne. Le Portugal lui-même eut son illustre poète

épique, Camoëns, l'auteur des *Lusiades*, qui est l'épopée des conquistadores. L'Espagne eut l'immortel Cervantès, qui lui donna son héros national en don Quichotte de la Manche, l'intrépide chevalier de droit et de l'idéal, un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain. Elle eut les « autos sacramentales », les drames religieux de Lope de Vega et de Calderon ; elle eut ses légendes nationales et le Romancero du Cid avec Guilhen de Castro ; elle y trouva son propre portrait, sa bravoure et son orgueil nés de longs siècles de guerre et de conquêtes sans égales, sa foi profonde et son ardeur pour la croix. Elle y revit magniquement dans toute sa gloire. Elle eut alors aussi sa grande école de peinture ; l'art espagnol eut naturellement des tendances religieuses : on le notera par exemple dans l'*Adoration des Bergers* de Ribera qui est au Louvre, ou encore dans l'*Assomption* de Murillo. Les nombreuses Vierges qui ont été peintes par Murillo ont une grande douceur et la couleur vaporeuse dont il les enveloppe est comme un nimbe qui attendrit encore leur beauté. Au contraire le *Moine en prière* de Zurbaran est une peinture presque effrayante de foi profonde et d'ardeur contenue. Velasquez, qui appartient aussi au xvii^e siècle, est sans doute le plus grand de tous ; il a laissé des portraits de rois, d'enfants et d'infantes, qui sont plus que vivants, qui expriment derrière les personnages la tristesse majestueuse de la cour espagnole, le rapide épuisement physique et moral de la famille royale : son œuvre en garde une impression saisissante, semblable à l'admiration craintive que l'on donne à l'Escorial. C'est comme le fond même du sentiment catholique, fait de piété douce et de préparation à la mort.

Car la grandeur de l'Espagne fut incomparable et courte. Philippe II lui-même, au fond de l'Escorial, dut enregistrer les échecs les plus sensibles : il ne put vaincre la révolte des Provinces-Unies de Hollande ; il ne put prendre la France à Henri IV, ni l'Angleterre à Élisabeth. Les Hollandais profitèrent des circonstances pour enlever au Portugal, alors espagnol, quelques-unes de ses plus importantes colonies,

le cap de Bonne-Espérance, Ceylan, les îles de la Sonde; il ne resta plus au Portugal que des escales africaines, qui ne menaient plus à rien.

Mais la ruine des desseins de Philippe II s'exprime dans une catastrophe qui est digne de leur grandeur et qui répand sur l'histoire même de l'Espagne une ombre épique : c'est le désastre de l'Invincible Armada. Les grandes entreprises des hommes ont souvent des chutes proportionnées : Alexandre eut sa mort si brusque à Babylone, César eut l'assassinat, Napoléon eut Waterloo et Sainte-Hélène; Philippe II eut l'Invincible Armada; c'est le privilège des demi-dieux de l'histoire de subir des épreuves extraordinaires. Il ne fallut rien moins que des tempêtes comme surnaturelles pour disperser le formidable armement du roi d'Espagne; l'Océan seul défendit l'Angleterre, et Philippe II s'inclina avec dignité devant l'irréparable destin : « Je ne vous avais pas envoyé, dit-il au malheureux chef de l'Armada, combattre les éléments ».

Tout est grand dans ce règne, et l'Espagne, justement orgueilleuse d'une telle puissance, malgré les catastrophes, garde un véritable culte pour cette noble histoire, et elle admire Philippe II comme son plus grand roi, car il représenta tout un âge de la civilisation espagnole, l'âge catholique royal, comme la Rome du Vatican et de Saint-Pierre représente l'âge catholique pontifical.

III

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL

La domination espagnole, par les vexations de toutes sortes, par les monopoles économiques et l'Inquisition religieuse, épuisa les ressources de l'Amérique et la patience des colons, car la violence ne peut rien fonder de durable.

L'exemple des États-Unis détermina au commencement

du XIX^e siècle l'insurrection de l'Amérique espagnole, dont le libérateur fut Simon Bolivar. L'Amérique du Sud se forma en plusieurs républiques rivales, mais toutes pénétrées de culture espagnole, toutes parlant la langue espagnole, toutes de sang espagnol. Ainsi le rôle joué dans l'histoire de l'Espagne demeure considérable, non pas tant pour avoir conquis la plus grande partie de l'Amérique que pour l'avoir peuplée, et pour lui avoir donné au moins un commencement de civilisation. La liberté achèvera l'œuvre. Du moins par elle les rivages de l'océan Atlantique ne sont pas tous aux Anglo-Saxons : il y a là un important partage d'influences entre deux des plus grandes races de l'Europe.

Après l'insurrection de l'Amérique du Sud, il ne resta plus à l'Espagne, pour quelque temps encore, que quelques îles des Antilles, notamment Cuba et Porto-Rico. Dans le même temps, le Portugal perdait le Brésil, qui voulut avoir d'abord son gouvernement particulier et prit ses empereurs dans la maison royale portugaise, mais qui, en 1889, allait s'organiser en République fédérale. Dès lors il ne resta plus au Portugal que des lambeaux de territoire africain, les îles du Cap-Vert, une partie de la Guinée, surtout l'Angola et le Mozambique, que la domination anglaise établie au Zambèze a empêchés de se réunir; même le principal port portugais de l'Afrique, Lorenzo-Marquès, tout proche du Transvaal et de la Natalie, est gravement menacé par le développement de l'influence anglaise. Il ne reste vraiment au Portugal que des souvenirs, d'ailleurs glorieux, de son ancienne grandeur; il est toujours sous le régime économique du traité de Sir Methuen en 1703, par lequel il s'ouvrit largement au commerce anglais, en sorte qu'il est resté depuis tributaire de l'industrie anglaise.

Enfin l'empire espagnol acheva de disparaître en 1898; il s'écroula au premier choc des États-Unis, à l'occasion de la révolte de Cuba; ses flottes furent détruites presque sans combat à Cavite et à Santiago de Cuba; le traité de Paris enleva à l'Espagne Cuba, Porto-Rico, les Philippines, c'est-

à-dire à peu près tout ce qu'elle avait. Elle vendit le reste, les Mariannes et les Carolines, trente millions, à l'Allemagne. Jusqu'ici le règne du jeune roi Alphonse XIII ne représente pas autre chose que la fin de l'universel empire qu'autrefois l'Espagne avait conquis dans le Nouveau-Monde.

La péninsule ibérique semble entrer aujourd'hui dans une période de réorganisation intérieure. Le Portugal vit depuis longtemps dans une paix profonde; il exploite ses ressources qui sont surtout dans les vins de Porto; il les vend presque tout en Angleterre. Il n'est qu'une puissance de second ordre; peuplé de 5 millions et demi d'habitants, il fait seulement un commerce annuel de 500 millions; la Hollande, avec la même population, fait un commerce de 9 milliards.

L'Espagne a été pendant tout le XIX^e siècle déchirée de Révolutions : en 1820, en 1837, en 1868; il faut y voir sans doute des efforts vigoureux pour se régénérer. Mais elle a été trop longtemps écrasée sous l'absolutisme et l'intolérance. Elle n'a pas d'écoles; elle est presque tout entière livrée à l'ignorance; elle est le pays des mendiants enveloppés dans quelque cape trouée, trop fiers pour travailler et menant par les places publiques, aux portes des églises, une vie oisive de grands seigneurs. Il faudra du temps, sans doute plusieurs générations, pour remettre ce peuple au travail. C'est pourquoi un siècle de révolutions n'y a pas encore produit de résultats appréciables; après la révolution de 1868 notamment, les Espagnols usèrent littéralement toutes les formes possibles de gouvernement; ils demandèrent des rois à toutes les maisons régnantes; le roi de Portugal refusa de régner à Madrid, parce que les Portugais se souviennent que, sous le règne de Philippe II, ils ont été traités comme des sujets conquis, et Lisbonne ne voudrait pas redevenir le simple chef-lieu d'une province espagnole; la candidature Hohenzollern produisit la guerre franco-allemande; enfin ils essayèrent de la monarchie libérale avec Amédée de Savoie; en moins de deux ans, ils furent las de lui, il fut las d'eux et il abdiqua. Ils essayèrent de la République fédéraliste,

en laissant à chacun des anciens royaumes de Castille ou d'Aragon, de Valence ou de Grenade, une sorte d'autonomie; le fédéralisme dégénéra en cantonalisme et en guerre civile; ils essayèrent de la République centralisée: les fédéralistes refusèrent de la reconnaître, le désordre redoubla, et dans une anarchie dont ils ne voyaient plus le remède, les Espagnols rappelèrent au trône Alphonse XII, le fils de la reine Isabelle II, qu'ils avaient détrônée. Fatigués de tant de vaines querelles, ils se reposèrent dans la monarchie constitutionnelle: ils ont des institutions parlementaires, des Cortès élues au suffrage universel, ils ne cessent pourtant de s'épuiser en dissensions stériles entre les partis; ils n'ont pas encore trouvé la paix civile qui est la première condition de leur prospérité. Nul roi n'a aujourd'hui tâche plus lourde et plus ingrate que le jeune roi Alphonse XIII.

Cependant l'Espagne a de grandes richesses naturelles, et elle a eu sous les Maures une éclatante prospérité agricole. Elle n'est pas partout fertile, et une grande partie de sa superficie est occupée par des plateaux arides: ce sont les plateaux de la Vieille et de la Nouvelle-Castille; ils sont séparés de l'Océan par des bordures élevées qui arrêtent les nuées, et ne reçoivent que des pluies insuffisantes; en leur centre ils ont de véritables déserts comme celui de la Manche, riche seulement des exploits de don Quichotte et de son ami Sancho-Pança; leurs fleuves sont souvent desséchés, on leur applique la formule de l'Université de Salamanque: « Deux mois de cours, dix mois de vacances »; et le petit Mançanarès, affluent du Tage, qui passe à Madrid, est le plus souvent si altéré, qu'Alexandre Dumas père, passant par là, était pris de pitié et, aimable, lui portait un verre d'eau de sa table d'hôte. Il y a pourtant sur ces plateaux brûlés d'importantes cultures de céréales; l'Espagne produit annuellement environ 35 millions d'hectolitres de blé, à peu près autant que l'Autriche-Hongrie. Il y a aussi de vastes pâturages que paissent des moutons depuis longtemps

renommés pour la beauté de leur laine, les moutons mérinos; l'Espagne en a environ 15 millions de têtes, plus que l'Allemagne (13), un peu moins que la France (19). D'ailleurs les plus riches régions agricoles de l'Espagne ne sont pas sur ces plateaux; la vallée de l'Èbre est très fertile aux environs de Saragosse; elle est pourvue d'un système d'irrigation assez complet, avec le canal Impérial, le canal de Tauste, et c'est là seulement que l'on peut rencontrer les méthodes de culture en usage désormais dans le reste de l'Europe.

Et les produits précédents ne sont pas la principale fortune de l'Espagne. L'Andalousie et les côtes de la Méditerranée ont un climat remarquablement égal et chaud; elles font contraste avec les températures extrêmement variables des plateaux; l'eau est abondante en Andalousie grâce au Guadalquivir et à ses affluents; elle l'est moins dans les régions de Malaga, de Carthagène, de Murcie et de Valence; les rivières de ces pays, la Segura ou le Guadalquivar, sont des torrents, parfois dangereux; mais les Maures en ont distribué les eaux le plus ingénieusement du monde: des barrages les retiennent la nuit au-dessus de la vallée; au matin, quand sonne l'Angelus, on ouvre les écluses; l'eau coule dans des canaux de plus en plus étroits, qui, comme des artères de plus en plus ténues en approchant des extrémités, portent la fraîcheur et l'humidité à travers les huertas, de telle manière que rien n'en soit perdu; lors de l'Angelus du soir, les eaux sont de nouveau recueillies dans les bassins supérieurs. C'est à ces soins délicats que les côtes espagnoles de la Méditerranée doivent leur prospérité particulière; il y a là des vallées d'admirable beauté, comme celles de Valence, de Lorca, d'Orihuela, de Murcie, d'Elche, d'Alicante. Là sont les véritables richesses de l'Espagne.

Elle produit annuellement environ 23 millions d'hectolitres de vin; elle en exporte pour 80 millions de francs (en 1904). Des mêmes régions elle exporte 54 millions de

francs d'huile d'olive, et surtout 62 millions de francs d'oranges. Pourtant elle devrait faire beaucoup plus encore; car l'Andalousie, que la nature a comblée de trésors, est aujourd'hui malheureuse, par la mauvaise répartition de la propriété et par l'ignorance et l'oisiveté des populations : on meurt de faim sur cette riche terre.

L'Espagne a aussi de grandes ressources minérales; elle a un peu de houille dans les monts Cantabres. Elle a beaucoup de fer; elle en extrait 8 millions de tonnes par an, c'est-à-dire qu'à cet égard, elle vient aussitôt après les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre; elle a aussi beaucoup de minerai de cuivre, notamment dans ses mines du Rio Tinto, 2 millions et demi de tonnes par an; elle a du plomb; elle en produit 186 000 tonnes par an; elle a une grande production de mercure, dans ses mines d'Almaden, presque la moitié de la production mondiale, soit environ 1 200 tonnes par an. Ce sont les minerais qui fournissent les plus gros chiffres de son exportation, 166 millions de francs. Car elle ne traite pas elle-même ses métaux; elle les exporte en minerais vers l'Allemagne, notamment par Cadix, Santander et Bilbao; il n'y a une active industrie manufacturière que dans la Catalogne, à Barcelone; Barcelone est aussi le plus grand port du royaume; les marchandises qui y passent annuellement s'élèvent à environ 3 millions de tonneaux; c'est à peu près le chiffre du commerce d'Odessa, les deux tiers du commerce du Havre. Aussi Barcelone est-elle de beaucoup la plus importante ville industrielle et intellectuelle de l'Espagne; elle avait, en 1900, 533 000 habitants, presque autant que Madrid (540 000); il est possible qu'aujourd'hui elle dépasse la capitale, car elle est la seule ville de l'Espagne dont l'évolution soit remarquable; on peut ajouter qu'elle fait beaucoup d'affaires avec la France et qu'elle entretient avec elle des relations de plus en plus étroites.

En somme, pour une population, presque stationnaire, de 18 millions et demi d'habitants, l'Espagne fait un commerce annuel de 1 685 millions de francs (1904).

Elle n'a plus de terrains d'expansion, si ce n'est au Maroc, où elle a conservé les Présides, Ceuta et Melilla; il est possible qu'elle retrouve sur le sol africain des éléments de prospérité. Elle y est bien placée, de merveilleux souvenirs historiques l'y attirent; elle les a renouvelés en 1859 dans une expédition contre Tétouan qui fut très glorieuse. La conférence d'Algésiras lui a reconnu, comme à la France, une situation spéciale; elle a reçu le soin, avec la France, de l'organisation de la police dans les ports. Cette collaboration politique et économique peut être précieuse aux deux puissances et au Maroc même; elle complète une sorte de mission qui semble réservée dans l'Afrique du Nord aux trois grands peuples latins : l'Italie développe son influence dans la Tripolitaine et entreprend de restaurer l'ancienne Cyrénaïque; l'Espagne a été liée au Maroc jusqu'à la fin du xv^e siècle; maintenant que les croisades sont finies, il convient sans doute de renouer la chaîne des temps et de chercher en Afrique de nouvelles sources de prospérité; la France a déjà considérablement transformé l'Algérie et la Tunisie et donné aux autres peuples latins l'exemple de ce qu'on peut faire de ces pays musulmans, dont le passé est une garantie d'avenir. Il est évident que parmi tous les peuples de l'Europe, les Latins sont les mieux placés et les mieux doués pour accomplir dans l'Afrique septentrionale l'œuvre nécessaire de colonisation et de civilisation.

IV

CONCLUSION SUR LES PAYS LATINS

Les temps actuels ne sont pas favorables aux peuples latins.

Ils occupent un domaine bien déterminé par les trois principaux d'entre eux, l'Italie, la France et l'Espagne; il y a en outre des Latins dans quelques provinces autrichiennes

que l'irrédentisme italien revendique, comme Trente et Trieste, dans la partie occidentale de la Suisse, dans la partie orientale de la Belgique. C'est un domaine surtout méditerranéen, quoique la France s'enfoncé davantage vers le Nord. La Méditerranée ne leur est plus réservée comme dans l'antiquité; d'ailleurs elle avait cessé pendant des siècles d'être le centre de l'histoire des hommes; voici que depuis le percement du canal de Suez elle reprend sa valeur antique; elle rendra peut-être à ses peuples latins leur grandeur d'autrefois.

Au total les Latins sont :

Les Français	39 300 000
— Italiens	33 300 000
— Espagnols	19 000 000
— Portugais	5 400 000
Des Belges	4 000 000 (sur 7)
	<hr/> 401 000 000

On y peut joindre, à cause de leur parenté, de leurs souvenirs et de leur tournure d'esprit, 10 millions de Grecs et de Roumains, qui représentent dans l'Europe orientale l'avant-garde de l'ancienne civilisation romaine. Ils sont donc sensiblement plus nombreux que les Germains (92 millions), si nous continuons à en distinguer les peuples anglo-saxons.

Nous n'y ajoutons pas pour le moment les 50 millions de Latins de l'Amérique du Sud.

Tandis que les Germains sont en grand nombre protestants, les Latins sont pour la plupart catholiques; ils constituent dans le monde le contingent essentiel de la religion catholique, qui compte pourtant, avec l'Amérique notamment, plus de 200 millions de fidèles. L'éducation catholique, romaine aussi, a continué de développer chez les Latins les caractères que leur avait formés déjà l'éducation de la Rome impériale : par là Rome demeure dans l'histoire la plus importante ville du monde latin. Quelle ville

d'ailleurs dans le monde entier renferme autant de sens historique?

Mais aujourd'hui, malgré un passé incomparablement glorieux, les pays latins n'occupent, au point de vue économique, qu'une situation secondaire. C'est que la nature les a obligés à être surtout des pays agricoles. Ils sont riches en blé et en vin; mais ils n'ont pas les ressources nécessaires à un développement intense de leur activité industrielle: l'Espagne a quelques minerais, de fer et de cuivre; l'Italie n'a presque rien à cet égard; la France seule, grâce à sa région septentrionale par laquelle elle participe à la grande production houillère de l'Europe septentrionale, rivalise, mais péniblement, avec les grandes puissances industrielles de la race germanique et anglo-saxonne. Et le commerce général des peuples latins se calcule ainsi par des chiffres médiocres:

Pour la France	40 milliards de francs.
— l'Italie	3 500 millions.
— l'Espagne	1 500 —
— le Portugal	500 —
	<hr/>
	45 milliards et demi.

C'est à peine le chiffre de la seule Allemagne; il ne serait pas beaucoup dépassé, si l'on ajoutait à ce total une part du commerce de la Belgique, qui pourtant se fait surtout par Anvers, une ville flamande, ou si l'on y comprenait les chiffres de la Roumanie et de la Grèce, en tout 1 milliard environ. Donc incontestablement les peuples latins sont aujourd'hui en état d'infériorité par rapport à leurs redoutables concurrents germaniques. Il est possible que l'emploi de l'électricité par les chutes d'eau dans les montagnes modifie peu à peu ces proportions.

Il y faudrait aussi d'autres conditions, car il y a en eux bien des forces perdues ou mal employées ou mal ordonnées. L'Espagne et le Portugal n'apportent pas à la fortune commune des Latins toute la contribution qu'on en pourrait

attendre; du moins il faut signaler leurs efforts de régénération et de méthodique exploitation de leurs importantes richesses : ils renferment en eux de grandes promesses. L'Italie s'est mise courageusement au travail; elle s'est élevée et se maintient à une place très honorable dans ce qu'on appelle le concert européen; elle jouit d'une situation exceptionnellement favorable dans la Méditerranée si bien placée, elle recommence à jouer son rôle dans le développement intellectuel de la race latine, qui n'y a pas perdu son ancienne supériorité.

Car la France est demeurée jusqu'ici le principal foyer de l'éducation classique, l'héritière de la Rome antique. Elle a montré dans des épreuves inouïes une vitalité dont ses ennemis sont restés stupéfaits et qui est le meilleur témoignage de sa force matérielle et de sa valeur morale : le malheur n'est une école de vertu que pour les peuples qui n'y sont pas résignés. La France est une grande puissance militaire et même économique, quoique inférieure à d'autres; elle a un empire colonial qui garantit son développement industriel et contribue à sa richesse même; elle a un passé historique assez glorieux pour y entretenir les plus grandes espérances. Elle prouve, par le rôle capital de ses idées dans le monde, de quoi seront capables les Latins quand ils seront organisés avec autant de méthode que les Germains. Leur rôle historique n'est pas fini.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE XIV

L'ANGLETERRE

I. Les libertés anglaises. — II. L'empire anglais. L'Inde. — III. L'Angleterre contemporaine. — IV. L'état actuel de l'empire anglais.

I

LES LIBERTÉS ANGLAISES

Il y a beaucoup de Celtes dans les Iles Britanniques : ce nom même en témoigne ; ils représentent la population primitive et habitent surtout dans la Cornouailles, le pays de Galles, les montagnes de l'Écosse et l'Irlande. Les langues celtiques, qui ont beaucoup de parenté avec le bas-breton, y sont encore parlées par près de 2 millions d'habitants, et, en considérant surtout l'Irlande et le pays de Galles, on peut évaluer la population totale des Celtes dans le Royaume-Uni à environ 6 ou 7 millions sur 42 millions. C'est dire la grande supériorité des éléments germaniques ; ils ont refoulé vers l'ouest les guerriers du roi Arthur. Ils furent constitués presque uniquement par les tribus de la mer du Nord, des Angles et des Saxons venus des régions de la Weser et de l'Elbe inférieure, des Danois dont un roi, Kanut le Grand, régna à la fois sur le Danemark et l'Angle-

terre, enfin des Normands venus de France, mais parents des Danois et des Angles.

C'est pourquoi en Angleterre le principe de la liberté individuelle, issu des mœurs séculaires de la forêt germanique, l'emporta sur le principe de l'État monarchique issu du gouvernement impérial romain. Le baron anglais, indépendant dans son manoir, est bien l'héritier des guerriers germains qui se donnaient un roi pour conduire leurs affaires et les commander au combat, mais qui demeuraient dans la paix ses égaux, toujours maîtres de le remplacer, quoique la coutume ait de bonne heure renfermé ce choix dans certaines familles privilégiées : les barons anglais imposant la Grande Charte au roi Jean sans Terre étaient animés du même sentiment que le guerrier du roi franc Clovis brisant le vase de Soissons en disant : « Tu n'auras que ce que le sort te donnera ». Les seigneurs anglais maintinrent les maximes du gouvernement libre contre toutes tentatives de monarchie absolue en s'alliant avec les grands dignitaires de l'Église, et surtout avec la bourgeoisie, en sorte que les rois ne trouvèrent pas de point d'appui.

Ainsi se constitua une puissante aristocratie, qui gouverna véritablement l'Angleterre, qui à travers les siècles, par l'expérience des affaires, montra le plus remarquable esprit politique, qui conduisit jusqu'à nos jours les destinées du pays ; car il ne serait pas difficile de prouver que l'Angleterre contemporaine, avec des institutions démocratiques, est réellement gouvernée par une aristocratie, sinon l'aristocratie de la naissance, du moins l'aristocratie de la fortune et des affaires qui, au reste, est comme une élite de la démocratie. Mais ce n'est que lentement, à travers les siècles, que cette aristocratie a enfoncé dans la masse du peuple des racines de plus en plus fortes. Il y a là une des formes les plus curieuses du gouvernement des hommes.

Dès le moyen âge, les barons anglais, vivant sur leurs terres, qu'ils faisaient valoir eux-mêmes, demeurèrent éloignés de la personne royale, qui ne trouva pas en eux des

courtisans ; rarement il y eut en Angleterre une véritable cour, dans le sens très précis que ce mot a pris en France sous François I^{er} ou sous Louis XIV. Les prélats eux-mêmes furent surtout de grands propriétaires fonciers. C'est de la terre même que sont sortis les principes de la Grande Charte de 1215 et du Parlement, qui sont fondés essentiellement sur les doctrines de l'impôt consenti et de la liberté individuelle formulée dès lors par l'*habeas corpus*.

La guerre de Cent Ans, en séparant l'Angleterre du continent, allait la porter vers les mers ; elle l'arracha aussi au danger de l'État monarchique centralisé qui s'organisait alors en France, et acheva de garantir son originalité nationale. La Réforme anglicane rompit le dernier lien qui l'unissait à Rome, et les luttes séculaires qu'elle soutint pour la faire aboutir sont des luttes pour l'indépendance ; ce fut encore une manifestation de liberté contre le catholicisme, instrument d'autorité, et même, sous les Stuarts, instrument d'absolutisme. C'est la grande crise de l'histoire de l'Angleterre, puisque c'est le temps où elle finit l'établissement de ses libertés.

L'Église anglicane, constituée définitivement en 1562, au commencement du règne d'Élisabeth, fut appelée « l'Église établie », *church by law established* ; elle fut une Église d'institution nationale. Le catholicisme ne céda point la place sans résistance, et c'est tout le sens de la lutte dramatique engagée entre Élisabeth et Marie Stuart ; Marie Stuart représentait le catholicisme ; elle avait été chassée d'Écosse par ses sujets presbytériens ; prisonnière d'Élisabeth, sa cause fut défendue par l'Église et par le roi d'Espagne Philippe II ; l'Invincible Armada fut destinée à la venger ; sa mort fut la punition terrible des complots tramés de toutes parts en sa faveur, et la destruction de l'Invincible Armada fut comme le symbole grandiose de la ruine du catholicisme en Angleterre. L'Angleterre triompha, avec un enthousiasme qui se traduisit en des sentiments de vive affection pour Élisabeth qui avait personnifié la victoire

nationale. Il sembla que, dès lors, le génie de la nation anglaise fût enfin formé : elle donna naissance à l'un des plus grands poètes de l'humanité, Shakespeare, le grand ancêtre intellectuel de la civilisation germanique, l'Homère d'une nouvelle évolution de l'esprit humain qui devait être aussi féconde que l'évolution classique. Alors aussi, en l'an 1600, fut fondée la Grande Compagnie des Indes orientales, qui devait donner à l'Angleterre le plus bel empire colonial du monde, et préparer ainsi sa suprématie maritime.

Il y a là peut-être deux des caractères par lesquels l'Angleterre est le plus grande. Pourtant il lui fallut encore un siècle pour consolider ses institutions nationales. En vérité l'Angleterre a été en état de révolution, politique ou religieuse, depuis la fin de la guerre de Cent Ans jusqu'à la fin du xvii^e siècle, pendant plus de deux siècles ; c'est que l'édifice de la liberté est long à construire.

Car les Stuarts, après Élisabeth, les descendants de Marie Stuart, se crurent de force à détruire les traditions tant de fois séculaires de l'Angleterre et à lui imposer l'absolutisme qui triomphait alors sur le continent. Charles I^{er} fut décapité, par ordre du Parlement, comme sa grand'mère l'avait été par ordre d'Élisabeth ; et l'Angleterre tomba sous le gouvernement des puritains et sous le Protectorat ou la dictature militaire. La lutte, toujours essentiellement religieuse, s'exaspéra de fanatisme : Cromwell écrasa les Irlandais qui, catholiques, restaient fidèles à la cause des Stuarts ; il les dépouilla de leurs terres et ainsi créa, entre les deux races qui habitent les Iles Britanniques, des haines peut-être irréductibles, en leur rendant la conscience des différences qui les séparent, en renouvelant presque l'état d'esprit des temps de la conquête ; c'est une des plaies de l'Angleterre ; il n'est pas sûr qu'elle soit guérissable, et par là Cromwell a fait beaucoup de mal à son pays. Avec toute sa puissance il ne sut rien fonder ; il ne sut qu'imposer pendant quelques années aux Anglais le régime bientôt détesté de la tyrannie militaire ; il fit échouer tous les résultats de la Révolution

où avait péri le roi, et moins de deux ans après sa mort l'Angleterre rappela sur le trône le fils de Charles I^{er}, Charles II.

Ce fut une expérience à recommencer. Les Stuarts n'avaient rien appris dans l'exil; ils continuèrent leur imprudente politique absolutiste et catholique; le Parlement renouvela contre eux l'*habeas corpus*, renouvela ses maximes d'intolérance avec le bill du *test* qui n'admit que les anglicans aux fonctions publiques : car l'intolérance produit l'intolérance; enfin il renversa Jacques II et fit une révolution qui fut décisive parce qu'il ne s'y rencontra point de dictateur pour en compromettre l'issue. Guillaume d'Orange, qui en fut le bénéficiaire en 1688, sut s'enfermer dans son rôle de roi constitutionnel, respecter les institutions parlementaires dont son avènement même était le triomphe; il ne se soucia que de la lutte contre Louis XIV, qui fut encore une victoire de l'Angleterre sur la monarchie catholique. L'Armada du roi de France eut à la Hogue le même sort que celle de Philippe II d'Espagne. La dynastie de Hanovre, qui fut établie sur le trône d'Angleterre en 1714, respecta d'autant mieux les institutions du royaume qu'elle leur devait son avènement, et que les premiers de ses rois, d'origine allemand, demeurèrent comme étrangers au gouvernement du pays : ils le laissèrent au Parlement.

Guillaume d'Orange, débarquant en Angleterre pour y détrôner son beau-père Jacques II, avait proclamé sa devise : « Je maintiendrai la religion anglicane et les libertés parlementaires ». C'est en effet tout le caractère de la Révolution de 1688; elle fut l'établissement de la suprématie du Parlement sur le pouvoir royal; que la majorité du parlement appartînt aux whigs libéraux ou aux tories conservateurs, ce fut l'aristocratie, et surtout l'aristocratie foncière, qui gouverna désormais l'Angleterre : ce fut la « gentry », c'est-à-dire les grands propriétaires, les chevaliers des comtés, les gentilshommes campagnards. La bourgeoisie des villes prit elle-même plus d'importance par le

développement du commerce colonial. Le Parlement fut composé, comme autrefois, des Lords, grands seigneurs laïques ou ecclésiastiques, les descendants des grands barons du moyen âge, — et des Communes, composées des propriétaires fonciers élus dans les comtés et des riches bourgeois élus dans les villes.

On n'eut longtemps de l'autorité en Angleterre que par la richesse ou la naissance; les Anglais ont été longtemps disposés à mesurer la valeur d'un homme sur sa fortune. Par là leur gouvernement, après la Révolution de 1688, ressemble à ceux des grandes républiques aristocratiques d'autrefois, de Carthage ou de Venise. On l'a dit d'ailleurs : « L'Angleterre est la Venise du globe dont les rues sont les Océans ».

II

L'EMPIRE ANGLAIS. — L'INDE

L'Angleterre manifesta, comme Venise et Carthage avant elle, toute la force d'expansion commune aux aristocraties qui ont des ressources, de l'ambition, et le gouvernement de leurs propres destinées. Elle voulut l'empire des mers.

Elle l'enleva à la France au XVIII^e siècle, en lui prenant, pendant la guerre de Sept Ans, le Canada et l'Inde.

Au Canada en effet les établissements des deux puissances étaient trop proches pour ne pas se nuire. La France avait le Canada et la Louisiane, réunis par le Mississipi; l'Angleterre avait la côte orientale au pied des Alleghanys : les colonies anglaises devaient être étouffées par la France, ou bien l'Angleterre devait dégager leur horizon vers l'ouest, le Far-West. La question était même plus haute encore; elle était de savoir si la domination de l'Amérique du Nord serait aux Latins ou aux Anglo-Saxons : la guerre de Sept Ans y donna une réponse décisive dès 1763.

Cependant les deux races rivales ont continué d'y vivre

côte à côte. Car la colonisation française a laissé des traces profondes au Canada; il en a gardé des caractères originaux auxquels l'Angleterre a donné des satisfactions suffisantes. Dès 1767, lorsque commença le malentendu entre elle et ses colons de la Nouvelle-Angleterre qui allaient former la nouvelle République des États-Unis, elle accorda au Canada, par crainte qu'il ne se mêlât à la querelle, de grandes libertés et notamment des garanties religieuses et commerciales. Le Canada ne se mêla pas à la guerre de l'indépendance américaine parce qu'il n'avait pas de sympathies pour « les insurgents »; et ainsi c'est au Canada que l'Angleterre a pratiqué pour la première fois cette politique libérale à l'égard de ses colonies qui est restée une de ses plus belles traditions. En 1867 même, elle lui laissa une autonomie complète; elle y est représentée par un gouverneur, qui est le seul lien entre la colonie et la métropole; le Canada a son Parlement élu, ses ministres responsables qui le gouvernent d'une façon tout à fait indépendante.

L'élément français n'a pas cessé d'y jouer un rôle considérable. On noterait entre lui et l'élément anglais quelque chose des différences qui séparent la France de l'Angleterre elle-même. Les entreprises industrielles y sont aux mains des Anglais, le plus souvent du moins; la population française est surtout occupée aux travaux agricoles, qui sont une des principales sources de la prospérité du pays. Il y a au Canada, sur 5 371 000 habitants, 2 millions et demi d'Anglais et près de 2 millions de Français. Les Anglais vivent dans le Haut-Canada, autour de la ville industrielle de Toronto, et de la capitale du Dominion, Ottawa; le principal groupe de Français est dans le Bas-Canada, à Montréal qui est la plus grande ville de tout le pays (280 000 habitants) et Québec (50 000). Il y a d'autres Français en grand nombre dans le Manitoba et les grandes plaines de l'ouest et du nord-ouest.

Il y a des mines d'or au Canada, surtout dans la vallée du Klondyke, aux confins du territoire américain de l'Alaska;

la production n'en est pas comparable à celle de l'Australie, des États-Unis ou du Transvaal. Il y a une plus grande activité agricole. Le climat est varié dans cet immense pays de 9 millions de kilomètres carrés, presque aussi grand que l'Europe, et les plaines du nord ne sont que des toundras, où vivent seulement quelques familles d'Esquimaux. Mais au sud il y a de grandes forêts de bois du nord, de mélèzes, de sapins, d'érables surtout; et le Canada fait un grand commerce de bois; il en exporte pour 130 millions de francs par an: on ne voit sur ses rivières qu'énormes trains de bois flottant, et dans ses gares de hautes piles de bois scié en planches attendant le chargement. Plus au sud encore, la prairie est d'un bon produit; mais elle cède la place à la culture du blé, qui donne une moyenne annuelle de 20 millions d'hectolitres, environ la cinquième partie de la production française. Le Canada devient ainsi un des greniers du monde; il fait déjà un commerce annuel de 2 282 millions (en 1904), ce qui est un chiffre considérable par rapport à sa population. C'est une création commune de la France et de l'Angleterre, qui fait grand honneur à l'une et à l'autre.

Il y a beaucoup plus de variété parmi les populations de l'Inde. Parmi les indigènes les plus anciennement établis, il y a les Dravidiens, de race noire, qui occupent une grande partie du Deccan, et les Hindous proprement dits, de race indo-européenne, qui furent les premiers conquérants du pays, et y fondèrent la religion et la société brahmane, selon une division en castes qui s'est maintenue à travers les siècles; les livres sacrés des Hindous, comme le Mahabharâta, sont parmi les monuments les plus remarquables des civilisations antiques.

Puis l'Inde fut la proie d'une extraordinaire série d'invasions, qui s'expliquent sans doute par ses richesses naturelles; car elle est un des grands foyers humains; elle compte aujourd'hui 300 millions d'habitants, un peu moins que l'Europe, pour une superficie inférieure des deux tiers

(3 600 000 kilomètres). Elle fut conquise plus ou moins complètement par Cyrus, Darius, Alexandre. Elle fut surtout conquise à peu près entièrement par les Mongols, par Tamerlan au commencement du xv^e siècle, et au siècle suivant par Bâber, qui fonda à Delhi la dynastie glorieuse et magnifique des Grands-Mogols. La conquête musulmane a laissé les plus remarquables monuments à Delhi, à Lahore, à Golconde, et ce fut comme un second âge de la civilisation de l'Hindoustan.

Le troisième âge n'est pas encore venu; et pourtant les nouvelles invasions que l'Inde a ensuite connues ont été des invasions européennes, bien faites, semble-t-il, pour en assurer la renaissance. Les Portugais, après Vasco de Gama, ne se sont guère établis que sur les côtes; ils n'ont voulu faire que du commerce, il en fut de même après eux des Hollandais établis à Ceylan jusqu'au commencement du xix^e siècle. La domination française a pénétré plus profondément dans l'Inde, au temps de Dupleix, et de nombreux aventuriers français vécurent parmi les Mahrattes du Deccan et pensèrent leur enseigner l'art de la guerre. Ce ne fut qu'un court moment, et le grand profit de la possession de l'Inde échut enfin aux Anglais. Il leur fallut un siècle pour en achever la conquête, car elle ne fut définitive qu'en 1858, après la soumission des cipayes révoltés, lorsque la grande Compagnie des Indes orientales eut été supprimée et remplacée par le gouvernement direct de l'Angleterre, lorsque la reine Victoria eut pris le titre d'Impératrice des Indes, au grand durbar de Delhi, en 1876.

L'Inde est, aux mains des Anglais, la plus riche colonie d'exploitation qui soit au monde; elle appartient toute à la zone tropicale; la haute barrière de l'Himalaya la défend des vents froids du nord; l'extrême chaleur qui règne au pied de ses montagnes y attire les moussons de l'océan Indien qui y déversent d'énormes quantités de pluies: le Tcherrapoundji, à l'est de Calcutta, est la région de la terre qui reçoit le plus d'eau. Les fleuves, et notamment le

Gange, sont extrêmement abondants; un habile système d'irrigation par canaux répand sur la plus grande partie du pays une incomparable fertilité. Ce climat très chaud et humide est redoutable aux Européens, qui se réfugient en été dans les hautes vallées de Simla et de Darjiling et dans les montagnes de Ceylan ou des Nilghiri, à la pointe méridionale du Deccan. Mais il y a pour leur commerce des ressources en quelque sorte inépuisables, un peu de houille, des produits agricoles, des bois précieux dans les forêts du Deccan, du thé qui rivalise avec celui de la Chine (l'Inde en exporte pour 444 millions de francs et la Chine pour 85), surtout du coton et du blé. Le coton est cultivé dans la région de Bombay; la production égale le tiers de celle des États-Unis : 3 millions de balles de 225 kilogrammes, contre 9 à 40 millions; ensemble cela représente les trois quarts de la production mondiale. Le blé est cultivé dans le Pendjab, c'est-à-dire le bassin de l'Indus; la production annuelle est de 70 millions d'hectolitres environ; il y a en outre du riz, 350 millions d'hectolitres. L'Inde exporte pour 187 millions de francs de blé, et pour 300 millions de riz. Ce sont, avec le coton (400 millions) et l'opium qui est exporté sur la Chine (170 millions), les principaux éléments de son commerce général qui dépasse annuellement 5 milliards de francs. Cependant, chose étrange et qui ne fait pas honneur à l'administration anglaise en ces pays, l'Inde si riche est ravagée par d'effroyables famines; la dernière, en 1903, a fait 42 millions de victimes.

L'Inde pourtant se réveille; elle a depuis quelques années un développement économique original; elle fabrique à Madras, à Bombay, des cotonnades qui font concurrence aux cotonnades de la métropole sur les marchés de l'Extrême-Orient (200 millions d'exportation en 1904). Il est possible de saisir parfois quelques velléités d'agitation nationale. Mais on ne peut parler encore d'une renaissance véritable de la civilisation hindoue : elle demeure endormie sous le poids du climat et d'une philosophie désespérante,

depuis des milliers d'années résignée à l'esclavage, insouciante de ses maîtres et de ses misères.

III

L'ANGLETERRE CONTEMPORAINE

Au point de vue géologique, avec des conséquences économiques de grande importance, il y a en vérité deux Angleterres, celle de l'est et celle de l'ouest. L'Angleterre de l'est est de formation récente, de terrains secondaires et tertiaires, même quaternaires; elle est bien arrosée, même souvent enveloppée de brouillards, et elle a un grand charme de fraîcheur et de verdure; historiquement, c'est la vieille Angleterre, le pays des grandes propriétés foncières, des vieux manoirs, dont les seigneurs furent longtemps les vrais maîtres du pays; en dépit de sa jeunesse géologique, c'est l'Angleterre du passé.

L'Angleterre de l'ouest est toute de granit, de la Cornouailles à l'Écosse; d'un relief accentué qui atteint 1 000 mètres dans le pays de Galles, 1 300 dans les Hautes-Terres de l'Écosse, elle a quelques paysages de la plus grande beauté, notamment parmi les lacs du Cumberland et dans les Grampians, autour du château royal de Balmoral; comme dans la Bretagne française, les habitants ont gardé quelque chose de leurs mœurs primitives, de leur langue, même de leur costume, et on connaît l'originalité de l'Écosse à cet égard.

Mais cette Angleterre a été toute transformée depuis un siècle par l'exploitation de ses richesses minérales. C'est à la fin du xviii^e siècle qu'on commença d'en extraire la houille et le fer. Ce premier développement industriel fut encore contenu par les guerres contre la Révolution française et contre Napoléon, et le blocus continental le compromit gravement; mais, après la chute de Napoléon, il prit un essor considérable : les marchés du continent se rouvri-

rent d'un seul coup ; puis les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud se rendirent indépendantes et assurèrent au commerce anglais une immense clientèle ; ce fut le commencement de la fortune de l'Angleterre contemporaine.

En effet, autant qu'à ses victoires sur la France ou qu'à l'habileté de son gouvernement, l'Angleterre doit sa grandeur économique à la chance exceptionnelle qu'elle eut de posséder quelques-unes des plus riches régions houillères du monde ; en vérité c'est la nature elle-même qui en a fait la première puissance commerciale de la terre. Elle a, de l'Écosse au pays de Galles, les plus remarquables gisements houillers de l'Europe ; les plus productifs sont dans le Northumberland, et Newcastle en est le grand port d'exportation. Elle produit annuellement 236 millions de tonnes de houille (en 1904), qui représentent une valeur de plus de deux milliards de francs ; elle en exporte annuellement pour 6 ou 700 millions : ce sont des chiffres à peu près doubles de ceux de l'Allemagne. Elle a en outre du fer en grande quantité, du cuivre, de l'étain, du plomb. Elle a donc sur place les matières premières essentielles au travail industriel de notre temps, et elle a dans ses colonies la laine, le coton, que ses usines transforment en produits manufacturés pour la vente dans le monde entier. Elle a d'ailleurs tiré les plus habiles profits de ses avantages naturels.

Elle a quelques-uns des foyers industriels les plus actifs du monde : Glasgow, Birmingham, Sheffield, Merthyr-Tydfil vendent pour plus d'un milliard de francs de machines et d'outils. Manchester est toujours une sorte de capitale mondiale du coton ; l'Angleterre en exporte annuellement pour plus de 2 milliards. Leeds, Bradford fabriquent des lainages ; il en est exporté pour environ 500 millions. La vallée de la Clyde, autour de Glasgow, et surtout la région centrale de l'Angleterre, entre Leeds et Sheffield d'une part, Manchester et Birmingham de l'autre, est un vaste « pays noir », hérissé d'une forêt de cheminées, d'une densité de population extraordinaire, de 4 à 500 habitants

au kilomètre carré, et qui ne sont pas tous heureux : car s'il y a en Angleterre d'énormes fortunes, il y a aussi beaucoup de misère.

Une aussi intense production industrielle entraîne comme conséquence naturelle un trafic commercial proportionnel. Il y a là quelques-uns des plus grands ports du globe. Hull fait le commerce de la mer du Nord et de la mer Baltique, c'est-à-dire de la Hollande, des Pays Scandinaves et de la Russie. Cardiff même fait plus de commerce que Marseille, 13 millions de tonneaux, contre 11 millions : il exporte beaucoup de produits métallurgiques de la région de Birmingham, et des houilles des mines voisines. Liverpool fait un commerce de 14 millions de tonneaux ; il reçoit des blés et des cotons bruts ; il expédie des cotonnades de Manchester. Il est le port d'attache des principaux navires des grandes compagnies anglaises, comme la Péninsulaire Orientale, la White Star Line, la Cunard and C^o. L'Angleterre a naturellement les relations les plus étroites avec le continent, avec Ostende et Anvers, Calais, Boulogne, Dieppe et le Havre ; ses ports du rivage voisin sont très prospères, Douvres, Folkestone, Newhaven, Southampton. Un tunnel sous le Pas de Calais, ou un pont par-dessus multiplierait sans doute encore ces rapports chaque jour plus importants ; mais les Anglais n'y sont point encore disposés ; ils craignent de perdre les avantages de leur position insulaire.

Ils ont à Portsmouth un formidable arsenal ; car leur flotte, de plus de 1 600 000 tonnes, est supérieure, selon un principe fermement établi, aux trois plus fortes flottes des autres puissances ; ainsi elle compte 43 cuirassés de ligne, contre 16 à l'Allemagne, 12 à la France, 12 aux États-Unis, ou un total de 40. Elle compte notamment le plus énorme cuirassé du monde, le *Dreadnought*, qui fut lancé à Portsmouth en 1905. Mais l'activité maritime et commerciale de l'Angleterre est véritablement symbolisée par Londres même. Elle est la plus grande ville de la terre, réunissant, avec ses faubourgs, une agglomération de plus de 7 millions d'habi-

tants, dont 4 millions et demi pour la ville elle-même; elle a les plus importantes maisons commerciales de tout le pays, les plus puissantes banques, et à la Bourse un énorme marché de l'argent où se traitent les plus grandes affaires de l'univers; elle a des palais, comme celui de Buckingham, ou celui de Westminster, ou sa célèbre Tour, qui renferment les souvenirs historiques les plus précieux, tout le passé du royaume; elle a ainsi un caractère à la fois ancien et moderne, qui force à l'admiration du glorieux passé de ce peuple et de son extraordinaire activité présente.

Quoique la vie économique du pays se porte de plus en plus dans les comtés de l'ouest, Londres ne cesse de prospérer parce qu'elle est pour toute la Grande-Bretagne le chemin de l'Europe et qu'elle concentre ainsi les intérêts de la vieille et de la nouvelle Angleterre. L'Angleterre de l'est est pourtant incontestablement déchuë, puisque ce n'est plus elle qui dispose des destinées de tout le royaume; elle se dépeuple, ses habitants s'en vont travailler dans les centres industriels de l'ouest, car aujourd'hui la population des villes comprend les trois quarts (77 p. 100) de la population totale. Ainsi l'Angleterre renonce à l'agriculture; elle achète à l'étranger la plus grande partie des produits alimentaires qui lui sont nécessaires, et c'est ce qui fait que le chiffre de ses importations l'emporte de beaucoup sur celui des exportations, 15 milliards et demi d'une part, et 8 milliards et demi de l'autre; elle importe en effet 1 milliard et demi de céréales, 1 milliard de viandes, un demi-milliard de beurre, des bestiaux, du sucre. C'est pourquoi les terres de l'est, jadis cultivées en céréales, sont de plus en plus consacrées presque exclusivement à l'élevage, qui demande moins de bras, et que les grands propriétaires fonciers entendent de la façon la plus remarquable : si l'on parcourt par la pensée toute la Grande-Bretagne, du nord au sud, des monts Cheviots, près de la frontière de l'Écosse, aux Southdowns, sur la côte de la Manche, on y rencontre quelques-unes des espèces domestiques les plus renommées, les chevaux de

course, les bœufs de boucherie de Durham, les moutons que l'on élève pour leur viande ou pour leur laine. C'est une Angleterre verte, de population rare, silencieuse et plantureuse, en absolu contraste avec l'Angleterre industrielle : c'est celle-ci qui est la véritable Angleterre d'aujourd'hui.

Et cette grande transformation, cette sorte de révolution économique, a nécessité une adaptation du système politique en usage depuis la Révolution de 1688. Une longue agitation électorale a bouleversé les privilèges séculaires des propriétaires fonciers, et porté le pouvoir de l'aristocratie à la démocratie; évolution qui s'est faite par le jeu normal des institutions parce que ces institutions sont d'une valeur politique remarquable. Le bill de 1832 a commencé la suppression des bourgs-pourris et des bourgs de poche, qui devaient leur droit d'être représentés dans le Parlement à des traditions anciennes fondées d'abord sur la puissance des grands seigneurs; leurs sièges furent attribués aux grandes villes de l'ouest qui n'avaient pas de députés, et ce fut l'avènement de l'Angleterre industrielle au gouvernement de l'État; en 1867 et en 1885, on a accordé successivement le droit de vote à tous les locataires, si pauvres qu'ils soient, dans les villes et dans les campagnes. Ainsi la Chambre des Communes a pris une composition toute nouvelle; l'aristocratie foncière y a été remplacée par la bourgeoisie commerçante ou même de nos jours par une représentation ouvrière déjà nombreuse. Cependant la Chambre des Lords n'a pas changé, et sa constitution ne se prête pas à une semblable évolution. Il y a désormais de telles différences entre les deux Chambres, l'une restée aristocratique, l'autre devenue démocratique, que les conflits sont inévitables: déjà la question d'une révision constitutionnelle s'est posée: il s'agit de modifier la composition de la Chambre des Lords pour la mettre en harmonie avec la Chambre des Communes, qui représente mieux la nation à travers l'évolution fatale où elle se transforme.

L'évolution politique du royaume a déjà eu des consé-

quences sociales; les lois, dès la réforme de 1832, ont été consacrées davantage aux intérêts populaires : il a fallu supprimer les droits sur les blés, qui ne profitaient qu'à quelques agioteurs et haussaient le prix du pain parfois à des prix de famine. Ce fut l'origine du libre échange, qui est demeuré depuis 1860 la politique économique de l'Angleterre, quoique le protectionnisme soit devenu la loi de toutes les autres grandes puissances; il est vrai que l'industrie anglaise jusqu'ici n'a pas eu beaucoup besoin de se défendre contre la concurrence.

La jeune démocratie anglaise s'est même montrée capable d'un bel effort de justice sociale, qui lui fait le plus grand honneur, comme à son illustre ministre Gladstone. Pour lui, la « plaie » dont souffrait l'Angleterre et dont il fallait la guérir, c'était la question d'Irlande, à laquelle Cromwell avait donné un caractère de gravité exceptionnelle en confisquant les biens des catholiques, et qui, au temps de la Révolution française, s'était encore compliquée de la suppression du Parlement de Dublin, à la suite de quelques tentatives insurrectionnelles. L'Irlande et l'Angleterre paraissent être définitivement des ennemies irréconciliables, d'autant plus qu'elles ne sont pas sœurs de race. Au commencement du XIX^e siècle, à la suite d'une vigoureuse campagne d'agitation conduite par O'Connell, les catholiques furent émancipés, le bill du test fut supprimé; ils furent admis à toutes fonctions publiques; en 1870, Gladstone rendit au clergé catholique en Irlande la disposition des presbytères et autres biens d'Église dans tous les villages de majorité catholique.

Mais la solution de la question agraire était plus délicate. L'Irlande fut très malheureuse, à partir de 1850, à la suite de plusieurs années de famine qui y firent plusieurs centaines de milliers de victimes. Beaucoup d'Irlandais émigrèrent; il y en a aujourd'hui plusieurs millions aux États-Unis; la population de l'île, qui était en 1850 de plus de 8 millions d'habitants, est aujourd'hui de 4 millions et demi. Cette

misère d'ailleurs est faite en grande partie de l'élévation des fermages, sans parler des exigences parfois impitoyables de certains landlords. C'est pourquoi en 1880 une crise sociale y éclata qui prit bientôt des caractères révolutionnaires : les Irlandais réclamèrent le Home Rule ou l'autonomie, et la restitution de la terre aux tenanciers; ils se formèrent en associations secrètes; il y eut des attentats individuels nombreux, une conspiration pour faire sauter le palais de Westminster à Londres, des refus de fermage, au cri de « no rent », des « evictions » ou expulsions dramatiques, parfois sanglantes, déterminant une sorte de terreur dont on put craindre un moment qu'elle ne fût le signal d'un soulèvement général.

Gladstone, après avoir pris les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, pensa que la violence de la répression ne pouvait pas être une solution parfaite; avec un courage moral de la plus remarquable élévation, il se fit le défenseur de la cause irlandaise, parce qu'il l'estimait juste. Il proposa au Parlement le vote du Home-Rule et de la restitution de la terre aux Irlandais. Il ne fut pas suivi par tous les libéraux de son parti; les radicaux, sous Joseph Chamberlain, s'unirent aux conservateurs pour faire échouer les projets de Gladstone : ce fut l'origine du parti unioniste : Gladstone fut renversé du pouvoir en 1886. Malgré son grand âge, 77 ans à cette époque, il entreprit la conversion de l'Angleterre à ses idées, et après six ans de lutte, il eut la grande joie de voir aux élections de 1892 l'avènement d'une majorité libérale, à laquelle il fit voter ses deux propositions sur l'Irlande. La Chambre des Lords les repoussa, et Gladstone, retiré du pouvoir, mourut bientôt après. Mais son apostolat, si généreux et si clairvoyant, porta ses fruits. Le parti unioniste, maître du pouvoir jusqu'en 1906, n'a pas voulu entrer dans la voie du Home-Rule; il a du moins été obligé de commencer la restitution de la terre, au moyen de crédits annuels inscrits au budget, qui servent à racheter la terre d'Irlande aux landlords pour la remettre à des conditions

avantageuses aux tenanciers. La crise révolutionnaire est passée. Les libéraux, ramenés au ministère avec une forte majorité par les élections de 1906, ont à leur programme un projet d'autonomie administrative pour l'Islande; c'est au moins une part du Home-Rule de Gladstone. Ainsi, par la pratique de la liberté, l'Angleterre a commencé de résoudre une des querelles sociales les plus redoutables de l'époque contemporaine.

Elle donne encore d'autres exemples de liberté. Gladstone aussi a institué, par les lois de 1888 et de 1894, un régime d'administration locale auquel les républiques les plus démocratiques pourraient demander des leçons. C'est le régime de la décentralisation auquel l'Angleterre était préparée par l'exercice séculaire des libertés locales; mais jadis l'administration des comtés et des paroisses était sous l'autorité des squires ou des lords et des pasteurs, en d'autres termes, de la noblesse et du clergé; Gladstone l'a fait passer aux mains de conseils de comtés ou de paroisses élus par tous les contribuables, et réellement autonomes. Le ministère des affaires locales (*local government board*), n'est qu'une sorte de bureau de renseignements et de statistique; ainsi les conseils locaux peuvent entreprendre à leurs risques et périls des expériences d'organisation particulière, qui donnent parfois d'excellents résultats, en matière de voirie, d'éclairage, même de régie des divers services d'intérêt public. L'Angleterre est toute travaillée d'un général effort d'organisation par la liberté, et non pas par l'intervention de l'État; l'Anglais a la défiance de l'État, il est par quinze siècles de tradition pénétré de la doctrine du self-government à tous les degrés de la hiérarchie sociale : il a le vrai sens de la liberté, qui est la condition première pour que l'usage en soit fructueux.

IV

L'ÉTAT ACTUEL DE L'EMPIRE ANGLAIS

L'Angleterre est passée, sans révolution, au XIX^e siècle, du gouvernement aristocratique au gouvernement démocratique. Ses entreprises coloniales n'en ont pas été interrompues, et son « impérialisme » en a pris peut-être des caractères plus audacieux : car, par la poussée des classes inférieures s'élevant au pouvoir pour une meilleure garantie de leurs intérêts — nulle part les salaires des ouvriers, par exemple, ne sont aussi hauts qu'en Angleterre, — les bénéfices des grandes compagnies industrielles et marchandes eussent été grandement réduits, si leurs affaires ne s'étaient pas étendues dans une même proportion. C'est donc la nation tout entière qui travaille désormais, d'une même ardeur, à la prospérité commune, et le spectacle de la grandeur coloniale de l'Angleterre est aujourd'hui plus imposant encore qu'au XVIII^e siècle.

Ses vieilles colonies n'ont pas cessé de se développer. Le Canada est de plus en plus libre et de plus en plus riche : son Transcontinental, de Halifax à New-Westminster, fait une concurrence heureuse au Transcontinental des États-Unis, de New-York à San-Francisco ; car il est plus court, il tend à devenir la route la plus fréquentée vers l'Extrême-Orient ; il est vrai qu'il ne pourra pas lutter contre le canal de Panama. L'île de Terre-Neuve est autonome ; la convention anglo-française du 8 avril 1904 a rendu à ses habitants le droit de pêcher sur leurs propres côtes. Les Antilles anglaises, surtout la Jamaïque, Sainte-Lucie et la Guyane anglaise sont en pleine prospérité par la culture des épices et de la canne à sucre. Cependant il est incontestable qu'en Amérique l'influence anglaise s'efface devant celle des États-Unis ; car l'Angleterre tient à entretenir avec eux des relations cordiales ; il n'y a pas une alliance formelle ; mais

depuis un siècle tous leurs différends ont été réglés par l'arbitrage, et les deux pays sont unis depuis 1904 par une convention d'arbitrage pour leurs différends à venir. Des deux côtés de l'Atlantique, dans les deux grands pays anglo-saxons, on répète volontiers le proverbe : « Le sang est plus épais què l'eau ».

L'Inde est toujours très prospère, du moins en ce qui concerne les affaires de l'Angleterre; elle est toujours à peu près aussi morne et résignée, malgré des vellétés locales de réaction nationale. L'Angleterre se soucie davantage des dangers extérieurs, et elle a entrepris d'établir son autorité sur les États voisins qu'elle enveloppe dans ce qu'elle appelle ingénieusement les « frontières scientifiques » de l'Inde. Elle surveille l'expansion russe en Perse et dans le Turkestan par le développement de son activité commerciale avec toutes les côtes du golfe Persique; elle a le protectorat du Beloutchistan; elle a une situation analogue dans l'Afghanistan à Caboul; elle a profité de la guerre de Mandchourie pour combattre l'influence russe au Thibet et pour y établir une sorte de protectorat, respectueux d'ailleurs de l'antique suprématie chinoise. Elle a occupé la Birmanie en 1886; par Bhâmo, sur l'Iraouaddy, elle pénètre dans les provinces méridionales de la Chine en concurrence avec les intérêts français du Tonkin. Par Singapour, elle s'ouvre la route du Pacifique; par Hong-kong et Wei-haï-wei, elle a le premier rang entre toutes les grandes puissances pour le commerce de la Chine. Elle est unie avec le Japon, par le traité de 1905, pour la garantie de tous ses intérêts asiatiques.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont considérablement développées dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'Angleterre leur a laissé une autonomie complète et elles en profitent pour tenter des expériences politiques et sociales d'une grande hardiesse; mais, dans ces pays neufs, il est plus facile que dans la vieille Europe d'organiser un nouveau régime de la propriété. Cependant elles ont déjà

une grande activité économique; l'une et l'autre font surtout de l'élevage : elles fournissent le monde entier de la laine de leurs moutons, en concurrence avec la République Argentine; elles en ont produit en 1904 environ 230 000 tonnes, et elles en ont vendu pour 250 millions de francs. Elles ont aussi de l'or en grande quantité, et l'on en exploite de nouvelles mines dans la Westralie ou l'Australie occidentale : en tout 427 millions de francs en 1905, sur une production mondiale de 1 877 millions.

Mais de nos jours c'est en Afrique que l'impérialisme anglais a obtenu ses plus grands succès. Dans l'ouest, ses établissements sont enserrés de tous côtés par l'expansion française; la Nigeria seule, où l'on compte 32 millions d'habitants, pourra devenir une colonie très importante. Dans l'Afrique orientale, l'Angleterre règne presque sans interruption du Caire au Cap. Il lui a fallu longtemps compter avec la situation de la France en Égypte, depuis l'expédition de Bonaparte et le percement du canal de Suez; d'autre part, elle avait pris elle-même une part prépondérante à l'exploration et à la découverte des sources du Nil; et des officiers anglais aussi, comme Baker-pacha et Gordon-pacha, avaient contribué à la fondation de l'empire égyptien qui s'étendait vers 1875 de la Méditerranée à l'Équateur. Elle devint puissante dans l'Égypte même en achetant au Khédivé Ismaïl ses 177 000 actions du canal de Suez; elle partagea en 1879 avec la France le *condominium* financier établi en Égypte; en 1882, la France ayant refusé d'intervenir pour la répression des troubles dans le pays, elle intervint seule, rétablit l'ordre et institua son protectorat sur la vallée du Nil. Il lui fallut plus de dix ans pour vaincre le mouvement esclavagiste qui s'était formé dans le Soudan égyptien sous la conduite d'un mahdi; elle en triompha seulement en 1898. Alors, au nom de l'Égypte, jadis maîtresse de ces pays, elle écarta les prétentions de la France sur Fachoda que la mission Marchand dut abandonner, et elle rétablit l'ancien empire

égyptien, sous sa protection, jusqu'aux sources du Nil. L'ordre qui règne en Égypte lui assure une prospérité qui rappelle les plus heureux temps de son histoire, des Pharaons aux Ptolémées et aux Arabes; elle a aujourd'hui 10 millions d'habitants, dont 600 000 au Caire, 350 000 à Alexandrie. Elle cultive le blé, la canne à sucre, le tabac, surtout le coton, dont elle est devenue un des principaux marchés du monde, après les États-Unis et l'Inde; elle en a produit, en 1904, 1 million 482 000 balles (de 225 kilogrammes) et elle en a exporté pour plus de 400 millions de francs. La voie ferrée remonte maintenant le long du Nil, à travers la Nubie, jusqu'à Khartoum : elle sera la grande artère commerciale de l'Afrique.

Du côté du sud, les succès ont été les mêmes. Le cap de Bonne-Espérance avait été enlevé à la Hollande par les traités de 1815; mais les habitants, de race hollandaise, ne voulurent pas se soumettre à une domination étrangère; ils émigrèrent vers le nord et fondèrent les deux Républiques du fleuve Orange et du Transvaal; l'Angleterre en respecta d'abord l'indépendance; car, pendant longtemps, tous ses efforts tendus vers la conquête et l'organisation de l'Inde, elle ne s'occupa point de la colonisation du continent africain, et ne vit dans le cap de Bonne-Espérance que l'entrée de l'océan Indien. Mais ensuite elle attacha plus d'importance à l'Afrique du Sud; Cecil Rhodes, qui eut le tempérament d'un conquistador, à la tête d'une compagnie à charte, prit possession au nom de l'Angleterre du pays des Betchouanas et de la Zambèzie jusqu'au lac Tanganika : le Portugal fut refoulé de part et d'autre vers l'Atlantique et l'océan Indien, et fut réduit à la possession de deux longues lignes de côtes, l'Angola et le Mozambique. Dès lors les Républiques du Fleuve Orange et du Transvaal constituaient une enclave gênante au milieu des possessions anglaises, tentante par les importantes mines d'or qui y furent alors découvertes. Sous prétexte d'y défendre les intérêts des mineurs étrangers, ou uitlanders, établis

surtout à Johannesburg, la capitale des mines, le gouvernement anglais suscita un conflit qu'il fit aboutir à la guerre en 1899.

La guerre fut terrible et longue, deux ans et demi; elle exigea de l'Angleterre un effort considérable; elle y dut envoyer plus de 200 000 hommes et ses meilleurs généraux. Mais les Boers n'étant pas soutenus et ne rencontrant partout que des sympathies platoniques, l'issue de la lutte ne pouvait pas être douteuse : ils furent vaincus et acceptèrent le traité de Pretoria, en mai 1902. Ils reconnurent la domination de l'Angleterre qui leur promit l'autonomie; elle tint sa promesse en 1906; les premières élections aux conseils législatifs du Transvaal assurèrent la majorité aux représentants des nationaux Boers; le gouvernement du pays revint ainsi, avec le titre de premier ministre, au général Botha, l'ancien général en chef de la résistance. L'Angleterre lui fit le meilleur accueil et mit sa confiance dans le loyalisme des Boers, donnant au monde un nouvel exemple de libéralisme. Dès lors l'Afrique du Sud a repris sa grande activité économique; c'est un pays d'élevage, notamment d'autruches; elle doit surtout sa fortune au travail des mines d'or : elle est actuellement le principal foyer de l'exploitation aurifère : la production y a été en 1905 de 550 millions de francs, représentant presque le tiers de la production mondiale. Elle est traversée par une voie qui déjà dépasse le Zambèze et atteint le lac Tchad; elle gagnera sans doute vite les possessions anglaises de l'Afrique orientale et du pays de Zanzibar, et elle rejoindra la ligne du Caire à Khartoum et Fachoda. Au point de vue économique du moins, les Anglais réaliseront leur grand dessein du Cap au Caire.

On peut faire aujourd'hui facilement le tour du monde en ne touchant qu'aux pays que couvre le drapeau de l'Angleterre. Mais le centre de son empire est l'océan Indien qu'on pourrait désormais appeler un lac anglais; car, sauf Madagascar et les îles de la Sonde, il n'a guère

que des côtes anglaises; même les terres australes du sud rappellent le souvenir des grands voyages de l'illustre Cook. L'Angleterre possède les routes qui conduisent à cet empire immense : Gibraltar, Malte, Chypre, l'Égypte, Aden, à travers la Méditerranée et la mer Rouge; les comptoirs de l'Afrique occidentale, le Cap, l'île Maurice, selon l'ancienne route des Portugais; Singapour et la voie du Pacifique.

Sauf l'Inde, qui demeure une colonie de la couronne, directement gouvernée de Londres par l'intermédiaire d'un vice-roi, la plupart des grandes colonies anglaises, Canada, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande, ont obtenu une autonomie complète; elle constitue avec la métropole une sorte de fédération, dont les liens se fortifient chaque jour, comme il résulte de la grande Conférence intercoloniale d'avril 1907, où les premiers ministres de ces colonies, dont le général Botha, sont venus délibérer à Londres avec le gouvernement anglais des intérêts généraux de l'Empire. C'est encore le principe d'une organisation nouvelle très souple et très forte : par là l'empire anglais a une véritable unité, dont le lien principal est assuré par l'élément anglais qui domine dans la plupart de ses territoires, et qui est le robuste cadre où ailleurs les populations indigènes sont tenues soumises.

Il est le plus grand empire du monde. La Grande-Bretagne elle-même est peuplée de 43 millions d'habitants, soit 132 par kilomètre carré; elle compte 354 millions de sujets dont 300 millions en Asie; soit un total de 400 millions d'hommes, environ le quart de l'humanité, une population égale à celle de toute l'Europe.

L'Angleterre fait annuellement un commerce de 24 milliards de francs (1905); il y faut joindre les chiffres du commerce de ses colonies,

Au Cap et au Transvaal.	2 milliards 300 millions.
Au Canada.	2 — 200 —
En Égypte	1 milliard.
Dans l'Inde.	5 milliards.
En Australasie.	2 — 500 —

ce qui donne le formidable total de 37 milliards de francs, supérieur à celui de tous les pays allemands. La prépondérance commerciale de l'Angleterre est actuellement et pour longtemps sans doute incontestable. Et les États-Unis sont de même race et de même langue.

CHAPITRE XV

L'AMÉRIQUE

- I. États-Unis. La formation de l'« Union ». — II. L'Amérique latine. —
III. La situation économique de l'Amérique.

Le Nouveau-Monde mérite bien son nom; il n'a pas les traditions anciennes dont est faite l'évolution politique et sociale de l'Europe, même de l'Asie. Car les anciennes races de l'Amérique ont à peu près totalement disparu; elles ont laissé des monuments imposants de leur civilisation, par exemple à Mexico, ou à Cuzco dans le Pérou; mais ce ne sont plus que des ruines, et il n'en est rien resté qui ait été capable de modifier l'action de la civilisation européenne, de façon à en tirer des formes originales.

Les derniers représentants de la race rouge se sont mêlés aux races conquérantes venues d'Espagne et ont ainsi donné naissance à diverses sortes de métis, comme les mulâtres, métis de Blancs et de Nègres, ou les cholos, métis de Blancs et d'Indiens. Une grande partie de la population américaine, surtout dans l'Amérique du Sud, est faite de métis, au sang plus au moins mêlé. Il reste quelques tribus de pure race américaine, comme les Sioux, les Mohicans, les Iroquois, dans l'Amérique du Nord; on n'en compte plus guère que 300 000 aux États-Unis. Elles forment le fond de la population du Mexique, où l'on compte 8 millions d'Indiens sur 14 millions d'habitants; ce sont des Aztèques, des Apaches,

des Comanches. Il y a des Caraïbes dans l'Amérique du Sud, environ 50 000 Indiens Araucans dans la Patagonie. Au total, il semble qu'il ne reste pas plus de 10 millions de Peaux-Rouges; aux États-Unis ils sont enfermés dans des « réserves » où la race s'étiole et meurt rapidement. Elle ne sera bientôt plus représentée d'une façon remarquable qu'au Mexique auquel elle donne déjà une intéressante originalité.

Sauf cette réserve, l'Amérique est devenue une autre Europe; elle compte actuellement 150 millions d'habitants; on n'y trouve presque pas de Slaves, mais on y trouve les deux autres grandes races européennes, les Latins et les Anglo-Saxons, ceux-ci complétés par l'immigration d'autres représentants de la race germanique. Les Latins, surtout établis dans l'Amérique du Sud, forment à peu près le tiers de la population totale. Ils ont été les premiers occupants; ce sont des Espagnols qui ont découvert et conquis l'Amérique centrale et méridionale, sauf le Brésil, occupé par d'autres Latins, les Portugais; l'empire espagnol s'étendait encore, au commencement du XIX^e siècle, du détroit de Magellan à San Francisco; ce sont des Français qui ont découvert et colonisé d'abord le Canada, qui, par les Grands Lacs et le long de l'Ohio, rejoignait la Louisiane; en sorte qu'à un moment de l'histoire, vers le commencement du XVIII^e siècle, avant la guerre de Sept Ans, l'Amérique tout entière pouvait paraître destinée à la domination des Latins.

Les Anglo-Saxons sont venus plus tard, et pendant longtemps ils ont été réduits à la possession de quelques Antilles, ou de quelques côtes sans profondeur, comme celles-là même de la Nouvelle-Angleterre au pied des Alleghans, qui devaient former les États-Unis. Les Anglo-Saxons l'emportèrent, parce que l'Angleterre eut une très nette conscience de ses intérêts coloniaux et leur consacra tous ses efforts et toutes ses ressources; ce sont les Anglo-Saxons qui ont donné aux autres colons de l'Amérique le signal de l'indépendance; ils ont eu dès l'origine les mœurs de la liberté,

puisque beaucoup d'entre eux avaient quitté l'Angleterre pour échapper à la tyrannie des Stuarts; et quand ils eurent repoussé la domination de la métropole, ils surent organiser leur liberté nouvelle et fonder une puissante République. Les Latins du Sud, longtemps tenus sous le régime de l'absolutisme espagnol, n'ont pas su user avec la même sagesse de leur indépendance; ils sont encore embarrassés dans la pratique de la liberté qu'ils ont conquise. Le spectacle de l'Amérique contemporaine manifeste jusqu'ici la grande supériorité politique des Anglo-Saxons.

I

ÉTATS-UNIS. — LA FORMATION DE L' « UNION »

La guerre de Sept Ans donna à l'Angleterre la domination de l'Amérique du Nord; elle ne sut pas la garder, et ce fut la grande faute de son histoire coloniale. Qu'on juge de la puissance qu'aurait aujourd'hui l'Angleterre, si elle possédait encore les États-Unis. En vérité elle donnerait la loi au monde. Elle fut punie de l'oubli de ses propres traditions libérales, car elle excita le soulèvement de ses colons en prétendant leur faire payer des impôts non consentis par eux; ils s'y refusèrent, ils se montrèrent plus Anglais que les Anglais de ce temps; ils firent triompher dans le Nouveau-Monde contre l'Angleterre elle-même la vieille doctrine anglaise de la liberté politique; et les États-Unis furent bien une Nouvelle Angleterre.

Ils s'élevèrent même, dès le début de l'insurrection, à des conceptions philosophiques dont les Anglais ne s'étaient jamais souciés, et ils marquèrent curieusement la transition entre la Révolution anglaise de 1688 et la Révolution française de 1789. Les Anglais, en donnant la couronne à Guillaume d'Orange, avaient proclamé les droits du Parlement, et, en fait, la Révolution de 1688 avait « maintenu » les privilèges de l'aristocratie; les colons américains, étant tous

d'origine modeste, n'avaient point parmi eux de parti aristocratique; ils ne pouvaient pas s'appuyer sur des droits séculaires; ils fondèrent leur indépendance sur les droits naturels de l'homme, et ce fut le sens très neuf, et même en quelque sorte la révélation, renfermée dans la déclaration de Philadelphie du 4 juillet 1776 : c'est la première affirmation, parmi les peuples modernes, du principe de la démocratie. Les Américains en tiraient une conclusion pratique immédiate, leur indépendance. La Constituante, en sa Déclaration des droits de l'homme de 1789, n'eut pas la préoccupation d'une telle conclusion; elle fit des principes nouveaux la loi de la société humaine tout entière. Ainsi s'élabore à la fin du XVIII^e siècle, par la coïncidence merveilleuse des idées philosophiques françaises et des circonstances de l'insurrection américaine, la doctrine de la souveraineté nationale, venue d'Angleterre, élargie en France en forme de dogme universel, et ce fut en effet avec le concours de la France, personnifiée par La Fayette et Rochambeau, que naquit la libre nation des États-Unis.

La constitution que les États-Unis se donnèrent alors et qu'ils ont gardée depuis fut délicate à établir; elle fut cependant aussitôt solide : car elle ne rencontra pas, comme il arriva en Europe, l'obstacle de traditions anciennes; elle fut fondée, comme les grandes villes du Far-West, aux rues droites, aux maisons uniformes, sur un terrain tout neuf.

La nouvelle République était une fédération, fondée pour la guerre contre l'Angleterre, et dont beaucoup voulaient la dissolution, après la victoire. Les héros de cette histoire, les Jefferson, les Franklin, les Washington, eurent assez d'esprit politique et d'influence pour comprendre et faire comprendre à leurs compatriotes que l'union, condition de l'indépendance, était aussi une condition de prospérité : les États insurgents demeurèrent Unis. La forme fédérale fut conservée pour garantir l'indépendance de chacun des États de l'Union; elle se manifesta surtout par le Sénat : il est composé de 2 membres par État; il est autant un conseil

exécutif qu'un conseil législatif, et il exerce une action incessante sur le gouvernement; il a beaucoup plus de ressemblance avec le Sénat de l'ancienne Rome qu'avec le Sénat français. La nation exprime sa volonté commune par la Chambre des représentants qui est élue au suffrage universel, et elle la fait exécuter, sous le contrôle du Sénat, par le Président, élu au suffrage universel à deux degrés; il est la personnification de l'Union, qui sans lui serait insaisissable; à l'exemple donné par Washington, le Président ne peut être réélu qu'une fois, ce qui lui confère un mandat de huit ans au plus. La cour suprême, composée de neuf juges nommés à vie par le Président, veille au maintien de la Constitution; elle a autorité pour renvoyer une loi aux représentants ou pour s'opposer à un acte du gouvernement, si elle les estime dangereux pour l'État; elle a une autorité et un prestige considérable. C'est le 4 mars 1889 que cette constitution entra en vigueur et que Washington inaugura sa première présidence.

Les treize colonies primitives, devenues les treize premiers États-Unis, étaient établies entre les Alleghanys et la côte Atlantique; à peine la Pensylvanie franchissait-elle les montagnes jusqu'aux sources de l'Ohio; elles étaient toutes de population anglo-saxonne. Elles ne tardèrent pas à se compléter par d'autres éléments, et en un demi-siècle environ les États-Unis annexèrent peu à peu les divers territoires qui constituent depuis la grande République.

En 1803, ils achetèrent la Louisiane à la France et atteignirent ainsi le golfe du Mexique; en 1818, encore au détriment des Latins, ils profitèrent de l'insurrection des colonies espagnoles pour prendre la Floride. Déjà ainsi ils se retrouvaient unis à des États de race latine, de religion catholique, de climat tropical, et « d'institution » esclavagiste. L'assimilation devait être longue et pénible. Mais surtout le Texas, s'étant séparé du Mexique, se donna aux États-Unis; le Mexique protesta, la guerre éclata; le Mexique fut écrasé: il dut céder le Texas, le Nouveau-Mexique et la

Californie continentale jusqu'à San Francisco (1848). Les États-Unis eurent ainsi du côté du sud la frontière qu'ils ont conservée depuis; au delà des prairies du Far-West, ils s'établissaient sur les côtes du Pacifique : un immense horizon s'ouvrait à leurs entreprises.

Mais d'abord l'annexion des nouveaux États, très étendus et très peuplés, fit courir de graves dangers à la République; pendant une dizaine d'années, les États du Sud eurent une véritable prépondérance sur le gouvernement du pays; les États du Nord, les fondateurs, s'en inquiétèrent pour eux-mêmes et pour les caractères que la République avait eus jusque-là. En particulier, d'origine puritaine, élevés dans les maximes de la liberté et dans le respect de la dignité humaine, ils étaient émus de l'existence de l'esclavage dans les États du Sud; ils y voyaient une tare pour la République elle-même. Le roman de Mme Beecher-Stowe, la *Case de l'oncle Tom*, excitait la pitié de tous les peuples en faveur des nègres de l'Amérique; le monde entier était alors agité par la propagande contre la traite et contre l'esclavage; Wilberforce en Angleterre, Schœlcher en France, s'illustraient à mener cette croisade.

Il y avait d'autres divergences plus graves entre le Nord et le Sud des États-Unis; races et religions étaient différentes, les intérêts aussi : car le Nord industriel, redoutant la concurrence européenne, voulait se défendre contre elle par des tarifs protecteurs; le Sud, agricole, grand producteur de coton, voulait en faire librement le commerce. Il y avait là deux nationalités en présence, les Latins et les Anglo-Saxons, dans un temps où le principe des nationalités bouleversait l'Europe, unissait l'Allemagne et l'Italie, dissolvait l'Autriche et la Turquie; et lorsque Napoléon III, à la même date, entreprenait l'expédition du Mexique, il avait l'idée d'y fonder un puissant État latin, capable d'attirer à lui les Latins des États-Unis et de limiter définitivement l'expansion anglo-saxonne : ce fut « la plus grande pensée » de son règne.

En vérité, lorsque la guerre éclata entre le Nord et le Sud, en 1860, à la suite de l'élection d'Abraham Lincoln, un adversaire résolu de l'esclavagisme, à la présidence de la République, la sécession paraissait toute naturelle; il y avait là deux nations opposées à tous égards : pourquoi les forcer à vivre ensemble? Et, lorsqu'après trois ans d'une guerre civile atroce, la plus sanglante guerre du siècle, les Sudistes tenaient bon toujours contre les armées du Nord, les amis de Lincoln lui conseillaient de faire la paix, de laisser aux États du Sud leur « institution particulière », de refaire l'union telle qu'elle était auparavant, *as it was*. Lincoln refusa; il ne voulut pas d'une union faite de deux peuples aussi différents; il voulut l'union par l'abolition; il ne sépara point ces deux termes, qui signifiaient une union morale, une union vraie, l'union nationale. Lincoln ne l'emporta qu'au bout de quatre ans, et il fut assassiné au lendemain de la victoire. Son œuvre est dans l'histoire des États-Unis aussi remarquable que celle de Washington, non pas seulement par la grande cause humanitaire qu'il représente, mais aussi par l'incomparable service qu'il a rendu à sa patrie; il est bien le second fondateur des États-Unis : Washington avait fondé la République, Lincoln a fondé « l'Union », telle qu'elle a grandi depuis, une des plus fortes nations de la terre.

II

L'AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine, l'ancienne Amérique espagnole, a suivi l'exemple des États-Unis du Nord, mais non pas jusqu'à l'union : elle n'a pas montré jusqu'ici les mêmes vertus politiques.

Les colons, qui souffraient de la lourde domination de la métropole, avaient été agités par le succès de l'indépendance des États-Unis. Ils furent encore plus troublés par la révolte

de Saint-Domingue contre la France, au temps du Consulat ; car Saint-Domingue avait été jusqu'en 1795 à moitié espagnole. L'occasion de l'insurrection fut apportée par la nouvelle de la chute des Bourbons d'Espagne et de leur remplacement sur le trône de Madrid par Joseph Bonaparte : beaucoup de colons refusèrent de reconnaître le nouveau roi, et ce premier mouvement fut en effet conduit par des prêtres. Lorsque Ferdinand VII fut restauré sur son trône en 1814, il lui eût été facile de regagner l'affection de ses sujets des colonies, s'il leur avait fait quelques concessions libérales ; mais il se montra plus maladroit et plus exigeant que tous ses prédécesseurs ; alors l'insurrection se continua contre lui, et, comme il fut lui-même aux prises avec la Révolution de Cadix en 1820, et qu'il lui fut impossible d'envoyer des troupes au delà de l'Atlantique, les chefs des colons, Saint-Martin à Buenos-Ayres et Bolivar au Venezuela et au Pérou, purent achever la délivrance de leurs compatriotes. En 1823, la Sainte-Alliance manifesta quelques velléités d'intervention : l'Angleterre s'y opposa, pensant profiter de l'ouverture du marché américain ; et les États-Unis proclamèrent la fameuse doctrine de Monroë, l'un des événements les plus importants de l'histoire de l'Amérique ; ils y déclaraient que « les continents américains ne devaient plus être désormais considérés comme un domaine propre à la colonisation par aucune puissance européenne », et, en ce qui concerne les colonies espagnoles qui venaient de se constituer en États indépendants, ils déclaraient « qu'ils considéreraient toute intervention d'une puissance européenne, soit pour obtenir leur soumission, soit pour exercer une action sur leur destinée, comme la manifestation d'une disposition hostile à l'égard des États-Unis ». C'était la hautaine affirmation de l'indépendance des deux Amériques. Dans le même temps, le Brésil se détacha du Portugal et forma un empire indépendant sous le gouvernement de don Pedro, fils du roi Jean VI de Portugal ; il devait aussi se constituer en République en 1889.

Bolívar, le libérateur de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie, essaya de réunir toute l'Amérique latine, et même toute l'Amérique, dans une seule République, capable de devenir bientôt, par l'union, l'une des plus grandes puissances du monde. Il convoqua à Panama, en 1825, un congrès des représentants de toutes les républiques américaines; les États-Unis s'abstinrent d'y participer, craignant d'être absorbés dans la masse plus considérable alors et plus peuplée des États latins. Les Latins se disputèrent entre eux, furent dispersés par la fièvre; ils ne surent même pas maintenir l'union des républiques qui s'étaient formées pendant les luttes de l'indépendance : l'Uruguay resta séparé de la République Argentine, la Bolivie du Pérou; la Colombie ne put retenir avec elle le Venezuela, ni l'Équateur; les États-Unis de l'Amérique centrale trouvèrent moyen de se distinguer en cinq républiques rivales, Guatemala, San Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica. Bolívar mourut bientôt après, criant en vain le mot nécessaire aux Américains du Sud : « De l'union! De l'union! » Il n'avait pas eu, comme Washington, le bonheur et la gloire d'être le Président de la République des États-Unis du Sud. Ce fut un grand malheur pour l'Amérique latine.

Depuis, elle n'a pas cessé de se déchirer de querelles entre États et de dissensions intestines. Ces États se disputent souvent au sujet de leurs frontières qui sont partout contestées, en sorte qu'il est impossible de dresser une carte politique de l'Amérique du Sud sans faire des mécontents; il en résulte parfois de terribles guerres, comme la guerre du Paraguay contre le Brésil et la République Argentine, à propos du territoire contesté des Missions; elle dura six ans (1864-1870) et ne cessa que lorsque presque toute la population mâle du Paraguay y eut péri. De même, en 1879-1884, le Chili disputa par les armes au Pérou et à la Bolivie la possession des mines d'Atacama, dans la région de leurs frontières communes; il l'emporta sur ses rivaux et s'agrandit à leurs dépens. Il y aura sans doute d'autres

contestations et d'autres guerres à mesure que les pays de l'intérieur seront mieux connus et révéleront leurs ressources économiques.

Cependant, en beaucoup de ces États, les partis hostiles entretiennent des guerres civiles continuelles : ce sont les libéraux contre les catholiques, comme au Mexique ; ce sont les centralistes contre les fédéralistes, et le fédéralisme, qui l'a emporté dans la plupart des Républiques latines, dégénère parfois en séparatisme : l'Amazonie, par exemple, obéit assez mal au gouvernement de Rio-de-Janeiro ; ce sont des généraux, ou même des capitaines, ambitieux du pouvoir, et l'on sait qu'il y a beaucoup de capitaines et de généraux dans les armées de l'Amérique du Sud. On peut dire que, depuis la fondation de l'indépendance, c'est-à-dire depuis près d'un siècle, les Républiques latines de l'Amérique n'ont jamais connu la paix absolue.

Pourtant quelques-unes ont commencé de se donner une organisation régulière et ont obtenu quelques résultats précieux, grâce à la prédominance des intérêts économiques sur les préoccupations purement politiques. La République Argentine, malgré la jalousie des provinces contre la capitale Buenos-Ayres, a depuis quelques années une tranquillité à peu près parfaite, et a beaucoup développé le réseau de ses voies ferrées. Le Brésil sort à peine de la crise qui y fut produite par l'établissement de la République en 1889, au lendemain de l'abolition de l'esclavage par le dernier empereur don Pedro II ; une importante immigration européenne exploite désormais activement ses grandes ressources agricoles. Le Mexique surtout donne, depuis une trentaine d'années, l'exemple de la sagesse ; la dernière crise qu'il eut à souffrir fut celle de l'expédition française en 1863-1867, il en sortit à son avantage ; depuis, il a été le plus souvent gouverné, et il l'est encore, par Porfirio Diaz ; compagnon, dans sa jeunesse, du président Juarez, le héros de la résistance aux troupes de Napoléon III, il a été élevé six ou sept fois par ses concitoyens à la présidence de la République ;

il a su tenir l'armée dans une discipline rigoureuse et finir le temps des pronunciamientos; il a organisé l'enseignement à tous les degrés, et surtout l'enseignement primaire : toute commune d'au moins 100 habitants a son école, il a donné au Mexique l'outillage économique indispensable, travaux dans les ports, chemin de fer du Golfe au Pacifique, liaison des voies ferrées avec celles des États-Unis. Est-ce donc le Mexique, peuplé en majorité d'Indiens, qui servira de modèle aux autres républiques de l'Amérique latine?

Il n'est pas certain que l'Amérique latine soit incapable d'ordre et de paix; on peut penser que son éducation politique s'achèvera bientôt et qu'elle aura pris, dans les luttes dont elle souffre, l'expérience du gouvernement libre. Il en serait temps, car la puissance des États-Unis de l'Amérique du Nord prend des développements redoutables. Le salut est dans le travail.

III

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE

Allongée entre les deux régions polaires, l'Amérique présente toutes les zones climatiques, et même deux par deux. Chacune des deux Amériques a à la fois des régions tempérées et des régions tropicales; l'Amérique du Sud seule possède toute la région équatoriale, l'Équateur se trouvant à peu près exactement au-dessus de la vallée de l'Amazone. Elle a donc encore plus de variété que l'Amérique du Nord, et ainsi devrait être plus riche.

Elle n'a pas un aussi grand développement territorial dans la zone tempérée, car elle va s'amincissant à partir du tropique du Capricorne. Cette zone y comprend le Chili, la République Argentine et l'Uruguay. Le Chili, étroitement établi au pied de la Cordillère des Andes, du 20° au 55° de latitude sud, sur une surface totale plus grande que la France (776 000 kil. carrés), a de très grandes ressources, qui

seront mieux exploitées lorsqu'il sera plus peuplé, car il n'a actuellement que 3 millions d'habitants. Dans les mines de sa région septentrionale, dans les départements qu'il a conquis sur la Bolivie et le Pérou, il y a beaucoup de cuivre, bien qu'il n'en faille pas comparer la production à celles de l'Espagne ou des États-Unis; il y a aussi un peu d'argent. Dans la région méridionale, en allant vers la Terre-de-Feu et le détroit de Magellan, il y a de belles forêts, dont le Chili a tiré de grands profits pour la construction de sa flotte, qui a de la valeur. Mais c'est la région centrale, au pied du col de la Cumbre, ouvrant le chemin de la République Argentine, qui concentre la plus grande partie de la population, autour de Santiago, la capitale, qui a 330 000 habitants, et de son port, Valparaíso, qui en a 150 000, soit ensemble la sixième partie de la population totale; ces pays sont sous le 33° de latitude sud, qui correspond à la latitude de Tripoli ou du Sahara algérien, mais le climat en est tempéré par le voisinage de l'Océan et surtout par le passage du courant froid de Humboldt, qui vient du pôle et longe toutes les côtes occidentales de l'Amérique du Sud. Ainsi le Chili a les ressources de la zone tempérée, les céréales, les prairies, les pommes de terre, en quantité suffisante pour sa propre consommation. Il ne semble pas qu'il puisse jamais devenir un grand producteur agricole.

La République Argentine dispose, sur le versant oriental de la Cordillère, d'un plus large espace; elle a près de 3 millions de kilomètres carrés, et la République de l'Uruguay, qui n'en a que 480 000, a quelque ressemblance avec elle; la première n'a pourtant que 5 millions d'habitants et la seconde 980 000; cette population est d'ailleurs actuellement en grand progrès dans ces deux États: Montevideo, la capitale de l'Uruguay, a près de 300 000 habitants, et Buenos-Ayres, la première ville de l'Amérique du Sud, en compte 900 000. Toute la fortune de ces Républiques est dans l'élevage du mouton et du bœuf; elles appartiennent en effet, à cause de leur situation, à la zone des prairies, qu'on

retrouve ailleurs dans la Zambézie, à Madagascar ou dans l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dans les régions qui se rapprochent des tropiques. La prairie argentine, c'est la pampa, immense prairie d'herbe, coupée de marécages, où paissent des millions de bestiaux. On compte en effet dans la République Argentine 27 millions de bœufs, et, avec l'Uruguay, 410 millions de moutons (en Australasie, 74); ces deux pays exportent annuellement pour 250 millions de francs de viande et de peaux, qui sont surtout vendues en Angleterre. Les principaux centres de la fabrication des conserves sont le Rosario dans la République Argentine et Fray-Bentos, dans l'Uruguay, où sont établies les usines de la compagnie Liebig.

Le Brésil méridional, dans les États de Rio-Grande-do-Sul, de Santa-Catarina et de São-Paulo, appartient aussi à la zone tempérée : c'est pourquoi il est peuplé d'un grand nombre de colons allemands ; il ne paraît pas susceptible d'une production agricole intensive. Mais les richesses du Brésil sont surtout celles de la zone tropicale et équatoriale. Il est à lui seul comme un continent ; il compte 8 millions et demi de kilomètres carrés, presque autant que l'Australie ou que l'Europe : on y peut distinguer surtout la région tropicale avec les plateaux qui s'élèvent au-dessus de Rio-de-Janeiro, et la région équatoriale à laquelle appartient presque tout le bassin de l'Amazone. Les plateaux, notamment dans la province des Minas-Geraes, ont des mines d'or et de diamant à Ouro-Preto et Diamantina ; elles sont d'ailleurs bien loin de valoir celles de l'Afrique du Sud. Et la principale fortune de cette partie du Brésil est dans l'agriculture ; on cultive sur toute la côte, depuis São-Paulo jusqu'à Pernambouc, les produits tropicaux, le cacao, les épices, la canne à sucre ; le Brésil est surtout le plus grand producteur de café du globe ; il fournit les deux tiers de la production mondiale, 500 000 tonnes par an, et il en exporte annuellement pour 500 millions de francs. Le bassin de l'Amazone a d'autres richesses ; ce fleuve est le plus considérable du monde, parce

que, demeurant presque toujours sous la ligne de l'Équateur, il est alimenté continuellement par les abondantes pluies quotidiennes qui caractérisent cette région ; ses affluents de gauche lui apportent les eaux des pluies d'été de l'hémisphère septentrional, et ses affluents de droite celles des pluies d'été de l'hémisphère méridional, en sorte que l'énorme débit du fleuve est entretenu toute l'année d'une façon à peu près constante. C'est pourquoi son bassin est couvert par la puissante végétation des forêts vierges, ou des *selvas* ; on y trouve une provision en quelque sorte inépuisable de bois précieux, ou de caoutchouc ; une ligne de navigation à vapeur remonte l'Amazone jusqu'à Manaos, puis son grand affluent de droite, la Madeira, et exploite les bois de caoutchouc de cette immense vallée ; c'est le principal objet de l'activité de Belem, à l'embouchure du fleuve ; le Brésil en exporte en tout pour 260 millions. Avec une population de 16 millions d'habitants seulement, dont 700 000 à Rio de Janeiro, 260 000 à São-Paulo, 50 000 à Bahia, il fait un commerce général de près de 2 milliards de francs, et il est depuis quelques années en grand développement.

Les ressources des Guyanes, ou des Républiques de l'Équateur, de la Colombie et du Venezuela, ou des Antilles grandes et petites, sont celles de la région tropicale en général, le tabac, le cacao, le café, la canne à sucre, les épices. Malgré la concurrence et les prétentions pan-américanistes des États-Unis, malgré les tentatives de Zollverein qu'ils ont faites avec l'Amérique du Sud, l'Europe y exerce encore une grande prépondérance économique : Liverpool et Bordeaux font un commerce actif avec tous les ports du Brésil, de la République Argentine et du Chili ; les classes libérales de ces pays achèvent leur éducation en Europe et particulièrement en France, par instinctives sympathies latines ; ils empruntent des ingénieurs et des capitaux à la France ; ils ne sont pas encore tombés sous l'influence des États-Unis du Nord ; ils semblent tenir à conserver leur originalité dans le monde américain.

Les États-Unis sont bien plus activement exploités ; mais aussi ils sont beaucoup plus peuplés : pour une superficie de 9 200 000 kilomètres carrés, ils comptent une population d'ailleurs incessamment croissante, de 90 millions d'habitants, avec leurs dépendances, Porto-Rico, les îles Hawaï et les Philippines. Cette population nombreuse résulte des excédents de naissances, et, plus encore, de l'immigration qui s'est élevée en un demi-siècle (1850-1900) à 17 millions d'habitants, surtout des Allemands, des Irlandais, des Anglais, des Italiens. Tous ces Blancs se fondent assez vite dans la masse de la population anglo-saxonne, avec laquelle ils ont généralement de grandes affinités, et dont ils modifient du reste quelque peu les caractères.

Il n'en est pas de même des Noirs et des Jaunes. Il y avait aux États-Unis en 1800 un million de nègres ; en 1860, au moment de la guerre de Sécession et de l'abolition de l'esclavage, 4 millions ; aujourd'hui plus de 9 millions. Ils sont nombreux surtout dans la Louisiane, la Floride et les Carolines, où on les emploie au travail des plantations de coton, de café et de riz. Ils ont des mœurs grossières, assurément, et leur éducation laisse à désirer ; mais les Blancs sont à leur égard durs et méprisants, et les scènes de violences et de lynchages sont trop fréquentes : les mœurs ici sont bien en retard sur les lois ; les Américains pourtant devraient réfléchir à l'histoire de Saint-Domingue.

La question des Jaunes, dans la Californie et sur toutes les côtes du Pacifique, notamment à San-Francisco, est beaucoup moins grave, du moins au point de vue de la paix intérieure ; il n'y a guère aux États-Unis que 100 000 Chinois, et l'immigration des Célestes a été contenue par des actes législatifs spéciaux ; aujourd'hui c'est l'immigration japonaise qui est la plus inquiétante ; il n'y a encore que 25 000 Japonais dans la région de San-Francisco ; mais le gouvernement de Tokio n'admet pas qu'ils soient traités autrement que tous immigrants de race blanche, et il en est résulté déjà des conflits assez redoutables, parce qu'ils ne

sont qu'une manifestation de la rivalité désormais engagée entre le Japon et les États-Unis pour la domination du Pacifique.

Cependant, les États-Unis exploitent très activement toutes leurs ressources, qui sont remarquables. Ils ont, à côté l'une de l'autre, en pénétration réciproque, les deux régions essentielles à la fortune des États modernes, la région tropicale et la région tempérée; ils ont chez eux mêmes les produits des pays chauds que les nations de l'Europe sont obligées d'aller chercher au loin, à grands frais. La région tropicale est surtout représentée par la Louisiane et la Floride, elle a son principal marché à Nouvelle-Orléans (300 000 habitants); elle a des épices, du tabac, de la canne à sucre; elle a la plus grande provision de coton du monde entier, plus de la moitié de la production totale, 9 millions et demi de balles sur 16 millions; les États-Unis en exportent annuellement pour près 2 milliards de francs : c'est le plus gros chiffre de leur commerce d'exportation.

Ils ont pourtant d'autres produits très importants dans la région tempérée. Le bassin du Mississipi, entre les Alleghany et les montagnes Rocheuses, n'était autrefois qu'une immense savane, où paissaient de grands troupeaux de bisons chassés par les Indiens. Il y a encore aujourd'hui à l'ouest du Mississipi une vaste étendue de prairie, où l'on a importé les races animales de l'Europe; sauf pour les moutons, les États-Unis sont les plus grands producteurs de bestiaux du monde, avec 47 millions de pores, 64 millions de bœufs; ils exportent de la viande et des peaux pour environ 1 milliard de francs. Chicago doit à cette industrie et à ce commerce son extraordinaire prospérité; elle avait en 1840 4 000 habitants; elle en a aujourd'hui près de 2 millions.

La savane recule peu à peu devant la charrue, le bétail devant les champs de blé et autres céréales; car les États-Unis sont aussi un des grands greniers à blé du monde, inférieurs seulement à ce point de vue à la Russie; leur produc-

tion annuelle est d'environ 200 millions d'hectolitres (celle de la Russie, 225), et même il y faudrait joindre 315 millions d'hectolitres d'avoine, comme en Russie, et 900 millions d'hectolitres de maïs, ce qui représente les 5/6 de la production mondiale : Saint-Louis est la capitale du commerce des grains ; elle avait 16 000 habitants en 1840, elle en a maintenant plus de 600 000 ; elle a certainement un grand avenir, au milieu de la vallée du Mississipi et de la distance de New-York à San-Francisco, au croisement des deux plus grandes voies naturelles des États-Unis.

Les États-Unis ont enfin des minerais en abondance, de l'or et de l'argent en Californie, 431 millions de francs d'or en 1904, 150 millions d'argent ; une grande quantité de cuivre, plus de 300 000 tonnes, de minerai de fer, 35 millions de tonnes, plus que l'Angleterre et l'Allemagne réunies ; le tiers de la production mondiale de la houille, 318 millions de tonnes en 1904 (sur 884 millions, 236 en Angleterre, 120 en Allemagne) ; les mines de charbon des Alleghanys ne sont pas encore toutes exploitées ; enfin plus de pétrole même en Pensylvanie qu'en Russie, 14 millions de tonnes (Russie, 11). C'est pourquoi les États-Unis ont tous les moyens d'une industrie exceptionnellement puissante ; leurs principaux centres industriels se placent au nord, dans les États primitifs, à des latitudes comparables à celle de l'Europe industrielle, au milieu de la zone tempérée : les grandes villes de cette région se sont développées depuis un siècle avec une merveilleuse rapidité ; Philadelphie a aujourd'hui 1 million et demi d'habitants, Boston 600 000, Baltimore 550 000. Washington, la capitale politique, en a seulement 300 000 ; mais New-York, qui est la vraie capitale des États-Unis, en a 3 800 000, et ne le cède jusqu'ici à cet égard qu'à Londres (4 600 000) ; car New-York n'est pas seulement le port d'embarquement des produits industriels de la région des Alleghanys, et le terminus des voies ferrées transcontinentales ; elle est aussi le débouché d'une grande voie navigable qui, partie de Saint-Louis, sur le Mississipi, remonte

son affluent l'Illinois, atteint par le canal de l'Illinois le lac Michigan à Chicago, traverse les lacs Michigan, Huron, Érié, suit alors le canal de l'Érié le long du Mohawk, affluent de l'Hudson, dont l'estuaire forme le vaste port de New-York. C'est ainsi que New-York est devenue le second port du monde, avec un mouvement de 18 millions de tonneaux, en 1903 (Londres, 19; Anvers, 18); et, par là surtout, le commerce général des États-Unis est d'environ 14 milliards de francs; il consiste surtout en exportations (8 milliards et demi); il serait plus considérable, si les États-Unis ne s'étaient pas enfermés depuis le bill Mac-Kinley, en 1890, dans un système douanier presque prohibitif, puisqu'il frappe certains produits européens de droits égaux à leur valeur.

Ainsi les grands industriels des États-Unis restent les maîtres du marché national, où ils font des fortunes colossales. Car le parti républicain, qui gouverne la République depuis de longues années, est surtout le parti des grandes affaires, des grandes entreprises industrielles et commerciales, en un mot de l'impérialisme. Il a poussé à la guerre de Cuba contre l'Espagne en 1898; il a tiré les plus gros profits des victoires de Cavite et de Santiago, et du traité de Paris qui mit fin à la guerre; il est devenu en particulier le maître du marché de la canne à sucre : avec Cuba, la Louisiane et les îles Hawaï, les États-Unis fournissent presque la moitié du sucre de canne qui est consommé dans le monde.

Leur victoire sur l'Espagne leur donna des intérêts considérables dans l'Amérique centrale; ils annexèrent Porto-Rico, et Cuba n'a pas cessé de subir leur protectorat; après quelques désordres, elle est actuellement administrée par un gouverneur des États-Unis. Depuis, en 1904, la République de Panama s'est détachée de la Colombie, et elle s'est mise sous le protectorat des États-Unis, qui venaient de racheter à la compagnie française la propriété du canal et des instruments de construction; le canal de Panama

achèverait l'établissement de la suprématie des États-Unis dans l'Amérique centrale, et il serait indispensable pour gagner le Pacifique où ils ont des intérêts considérables; mais il faudra encore beaucoup de temps pour finir ce travail d'Hercule qui débouchera vers l'ouest la Méditerranée américaine.

Or les circonstances sont pressantes. Les États-Unis ont remplacé l'Espagne aux Philippines, à l'extrémité de la chaîne des îles côtières de l'Asie dont le Japon possède le reste. Pendant la guerre de 1898, ils ont occupé les îles Sandwich ou Hawaï, où les colons japonais sont nombreux et sur lesquelles le Japon avait jeté déjà ses convoitises. Ce sont les plus importantes positions stratégiques de l'océan Pacifique. Qui régnera sur le Pacifique? Le Japon ou les États-Unis? Sera-t-il longtemps digne de son nom? Le Japon, au nom de la race jaune, revendique l'océan Pacifique comme un domaine réservé; aux Blancs l'Atlantique, aux Jaunes le Pacifique, tel est pour eux le loyal partage du monde, et la terrible force d'expansion de la race japonaise et chinoise a commencé la réalisation de ce grand dessein. Il y a des Chinois en grand nombre dans toutes les terres du Pacifique; en vérité on pourrait penser qu'il est destiné à devenir un lac chinois.

En 1853, ce sont des vaisseaux des États-Unis, sous le commodore Perry, qui ont obligé le Japon à s'ouvrir au commerce étranger; on ne prévoyait pas alors l'extraordinaire renaissance du Japon, qui n'est sans doute que le signal de la renaissance de l'immense Chine elle-même. En cette histoire qui vient de commencer, les Russes vaincus, les États-Unis sont maintenant à l'avant-garde des Blancs.

CHAPITRE XVI

LES JAUNES

. Les temps anciens. — II. La poussée des Blancs. — III. Le réveil des Jaunes. — IV. Les ressources.

Toutes les races blanches indo-européennes, Slaves, Latins, Germains et Anglo-Saxons, se trouvent désormais en contact avec les Jaunes dans l'Extrême-Orient, qui est devenu comme le carrefour de l'humanité. Par là nous sommes arrivés à un moment capital de l'histoire universelle : ce sera sans doute le propre caractère de notre époque.

I

LES TEMPS ANCIENS

Les Jaunes occupent sur la carte une place considérable : leur masse principale est établie dans l'Asie orientale, au Japon et dans les fertiles bassins alluviaux des fleuves chinois ; au sud ils s'étendent sur la Birmanie, l'Annam et le Siam, refoulant les Hindous et, notamment, séparant les Cambodgiens ou Kmers de leurs parents de l'Hindoustan ; au nord, les Toungouses, les Iakoutes, les Samoyèdes, les Finnois, les Lapons se sont glissés le long des côtes des mers glaciales ; au centre, les Thibétains, les Kirghiz, les

Turcomans de toutes tribus, les Ottomans, les Magyars, se sont enfoncés profondément jusqu'au cœur de l'Europe.

A cette poussée mongolique d'est en ouest, l'Europe a répondu dans les temps modernes par un reflux en sens contraire : elle a fondé des établissements tout le long des côtes méridionales de l'Asie jusqu'aux portes de la Chine ; les Slaves se glissent de plus en plus nombreux le long des voies ferrées transsibériennes jusqu'au fond de l'Extrême-Orient ; l'Iran et l'Inde demeurent au pouvoir des peuples indo-européens. Ainsi l'Ancien Continent, ou du moins l'Europe et l'Asie, qui en sont les parties essentielles, constituant les deux tiers de l'humanité, se présente, actuellement plus que jamais, comme le champ de bataille des Blancs et des Jaunes ; il est possible d'ailleurs qu'il ne s'agisse à l'avenir que de rivalité économique ; il est difficile pourtant d'en affirmer la certitude.

Longtemps isolés les uns des autres, les Blancs et les Jaunes, se sont à peu près complètement ignorés jusqu'au XIX^e siècle ; par les Européens, à travers l'antiquité et le moyen âge, l'Extrême-Orient fut vaguement connu comme le pays de la soie, et le voyage de Marco Polo au XIII^e siècle fut à peu près aussi extraordinaire que pourrait l'être aujourd'hui un voyage à la lune ; on commence à être un peu mieux renseigné aujourd'hui, et l'on sait, de sûre science, que la civilisation des Chinois fut de bonne heure, avant celle des Européens, extrêmement remarquable.

On peut remonter très haut dans la connaissance de l'antiquité chinoise, et les chroniques de ce pays, en dehors des légendes primitives, racontent de façon véridique la vie des empereurs depuis Fou-Hi, qui monta sur le trône en l'an 3468 avant Jésus-Christ ; à cette date la terre chinoise était toute « rassemblée » autour de ses provinces du « Milieu », le Ho-nan et le Chen-si, autour de la vieille capitale Sin-gan. Les Chinois eurent alors une longue série d'empereurs parfaits, c'est-à-dire pacifiques, non pas grands conquérants, mais grands constructeurs de canaux

et de digues, tout dévoués aux intérêts de l'agriculture; semblables aux Pharaons de Memphis, qui savaient régler les inondations du Nil, ces sages empereurs de la Chine ont aménagé le cours et le débit de leurs grands fleuves, qui ne sont bienfaisants qu'à condition d'être disciplinés; ainsi ils travaillèrent de toute leur puissance au bonheur de leurs sujets; dans les grandes catastrophes, ils s'accusaient d'en être responsables, pour avoir encouru par leur négligence la colère du ciel, et ils promettaient au peuple d'être meilleurs : ce sont des coutumes qui ont disparu depuis longtemps. Mais déjà la Chine jouissait d'une grande prospérité agricole; elle poussait la charrue à la conquête des déserts ou des marais dans le temps où nos ancêtres chassaient les bêtes des bois pour se nourrir de leur chair et se vêtir de leur peau : il y avait une civilisation véritable en Chine quand il n'y avait en Europe que barbarie.

C'est pourquoi les philosophes de la Chine n'enseignaient pas la doctrine du progrès. Le bon Lao-Tseu, qui, au ^v^e siècle de l'ère chrétienne, parcourait, sur son bœuf pâtre, le pays du Hoang-ho, prêchait la pitié pour les misères humaines; Confucius, à la même époque, faisait de toutes les traditions des ancêtres un culte sacré avec ses cérémonies et ses dogmes rigoureux, resserrait ainsi très fortement les liens de la famille, recueillait les anciens livres qui contiennent toutes les lois de la vertu et du bonheur, condamnait toute nouveauté comme une infidélité à l'égard des aïeux, arrêtait ainsi tout progrès dans la contemplation de la perfection passée. C'est pourquoi le bouddhisme trouva en Chine le terrain le plus favorable : il enseignait la condamnation de l'action qui est agitation et désordre, la destruction du désir qui est souffrance et mal, la résignation et le calme. Ainsi la Chine s'endormait dans la religion du souvenir et du repos, comme si elle avait déjà achevé le cycle de son histoire, à un moment où les peuples de l'Europe moderne sortaient à peine de la barbarie.

Elle fut pourtant troublée dans sa quiétude par l'agita-

tion de ses voisins. Les habitants des déserts de la Mongolie étaient beaucoup plus turbulents, parce qu'ils étaient dépourvus de tout et ainsi envieux de tout. De bonne heure les empereurs chinois, au lieu d'entreprendre la glorieuse besogne de les vaincre par les armes, construisirent pour les contenir la Grande Muraille, une des merveilles du monde par sa masse de pierre et de brique, par son immense étendue, de 1200 kilomètres en ligne droite, un des signes caractéristiques du tempérament chinois : les commencements de la construction, qui dura plusieurs siècles, remontent au v^e siècle avant Jésus-Christ.

Elle ne fut pas toujours un abri suffisant ; et les hordes du Tchinguiz-khan, qui chevauchèrent jusqu'aux Carpates, se répandirent aussi sur la Chine ; l'un des petits-fils du conquérant, Khoubilai, fonda à Péking une dynastie qui dura près de deux siècles et qui ne fut renversée qu'au xiv^e siècle par la dynastie nationale des Ming. Les Ming, après avoir repoussé les barbares, ne se soucièrent pas de pratiquer plus longtemps l'industrie des armes et retournèrent aux travaux de la paix ; ils ne surent pas résister à l'invasion des Mandchous, qui fondèrent à Péking en 1644 la dynastie qui y règne encore aujourd'hui. Les Mandchous, qui ne sont pas de purs Chinois, n'ont pas méprisé la gloire des combats, et pendant plus d'un siècle, surtout pendant tout le xviii^e siècle, ils conduisirent à travers les plateaux de l'ouest de victorieuses expéditions, qui enfin domptèrent les barbares des déserts, et les fixèrent sous le joug de la Chine. Les deux plus illustres héros de cette vaste conquête furent Kang-hi et son petit-fils Kien-loung, contemporains de Louis XIV et de Louis XV ; ils soumirent à leur domination toute l'Asie Centrale, la Dzoungarie, la Mongolie, le Turkestan Oriental, le Thibet, même la Birmanie et l'Annam qui payèrent longtemps tribut.

L'Empire chinois prit alors à peu près la forme qu'il a conservée depuis. Il demeura encore quelque temps séparé de l'Europe par d'immenses espaces et par les tribus tur-

comanes de la région de la mer Caspienne. A peine elle-même cherchait-elle à le connaître et à le pénétrer : il y eut au xvii^e siècle quelques efforts de conversion au christianisme ; les Jésuites eurent en Chine des missions prospères, et sous l'empereur Kang-hi, à l'époque de Louis XIV et de la révocation de l'Édit de Nantes, ils obtinrent la permission de construire une église catholique, le Pétang, à Péking, tout auprès du palais impérial ; mais ils se disputèrent avec les Franciscains, qui jaloux de leur succès, leur reprochaient de faire trop de concessions aux anciens rites chinois ; la querelle des rites compromit tout l'avenir de la propagande chrétienne, et la pénétration européenne en fut retardée de deux siècles.

Le Japon était encore plus isolé au milieu des eaux de l'océan Pacifique ; c'est à peine si les Européens eurent, avant les explorations portugaises, une idée de son existence même. Il eut cependant de bonne heure d'étroites relations avec le continent chinois. Tout d'abord il s'était enfermé dans des croyances particulières, et la doctrine shintoïste, qui est sa religion nationale, enseigne en des termes très poétiques la création du monde et les origines divines de la dynastie qui règne au Japon et qui se rattache directement à la déesse du Soleil ; pourtant le premier ancêtre authentique du mikado serait l'empereur Zimmu qui régnait de 600 à 585 avant Jésus-Christ ; du moins la généalogie de la dynastie est certaine depuis ce règne, et il n'y a pas aujourd'hui sur la terre de dynastie à beaucoup près aussi ancienne. Le bouddhisme fut introduit au Japon peu de temps après qu'il eut conquis la Chine, et le mikado, le chef vénéré du shintoïsme et du bouddhisme, d'essence divine lui-même par ses origines, s'enferma au fond des sanctuaires de Kioto, abandonnant à d'autres le soin méprisable des choses de ce monde.

Mais le bouddhisme n'enseigna pas aux Japonais, comme aux Chinois, la résignation et la paix. Ils ne cessèrent pas de se déchirer de querelles, semblables à nos dissensions

féodales; ils y entretenirent pendant des siècles leurs sentiments chevaleresques et leur vigueur guerrière; ils furent toujours par là fort différents des Chinois. Le *xvi*^e siècle fut pour eux particulièrement troublé et c'est parmi ces désordres qu'eurent lieu les premiers efforts d'intervention européenne et chrétienne. Les Portugais, qui s'établissaient alors dans les îles de la Sonde et même à Macao, sur la côte chinoise, furent admis à faire du commerce au Japon, et saint François-Xavier entreprit la conversion du pays. Il y obtint aussitôt des avantages extraordinaires : en 1580, il y avait déjà 150 000 chrétiens en 200 églises, et le pape Grégoire XIII recevait solennellement à Rome une ambassade de seigneurs de l'île Kiu-siu; on pouvait espérer d'autres succès plus décisifs.

Mais alors le pouvoir fut disputé, le mikado toujours invisible au fond des temples de Kioto, par plusieurs seigneurs ou daïmios qui se firent des guerres terribles. Les chrétiens eurent le malheur de soutenir la cause qui fut définitivement vaincue. Le vainqueur fonda pour deux siècles et demi le puissant shogounat héréditaire d'Edo (c'est l'ancien nom de Tokio). Sa victoire fut sanglante; dans les luttes très dramatiques qui déchirèrent alors tout le Japon, un grand nombre de chrétiens furent massacrés. Le gouvernement nouveau interdit le christianisme dans le pays, chassa tous les étrangers, permit à peine aux Hollandais, rivaux des Portugais, de faire quelque commerce dans l'îlot de Deshima, en rade de Nagasaki; sauf cette légère réserve, le Japon fut absolument clos pour plus de deux siècles à toute influence européenne. Il fut alors très fortement tenu sous l'autorité des shogouns d'Edo, qui obligèrent tous les autres daïmois à l'obéissance, et qui sous les anciennes apparences féodales fondèrent en réalité à leur profit la monarchie absolue. Par là le Japon connut une longue période laborieuse et pacifique; il se livra à l'industrie; il eut dès lors une remarquable culture littéraire et artistique, le *xviii*^e siècle fut le grand siècle de

la civilisation japonaise originale; il en est resté de pures merveilles d'art. A cette époque la France aussi, sous la monarchie absolue, traversait une période de brillante civilisation.

II

LA POUSSÉE DES BLANCS

Ce sont les Blancs qui enfin au XIX^e siècle ont arraché les Jaunes à leur isolement, non pas tant par esprit de croisade que par avidité économique, dans le grand mouvement d'expansion coloniale qui caractérise l'époque contemporaine : ils eurent l'espérance de rencontrer dans l'Asie orientale d'abondants trésors; ils crurent pouvoir les exploiter tranquillement : il n'en fut pas tout à fait ainsi.

Pendant plus d'un demi-siècle, ils purent organiser à peu près sans obstacle l'exploitation du marché chinois. Depuis longtemps, par Macao, il s'y faisait quelque commerce dans la rivière de Canton; mais il était fort incertain, soumis aux caprices des mandarins. Or le large débouché de la Chine était nécessaire aux produits de l'Inde, à mesure que la colonisation s'y développait; en particulier l'opium du Bengale trouvait une vaste clientèle dans tout l'Extrême-Orient. Par haine et mépris de l'étranger, les mandarins molestèrent d'autant plus les marchands anglais qu'ils devenaient plus nombreux, et la situation bientôt devint insupportable. En 1840, le mandarin gouverneur de Canton fit jeter à la rivière plusieurs centaines de caisses d'opium; l'Angleterre y envoya des vaisseaux de guerre, et ce fut la guerre dite de l'opium : en vérité il s'agissait de tout commerce en général, et non pas seulement de cette denrée. Tout d'abord ce ne fut qu'une opération de police contre les fonctionnaires de Canton; mais le gouvernement anglais voulut avoir pour l'avenir des garanties; il les voulut obtenir du gouvernement de Péking; ce fut long, pénible, il y fallut une

démonstration plus rapprochée de la capitale; des troupes de débarquement, par les bouches du Yang-tsé-kiang, marchèrent sur Nanking, la grande capitale du Sud; avant qu'elles n'y fussent arrivées, les négociations aboutirent enfin au traité de Nanking (1842); les Anglais obtinrent l'île de Hong-kong, à l'embouchure de la rivière de Canton, et l'ouverture de cinq ports chinois à leur commerce : Canton, Shang-haï, Fou-tchéou, Amoy, Ning-po; c'était l'ouverture du marché chinois.

Le prestige de la dynastie mandchoue était tout militaire; il fut atteint par les affaires de Canton et de Nanking. Les Chinois des provinces méridionales lui reprochèrent de les livrer à la domination des étrangers, et le crurent assez faible pour le vaincre. Ce fut le principe de la révolte des Tai-pings, le premier effort de la renaissance nationale en Chine depuis la conquête mandchoue. Toute la Chine du Sud en fut bouleversée, notamment la vallée du Yang-tsé et les environs de Nanking, qui fut pendant plusieurs années la capitale de l'insurrection. Ces désordres ne manquèrent pas d'atteindre les étrangers; un missionnaire français, l'abbé Chapdelaine, fut assassiné dans le pays de Canton; le gouvernement de Napoléon III, qui n'attendait qu'un prétexte pour occuper dans la région chinoise un Hong-kong français, exigea une indemnité et, grâce aux lenteurs de la diplomatie de Péking, il put envoyer une expédition dans le Pacifique. L'Angleterre, devinant son dessein, intervint aussi, une barque anglaise ayant été insultée, fort à propos, dans la rivière de Canton; la France dut accepter le concours diplomatique de l'Angleterre, celle-ci se réservant d'obtenir tous les avantages que la France s'assurerait. Cette campagne diplomatique et militaire dura deux ans; une première démonstration navale devant Tien-tsin ne suffit point; la première convention de Tien-tsin, après signatures échangées, n'obtint point, les flottes éloignées, la ratification de l'empereur chinois. Il y fallut retourner en 1860 : les généraux alliés, Sir Hope

Grant et Cousin de Montauban, prirent Tien-tsin, remportèrent la victoire de Palikao, pillèrent le palais d'été, occupèrent Péking, et forcèrent le gouvernement chinois à ratifier définitivement les conventions de 1858; de nouveaux ports furent ouverts au commerce européen, mais ni la France ni l'Angleterre ne demandèrent le moindre territoire, de peur de se donner l'une à l'autre une occasion d'annexion territoriale. Elles étaient rivales ici beaucoup plus qu'alliées. Les Russes tirèrent plus de profit de ces événements; ils exploitèrent habilement les embarras de la Chine pour signer successivement avec elle les deux traités avantageux d'Aïgoun (1858) et de Péking (1860), qui leur donnèrent pour frontières l'Amour et l'Oussouri et leur assurèrent la situation territoriale qu'ils ont gardée depuis; ils y construisirent aussitôt Vladivostok, le « Dominateur de l'Orient ». Du nord au sud des côtes de l'océan Pacifique, les portes de la Chine étaient forcées par les « diables étrangers ». A cette date aussi les États-Unis forçaient l'entrée du Japon.

La France et l'Angleterre prêtèrent des troupes au gouvernement chinois pour achever la défaite des Taï-pings, qui furent en effet vaincus à Nanking : elles préférèrent avoir affaire à un gouvernement faible, déjà vaincu, qu'à un gouvernement national chinois régénéré. C'était faire preuve de prévoyance.

Et dès lors elles se hâtèrent de prendre le plus d'avantages possible. La France voulait avoir dans les mers de l'Extrême-Orient la station navale que l'alliance anglaise lui avait interdite en 1860. Elle occupa la Nouvelle-Calédonie en 1862; la même année, après des massacres de missionnaires en Annam, elle occupa la Basse-Cochinchine; elle accorda son protectorat au Cambodge l'année suivante, et entreprit d'en réveiller la vieille civilisation. Elle chercha à pénétrer par le Mékong dans les provinces méridionales de la Chine. Jules Ferry tira toutes les conséquences de ces efforts : il conquiert l'Annam et le Tonking, et dès lors la

France eut une situation bien plus avantageuse que l'Angleterre. L'Indo-Chine française s'organisa peu à peu en un bel empire colonial qui a sa valeur propre, et qui est en outre bien situé au voisinage des plus riches provinces chinoises.

Dans le même temps les Anglais occupaient la Birmanie (1886) et, par le haut Iraouaddy, cherchaient de nouvelles voies de pénétration en Chine, une route entre Calcutta et le Yun-nan. La Russie préparait la construction du Transsibérien.

Tout à coup, en 1894, le Japon, armé à l'européenne, se jeta sur la Chine pour lui prendre la Corée; il la vainquit partout, sur terre et sur mer, lui prit Formose, Port-Arthur et la presqu'île de Liao-toung, rêva de l'instruire à son école.

L'Europe ne le voulut point permettre : une entente entre la Russie, la France et l'Allemagne enleva au Japon les principaux bénéfices qu'il tenait du traité de Simonoséki; il dut se contenter de Formose, fut ainsi rejeté à la mer. Alors les puissances européennes se hâtèrent de mordre au « gâteau chinois » pendant qu'il en était temps encore; ce fut une « curée » générale, un véritable dépècement de la Chine, the break-up of China, selon l'expression de Lord Charles Beresford. La Russie prit Port-Arthur, jeta son chemin de fer en Mandchourie et le fit garder par ses troupes. La France prit Kouang-tchéou-ouan, sur la côte du Kouang-toung, et se réserva les voies ferrées de pénétration au Yun-nan. L'Angleterre prit Wéï-haï-wéï; l'Allemagne prit Kiao-tchéou, sur la côte du riche pays du Chan-toung. Les Boxeurs se soulevèrent dans le pays voisin et tinrent un moment les légations de Péking assiégées; ils furent écrasés (1900), et l'Europe se remit à l'exploitation de la Chine, en hâte, avec une sorte de fièvre, dans la crainte d'être interrompue. La vieille Chine paraissait endormie et comme morte sous le piétinement des Blancs.

III

LE RÉVEIL DES JAUNES

En 1853, le commodore Perry, de la marine des États-Unis, avec quelques vaisseaux, se présenta devant Yokohama et demanda l'ouverture du Japon au commerce américain. Le shogoun en fut très ému, redoutant la puissance militaire des États-Unis; il demanda un délai d'un an, pour avoir le temps de consulter son souverain, le mikado; c'est le signe de la décadence du shogounat qu'il se soit alors dérobé derrière l'autorité du mikado. Les daïmios auxquels il avait imposé jusque-là l'obéissance relevèrent la tête; ils s'indignèrent bruyamment de la faiblesse qu'il avait montrée à l'égard des étrangers et déclarèrent qu'il aurait dû aussitôt « les balayer comme avec un balai ». Et le mikado, en effet, excité par son entourage, ordonna au shogoun de chasser les étrangers. Lorsqu'en 1854 le commodore Perry vint chercher sa réponse, le shogoun accorda au commerce étranger l'ouverture de quelques ports japonais, et il expliqua au mikado qu'il n'avait pas pu faire autrement, qu'il chasserait les Américains dès que cela serait possible, mais qu'ils étaient très redoutables et qu'il fallait d'abord s'armer puissamment pour être plus fort qu'eux. D'autres gouvernements, la France, l'Angleterre, la Russie, demandèrent et obtinrent les mêmes avantages que les États-Unis.

Il en résulta une longue et grave agitation au Japon, surtout dans l'entourage du mikado à Kioto; la ville sainte sortit pendant une quinzaine d'années de son calme religieux; il y avait parmi les adversaires du shogoun des gens sincères qui nourrissaient, selon la tradition, la plus ardente haine contre les Blancs; il y avait aussi des adversaires de parti-pris qui profitaient de l'occasion pour se débarrasser d'une autorité qui avait été lourde. La lutte fut dramatique; il y eut autour de Kioto de sanglantes

batailles, et le shogoun retint longtemps encore la fortune hésitante. Il succomba à l'autorité supérieure et quasi-divine du mikado.

Le 3 janvier 1868, le jeune mikado Mutsu-Hito, qui venait de monter sur le trône, à l'âge de seize ans, publia enfin le décret de condamnation du shogoun, auquel il reprochait notamment d'avoir livré le Japon aux entreprises de l'étranger par une trahison impardonnable. Une « armée du châtiment » fut chargée de l'exécution ; grâce à la vénération dont le mikado n'avait jamais cessé d'être entouré, cette armée l'emporta aisément ; le shogounat fut détruit, et le mikado, quittant le sanctuaire de Kioto, établit sa résidence à Edo, qui fut appelé dès lors Tokio. « La Restauration impériale », comme disent les Japonais, fut le signal d'une ère nouvelle, qu'ils appellent l'ère de Meiji, ou du gouvernement éclairé, de la lumière.

La lumière pourtant leur vint des étrangers. Car, le shogoun renversé, ses adversaires, pour la plupart du moins, se rendirent compte de l'impossibilité de toujours tenir le Japon clos, et de l'intérêt qu'il avait à connaître les sciences et les armes de l'Europe, sous peine d'être un jour à sa merci. Le mikado avait parmi ses fonctionnaires des jeunes gens intelligents, comme Ito, Inouyé, qui ayant voyagé comprenaient la nécessité de se transformer ; il eut surtout un très habile et très énergique ministre, Okoubo, qui conduisit à son terme, malgré les difficultés, la politique de la régénération.

La Restauration impériale ne fut pas la restauration des anciens privilèges féodaux des daïmios ; c'eût été pour le Japon un affaiblissement certain. Le mikado transforma tous ces puissants seigneurs en de simples gouverneurs de provinces, en leur promettant de constituer ensuite un Parlement où ils prendraient part au pouvoir, et c'est ainsi que les institutions féodales évoluèrent en quelques années en forme de régime parlementaire : c'est ce qui s'était passé en Angleterre dès le moyen âge. Le mikado et

Okoubo pouvaient s'attendre à des résistances; de bonne heure, ils eurent quelques bataillons de soldats armés à l'européenne, avec fusils et canons perfectionnés, en face desquels les samouraïs, aux deux sabres croisés sur le ventre, n'étaient pas capables de lutter victorieusement. Il y eut pourtant encore de terribles épreuves; les partisans de l'ancien Japon, de la conservation de toutes les saintes coutumes, se groupèrent autour d'un des héros de la Restauration, le maréchal Saïgo. Il y eut de sanglants combats dans l'île de Kiu-siu où il avait son fief; il fut vaincu enfin, en 1875, et se fit ouvrir le ventre par un ami. Les vainqueurs lui firent de solennelles funérailles, l'ensevelirent en un tombeau monumental près de Kagosima. Les Japonais n'ont pas cessé de vénérer le souvenir du maréchal Saïgo, mais ils n'en ont pas été retardés dans l'œuvre de la transformation.

La nouvelle loi militaire de 1872 avait donné d'un coup au Japon les institutions de l'Extrême-Occident, avec le service obligatoire pour tous les jeunes gens; les samouraïs, quittant leur deux sabres, firent des cadres excellents à cette jeune armée; l'arsenal de Saseho commença de construire des navires de guerre; des écoles partout furent ouvertes, et le Japon s'honora d'un système d'instruction aussi remarquable que ceux de l'Europe. Il refondit en quelques années tout le code de ses lois. En 1889, le mikado, selon sa promesse, institua un Parlement de deux Chambres, une Chambre des pairs et une Chambre des représentants, celle-ci élue selon un suffrage restreint par des conditions de cens. En un mot le Japon se mit absolument à l'école de l'Europe et en quelques années il fut semblable aux puissances européennes les mieux constituées : il ne devait pas tarder à en donner la preuve.

Car il n'avait pas l'admiration naïve et aveugle des choses d'Europe. Mais il sentait nettement la supériorité des Européens, la nécessité de les imiter pour leur résister; l'adoption qu'il fit des armes et des institutions de l'Europe

fut un moyen de défense contre elle; elle fut la manifestation d'une intelligence très éclairée des conditions de la lutte entre les peuples modernes, et d'un très haut sentiment d'amour-propre national : il voulut se montrer l'égal des plus puissants peuples de la terre. Il eut sans doute aussi la conscience du danger que couraient tous les Jaunes ensemble, et il conçut l'ambition de défendre toute la race; il eut charge des destinées de 500 millions d'âmes, et par là le patriotisme dont il allait donner les plus brillantes preuves est de l'espèce la plus élevée.

Surpeuplé, de 110 habitants au kilomètre carré, ses rizières insuffisantes à sa consommation, il avait besoin d'une libre expansion sur le continent; il ne voulut pas que l'accès lui en fût interdit par les Blancs. Il fut éclairé sur la gravité de la situation par l'abandon qui lui fut imposé en 1895 des principales clauses du traité de Simonoséki. Dès lors il précipita ses armements; il y trouvait du reste une satisfaction à ses vieux sentiments militaires. En 1900 il prit part à l'expédition internationale contre les Boxeurs et fit admirer déjà la bonne organisation de ses troupes.

Il eut l'avantage considérable que les Blancs ne s'entendaient pas entre eux, que les Anglais désiraient l'affaiblissement des Russes. En 1902, il signa avec l'Angleterre un traité d'alliance qui fut pour lui, sinon pour elle, un coup de maître; d'un trait de plume il immobilisait l'alliance franco-russe qui lui avait été si funeste en 1895 au lendemain du traité de Simonoséki. Alors il ouvrit des négociations avec la Russie pour fixer en Mandchourie et en Corée la sphère réciproque de leurs influences; le gouvernement russe ne s'y prêta que de mauvais gré; il ne lui plaisait pas de s'imposer à lui-même des limites; il avait un mépris hautain pour le petit Japon qui sans doute n'aurait pas l'audace de s'attaquer à la gigantesque Russie.

Le petit Japon osa, et se comporta dans la guerre de Mandchourie avec une merveilleuse et redoutable vigueur.

Ce fut un désastre pour la Russie, et une révélation inquiétante pour toutes les puissances européennes : la Russie perdit Port-Arthur et sa flotte du Pacifique; ses armées furent refoulées en Mandchourie, par Liao-yang, Moukden; sa flotte de la Baltique, après un long périple de l'Afrique et de l'Asie, fut toute prise ou coulée dans les eaux japonaises, devant les îles Tsou-shima, et le tsar accepta les offres de médiation des États-Unis. Elles aboutirent, en septembre 1905, au traité de Portsmouth : le Japon y gagna Port-Arthur et la moitié de l'île de Saghaline, le protectorat de la Corée, la Russie abandonnant la Mandchourie : le Japon s'ouvrait un large accès sur le continent; par ses éclatantes victoires, il se plaçait au rang des grandes puissances militaires du monde, et l'Angleterre, en août 1905, resserrait pour dix ans son alliance avec lui.

Son avenir était sauvé, et par lui, celui de tous les peuples Jaunes. La Chine déjà a commencé de tirer parti des victoires japonaises. Les Russes ont dû lui rendre la Mandchourie. Ce n'est pas à dire que la Chine se doive forcément mettre à l'école du Japon. Elle a été heureuse de ses victoires, puisqu'elle y avait intérêt; mais elle ne paraît point disposée à subir son influence; elle n'a pas cessé de le considérer comme un vassal, très inférieur dans l'œuvre de la civilisation; elle le traiterait volontiers aujourd'hui comme un parvenu usurpant un rang qui ne lui appartient pas. Même la Corée supporte mal le protectorat japonais et se souvient des temps où les shôgouns rendaient un tribut d'hommages à l'empereur de Séoul. Aussi bien y a-t-il quelque différence de race entre les Chinois ou les Coréens et les Japonais qui paraissent renfermer parmi eux des éléments malais.

C'est pourquoi la Chine se met à la besogne de sa propre transformation en ne sollicitant que le moins possible le concours des Japonais. Il y a déjà quelques années au moins qu'elle a aussi son parti des réformes, représenté par son empereur même, Kouang-siu. En 1898, lorsqu'il fut devenu

majeur, il voulut suivre l'exemple de Mutsu-Hito, et entreprit à coups de décrets la transformation de la Chine, en instituant des universités, des écoles, en ordonnant la construction de voies ferrées, en commençant l'organisation de l'armée chinoise selon les méthodes européennes; ce ne fut qu'une période de cent jours (juin-sept. 1898), brusquement interrompue par un coup d'état de la vieille tante de l'empereur, l'impératrice Tseu-hi, qui l'enferma au fond de ses jardins, reprit le pouvoir et chassa les réformateurs de la cour. Mais, depuis les victoires du Japon, la Chine même officielle comprend mieux l'intérêt des réformes, et la politique de Kouang-siu est reprise par Tseu-hi elle-même; déjà les Chinois ont un corps d'armée instruit à l'européenne; ils ont envoyé en Europe d'importantes missions militaires. Nul doute que leur extraordinaire faculté d'assimilation ne leur assure en peu de temps des résultats remarquables. Bientôt sans doute l'Europe devra compter avec eux, et ils sont environ 400 millions. Cela annonce de grandes nouveautés dans l'évolution politique et sociale de l'humanité.

IV

LES RESSOURCES

Les pays occupés par la race jaune représentent un monde plus grand que l'Europe par sa masse, par sa population et par ses ressources. Sans parler de l'Indo-Chine, les seules empires chinois et japonais couvrent une surface de 12 millions de kilomètres carrés (l'Europe, 9 800 000), peuplés d'au moins 450 millions d'habitants (l'Europe, 410). L'Extrême-Orient fait par là, dans l'ancien continent, une sorte d'équilibre à l'Extrême-Occident.

Le Japon n'occupe qu'une place secondaire dans cet ensemble des peuples jaunes; il n'a qu'une superficie totale de 400 000 kilomètres carrés, et ses ressources ne sont pas énormes. Toute sa région septentrionale, c'est-à-dire la

moitié de Saghaline, qui lui appartient depuis 1905, l'île de Yéso et le nord de Nippon ou Hondo, est froide, habitée seulement par les derniers restes de la population des Aïnos; il y a de grandes forêts, mais la principale ressource du pays est dans les pêcheries; il y a un important commerce de poissons à Hakodadé. Au sud, au contraire, presque sans transition, notamment dans les îles de Sikok et Kiu-siu, dans la longue chaîne des Riu-kiu et dans Formose, la température est très élevée; toute cette région est sous l'influence du Kuro-Chivo, qui correspond dans l'océan Pacifique au Gulf-Stream de l'océan Atlantique; il apporte au sud-est des vents chauds et des nuées qui entretiennent une continue humidité douce où se découpent dans une merveilleuse fraîcheur de délicieux paysages. Cette région méridionale du Japon est dominée par le haut volcan du Fousiyama (3 760 mètres) : il règne sur toutes les peintures des paravents japonais, comme il règne en effet sur toutes les campagnes du vrai Japon, il en est le signe caractéristique et comme sacré; au pied de la montagne sont les sanctuaires de la cité sainte de Kioto.

Mais aussi il expose sur ses pentes au soleil du midi toute la série des productions japonaises; au bas des neiges qui donnent à son sommet régulier son aspect particulier, il y a des bois et des prairies : le Japon fait quelque élevage de bœufs et de chevaux, en quantité d'ailleurs médiocre. Plus bas, en descendant vers le rivage de la Souvonada, ou de la Méditerranée japonaise, de l'étroit bras de mer aux contours délicats qui sépare à peine Sikok et Kiu-siu de la grande île de Hondo, l'activité du paysan entretient de riches cultures de mûrier et de thé; ce sont les deux principaux objets de l'exportation japonaise; le Japon produit annuellement 50 000 tonnes de thé et en exporte pour 30 millions de francs; c'est un thé amer qui se vend surtout aux États-Unis; il vient au troisième rang de la production mondiale, après la Chine et l'Inde. Le Japon exporte beaucoup plus de soies et de soieries, 350 millions de francs, près

de la moitié de son exportation totale ; il en produit en effet 8 000 tonnes par an, les deux tiers de la production chinoise ; c'est un commerce qui est d'ailleurs actuellement en grand progrès et dont les chiffres changent considérablement d'une année à l'autre. Sur les bords de la mer, dans les régions les plus humides, il y a d'importantes rizières, qui produisent annuellement 83 millions d'hectolitres de riz, quantité d'ailleurs insuffisante à la consommation nationale ; le Japon en importe, notamment de l'Indo-Chine française, pour 150 millions de francs.

C'est sur ce rivage de l'Océan et surtout de la Souvonada que se sont établies les grandes agglomérations de population : à l'est, Tokio, la capitale, 2 millions d'habitants, et son port Yokohama, 350 000, une ville internationale, la plus semblable aux villes européennes ; puis, vers l'ouest, Nagoia, 300 000 habitants, avec d'importantes fabriques de papier ; mais les villes les plus curieuses sont sur les bords de la Souvonada, Kobe (300 000) et Osaka (1 million d'habitants), aux petites maisons de bois souvent ravagées par les incendies et les tremblements de terre, toutes pimpantes sous leurs tentures et cloisons de papier, parmi les hautes cheminées de tôle des manufactures de cotonnades et de soieries, dans une pittoresque confusion de l'ancien et du nouveau Japon.

Il y a au Japon environ 50 millions d'habitants, avec une densité de 110 au kilomètre carré, qui atteint 250 dans les provinces méridionales. Le Japon est en effet surpeuplé dans ses plus belles régions, et il est par suite le point de départ d'une importante émigration ; il y a beaucoup de Japonais aux îles Philippines, aux îles Hawaï ; ils se portent aujourd'hui en grand nombre en Californie, malgré l'hostilité des Américains. Ils ont l'ambition d'étendre leur domaine économique à toutes les terres de l'océan Pacifique, et c'est la forme très redoutable de leur impérialisme contemporain.

Pourtant le Japon est petit à côté de la Chine ; il ressemble à l'Angleterre à côté du reste de l'Europe. Ce n'est pas que

l'immense Chine soit toute entière d'une grande valeur économique; la plus grande partie de son étendue est faite de plateaux froids et à peu près inhabités : le Thibet, la Dzoungarie et le Turkestan oriental, la Mongolie n'ont ensemble que cinq millions d'habitants, répartis entre quelques oasis qui sont comme les étapes naturelles du commerce de l'Asie centrale; par là ces pays prendront sans doute un grand intérêt lorsque seront établies par voies ferrées des relations régulières et rapides entre l'Europe et l'Asie, d'un bout à l'autre de l'ancien continent; ils furent jadis les chemins des invasions mongoliques, ils seront les chemins des transactions plus pacifiques des temps nouveaux.

La Mandchourie est déjà plus peuplée, 6 millions d'habitants à elle seule; car elle a, dans les vallées des affluents de droite de l'Amour, quelques ressources d'élevage et de céréales.

Mais, dans la seule Chine proprement dite, il y a 350 ou 400 millions d'habitants; la densité est surtout considérable dans les provinces du Sud, car il y a à distinguer deux Chines assez différentes, celle du nord et celle du sud, la Chine tempérée et la Chine tropicale. La population même et le langage sont légèrement différents, car la Chine du nord est peuplée en partie de Mandchous, venus avec la conquête du xvii^e siècle et dont l'influence prépondérante se manifeste par des consonances particulières : les fleuves y sont appelés Ho et non Kiang, comme dans la vraie Chine du sud, et ces deux Chines distinctes, sinon hostiles, sont représentées par deux capitales, Péking et Nanking, la capitale du nord et la capitale du sud.

L'une et l'autre sont faites de riches alluvions de terre jaune arrachées aux hautes montagnes de l'ouest par les vents et par les grands fleuves qui en descendent. La Chine du nord ressemble assez à l'Europe par ses productions; elle a des céréales, du blé, du millet, du sorgho : elle a des pommes de terre; elle a des animaux domes-

tiques comme l'Europe; elle exportera peut-être un jour du blé.

La Chine des Kiang est bien plus riche et tient dès aujourd'hui une place considérable dans la production mondiale; elle a en quantités beaucoup plus importantes les mêmes richesses que le Japon : 350 000 tonnes de thé par an, deux fois autant que l'Inde; 500 millions d'hectolitres de riz, qu'elle consomme; 12 000 tonnes de soie brute dont elle exporte plus de la moitié, par Chang-haï et Canton. Il y a notamment dans la région moyenne du Yang-tsé-kiang, autour de Han-keou, une densité de population et une activité agricole extraordinaires; le paysan chinois, laborieux et ingénieux, pousse sa charrue partout dans les marais et sur les rochers, plante des jardins sur des radeaux, s'y installe avec sa famille faute de place sur la terre ferme, dans un fourmillement humain qu'on ne retrouve nulle part au monde à un pareil degré. Il y a là les plus précieuses promesses.

Déjà l'industrie commence de transformer la Chine; car elle paraît posséder d'énormes gisements miniers, dont il n'est pas encore possible d'évaluer l'importance; le Yun-nan a du fer et du cuivre; le Chan-toung a de la houille. Certains affirment que les houillères de la Chine seraient aussi étendues que la France entière; nous n'en sommes encore aujourd'hui qu'à la période des études du terrain. Cependant des voies ferrées préparent l'exploitation de ce marché incomparable. Péking est relié aux chemins de fer mandchouriens et sibériens; les chemins de fer français du Tonking vont pénétrer dans le Yun-nan et dans le bassin du Si-kiang, dans l'opulent pays de Canton. Une grande voie centrale, qui sera le tronc où se ramifieront le long des vallées les embranchements nécessaires, est en construction entre Péking et Canton par Han-kéou. On ne peut encore estimer, même approximativement, le développement économique que ces voies nouvelles sont capables de donner à la Chine.

Dès aujourd'hui elles sont un nouveau moyen d'expansion pour l'émigration chinoise qui est de plus en plus importante. On trouve des Chinois en grand nombre en Indo-Chine, dans le Siam et notamment à Bangkok, dans les îles de la Sonde, l'Australie; ils se sont portés en masses considérables dans la Californie, et les États-Unis ont pris des mesures pour s'y opposer; par réciprocité, maintes fois déjà les Chinois ont repoussé les marchandises américaines. Il y a des coolies chinois ou des mineurs jusque dans le Transvaal.

Un pareil phénomène peut avoir de graves conséquences; c'est la forme actuelle de ce qu'on peut appeler le péril jaune; car, partout où ils vont, les Chinois vivent de peu, occupent tous les petits métiers, font une concurrence redoutable à toutes les classes inférieures des autres races; on a pu craindre que leur rivalité ne fasse peu à peu baisser les salaires de tous les ouvriers, à travers le monde entier, à mesure que la main-d'œuvre chinoise s'y répandrait; mais déjà les salaires des ouvriers japonais se sont élevés dans de fortes proportions; il en sera sans doute de même pour les ouvriers chinois. En tout cas, l'entrée de la Chine dans le grand commerce universel, l'abaissement des barrières qui jusqu'ici la tenaient isolée, posent désormais des problèmes économiques et politiques d'une exceptionnelle gravité.

Il ne fut peut-être pas prudent à l'Europe d'aller réveiller la Chine. Mais il serait inutile de récriminer; il fallait que ce réveil eût lieu, tôt ou tard.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE XVII

LES RELATIONS INTERNATIONALES

- I. Caractères des relations actuelles entre les peuples. — II. Les alliances.
— III. Les armements. — IV. Vers la paix.

Tous les peuples du monde sont aujourd'hui connus, se connaissent généralement, sont en relations les uns avec les autres, dépendent les uns des autres selon les lois de la solidarité internationale, les produits de première nécessité, blé ou sucre, laine ou coton, entraînés désormais dans une circulation universelle dont aucune nation ne peut se désintéresser, sous peine de ruine. Il est impossible de définir absolument la mentalité qui en résulte; les anciens limitaient la terre aux régions de la Méditerranée et traitaient de barbares tous les étrangers; nous avons fait le tour de la terre et nous savons que les autres peuples ne sont pas tous des barbares : l'humanité qui s'est révélée à nous est plus grande, plus belle et plus riche que celle que concevaient les Grecs d'autrefois; l'intelligence humaine s'est considérablement élargie, échappée de l'étroit cachot où la tenait l'ignorance des temps passés.

Il y a plusieurs races humaines différentes; il y a des Rouges et des Noirs, des Blancs et des Jaunes. Les Rouges

ont presque complètement disparu ; en dehors du Mexique, où ils fournissent aujourd'hui une contribution intéressante au développement de la civilisation, il n'en reste plus que quelques dizaines de milliers qui se meurent dans les prairies de l'Amérique du Nord. Les Noirs de l'Australie ont aussi presque tous succombé devant l'expansion européenne. Les autres nègres n'ont échappé que récemment à l'esclavage où les Blancs les tenaient comme un bétail : on ne peut prévoir les destinées que l'avenir leur réserve. En somme les peuples qui conduisent actuellement l'évolution de la civilisation humaine, se ramènent aux deux grands groupes des Blancs et des Jaunes : les Blancs, aujourd'hui les maîtres de la plus grande partie du globe, les seuls initiateurs de la civilisation moderne ; les Jaunes, depuis peu réveillés d'un engourdissement de plusieurs siècles, doués d'une extraordinaire faculté d'assimilation, représentants d'une culture ancienne et originale, capables d'imposer aux Blancs le respect de leur indépendance et de chercher avec eux les conditions de l'harmonie internationale.

Ce sont des événements d'hier ; ils constituent l'intérêt principal et le propre caractère d'un tableau du monde actuel.

I

CARACTÈRES DES RELATIONS ACTUELLES ENTRE
LES PEUPLES

Les nations ne se heurtent plus ou ne s'associent plus comme autrefois pour des raisons dynastiques ; les querelles de successions, dont l'Europe fut sous l'ancien régime continuellement troublée, ont totalement disparu depuis la Révolution française ; les peuples ne sont plus matières à partages : ce sont leurs intérêts, ou même leurs sentiments, leurs aspirations qui inspirent la politique des gouvernements.

Ainsi l'Europe contemporaine, après de terribles bouleversements, s'est constituée selon le principe des nationalités, imparfaitement d'ailleurs : car ce principe s'est montré susceptible des interprétations les plus contradictoires, comme autrefois le droit dynastique qui jetait les rois les uns contre les autres. L'Allemagne, après avoir tenté en 1848 de se réaliser par la volonté des Allemands, s'est fondée depuis, par la violence des Hohenzollern, sur un prétendu droit historique, l'histoire, qui est une succession de changements, ne pouvant fixer un droit; en vérité, d'ailleurs, ces affirmations de principes ont dissimulé de pures conceptions militaires ou des intérêts : ainsi le Sleswig fut enlevé au Danemark pour assurer à la Prusse de bonnes côtes, l'Alsace-Lorraine fut enlevé à la France pour assurer à l'Allemagne de meilleures frontières.

Cette doctrine germanique, qui s'est imposée par la force des armes à l'Europe contemporaine, s'oppose à la doctrine latine qui fonde la légitimité d'une nationalité sur la volonté des peuples qui la composent : ainsi les divers peuples de l'Italie exprimèrent leur volonté d'être Italiens; ainsi les habitants de la Savoie et de Nice voulurent être Français. Il faut en revenir là-dessus aux admirables définitions de Renan : « Une nation est une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune... L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. »

C'est à cause de ces définitions contraires que le principe des nationalités a produit autant de guerres que le droit dynastique et des haines de peuples plus passionnées. Il n'a pas été un principe de pacification. Même il a été un

prétexte aux ambitions les plus redoutables. Napoléon III, grâce aux relations étroites établies entre la France, l'Italie et l'Espagne, avait rêvé de fonder au Mexique une sorte de panlatinisme : cette « grande pensée » subit un échec pitoyable. Le panslavisme du chancelier russe Gortchakof, qui donna naissance à la guerre des Balkans, n'eut pas plus de succès. Il y a aujourd'hui des pangermanistes qui voudraient fondre dans une Grande Allemagne les Allemands d'Autriche, ou de Suisse, ou de Hollande. L'équilibre européen ne manquerait pas d'en être compromis.

Jadis Charles-Quint fondait sa puissance impériale sur des mariages et des successions heureuses; aujourd'hui on cherche l'empire de l'Europe dans le « droit » des nationalités.

Au fond, d'ailleurs, en dernière analyse, l'impérialisme contemporain s'inspire de besoins économiques; il est la forme contemporaine de la concurrence entre les peuples, de la lutte pour la vie; ses proclamations grandiloquentes cachent des appétits. C'est pourquoi, les places étant serrées en Europe, tous ses peuples ont cherché fortune dans l'expansion coloniale : ce fut la forme dernière de leur activité.

L'Angleterre ne se contenta point du magnifique empire de l'Inde; car le développement incessant de son industrie exigeait de nouveaux débouchés; elle entreprit la conquête de l'Afrique et s'en réserva quelques riches régions, du Caire au Cap.

La France s'arracha courageusement aux conséquences de ses désastres; par la naissance de nations nouvelles, l'Allemagne et l'Italie, elles-mêmes productrices, elle perdait une immense clientèle jusque-là assurée, et elle rencontrait des concurrences redoutables; elle risquait ce que Jules Ferry appelait un Sedan économique. Elle fit de la politique coloniale et d'importantes conquêtes pour sauver sa prospérité menacée.

L'Allemagne, très riche en produits miniers, prit en quel-

ques années un développement industriel extraordinaire; il lui fallut des débouchés proportionnels pour éviter une crise économique qui pouvait être ruineuse, et ce fut la raison prosaïque de ses entreprises mondiales.

La Russie convoita la domination de l'Extrême-Orient pour s'assurer de l'avenir vers les mers libres.

Les États-Unis ont pris parti pour les Cubains contre l'Espagne, par dévouement traditionnel à la cause de la liberté, mais aussi par le souci de s'emparer du marché du sucre et de favoriser la fortune de leurs grandes compagnies de commerce.

Et toutes les grandes puissances se sont approchées avidement de la Chine parce qu'elle renferme des trésors abondants et une immense clientèle encore inexploités. Ce sont aujourd'hui les intérêts économiques qui mènent le monde : les rivalités entre les peuples en prennent plus d'âpreté.

II

LES ALLIANCES

Il n'y a plus aujourd'hui de groupements dynastiques; ce ne sont plus les parentés entre les rois qui font les alliances entre les peuples; il n'y a plus de pactes de famille; il n'est pas tout à fait indifférent que le roi d'Angleterre soit l'oncle de la reine d'Espagne et le beau-père du roi de Norvège; mais il est aussi l'oncle de l'empereur d'Allemagne, et la reine d'Angleterre est la tante du tsar.

Les relations entre les gouvernements ont désormais d'autres raisons : le principe des nationalités a donné depuis un demi-siècle à l'Europe une situation avantageuse aux uns, funeste aux autres : d'où des combinaisons d'alliances pour en conserver ou en corriger les résultats.

Pendant une vingtaine d'années après la guerre de 1870, l'Europe fut sous l'hégémonie de l'Allemagne, consacrée par l'Alliance des Trois Empereurs, puis par la Triple Alliance.

L'Alliance des Trois Empereurs eut un aspect particulièrement redoutable; elle était l'accord du pangermanisme et du panslavisme, et Gortchakof compta longtemps sur l'appui de Bismarck. Malgré Sadowa, après Sedan, l'Autriche fut forcée d'aller à l'alliance de l'Allemagne pour contenir le panslavisme dans les Balkans, et ainsi l'Alliance des Trois Empereurs renfermait en elle-même le germe de sa dissolution; il n'était pas facile de mettre d'accord dans les Balkans les prétentions de l'Autriche et celles de la Russie, et l'Allemagne avait besoin aussi que le chemin de Constantinople fût ouvert à son influence économique. Elle fit son choix au congrès de Berlin, en 1878, poussa l'Autriche dans les Balkans en lui donnant la Bosnie et l'Herzégovine, enleva à la Russie le protectorat de la Bulgarie; l'année suivante (1879) un traité d'alliance formelle fut signé entre l'Allemagne et l'Autriche sur la base du *statu quo* territorial.

Alors l'hégémonie allemande prit sa seconde forme, celle de la Triple Alliance. L'Italie, quoique latine, consentit à entrer dans l'alliance des grandes puissances germaniques; elle craignait que la France ne lui reprît Rome, elle fut fâchée que la France se fût établie à Tunis; inquiète et jalouse, elle chercha sa sûreté et sa vengeance dans un accord avec l'Autriche et l'Allemagne; le traité fut conclu en 1882; il n'a pas cessé d'être renouvelé depuis. En somme, l'Italie y fut préoccupée de défendre ses droits historiques sur la Méditerranée, ce qui pourrait d'ailleurs l'entraîner loin, et aussi d'y assurer ses intérêts économiques; elle renonce, au moins provisoirement, à l'irrédentisme; elle y gagne une certaine sécurité à l'endroit de l'expansion autrichienne le long de la mer Adriatique; il sera difficile pourtant de concilier longtemps ses ambitions sur l'Albanie avec la constante poussée germanique sur la péninsule des Balkans, et l'harmonie de la Triple Alliance est de plus en plus précaire; elle a déjà cessé d'être l'unique principe de la politique italienne.

Car l'alliance franco-russe a mis fin à l'hégémonie de l'Allemagne. Elle fut le produit de circonstances politiques nouvelles : la Russie venait de s'apercevoir que ses intérêts en Orient étaient désormais combattus par l'Allemagne soutenant l'Autriche; la France fut heureuse de sortir de l'isolement où elle était tenue depuis 1870 et de rétablir l'équilibre de l'Europe rompu à son détriment; peut-être même espéra-t-elle trouver dans l'alliance russe un instrument de sa revanche. Mais les intérêts économiques ont aussi contribué pour beaucoup à ce rapprochement : la Russie, justement parce qu'elle était arrêtée une fois de plus sur le chemin de Byzance, se préoccupa désormais surtout de son expansion en Asie; pour l'établissement des voies nécessaires, pour l'aménagement économique de son immense empire, elle eut besoin de capitaux; elle les trouva dans les emprunts qu'elle contracta sur le marché de Paris, et qui furent aussi un placement avantageux pour l'épargne française. Dès lors la politique russe déploya en Extrême-Orient une activité fiévreuse, le Transsibérien fut achevé par le raccourci de la Mandchourie; Port-Arthur fut occupé et formidablement fortifié; il était comme le Sébastopol de l'Extrême-Orient, la porte ouverte sur les mers libres de l'océan Pacifique. La puissance russe pesa lourdement sur les destinées de la Chine; il parut qu'elle était capable de recommencer la conquête de l'Asie par les Mongols.

Mais l'Angleterre poursuivait jusqu'en Asie sa constante opposition à la politique des tsars; à travers tout le xix^e siècle elle avait été comme hantée du péril russe. Elle avait fait la guerre de Crimée pour arrêter les Russes en marche sur Constantinople; elle avait agi avec l'Allemagne au traité de Berlin pour arracher aux Russes le profit principal qu'ils avaient tiré de la guerre des Balkans; elle les contenait en Perse et en Afghanistan par crainte de les voir descendre à l'océan Indien; elle s'effrayait de les voir

arriver à l'océan Pacifique : il semble qu'elle poussa jusqu'à l'excès la persévérance de cette tradition politique et qu'elle n'avait rien à redouter des progrès de l'influence russe dans l'Extrême-Orient. Elle s'y acharna jusqu'au bout, et sans doute les Russes n'eurent jamais d'ennemie plus redoutable. En 1902, elle signa avec le Japon une alliance étroite qui étonna toute l'Europe, mais qui permit à celui-ci de battre la Russie et de lui arracher à Port-Arthur, Moukden et Tsou-Shima, les bénéfices considérables qu'elle s'était déjà attribués en Mandchourie : la mer libre était encore une fois fermée devant les Russes.

Cependant la France, indirectement affaiblie par les défaites de son alliée, cherchait d'autres combinaisons politiques. L'Angleterre, délivrée du danger russe, se préoccupait du danger allemand. Le commerce de l'Allemagne prenait en effet un développement considérable, disputait à l'Angleterre des marchés qu'elle s'était jusque-là réservés, compromettait sa prospérité économique. Or ce sont les intérêts matériels qui de plus en plus l'emportent dans les combinaisons politiques des gouvernements ; la concurrence industrielle et commerciale détermina entre l'Angleterre et l'Allemagne de sérieuses antipathies et créa entre les deux grandes familles de la race germanique, les Allemands et les Anglo-Saxons, un schisme qui est un des traits caractéristiques de la situation politique actuelle. L'ouverture des hostilités entre la Russie et le Japon avait eu lieu le 10 février 1904 ; le 8 avril suivant, la France et l'Angleterre contractaient une entente cordiale qui n'a pas cessé de se resserrer depuis ; elles réglaient d'un coup tous les petits différends coloniaux qui les avaient séparées dans les dernières années ; elles se prêtèrent désormais un concours diplomatique capable d'influer considérablement sur les affaires du monde.

Déjà l'entente anglo-française est devenue le centre des combinaisons diplomatiques les plus importantes du temps présent, car elles font le tour du globe. L'entente est

ancienne entre l'Angleterre et l'Italie; depuis la formation du royaume d'Italie, dans les moments mêmes de sa fondation, l'Angleterre n'a pas cessé de lui prêter un concours souvent précieux. L'entente est plus récente entre la France et l'Italie; le roi Victor-Emmanuel III n'a pas hérité les sentiments de défiance de son père Humbert I^{er} à l'égard de la France, et il a déjà commis quelques infidélités envers la Triple Alliance; du moins son accord avec l'Allemagne et l'Autriche ne s'inspire plus de malveillance pour la France. L'entente anglo-espagnole s'est doublée de l'entente franco-espagnole, et il est ainsi possible de noter un groupement remarquable des puissances de l'Europe occidentale, qui constitue un solide instrument de paix.

L'entente anglo-japonaise vient de se doubler de l'entente franco-japonaise pour la garantie de la paix en Extrême-Orient; Russes et Japonais entretiennent depuis la guerre de Mandchourie les relations les plus courtoises et rapprochent leurs intérêts par d'importantes conventions commerciales. Enfin et surtout, on a trouvé un terrain de conciliation entre la Russie et l'Angleterre; la France a été le point de contact tout naturel de l'entente anglo-russe, comme l'Angleterre avait servi d'intermédiaire à l'entente franco-japonaise. La convention anglo-russe du 31 août 1907 a mis fin très heureusement à un conflit d'intérêts qui avait produit de sanglantes guerres. Qui serait capable désormais de troubler la paix contre la volonté pacifique de ces quatre grandes puissances, Angleterre, France, Japon, Russie? Ainsi les combinaisons d'alliances sont de notre temps singulièrement variables et nuancées; elles se plient avec souplesse aux circonstances changeantes; jamais la politique générale ne fut plus complexe et, à certains égards, plus dramatique.

Car bien des conflits à travers le monde demeurent capables de déchaîner de terribles hostilités. Le conflit franco-allemand, qui date de 1870, n'a pas cessé de troubler profondément la politique générale; le principe en est tou-

jours dans la question d'Alsace-Lorraine sur laquelle on n'entrevoit pas de conciliation possible, et il s'est comme renouvelé et exaspéré dans l'affaire du Maroc. Le gouvernement allemand a réussi à « internationaliser » la question marocaine, mais à la conférence d'Algésiras il n'a pas réussi à rompre l'accord des puissances méditerranéennes autour de la France; l'Italie elle-même n'a pas craint d'encourir ses reproches. Car la poussée germanique à travers les Balkans et l'Asie Mineure le long du chemin de fer de Constantinople et de Bagdad menace les intérêts de l'Angleterre et des nations latines : c'est la cause profonde de leur accord. Les intérêts allemands sont aussi en contradiction dans la même voie avec les intérêts de la politique traditionnelle de la Russie; et pourtant l'Allemagne a besoin de débouchés économiques; elle a, grâce à ses mines et à son travail, une industrie remarquablement active à laquelle il faut une clientèle étendue; il faut que de nombreux et larges marchés lui soient ouverts : sous peine d'un léna économique, elle ne peut pas se laisser « encercler » : la contradiction de ces intérêts divers est aujourd'hui le plus grand danger que court la paix du monde.

Mais les forces et les richesses des nations sont soumises à une incessante évolution. Il faut prévoir d'autres variations, d'autres ambitions et d'autres besoins, donc d'autres formes de conflits et d'autres combinaisons d'intérêts. Sans doute les peuples de la terre ne sont pas encore prêts à s'accorder dans une harmonie parfaite.

III

LES ARMEMENTS

Jamais les peuples ne furent aussi formidablement armés que de nos jours. Ils vivent presque tous sous le régime de la « paix armée », qui est un autre des traits essentiels de notre époque.

Le système du service militaire obligatoire est en effet presque universel; il a remplacé généralement le système de l'enrôlement volontaire, qui suffisait aux guerres de l'ancien régime, et qui n'existe plus qu'en Angleterre, aux États-Unis, en Hollande, Suède, Norvège : il n'est pas sûr, d'ailleurs, que ces pays ne seront pas forcés d'adopter le principe du service obligatoire; l'Angleterre, depuis la guerre du Transvaal, se préoccupe de refondre son organisation militaire.

Le service obligatoire existe même dans les pays neutres : la Belgique admet une division en deux contingents, par le tirage au sort, et les moins favorisés font trois ans de service actif; tous sont enrôlés dans la garde civique où l'on peut voir une sorte de milice destinée au maintien de l'ordre. La Suisse a institué un régime militaire aussi léger que possible pour les jeunes gens, qui ne sont appelés au service actif que pendant quelques semaines; elle a aussi depuis quelques années un service spécial de gardes de forteresses qui sont retenus plus longtemps au régiment et qui en font un métier; du reste, tous les Suisses sont d'habiles tireurs et se souviennent de Guillaume Tell; ils défendraient vaillamment, non seulement leur indépendance, mais leur neutralité à laquelle ils tiennent. Le Danemark, la Serbie, la Roumanie, la Grèce, la Bulgarie ont adopté le système du service obligatoire. La Turquie, au point de vue de son organisation militaire, s'est mise de bonne heure à l'école de l'Allemagne.

En vérité, l'idée du service obligatoire est venue de France; elle est née des circonstances exceptionnelles de la Révolution, du droit de réquisition proclamé par la Convention pour faire face aux nécessités de la défense nationale. Il n'avait alors qu'un caractère provisoire; mais, la guerre se prolongeant, il dura aussi et devint une loi organique de la République en 1798; ce fut la conscription, si longtemps détestée. Napoléon l'utilisa; il en fit l'instrument de ses conquêtes. La Prusse écrasée emprunta

ce système à son vainqueur pour assurer sa délivrance; dès le lendemain d'Iéna, elle prépara l'instruction militaire de tous ses jeunes gens par un système de roulement, et en 1813 elle proclama la levée en masse, comme la Convention en 1793. Elle lui dut à son tour la victoire; puis, Napoléon renversé, la France ramenée à ses anciennes limites, la paix rétablie, le système du service obligatoire fut abandonné par tous, comme trop onéreux pour les populations. On revint pour un demi-siècle à l'ancien régime de l'enrôlement volontaire et des petits contingents.

En 1861, la Prusse reprit le système auquel elle avait dû la délivrance, et auquel elle allait demander la réalisation de ses ambitions. Bismarck l'imposa à la nation, malgré l'opposition de ses représentants; il forgea par la force l'instrument de sa politique, et la Prusse, comme au temps de Frédéric II, vainquit les plus grandes puissances militaires de l'Europe : c'est qu'elles n'avaient pas adopté alors le principe de la nation armée, et qu'elles se trouvèrent en état d'infériorité pendant un court moment que Bismarck put habilement saisir. Cette supériorité n'existe plus, les autres grandes puissances ayant généralement admis le même principe.

Le régime militaire de l'Allemagne actuelle date de la loi de 1874, qui acheva la fusion de tous les contingents particuliers des divers États allemands en une seule armée impériale; les chiffres du contingent sont fixés par des lois septennales. Tous les jeunes gens sont appelés à vingt ans; ils font deux années de service actif, quatre ans de réserve; ensuite ils sont inscrits à la landwehr et à la landsturm. L'organisation générale de l'armée est remarquable, les officiers sont formés à l'Académie militaire de Berlin; ils cultivent les leçons des glorieuses guerres d'Autriche et de France; ils entretiennent le souvenir et le prestige des victoires passées; ce n'est pas à dire que d'autres armées ne puissent avoir autant de valeur et n'aient pas dans leur

passé d'aussi glorieux exemples. L'armée allemande est peut-être la plus forte armée de l'Europe ; mais on ne juge des armées que dans la guerre.

L'Autriche-Hongrie, qui n'a qu'une seule armée pour les deux nations dont elle se compose, a imité les institutions militaires de l'Allemagne.

L'Italie divise ses jeunes gens en trois catégories : les uns font trois ans de service actif ; les autres font trois mois seulement, suivis de cinq ans de réserve ; ceux de la troisième catégorie ne font aucun service actif et sont inscrits pendant dix-neuf ans dans la milice, mais ils ne reçoivent en réalité aucune instruction.

La Russie répartit ses jeunes gens en deux catégories d'après le sort : les uns font six ans de service actif, puis neuf ans de réserve ; les autres sont inscrits pendant vingt ans dans la milice et sont rarement appelés sous les drapeaux. Les Cosaques forment un contingent spécial de troupes irrégulières, d'ailleurs d'une grande valeur militaire.

La France contemporaine, après les lois de 1872 et de 1889, est sous le régime de la loi égalitaire de 1905 : tous les jeunes gens font deux ans de service actif, passent ensuite, avec des périodes d'instruction, dans la réserve de l'armée active, puis dans l'armée territoriale, enfin dans la réserve de l'armée territoriale. Ses écoles militaires ont adopté les méthodes scientifiques qui avaient fait un moment la supériorité de l'Allemagne ; la nation a toujours les qualités de vigueur et d'entrain qui ont fait la gloire de ses anciennes armées.

Le Japon a adopté dès 1872 le régime militaire des États européens. La Chine s'y met à son tour. Bientôt toute la jeunesse humaine, vers la vingtième année, sera sous les armes : c'est bien un des signes particuliers du temps présent.

Il convient, pour préciser ce caractère, de grouper les chiffres énormes des forces militaires actuellement réunies

par les plus grandes puissances militaires du monde. On les trouvera au tableau suivant.

ÉTATS	FORCES DU TEMPS DE PAIX	FORCES DU TEMPS DE GUERRE	MARINE (en chiffres de tonneaux)	BUDGET MILITAIRE ET NAVAL
Angleterre	300 000	1 000 000	1 595 000	1 580 millions.
États-Unis	100 000	1 000 000	316 000	1 242 —
Japon.	340 000	»	250 000	163 —
Allemagne.	604 000	5 000 000	421 000	1 200 —
Autriche-Hongrie	380 000	2 000 000	»	500 —
Italie	277 100	3 323 000	250 000	400 —
France	575 000	4 372 000	603 000	1 milliard.
Russie	1 115 000	3 600 000	141 000	1 280 millions.
		+ 5 millions de territoriaux et de cosaques.		

Ces chiffres représentent sans doute le maximum des contingents possibles, à moins d'armer aussi les vieillards, les enfants et les femmes.

En outre une grande partie des ressources de l'industrie et des découvertes scientifiques est consacrée à la préparation de la guerre : les fusils, les canons, les poudres sont de plus en plus perfectionnés : fait-on un progrès dans la science des ballons dirigeables ou des aéroplanes? Vite il est mis au service de la défense nationale. L'industrie des automobiles se développe;-elle d'une façon extraordinaire? On fabrique des automobiles blindées, on en fait des forteresses mobiles. Aussi bien les forteresses elles-mêmes sont blindées; l'Europe est hérissée par endroits de fusils et de canons en quantités terrifiantes : c'est Portsmouth en Angleterre; Copenhague en Danemark; Anvers et Namur en Belgique; en France Paris et sa triple ceinture de forts, la double ligne des camps retranchés de la frontière du nord-est, Dunkerque, Lille, Maubeuge, Verdun, Toul, Épinal, Belfort, puis La Fère, Laon, Reims, Langres, Besançon, Dijon, les défenses du sud-est, Briançon, Grenoble, Lyon, sans compter les ports de guerre, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, surtout Toulon; en Italie, les forteresses du pas de Suse, aux débouchés des cols du Mont-Cenis, les défenses de Coni, et d'autre

côté celles du quadrilatère de Mantoue; en Allemagne toute la ligne du Rhin, de Strasbourg et Metz, à Mayence, Coblentz et Cologne; d'autre part, les camps retranchés de l'Oder, comme Neisse et Glogau, ou ceux de la Vistule inférieure, de Bromberg à Danzig ou Kœnigsberg; en Russie, le quadrilatère de la Vistule, avec Varsovie, Ivangorod, Brest-Litowsk et Novo-Georgievsk, qui s'enfonce comme un coin sur le Brandebourg et Berlin. Ailleurs les Russes ont une formidable forteresse à Kars en Arménie; ils accumulent des armements dans le Turkestan; les Anglais protègent l'Inde par le grand camp retranché de Peichawer. Partout sur les mers il y a un réseau serré de points stratégiques, de bases navales, de dépôts de charbon; le globe tout entier, pour ainsi dire, est couvert de préparatifs de guerre.

Condition déplorable et ruineuse et cependant nécessaire en l'état actuel des relations internationales : car il faut d'abord vivre.

IV

VERS LA PAIX

Les guerres ainsi préparées seront si formidables que tous les gouvernements reculeront sans doute le plus longtemps possible devant la responsabilité de déchaîner sur le monde de telles catastrophes, que chacun se rend compte que la guerre désormais ne peut être qu'un désastre incalculable, même pour le vainqueur.

C'est pourquoi quelques esprits généreux ont pu poursuivre sans ridicule le rêve de l'organisation de la paix; même chimériques aujourd'hui, de tels efforts sont louables; c'est une semence qui lèvera et germera et donnera une moisson de bienfaits sociaux, mais sans doute seulement après bien des épreuves et des tempêtes. Comme aujourd'hui la guerre entre les nations, jadis le duel judiciaire était le seul règlement des conflits entre les individus.

Les « amis de la paix » sont de plus en plus nombreux, assez pour que le mouvement pacifiste soit devenu un des traits distinctifs de notre époque. Ils fondèrent une première société de propagande pacifique vers 1840 et exprimèrent déjà l'idée de l'arbitrage entre les peuples; elle a fait de grands progrès depuis. Il y eut dès lors une ligue internationale de la paix; elle avait ses congrès annuels, qu'elle tenait le plus souvent à Genève, par exemple en 1868, en 1869. Mais elle ne faisait pas grand bruit dans le monde; on entendait davantage le canon de Sadowa, ou de Sedan, ou de Plevna. Cependant, malgré la rigueur des temps, les apôtres de la paix entretenaient leur zèle dans quelques constatations encourageantes, qu'en fait les années de guerre sont de plus en plus rares, qu'on ne voit plus des guerres de trente ans, de sept ans, comme dans l'ancien régime, et que beaucoup de conflits très graves ont pu être résolus sans la guerre, par l'arbitrage.

Ainsi en 1862, pendant la guerre de sécession aux États-Unis, l'Angleterre, violant la neutralité déclarée, avait laissé s'armer dans ses ports un vaisseau, l'*Alabama*, qui avait infligé de sérieuses pertes à la flotte du Nord. La paix rétablie en Amérique, les États-Unis exigèrent de l'Angleterre une forte indemnité; l'opinion anglaise se refusait à cette humiliation, et la rupture paraissait inévitable: Gladstone, alors premier ministre, admit le règlement par arbitrage, et il se félicitait de ce noble sacrifice à la cause de la paix, quoique l'Angleterre eût été condamnée par les arbitres à payer une indemnité de 80 millions de francs: « Cette blessure d'amour-propre, disait-il, pèse un grain de poussière dans la balance, comparée à la valeur morale de cet exemple: deux grandes nations, parmi les plus fières et les plus sensibles au sentiment patriotique, venant de bon gré devant un tribunal loyalement choisi, plutôt que de s'en rapporter au jugement de l'épée ». En 1885, un conflit entre l'Allemagne et l'Espagne, au sujet des îles Carolines, fut résolu au profit de l'Espagne par un arbi-

trage du pape. Depuis, une autre querelle entre l'Angleterre et les États-Unis, à propos des pêcheries de la mer de Behring, s'est arrangée pacifiquement; de même le conflit franco-brésilien au sujet des frontières de la Guyane.

Ces habitudes se généralisent. Une convention d'arbitrage a été signée en 1896 entre l'Angleterre et les États-Unis, qui détermine la procédure à suivre pour le règlement pacifique de tous litiges entre eux. Une convention du même genre a été signée entre la France et l'Angleterre en 1904; une autre, la même année, entre la France et l'Italie.

Si la guerre n'a pu être évitée, les États neutres considèrent comme un devoir de l'arrêter ou de la limiter au moins par une médiation. Personne n'intervint entre la France et l'Allemagne en 1870. Mais la France intervint entre l'Espagne et les États-Unis en 1898, et sa médiation arrêta l'effusion du sang, amena la signature du traité de Paris. Pendant la guerre russo-japonaise, la flotte russe, passant dans la mer du Nord, canonna et coula des bateaux anglais; la médiation française put régler ce redoutable conflit. La médiation des États-Unis hâta la fin de la guerre de Mandchourie.

De tels faits, en se multipliant, détermineront des habitudes, un changement décisif dans les mœurs, et ainsi des conditions morales favorables au maintien de la paix. Le développement de l'esprit démocratique y contribuera; car les peuples, souffrant davantage de la guerre, sont naturellement pacifiques.

Au reste les rois eux-mêmes quelquefois travaillent pour la paix et y font du zèle. Napoléon III, qui poursuivit tant de chimères en son intelligence confuse et généreuse, proposait aux autres gouvernements, le 4 novembre 1863, la réunion d'un congrès qui remanierait la carte de l'Europe, afin de fonder « les bases de la paix perpétuelle ». On ne l'écouta pas; pourtant il n'est pas sûr qu'un congrès arbitral n'eût pas mieux valu que les guerres de Bismarck; il

n'est pas sûr que l'Europe n'en serait pas aujourd'hui plus heureuse : peut-être aujourd'hui ne serait-elle pas écrasée sous les charges de la paix armée. Depuis, un autre empereur, qui a de la ressemblance avec Napoléon III, le tsar Nicolas II, prit l'initiative de la première conférence de la paix, qui se réunit à La Haye en 1899; elle ne put rien faire pour le désarmement partiel auquel le tsar avait songé. Mais elle créa une cour permanente d'arbitrage, un véritable tribunal de la paix; elle proclama qu'en cas de conflit et de guerre, les neutres ont « le devoir » d'intervenir pour amener un arbitrage et prévenir ou arrêter les hostilités.

Ces bonnes intentions reçurent presque aussitôt et coup sur coup des démentis retentissants. L'Angleterre fit la guerre du Transvaal et se refusa à toute intervention d'arbitrage, malgré les propositions du président Krüger en ce sens. Puis la guerre russo-japonaise éclata sans qu'aucun arbitrage s'offrit; l'intervention des États-Unis ne put être que tardive.

Faut-il donc désespérer? Non pas; l'arbitrage est dans les mœurs; il est dans les vœux des peuples; il entre, quoique timidement, dans la pratique. Il convient de s'en réjouir, mais aussi de se garder de la foi chimérique en l'établissement prochain de la paix perpétuelle. Les hommes n'ont pas encore toutes les vertus qu'elle comporte.

CHAPITRE XVIII

LE MOUVEMENT DES IDÉES

I. Esprit scientifique et réaliste. — II. La culture littéraire et artistique.
— III. Les idées politiques. L'organisation de la cité. — IV. Vers la justice sociale. — V. Conclusion.

Il faut enfoncer plus profondément cette analyse, étudier, sous les formes politiques, l'esprit même de l'humanité d'aujourd'hui : tâche délicate que de définir la civilisation actuelle; tâche réconfortante aussi, car, si nous avons dû noter, surtout au point de vue économique, la prépondérance des forces germaniques, allemandes ou anglo-saxonnes, il nous faudra d'autre part noter souvent la puissance des idées françaises, et la place considérable que tient toujours la culture latine dans l'évolution générale de la civilisation. Il est encore trop tôt pour mesurer à cet égard l'influence des Slaves, et, à plus forte raison, celle des Jaunes.

I

ESPRIT SCIENTIFIQUE ET RÉALISTE

Cette tâche est réconfortante encore pour d'autres raisons : l'humanité d'aujourd'hui est très supérieure à celle du passé; elle a de grands défauts, elle est égoïste, âpre à la poursuite de la fortune, avide de jouissances plutôt matérielles que délicates; c'est aussi que, nourrie de

science, elle ne se satisfait plus de songes creux, elle est profondément réaliste, passionnée de vérité, et elle se pénètre chaque jour davantage du sentiment de la justice.

La France a apporté une contribution importante à cette lente éducation de l'esprit humain; elle a mis sa marque sur le développement scientifique et artistique, plus encore sur le mouvement des idées politiques et sociales.

Il y a des Français à l'origine des grandes hypothèses qui ont renouvelé l'esprit scientifique et produit les admirables découvertes qui caractérisent l'époque contemporaine. Georges Cuvier reconstituait avec une étonnante sagacité les espèces disparues; mais il les considérait comme des espèces fixes, aux formes invariables, correspondant aux divers âges géologiques, séparés par les « Révolutions du Globe ». Lamarck remplaça cette hypothèse des révolutions par celle de l'évolution, singulièrement riche en conséquences : pour lui, les espèces animales se modifient incessamment, perdent certains caractères, en prennent d'autres, se multiplient en variétés nouvelles adaptées aux divers milieux et aux diverses circonstances de la nature; c'était la théorie des formes animales et végétales incessamment vivantes, succédant à celle des formes constantes et immuables; c'était en vérité la découverte de la *vie* des espèces. Un Anglais, Darwin, compléta ensuite et exagéra peut-être la valeur de cette hypothèse féconde en recherchant les lois de cette évolution désormais incontestable, qu'il crut trouver dans le principe de la sélection naturelle, de la déchéance des faibles, de la persistance des forts, vaincus et vainqueurs de la lutte pour la vie.

Ce fut un Français aussi, l'illustre Claude Bernard, qui révéla la *vie* même de l'homme, en en démontrant l'incessante destruction incessamment réparée; grâce à la vivisection, il put la surprendre dans sa réalité; par exemple, il analysa la fonction du foie, ou encore celle des nerfs vaso-moteurs et commença de connaître les lois de la constante transformation du corps humain; on sut désormais

qu'il se modifie à tous moments, que tous les tissus, que le squelette lui-même sont incessamment transformés, à tel point qu'en quelques années tous les éléments en ont été complètement renouvelés. La découverte était plus importante et la théorie plus profonde que celle du médecin anglais Harvey, qui, au xvii^e siècle, formulait la thèse de la circulation du sang. Mieux connu, le corps humain pouvait être plus efficacement soigné dans ses maux, mieux défendu dans sa lutte contre tous les agents de destruction.

A ce point de vue, c'est le nom de Pasteur qui domine la science contemporaine : après avoir étudié la fermentation de la bière et démontré qu'elle était le produit de l'action de microbes, il eut l'idée et donna la preuve que la même action produit certaines maladies des animaux, comme la maladie des vers à soie, le charbon; enfin, appliquant à ses travaux la belle découverte de Jenner, il chercha la guérison de ces maux par la culture et l'atténuation des virus. Il fut amené par les circonstances de ces travaux à l'étude de la rage; il en recueillit et isola le virus; par cultures et atténuations successives, il pensa l'avoir transformé en vaccin guérisseur; à ce moment, on lui amena le berger Jupille, qui venait d'être mordu par un chien enragé; Pasteur, parmi les plus dramatiques hésitations, lui inocula son vaccin, et attendit les résultats, dans la plus poignante angoisse de l'homme et du savant; ils furent décisifs : Jupille fut sauvé, et sans doute il est impossible d'exprimer toute la joie qu'en éprouva son sauveur (1885).

Cette date est capitale dans l'histoire de la médecine, dans l'histoire même de l'esprit humain. La méthode pastorienne eut des conséquences qui ne seront pas bientôt épuisées; ses disciples firent quelques heureuses applications à d'autres maladies : Yersin découvrit le sérum antipesteux, Roux le sérum de la diphtérie; on a isolé le microbe de la tuberculose, on s'efforce d'en tirer la formule libératrice. D'autre part, la médecine et la chirurgie se sont désormais préoccupées d'éviter et de détruire tous microbes infec-

tieux; l'antiseptie, l'aseptie ont rendu déjà les plus grands services. Mais c'est aussi toute la façon de penser, en matière de santé, qui se trouve désormais bouleversée; la crainte salutaire du microbe est le fondement de l'hygiène; jusque dans les classes inférieures de la société, à travers le monde entier, la doctrine pastorienne a transformé la mentalité contemporaine : par elle l'humanité tout entière a acquis une notion, vague encore, mais plus exacte, des conditions de la vie.

Il en est de même pour les sciences physiques et chimiques; on a appris à connaître les lois de la transformation de la matière. C'est l'Allemand Helmholtz qui formula le premier la loi fondamentale de la conservation de l'énergie, selon laquelle aucune force ne se perd, la chaleur se transformant en travail, comme le travail se transforme en chaleur. Les applications de ce principe se sont déjà montrées merveilleuses, avant même que la formule en fût définitivement acquise; elles ont permis la captation de plus en plus parfaite et l'utilisation de plus en plus merveilleuse des forces que la nature tient en réserve dans des proportions encore imparfaitement connues. C'est ainsi que la vapeur a transformé les conditions de l'industrie et créé en vérité une ère nouvelle de civilisation. Les automobiles, les ballons dirigeables, les avions modifieront et multiplieront encore les communications. L'électricité a donné des résultats déjà extraordinaires; on pourrait prendre la lumière électrique pour le symbole du temps présent. La dynamo de Gramme est la plus remarquable application du principe de la transformation de la force, puisque, actionnée mécaniquement, elle produit un courant, et, actionnée par un courant électrique, elle produit un travail mécanique. Le téléphone, la télégraphie sans fils par les ondes hertziennes, les rayons X et la radiographie marquent tous les jours de nouveaux progrès de cette science nouvelle; le transport électrique de la force à distance, par exemple, de la force des chutes d'eau, de la houille blanche, comme on

dit, bouleversera sans doute les conditions de la vie industrielle.

Non seulement l'homme utilise plus parfaitement les forces de la matière; mais ayant pénétré quelques-uns de ses secrets, il entreprend de la reconstituer, comme en une sorte de création nouvelle, par la thermo-chimie ou la synthèse chimique. Après avoir analysé et mesuré les phénomènes de chaleur qui accompagnent les décompositions et les combinaisons chimiques, — et ce fut là surtout l'œuvre de Marcellin Berthelot, — il réussit, en reproduisant les mêmes phénomènes, à obtenir des corps nouveaux, ou des corps déjà existants. Ainsi Sainte-Claire Deville découvrit l'aluminium, le magnésium; Curie découvrit le radium, aux propriétés merveilleuses. Berthelot surtout, en son laboratoire du Collège de France qu'il occupa de 1864 à sa mort en 1907, présida à des travaux de la plus grande valeur sur les explosifs, les parfums, les couleurs, l'alcool, le sucre, refaisant par des procédés chimiques l'œuvre de la nature elle-même, et bouleversant par là un grand nombre de fabrications industrielles. La thermo-chimie, qui n'en est qu'à ses débuts, est capable assurément de faire des découvertes plus étonnantes encore, et de réaliser les espérances les plus aventureuses de l'esprit humain.

Là est la différence la plus considérable de notre temps avec le temps passé, même seulement avec le commencement du dernier siècle; car la science a fait plus de progrès en un siècle qu'elle n'en avait fait depuis le commencement de la période historique. La science a accompli tant de merveilles, fourni tant d'explications de phénomènes autrefois mystérieux, que la mentalité contemporaine est devenue très réaliste. Même dans les masses populaires la croyance au surnaturel disparaît rapidement; il ne se pouvait pas que la foi religieuse elle-même n'en fût atteinte. Le positivisme est devenu, consciemment ou non, la doctrine philosophique du temps présent.

II

LA CULTURE LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

A cause des progrès de la science depuis un siècle, le mouvement littéraire et artistique contemporain a pris des caractères scientifiques; après les débauches d'imagination de l'école romantique, les préoccupations des artistes et des écrivains se sont portées vers l'expression de la vérité.

L'influence de la France a été considérable encore à cet égard : non pas surtout dans les sciences morales. Le XIX^e siècle a été dominé par la philosophie métaphysique de l'Allemagne, de Kant à Hegel et Schopenhauër; les philosophes s'ingénierent alors à dresser des systèmes consistants capables d'expliquer ensemble les phénomènes de la nature et de l'âme humaine. Cependant dès lors les Anglais, surtout à l'Université d'Édimbourg, avec Reid et Dugald Stewart, fondaient la philosophie sur l'observation des faits de conscience, créaient la psychologie et y accomplissaient les travaux les plus remarquables; Stuart Mill et Herbert Spencer posaient aussi alors les fondements de la sociologie. Plus près de nous, l'école philosophique française ne connaît plus que la méthode expérimentale et renonce à tous les systèmes *a priori*; on dirait qu'enfin la philosophie est descendue du ciel sur la terre; du moins elle a pris de la défiance pour les conceptions purement métaphysiques, elle est devenue une science véritable en s'imposant les plus rigoureuses méthodes, avec M. Ribot, le créateur de la psycho-physiologie dont le nom seul indique l'inspiration dominante; avec M. Durckheim, qui fonde aussi la sociologie sur des faits d'observation et qui, comme en toute science, ne tire les lois et les principes que de la concordance des faits auxquels ils correspondent. On peut dire en ce sens que la philosophie scientifique vient de naître.

L'histoire aussi fut longtemps un genre plus littéraire que scientifique; il y a encore une grande part d'imagination dans les merveilleux récits d'Augustin Thierry, disciple de Chateaubriand, même encore chez Michelet, auquel elle a inspiré, à côté d'erreurs étranges, quelques-unes de ses plus belles pages. Les grands historiens allemands, Léopold Ranke, Wurtz, Mommsen, Niebuhr, ont contribué puissamment à la fondation de l'école scientifique en histoire, quoique quelques-uns de leurs travaux aient été fâcheusement influencés par des préoccupations d'un caractère étroitement patriotique. Et la France aussi commença d'avoir alors de grands historiens, capables d'allier à la pureté ou à la beauté de la forme la plus grande rigueur scientifique : la *Cité antique* de Fustel de Coulanges et les *Origines du Christianisme* de Renan sont parmi les plus admirables chefs d'œuvre de l'école historique. Aujourd'hui, en France comme ailleurs, il faut constater un temps d'arrêt dans la production historique; c'est justement le résultat des scrupules scientifiques des savants contemporains : ils sont occupés essentiellement de la recherche et de l'étude des sources, de la réfection complète de l'outillage historique, de la mise au jour des documents, de l'organisation des archives, de critique enfin; période de préparation dont on est en droit d'attendre de remarquables résultats.

De telles circonstances ne sont pas favorables à la production poétique. Il est possible même d'observer que les poètes d'aujourd'hui sacrifient aux préoccupations du temps présent : outre que les Parnassiens ont donné à la technique des vers une rigueur scientifique, Leconte de Lisle, Hérédia ont fondé leurs œuvres sur les plus exactes connaissances historiques et sur une étude minutieuse de la réalité, capables de produire plus d'impression que les plus prodigieuses inventions de l'école romantique. De même, Sully Prudhomme ou Verhaeren empruntent leur inspiration aux spectacles souvent poignants de la vie réelle. Il y a dans les tableaux de la nature et de l'humanité une poésie, surtout

de la souffrance, capable d'inspirer les plus grands chefs-d'œuvre : là est la source inépuisable, la fontaine de Castalie, où se pourra renouveler sans doute le génie poétique.

Si le théâtre classique a conservé en France l'admiration des gens de goût, c'est qu'il est d'une grande vérité psychologique et que cette vérité ne passe pas; Racine n'est pas plus passé que le café. Et les auteurs contemporains ont cherché le succès dans l'observation des mœurs; les plus grands sont les plus vrais, d'Augier et Dumas fils à Hervieu, à Brioux ou à Henri Becque. La puissance du théâtre norvégien d'Ibsen est due à la pénétrante observation de la vie réelle.

Et c'est enfin la raison pour laquelle le roman est le principal genre littéraire d'aujourd'hui : il est celui qui se prête le mieux à l'expression de la réalité. En Angleterre, Charles Dickens, George Elliot, ou plus récemment Rudyard Kipling ont été surtout des observateurs d'une admirable pénétration. En France, Balzac, Zola, le premier surtout, ont eu d'abord le souci de l'exactitude, avec des scrupules qui apparaissent aux détails les plus minutieux; ils aiment même à employer des procédés scientifiques, et Zola notamment a fondé son « histoire naturelle » des Rougon-Macquart sur un système complet et rigoureux d'influences héréditaires. Les chefs-d'œuvre de Flaubert sont, l'un, *Salambo*, une reproduction historique d'une science archéologique très remarquable, l'autre, *Madame Bovary*, le plus parfait tableau que nous ayons de la petite bourgeoisie française. Et les grands romanciers russes, Gogol, Dostoïevski, Tourguénief, Tolstoï surtout, ont fait connaître au monde entier la vie russe, ses misères, les curieuses dispositions de l'âme slave, en des œuvres admirables dont la beauté est faite essentiellement de vérité. La part de l'imagination est de plus en plus réduite dans les œuvres littéraires, et le goût contemporain est impitoyable pour les invraisemblances. C'est pourquoi beaucoup d'œuvres romantiques paraissent dès aujourd'hui très étrangement vieilles.

L'art a les mêmes tendances ; on les trouverait sans doute même dans l'art japonais, si original, d'une si remarquable adaptation à la nature pittoresque du pays ; mais il n'a pas encore une influence universelle, il n'est pas un élément de la culture générale de l'humanité ; il est jusqu'ici un objet de curiosité plutôt que d'étude : à peine en peut-on rencontrer jusqu'à un certain point l'inspiration dans l'art décoratif ; il contribuera peut-être aussi à l'évolution très curieuse que subit actuellement l'art du mobilier.

L'art français exerce depuis deux siècles au moins une sorte de suprématie. L'architecture moderne pourtant n'existe guère ; on n'a su au *xix^e* siècle que comprendre l'architecture gothique et en restaurer avec quelque bonheur les principaux monuments ; sauf l'Opéra de Paris, et le Petit Palais, qui d'ailleurs ne sont que des applications des genres classiques, l'époque contemporaine ne montre pas d'œuvres vraiment remarquables. L'emploi du fer et de la faïence émaillée a paru, à l'Exposition de Paris en 1889, pouvoir produire des formes nouvelles d'une belle élégance, et il y a quelquefois de beaux morceaux dans les gares et les halles qui sont l'expression d'une société récente ; mais il est impossible de signaler l'apparition d'une architecture nouvelle véritablement inspirée des caractères de notre temps. Les efforts curieux d'aujourd'hui annoncent une évolution qui ne manquera pas de donner des résultats.

La sculpture s'inspire désormais de la pure réalité. Paris en est devenu depuis un siècle la véritable capitale. Jusquelà la sculpture moderne était seulement la suite de la sculpture classique, et les œuvres de Canova, au commencement du *xix^e* siècle, s'inspirent manifestement des œuvres de l'antiquité et particulièrement de l'Empire romain. Barye, Rude et Carpeaux représentent une école toute différente, qu'on peut bien appeler, grâce à eux, l'école française : l'un avec ses vigoureux combats d'animaux, l'autre avec l'entraînement dramatique de sa *Marseillaise* à l'Arc de Triomphe de l'Étoile, le troisième enfin avec le souple et frémissant

mouvement de sa *Danse*, à la façade de l'Opéra, ils ont tous trois arraché la sculpture à sa sérénité monotone du passé; ils lui ont donné enfin de la vie. Et voici que Rodin, de nos jours, prétend faire exprimer au marbre ou au bronze les sentiments les plus profonds; son *Saint Jean-Baptiste* et son *Penseur* sont au moins des efforts étonnants vers des sources nouvelles d'inspiration.

La peinture n'est pas moins réaliste. Les chaudes couleurs de l'école romantique ne se rencontrent plus que dans la grande peinture d'histoire, qui d'ailleurs n'a plus qu'un petit nombre de représentants. Les écoles contemporaines se consacrent aux portraits et aux paysages et cherchent à y atteindre la vérité, à voir et à saisir la nature même. Depuis Gustave Courbet, dont l'*Enterrement d'Ornans* et les *Casseurs de pierres* en 1851 produisirent une sorte de scandale par leur réalisme poussé jusqu'à la vulgarité, Millet, Jules Breton, par exemple, dans l'*Angelus* et les *Glaneuses*, n'ont eu souci que de peindre la nature réelle et l'humanité vraie, avec une pointe d'émotion qui fait une belle note d'art. Eugène Carrière a fait un effort de plus vers l'expression du sentiment intime, et sa *Maternité*, par exemple, au Musée du Luxembourg, dans le demi-jour diffus et discret où elle s'enveloppe, est d'une impression singulièrement émouvante. Du reste les impressionnistes, comme Manet, par leur souci de peindre la lumière elle-même en ses impressions continuellement changeantes, ont obtenu des résultats qui sont parfois remarquables, notamment pour la représentation des pénétrants spectacles de la mer.

Il n'y a pas jusqu'à la musique qui ne se soit faite, depuis Beethoven, l'expression des sentiments les plus intimes de l'âme humaine; c'est la grande nouveauté du siècle en cette matière : auparavant la musique, qui n'était guère qu'un accompagnement de danse ou de chant, était en quelque sorte extérieure à l'homme; elle n'était qu'une distraction; avec les grands musiciens allemands surtout, elle est devenue la langue des émotions les

plus délicates, les plus insaisissables, la langue de la rêverie même.

Ainsi, à tous égards, l'homme cultivé d'aujourd'hui, d'éducation scientifique, juge des œuvres d'art selon leur concordance avec la vie plutôt que selon leur rapport avec des dogmes établis. La seule règle est de plaire, et on ne plaît aujourd'hui que par la vérité.

III

LES IDÉES POLITIQUES L'ORGANISATION DE LA CITÉ

L'influence des idées françaises apparaît bien davantage encore dans l'organisation de la société nouvelle, où se poursuit l'œuvre de la Révolution de 1789. Elle fut d'ailleurs, à certains égards, une reprise du sentiment chrétien de la fraternité.

Ainsi la doctrine chrétienne avait détruit l'esclavage. Il fut reconstitué sous une forme pire, à partir du *xv^e* siècle, aux dépens des Noirs, réputés d'espèce inférieure. C'est un grand honneur pour la civilisation contemporaine que de l'avoir fait à peu près complètement disparaître. La traite horrible, qui transportait les pauvres nègres d'Afrique en Amérique, parmi les plus effroyables atrocités des négriers, a été réprimée vigoureusement et, dès le milieu du *xix^e* siècle, elle n'existait plus sur la mer. L'esclavage se recruta encore quelque temps par lui-même en Amérique; mais il ne résista pas à la généreuse propagande de quelques vaillants apôtres comme Mme Beecher-Stowe, Victor Schœlcher, Wilberforce, surtout comme le grand Abraham Lincoln; il fut supprimé, après la sanglante guerre de sécession, de tout le territoire des États-Unis et bientôt de toute l'Amérique; il reste aux populations blanches des États-Unis à se défaire de leur mépris pour les Noirs qu'elles considéreraient encore volontiers comme un bétail; il reste à achever l'éducation

des Noirs qui montrent encore souvent des dispositions bien grossières.

En Afrique l'esclavage a résisté davantage. La pénétration européenne a pourchassé les marchands d'esclaves sur toutes les routes de la traite; les traitants ont perdu leurs plus actifs pourvoyeurs, le roi Behanzin ou le sultan Rabah, et la matière première bientôt manquera tout à fait à ce commerce. L'esclavage est désormais enfermé dans les pays musulmans; la femme notamment y demeure réduite à la condition la plus humiliante, et il y aura beaucoup à faire pour l'émancipation complète de tous ceux qui souffrent de ces mœurs orientales. Même parmi les peuples de l'Occident, il reste à combattre et à corriger la mentalité de certains Blancs, qui se laissent aller à abuser de leur supériorité sur les Noirs, et qui volontiers démontreraient que l'esclavage offre des avantages sociaux, même pour les esclaves. L'émotion produite en tout pays européen par les scandales de l'exploitation des nègres montre du moins que l'opinion publique les réprouve, que notre manière de penser à cet égard est décidément fort différente de celle de Caton l'Ancien.

Le servage a disparu à peu près complètement, et cela fait une différence considérable entre notre temps et le moyen âge. La condition des travailleurs de la terre est encore médiocre en beaucoup de pays; le régime de la grande propriété, qui, par exemple, a persisté dans l'Allemagne orientale, réduit souvent les paysans à la misère, et la question agraire est une de celles qui troublent le plus gravement la Russie d'aujourd'hui. Cependant, même en Russie, le principe du servage n'existe plus, et l'oukase du tsar Alexandre II, en 1861, a libéré très réellement tous les serfs de l'empire; il a même commencé de leur donner une part de la terre; il n'est plus question maintenant que de leur donner assez de terre pour qu'ils y puissent échapper à la famine; il ne s'agit que de l'organisation du régime de la propriété; il ne s'agit plus de la condition des hommes.

Ainsi partout il est désormais admis que l'homme est libre, que tous les hommes sont égaux : car la liberté est une forme de l'égalité, elle peut se définir le droit pour chacun d'agir aussi librement que les autres.

Ce principe a entraîné de multiples applications. La liberté individuelle, qui paraît partout infiniment précieuse, fut revendiquée par le Parlement anglais dès le moyen âge; elle s'exprima en Angleterre sous la forme populaire de l'*habeas corpus*, et il est dit plus familièrement, dans un proverbe de ce pays : « La maison de l'Anglais est sa forteresse; la pluie peut y entrer, non le roi ». La formule légale de ce droit est que nul ne peut être arrêté par le gouvernement sans un mandat régulier, et que tout homme arrêté régulièrement doit être aussitôt traduit devant son juge. Il semble bien qu'en Angleterre des mœurs libérales séculaires aient assuré définitivement le respect absolu de cette liberté première. Il n'en est pas partout ainsi, et les arrestations arbitraires sont fréquentes en beaucoup de pays; il convient cependant de constater que la violation de la liberté individuelle produit partout une émotion de plus en plus considérable; les gouvernements qui s'en rendent coupables s'en défendent avec une vigueur qui est un hommage rendu au principe.

De même les libertés politiques sont de plus en plus répandues. L'égalité de tous les hommes a pour corollaire le suffrage universel. Dans certains pays on estime que les droits politiques doivent être proportionnés à l'intérêt que les citoyens ont à la bonne administration de la cité, et, par exemple en Angleterre, le droit de suffrage n'est accordé qu'à ceux qui ont un domicile; en Belgique un double ou un triple bulletin de vote sont attribués à ceux qui ont une petite aisance, ou des capacités intellectuelles, ou des enfants. En France on estime que les hommes sont égaux en valeur morale, en dignité, et qu'ils doivent avoir les mêmes droits politiques, et le principe du suffrage universel n'y rencontre presque plus d'opposition. Il a été adopté du reste

par d'autres pays, par tous les pays latins sauf le Portugal, par les États de la péninsule des Balkans, par l'Allemagne, par l'Autriche tout récemment. Ailleurs, dans le monde entier, peut-on dire, l'évolution démocratique est irrésistible; la souveraineté monarchique ne sera bientôt plus qu'un souvenir; le mikado lui-même, fils du Soleil, a donné une constitution à son peuple; l'empereur de Péking, fils du Ciel, entre dans la voie des réformes; le schah de Perse a institué un Parlement à Téhéran; le tsar autocrate vient d'accorder à la Russie les libertés constitutionnelles. Partout la puissance populaire est en marche; ses progrès ne vont pas sans désordres, ils donnent à notre époque un caractère révolutionnaire, comme il arrive aux époques de transition : on ne peut pas passer du privilège à l'égalité sans la résistance des uns et sans les impatiences des autres.

Les libertés morales ne sont pas moins précieuses que les libertés politiques. La liberté de pensée est inattaquable. La liberté de conscience en est la forme la plus respectable. Elle est le produit historique de la multiplicité des croyances religieuses. Les temps sont passés où l'on pouvait espérer conquérir l'humanité tout entière à une même foi : ce fut le caractère propre du moyen âge, et les temps modernes ont été longtemps à s'en défaire. Mais ils ont fait connaître l'existence de religions nombreuses et toutes à peu près également vénérées : il y a en effet 520 millions de Chrétiens partagés en trois sectes, les Catholiques (230 millions, surtout dans l'Europe latine et l'Amérique du Sud), les Protestants (170 millions, dans les pays germaniques et anglo-saxons), les Orthodoxes (120 millions, dans l'empire russe et les Balkans); mais il y a environ 500 millions de Bouddhistes dans l'Asie orientale, plus de 200 millions de Brahmanistes dans l'Inde, 210 millions de Musulmans dans l'Asie occidentale et l'Afrique du Nord et du Centre, 11 millions de Juifs dispersés à travers l'Europe, l'Asie et l'Afrique, sans compter 150 millions de fétichistes et idolâtres, parmi les tribus de l'Afrique. Ces religions ne

sont plus guère persécutées, à moins que ce ne soit le judaïsme qui souffre encore parfois de quelques accès d'antisémitisme; elles ne sont plus persécutrices, et, de plus en plus écartées des influences politiques, elles sont ramenées aux vertus morales qui sont leur raison d'être, leur puissance et leur beauté. Il y a encore assez de misères sociales pour y trouver une suffisante occasion d'activité.

Une des formes les plus naturelles de la liberté de pensée, c'est la liberté de la propagande de la pensée, c'est-à-dire la liberté de la presse; elle a donné au XIX^e siècle, du moins dans un grand nombre de nations, toute son importance à l'imprimerie déjà ancienne. Jadis toute publication était soumise à la censure ou à l'autorisation préalable des pouvoirs publics; l'imprimerie ainsi n'offrait aucun danger pour l'ordre établi. L'imprimerie est de plus en plus libre désormais, et elle est ainsi devenue l'instrument d'une agitation intellectuelle dont les anciens n'avaient aucune idée et qui est un des signes les plus caractéristiques de notre temps. Certes la liberté de la presse rencontre des limites encore sévères dans quelques pays, et la censure officielle est impitoyable, par exemple en Russie. Cependant les livres et les journaux surtout se multiplient partout; la presse joue un rôle capital dans l'évolution politique et sociale; par elle l'humanité presque tout entière est mise au courant de toutes les nouvelles, plus ou moins exactes, de toutes les doctrines, plus ou moins pratiques; du moins elle est arrachée à la torpeur des siècles passés, elle est attirée vers toutes les curiosités, aussi vers tous les appétits.

L'homme aujourd'hui n'est plus l'esclave, ou le serf, simple bétail; il devient le citoyen, libre, de plus en plus instruit par l'école, avide de science, avide surtout de plus de jouissance. La machine a remplacé, en partie du moins, le bras humain. La cité antique, écrit M. Jean Izoulet, c'était une poignée d'hommes libres portés sur un monde d'esclaves; dans la cité moderne, l'humanité tout entière

sera libre et la matière brute sera seule esclave. Ce n'est pas à dire que le citoyen moderne puisse être déjà comparé à un citoyen d'Athènes au temps de Périclès.

IV

VERS LA JUSTICE SOCIALE

Le principe de l'égalité, qui est la grande loi des temps modernes, entraîne après lui la justice, comme la liberté; en vérité même, la justice se confond avec l'égalité : c'est parce que les hommes sont égaux qu'ils doivent être traités selon le même droit. Chacun d'ailleurs est bien d'avis que la justice soit le fondement de la cité humaine; la difficulté commence avec l'interprétation de l'idée de justice.

Or la Révolution de 1789, qui a fondé l'égalité, n'a pas également assuré la justice. La Constituante proclama la liberté individuelle, donc la liberté du travail; elle voulut par là réagir contre les corporations à monopoles. Or les corporations ne produisaient que routine et stagnation; la liberté fut pour le travail un stimulant extraordinaire; il y faut voir peut-être la principale explication de l'activité industrielle de l'époque contemporaine.

Mais l'ardente lutte pour la vie, la concurrence fiévreuse déchaînée par la liberté nouvelle, ne fait pas que des heureux; elle fait des victimes aussi, et l'âge industriel dans lequel nous vivons n'a pas fait cesser l'inégalité des conditions, qui est sans doute inhérente à la nature humaine : les hommes ne sont pas tous également doués ni également laborieux.

D'autre part, les applications de la science à l'industrie augmentèrent très vite la production, dont les bénéfices furent, selon l'organisation sociale, inégalement répartis, la plus grande partie revenant aux employeurs capitalistes, les ouvriers réduits par leur propre concurrence à des « salaires de famine ». Alors la petite boutique de l'ancien

régime, où le patron vivait de la même vie que ses deux ou trois ouvriers, se démembra en s'élargissant : les ouvriers s'entassèrent par centaines, par milliers, devant les machines, dans la grande manufacture; le patron, éloigné d'eux, dans une condition supérieure, devint le chef d'industrie, le grand entrepreneur aux conceptions étendues, n'eut presque plus rien de commun avec la masse des travailleurs.

La production économique et les grandes fortunes industrielles et commerciales furent encore multipliées par la colonisation : il y eut plus de richesse encore et tout ensemble plus de misère; il faut comparer par exemple les bas quartiers de Londres avec les palais qu'habitent les puissants armateurs ou les riches marchands de la Cité. Enfin le développement colonial jusqu'à l'Extrême-Orient pose maintenant la redoutable question de la concurrence de l'ouvrier jaune, qui, vivant de peu, serait capable de faire à l'ouvrier blanc une concurrence mortelle; des conflits de cette nature se sont déjà produits au Transvaal, en Californie. Il sera difficile sans doute d'assurer l'harmonie entre tous ces intérêts contradictoires.

C'est pourquoi des doctrines sociales se sont constituées, pour résoudre ce très grave problème : non pas tant dans les pays agricoles de petite propriété; ainsi le paysan de France, nanti par la Révolution de la grande propriété ecclésiastique et féodale qu'il a achetée du fruit de ses économies, demeure fort jaloux de la petite aisance qu'il a conquise et qu'il augmente sans cesse par le travail. Mais la question sociale est surtout une question ouvrière, du moins dans la plupart des pays de l'Europe. Le socialisme est un produit de l'industrie, il est né du machinisme; il a grandi dans les régions industrielles, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Allemagne, la Russie; il y a pris naturellement des caractères différents selon les tempéraments nationaux.

De bonne heure les ouvriers anglais surent s'organiser

en trade-unions, et le gouvernement, habitué aux mœurs de la liberté, les y encouragea; ils ont toujours su, par une entente intelligente, défendre eux-mêmes leurs intérêts; leur condition est supérieure à celle de tous les ouvriers du continent; ils ont des salaires élevés; ils n'attendent pas tout leur bonheur de l'intervention de l'État.

La France apporta à la question sociale une grande part d'idéalisme. Mais le pays de la Révolution ne pouvait pas sacrifier la liberté, et, sans entrer dans le détail de l'enseignement des diverses écoles, Saint-Simon, Fourier, Proudhon, qui en furent les principaux chefs, eurent ce caractère commun de ne point compter sur les pouvoirs publics, de célébrer les bienfaits de l'association, d'enseigner la mutualité, où l'individu n'est pas supprimé, mais au contraire fortifié par le concours de ses égaux, et épanouit toute sa personnalité dans le libre développement de ses facultés : c'est l'union par le travail et pour le bien-être commun; c'est en même temps un admirable spectacle de fraternité : c'est l'harmonie sociale : nul doute d'ailleurs qu'il n'y eût une grande part de rêverie sentimentale dans le poème saint-simonien ou fouriériste.

Avec Louis Blanc déjà, les socialistes commencèrent de montrer quelque impatience contre l'égoïsme des bourgeois du temps de Louis-Philippe; ils désespérèrent d'arriver à la justice et au bonheur par le simple jeu des nouvelles forces sociales; ils sollicitèrent l'intervention de l'État; ils proclamèrent le droit au travail et le devoir social de la solidarité. La doctrine sombra dans la sanglante tempête des journées de juin 1848.

La même année, Karl Marx publiait son *Manifeste* où apparaissaient les premiers traits du collectivisme; il devait naturellement trouver sa formule définitive dans l'Allemagne nouvelle, militarisée par les Hohenzollern, qui ont assuré à l'État son maximum d'autorité; car il ne peut appartenir qu'à l'État de saisir le capital et l'héritage, de bouleverser le régime de la propriété, de fonder la société

nouvelle; et Marx comptait, pour l'y obliger, sur l'association internationale des travailleurs, sur la lutte des classes, sur la bataille sociale où la victoire devait être aux ouvriers organisés.

Il est vrai que, dans notre régime actuel, le travail ne tire pas autant de bénéfices de l'industrie que le capital, qu'il n'y a pas toute justice dans la distribution des biens de la terre, quoique le « vampirisme » du capital soit surtout un grand mot; car il est vrai aussi que le capital est du travail accumulé, que la plupart des capitalistes sont des travailleurs récompensés; il est vrai encore, et pour longtemps, que l'une des sources les plus fécondes de l'activité humaine est dans la joie d'acquérir toujours plus d'aisance et de jouissance pour soi-même et pour les siens. Il est vrai enfin que les doctrines sociales ne sont pas arrivées à des formules satisfaisantes, sur la valeur du travail, sur la répartition des bénéfices, qu'ainsi elles sont restées incomplètes et n'ont conquis qu'une minorité de travailleurs, qu'elles sont susceptibles de modifications selon les circonstances et qu'elles comportent des interprétations variées.

Du moins elles sont la manifestation, parfois bruyante et comme révolutionnaire, des tendances actuelles vers une meilleure organisation de la société; par la part de vérité et de justice qu'elles renferment, elles suscitent les plus graves préoccupations des gouvernements; elles pénètrent la mentalité contemporaine; elles agissent sur les lois et sur les mœurs.

Ainsi l'activité parlementaire actuelle montre presque partout un grand effort de justice sociale, où l'on peut retrouver en combinaisons diverses l'influence de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Il y a désormais tout un code du travail; parmi les lois qui le constituent, les unes protègent les travailleurs contre les accidents ou contre une exploitation excessive, par exemple, des femmes et des enfants; les autres améliorent la condition des travailleurs, en subventionnant leurs caisses de secours; d'ailleurs les

salaires ne cessent pas de croître, et beaucoup de maisons industrielles ou commerciales ont admis la participation aux bénéfices, qui constitue une très généreuse et très remarquable satisfaction donnée à l'esprit de justice; d'autres lois, enfin et surtout, organisent les travailleurs en syndicats, en associations, leur assurent comme en Angleterre le moyen de défendre leurs intérêts par leur nombre et par leur entente. Cependant, sous l'influence des mêmes idées adaptées au tempérament français tout imbu des principes de 1789, la doctrine mutualiste, c'est-à-dire la doctrine de l'association des travailleurs libres, a pris depuis quelques années des développements considérables; ainsi il y a en France aujourd'hui plus de quatre millions de mutualistes. Par l'effort des uns et des autres, la froideur de l'individualisme né de la Révolution française se réchauffe désormais du sentiment fécond de la solidarité; c'est le caractère propre de notre temps.

Aussi bien la question sociale est-elle peut-être surtout une question de morale et d'éducation : elle ferait sans doute de plus remarquables progrès, si la bourgeoisie possédante était moins âpre au gain, si la classe ouvrière avait quelques-unes des qualités de la classe agricole, son ardeur au travail, sa merveilleuse prévoyance, si elle n'aggravait pas sa misère de l'alcool sous prétexte de l'y oublier. Combien de temps il faudra pour achever cette double éducation! Combien de temps ensuite pour faire pénétrer dans les masses populaires, souveraines et libérées, la culture générale, intellectuelle et morale qui jusqu'ici n'appartient qu'à l'élite! Nous vivons sous le règne de la démocratie; Renan s'écriait jadis, en sa *Prière sur l'Acropole* : « Législatrice, source des constitutions justes; Démocratie, toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer le génie, il n'y a rien, apprends-nous à extraire le diamant des foules impures! » Combien il serait plus noble encore et plus profitable de purifier les

foules, c'est-à-dire de les élever, de guérir leurs misères et de leur enseigner la vertu! Chimère d'aujourd'hui qui doit être la réalité, ou du moins l'espérance de demain, l'effort de toujours.

Et s'il était possible maintenant de tenter une définition du temps présent par ses caractères distinctifs, peut-être pourrait-on retenir que la science lui donne une fièvre extraordinaire d'activité et une rapidité d'évolution où il est difficile de saisir des traits fixes; que du moins il se montre singulièrement favorable aux peuples germaniques, auxquels la nature a prodigué les moyens de la grande industrie, qu'ils sont ainsi en plein effort de production économique; que les Slaves manquent encore d'organisation politique et même territoriale, qu'ils paraissent pourtant en grande puissance d'avenir; que l'expansion coloniale a porté tous les Blancs au contact des Jaunes, et que la renaissance de la Chine et du Japon, fermant la période de la conquête européenne, inaugure une nouvelle période historique où l'Europe ne conduira pas seule les destinées du monde; que désormais tous les peuples se connaissent et s'unissent dans la même entreprise d'exploitation générale des ressources de la terre; que la période qui s'ouvre désormais semble donc devoir être consacrée à la fondation de la cité humaine, à laquelle toutes les races apporteront leur contribution; qu'à cet égard les Latins sont préparés à y jouer un rôle important, par la direction qu'ils ont gardée sur la culture générale et le mouvement des idées; que l'humanité tout entière s'oriente vers la paix entre les nations, vers l'harmonie entre les classes sociales, et qu'on peut espérer qu'après le siècle de la force le siècle nouveau pourra être celui du droit.



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — INTRODUCTION : LES CAUSES DE LA CONDITION ACTUELLE DU MONDE	1
I. — La guerre franco-allemande	2
II. — La guerre des Balkans	5
III. — L'expansion coloniale	9
IV. — Activité scientifique et économique.	13

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE II. — L'ALLEMAGNE	19
I. — La constitution et les partis.	20
II. — Développement économique	28
III. — L'émigration et les colonies.	34
IV. — La politique allemande	39
CHAPITRE III. — L'AUTRICHE-HONGRIE.	44
I. — Définition et constitution de l'Autriche-Hongrie.	44
II. — Les races de l'Autriche-Hongrie	53
III. — Les ressources et la politique de l'Autriche-Hongrie.	60
CHAPITRE IV. — LA SUISSE.	70
I. — La nationalité suisse.	70
II. — La constitution et la nation suisse	75
III. — Activité économique de la Suisse.	84
CHAPITRE V. — LES PAYS SCANDINAVES.	89
I. — Unité physique et historique des pays scandinaves.	89
II. — La séparation : de Gustave Wasa à Haakon VII.	93
III. — La prospérité de la Scandinavie	99

CHAPITRE VI. — LA HOLLANDE.	104
I. — La formation et la condition politique.	104
II. — La lutte contre la mer.	111
III. — Le grand commerce hollandais.	115
IV. — Conclusion sur les pays germaniques.	119

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII. — LA RUSSIE	123
I. — Le « rassemblement » de la terre russe.	123
II. — L'autocratie.	127
III. — Les idées nouvelles en Russie.	131
IV. — L'exploitation du sol	137

CHAPITRE VIII. — LES BALKANS ET LE LEVANT. — MUSULMANS ET CHRÉTIENS	142
I. — L'empire ottoman. Les races.	142
II. — La renaissance des États chrétiens.	146
III. — La renaissance arabe et égyptienne.	154
IV. — Le croisement des influences dans le Levant	158

CHAPITRE IX. — LES RUSSES EN ASIE	163
I. — Les Russes et les Mongols.	163
II. — La Perse	167
III. — Le Turkestan et le Pamir.	172
IV. — Les Russes en Extrême-Orient.	175
V. — Situation générale de l'Asie Centrale.	178

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE X. — LA FRANCE.	181
I. — Les caractères politiques de la France	181
II. — Situation économique de la France.	188
III. — Les entreprises coloniales de la France.	192
IV. — La politique française.	202

CHAPITRE XI. — LA BELGIQUE	209
I. — Les races et le gouvernement	209
II. — Les ressources.	215
III. — Le Congo.	220

CHAPITRE XII. — L'ITALIE.	225
I. — La nationalité italienne	225
II. — La situation économique de l'Italie.	232
III. — La politique italienne.	238

CHAPITRE XIII. — L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL	245
I. — L'Espagne musulmane.	245
II. — L'Espagne catholique	250
III. — La situation économique de l'Espagne et du Portugal.	255
IV. — Conclusion sur les pays latins	261

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE XIV. — L'ANGLETERRE.	265
I. — Les libertés anglaises	265
II. — L'Empire anglais. — L'Inde	270
III. — L'Angleterre contemporaine	275
IV. — L'état actuel de l'empire anglais.	283
CHAPITRE XV. — L'AMÉRIQUE	290
I. — États-Unis. — La formation de l' « Union »	292
II. — L'Amérique latine.	296
III. — La situation économique de l'Amérique.	300
CHAPITRE XVI. — LES JAUNES	309
I. — Les temps anciens.	309
II. — La poussée des Blancs.	315
III. — Le réveil des Jaunes.	319
IV. — Les ressources	324

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE XVII. — LES RELATIONS INTERNATIONALES	331
I. — Caractères des relations actuelles entre les peuples	332
II. — Les alliances	335
III. — Les armements	340
IV. — Vers la paix.	345
CHAPITRE XVIII. — LE MOUVEMENT DES IDÉES	349
I. — Esprit scientifique et réaliste.	349
II. — La culture littéraire et artistique.	354
III. — Les idées politiques. — L'organisation de la cité	359
IV. — Vers la justice sociale.	364
V. — Conclusion	369



PHILOSOPHIE — HISTOIRE
CATALOGUE
DES
Livres de Fonds

	Pages.		Pages.
BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE.		ANNALES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON	21
Format in-16.....	2	RECUEIL DES INSTRUCTIONS DI- PLOMATIQUES.....	21
Format in-8.....	6	INVENTAIRE ANALYTIQUE DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	21
COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES.....	12	REVUE PHILOSOPHIQUE.....	22
Philosophie ancienne.....	12	REVUE GERMANIQUE.....	22
Philosophie médiévale et mo- derne.....	12	JOURNAL DE PSYCHOLOGIE.....	22
Philosophie anglaise.....	13	REVUE HISTORIQUE.....	22
Philosophie allemande.....	13	ANNALES des SCIENCES POLITIQUES	22
Philosophie anglaise contem- poraine.....	14	JOURNAL DES ÉCONOMISTES.....	22
Philosophie allemande con- temporaire.....	14	REVUE DE L'ÉCOLE D'ANTHRO- POLOGIE.....	22
Philosophie italienne con- temporaire.....	14	REVUE ÉCONOMIQUE INTERNA- TIONALE.....	22
LES MAÎTRES DE LA MUSIQUE.....	14	SOCIÉTÉ POUR L'ÉTUDE PSYCHO- LOGIQUE DE L'ENFANT.....	22
LES GRANDS PHILOSOPHES.....	14	LES DOCUMENTS DU PROGRÈS.....	22
MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT.....	14	BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE IN- TERNATIONALE.....	23
BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE DES SCIENCES SOCIALES.....	15	RÉCENTES PUBLICATIONS NE SE TROUVANT PAS DANS LES COL- LECTIONS PRÉCÉDENTES.....	26
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CON- TEMPORAINE.....	16	TABLE DES AUTEURS.....	31
PUBLICATIONS HISTORIQUES IL- LUSTRÉES.....	49	TABLE DES AUTEURS ÉTUDIÉS.....	32
TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE.....	49		
BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS.....	20		

OUVRAGES PARUS EN 1908 : Voir pages 2, 6, 11, 16, 23, 26.

*On peut se procurer tous les ouvrages
qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires
de France et de l'Étranger.*

*On peut également les recevoir franco par la poste,
sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande
des TIMBRES-POSTE FRANÇAIS ou un MANDAT sur Paris.*

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
PARIS, 6^e

JUIN 1908

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des élèves et des professeurs et pour les distributions de prix des lycées et collèges.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

La *psychologie*, avec ses auxiliaires indispensables, l'*anatomie* et la *physiologie* du système nerveux, la *pathologie mentale*, la *psychologie des races inférieures* et des animaux, les *recherches expérimentales des laboratoires*; — la *logique*; — les *théories générales fondées sur les découvertes scientifiques*; — l'*esthétique*; — les *hypothèses métaphysiques*; — la *criminologie* et la *sociologie*; — l'*histoire des principales théories philosophiques*; tels sont les principaux sujets traités dans cette Bibliothèque. — Un catalogue spécial à cette collection, par ordre de matières, sera envoyé sur demande.

VOLUMES IN-16, BROCHÉS, A 2 FR. 50

Ouvrages parus en 1908 :

- ASLAN (G.), docteur ès lettres. *L'expérience et l'invention en morale.*
 DUGUY, prof. à la Faculté de droit de Bordeaux. *Le droit social et le droit des gens.*
 OSSIP-LOURIE. *Croyance religieuse et croyance intellectuelle.*
 RZEWUSKI. *L'optimisme de Schopenhauer.*
 SCHOPENHAUER. *Ethique, morale et droit.*
 TAÜSSAT (J.) *Le monisme et l'animisme, leur valeur comme hypothèse dans le transformisme.*

Précédemment publiés :

- ALAUZ (V.). *La philosophie de Victor Cousin.*
 ALLIER (R.). **La Philosophie d'Ernest Renan.* 2^e édit. 1903.
 ARRÉAT (L.). **La Morale dans le drame, l'épopée et le roman.* 3^e édition.
 — **Mémoire et imagination (Peintres, Musiciens, Poètes, Orateurs).* 2^e édit.
 — *Les Croyances de demain.* 1898.
 — *Dix ans de philosophie.* 1900.
 — *Le Sentiment religieux en France.* 1903.
 — *Art et Psychologie individuelle.* 1906.
 BALLEZ (G.), professeur à la Faculté de médecine de Paris. *Le Langage intérieur et les diverses formes de l'aphasie.* 2^e édit.
 BAYET (A.). *La morale scientifique.* 2^e édit. 1906.
 BEAUSSIRE, de l'Institut. **Antécédents de l'hégel.* dans la philos. française.
 BERGSON (H.), de l'Institut, professeur au Collège de France. **Le Rire.* Essai sur la signification du comique. 5^e édition. 1908.
 BINET (A.), directeur du lab. de psych. physiol. de la Sorbonne. *La Psychologie du raisonnement, expériences par l'hypnotisme.* 4^e édit. 1907.
 BLONDEL. *Les Approximations de la vérité.* 1900.
 BOS (C.), docteur en philosophie. **Psychologie de la croyance.* 2^e édit. 1905.
 — **Pessimisme, Féminisme, Moralisme.* 1907.
 BOUCHER (M.). *L'hyperespace, le temps, la matière et l'énergie.* 2^e édit. 1905.
 BOUGLÉ, chargé de cours à la Sorbonne. *Les Sciences sociales en Allemagne.* 2^e éd. 1902.
 — **Qu'est-ce que la Sociologie?* 1907.
 BOURDEAU (J.). *Les Maîtres de la pensée contemporaine.* 5^e édit. 1907.
 — *Socialistes et sociologues.* 2^e éd. 1907.
 BOUTROUX, de l'Institut. **De la contingence des lois de la nature.* 6^e éd. 1908.
 BRUNSCHVIGG, professeur au lycée Henri IV, docteur ès lettres. **Introduction à la vie de l'esprit.* 2^e édit. 1906.
 — **L'Idéalisme contemporain.* 1905.
 COIGNET (C.). *L'évolution du protestantisme français au XIX^e siècle.* 1907.
 COSTE (Ad.). *Dieu et l'âme.* 2^e édit. précédée d'une préface par R. Worms. 1903.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

- CRESSON (A.), docteur ès lettres, professeur au lycée de Lyon. *La Morale de Kant*. 2^e édit. (Cour. par l'Institut.)
- *Le Malaise de la pensée philosophique*. 1905.
- *Les bases de la philosophie naturaliste*. 1907.
- DANVILLE (Gaston). *Psychologie de l'amour*. 4^e édit. 1907.
- DAURIAC (L.). *La Psychologie dans l'Opéra français* (Auber, Rossini, Meyerbeer).
- DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. * *L'organisation de la conscience morale. Esquisse d'un art moral positif*. 1906.
- DUGAS, docteur ès lettres. * *Le Psittacisme et la pensée symbolique*. 1896.
- *La Timidité*. 4^e édit. augmentée 1907.
- *Psychologie du rire*. 1902.
- *L'absolu*. 1904.
- DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. * *Le Sourire*, avec 19 figures. 1906.
- DUNAN, docteur ès lettres. *La théorie psychologique de l'Espace*.
- DUPRAT (G.-L.), docteur ès lettres. *Les Causes sociales de la Folie*. 1900.
- *Le Mensonge. Etude psychologique*. 1903.
- DURAND (de Gros). * *Questions de philosophie morale et sociale*. 1902.
- DURKHEIM (Émile), professeur à la Sorbonne. * *Les règles de la méthode sociologique*. 4^e édit. 1907.
- D'EICHTHAL (Eug.) (de l'Institut). *Les Problèmes sociaux et le Socialisme*. 1899.
- ENCAUSSE (Papus). *L'occultisme et le spiritualisme*. 2^e édit. 1903.
- ESPINAS (A.), de l'Institut. * *La Philosophie expérimentale en Italie*.
- FAIVRE (E.). *De la Variabilité des espèces*.
- FÉRÉ (Ch.). *Sensation et Mouvement. Étude de psycho-mécanique*, avec fig. 2^e éd.
- *Bégénérescence et Criminalité*, avec figures. 4^e édit. 1907.
- FERRI (E.). * *Les Criminels dans l'Art et la Littérature*. 3^e édit. 1908.
- FIERENS-GEVAERT. *Essai sur l'Art contemporain*. 2^e éd. 1903. (Cour. par l'Ac. fr.)
- *La Tristesse contemporaine*, 5^e édit. 1908. (Couronné par l'Institut.)
- * *Psychologie d'une ville. Essai sur Bruges*. 2^e édit. 1902.
- *Nouveaux essais sur l'Art contemporain*. 1903.
- FLEURY (Maurice de). *L'Âme du criminel*. 2^e édit. 1907.
- FONSEGRIVE, professeur au lycée Buffon. *La Causalité efficiente*. 1893.
- FOUILLÉE (A.), de l'Institut. *La propriété sociale et la démocratie*.
- FOURNIÈRE (E.). *Essai sur l'individualisme*. 1901.
- GAUCKLER. *Le Beau et son histoire*.
- GELEY (D^r G.). * *L'être subconscient*. 2^e édit. 1905.
- GOBLOT (E.), professeur à l'Université de Lyon. *Justice et liberté*. 2^e éd. 1907.
- GODFERNAUX (G.), docteur ès lettres. *Le Sentiment et la Pensée*, 2^e éd. 1906.
- GRASSET (J.), professeur à la Faculté de médecine de Montpellier. *Les limites de la biologie*. 5^e édit. 1907. Préface de Paul BOURGET, de l'Académie française.
- GREEF (de). *Les Lois sociologiques*. 4^e édit. revue. 1908.
- GUYAU. * *La Genèse de l'idée de temps*. 2^e édit.
- HARTMANN (E. de). *La Religion de l'avenir*. 7^e édit. 1908.
- *Le Darwinisme, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine*. 8^e édit.
- HERBERT SPENCER. * *Classification des sciences*. 8^e édit.
- *L'Individu contre l'État*. 5^e édit.
- HERCKENRATH. (G.-R.-C.) *Problèmes d'Esthétique et de Morale*. 1897.
- JAELL (M^{me}). *L'intelligence et le rythme dans les mouvements artistiques*.
- JAMES (W.). *La théorie de l'émotion*, préf. de G. DUMAS. 2^e édition. 1906.
- JANET (Paul), de l'Institut. * *La Philosophie de Lamennais*.
- JANKELEWITCH (D^r). * *Nature et Société. Essai d'une application du point de vue finaliste aux phénomènes sociaux*. 1906.
- LACHELIER (J.), de l'Institut. *Du fondement de l'induction*, 5^e édit. 1907.
- * *Études sur le syllogisme*, suivies de l'observation de Platner et d'une note sur le « Philèbe ». 1907.
- LAISANT (C.). *L'Éducation fondée sur la science*. Préface de A. NAQUET. 2^e éd. 1905.
- LAMPÉRIÈRE (M^{me} A.). * *Rôle social de la femme*, son éducation. 1898.
- LANDRY (A.), agrégé de philos., docteur ès lettres. *La responsabilité pénale*. 1902.
- LANGE, professeur à l'Université de Copenhague. * *Les Émotions*, étude psychologique, traduit par G. Dumas. 2^e édit. 1902.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

- LAPIE, professeur à l'Université de Bordeaux. **La Justice par l'État**. 1899.
- LAUGEL (Auguste). **L'Optique et les Arts**.
- LE BON (D^r Gustave). * **Lois psychologiques de l'évolution des peuples**. 8^e édit.
— * **Psychologie des foules**. 13^e édit.
- LÉCHALAS. * **Étude sur l'espace et le temps**. 1895.
- LE DANTEC, chargé du cours d'Embryologie générale à la Sorbonne. **Le Déterminisme biologique et la Personnalité consciente**. 3^e édit. 1908.
— * **L'Individualité et l'Erreur individualiste**. 3^e édit. 1908.
— * **Lamarckiens et Darwiniens**. 3^e édit. 1908.
- LEFÈVRE (G.), prof. à l'Univ. de Lille. **Obligation morale et idéalisme** 1895.
- LIARD, de l'Inst., vice-rect. de l'Acad. de Paris. * **Les Logiciens anglais contemp.** 5^e éd.
— **Des définitions géométriques et des définitions empiriques**. 3^e édit.
- LICHTENBERGER (Henri), maître de conférences à la Sorbonne. * **La philosophie de Nietzsche**. 11^e édit. 1908.
— * **Friedrich Nietzsche. Aphorismes et fragments choisis**. 4^e édit. 1908.
- LODGE (Sir Oliver). * **La Vie et la Matière**, trad. de l'anglais par J. MAXWELL. 1907.
- LOMBROSO. **L'Anthropologie criminelle et ses récents progrès**. 4^e édit. 1901.
- LUBBOCK (Sir John). * **Le Bonheur de vivre**. 2 volumes. 10^e édit. 1907.
— * **L'Emploi de la vie**. 7^e éd. 1908.
- LYON (Georges), recteur de l'Académie de Lille. * **La Philosophie de Hobbes**.
- MARGUERY (E.). **L'Œuvre d'art et l'évolution**. 2^e édit. 1905
- MAUXION, prof. à l'Univ. de Poitiers. * **L'éducation par l'instruction (Herbart)**.
— * **Essai sur les éléments et l'évolution de la moralité**. 1904.
- MILHAUD (G.), professeur à l'Université de Montpellier. * **Le Rationnel**. 1898.
— * **Essai sur les conditions et les limites de la Certitude logique**. 2^e édit. 1898.
- MOSSO. * **La Peur**. Étude psycho-physiologique (avec figures). 4^e édit. revue 1908.
— * **La Fatigue intellectuelle et physique**, trad. Langlois. 5^e édit.
- MJRISIER (E.). * **Les Maladies du sentiment religieux**. 2^e édit. 1903.
- NAVILLE (A.), prof. à l'Univ. de Genève. **Nouvelle classification des sciences**. 2^e édit. 1901.
- NORDAU (Max). * **Paradoxes psychologiques**, trad. Dietrich. 6^e édit. 1907.
— **Paradoxes sociologiques**, trad. Dietrich. 5^e édit. 1907.
— * **Psycho-physiologie du Génie et du Talent**, trad. Dietrich. 4^e édit. 1906.
- NOVICOW (J.). **L'Avenir de la Race blanche**. 2^e édit. 1903.
- OSSIP-LOURIÉ, lauréat de l'Institut. **Pensées de Tolstoï**. 2^e édit. 1902
— * **Nouvelles Pensées de Tolstoï**. 1903.
— * **La Philosophie de Tolstoï**. 3^e édit. 1908.
— * **La Philosophie sociale dans le théâtre d'Ibsen**. 1900.
— **Le Bonheur et l'Intelligence**. 1904.
- PALANTE (G.), agrégé de l'Université. **Précis de sociologie**. 2^e édit. 1903.
- PAULHAN (Fr.). **Les Phénomènes affectifs et les lois de leur apparition**. 2^e éd. 1901.
— * **Psychologie de l'invention**. 1900.
— * **Analystes et esprits synthétiques**. 1903.
— * **La fonction de la mémoire et le souvenir affectif**. 1904.
- PHILIPPE (J.). * **L'Image mentale**, avec fig. 1903.
- PHILIPPE (J.) et PAUL-BONCOUR (J.). **Les anomalies mentales chez les écoliers**.
Ouvrage couronné par l'Institut. 2^e éd. 1907.
- PILLON (F.). * **La Philosophie de Ch. Secrétan**. 1898.
- PIOGER (D^r Julien). **Le Monde physique**, essai de conception expérimentale. 1893.
- PROAL (Louis), conseiller à la Cour d'appel de Paris. **L'éducation et le suicide des enfants**. Étude psychologique et sociologique. 1907.
- QUEYRAT, prof. de l'Univ. * **L'Imagination et ses variétés chez l'enfant**. 3^e édit.
— * **L'Abstraction, son rôle dans l'éducation intellectuelle**. 2^e édit. revue. 1907.
— * **Les Caractères et l'éducation morale**. 3^e éd. 1907.
— * **La logique chez l'enfant et sa culture**. 3^e édit. revue. 1907.
— * **Les jeux des enfants**. 2^e édit. 1908
- RAGEOT (G.). **Les savants et la philosophie**. 1907.
- REGNAUD (P.), professeur à l'Université de Lyon. **Logique évolutionniste**. 1897.
— **Comment naissent les mythes**. 1897.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16 à 2 fr. 50 le vol.

- RENARD (Georges), prof. au Collège de France. *Le régime socialiste*. 6^e éd. 1907.
- RÉVILLE (A.), Histoire du dogme de la Divinité de Jésus-Christ. 4^e éd. 1907.
- REY (A.), chargé de cours à l'Université de Dijon. **L'énergétique et le mécanisme au point de vue des conditions de la connaissance*. 1907.
- RIBOT (Th.), de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, directeur de la *Revue philosophique*. *La Philosophie de Schopenhauer*. 11^e édition.
- * *Les Maladies de la mémoire*. 20^e éd.
- * *Les Maladies de la volonté*. 24^e éd.
- * *Les Maladies de la personnalité*. 14^e éd.
- * *La Psychologie de l'attention*. 10^e éd.
- RICHARD (G.), prof. à l'Univ. de Bordeaux. * *Socialisme et Science sociale*. 2^e éd.
- RICHEL (Ch.), prof. à l'Univ. de Paris. *Essai de psychologie générale*. 7^e éd. 1907.
- ROBERTY (E. de). *L'Inconnaissable, sa métaphysique, sa psychologie*.
- *L'Agnosticisme. Essai sur quelques théories pessim. de la connaissance*. 2^e éd.
- *La Recherche de l'Unité*. 1893.
- * *Le Bien et le Mal*. 1896.
- *Le Psychisme social*. 1897.
- *Les Fondements de l'Éthique*. 1898.
- *Constitution de l'Éthique*. 1901.
- *Frédéric Nietzsche*. 3^e éd. 1903.
- ROEHRICH (E.). *L'attention spontanée et volontaire. Son fonctionnement, ses lois, son emploi dans la vie pratique*. (Récompensé par l'Institut.) 1907.
- ROGUES DE FURSAC (J.). *Un mouvement mystique contemporain. Le réveil religieux au Pays de Galles (1904-1905)*. 1907.
- ROISEL. *De la Substance*.
- *L'Idée spiritualiste*. 2^e éd. 1901.
- ROUSSEL-DESPIERRES. *L'Idéal esthétique. Philosophie de la beauté*. 1904.
- SCHOPENHAUER. * *Le Fondement de la morale*, trad. par M. A. Burdeau. 9^e éd.
- * *Philosophie et philosophes*, trad. Dietrich. 1907.
- * *Le Libre arbitre*, trad. par M. Salomon Reinach, de l'Institut. 10^e éd.
- *Pensées et Fragments*, avec intr. par M. J. Bourdeau. 22^e éd.
- * *Écrivains et style*. Traduct. Dietrich. 2^e éd. 1908.
- * *Sur la Religion*. Traduct. Dietrich. 1906.
- SOLLIER (D^r P.). *Les Phénomènes d'autoscopie*, avec fig. 1903.
- * *Essai critique et théorique sur l'association en psychologie*. 1907.
- SOURIAU (P.), prof. à l'Université de Nancy. * *La Réverie esthétique*. 1906.
- STUART MILL. * *Auguste Comte et la Philosophie positive*. 8^e éd. 1907.
- * *L'Utilitarisme*. 5^e éd. revue. 1908.
- *Correspondance inédite avec Gust. d'Eichthal (1828-1842) — (1864-1871)*.
- *La Liberté*, avant-propos, introduction et traduc. par DUPONT-WHITE. 3^e éd.
- SULLY PRUDHOMME, de l'Académie française. * *Psychologie du libre arbitre suivi de Définitions fondamentales des idées les plus générales et des idées les plus abstraites*. 1907.
- et Ch. RICHEL. *Le problème des causes finales*. 4^e éd. 1907.
- SWIFT. *L'Éternel conflit*. 1901.
- TANON (L.). * *L'Évolution du droit et la Conscience sociale*. 2^e éd. 1905.
- TARDE, de l'Institut. *La Criminalité comparée*. 6^e éd. 1907.
- * *Les Transformations du Droit*. 5^e éd. 1906.
- * *Les Lois sociales*. 5^e éd. 1907.
- THAMIN (R.), recteur de l'Acad. de Bordeaux. * *Éducation et Positivisme*. 2^e éd.
- THOMAS (P. Félix). * *La suggestion, son rôle dans l'éducation*. 4^e éd. 1907.
- * *Morale et éducation*, 2^e éd. 1905.
- TISSIÉ. * *Les Rêves*, avec préface du professeur Azam. 2^e éd. 1898.
- WUNDT. *Hypnotisme et Suggestion*. Étude critique, traduit par M. Keller. 3^e éd. 1905.
- ZELLER. *Christian Baur et l'École de Tubingue*, traduit par M. Ritter.
- ZIEGLER. *La Question sociale est une Question morale*, trad. Palante. 3^e éd.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.**BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE**

VOLUMES IN-8, BROCHÉS

à 3 fr. 75, 5 fr., 7 fr. 50, 10 fr., 12 fr. 50 et 15 fr.

Ouvrages parus en 1908 :

- BAYET (A.). L'idée de bien. Essai sur le principe de l'art moral rationnel. 3 fr. 75.
 BERTHELOT (R.). Evolutionisme et platonisme. 5 fr.
 BLOCH (C.), docteur ès lettres. La philosophie de Newton. 10 fr.
 BOIRAC (E.), recteur de l'Académie de Dijon. La psychologie inconnue. Introduction et contribution à l'étude expérimentale des sciences psychiques. 5 fr.
 BOUGLÉ, chargé de cours à la Sorbonne. Essais sur le régime des castes. (*Travaux de l'Année sociologique publiés sous la direction de M. Emile Durkheim*). 5 fr.
 CHIDE (A.), agrégé de philosophie. Le Mobilisme moderne. 5 fr.
 DELACROIX (H.), professeur à l'Université de Caen. Études d'histoire et de psychologie du mysticisme. Les grands mystères chrétiens. 10 fr.
 DWELSHAUVERS, prof. à l'Univ. nouvelle de Bruxelles. La Synthèse mentale. 5 fr.
 ENRIQUEZ. Les problèmes de la science et la logique. 5 fr.
 GRASSET (J.). Introduction physiologique à l'étude de la philosophie. *Conférences sur la physiologie du système nerveux de l'homme*. Avec figures. 5 fr.
 HANNEQUIN, prof. à l'Univ. de Lyon. Études d'histoire des sciences et d'histoire de la philosophie, préface de R. THAMIN, introduction de J. GRUSJEAN. 2 vol. 15 fr.
 HARTENBERG (D^r P.). *Physionomie et caractère. Essai de physiognomonie scientifique*. Avec figures. 5 fr.
 HOFFDING (H.), prof. à l'Univ. de Copenhague. Philosophie de la religion. 7 fr. 50
 IOTEYKO et STEFANOWSKA. Psychologie et physiologie de la douleur. 5 fr.
 JASTROW (J.), prof. à l'Univ. de Wisconsin. La Subconscience. Préface de P. JANET. 7 fr. 50
 LALO (Ch.), docteur ès lettres. Esthétique musicale scientifique. 5 fr.
 — L'esthétique expérimentale contemporaine. 3 fr. 75
 LANESSAN (J.-L. de). La Morale naturelle. 10 fr.
 MEYERSON (E.). Identité et réalité. 7 fr. 50
 PILLOH (F.). Année philosophique, 18^e année, 1907. 5 fr.
 RENOUVIER (Ch.), de l'Institut. * *Science de la Morale*. Nouv. édit. 2 vol. 15 fr.
 REVAULT d'ALLONNES (G.), docteur ès lettres. Psychologie d'une religion. Guillaume Monod (1800-1896). 5 fr.
 — *Les Inclinations*. Leur rôle dans la psychologie des sentiments. 3 fr. 75
 ROBERTY (E. de). Sociologie de l'action. *La genèse sociale de la raison et les origines rationnelles de l'action*. 7 fr. 50
 RUSSELL. La philosophie de Leibniz. Préface de M. LÉVY-BRUHL. 5 fr.

Précédemment publiés :

- ADAM, recteur de l'Académie de Nancy. * *La Philosophie en France* (première moitié du XIX^e s.). 7 fr. 50
 ARRÉAT. * *Psychologie du peintre*. 5 fr.
 AUBRY (D^r P.). *La Contagion du meurtre*. 1896. 3^e édit. 5 fr.
 BAIN (Alex.). *La Logique inductive et déductive*. Trad. Compayré. 2 vol. 3^e éd. 20 fr.
 — * *Les Sens et l'Intelligence*. Trad. Gazelles. 3^e édit. 10 fr.
 BALDWIN (Mark), professeur à l'Université de Princeton (États-Unis). *Le Développement mental chez l'enfant et dans la race*. Trad. Nourry. 1897. 7 fr. 50
 BARDOUX (J.). * *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises belliqueuses*. (Couronné par l'Académie française). 1906. 7 fr. 50
 — *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les crises politiques. Protectionnisme et Radicalisme*. 1907. 5 fr.
 BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, de l'Institut. *La Philosophie dans ses rapports avec les sciences et la religion*. 5 fr.
 BARZELOTTI, prof. à l'Univ. de Rome. * *La Philosophie de H. Taine*. 1900. 7 fr. 50
 BAZAILLAS (A.), docteur ès lettres. * *La Vie personnelle*. 1905. 5 fr.
 — *Musique et inconscience. Introduction à la psychologie de l'inconscient*. 1907. 5 fr.
 BELOT (G.), prof. au lycée Louis-le-Grand. *Études de morale positive*. (Récompensé par l'Institut.) 1907. 7 fr. 50
 BERGSON (H.), de l'Institut. * *Matière et mémoire*. 5^e édit. 1908. 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

- BERGSON (H.), *Essai sur les données immédiates de la conscience*. 6^e édit. 1908. 5 fr. 75
 — * *L'Evolution créatrice*. 4^e édit. 1908. 7 fr. 50
 BERTRAND, prof. à l'Université de Lyon. * *L'Enseignement intégral*. 1898. 5 fr.
 — *Les Études dans la démocratie*. 1900. 5 fr.
 BINET (A.). * *Les révélations de l'écriture*, avec 67 grav. 5 fr.
 BOIRAC (Émile), recteur de l'Académie de Dijon. * *L'Idée du Phénomène*. 5 fr.
 BOUGLÉ, chargé de cours à la Sorbonne. * *Les Idées égalitaires*. 2^e édit. 1908. 3 fr. 75
 BOURDEAU (L.). *Le Problème de la mort*. 4^e édition. 1904. 5 fr.
 — *Le Problème de la vie*. 1901. 7 fr. 50
 BOURDON, prof. à l'Univ. de Rennes. * *L'Expression des émotions*. 7 fr. 50
 BOUTROUX (E.), de l'Inst. *Études d'histoire de la philosophie*. 3^e éd. 1908. 7 fr. 50
 BRAUNSCHVIG, doct. ès lettres. *Le sentiment du beau et le sentiment poétique*. 1904. 3 fr. 75
 BRAY (L.). *Du beau*. 1902. 5 fr.
 BROCHARD (V.), de l'Institut. *De l'Erreur*. 2^e édit. 1897. 5 fr.
 BRUNSCHVIG (E.), prof. au lycée Henri IV, doct. èslett. *La Modalité du jugement*. 5 fr.
 — * *Spinoza*. 2^e édit. 1906. 3 fr. 75
 CARRAU (Ludovic), prof. à la Sorbonne. *Philosophie religieuse en Angleterre*. 5 fr.
 CHABOT (Ch.), prof. à l'Univ. de Lyon. * *Nature et Moralité*. 1897. 5 fr.
 CLAY (R.). * *L'Alternative, Contribution à la Psychologie*. 2^e édit. 10 fr.
 COLLINS (Howard). * *La Philosophie de Herbert Spencer*, 4^e édit. 1904. 10 fr.
 COSENTINI (F.). *La Sociologie génétique. Pensées et vie sociale préhist.* 1905. 3 fr. 75
 COSTE. *Les Principes d'une sociologie objective*. 3 fr. 75
 — *L'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise*. 1900. 10 fr.
 COUTURAT (L.). *Les principes des mathématiques*. 1906. 5 fr.
 CRÉPIEUX-JAMIN. *L'Écriture et les Caractères*. 4^e édit. 1897. 7 fr. 50
 CRESSON, doct. ès lettres. *La Morale de la raison théorique*. 1903. 5 fr.
 DAURIAC (L.). * *Essai sur l'esprit musical*. 1904. 5 fr.
 DE LA GRASSERIE (R.), lauréat de l'Institut. *Psychologie des religions*. 1899. 5 fr.
 DELBOS (V.), prof. adjoint à la Sorbonne. * *La philosophie pratique de Kant*. 1905. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 12 fr. 50
 DELVAILLE (J.), agr. de philosophie. *La vie sociale et l'éducation*. 1907. 3 fr. 75
 DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. * *Religion, critique et philosophie positive chez Pierre Bayle*. 1906. 7 fr. 50
 DRAGHICESCO (D.), prof. à l'Univ. de Bucarest. *L'Individu dans le déterminisme social*. 7 fr. 50
 — * *Le problème de la conscience*. 1907. 7 fr. 75
 DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. * *La Tristesse et la Joie*. 1900. 7 fr. 50
 — *Psychologie de deux messies. Saint-Simon et Auguste Comte*. 1905. 5 fr.
 DUPRAT (G. L.), docteur ès lettres. *L'Instabilité mentale*. 1899. 5 fr.
 DUPROIX (P.), doyen de la Fac. des lettres de l'Univ. de Genève. * *Kant et Fichte et le problème de l'éducation*. 2^e édit. (Cour. par l'Acad. franc.) 5 fr.
 DURAND (DE Gros). *Aperçus de taxinomie générale*. 1898. 5 fr.
 — *Nouvelles recherches sur l'esthétique et la morale*. 1899. 5 fr.
 — *Variétés philosophiques*. 2^e édit. revue et augmentée. 1900. 5 fr.
 DURKHEIM, prof. à la Sorbonne. * *De la division du travail social*. 2^e édit. 1901. 7 fr. 50
 — *Le Suicide, étude sociologique*. 1897. 7 fr. 50
 — * *L'année sociologique* : 10 années parues.
 1^{re} Année (1896-1897). — DURKHEIM : *La prohibition de l'inceste et ses origines*. — G. SIMMEL : *Comment les formes sociales se maintiennent*. — *Analyses des travaux de sociologie publiés du 1^{er} Juillet 1896 au 30 Juin 1897*. 10 fr.
 2^e Année (1897-1898). — DURKHEIM : *De la définition des phénomènes religieux*. — HUBERT et MAUSS : *La nature et la fonction du sacrifice*. — *Analyses*. 10 fr.
 3^e Année (1898-1899). — RATZEL : *Le sol, la société, l'État*. — RICHARD : *Les crises sociales et la criminalité*. — STEINMETZ : *Classif. des types sociaux*. — *Analyses*. 10 fr.
 4^e Année (1899-1900). — BOUGLÉ : *Remarques sur le régime des castes*. — DURKHEIM : *Deux lois de l'évolution pénale*. — CHARMONT : *Notes sur les causes d'extinction de la propriété corporative*. *Analyses*. 10 fr.
 5^e Année (1900-1901). — F. SIMIAND : *Remarques sur les variations du prix du charbon au XIX^e siècle*. — DURKHEIM : *Sur le Totémisme*. — *Analyses*. 10 fr.
 6^e Année (1901-1902). — DURKHEIM et MAUSS : *De quelques formes primitives de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives*. — BOUGLÉ : *Les théories récentes sur la division du travail*. — *Analyses*. 12 fr. 50

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

- 7^e Année (1902-1903). — HUBERT et MAUSS: *Théorie générale de la magie*. — *Anal.* 12 fr. 50
 8^e Année (1903-1904). — H. BOURGIN: *La boucherie à Paris au XIX^e siècle*. —
 — E. DURKHEIM: *L'organisation matrimoniale australienne*. — *Analyses.* 12 fr. 50
 9^e Année (1904-1905). — A. MEILLET: *Comment les noms changent de sens*. — MAUSS
 et BEUCHAT: *Les variations saisonnières des sociétés eskimos*. — *Anal.* 12 fr. 50
 10^e Année (1905-1906). — P. HUVELIN: *Magie et droit industriel*. — R. HERTZ:
 Contribution à une étude sur la représentation collective de la mort. —
 — C. BOUGLÉ: *Note sur le droit et la caste en Inde*. — *Analyses.* 12 fr. 50
 EGGER (V.), prof. à la Fac. des lettres de Paris. *La parole intérieure*. 2^e éd. 1904. 5 fr.
 ESPINAS (A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. **La Philosophie sociale du*
XVIII^e siècle et la Révolution française. 1898. 7 fr. 50
 EVELLIN (F.), de l'Institut. *La Raison pure et les antinomies*. Essai critique
 sur la philosophie kantienne. (*Couronné par l'Institut.*) 1907. 5 fr.
 FERRERO (G.). *Les Lois psychologiques du symbolisme*. 1895. 5 fr.
 FERRI (Enrico). *La Sociologie criminelle*. Traduction L. TERRIER. 1905. 10 fr.
 FERRI (Louis). *La Psychologie de l'association*, depuis Hobbes. 7 fr. 50
 FINOT (J.). *Le préjugé des races*. 3^e éd. 1908. (Récomp. par l'Institut). 7 fr. 50
 — *La philosophie de la longévité*. 12^e éd. refondue. 1908. 5 fr.
 FONSEGRIVE, prof. au lycée Buffon. **Essai sur le libre arbitre*. 2^e éd. 1895. 10 fr.
 FOUCAULT, maître de conf. à l'Univ. de Montpellier. *La psychophysique*. 1901 7 fr. 50
 — *Le Réve*. 1906. 5 fr.
 FOUILLÉE (Alf.), de l'Institut. **La Liberté et le Déterminisme*. 5^e éd. 7 fr. 50
 — *Critique des systèmes de morale contemporains*. 5^e éd. 7 fr. 50
 — **La Morale, l'Art, la Religion, d'après GUYAU*. 6^e éd. augm. 3 fr. 75
 — *L'Avenir de la Métaphysique fondée sur l'expérience*. 2^e éd. 5 fr.
 — **L'Évolutionnisme des idées-forces*. 4^e éd. 7 fr. 50
 — **La Psychologie des idées-forces*. 2 vol. 2^e éd. 15 fr.
 — **Tempérament et caractère*. 3^e éd. 7 fr. 50
 — *Le Mouvement positiviste et la conception sociol. du monde*. 2^e éd. 7 fr. 50
 — *Le Mouvement idéaliste et la réaction contre la science posit.* 2^e éd. 7 fr. 50
 — **Psychologie du peuple français*. 3^e éd. 7 fr. 50
 — **La France au point de vue moral*. 3^e éd. 7 fr. 50
 — **Esquisse psychologique des peuples européens*. 4^e éd. 1903. 10 fr.
 — **Nietzsche et l'immoralisme*. 2^e éd. 1903. 5 fr.
 — **Le moralisme de Kant et l'amoralisme contemporain*. 2^e éd. 1905. 7 fr. 50
 — **Les éléments sociologiques de la morale*. 2^e éd. 1905. 7 fr. 50
 — **Morale des idées-forces*. 1907. 7 fr. 50
 FOURNIÈRE (E.). **Les théories socialistes au XIX^e siècle*. 1904. 7 fr. 50
 FULLIQUET. *Essai sur l'obligation morale*. 1898. 7 fr. 50
 GAROFALO, prof. à l'Université de Naples. *La Criminologie*. 5^e éd. refondue. 7 fr. 50
 — *La Superstition socialiste*. 1895. 5 fr.
 GÉRARD-VARET, prof. à l'Univ. de Dijon. *L'Ignorance et l'Irréflexion*. 1899. 5 fr.
 GLEY (D^r E.), professeur au Collège de France. *Études de psychologie physiolo-*
gique et pathologique, avec fig. 1903. 5 fr.
 GOBLOT (E.), Prof. à l'Université de Lyon. **Classification des sciences*. 1898. 5 fr.
 GORY (G.). *L'Immanence de la raison dans la connaissance sensible*. 5 fr.
 GRASSET (J.), prof. à l'Univ. de Montpellier. *Demifous et demiresponsables*.
 2^e éd. 1908. 5 fr.
 GREEF (de), prof. à l'Univ. nouvelle de Bruxelles. *Le Transformisme social*. 7 fr. 50
 — *La Sociologie économique*. 1904. 3 fr. 75
 GROOS (K.), prof. à l'Université de Bâle. **Les jeux des animaux*. 1902. 7 fr. 50
 GURNEY, MYERS et PODMORE. *Les Hallucinations télépathiques*, 4^e éd. 7 fr. 50
 GUYAU (M.). **La Morale anglaise contemporaine*. 5^e éd. 7 fr. 50
 — *Les Problèmes de l'esthétique contemporaine*. 6^e éd. 5 fr.
 — *Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction*. 9^e éd. 5 fr.
 — *L'Irréligion de l'avenir, étude de sociologie*. 12^e éd. 7 fr. 50
 — **L'Art au point de vue sociologique*. 7^e éd. 7 fr. 50
 — **Éducation et Héritéité, étude sociologique*. 10^e éd. 5 fr.
 HALÉVY (Élie), d^r ès lettres. **Formation du radicalisme philosoph.*, 3 v., chacun 7 fr. 50
 HAMELIN (O.). **Les éléments principaux de la Représentation*. 1907. 7 fr. 50
 HANNEQUIN, prof. à l'Univ. de Lyon. *L'hypothèse des atomes*. 2^e éd. 1899. 7 fr. 50
 HARTENBERG (D^r Paul). *Les Timides et la Timidité*. 2^e éd. 1904. 5 fr.
 HÉBERT, (Marcel). *L'Évolution de la foi catholique*. 1905. 5 fr.
 — **Le divin. Expériences et hypothèses, études psychologiques*. 1907. 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

- HÉMON (C.), agrégé de philosophie. * *La philosophie de Sully Prudhomme*. Préface de SULLY PRUDHOMME. 1907. 7 fr. 50
- HERBERT SPENCER. * *Les premiers Principes*. Traduc. Cazelles. 11^e édit. 10 fr.
- * *Principes de biologie*. Traduct. Cazelles. 5^e édit. 2 vol. 20 fr.
- * *Principes de psychologie*. Trad. par MM. Ribot et Espinas. 2 vol. 20 fr.
- * *Principes de sociologie*. 5 vol. : Tome I. *Données de la sociologie*. 10 fr. — Tome II. *Inductions de la sociologie. Relations domestiques*. 7 fr. 50. — Tome III. *Institutions cérémonielles et politiques*. 15 fr. — Tome IV. *Institutions ecclésiastiques*. 3 fr. 75. — Tome V. *Institutions professionnelles*. 7 fr. 50.
- * *Essais sur le progrès*. Trad. A. Burdeau. 5^e éd. 7 fr. 50
- *Essais de politique*. Trad. A. Burdeau. 4^e édit. 7 fr. 50
- *Essais scientifiques*. Trad. A. Burdeau. 3^e édit. 7 fr. 50
- * *De l'Éducation physique, intellectuelle et morale*. 13^e édit. 5 fr.
- *Justice*. Traduc. Castelot. 7 fr. 50
- *Le rôle moral de la bienfaisance*. Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
- *La Morale des différents peuples*. Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
- *Problèmes de morale et de sociologie*. Trad. H. de Varigny. 7 fr. 50
- * *Une Autobiographie*. Trad. et adaptation par H. de Varigny. 10 fr.
- HIRTH (G.). * *Physiologie de l'Art*. Trad. et introd. de L. Arréat. 5 fr.
- HÖFFDING, prof. à l'Univ. de Copenhague. *Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience*. Trad. L. POITEVIN. Préf. de Pierre JANET. 3^e éd. 1905. 7 fr. 50
- * *Histoire de la Philosophie moderne*. Préf. de V. DELBOS. 2^e éd. 1908. 2 vol. 10 fr.
- *Philosophes contemporains*, trad. Tremesaygues. 1908, 2^e édit. revue. 3 fr. 75
- ISAMBERT (G.), d^r ès lettres. *Les idées socialistes en France (1815-1848)*. 1905. 7 fr. 50
- IZOULET, prof. au Collège de France. *La Cité moderne*. 7^e édition. 1908. 40 fr.
- JACOBY (D^r P.). *Études sur la sélection chez l'homme*. 2^e édition. 1904. 10 fr.
- JANET (Paul), de l'Institut. * *Œuvres philosoph. de Leibniz*. 2^e édit. 2 vol. 20 50
- JANET (Pierre), prof. au Collège de France. * *L'Automatisme psychologique*. 5^e éd. 7 fr. 50
- JAURES (J.), docteur ès lettres. *De la réalité du monde sensible*. 2^e éd. 1902. 7 fr. 50
- KARPPE (S.), doct. ès lettres. *Essais de critique d'histoire et de philosophie*. 3 fr. 75
- KEIM (A.), docteur ès lettres. * *Helvétius, sa vie, son œuvre*. 1907. 10 fr.
- LACOMBE (P.). *Psychologie des individus et des sociétés chez Taine*. 1906. 7 fr. 50
- LALANDE (A.), maître de conférences à la Sorbonne. * *La Dissolution opposée à l'évolution*, dans les sciences physiques et morales. 1899. 7 fr. 50
- LANDRY (A.), docteur ès lettres. * *Principes de morale rationnelle*. 1906. 5 fr.
- LANESSAN (J.-L. de). * *La Morale des religions*. 1905. 10 fr.
- LANG (A.). * *Mythes, Cultes et Religions*. Introd. de Léon Marillier. 1896. 10 fr.
- LAPIE (P.), professeur à l'Univ. de Bordeaux. *Logique de la volonté*. 1902. 7 fr. 50
- LAUVRIÈRE, docteur ès lettres. *Edgar Poë. Sa vie et son œuvre*. 1904. 10 fr.
- LAVELEYE (de). * *De la Propriété et de ses formes primitives*. 5^e édit. 10 fr.
- * *Le Gouvernement dans la démocratie*. 2 vol. 3^e édit. 1896. 15 fr.
- LE BON (D^r Gustave). * *Psychologie du socialisme*. 5^e éd. refondue. 1907. 7 fr. 50
- LECHALAS (G.). * *Études esthétiques*. 1902. 5 fr.
- LECHARTIER (G.). *David Hume, moraliste et sociologue*. 1900. 5 fr.
- LECLÈRE (A.), prof. à l'Univ. de Berne. *Essai critique sur le droit d'affirmer*. 5 fr.
- LE DANTÈC, chargé de cours à la Sorbonne. * *L'unité dans l'être vivant*. 1902. 7 fr. 50
- * *Les Limites du connaissable, la vie et les phénom. naturels*. 3^e éd. 1908. 3 fr. 75
- LÉON (Xavier). * *La philosophie de Fichte*, Préf. de E. BOUTROUX, 1902. (Cour. par l'Institut.) 10 fr.
- LEROY (E. Bernard). *Le Langage. Sa fonction normale et pathol.* 1905. 5 fr.
- LÉVY (A.), professeur à l'Univ. de Nancy. *La philosophie de Feuerbach*. 1904. 10 fr.
- LÉVY-BRUHL (L.), professeur à la Sorbonne. * *La Philosophie de Jacobi*. 1894. 5 fr.
- * *Lettres de J.-S. Mill à Auguste Comte, et les réponses de Comte et une introduction*. 1899. 10 fr.
- * *La Philosophie d'Auguste Comte*. 2^e édit. 1905. 7 fr. 50
- * *La Morale et la Science des mœurs*. 3^e édit. 1907. 5 fr.
- LIARD, de l'Institut, vice-recteur de l'Acad. de Paris. * *Descartes*, 2^e éd. 1903. 5 fr.
- * *La Science positive et la Métaphysique*, 5^e édit. 7 fr. 50
- LICHTENBERGER (H.), maître de conférences à la Sorbonne. * *Richard Wagner, poète et penseur*. 4^e édit. revue. 1907. (Couronné par l'Académie franç.) 10 fr.
- *Henri Heine penseur*. 1905. 3 fr. 75
- LOMBROSO. * *L'Homme criminel*. 2^e éd., 2 vol. et atlas. 1895. 36 fr.

Suite de la Bibliothèque de philosophie contemporaine, format in-8.

- LOMBROSO. *Le Crime. Causes et remèdes.* 2^e édit. 10 fr.
- LOMBROSO et FERRERO. *La femme criminelle et la prostituée.* 15 fr.
- LOMBROSO et LASCHI. *Le Crime politique et les Révolutions.* 2 vol. 15 fr.
- LUBAC, agr. de philos. * *Psychologie rationnelle.* Préf. de H. BERGSON. 1904. 3 fr. 75
- LUQUET (G.-H.), agrégé de philosop. * *Idées générales de psychologie.* 1906. 5 fr.
- LYON (G.), recteur à Lille. * *L'Idéalisme en Angleterre au XVIII^e siècle.* 7 fr. 50
- *Enseignement et religion. Etudes philosophiques.* 3 fr. 75
- MALAPERT (P.), docteur ès lettres, prof. au lycée Louis-le-Grand. * *Les Éléments du caractère et leurs lois de combinaison.* 2^e édit. 1906. 5 fr.
- MARION (H.), prof. à la Sorbonne. * *De la Solidarité morale.* 6^e édit. 1907. 5 fr.
- MARTIN (Fr.). * *La Perception extérieure et la Science positive.* 1894. 5 fr.
- MAXWELL (J.). *Les Phénomènes psychiques.* Préf. de Ch. RICHEL. 3^e édit. 1906. 5 fr.
- MULLER (MAX), prof. à l'Univ. d'Oxford. * *Nouvelles études de mythologie.* 1898. 12 fr. 50
- MYERS. *La personnalité humaine. Sa survivance.* Trad. par le D^r JANKÉLEVITCH. 1905. 7 fr. 50
- NAVILLE (E.), correspondant de l'Institut. *La Physique moderne.* 2^e édit. 5 fr.
- * *La Logique de l'hypothèse.* 2^e édit. 5 fr.
- * *La Définition de la philosophie.* 1894. 5 fr.
- *Le libre Arbitre.* 2^e édit. 1898. 5 fr.
- *Les Philosophies négatives.* 1899. 5 fr.
- NAYRAC (J.-P.). * *Physiologie et Psychologie de l'attention.* Préface de Th. RIBOT. (Récompensé par l'Institut.) 1906. 3 fr. 75
- NORDAU (Max). * *Dégénérescence.* 7^e éd. 1907. 2 vol. Tome I, 7 fr. 50. Tome II, 10 fr.
- *Les Mensonges conventionnels de notre civilisation.* 10^e édit. 1908. 5 fr.
- * *Vus du dehors. Essais de critique sur quelques auteurs français contemp.* 1903. 5 fr.
- NOVICOW. *Les Luites entre Sociétés humaines.* 3^e édit. 1904. 10 fr.
- * *Les Gaspillages des sociétés modernes.* 2^e édit. 1899. 5 fr.
- * *La Justice et l'expansion de la vie. Essai sur le bonheur des sociétés.* 1905. 7 fr. 50
- OLDENBERG, prof. à l'Univ. de Kiel. * *Le Bouddha,* trad. par P. FOUCHER, chargé de cours à la Sorbonne. Préf. de SYLVAIN LÉVI, prof. au Collège de France. 2^e éd. 7 fr. 50
- * *La religion du Véda.* Traduit par V. HENRY, prof. à la Sorbonne. 1903. 10 fr.
- OSSIP-LOURIÉ. *La philosophie russe contemporaine.* 2^e édit. 1905. 5 fr.
- * *La Psychologie des romanciers russes au XIX^e siècle.* 1905. 7 fr. 50
- OUVRÉ (H.). * *Les Formes littéraires de la pensée grecque.* (Cour. p. l'Ac. fr.) 10 fr.
- PALANTE (G.), agrégé de philos. *Combat pour l'individu.* 1904. 3 fr. 75
- PAULHAN. *L'Activité mentale et les Éléments de l'esprit.* 10 fr.
- * *Les Caractères.* 2^e édit. 5 fr.
- *Les Mensonges du caractère.* 1905. 5 fr.
- *Le mensonge de l'Art.* 1907. 5 fr.
- PAYOT (J.), recteur de l'Académie d'Aix. *La croyance.* 2^e édit. 1905. 5 fr.
- * *L'Éducation de la volonté.* 29^e édit. 1908. 5 fr.
- PÉREZ (Jean), professeur au lycée de Caen. * *L'Art et le Réel.* 1898. 3 fr. 75
- PÉREZ (Bernard). *Les Trois premières années de l'enfant.* 5^e édit. 5 fr.
- *L'Enfant de trois à sept ans.* 4^e édit. 1907. 5 fr.
- *L'Éducation morale dès le berceau.* 4^e édit. 1901. 5 fr.
- * *L'Éducation intellectuelle dès le berceau.* 2^e éd. 1901. 5 fr.
- PIAT (G.). *La Personne humaine.* 1898. (Couronné par l'Institut). 7 fr. 50
- * *Destinée de l'homme.* 1898. 5 fr.
- PICAVET (E.), chargé de cours à la Sorb. * *Les Idéologues.* (Cour. par l'Acad. fr.) 10 fr.
- PIDERIT. *La Mimique et la Physiognomonie.* Trad. de l'alle. par M. Giro. 5 fr.
- PILLON (F.). * *L'Année philosophique.* 18 années : 1890 à 1907. 18 vol. Chacun, 5 fr.
- PRAT (L.), doct. ès lettres. *Le caractère empirique et la personne.* 1906. 7 fr. 50
- PREYER, prof. à l'Université de Berlin. *Éléments de physiologie.* 5 fr.
- PROAL, conseiller à la Cour de Paris. * *La Criminalité politique.* 2^e éd. 1903. 5 fr.
- * *Le Crime et la Peine.* 3^e édit. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.
- *Le Crime et le Suicide passionnels.* 1900. (Cour. par l'Ac. franç.). 10 fr.
- RAGEOT (G.). * *Le Succès. Auteurs et Public.* 1906. 3 fr. 75
- RAUH, prof. adjoint à la Sorbonne. * *De la méthode dans la psychologie des sentiments.* 1899. (Couronné par l'Institut.) 5 fr.
- * *L'Expérience morale.* 1903. (Récompensé par l'Institut.) 3 fr. 75
- RÉCEJAC, doct. ès lett. *Les Fondements de la Connaissance mystique.* 1897. 5 fr.
- RENARD (G.), prof. au Collège de France. * *La Méthode scien. de l'histoire litt.* 10 fr.
- RENOUVIER (Ch.) de l'Institut. * *Les Dilemmes de la métaphysique pure.* 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

- RENOUVIER (Ch.) * *Histoire et solution des problèmes métaphysiques*. 7 fr. 50
 — *Le personalisme, avec une étude sur la perception externe et la force*. 1903. 10 fr.
 — * *Critique de la doctrine de Kant*. 1906. 7 fr. 50
- REY (A.), chargé de cours à l'Université de Dijon. * *La Théorie de la physique chez les physiiciens contemporains*. 1907. 7 fr. 50
- RIBERY, doct. ès lett. *Essai de classification naturelle des caractères*. 1903. 3 fr. 75
- RIBOT (Th.), de l'Institut. * *L'Hérédité psychologique*. 8^e édit. 7 fr. 50
 — * *La Psychologie anglaise contemporaine*. 3^e édit. 7 fr. 50
 — * *La Psychologie allemande contemporaine*. 6^e édit. 7 fr. 50
 — *La Psychologie des sentiments*. 7^e édit. 1908. 7 fr. 50
 — *L'Évolution des idées générales*. 2^e édit. 1904. 5 fr.
 — * *Essai sur l'Imagination créatrice*. 3^e édit. 1908. 5 fr.
 — * *La logique des sentiments*. 2^e édit. 1907. 3 fr. 75
 — * *Essai sur les passions*. 1907. 3 fr. 75
- RICARDOU (A.), docteur ès lettres. * *De l'Idéal*. (Couronné par l'Institut.) 5 fr.
- RICHARD (G.), chargé du cours de sociologie à l'Univ. de Bordeaux. * *L'idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire*. 1903. (Couronné par l'Institut.) 7 fr. 50
- RIEMANN (H.), prof. à l'Univ. de Leipzig. *Esthétique musicale*. 1906. 5 fr.
- RIGNANO (E.). *Sur la transmissibilité des caractères acquis*. 1906. 5 fr.
- RIVAUD (A.), chargé de cours à l'Université de Poitiers. *Les notions d'essence et d'existence dans la philosophie de Spinoza*. 1906. 3 fr. 75
- ROBERTY (E. de). *L'Ancienne et la Nouvelle philosophie*. 7 fr. 50
 — * *La Philosophie du siècle (positivisme, criticisme, évolutionnisme)*. 5 fr.
 — * *Nouveau Programme de sociologie*. 1904. 5 fr.
- ROMANES. * *L'Évolution mentale chez l'homme*. 7 fr. 50
- ROUSSEL-DESPIERRES (Fr.). * *Hors du scepticisme. Liberté et beauté*. 1907. 7 fr. 50
- RUYSSEN (Th.), pr. à l'Univ. de Dijon. * *L'évolution psychologique du jugement*. 5 fr.
- SABATIER (A.). *Philosophie de l'effort*. 2^e édit. 1908. 7 fr. 50
- SAIGEY (E.). * *Les Sciences au XVIII^e siècle. La Physique de Voltaire*. 5 fr.
- SAINT-PAUL (D^r G.). * *Le Langage intérieur et les paraphrases*. 1904. 5 fr.
- SANZ Y ESCARTIN. *L'Individu et la Réforme sociale*, trad. Dietrich. 7 fr. 50
- SCHOPENHAUER. *Aphor. sur la sagesse dans la vie*. Trad. Cantacuzène. 9^e éd. 5 fr.
 — * *Le Monde comme volonté et comme représentation*. 5^e éd. 3 vol., chac. 7 fr. 50
- SÉAILLES (G.), prof. à la Sorbonne. *Essai sur le génie dans l'art*. 2^e édit. 5 fr.
 — * *La Philosophie de Ch. Renouvier. Introduction au néo-criticisme*. 1905. 7 fr. 50
- SIGHELE (Scipio). *La Foule criminelle*. 2^e édit. 1901. 5 fr.
- SOLLIER. *Le Problème de la mémoire*. 1900. 3 fr. 75
 — *Psychologie de l'idiot et de l'imbecille*, avec 12 pl. hors texte. 2^e éd. 1902. 5 fr.
 — *Le Mécanisme des émotions*. 1905. 5 fr.
- SOURIAU (Paul), prof. à l'Univ. de Nancy. *L'Esthétique du mouvement*. 5 fr.
 — * *La Beauté rationnelle*. 1904. 10 fr.
- STAPPER (P.). * *Questions esthétiques et religieuses*. 1906. 3 fr. 75
- STEIN (L.). * *La Question sociale au point de vue philosophique*. 1900. 10 fr.
- STUART MILL. * *Mes Mémoires. Histoire de ma vie et de mes idées*. 5^e éd. 5 fr.
 — * *Système de Logique déductive et inductive*. 4^e édit. 2 vol. 20 fr.
 — * *Essais sur la Religion*. 4^e édit. 1901. 5 fr.
 — *Lettres inédites à Aug. Comte et réponses d'Aug. Comte*. 1899. 10 fr.
- SULLY (James). *Le Pessimisme*. Trad. Bertrand. 2^e édit. 7 fr. 50
 — * *Études sur l'Enfance*. Trad. A. Monod, préface de G. Compayré. 1898. 10 fr.
 — *Essai sur le rire*. Trad. Léon Terrier. 1904. 7 fr. 50
- SULLY PRUDHOMME, de l'Acad. franç. *La vraie religion selon Pascal*. 1905. 7 fr. 50
- TARDE (G.), de l'Institut. * *La Logique sociale*. 3^e édit. 1898. 7 fr. 50
 — * *Les Lois de l'imitation*. 5^e édit. 1907. 7 fr. 50
 — *L'Opposition universelle. Essai d'une théorie des contraires*. 1897. 7 fr. 50
 — * *L'Opinion et la Foule*. 2^e édit. 1904. 5 fr.
 — * *Psychologie économique*. 1902. 2 vol. 15 fr.
- TARDIEU (E.). *L'Ennui. Étude psychologique*. 1903. 5 fr.
- THOMAS (P.-F.), docteur ès lettres. * *Pierre Leroux, sa philosophie*. 1904. 5 fr.
 — * *L'Éducation des sentiments*. (Couronné par l'Institut.) 4^e édit. 1907. 5 fr.
- VACHEROT (Et.), de l'Institut. * *Essais de philosophie critique*. 7 fr. 50
 — *La Religion*. 7 fr. 50
- WAYNBAUM (D^r I.). *La physionomie humaine*. 1907. 5 fr.
- WEBER (L.). * *Vers le positivisme absolu par l'idéalisme*. 1903. 7 fr. 50

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

- ARISTOTE. **La Poétique d'Aristote**, par HATZFELD (A.), et M. DUFOUR. 1 vol. in-8. 1900. 6 fr.
— **Physique**, II, trad. et commentaire par O. HAMELIN. In-8 3 fr.
- SOCRATE. ***Philosophie de Socrate**, par A. FOUILLÉE. 2 v. in-8. 16 fr.
— **Le Procès de Socrate**, par G. SIREL. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- PLATON. **La Théorie platonicienne des Sciences**, par ÉLIE HALÉVY. In-8. 1895. 5 fr.
— **Œuvres**, traduction VICTOR COUSIN revue par J. BARTHÉLEMY-SAINTE-HILAIRE : *Socrate et Platon ou le Platonisme — Eutyphron — Apologie de Socrate — Criton — Phédon*. 1 vol. in-8. 1896. 7 fr. 50
- ÉPICURE * **La Morale d'Épicure**, par M. GUYAU. 11-8. 5^e édit. 7 fr. 50
- BÉNARD. **La Philosophie ancienne, ses systèmes**. 1 v. in-8 9 fr
- FAVRE (M^{me} Jules), née VELTEN. **La Morale de Socrate**. In-18. 3 50
— **Morale d'Aristote**. In-18. 3 fr. 50
- OUVRÉ (H.). **Les formes littéraires de la pensée grecque**. In-8. 10 fr.
- GOMPERZ. **Les penseurs de la Grèce**. Trad. REYMOND. (Trad. cour. par l'Académie franç.).
I. **La philosophie antésocratique**. 1 vol. gr. in-8. 10 fr.
II. ***Athènes, Socrate et les Socratiques**. 1 vol. gr. in-8. 12 fr.
- III. (Sous presse).
RODIER (G.). ***La Physique de Straton de Lampsaque**. In-8. 3 fr.
TANNERY (Paul). **Pour la science hellène**. In-8. 7 fr. 50
MILHAUD (G.). ***Les philosophes géomètres de la Grèce**. In-8. 1900. (Couronné par l'Inst.). 6 fr.
FABRE (Joseph). **La Pensée antique De Moïse à Marc-Aurèle**. 2^e éd. 5 fr.
— ***La Pensée chrétienne. Des Évangiles à l'Imitation de J.-C.** In-8. 9 fr.
LAFONTAINE (A.). **Le Plaisir, d'après Platon et Aristote**. In-8. 6 fr.
RIVAUD (A.), chargé de cours à l'Un. de Poitiers. **Le problème du devenir et la notion de la matière, des origines jusqu'à Théophraste**. In-8. 1906. 10 fr.
GUYOT (H.), docteur ès lettres. **L'Infini divin depuis Philon le Juif jusqu'à Plotin**. In-8. 1906. 5 fr.
— **Les réminiscences de Philon le juif chez Plotin**. Broch. in-8. 2 fr.
ROBIN (L.), prof. agrégé de philosophie au lycée d'Angers, doct. ès lettres. **La théorie platonicienne des idées et des nombres d'après Aristote**. Etude histor. et critique. In 8 (Récomp. par l'Institut.). 12 fr. 50
— **La théorie platonicienne de l'Amour**. 1 vol. in-8. 3 fr. 75

PHILOSOPHIES MÉDIÉVALE ET MODERNE

- BULLIAT (G.), Doct. en théologie et en droit canon. **Thesaurus philosophiæ thomisticæ seu selecti textus philosophici ex sarcti Thomæ aquinat s operibus deprompti et secundum ordinem in scholis hodie usurpatum**. 1 volume gr. in-8. 6 fr
- * DESCARTES, par L. LIARD, de l'Institut 2^e éd. 1 vol. in-8. 5 fr.
— **Essai sur l'Esthétique de Descartes**, par E. KRANTZ. 11-8. 6 fr.
— **Descartes, directeur spirituel**, par V. de SWARTE. In-16 avec pl. (Cour. par l'Institut). ... 4 fr. 50
- LEIBNIZ. ***Œuvres philosophiques**, pub. par P. JANET. 2 vol. in-8. 20 fr.
— ***La logique de Leibniz**, par L. COUTURAT. 1 vol. in-8. 12 fr.
— **Opusc. et fragm. inédits de Leibniz**, par L. COUTURAT. in-8. 25 fr.
— ***Leibniz et l'organisation religieuse de la Terre, d'après des documents inédits**, par JEAN BARUZI. 1 vol. in-8 (Couronné par l'Académie Française). ... 10 fr.
— **La philosophie de Leibniz**, par RUSSEL, trad. par M. RAY, préface de M. LÉVY-BRUHL, vol. in-8. 5 fr.
- PICAVET, chargé de cours à la Sorbonne. **Histoire générale et comparée des philosophies médiévales**. In-8. 2^e éd. 7 fr. 50
- WULF (M. de) **Histoire de la philos. médiévale**. 2^e éd. In-8. 10 fr.
- FABRE (JOSEPH). ***L'Imitation de Jésus-Christ**. Trad. nouvelle avec préface. In-8. 7 fr.
— ***La pensée moderne. De Luther**

à Leibniz. 1908. 1 vol. in-8. 8 fr.
SPINOZA. Benedicti de Spinoza opera, quotquot reperta sunt. 2 forts voi. in-8 papier de Hollande. 45 fr.
 Le même en 3 volumes 18 fr.
 — **Ethica ordine geometrico demonstrata**, édition J. Van Vloten et J.P. N. Land. 1 vol. gr. in-8 4 30
 — **Sa philosophie**, par M.-E. BRUNSCHVIG. In-8. 3 fr. 75
FIGARD (L.), docteur ès lettres. **Un Médecin philosophe au XVI^e siècle. La Psychologie de Jean Fernel**. 1 v. in-8. 1903. 7 fr. 50
GASSENDI. La Philosophie de Gassendi, par P.-F. THOMAS. In-8 6 fr.
MALEBRANCHE. * La Philosophie de Malebranche, par OLLE-LAPRENK, de l'Institut. 2 v. in-8. 16 f

PASCAL. Le scepticisme de Pascal, par Droz. 1 vol. in-8. 8 fr
VOLTAIRE. Les Sciences au XVIII^e siècle. Voltaire physicien, par Em. SAIGY. 1 vol. in-8. 5 fr.
DAMIRON. Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII^e siècle. 3 vol. in-8. 15 fr.
J.-J. ROUSSEAU* Du Contrat social avec les versions primitives ; introduction par EDMOND DREYFUS-BRISAC 1 fort volume grand in-8. 12 f
ERASME. Stultitiae laus des. Erasmi Rot. declamatio. Publié et annoté par J.-B. KAN, avec les figures de HOLBEIN. 1 v. in-8. 6 fr. 75
WULFF (de). Introduction à la philosophie néo-scolastique 1904. 1 vol. gr. in-8. 5 fr.

PHILOSOPHIE ANGLAISE

DUGALD STEWART. * Philosophie de l'esprit humain. 3 vol. 9 fr.
BACON. * Sa Philosophie, par CH. ADAM. (Cour. par l'Institut). In-8. 7 fr. 50
BERKELEY. Œuvres choisies. Nouvelle théorie de la vision. Dialogues d'Hylas et de Philonoi s. Trad. par MM. BEAUVAVON et PARODI. In-8. 5 fr.

GOURG (R.), docteur ès lettres. **Le Journal philosophique de Berkeley (Commonplace Book)** Etude et traduction, 1 vol. gr. in-8. 4 fr.
 — **William Godwin (1756-1836)** - Sa vie, ses œuvres principales. *La "Justice politique"* 1 vol. in-8. 6 fr.

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

DUMONT (P.), doct. en philosophie. **Nicolas de Béguelin (1314-1389)**. Fragment de l'histoire des idées philosophiques en Allemagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. 1 vol. gr. in-8. 4 fr.
FEUERBACH. Sa philosophie, par A. LÉVY. 1 vol. in-8. 10 fr.
JACOBI. Sa Philosophie, par L. LEVY-BRUEL. 1 vol. in-8. 5 fr.
KANT. Critique de la raison pratique, traduct., introd. et notes, par M. PICAVET. 2^e édit. In-8. 6 fr.
 — *** Critique de la raison pure**, traduction par MM. PACAUD et TREMESAYGUES. In 8. 12 fr.
 — **Éclaircissements sur la Critique de la raison pure**, trad. TISSOT. 1 vol. in-8. 6 fr.
 — **Doctrine de la vertu**, traduction BARNI. 1 vol. in-8. 8 fr.
 — *** Mélanges de logique**, traduction TISSOT. 1 v. in-8. 6 fr.
 — *** Prolégomènes à toute métaphysique future**, trad. TISSOT. In-8. 6 fr.

KANT. * Essai sur l'Esthétique de Kant, par V. BASCH. In-8. 10 fr.
 — **Sa morale**, par CRESSON. 2^e éd. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
 — **Sa philosophie pratique**, par V. DELBOS. In-8. 12 fr. 50
 — **L'Idée ou critique du Kantisme**, par C. PIAT. 2^e édit. 6 fr.
KANT et FICHTE et le problème de l'éducation, par PAUL DUPROIX. 1 vol. in-8. 1897. 5 fr.
SCHELLING. Bruno. ou du principe divin. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
HEGEL. * Logique. 2 vol. in-8. 14 fr.
 — *** Philosophie de la nature**. 3 vol. in-8. 25 fr.
 — *** Philos. de l'esprit**. 2 vol. 18 fr.
 — *** Philos. de la religion** 2 v. 20 fr.
 — **La Poétique**. 2 v. in-8. 12 fr.
 — **Esthétique**. 2 vol. in-8. 16 fr.
 — **Antécédents de l'hégélianisme dans la philos. franç.** par E. BEAUSSIRE. in-18. 2 fr. 50
 — **Introduction à la philosophie de Hegel**, par VÉRA. in-8. 6 fr. 50
 — *** La logique de Hegel**, par EUG. NOEL. In-8. 3 fr.

HERBERT. * Princip. œuvres pé-
dag., trad. PINOCHE. In-8. 7 fr. 50
— La métaphysique de Herbart
et la critique de Kant, par M.
MAUXION. 1 vol. in-8... 7 fr. 50
— L'éducation par l'instruction
et Herbart par M. MAUXION. 2^e éd.
In-12 1906..... 2 fr. 50

SCHILLER. Sa Poétique, par V.
BASCH. 1 vol. in-8. 1902... 4 fr.
Essai sur le mysticisme spé-
culatif en Allemagne au
XIV^e siècle, par DELACROIX (H.),
professeur à l'Université de Caen.
1 vol. in-8. 1900..... 5 fr.

LES MAITRES DE LA MUSIQUE

Études d'histoire et d'esthétique.

Publiées sous la direction de M. JEAN CHANTAVOINE

Chaque volume in-16 de 250 pages environ..... 3 fr. 50
Collection honorée d'une souscription du Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.

Volumes parus :

- * RAMEAU, par LOUIS LALOY. (*Vient de paraître*).
- MOUSSORGSKY, par M.-D. CALVOCRESSI. (*Vient de paraître*).
- * J.-S. BACH, par André PIRRO (2^e édition).
- * CÉSAR FRANCK, par Vincent d'INDY (4^e édition).
- * PALESTRINA, par Michel BRENET (2^e édition).
- * BEETHOVEN, par Jean CHANTAVOINE (3^e édition).
- * MENDELSSOHN, par CAMILLE BELLAIGUE (2^e édition).
- * SMETANA, par WILLIAM RITTER.

En préparation : Grétry, par PIERRE AUBRY. — Orlande de Lassus, par
HENRY EXPERT. — Wagner, par HENRI LICHTENBERGER. — Berlioz, par
ROMAIN ROLLAND. — Gluck, par JULIEN TIERSOT. — Schubert, par A.
SCHWEITZER. — Haydn, par MICHEL BRENET, etc., etc.

LES GRANDS PHILOSOPHES

Publié sous la direction de M. G. PIAT

Agrégé de philosophie, docteur ès lettres, professeur à l'École des Carmes.

Chaque étude forme un volume in-8^o carré de 300 pages environ.

- * Kant, par M. RUYSSSEN, chargé de cours à l'Université de Dijon. 2^e édition.
1 vol. in-8. (*Couronné par l'Institut*). 7 fr. 50
- * Socrate, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.
- * Avicenne, par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. 5 fr.
- * Saint-Augustin, par l'abbé JULES MARTIN. 2^e édition. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- * Malebranche, par Henri JOLY, de l'Institut. 1 vol. in-8. 5 fr.
- * Pascal, par A. HATZFELD. 1 vol. in-8. 5 fr.
- * Saint-Anselme, par DOMET DE VORGES. 1 vol. in-8. 5 fr.
- Spinoza, par P.-L. COUCHOUD, agrégé de l'Université. 1 vol. in-8. (*Couronné
par l'Académie Française*). 5 fr.
- Aristote, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.
- Gazali, par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Académie
Française*). 5 fr.
- * Maine de Biran, par Marius COUAILHAC. 1 vol. in-8. (*Récompensé par
l'Institut*). 7 fr. 50
- * Platon, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- Montaigne, par F. STROWSKI, professeur à l'Université de Bordeaux.
1 vol. in-8. 6 fr.
- Philon, par l'abbé JULES MARTIN. 1 vol. in-8. 5 fr.

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

- HENRI WELSCHINGER, de l'Institut. — * Bismarck. 1 v. in-16. 1900. 2 fr. 50
- H. LÉONARDON. — * Prim. 1 vol. in-16. 1901..... 2 fr. 50
- M. COURCELLE. — * Disraëli. 1 vol. in-16. 1901..... 2 fr. 50
- M. COURANT. — Okoubo. 1 vol. in-16, avec un portrait. 1904.. 2 fr. 50
- A. VIALATE. — Chamberlain. Préface de E. BOUTMY. 1 vol. in-16. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE
des
SCIENCES SOCIALES

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : DICK MAY, Secrétaire général de l'École des Hautes Études sociales.
Chaque volume in-8 de 300 pages environ, cartonné à l'anglaise, 6 fr.

1. **L'Individualisation de la peine**, par R. SALEILLES, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris et docteur en droit. 2° édit.
2. **L'Idealisme social**, par Eugène FOURNIÈRE, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers.
3. * **Ouvriers du temps passé (xv^e et xvi^e siècles)**, par H. HAUSER, professeur à l'Université de Dijon. 2° édit.
4. * **Les Transformations du pouvoir**, par G. TARDE, de l'Institut.
5. **Morale sociale**, par MM. G. BELOT, MARCEL BERNÈS, BRUNSCHVIGG, F. BUISSON, DARLU, DAURIAC, DELBET, CH. GIDE, M. KOVALEVSKY, MALAPERT, le R. P. MAUMUS, DE ROBERTY, G. SOREL, le PASTEUR WAGNER. Préface de M. E. BOUTROUX, de l'Institut.
6. * **Les Enquêtes, pratique et théorie**, par P. DU MAROUSSEM. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*)
7. * **Questions de Morale**, par MM. BELOT, BERNÈS, F. BUISSON, A. CROISSET, DARLU, DELBOS, FOURNIÈRE, MALAPERT, MOCH, PARODI, G. SOREL (*Ec. de morale*). 2° éd.
8. **Le développement du Catholicisme social depuis l'encyclique Rerum novarum**, par Max TURMANN, 2° édit.
9. * **Le Socialisme sans doctrines. La Question ouvrière et la Question agraire en Australie et en Nouvelle-Zélande**, par Albert MÉTIN, agrégé de l'Université, professeur à l'École Coloniale.
10. * **Assistance sociale. Pauvres et mendiants**, par PAUL STRAUSS, sénateur.
11. * **L'Éducation morale dans l'Université. (Enseignement secondaire.)** Par MM. LÉVY-BRUHL, DARLU, M. BERNÈS, KORTZ, CLAIRIN, ROCAFORT, BIOCHE, Ph. GIDEL, MALAPERT, BELOT. (*Ecole des Hautes Etudes sociales, 1900-1901*).
12. * **La Méthode historique appliquée aux Sciences sociales**, par Charles SEIGNOBOS, professeur à l'Université de Paris.
13. * **L'Hygiène sociale**, par E. DUCLAUX, de l'Institut, directeur de l'Institut Pasteur.
14. **Le Contrat de travail. Le rôle des syndicats professionnels**, par P. BUREAU, prof. à la Faculté libre de droit de Paris.
15. * **Essai d'une philosophie de la solidarité**, par MM. DARLU, RAUH, F. BUISSON, GIDE, X. LÉON, LA FONTAINE, E. BOUTROUX (*Ecole des Hautes Etudes sociales*). 2° édit.
16. * **L'exode rural et le retour aux champs**, par E. VANDERVELDE.
17. * **L'Éducation de la démocratie**, par MM. E. LAVISSE, A. CROISSET, Ch. SEIGNOBOS, P. MALAPERT, G. LANSON, J. HADAMARD (*Ecole des Hautes Etudes soc.*). 2° édit.
18. * **La Lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés**, par J.-L. DE LANNESAN, député, prof. agr. à la Fac. de méd. de Paris.
19. * **La Concurrence sociale et les devoirs sociaux**, par le MÊME.
20. * **L'Individualisme anarchiste, Max Stirner**, par V. BASCH, chargé de cours à la Sorbonne.
21. * **La démocratie devant la science**, par C. BOUGLÉ, chargé de cours à la Sorbonne. (*Récompensé par l'Institut.*)
22. * **Les Applications sociales de la solidarité**, par MM. P. BUDIN, Ch. GIDE, H. MONOD, PAULET, ROBIN, SIEGFRIED, BROUARDEL. Préface de M. Léon BOURGEOIS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
23. **La Paix et l'enseignement pacifiste**, par MM. Fr. PASSY, Ch. RICHEL, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, E. BOURGEOIS, A. WEISS, H. LA FONTAINE, G. LYON (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
24. * **Études sur la philosophie morale au XIX^e siècle**, par MM. BELOT, A. DARLU, M. BERNÈS, A. LANDRY, Ch. GIDE, E. ROBERTY, R. ALLIER, H. LICHTENBERGER, L. BRUNSCHVIGG (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
25. * **Enseignement et démocratie**, par MM. APPELL, J. BOITEL, A. CROISSET, A. DEVINAT, Ch.-V. LANGLOIS, G. LANSON, A. MILLERAND, Ch. SEIGNOBOS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
26. * **Religions et Sociétés**, par MM. Th. REINACH, A. PUECH, R. ALLIER, A. LEROY-BEAULIEU, le baron CARRA DE VAUX, H. DREYFUS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
27. * **Essais socialistes. La religion, l'art, l'alcool**, par E. VANDERVELDE.
28. * **Le surpeuplement et les habitations à bon marché**, par H. TUROT, conseiller municipal de Paris, et H. BELLAMY.
29. * **L'individu, l'association et l'état**, par E. FOURNIÈRE.
30. **Syndicats et Trusts**, par J. CHASTIN, prof. au lycée Voltaire. (*Réc. par l'Inst.*)

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 brochés à 3 fr. 50. — Volumes in-8 brochés de divers prix

Volumes parus en 1908 :

ALLIER (R.), *Le Protestantisme au Japon (1859-1907)*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

GUYOT (Yves), ancien ministre. *Sophismes socialistes et faits économiques*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

La Vie politique dans les Deux Mondes (1906-1907). Publiée sous la direction de M. A. VIALATE, professeur à l'École des Sciences politiques. Avec la collaboration de MM. L. RENAULT, de l'Institut; BEAUMONT, D. BELLET, P. BOYER, M. CAUDEL, M. COURANT, R. DOLLOT, M. ESCOFFIER, G. GIDEL, J.-P. ARMAND HAHN, P. HENRY, A. DE LAVERGNE, A. MARVAUD, R. SAVARY, A. TARDIEU, professeurs et anciens élèves de l'École des Sciences politiques. 1 fort vol. in-8 de 600 pages. 10 fr.

THÉNARD (L.) et GUYOT (R.). *Le Conventionnel Goujon (1766-1793)*. 1 vol. in-8. 5 fr.

VIALATE (A.), professeur à l'École des Sciences politiques. *L'Industrie américaine*. 1 vol. in-8. 10 fr.

EUROPE

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne, * *Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 à 1878*. 2 vol. in-8. (*Ouvrage couronné par l'Institut*). 18 fr.

DOELLINGER (I. de). *La papauté, ses origines au moyen âge, son influence jusqu'en 1870*. Traduit par A. GIRAUD-TEULON, 1904. 1 vol. in-8. 7 fr.

SYBEL (H. de). * *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, traduit de l'allemand par M^{lle} DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.

TARDIEU (A.), secrétaire honoraire d'ambassade. *La Conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine* (15 janvier-7 avril 1906). 2^e édit. 1 vol. in-8. 1907. 10 fr.

— * *Questions diplomatiques de l'année 1904*. 1 vol. in-12. *Ouvrage couronné par l'Académie française*. 3 fr. 50

FRANCE

Révolution et Empire

AULARD, professeur à la Sorbonne. * *Le Culte de la Raison et le Culte de l'Être suprême*, étude historique (1793-1794). 2^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— * *Études et leçons sur la Révolution française*. 5 v. in-12. Chacun. 3 fr. 50

BOITEAU (P.). *État de la France en 1789*. Deuxième éd. 1 vol. in-8. 10 fr.

BONDOIS (P.), agrégé d'histoire. * *Napoléon et la société de son temps* (1793-1821). 1 vol. in-8. 7 fr.

BORNAREL (E.), doct. ès lettres. * *Cambon et la Révolution française*. In-8. 7 fr.

CAHEN (L.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. * *Condorcet et la Révolution française*. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut*). 10 fr.

CARNOT (H.), sénateur. * *La Révolution française, résumé historique*. In-16. 3 fr. 50

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne. * *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France (1789-1870)*. 1 fort vol. in-8. (*Couronné par l'Institut*). 12 fr.

— * *L'Église catholique et l'État en France sous la troisième République (1870-1906)*. — I. (1870-1889), 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. — II. (1889-1906), sous presse.

DESPOIS (Eug.). * *Le Vandalisme révolutionnaire*. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 4^e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DRIault (E.), agrégé d'histoire. *La politique orientale de Napoléon*. SÉBASTIANI et GARDANE (1806-1808). 1 vol. in-8. (*Récomp. par l'Institut*). 7 fr.

— * *Napoléon en Italie (1800-1812)*. 1 vol. in-8. 1906. 10 fr.

MOULIN (Maurice). * *Figures du temps passé*. 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50

GOMEL (G.). *Les causes financières de la Révolution française. Les ministères de Turgot et de Necker*. 1 vol. in-8. 8 fr.

Les causes financières de la Révolution française. Les derniers Contrôleurs généraux. 1 vol. in-8. 8 fr.

— *Histoire financière de l'Assemblée Constituante (1789-1791)*. 2 vol. in-8, 16 fr. — Tome I : (1789), 8 fr.; tome II : (1790-1791), 8 fr.

— *Histoire financière de la Législative et de la Convention*. 2 vol. in-8, 15 fr. — Tome I : (1792-1793), 7 fr. 50; tome II : (1793-1795), 7 fr. 50

ISAMBERT (G.). * *La vie à Paris pendant une année de la Révolution (1791-1792)*. In-16. 1896. 3 fr. 50

- MATHIEZ (A.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. *La théophilanthropie et le culte décadaire, 1796-1801. 1 vol. in-8. 12 fr.
 — *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française. In-16. 1906. 3 fr. 50
 MARCELLIN PELLET, ancien député. Variétés révolutionnaires. 3 vol. in-12, précédés d'une préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50
 MOLLIER (C^{te}). Mémoires d'un ministre du trésor public (1780-1815), publiés par M. Ch. GOMEL. 3 vol. in-8. 15 fr.
 SILVÈSRE, professeur à l'École des sciences politiques. De Waterloo à Sainte-Hélène (20 Juin-16 Octobre 1815). 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 SPULLER (Eug.). Hommes et choses de la Révolution. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
 STOURM, de l'Institut. Les finances de l'ancien régime et de la Révolution. 2 vol. in-8. 16 fr.
 — Les finances du Consulat. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 VALLAUX (C.). *Les campagnes des armées françaises (1792-1815). In-16, avec 17 cartes dans le texte. 3 fr. 50

Epoque contemporaine

- BLANC (Louis). *Histoire de Dix ans (1830-1840). 5 vol. in-8. 25 fr.
 DELORD (Taxile). *Histoire du second Empire (1848-1870). 6 vol. in-8. 42 fr.
 GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix-Marseille. *La politique coloniale en France (1789-1830). 1 vol. in-8. 1907. 7 fr.
 — *Les Colonies françaises. 1 vol. in-8. 6^e édition revue et augmentée. 5 fr.
 GAISMAN (A.). *L'Œuvre de la France au Tonkin. Préface de M. J.-L. de LANESSAN. 1 vol. in-16 avec 4 cartes en couleurs. 1906. 3 fr. 50
 LANESSAN (J.-L. de). *L'Indo-Chine française. Etude économique, politique et administrative. 1 vol. in-8, avec 5 cartes en couleurs hors texte. 15 fr.
 — *L'Etat et les Eglises en France. Histoire de leurs rapports, des origines jusqu'à la Séparation. 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50
 — *Les Missions et leur protectorat. 1 vol. in-16. 1907. 3 fr. 50
 LAPIE (P.), professeur à l'Université de Bordeaux. *Les Civilisations tunisiennes (Musulmans, Israélites, Européens). In-16. 1898. (Couronné par l'Académie française.) 3 fr. 50
 LEBLOND (Marius-Ary). La société française sous la troisième République. 1905. 1 vol. in-8. 5 fr.
 NOEL (O.). Histoire du commerce extérieur de la France depuis la Révolution. 1 vol. in-8. 6 fr.
 PIOLET (J.-B.). La France hors de France, notre émigration, sa nécessité, ses conditions. 1 vol. in-8. 1900. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.
 SCHEFER (Ch.), professeur à l'École des sciences politiques. *La France moderne et le problème colonial. I. (1815-1830). 1 vol. in-8. 7 fr.
 SPULLER (E.), ancien ministre de l'Instruction publique. *Figures disparues, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-16. Chacun. 3 fr. 50
 TCHERNOFF (J.). Associations et Sociétés secrètes sous la deuxième République (1848-1851). 1 vol. in-8. 1905. 7 fr.
 VIGNON (L.), professeur à l'École coloniale. La France dans l'Afrique du nord. 2^e édition. 1 vol. in-8. (Récompensé par l'Institut.) 7 fr.
 — Expansion de la France. 1 vol. in-18. 3 fr. 50 — LE MÊME. Édition in-8. 7 fr.
 WAHL, inspect. général, A. BERNARD, professeur à la Sorbonne. *L'Algérie. 1 vol. in-8. 5^e édit., 1908. (Ouvrage couronné par l'Institut.) 5 fr.
 WEILL (G.), maître de conf. à l'Univ. de Caen. Le Parti républicain en France, de 1814 à 1870. 1 vol. in-8. 1900. (Récompensé par l'Institut.) 10 fr.
 — *Histoire du mouvement social en France (1852-1902). 1 v. in-8. 1905. 7 fr.
 — L'École saint-simonienne, son histoire, son influence jusqu'à nos jours. In-16. 1896. 3 fr. 50
 ZEVORT (E.), recteur de l'Académie de Caen. Histoire de la troisième République :
 Tome I. *La Présidence de M. Thiers. 1 vol. in-8. 3^e édit. 7 fr.
 Tome II. *La Présidence du Maréchal. 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr.
 Tome III. *La Présidence de Jules Grévy. 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr.
 Tome IV. La Présidence de Sadi Carnot. 1 vol. in-8. 7 fr.

ANGLETERRE

- MÉTIN (Albert), prof. à l'École Coloniale. * Le Socialisme en Angleterre. In-16. 3 fr. 50

ALLEMAGNE

- ANDLER (Ch.), prof. à la Sorbonne. *Les origines du socialisme d'État en Allemagne. 1 vol. in-8. 1897. 7 fr.
- GUILLAND (A.), professeur d'histoire à l'École polytechnique suisse. *L'Allemagne nouvelle et ses historiens. 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.
- MATTER (P.), doct. en droit, substitut au tribunal de la Seine. *La Prusse et la révolution de 1848. In-16. 1903. 3 fr. 50
- *Bismarck et son temps. I. La préparation (1815-1863). 1 vol. in-8. 10 fr.
- II. *L'action (1863-1870). 1 vol. in-8. 10 fr.
- III. Triomphe, splendeur et déclin (1870-1896). 1 vol. in-8. 1907. 10 fr.
- MILHAUD (E.), professeur à l'Université de Genève. *La Démocratie socialiste allemande. 1 vol. in-8. 1903. 10 fr.
- SCHMIDT (Ch.), docteur ès lettres. Le grand-duché de Berg (1806-1813). 1905. 1 vol. in-8. 10 fr.
- VERON (Eug.). *Histoire de la Prusse, depuis la mort de Frédéric II. In-16. 6^e édit. 3 fr. 50
- *Histoire de l'Allemagne, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. In-16. 3^e éd., mise au courant des événements par P. BONDOIS. 3 fr. 50

AUTRICHE-HONGRIE

- AUERBACH, professeur à l'Université de Nancy. *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie. In-8. 1898. 5 fr.
- BOURLIER (J.). *Les Tchèques et la Bohême contemp. In-16. 3 fr. 50
- *RECOULY (R.), agrégé de l'Univ. Le pays magyar. 1903. In-16. 3 fr. 50

RUSSIE

- COMBES DE LESTRADE (V^{te}). La Russie économique et sociale à l'avènement de Nicolas II. 1 vol. in-8. 6 fr.

ITALIE

- BOLTON KING (M. A.). *Histoire de l'unité italienne. Histoire politique de l'Italie, de 1814 à 1871, introd. de M. Yves GUYOT. 2 vol. in-8. 15 fr.
- COMBES DE LESTRADE (V^{te}). La Sicile sous la maison de Savoie. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix. *Bonaparte et les Républiques italiennes (1796-1799). 1895. 1 vol. in-8. 5 fr.
- SORIN (Élie). *Histoire de l'Italie, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel. In-16. 1888. 3 fr. 50

ESPAGNE

- REYNALD (H.). *Histoire de l'Espagne, depuis la mort de Charles III. In-16. 3 fr. 50

ROUMANIE

- DAMÉ (Fr.). *Histoire de la Roumanie contemporaine, depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8. 1900. 7 fr.

SUISSE

- BAENDLIKER. *Histoire du peuple suisse. Trad. de l'allemand par M^{me} Jules FAVRE et précédé d'une Introduction de Jules FAVRE. 1 vol. in-8. 5 fr.

SUÈDE

- SCHEFER (C.). *Bernadotte roi (1810-1818-1844). 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.

GRÈCE, TURQUIE, ÉGYPTE

- BÉRARD (V.), docteur ès lettres. *La Turquie et l'Hellénisme contemporain. (Ouvrage cour. par l'Acad. française). In-16. 5^e éd. 3 fr. 50
- DRIAULT (G.), agrégé d'histoire. *La question d'Orient, préface de G. MONOD, de l'Institut. 1 vol. in-8. 3^e édit. 1905. (Couronné par l'Institut). 7 fr.
- MÉTIN (Albert), professeur à l'École coloniale. *La Transformation de l'Égypte. In-16. 1903. (Cour. par la Soc. de géogr. comm.) 3 fr. 50
- RODOCANACHI (E.). *Bonaparte et les îles Ioniennes. in-8. 5 fr.

INDE

- PIRIOU (E.), agrégé de l'Université. *L'Inde contemporaine et le mouvement national. 1905. 1 vol. in-16. 3 fr. 50

CHINE, JAPON

- CORDIER (H.), professeur à l'École des langues orientales. *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales (1860-1902), avec cartes. 3 vol. in-8, chacun séparément. 10 fr.
- *L'Expédition de Chine de 1857-58. Histoire diplomatique, notes et documents. 1905. 1 vol. in-8. 7 fr.

- CORDIER (H.), prof. à l'École des langues orientales. * *L'Expédition de Chine de 1860. Histoire diplomatique, notes et documents.* 1906. 1 vol. in-8. 7 fr.
 COURANT (M.), maître de conférences à l'Université de Lyon. *En Chine. Mœurs et institutions. Hommes et faits.* 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 DRIAULT (E.), agrégé d'histoire. *La question d'Extrême-Orient.* 1 vol. in-8. 1907. 7 fr.

AMÉRIQUE

- ELLIS STEVENS. *Les Sources de la constitution des États-Unis.* 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 DEBERLE (Alf.). * *Histoire de l'Amérique du Sud.* in-16. 3^e éd. 3 fr. 50

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

- BARNI (Jules). * *Histoire des idées morales et politiques en France au XVIII^e siècle.* 2 vol. in-16. Chaque volume. 3 fr. 50
 — * *Les Moralistes français au XVIII^e siècle.* In-16. 3 fr. 50
 LOUIS BLANC. *Discours politiques (1848-1881).* 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 BONET-MAURY. * *Histoire de la liberté de conscience (1598-1906).* In-8. 2^e éd. 5 fr.
 BOURDEAU (J.). * *Le Socialisme allemand et le Nihilisme russe.* In-16. 2^e éd. 1894. 3 fr. 50
 — * *L'évolution du Socialisme.* 1901. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 D'EICHTHAL (Eug.), de l'Institut. *Souveraineté du peuple et gouvernement.* In-16. 1895. 3 fr. 50
 DESCHANEL (E.). * *Le Peuple et la Bourgeoisie.* 1 vol. in-8. 2^e éd. 5 fr.
 DÉPASSE (Hector), député. *Transformations sociales.* 1894. In-16. 3 fr. 50
 — *Du Travail et de ses conditions.* In-16. 1895. 3 fr. 50
 DRIAULT (E.), agr. d'histoire. * *Problèmes politiques et sociaux d'histoire.* In-8. 2^e éd. 1906. 7 fr.
 GUÉROULT (G.). * *Le Centenaire de 1789.* In-16. 1889. 3 fr. 50
 LAVELEYE (E. de), correspondant de l'Institut. *Le Socialisme contemporain.* In-16. 11^e éd. augmentée. 3 fr. 50
 LICHTENBERGER (A.). * *Le Socialisme utopique, étude sur quelques précurseurs du Socialisme.* In-16. 1898. 3 fr. 50
 — * *Le Socialisme et la Révolution française.* 1 vol. in-8. 5 fr.
 MATTER (P.). *La dissolution des assemblées parlementaires, étude de droit public et d'histoire.* 1 vol. in-8. 1898. 5 fr.
 NOVICOW. *La Politique internationale.* 1 vol. in-8. 7 fr.
 PAUL LOUIS. *L'ouvrier devant l'Etat. Etude de la législation ouvrière dans les deux mondes.* 1904. 4 vol. in-8. 7 fr.
 — *Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906).* 1 vol. in-16. 1907. 3 fr. 50
 REINACH (Joseph), député. *Pages républicaines.* In-16. 3 fr. 50
 — * *La France et l'Italie devant l'histoire.* 1 vol. in-8. 5 fr.
 SPULLER (E.). * *Éducation de la démocratie.* In-16. 1892. 3 fr. 50
 — *L'Évolution politique et sociale de l'Église.* 1 vol. in-12. 1893. 3 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

- * *DE SAINT-LOUIS A TRIPOLI PAR LE LAC TCHAD*, par le lieutenant-colonel MONTEIL. 1 beau vol. in-8 colombier, précédé d'une préface de M. de Vogüé, de l'Académie française, illustrations de RIOU. 1895. *Ouvrage couronné par l'Académie française (Prix Montyon)*, broché 20 fr., relié amat., 28 fr.
 * *HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE*, par Taxile DELORD. 6 vol. in-8, avec 500 gravures. Chaque vol. broché, 8 fr.

TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

- PAUL FABRE. *La polyptyque du chanoine Benoît.* In-8. 3 fr. 50
 A. PINLOCHE. * *Principales œuvres de Herbart.* 7 fr. 50
 A. PENJON. *Pensée et réalité*, de A. SPIR, trad. de l'allemand. In-8. 10 fr.
 — *L'énigme sociale.* 1902. 1 vol. in-8. 2 fr. 50
 G. LEFÈVRE. * *Les variations de Guillaume de Champeaux et la question des Universaux.* Étude suivie de documents originaux. 1898. 3 fr.
 J. DEROCQUIGNY. *Charles Lamb. Sa vie et ses œuvres.* 1 vol. in-8 12 fr.

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE et LITTÉRATURE ANCIENNES

- ***De l'authenticité des épigrammes de Simonide**, par M. le Professeur H. HAUVETTE. 1 vol. in-8. 5 fr.
- ***Les Satires d'Horace**, par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 11 fr.
- ***De la flexion dans Lucrèce**, par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 4 fr.
- ***La main-d'œuvre Industrielle dans l'ancienne Grèce**, par M. le Prof. GUIRAUD. 1 vol. in-8. 7 fr.
- ***Recherches sur le Discours aux Grecs de Tattien**, suivies d'une traduction française du discours, avec notes, par A. PUECH, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1903. 6 fr.
- ***Les « Métamorphoses » d'Ovide et leurs modèles grecs**, par A. LAFAYE, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1904. 8 fr. 50

MOYEN AGE

- ***Premiers mélanges d'histoire du Moyen âge**, par MM. le Prof. A. LUCHAIRE, de l'Institut, DUPONT-FERRIER et POUPARDIN. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- Deuxièmes mélanges d'histoire du Moyen âge**, publiés sous la direct. de M. le Prof. A. LUCHAIRE, par MM. LUCHAIRE, HALPHEN et HUCKEL. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Troisièmes mélanges d'histoire du Moyen âge**, par MM. le Prof. LUCHAIRE, BEYSSIER, HALPHEN et CORDEY. 1 vol. in-8. 8 fr. 50
- Quatrièmes mélanges d'histoire du Moyen âge**, par MM. JACQUEMIN, FARAL, BEYSSIER. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- Cinquièmes mélanges d'histoire du Moyen âge**, publiés sous la dir. de M. le Prof. A. LUCHAIRE, par MM. AUBERT, CARRU, DULONG, GUÉBIN, HUCKEL, LOIRETTE, LYON, MAX FAZY et M^{lle} MACHKEWITCH. 1 vol. in-8. 5 fr.
- ***Essai de restitution des plus anciens Mémoires de la Chambre des Comptes de Paris**, par MM. J. PETIT, GAVRILOVITCH, MAURY et TÉODORU, préface de M. CH.-V. LANGLOIS, prof. adjoint. 1 vol. in-8. 9 fr.
- Constantin V, empereur des Romains (740-775). Étude d'histoire byzantine**, par A. LOMBARD, licencié ès lettres. Préface de M. le Prof. Ch. DIEHL. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Étude sur quelques manuscrits de Rome et de Paris**, par M. le Prof. A. LUCHAIRE. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Les archives de la cour des comptes, aides et finances de Montpellier**, par L. MARTIN-CHABOT, archiviste-paléographe. 1 vol. in-8. 8 fr.

PHILOGOLOGIE et LINGUISTIQUE

- ***Le dialecte allemand de Colmar (Haute-Alsace) en 1870**, grammaire et lexique, par M. le Prof. VICTOR HENRY. 1 vol. in-8. 8 fr.
- ***Études linguistiques sur la Basse-Auvergne, phonétique historique du patois de Vinzelles (Puy-de-Dôme)**, par ALBERT DAUZAT. Préface de M. le Prof. A. THOMAS. 1 vol. in-8. 6 fr.
- ***Antinomies linguistiques**, par M. le Prof. VICTOR HENRY. 1 v. in-8. 2 fr.
- Mélanges d'étymologie française**, par M. le Prof. A. THOMAS. In-8. 7 fr.
- ***A propos du corpus Tibullianum. Un siècle de philologie latine classique**, par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 18 fr.

PHILOSOPHIE

- L'imagination et les mathématiques selon Descartes**, par P. BOUTROUX, licencié ès lettres. 1 vol. in-8. 2 fr.

GÉOGRAPHIE

- La rivière Vincent-Pinzon. Étude sur la cartographie de la Guyane**, par M. le Prof. VIDAL DE LA BLACHE, de l'Institut. In-8. 6 fr.

LITTÉRATURE MODERNE

- ***Mélanges d'histoire littéraire**, par MM. FREMINET, DUPIN et DES COGNETS. Préface de M. le prof. LANSON. 1 vol. in-8. 6 fr. 50

HISTOIRE CONTEMPORAINE

- ***Le treize vendémiaire an IV**, par HENRY ZIVY. 1 vol. in-8. 4 fr.

ANNALES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

- Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Botta, par Emile BOURGEOIS. 1 vol. in-8. 10 fr.
 La républ. des Provinces-Unies, France et Pays-Bas espagnols, de 1630 à 1650, par A. WADDINGTON. 2 vol. in-8. 12 fr.
 Le Vivarais, essai de géographie régionale, par BURDIN. 1 vol. in-8. 6 fr.

* RECUEIL DES INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES DE FRANCE

DEPUIS LES TRAITÉS DE WESTPHALIE JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères.

- Beaux vol. in-8 rais., imprimés sur pap. de Hollande, avec Introduction et notes.
- I. — AUTRICHE, par M. Albert SOREL, de l'Académie française. *Épuisé.*
 - II. — SUÈDE, par M. A. GEFFROY, de l'Institut. 20 fr.
 - III. — PORTUGAL, par le vicomte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. 20 fr.
 - IV et V. — POLOGNE, par M. LOUIS FARGES. 2 vol. 30 fr.
 - VI. — ROME, par M. G. HANOTAUX, de l'Académie française. 20 fr.
 - VII. — BAVIÈRE, PALATINAT ET DEUX-PONTS, par M. André LEBON. 25 fr.
 - VIII et IX. — RUSSIE, par M. Alfred RAMBAUD, de l'Institut. 2 vol.
 Le 1^{er} vol. 20 fr. Le second vol. 25 fr.
 - X. — NAPLES ET PARME, par M. Joseph REINACH, député. 20 fr.
 - XI. — ESPAGNE (1649-1750), par MM. MOREL-FATIO, professeur au Collège de France et LEONARDON (t. I) 20 fr.
 - XII et XII bis. — ESPAGNE (1750-1789) (t. II et III), par les mêmes. 40 fr.
 - XIII. — DANEMARK, par M. A. GEFFROY, de l'Institut. 14 fr.
 - XIV et XV. — SAVOIE-MANTOUE, par M. HORRIC de BEAUCAIRE. 2 vol. 40 fr.
 - XVI. — PRUSSE, par M. A. WADDINGTON, professeur à l'Univ. de Lyon. 1 vol. (Couronné par l'Institut.) 28 fr.

*INVENTAIRE ANALYTIQUE

DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques

- Correspondance politique de MM. de CASTILLON et de MARRILLAC, ambassadeurs de France en Angleterre (1537-1542), par M. JEAN KAULEK, avec la collaboration de MM. Louis Farges et Germain Lefèvre-Pontalis. 1 vol. in-8 raisin 15 fr.
- Papiers de BARTHÉLEMY, ambassadeur de France en Suisse, de 1792 à 1793 par M. JEAN KAULEK. 4 vol. in-8 raisin.
- I. Année 1792, 15 fr. — II. Janvier-août 1793, 15 fr. — III. Septembre 1793 à mars 1794, 18 fr. — IV. Avril 1794 à février 1795, 20 fr. — V. Septembre 1794 à Septembre 1796 20 fr.
- Correspondance politique de ODET DE SELVE, ambassadeur de France en Angleterre (1540-1549), par M. G. LEFÈVRE-PONTALIS. 1 vol. in-8 raisin 15 fr.
- Correspondance politique de GUILLAUME PELLICIER, ambassadeur de France à Venise (1540-1542), par M. Alexandre TAUSSERAT-RADEL. 1 fort vol. in-8 raisin 40 fr.
-
- Correspondance des Deys d'Alger avec la Cour de France (1759-1833), recueillie par Eug. PLANTET. 2 vol. in-8 raisin. 30 fr.
- Correspondance des Beys de Tunis et des Consuls de France avec la Cour (1577-1830), recueillie par Eug. PLANTET. 3 vol. in-8. TOME I (1577-1700). *Épuisé.* — T. II (1700-1770). 20 fr. — T. III (1770-1830). 20 fr.
-
- Les introducteurs des Ambassadeurs (1589-1900). 1 vol. in-4, avec figures dans le texte et planches hors texte. 20 fr.

*** REVUE PHILOSOPHIQUE**

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par Th. RIBOT, Membre de l'Institut, Professeur honoraire au Collège de France.
(33^e année, 1908.) — Paraît tous les mois.Abonnement du 1^{er} janvier : Un an : Paris, 30 fr. — Départements et Etranger, 33 fr.
La livraison, 3 fr.

Les années écoulées, chacune 30 francs, et la livraison, 3 fr.

*** REVUE GERMANIQUE** (ALLEMAGNE — ANGLETERRE
ÉTATS-UNIS — PAYS SCANDINAVES)(4^e année, 1908). — Paraît tous les deux mois (Cinq numéros par an).

Secrétaire général : M. PIQUET, professeur à l'Université de Lille.

Abonnement du 1^{er} janvier : Paris, 14 fr. — Départements et Etranger, 16 fr.
La livraison, 4 fr.*** Journal de Psychologie Normale et Pathologique**

DIRIGÉ PAR LES DOCTEURS

Pierre JANET

et

Georges DUMAS

Professeur au Collège de France.

Chargé de cours à la Sorbonne.

(5^e année, 1908.) — Paraît tous les deux mois.Abonnement du 1^{er} janvier : France et Etranger, 14 fr. — La livraison, 2 fr. 60.

Le prix d'abonnement est de 12 fr. pour les abonnés de la Revue philosophique.

*** REVUE HISTORIQUE**

Dirigée par MM. G. MONOD, Membre de l'Institut, et Ch. BÉMONT

(33^e année, 1908.) — Paraît tous les deux mois.Abonnement du 1^{er} janvier : Un an : Paris, 30 fr. — Départements et Etranger, 33 fr.
La livraison, 6 fr.Les années écoulées, chacune 30 fr.; le fascicule, 6 fr. Les fascicules de la 1^{re} année, 9 fr.*** ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES**Revue bimestrielle publiée avec la collaboration des professeurs
et des anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques
(23^e année, 1908.)

Rédacteur en chef : M. A. VIALLATRE, Prof. à l'École.

Abonnement du 1^{er} janvier : Un an : Paris, 18 fr.; Départements et Etranger, 19 fr.
La livraison, 3 fr. 50.*** JOURNAL DES ÉCONOMISTES**

Revue mensuelle de la science économique et de la statistique

Paraît le 15 de chaque mois par fascicules grand in-8 de 10 à 12 feuilles

Rédacteur en chef : G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut

Abonnement : Un an, France, 36 fr. Six mois, 19 fr.
Union postale : Un an, 38 fr. Six mois, 20 fr. — Le numéro, 3 fr. 50

Les abonnements partent de janvier ou de juillet.

*** Revue de l'École d'Anthropologie de Paris**Recueil mensuel publié par les professeurs. — (18^e année, 1908.)Abonnement du 1^{er} janvier : France et Etranger, 10 fr. — Le numéro, 1 fr.**REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE**(5^e année, 1908) Mensuelle

Abonnement : Un an, France et Belgique, 50 fr.; autres pays, 56 fr.

Bulletin de la Société libre pour l'Étude psychologique de l'Enfant10 numéros par an. — Abonnement du 1^{er} octobre : 3 fr.**LES DOCUMENTS DU PROGRÈS**Revue mensuelle internationale (2^e année, 1908)D^r R. BRODA, Directeur.

Abonnement : 1 an : France, 10 fr. — Etranger, 12 fr. La livraison, 1 fr.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de M. Émile AGLAVE

Les titres marqués d'un astérisque * sont adoptés par le Ministère de l'Instruction publique de France pour les bibliothèques des lycées et des collèges.

LISTE PAR ORDRE D'APPARITION

144 VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, OUVRAGES A 6, 9 ET 12 FR.

Volumes parus en 1908 :

109. LOEB, professeur à l'Université Berkeley. **La dynamique des phénomènes de la vie.** Traduit de l'allemand par MM. DAUDIN et SCHAEFFER, préf. de M. le Prof. A. GIARD, de l'Institut. 1 vol. avec fig. 9 fr.
 110. CHARLTON BASTIAN. **L'Evolution de la vie.** 1 vol. in-8, illustré, avec figures dans le texte et 12 planches hors texte. 6 fr.
 111. VRIES (Hugo de). **Espèces et Variétés**, trad. de l'allemand par L. BLARINGHEM, préface de M. le prof. A. GIARD. 1 vol. 12 fr.
-
1. TYNDALL (J.). * **Les Glaciers et les Transformations de l'eau**, avec figures. 1 vol. in-8. 7^e édition. 6 fr.
 2. BAGEHOT. * **Lois scientifiques du développement des nations.** 1 vol. in-8. 7^e édition. 6 fr.
 3. MAREY, de l'Institut. * **La Machine animale.** Épuisé.
 4. BAIN. * **L'Esprit et le Corps.** 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
 5. PETTIGREW. * **La Locomotion chez les animaux**, marche, natation et vol. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
 6. HERBERT SPENCER. * **La Science sociale.** 1 v. in-8. 14^e édit. 6 fr.
 7. SCHMIDT (O.). * **La Descendance de l'homme et le Darwinisme.** 1 vol. in-8, avec fig. 6^e édition. 6 fr.
 8. MAUDSLEY. * **Le Crime et la Felle.** 2 vol. in-8. 7^e édit. 6 fr.
 9. VAN BENEDEN. * **Les Commensaux et les Parasites dans le règne animal.** 1 vol. in-8, avec figures. 4^e édit. 6 fr.
 10. BALFOUR STEWART. * **La Conservation de l'énergie**, avec figures. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
 11. DRAPER. **Les Conflits de la science et de la religion.** 1 vol. in-8. 12^e édition. 6 fr.
 12. L. DUMONT. * **Théorie scientifique de la sensibilité.** in-8. 4^e édition. 6 fr.
 13. SCHUTZENBERGER. * **Les Fermentations.** In-8, 6^e édit. 6 fr.
 14. WHITNEY. * **La Vie du langage.** 1 vol. in-8. 4^e édit. 6 fr.
 15. COOKE et BERKELEY. * **Les Champignons.** In-8, av. fig., 4^e éd. 6 fr.
 16. BERNSTEIN. * **Les Sens.** 1 vol. in-8, avec 91 fig. 5^e édit. 6 fr.
 17. BERTHELOT, de l'Institut. * **La Synthèse chimique.** 8^e édit. 6 fr.
 18. NIEWENGLOWSKI (H.). * **La photographie et la photochimie.** 1 vol. in-8, avec gravures et une planche hors texte. 6 fr.
 19. LUYS. * **Le Cerveau et ses fonctions.** Épuisé.
 20. STANLEY JEVONS. * **La Monnaie.** Épuisé.
 21. RUCHS. * **Les Volcans et les Tremblements de terre.** 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleurs. 5^e édition. 6 fr.
 22. GÉNÉRAL BRIALMONT. * **Les Camps retranchés.** Épuisé.
 23. DE QUATREFAGES, de l'Institut. * **L'Espèce humaine.** 1 vol. in-8. 13^e édit. 6 fr.
 24. BLASERNA et HELMHOLTZ. * **Le Son et la Musique.** 1 vol. 5^e éd. 6 fr.
 25. ROSENTHAL. * **Les Nerfs et les Muscles.** Épuisé.

26. BRUCKE et HELMHOLTZ. * *Principes scientifiques des beaux-arts*. 1 vol. in-8, avec 89 figures. 4^e édition. 6 fr.
27. WURTZ, de l'Institut. * *La Théorie atomique*. 1 vol. in-8, 9^e éd. 6 fr.
- 28-29. SECCHI (le père). * *Les Étoiles*. 2 vol. in-8, av. fig. et pl. 3^e éd. 12 fr.
30. JOLY. * *L'Homme avant les métaux*. *Épuisé*.
31. A. BAIN. * *La Science de l'éducation*. 1 vol. in-8. 9^e édit. 6 fr.
- 32-33. THURSTON (R.). * *Histoire de la machine à vapeur*. 2 vol. in-8, avec 140 fig. et 16 planches hors texte. 3^e édition. 12 fr.
34. HARTMANN (R.). * *Les Peuples de l'Afrique*. *Épuisé*.
35. HERBERT SPENCER. * *Les Bases de la morale évolutionniste*. 1 vol. in-8. 6^e édition. 6 fr.
36. HUXLEY. * *L'Écrevisse*, introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édition. 6 fr.
37. DE ROBERTY. * *La Sociologie*. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
38. ROOD. * *Théorie scientifique des couleurs*. 1 vol. in-8, avec figures et une planche en couleurs hors texte. 2^e édition. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. * *L'Évolution du règne végétal (les Cryptogames)*. *Épuisé*.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. * *Le Cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux*. 2 vol. in-8, avec figures. 2^e éd. 12 fr.
42. JAMES SULLY. * *Les Illusions des sens et de l'esprit*. 3^e éd. 6 fr.
43. YOUNG. * *Le Soleil*. *Épuisé*.
44. DE CANDOLLE. * *L'Origine des plantes cultivées*. 4^e éd. 1 v in-8. 6 fr.
- 45-46. SIR JOHN LUBBOCK. * *Fourmis, abeilles et guêpes*. *Épuisé*.
47. PERRIER (Edm.), de l'Institut. *La Philosophie zoologique avant Darwin*. 1 vol. in-8. 3^e édition. 6 fr.
48. STALLO. * *La Matière et la Physique moderne*. in-8. 3^e éd. 6 fr.
49. MANTEGAZZA. *La Physiognomie et l'Expression des sentiments*. 1 vol. in-8. 3^e édit., avec huit planches hors texte. 6 fr.
50. DE MEYER. * *Les Organes de la parole et leur emploi pour la formation des sons du langage*. in-8, avec 51 fig. 6 fr.
51. DE LANESSAN. * *Introduction à l'étude de la botanique (le Sapin)*. 1 vol. in-8. 2^e édit., avec 143 figures. 6 fr.
- 52-53. DE SAPORTA et MARION. * *L'Évolution du règne végétal (les Phanérogames)*. 2 vol. *Épuisé*.
54. TROUESSART, prof. au Muséum. * *Les Microbes, les Ferments et les Moisissures*. 1 vol. in-8. 2^e édit., avec 107 figures. 6 fr.
55. HARTMANN (R.). * *Les Singes anthropoïdes*. *Épuisé*.
56. SCHMIDT (O.). * *Les Mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques*. 1 vol. in-8, avec 51 figures. 6 fr.
57. BINET et FÉRÉ. *Le Magnétisme animal*. 1 vol. in-8. 5^e édit. 6 fr.
- 58-59. ROMANES. * *L'Intelligence des animaux*. 2 v. in-8. 3^e édit. 12 fr.
60. LAGRANGE (F.). *Physiol. des excre. du corps*. 1 v. in-8. 7^e éd. 6 fr.
61. DREYFUS. * *Évolution des mondes et des sociétés*. 1 v. in-8. 6 fr.
62. DAUBRÉE, de l'Institut. * *Les Régions invisibles du globe et des espaces célestes*. 1 v. in-8, avec 85 fig. dans le texte. 2 édit. 6 fr.
- 63-64. SIR JOHN LUBBOCK. * *L'Homme préhistorique*. 2 vol. *Épuisé*.
65. R CHET (Ch.), professeur à la Faculté de médecine de Paris. *La Chaleur animale*. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
66. FALSAN (A.). * *La Période glaciaire*. *Épuisé*.
67. BEAUNIS (H.). *Les Sensations internes*. 1 vol. in-8. 6 fr.
68. CARTAILHAC (E.). *La France préhistorique, d'après les sépultures et les monuments*. 1 vol. in-8, avec 162 figures. 2^e édit. 6 fr.
69. BERTHELOT, de l'Institut. * *La Révolution chimique, Lavoisier*. 1 vol. in-8. 2^e éd. 6 fr.
70. SIR JOHN LUBBOCK. * *Les Sens et l'instinct chez les animaux, principalement chez les insectes*. 1 vol. in-8, avec 150 figures. 6 fr.
71. STARCKE. * *La Famille primitive*. 1 vol. in-8. 6 fr.
72. ARLOING, prof. à l'École de méd. de Lyon. * *Les Virus*. in-8. 6 fr.
73. TOPINARD. * *L'Homme dans la Nature*. 1 vol. in-8, avec fig. 6 fr.

74. BINET (Alf.). *Les Altérations de la personnalité. In-8, 2^e éd. 6 fr.
75. DE QUATREFAGES (A.). *Darwin et ses précurseurs français. 1 vol. in-8, 2^e édition refondue. 6 fr.
76. LEFÈVRE (A.). *Les Races et les langues. Épuisé.
- 77-78. DE QUATREFAGES (A.), de l'Institut. *Les Émules de Darwin. 2 vol. in-8, avec préfaces de MM. Edm. PERRIER et HAMY. 12 fr.
79. BRUNACHE (P.). *Le Centre de l'Afrique. Autour du Tchad. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
80. ANGOT (A.), directeur du Bureau météorologique. *Les Aurores polaires. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
81. JACCARD. *Le pétrole, le bitume et l'asphalte au point de vue géologique. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
82. MEUNIER (Stan.), prof. au Muséum. *La Géologie comparée. 2^e éd. in-8, avec fig. 6 fr.
83. LE DANTEC, chargé de cours à la Sorbonne. *Théorie nouvelle de la vie. 4^e éd. 1 v. in-8, avec fig. 6 fr.
84. DE LANESSAN. *Principes de colonisation. 1 vol. in-8. 6 fr.
85. DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. *L'évolution régressive en biologie et en sociologie. 1 vol. in-8, avec gravures. 6 fr.
86. MORTILLET (G. de). *Formation de la Nation française. 2^e édit. 1 vol. in-8, avec 150 gravures et 18 cartes. 6 fr.
87. ROCHÉ (G.). *La Culture des Mers (pisciculture, pisciculture, ostréiculture). 1 vol. in-8, avec 81 gravures. 6 fr.
88. COSTANTIN (J.), prof. au Muséum. *Les Végétaux et les Milieux cosmiques (adaptation, évolution). 1 vol. in-8, avec 171 grav. 6 fr.
89. LE DANTEC. L'évolution individuelle et l'hérédité. 1 vol. in-8. 6 fr.
90. GUIGNET et GARNIER. *La Céramique ancienne et moderne. 1 vol., avec grav. 6 fr.
91. GELLÉ (E.-M.). *L'audition et ses organes. 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
92. MEUNIER (St.). *La Géologie expérimentale. 2^e éd. in-8, av. gr. 6 fr.
93. COSTANTIN (J.). *La Nature tropicale. 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
94. GROSSE (E.). *Les débuts de l'art. 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
95. GRASSET (J.), prof. à la Faculté de méd. de Montpellier. Les Maladies de l'orientation et de l'équilibre. 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
96. DEMENÏ (G.). *Les bases scientifiques de l'éducation physique. 1 vol. in-8, avec 198 gravures. 3^e édit. 6 fr.
97. MALMÉJAC (F.). *L'eau dans l'alimentation. 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
98. MEUNIER (Stan.). *La géologie générale. 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
99. DEMENÏ (G.). Mécanisme et éducation des mouvements. 2^e édit. 1 vol. in-8, avec 565 gravures. 9 fr.
100. BOURDEAU (L.). Histoire de l'habillement et de la parure. 1 vol. in-8. 6 fr.
101. MOSSO (A.). *Les exercices physiques et le développement intellectuel. 1 vol. in-8. 6 fr.
102. LE DANTEC (F.). Les lois naturelles. 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
103. NORMAN LOCKYER. *L'évolution inorganique. Avec grav. 6 fr.
104. COLAJANNI (N.). *Latins et Anglo-Saxons. 1 vol. in-8. 9 fr.
105. JAVAL (E.), de l'Académie de médecine. *Physiologie de la lecture et de l'écriture. 1 vol. in-8, avec 96 gr. 2^e éd. 6 fr.
106. COSTANTIN (J.). *Le Transformisme appliqué à l'agriculture. 1 vol. in-8, avec 106 gravures. 6 fr.
107. LALOY (L.). *Parasitisme et mutualisme dans la nature. Préface de M. le P^r A. GIARD, de l'Institut. 1 vol. in-8, avec 82 gravures. 6 fr.
108. CONSTANTIN (Capitaine). Le rôle sociologique de la guerre et le sentiment national. Suivi de la traduction de *La guerre, moyen de sélection collective*, par le D^r STEINMETZ. 1 vol. 6 fr.

RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

qui ne se trouvent pas dans les collections précédentes.

Volumes parus en 1908 :

- ASLAN (G.). *Le jugement chez Aristote*. Broch. in-18. 1 fr.
- CAUDRILLIER (G.), doct. ès lettres, prof. agrégé d'histoire au Lycée de Bordeaux. *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'Est avant fructidor*. 1 vol. gr. in-8. 7 fr. 50
- GOTTIN (C^{te} P.), ancien député. *Positivisme et anarchie*. Agnostiques français. *Augusta Comte, Littré, Taine*. Br. in-18. 2 fr.
- Essai sur la méthode dans les sciences* par MM. P.-F. THOMAS, docteur ès lettres, professeur de philosophie au lycée Hoche. — Émile PICARD, de l'Institut. — P. TANNERY, de l'Institut. — PAINLEVÉ, de l'Institut. — BOUASSE, professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse. — JOB, professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse. — GIARD, de l'Institut. — LE DANTEC, chargé de cours à la Sorbonne. — Pierre DELBET, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris. — Th. RIBOT, de l'Institut. — DURKHEIM, professeur à la Sorbonne. — LÉVY-BRUHL, professeur à la Sorbonne. — G. MONOD, de l'Institut. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
- LECLÈRE (A.), professeur à l'Université de Berne. *La morale rationnelle dans ses relations avec la philosophie générale*. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- MORIN (Jean), archéologue. *Archéologie de la Gaule et des pays circonvoisins depuis les origines jusqu'à Charlemagne*, suivie d'une description raisonnée de la collection MORIN. 1 vol. in-8 avec 74 fig. dans le texte et 26 pl. hors texte. 6 fr.
- THOMAS (P.-F.), prof. de philosophie au lycée de Versailles. *L'éducation dans la famille. Les péchés des parents*. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
- VAN BIERVLIET. *La psychologie quantitative*. 1 vol. in-8. 4 fr.

Précédemment parus :

- ALAUX. *Esquisse d'une philosophie de l'être*. In-8. 1 fr.
- *Les Problèmes religieux au XIX^e siècle*. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- *Philosophie morale et politique*. In-8. 1893. 7 fr. 50
- *Théorie de l'âme humaine*. 1 vol. in-8. 1895. 10 fr.
- *Dieu et le Monde. Essai de phil. première*. 1904. 1 vol. in-12. 2 fr. 50
- AMIABLE (Louis). *Une loge maçonnique d'avant 1789*. 1 v. in-8. 6 fr.
- ANDRÉ (L.), docteur ès lettres. *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*. 1 vol. in-8 (*couronné par l'Institut*). 1906. 14 fr.
- *Deux mémoires inédits de Claude Le Pelletier*. In-8. 1906. 3 fr. 50
- ARMINJON (P.), prof. à l'École Khédiviale de Droit du Caire. *L'enseignement, la doctrine et la vie dans les universités musulmanes d'Égypte*. 1 vol. in-8. 1907. 6 fr. 50
- ARRÉAT. *Une Éducation intellectuelle*. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- *Journal d'un philosophe*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50 (Voy. p. 2 et 6).
- **Autour du monde*, par les BOURSIERS DE VOYAGE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS. (*Fondation Albert Kahn*). 1 vol. gr. in-8. 1904. 5 fr.
- ASLAN (G.). *La Morale selon Guyau*. 1 vol. in-16. 1906. 2 fr.
- ATGER (F.). *Hist. des doctrines du Contrat social*. 1 v. in-8. 1906. 8 fr.
- BACHA (E.). *Le Génie de Tacite*. 1 vol. in-18. 4 fr.
- BELLANGER (A.), docteur ès lettres. *Les concepts de cause et l'activité intentionnelle de l'esprit*. 1 vol. in-8. 1905. 5 fr.
- BENOIST-HANAPPIER (L.), docteur ès lettres. *Le drame naturaliste en Allemagne*. In-8. *Couronné par l'Académie française*. 1905. 7 fr. 50

- BERNATH (de). *Cléopâtre. Sa vie, son règne.* 1 vol. in-8. 1903. 8 fr.
- BERTON (H.), docteur en droit. *L'évolution constitutionnelle du second empire. Doctrines, textes, histoire.* 1 fort vol. in-8. 1900. 12 fr.
- BOURDEAU (Louis); *Théorie des sciences.* 2 vol. in-8. 20 fr.
- *La Conquête du monde animal.* In-8. 5 fr.
- *La Conquête du monde végétal.* In-8. 1893. 5 fr.
- *L'Histoire et les historiens.* 1 vol. in-8. 7 fr. 60
- * *Histoire de l'alimentation.* 1894. 1 vol. in-8. 5 fr.
- BOUÏROUX (Em.), de l'Institut. * *De l'idée de loi naturelle.* in-8. 2 fr. 50.
- BRANDON-SALVADOR (M^{me}). *A travers les moissons. Ancien Test. Talmud. Apocryphes. Poètes et moralistes juifs du moyen âge.* In-16. 1903. 4 fr.
- BRASSEUR. *La question sociale.* 1 vol. in-8. 1900. 7 fr. 50
- *Psychologie de la force.* 1 vol. in-8. 1907. 3 fr. 75
- BROOKS ADAMS. *Loi de la civilisation et de la décadence.* In-8. 7 fr. 50
- BROUSSEAU (K.). *Éducation des nègres aux États-Unis.* In-8. 7 fr. 50
- BUCHER (Karl). *Études d'histoire et d'économie polit.* In-8. 1901. 6 fr.
- BUDÉ (E. de). *Les Bonaparte en Suisse.* 1 vol. in-12. 1905. 3 fr. 50
- BUNGE (C.-O.). *Psychologie individuelle et sociale.* In-16. 1904. 8 fr.
- CANTON (G.). *Napoléon antimilitariste.* 1902. In-16. 3 fr. 50
- CARDON (G.). * *La Fondation de l'Université de Douai.* In-8. 40 fr.
- CHARRIAUT (H.). *Après la séparation.* In-12. 1905. 3 fr. 50
- CLAMAGERAN. *La Réaction économique et la démocratie.* In-18. 1 fr. 25
- *La lutte contre le mal.* 1 vol. in-18. 1897. 3 fr. 50
- *Études politiques, économiques et administr.* in-8. 10 fr.
- *Philosophie religieuse. Art et voyages.* 1 vol. in-12. 1904. 3 fr. 50
- *Correspondance (1849-1902).* 1 vol. gr. in-8. 1905. 10 fr.
- COLLIGNON (A.). *Diderot.* 2^e édit. 1907. In-12. 3 fr. 50
- COMBARIEU (J.), chargé de cours au Collège de France. * *Les rapports de la musique et de la poésie.* 1 vol. in-8. 1893. 7 fr. 50
- Congrès de l'Éducation sociale, Paris 1900.* 1 vol. in-8. 1901. 10 fr.
- IV^e Congrès international de Psychologie, Paris 1900.* In-8. 20 fr.
- COSTE. *Économie polit. et physiol. sociale.* In-18. 3 fr. 50 (V. p. 2 et 7).
- COUBERTIN (P. de). *La gymnastique utilitaire.* 2^e édit. In-12. 2 fr. 50
- DANTU (G.), docteur ès lettres. *Opinions et critiques d'Aristophane sur le mouvement politique et intellectuel à Athènes.* 1 vol. gr. in-8. 1907. 3 fr.
- *L'éducation d'après Platon.* 1 vol. gr. in-8. 1907. 6 fr.
- DANY (G.), docteur en droit. * *Les Idées politiques en Pologne à la fin du XVIII^e siècle. La Constit. du 3 mai 1793.* In-8. 1901. 6 fr.
- DAREL (Th.). *Le peuple-roi. Essai de sociologie universaliste.* In-8. 1904. 3 fr. 50
- DAURIAQ. *Croyance et réalité.* 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
- *Le Réalisme de Reid.* In-8. 1 fr.
- DEFOURNY (M.). *La sociologie positiviste. Auguste Comte.* In-8. 1902. 6 fr.
- DERAISMES (M^{lle} Maria). *Œuvres complètes.* 4 vol. Chacun. 3 fr. 50
- DESCHAMPS. *Principes de morale sociale.* 1 vol. in-8. 1903. 3 fr. 50
- DICRAN ASLANIAN. *Les principes de l'évolution sociale.* 1 vol. in-8. 1907. 5 fr.
- DOLLOT (R.), docteur en droit. *Les origines de la neutralité de la Belgique (1609-1830).* 1 vol. in-8. 1902. 10 fr.
- DUBUC (P.). * *Essai sur la méthode en métaphysique.* 1 vol. in-8. 5 fr.
- DUGAS (L.). * *L'amitié antique.* 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- DUNAN. * *Sur les formes a priori de la sensibilité.* 1 vol. in-8. 5 fr.
- DUNANT (E.). *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique (1798-1803).* 1 vol. in-8. 1902. 20 fr.
- DUPUY (Paul). *Les fondements de la morale.* In-8. 1900. 5 fr.
- *Méthodes et concepts.* 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.
- * *Entre Camarades, par les anciens élèves de l'Université de Paris. Histoire, littérature, philologie, philosophie.* 1904. In-8. 10 fr.
- ESPINAS (A.), de l'Institut. * *Les Origines de la technologie.* in-8. 5 fr.

- FERRÈRE (F.). *La situation religieuse de l'Afrique romaine depuis la fin du IV^e siècle jusqu'à l'invasion des Vandales.* 1 v. in-8. 1898. 7 fr. 50
- Fondation universitaire de Belleville (La). Ch. GIDE. *Travail intellectuel et travail manuel*; J. BARDOUX. *Prem. efforts et prem. année.* In-16. 1 fr. 50
- GELEY (G.). *Les preuves du transformisme.* In-8. 1901. 6 fr.
- GILLET (M.). *Fondement intellectuel de la morale.* In-8. 3 fr. 75
- GIRAUD-TEULON. *Les origines de la papauté.* In-12. 1905. 2 fr.
- GOURD, Prof. Univ. de Genève. *Le Phénomène.* 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- GRÉFF (Guillaume de). *L'évolution des croyances et des doctrines politiques.* In-12. 1895. 4 fr. (V. p. 3 et 8.)
- GRIVEAU (M.). *Les Éléments du beau.* In-18. 4 fr. 50
— *La Sphère de beauté,* 1901. 1 vol. in-8. 10 fr.
- GUEX (F.), professeur à l'Université de Lausanne. *Histoire de l'Instruction et de l'Éducation* In-8 avec gravures. 1906. 6 fr.
- GUYAU. *Vers d'un philosophe.* In-18. 3^e édit. 3 fr. 50
- HALLEUX (J.). *L'Évolutionnisme en morale (H. Spencer).* In-12. 3 fr. 50
- HALOT (C.). *L'Extrême-Orient.* In-16. 1905. 4 fr.
- HARTENBERG (Dr P.). *Sensations païennes.* 1 vol. in-16. 1907. 3 fr.
- HOCQUART (E.). *L'Art de juger le caractère des hommes sur leur écriture,* préface de J. CRÉPIEUX-JAMIN. Br. in-8. 1898. 1 fr.
- HÖFFDING (H.), prof. à l'Université de Copenhague. *Morale. Essai sur les principes théoriques et leur application aux circonstances particulières de la vie,* traduit d'après la 2^e éd. allemande par L. POITTEVIN, prof. de philos. au Collège de Navua. 2^e édit. 1 vol. in-8. 1907. 40 fr.
- HORVATH, KARDOS et ENDRODI. **Histoire de la littérature hongroise,* adapté du hongrois par J. KONT. Gr. in-8, avec gr. 1900. 10 fr.
- ICARD. *Paradoxes ou vérités.* 1 vol. in-12. 1895. 3 fr. 50
- JAMES (W.). *L'Expérience religieuse,* traduit par F. ABAUZIT, agrégé de philosophie. 1 vol. in-8^e. 2^e éd. 1908. Cour. par l'Acad. française. 10 fr.
— ** Causeries pédagogiques,* trad. par L. PIDOUX, préface de M. PAYOT, recteur de l'Académie d'Aix. 1 vol. in-16. 1907. 2 fr. 50
- JANSENS (E.). *Le néo-criticisme de Ch. Renouvier.* In-16. 1904. 3 fr. 50
— *La philosophie et l'apologétique de Pascal.* 1 vol. in-16. 4 fr.
- JOURDY (Général). *L'Instruction de l'armée française, de 1815 à 1902.* 1 vol. in-16. 1903. 3 fr. 50
- JOYAU. *De l'invention dans les arts et dans les sciences.* 1 v. in-8. 5 fr.
— *Essai sur la liberté morale.* 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- KARPE (S.), docteur ès lettres. *Les origines et la nature du Zohar,* précédé d'une *Étude sur l'histoire de la Kabbale.* 1901. In-8. 7 fr. 50
- KAUFMANN. *La cause finale et son importance.* In-12. 2 fr. 50
- KEIM (A.). *Notes de la main d'Helvétius,* publiées d'après un manuscrit inédit avec une introduction et des commentaires. 1 v. in-8. 1907. 3 fr.
- KINGSFORD (A.) et MAITLAND (E.). *La Voie parfaite ou le Christ éso-térique,* précédé d'une préface d'Edouard SCHURÉ. 1 vol. in-8. 1892. 6 fr.
- KOJTYLEFF. *Évolution dans l'histoire de la philosophie.* In-16. 2 fr. 50
— *Les substituts de l'âme dans la psychologie mod.* In-8. 4 fr.
- LABROUE (H.), prof., agrégé d'histoire au Lycée de Toulon. *Le conventionnel Pinet,* d'après ses mémoires inédits. Broch. in-8. 1907. 3 fr.
— *Le Club Jacobin de Toulon (1799-1796).* Broch. gr. in-8 1907. 2 fr.
- LACOMBE (C' de). *La maladie contemporaine. Examen des principaux problèmes sociaux au point de vue positiviste.* 1 vol. in-8. 1906 3 fr. 50
- LALANDE (A.), agrégé de philosophie. ** Précis raisonné de morale pratique* par questions et réponses. 1 vol. in-18. 1907. 1 fr.
- LANESSAN (de), ancien ministre de la Marine. *Le Programme maritime de 1900-1903.* In-12. 2^e éd. 1903. 3 fr. 50
— **L'éducation de la femme moderne.* 1 vol. in-16. 1907. 3 fr. 50
- LASSERRE (A.). *La participation collective des femmes à la Révolution française.* In-8. 1905. 5 fr.

- LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques.** In-8. 25 c.
- LAZARD (R.). **Michel Goudchaux (1797-1862)**, ministre des Finances en 1848. Son œuvre et sa vie politique. 1 vol. gr. in-8. 1907. 40 fr.
- LEMAIRE (P.). **Le cartésianisme chez les Bénédictins.** In-8. 6 fr. 50
- LETAINTURIER (J.). **Le socialisme devant le bon sens.** In-18. 4 fr. 50
- LEVY (L.-G.), docteur ès lettres. **La famille dans l'antiquité israélite.** 4 vol. in-8. 1905. Couronné par l'Académie française. 5 fr.
- LEVY-SCHNEIDER (L.), professeur à l'Université de Nancy. **Le conventionnel Jeanbon Saint-André (1749-1813).** 1901. 2 vol. in-8. 15 fr.
- LICHTENBERGER (A.). **Le socialisme au XVIII^e siècle.** In-8. 7 fr. 50
- MABILLEAU (L.). ***Histoire de la phallos, atomistique.** In-8. 1895. 12 fr.
- MAGNIN (E.). **L'art et l'hypnose.** In-8 avec grav. et pl. 1906. 20 fr.
- MAINDRON (Ernest). ***L'Académie des sciences.** In-8 cavalier, 53 grav., portraits, plans. 8 pl. hors texte et 2 autographes. 6 fr.
- MANDOÛL (J.). **Un homme d'État italien: Joseph de Maistre.** In-8. 8 fr.
- MARIÉTAN (J.). **La classification des sciences, d'Aristote à saint Thomas.** 4 vol. in-8. 1901. 3 fr.
- MATAGRIN. **L'esthétique de Lotze.** 1 vol. in-12. 1900. 2 fr.
- MERCIER (Mgr). **Les origines de la psych. contemp.** In-12. 1898. 5 fr.
- MILHAUD (G.). ***Le positiv. et le progrès de l'esprit.** In-16. 1902. 2 fr. 50
- MILLERAND, FAGNOT, STROHL. **La durée légale du travail.** In-12. 2 fr. 50
- MODESTOV (B.). ***Introduction à l'Histoire romaine. L'ethnologie préhistorique, les influences civilisatrices à l'époque préromaine et les commencements de Rome,** traduit du russe sur MICHEL DELINES. Avant-propos de M. SALOMON REINACH, de l'Institut. 1 vol. in-4 avec 36 planches hors texte et 27 figures dans le texte. 1907. 15 fr.
- MONNIER (Marcel). ***Le drame chinois.** 1 vol. in-16. 1900. 2 fr. 50
- NEPLUYEFF (N. de). **La confrérie ouvrière et ses écoles,** in-12. 2 fr.
- NODET (V.). **Les agnoscies, la cécité psychique.** In-8. 1899. 4 fr.
- NORMAND (Ch.), docteur ès lettres, prof., agrégé d'histoire au lycée Condorcet. **La Bourgeoisie française au XVII^e siècle. La vie publique. Les idées et les actions politiques (1604-1661).** Etudes sociales. 4 vol. gr. in-8, avec 8 pl. hors texte. 1907. 12 fr.
- NOVICOW (J.). **La Question d'Alsace-Lorraine.** In-8. 4 fr. (V. p. 4, 10 et 19.)
- **La Fédération de l'Europe.** 1 vol. in-18. 2^e édit. 1901. 3 fr. 50
- **L'affranchissement de la femme.** 1 vol. in-16. 1903. 3 fr.
- PARIS (Comte de). **Les Associations ouvrières en Angleterre (Trades-unions).** 4 vol. in-18. 7^e édit. 4 fr. — Édition sur papier fort. 2 fr. 50
- PARISET (G.), professeur à l'Université de Nancy. **La Revue germanique de Dollfus et Neftzer.** In-8. 1906. 2 fr.
- PAUL-BONCOUR (J.). **Le fédéralisme économique,** préf. de WALDECK-ROUSSEAU. 1 vol. in-8. 2^e édition. 1901. 6 fr.
- PAULHAN (Fr.). **Le Nouveau mysticisme.** 4 vol. in-18. 2 fr. 50
- PELLETAN (Eugène). ***La Naissance d'une ville (Royan).** In-18. 2 fr.
- ***Jarousseau, le pasteur du désert.** 1 vol. in-18. 2 fr.
- ***Un Roi philosophe, Frédéric le Grand.** In-18. 3 fr. 50
- **Droits de l'homme.** In-16. 3 fr. 50
- **Profession de foi du XIX^e siècle.** In-16. 3 fr. 50
- PEREZ (Bernard). **Mes deux chats.** In-12, 2^e édition. 4 fr. 50
- **Jacotot et sa Méthode d'émancipation Intellect.** In-18. 3 fr.
- **Dictionnaire abrégé de philosophie.** 1893. in-12. 4 fr. 50 (V. p. 10).
- PHILBERT (Louis). **Le Rire.** In-8. (Cour. par l'Académie française.) 7 fr. 50
- PHILIPPE (J.). **Lucrèce dans la théologie chrétienne.** In-8. 2 fr. 50
- PIAT (C.). **L'Intellect actif.** 1 vol. in-8. 4 fr.
- **L'Idée ou critique du Kantisme.** 2^e édition 1901. 1 vol. in-8. 6 fr.
- **De la croyance en Dieu.** 1 vol. in-18. 1907. 3 fr. 50
- PICARD (Ch.). **Sémites et Aryens (1893).** In-18. 4 fr. 50

- PICTET (Raoul). *Étude critique du matérialisme et du spiritualisme par la physique expérimentale.* 1 vol. gr. in-8. 10 fr.
- PILASTRE (E.). *Vie et caractère de Madame de Maintenon*, d'après les œuvres du duc de Saint-Simon et des documents anciens ou récents, avec une introduction et des notes. 1 vol. in-8, avec portraits, vues et autographe. 1907. 5 fr.
- PINLOCHE (A.), professeur hon^{or} de l'Univ. de Lille. **Pestalozzi et l'éducation populaire moderne.* In-16. 1902. (Cour. par l'Institut.) 2 fr. 50
- POEY. *Littre et Auguste Comte.* 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- PRAT (Louis), docteur ès lettres. *Le mystère de Platon.* in-8. 4 fr.
- *L'Art et la beauté.* 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.
- Protection légale des travailleurs (La).* (1^{re}, 2^e et 3^e séries), 3 vol. in-12. 1^{re} et 3^e séries 3 fr. 50, 2^e série. 2 fr. 50
- REGNAUD (P.). *Origine des idées et science du langage.* In-12. 4 fr. 50
- RENOUVIER, de l'Inst. *Uchronie. Utopie dans l'Histoire.* 2^e éd. 1904. In-8. 7 50
- ROBERTY (J.-E.) *Auguste Bouvier*, pasteur et théologien protestant. 1826-1893. 1 fort vol. in-12. 1904. 3 fr. 50
- ROISEL. *Chronologie des temps préhistoriques.* In-12. 1900. 1 fr.
- ROTT (Ed.). *La représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses confédérés.* T. I (1493-1559). 12 fr. — T. II (1559-1610). 15 fr. — T. III (1610-1626). 20 fr. (Récompensé par l'Institut.)
- SABATIER (C.). *Le Duplicitisme humain.* 1 vol. in-18. 1906. 2 fr. 50
- SAUSSURE (L. de). *Psychol. de la colonisation franç.* In-12. 3 fr. 50
- SAYOUS (E.). **Histoire des Hongrois.* 2^e éd. ill. Gr. in-8. 1900. 15 fr.
- SCHILLER (Études sur), par MM. SCHMIDT, FAUCONNET, ANDLER, XAVIER LÉON, SPENLÉ, BALDENSPERGER, DRESCH, TIBAL, EHRHARD, M^{me} TALAYRACH D'ECKARDT, H. LICHTENBERGER, A. LÉVY. In-8. 1906. 4 fr.
- SCHINZ. *Problème de la tragédie en Allemagne.* In-8. 1903. 1 fr. 25
- SECRETAN (H.). *La Société et la morale.* 1 vol. in-12. 1897. 3 fr. 50
- SEIPPEL (P.), professeur à l'École polytechnique de Zurich. *Les deux Frances et leurs origines historiques.* 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. 50
- SIGOGNE (E.). *Socialisme et monarchie.* In-16. 1906. 2 fr. 50
- SKARZYNSKI (L.). **Le progrès social à la fin du XIX^e siècle.* Préface de M. LÉON BOURGEOIS. 1901. 1 vol. in-12. 4 fr. 50
- SOREL (Albert), de l'Acad. franç. *Traité de Paris de 1815.* In-8. 4 fr. 50
- TARDE (G.), de l'Institut. *Fragments d'histoire future.* In-8. 5 fr.
- VALENTINO (Dr Ch.). *Notes sur l'Inde.* In-16. 1906. 4 fr.
- VAN BIERVLIET (J.-J.). *Psychologie humaine.* 1 vol. in-8. 8 fr.
- *La Mémoire.* Br. in-8. 1893. 2 fr.
- *Études de psychologie.* 1 vol. in-8. 1901. 4 fr.
- *Causeries psychologiques.* 2 vol. in-8. Chacun. 3 fr.
- *Esquisse d'une éducation de la mémoire.* 1904. In-16. 2 fr.
- VAN OVERBERGH. *La réforme de l'enseignement.* 2 vol. 1906. 10 fr.
- VERMALE (F.). *La répartition des biens ecclésiastiques nationalisés dans le département du Rhône.* In-8. 1906. 2 fr. 50
- VITALIS. *Correspondance polit. de Dominique de Gabre.* In-8. 12 fr. 50
- WYLM (Dr). *La morale sexuelle.* 1 vol. in-8. 1907. 3 fr.
- ZAPLETAL. *Le récit de la création dans la Genèse.* In-8. 3 fr. 50
- ZOLLA (D.). *Les questions agricoles.* 1894 (1^{re} série). Vol. in-12. 3 fr. 50

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

Adam.....	6, 13	Cahan (L.).....	16	Dunan.....	3, 27	Herbert Spencer. Voy.	
Afaux.....	2, 26	Caix de St-Aymour ..	21	Dunant (E.).....	27	Spencer.....	
Alglave.....	23	Calvocressi.....	14	Duprat.....	3, 7	Herckenrath.....	3
Allier.....	2, 16	Candolle.....	24	Duproix.....	7, 13	Hirth.....	9
Amiable.....	26	Cardon.....	27	Dupuy.....	27	Hocquart.....	23
André.....	26	Carnot.....	27	Durand (de Gros).....	3, 7	Höfding.....	6, 9, 23
Andler.....	18	Carré de Vaux.....	14	Durkheim.....	3, 7	Horric de Beaucaire.....	21
Angot.....	25	Carrau.....	7	Dwelschauvers.....	6	Horvath.....	23
Aristote.....	12	Cartailhac.....	24	Egger.....	8	Huxley.....	24
Arloing.....	24	Cartault.....	20	Eichthal (d').....	3, 19	Icard.....	23
Arminjon.....	26	Caudrillier (G.).....	26	Ellis Stevens.....	19	Ioteyko et Stefanows-	
Arréat.....	26	Chabot.....	7	Encausse.....	3	ka.....	6
Aslan.....	2, 6, 26	Chantavoine.....	14	Endrodi.....	28	Isambert.....	9, 16
Alger.....	2, 26	Charriaut.....	27	Enriquez.....	6	Izoulet.....	9
Auby.....	26	Chariton Bastian.....	23, 24	Erasme.....	13	Jaccard.....	25
Auerbach.....	18	Chastin.....	15	Espinas.....	3, 8, 27	Jacoby.....	9
Aulard.....	16	Chide (A.).....	6	Evellin (F.).....	8	Jaell.....	3
Bacha.....	16	Clamageran.....	27	Fabre (J.).....	12	James.....	3, 23
Bacon.....	13	Clay.....	2	Fabre (P.).....	19	Janet (Paul).....	3, 8, 12
Bagehot.....	23	Coignet (C.).....	2	Fagnot.....	29	Janet (Pierre).....	9, 22
Bain (Alex.).....	6, 23, 24	Colajanni.....	25	Faivre.....	3	Janssens.....	23
Ballet (Gilbert).....	2	Collignon.....	27	Farges.....	21	Jankelewitch.....	3
Baldwin.....	6	Collins.....	23	Favre (M ^{me} J.).....	12	Jastrow (J.).....	6
Balfour Stewart.....	23	Combarieu.....	27	Féré.....	3, 24	Jaurès.....	9
Bardoux.....	6, 23	Combes de Lestrade.....	18	Ferrère.....	28	Javal.....	25
Barni.....	19	Constantin.....	23, 25	Ferrero.....	8, 10	Joly (H.).....	14
Berthelmy St-Hilaire.....	6, 12	Cooke.....	23	Ferri (Enrico).....	3, 8	Jourdy.....	28
Baruzi.....	12	Cordier.....	18, 19	Ferri (L.).....	8	Jouvan.....	28
Barzelotti.....	6	Cosentino.....	7	Ferrens-Gevaert.....	3	Kant.....	13
Basch.....	13, 14, 15	Cosentino.....	25	Figard.....	13	Kardos.....	28
Bayat.....	2, 6	Coste.....	2, 7, 27	Finot.....	8	Karppé.....	28
Bazailles.....	6	Cottin (C ^{ie} P.).....	26	Fleury (de).....	8	Kaufmann.....	9, 28
Beaunis.....	24	Couailhac.....	14	Fonsegrive.....	3, 8	Kauk.....	21
Beaussire.....	2, 13, 10	Coubertin.....	27	Foucault.....	8	Keim.....	9, 28
Bellaigue.....	14	Couchoud.....	14	Fouillée.....	3, 8, 12	Kingsford.....	28
Bellamy.....	15	Courant.....	14, 19	Fournière.....	3, 8, 15	Kostyleff.....	28
Bellanger.....	26	Courcelle.....	14	Fulliquet.....	23	Krantz.....	12
Bémont (Ch.).....	22	Couturat.....	7, 12	Gaffarel.....	8	Labrousse.....	28
Belot.....	6	Crépeux-Jamin.....	7	Gaisman.....	17, 18	Lacheller.....	3
Bernard.....	12	Cresson.....	3, 7, 13	Garnier.....	17	Lacombe.....	9
Benoist-Hanappier.....	26	Dané.....	18	Garofalo.....	26	Lacombe (de).....	28
Bérard (V.).....	18	Damon.....	18	Gaucler.....	3	Lafay.....	20
Bergson.....	2, 6	Dantou (G.).....	13	Geffroy.....	3	Lafontaine (A.).....	12
Berkeley.....	13, 23	Danville.....	27	Geley.....	21	Lagrange.....	24
Bernard (A.).....	17	Dany.....	3	Gelle.....	3, 23	Laisant.....	3
Bernath (de).....	27	Darel (Th.).....	27	Gérard-Varet.....	25	Lalande.....	9, 28
Bernstein.....	23	Daubrée.....	24	Gide.....	8	Lalo (Ch.).....	6
Berthelot.....	23, 24	Dauriac.....	3, 7, 27	Gillet.....	28	Laloy.....	25
Berthelot (R.).....	6	Debat (A.).....	20	Giraud-Feulon.....	28	Laloy (L.).....	14
Berton.....	27	Deberle.....	19	Gley.....	8	Lamperière.....	3
Bertrand.....	7	Debidour.....	16	Goblot.....	3, 8	Landry.....	3, 9
Binet.....	2, 7, 24, 25	Defourny.....	27	Godfernaux.....	3	Lanessan (de).....	6, 9, 15, 28
Blanc (Louis).....	17, 19	Delacroix.....	6, 14	Gomel.....	16	Lang.....	9
Blaserna.....	23	De la Grasserie.....	7	Gomperz.....	12	Lange.....	3
Bloch (L.).....	6	Delbos.....	7, 13	Gory.....	8	Langlois.....	20
Blondel.....	2	Delord.....	17, 19	Gourd.....	28	Lanson.....	20
Boirac.....	6	Delvaile.....	7	Gourg (R.).....	13	Lapie.....	4, 9, 17
Boiteau.....	6	Delvolle.....	3, 7	Grasset.....	3, 6, 3, 25	Lapie.....	4, 9, 17
Bolton King.....	16	Demeny.....	25	Greef (de).....	3, 8, 28	Laschi.....	10
Bolton King.....	18	Demour.....	25	Griveau.....	28	Lasserre.....	28
Bondois.....	16	Dépasse.....	19	Gros.....	8	Laugel.....	4, 17
Bonet-Maury.....	19	Déraismes.....	27	Grosse.....	25	Laurière.....	9
Bornarel.....	16	Dérocquigny.....	19	Guéroult.....	19	Laveleye (de).....	9, 19, 29
Bos.....	2	Deschamps.....	27	Guex.....	28	Lazard (R.).....	29
Boucher.....	2, 6, 7, 15	Deschanel.....	19	Guillard.....	18	Leblond (M.-A.).....	17
Bouglé.....	2, 19	Despois.....	16	Guignet.....	25	Lebon (A.).....	21
Bourdeau (J.).....	2, 19	Dick May.....	15	Guraud.....	20	Le Bon (G.).....	4, 9
Bourdeau (L.).....	7, 25, 27	D'Indy.....	14	Gurney.....	28	Léchalas.....	4, 9
Bourdon.....	7	Doellinger.....	16	Guyot (H.).....	3, 8, 12, 28	Lechartier.....	9
Bourgeois (E.).....	21	Dollot.....	27	Guyot (R.).....	12	Leclère (A.).....	9, 26
Boulier.....	18	Domet de Vorges.....	14	Voyez		Le Dantec.....	3, 9, 25
Boutroux (E.).....	2, 7, 27	Draghicesco.....	7	Thénard.....		Lefèvre (G.).....	4, 19
Boutroux (P.).....	20	Draper.....	23	Guyot (Y.).....	16	Lefèvre-Pontalis.....	21
Brandon-Salvador.....	27	Dreyfus (C.).....	13	Halévy (Elie).....	8, 12	Lemaire.....	29
Braunschvig.....	7	Dreyfus-Brisac.....	21	Halleux.....	28	Léon (Xavier).....	9
Brasseur.....	27	Driault.....	16, 18, 19	Halot.....	28	Léonardon.....	14, 21
Bray (A.).....	7	Droz.....	13	Hamelin.....	6, 12	Leroy (Bernard).....	9
Brenet.....	14	Dubuc.....	27	Hannequin.....	6, 8	Letanturier.....	29
Brochard.....	7	Duchaux.....	15	Hanoetaux.....	21	Lévy (A.).....	9, 13
Broda (R.).....	22	Dugald-Stewart.....	12	Hartenberg.....	6, 28	Lévy (L.-G.).....	9, 13
Brooks Adams.....	27	Dugas.....	13	Hartmann (E. de).....	15	Lévy (L.-G.).....	29
Brousseau.....	27	Dugay.....	3, 27	Hatzfeld.....	12, 14	Lévy-Schneider.....	29
Brucke.....	24	Du Marousssem.....	2	Hauser.....	15	Liard.....	4, 9, 12
Brunache.....	25	Dumas (G.).....	3, 7, 22	Hauvette.....	15	Lichtenberger (A.).....	19, 29
Brunschvicg.....	2, 7, 13	Dumont (L.).....	13	Hébert.....	20	Lichtenberger (H.).....	4, 9
Bücher (Karl).....	27	Dumont (P.).....	13	Hegel.....	8	Lodge (O.).....	4
Bullé.....	27	Dumoulin.....	16	Helmholtz.....	23, 24	Löb.....	23
Pulfiat (G.).....	19	Dunant.....	16	Hébert.....	20	Lombard.....	20
Bunge (C. O.).....	27	Dunant.....	16	Henry (Victor).....	11	Lombroso.....	4, 9, 10
Burdin.....	21	Dunant.....	16	Herbart.....	20	Lubac.....	10
Bureau.....	15	Dunant.....	16	Herbart.....	20	Lubbock.....	4, 24

VERIFICATION

Lucaire.....	20	Ouvré.....	10, 12	Ritter (W.).....	14	Strothl.....	29
Luquet.....	10	Palante.....	4, 10	Rivaud.....	11, 12	Strowski.....	14
Lyon (Georges).....	4, 10	Papus.....	3	Roberty (de).....	5, 6, 11, 24	Stuart Mill.....	5, 11
Mabileau.....	29	Paris (C ^{te} de).....	29	Roberty.....	30	Sully (James).....	11, 24
Magnin.....	29	Pariset.....	29	Robin (L.).....	12	Sully Prudhomme.....	5, 11
Maindron.....	29	Paul-Boncour (J.).....	4, 29	Roché.....	25	Swarte (de).....	12
Malapert.....	10	Paul Louis.....	19	Rodier.....	12	Swift.....	5
Malméjac.....	25	Paulhan.....	4, 10, 29	Rodocanachi.....	18	Sybel (H. de).....	16
Mandoul.....	29	Payot.....	10	Rœhrich (E.).....	5	Tannery.....	12
Mantegazza.....	24	Pellet.....	17	Rogues de Fursac (J.).....	5	Tanon.....	5
Marguery.....	4	Pelletan.....	29	Roisel.....	5, 30	Tarde.....	5, 14, 15, 30
Mariétan.....	29	Penjon.....	19	Romanes.....	11, 24	Tardieu (E.).....	11
Marion.....	10	Perès.....	10	Rood.....	24	Tardieu (A.).....	16
Martin-Chabot.....	20	Peréz (Bernard).....	10, 29	Rott.....	30	Tardieu (J.).....	2
Martin (F.).....	10	Perrier.....	24	Rousseau (J.-J.).....	13	Tausserat-Radel.....	21
Martin (J.).....	14	Petigrew.....	23	Roussel - Despierres (Fr.).....	5, 11	Thamin.....	17
Martagrin.....	25	Philbert.....	29	Russell.....	6, 12	Thénard et Guyot.....	16
Mathiez.....	17	Philippe (J.).....	4, 29	Ruyssen.....	11, 14	Thomas (A.).....	29
Mattier.....	18, 19	Prat.....	10, 13, 14, 26, 29	Rzewuski.....	2	Thomas (P.-F.).....	5, 11, 13, 26
Maudsley.....	23	Picard (Ch.).....	10, 12, 13	Sabatier (G.).....	30	Thurston.....	24
Mauxion.....	4, 14	Pictet.....	10	Sabatier (A.).....	11	Tissie.....	5
Maxwell.....	10	Piderit.....	10	Saigey.....	11, 13	Topinard.....	24
Mercier (Mgr).....	29	Pilastre (E.).....	30	Saint-Paul.....	11	Trouessart.....	15
Métin.....	15, 17, 18	Pillon.....	4, 6, 10	Saieilles.....	15	Turmann.....	24
Méunier (Stan.).....	25	Pinloche.....	14, 19, 30	Sanz y Escartin.....	11	Turot.....	15
Meyer (de).....	24	Piogér.....	4	Saussure.....	30	Tyndall.....	23
Meyerson (E.).....	6	Piolet.....	7	Savous.....	30	Vacherot.....	14
Mihaud (E.).....	18	Pirou.....	18	Scheffer.....	17, 18	Valentino.....	30
Mihaud (G.).....	4, 12, 29	Pirro.....	14	Schelling.....	13	Vallaux.....	17
Mill. Voy. Stuart Mill.....	29	Plantet.....	21	Schinz.....	30	Van Beneden.....	23
Millerand.....	29	Platon.....	12	Schmidt.....	23, 24	Van Biervliet.....	26, 30
Modestov.....	29	Podmore.....	8	Schmidt (Ch.).....	18	Vandervelde.....	15, 25
Molinari (G. de).....	22	Poey.....	30	Schopenhauer.....	2, 5, 11	Van Overbergh.....	30
Mollien.....	17	Prat.....	10, 30	Schutzenberger.....	23	Vermale.....	30
Monnier.....	29	Preyer.....	10	Séailles.....	11	Véra.....	13
Monod (G.).....	22	Préal.....	10	Secchi.....	24	Véron.....	18
Monteil.....	19	Puech.....	4	Secrétan (H.).....	30	Viallate.....	14, 16, 19, 23
Morel-Fatio.....	26	Quatrefages (de).....	23, 25	Seignobos.....	15	Vidal de la Blache.....	20
Morin (Jean).....	21	Queyrat.....	4	Seippel.....	30	Vie politique.....	16
Mortillet (de).....	25	Rageot.....	4	Sighele.....	11	Vigot.....	17
Mosso.....	4, 25	Rambaud (A.).....	21	Sigogne.....	30	Vitalis.....	30
Muller (Max).....	10	Rauh.....	10	Silvestre.....	17	Vries (H. de).....	23
Murisier.....	4	Recéjac.....	18	Skarzynski.....	30	Waddington.....	21
Myers.....	8, 10	Recouly.....	4	Socrate.....	12	Wahl.....	17
Naville (A.).....	4	Regnaud.....	4, 30	Sollier.....	5, 11	Wavnebaum.....	11
Naville (Ernest).....	10	Reinach (J.).....	19, 21	Sorel (A.).....	12, 21, 30	Weber.....	11
Nayrac.....	10	Renard.....	5, 10	Sorin.....	18	Weill (G.).....	17
Nephtyeff.....	29	Renouvier.....	6, 10, 11, 30	Souriau.....	5, 11	Welschinger.....	14
Niewnglowski.....	23	Revault d'Allonnes.....	6	Spencer.....	3, 9, 23, 24	Whitney.....	23
Nodet.....	29	Réville.....	5	Spinoza.....	12	Wulf (de).....	12, 13
Noël (E.).....	13	Rey (A.).....	5, 11	Spuller.....	17, 19	Wundt.....	5
Noël (O.).....	17	Reynald.....	18	Staffer.....	11	Wurtz.....	24
Nordau (Max).....	4, 10	Ribéry.....	11	Stallo.....	24	Wylm.....	30
Normand (Ch.).....	29	Ribot (Th.).....	5, 11, 22	Starcke.....	24	Zapletal.....	30
Norman Lockyer.....	25	Richard.....	11	Stefanowska-Voy. Ioteyko.....	11	Zeller.....	5
Novicow.....	4, 10, 19, 29	Richert.....	5, 11	Stem.....	11	Zevort.....	17
Oldenberg.....	10	Rieman.....	5, 24	Stourm.....	17	Zivvy.....	5
Olle-Laprune.....	13	Rignano.....	11	Strauss.....	15	Zoiffa.....	30
Ossip-Lourié.....	2, 4, 10						

TABLE DES AUTEURS ÉTUDIÉS

Albéroni.....	21	Diderot.....	27	Lavoisier.....	24	Prim.....	14
Aristophane.....	27	Disraeli.....	14	Leibniz.....	9, 12	Rameau.....	14
Aristote.....	12, 14, 26, 29	Epicure.....	12	Leroux (Pierre).....	11	Reid.....	27
Anselme (Saint).....	14	Erasmus.....	13	Litré.....	26, 30	Renan.....	2
Augustin (Saint).....	14	Fernel (Jean).....	13	Lotz.....	29	Renouvier.....	11, 28
Avicenne.....	14	Feuerbach.....	9, 13	Lucrèce.....	20	Saint-Simon.....	7
Bach.....	14	Fichte.....	7, 9, 13	Maine de Biran.....	14	Schiller.....	14, 30
Bacon.....	13	Gassendi.....	13	Maitre (J. de).....	29	Schopenhauer.....	5
Barthélemy.....	21	Gazali.....	14	Malebranche.....	13, 14	Schretan.....	4
Baur (Christian).....	5	Godwin.....	13	Mendelssohn.....	14	Smetana.....	14
Bayle (P.).....	7	Goujon.....	17	Montaigne.....	14	Straton de Lampsaque.....	12
Beethoven.....	14	Guyau.....	8, 26, 27	Moussorgsky.....	14	Simonde.....	20
Béguelin (N. de).....	13	Hegel.....	13	Napoléon.....	16, 27	Socrate.....	13, 14
Bernadotte.....	18	Heine.....	9	Newton.....	6	Spencer (Herbert).....	7
Bismarck.....	14, 16, 18	Helvétius.....	9, 26	Nietzsche.....	4, 5, 8	Spinoza.....	7, 11, 13, 14
Bonaparte.....	18	Herbart.....	14, 19	Okoubo.....	14	Stuart Mill.....	9
Bouvier (Aug.).....	30	Hobbes.....	14, 19	Ovide.....	20	Sully Prudhomme.....	9
Cambon.....	16	Horace.....	30	Palestrina.....	14	Tacite.....	27
Cesar Franck.....	14	Hume.....	9	Pascal.....	11, 13, 14, 18	Taine.....	6, 9, 26
Chamberlain.....	14	Ibsen.....	9	Pestalozzi.....	13, 14	Tatien.....	30
Comte (Aug.).....	5, 6, 7, 9, 11, 26, 30	Jacobi.....	9, 13	Philon.....	13, 14	Thomas (Saint).....	29
Condorcet.....	16	Kant.....	3, 7, 8, 11, 13, 14	Pichégu.....	26	Tibulle.....	30
Cousin.....	2	Lamarck.....	30	Platon.....	13, 14, 26, 30	Tolstov.....	4
Darwin.....	4, 24, 25	Lamb (Charles).....	30	Plotin.....	12	Voitaire.....	13
Descartes.....	9, 12, 20	Lamennais.....	3	Poë.....	9	Wagner (Richard).....	9

